

PIERRE ANTOINE PERROD

L'AFFAIRE LALLY TOLENDAL

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV

— LE 10 MAI 1975 —

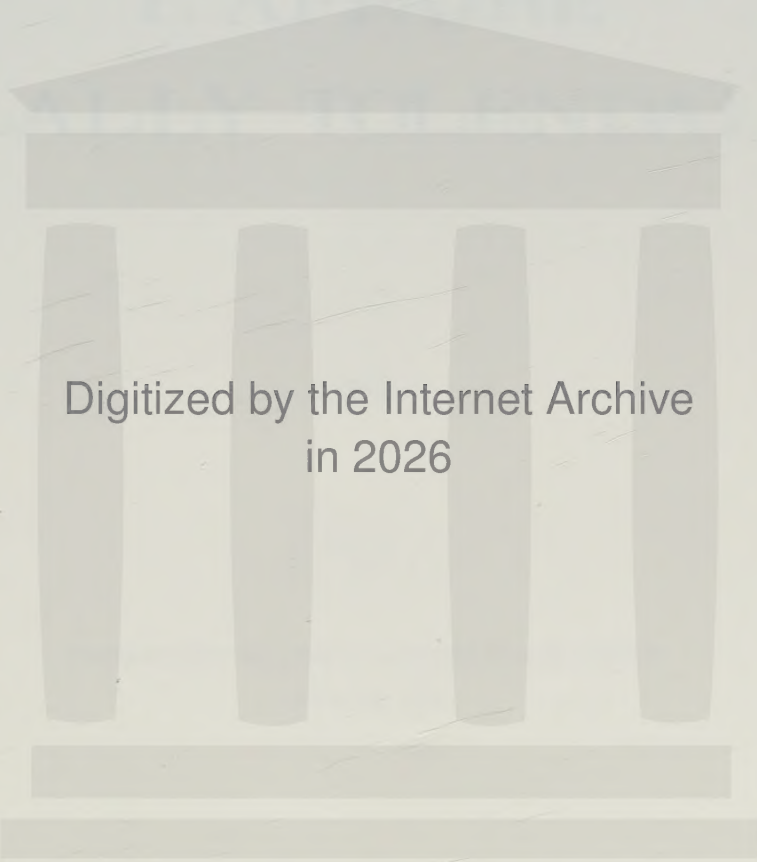
SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE DE LILLE III

- 1976 -

COMPOSITION DU JURY

- M. P.CHAUNU, *Président, Professeur à l'Université de Paris IV,*
M. R.POMEAU, *Rapporteur, Professeur à l'Université de Paris IV,*
M. L.TRENARD, *Professeur à l'Université de Lille III,*
M. le Doyen A.LATREILLE,
M. le Premier Président M.ROUSSELET.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549909_0016

PIERRE ANTOINE PERROD

L'AFFAIRE LALLY TOLENDAL

TOME I



THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV

— LE 10 MAI 1975 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE DE LILLE III

- 1976 -



A Madame et

à Monsieur Pierre F...

Avec l'expression de mon amitié.

--

Ces douleurs si profondes du
magistrat ... qui les plaint ? ...
qui les console ? ... Notre gloire
est de les enterrer au fond de
nos coeurs.

Honoré de Balzac

(La dernière Incarnation de Vautrin)

.....

L'AVOCAT D'APRES-DEMAIN - Armand Henneuse,

Pierre Antoine PERROD

L' A F F A I R E

L A L L Y - T O L E N D A L

-. Le Journal d'un Juge .-

-:-

La Cause d'un infortuné
est celle de tous les hommes.
La cause d'un innocent
est celle de tous les siècles.

Lally Tolendal.

A V A N T - P R O P O S

-:-

"Ce n'est pas la vérité qui
triomphe : ce sont ses ennemis
qui arrivent à mourir".

L'Affaire du comte de Lally a donné lieu à une abondante littérature, après avoir suscité de nombreux mouvements d'opinion.

La condamnation de Lally et les procédures sur cassation qu'elle provoqua entraînèrent des polémiques multiples que nous évoquerons : mais ce qui d'abord nous intéresse, c'est, au-delà des débats devant le Parlement de Paris, à l'issue desquels Louis XV laissa livrer au bourreau l'un de ses lieutenants généraux, nommé par lui commissaire général aux Indes, de pouvoir faire le point sur ce procès, le plus grand peut-être du XVIIIème siècle. Ensuite de deux cassations par le Conseil d'Etat privé du Roi, les Parlementaires de Bourgogne, saisis après un premier renvoi devant le Parlement de Normandie, maintinrent la décision des Conseillers de Paris. Emportées par la Révolution, les juridictions royales ne purent dire leur dernier mot. "L'Affaire Lally-Tolendal" relève ainsi du tribunal de l'Histoire.

Que doit-on penser de cette persistance dans la condamnation ? Voltaire avait, le premier, attaqué l'arrêt dans ses Fragmens sur quelques révolutions dans l'Inde et sur la mort du comte de Lally. Ses réflexions courageuses s'inséraient dans sa lutte contre les Parlements : il avait tenu à étudier le dossier personnellement, mais pour partie avait dû se contenter d'une documentation de seconde main remise par le fils du condamné, le comte de Tolendal (Trophime Gérard). Après la Révolution française, on se plut à admettre que la condamnation du général Lally à la peine de mort, avait été un véritable "assassinat

judiciaire". Cette opinion ne provenait sans doute pas d'un examen impartial de la procédure d'information, mais satisfaisait un esprit d'hostilité générale envers toutes les institutions de l'ancien régime.

C'est sous la plume d'un Anglais, le lieutenant-colonel Malleson, qu'un premier travail de valeur historique fut entrepris. Ses articles, qui parurent dans la Revue de Calcutta, furent réunis en volume sous le titre Histoire des Français dans l'Inde depuis la fondation de Pondichéry jusqu'à la prise de cette ville. (1674-1761)⁽¹⁾. Cet officier anglais réhabilitait ensemble Dupleix, La Bourdonnais, Bussy et Lally : "Nous confessions, écrivait-il, qu'avant d'avoir étudié sérieusement les documents officiels qui sont la base de cette histoire, nous ne pouvions comprendre comment des caractères aussi brillants, aussi énergiques, aussi entreprenants que ceux de Dupleix, La Bourdonnais, Bussy et Lally, avaient pu échouer en face d'adversaires qui, sauf Clive, leur étaient inférieurs en capacités. Mais après examen, la solution de ce problème est devenue facile. Ces quatre hommes célèbres ont brillé d'un éclat d'autant plus grand qu'ils n'ont été, le plus souvent, entourés que de satellites désordonnés." N'y avait-il pas là un premier signe ? N'est-il pas vrai que "lorsque des étrangers estiment un ennemi, il semble qu'ils avertissent ses compatriotes de le respecter" ?

En 1887, Tibulle Hamont, après avoir étudié les pièces originales du procès, publia un Lally-Tolendal d'après des

(1) Traduction de Mme S. Le Page, Paris, Librairie de la Société bibliographique, 1874.

documents inédits⁽¹⁾. Faisant le procès de la politique française aux Indes il rendait hommage au comte de Lally, "qui avait payé de sa tête un système politique funeste". Paul Reullier, avocat à la Cour d'appel de Paris, évoqua, le 25 septembre 1889, le Procès de Lally Tolendal dans son discours de rentrée à la Conférence des Avocats⁽²⁾. Il y eut là une nouvelle réhabilitation vue par "la défense". En 1898, la plaquette d'Alfred Meyer, intitulée Le Baïllon en 1766 - Lally-Tolendal et son Procès de Trahison⁽³⁾, relève plutôt de la polémique. Infiniment plus approfondie fut en 1903, l'étude⁽⁴⁾ d'Henri Carré, limitée malheureusement aux procédures après cassation du procès Lally (1778-1786); après s'être livré à un dépouillement minutieux des archives de Rouen et de Dijon, Henri Carré a présenté la première documentation complète et objective sur toute la phase postérieure à la condamnation. Nous ne voulons pas omettre, bien qu'elles n'aient nullement la prétention d'un travail juridique, les pages trop oubliées de Maurice Maindron "Dans l'Inde du Sud"⁽⁵⁾ sur Duplex et le comte de Lally ; écrites dans une langue magnifique, ces impressions de voyage apportent des renseignements puisés aux sources mêmes de la tradition populaire aux Indes.

Pierre La Mazière donna en 1931, dans la collection Les Grandes Figures Coloniales, un Lally-Tolendal d'un intérêt plus littéraire qu'historique⁽⁶⁾. C'est Marc Chassaigne qui devait

(1) Paris, Plon - Nourrit, 1887,

(2) Paris, Alcan-Lévy, 1890,

(3) Paris, Stock, 1898,

(4) Extrait du Compte rendu de l'Académie des Sciences Morales et Politiques,

(5) Paris, Alphonse Lemerre, 1907-1909.

(6) Paris, Plon, 1931.

apporter sur le comte de Lally⁽¹⁾ l'étude d'ensemble la plus complète. Avec une érudition exceptionnellement fournie, il a écrit un livre dans lequel il a pris parti. Pour lui le comte de Lally fut un officier coupable, qui méritait sa condamnation et dont la seule excuse fut d'être "un pauvre homme, malade de corps et plus malade d'esprit". Son ouvrage, rédigé avec un grand souci d'information, détruisait la légende de l'innocence de Lally et faisait pencher définitivement, semblait-il, la balance du côté des contempteurs de celui-ci.

A côté de ces ouvrages consacrés à l'étude de l'affaire Lally Tolendal, nous serions incomplets si nous ne mentionnions pas le nom d'Alfred Martineau. Rien de sérieux ne peut être écrit sur l'Inde française, sans se référer à lui. Il en va de même pour le président de La Cuisine dont l'ouvrage sur le Parlement de Bourgogne reste malgré son ancienneté, le traité fondamental sur la cour suprême de Dijon⁽²⁾. Tout récemment, M. Roger Glachant, qui ne cache pas une certaine sympathie pour Lally, a publié une Histoire de l'Inde des Français⁽³⁾ où il se révèle à la fois mémorialiste et sociologue avec une documentation sûre ; il présente dans une analyse lucide, ce XVIIIème siècle de décolonisation en Asie où "la France", ainsi que l'écrit M. Thierry Maulnier dans sa préface, "laissait, comme l'Antoine de Shakespeare, tomber des plis de son manteau, des provinces et des royaumes".

Pour notre part, nous apportons pour éclairer le procès de Lally, un document inédit, le Journal de Jean-Baptiste Bouthier

(1) Société de l'Histoire des Colonies Françaises, Paris, Librairie Larose, 1938,

(2) de La Cuisine - Le Parlement de Bourgogne, Dijon, 1864,

(3) Roger Glachant, Histoire de l'Inde des Français, Paris, Plon 1965.

de Rochefort, conseiller au Parlement de Bourgogne, juge de Lally lorsque l'affaire est venue sur deuxième cassation devant la Grand'Chambre de Dijon, avec son "Avis circonstancié" tel qu'il "opina" lors du délibéré ; il nous révèle ce que fut l'information devant le Parlement de Bourgogne et les votes de chacun des conseillers. Après deux siècles, la voix du conseiller Bouthier de Rochefort se fera entendre pour rendre le verdict que les murs de la Grand'Chambre du Palais de Justice de Dijon avaient étouffé. La justice est sans doute toujours relative ; les hommes doivent être jugés selon leur temps et leur époque. Général de Louis XV, Lally a-t-il mérité la mort horrible qui fut la sienne ? Nous y répondrons en nous référant à l'avis d'un juge de son temps pleinement informé de son dossier.

Notre ambition serait d'aller plus loin encore. L'affaire Lally est le procès d'un "criminel de guerre" au XVIIIème siècle. Il pose le problème des responsabilités collectives et individuelles devant la Justice. Remuer les poussières du passé en quête d'une erreur judiciaire n'est sans doute pas oeuvre négligeable, mais aujourd'hui le sujet que nous abordons nous a paru susceptible de découvrir des horizons plus vastes. Au-delà des hommes, des circonstances qui leur furent propres, il existe en nous cette "insurrection permanente" qui nous fait rechercher le juste et le vrai pour le progrès de la civilisation. Nous voudrions que notre étude du procès du comte de Lally constituât notre modeste contribution à ce qu'on aime à appeler les leçons

de l'Histoire, tant il est vrai que le passé est la seule matière que nous puissions explorer pour tenter d'y découvrir les lignes secrètes de l'avenir.

Nous tenons à remercier tout particulièrement M. Pierre Riberette, dont l'amitié et la collaboration nous ont été infiniment précieuses pour la rédaction de ce livre, M. Michel Antoine, M. Langlois-Berthelot, MM. les Conservateurs des Archives nationales et Archives départementales de la Seine Maritime, qui ont facilité nos recherches, ainsi que M. Gaston Popu, expert graphologue. A Dijon, nous avons trouvé auprès de M. Jean Rigaux, Directeur des services d'archives de la Côte d'Or, de Mlle Vri-gnier, Conservatrice-adjointe, de M. Pierre Gras, Conservateur en Chef de la Bibliothèque de la Ville, de M. Garreta, Conservateur à cette même bibliothèque, de M. le Président Albert Colombet, dont la thèse sur "Les Parlementaires bourguignons à la fin du XVIIIème siècle" est un monument de l'histoire judiciaire, un accueil qui nous a beaucoup touchés. Quant à M. Lacour, Directeur des services d'archives du Rhône, il nous a facilité, avec tout son personnel, la consultation des documents d'archives : nous lui en sommes reconnaissants. Francis Ambrière, une fois de plus, nous a aidés de ses précieux conseils, ce livre est né encore de sa grande amitié. Mlle Madeleine Fargeaud, Roger Pierrot, Jean Tricou, Charles Guillemain, savent combien nous leur devons et nous sommes heureux, encore une fois, de leur exprimer notre affection. Nous tenons à rendre un particulier hommage à

Jean Pommier, notre ami et notre maître, disparu brusquement, il y a quelques mois. Il s'était intéressé à notre travail, nous conseillait, et nous ne nous consolons pas de sa perte irréparable.

o
o o

- P R E M I E R E P A R T I E -

LE PROCES D'UN CRIMINEL DE GUERRE

AU XVIIIème SIECLE

"Seuls les gens qui ont l'habitude
"des régions à coloniser doivent être chargés
"d'organiser avec méthode l'implantation
"des nouveaux habitants... Point de
"domination, point de monopole, toujours
"la force qui protège, jamais celle qui
"s'empare".

Talleyrand

Essai sur les avantages à retirer des
colonies dans les circonstances présentes
(Séance de l'Institut des Sciences
morales et politiques du 3 juillet 1797)

AVANT

LE LEVER DU RIDEAU...

Dans cette matinée du vendredi 20 juin 1783, la demie de huit heures n'a pas encore sonné quand le conseiller au Parlement de Dijon, Jean-Baptiste Bouthier de Rochefort, quitte sa maison de la rue des Godrans (ancienne rue des Champs, maison n° 658). Comme c'est aujourd'hui audience solennelle sur renvoi de cassation, il a revêtu sa robe rouge à larges manches, coiffé son mortier et il monte dans sa "chaise" pour se faire porter au Palais. Il ne serait pas séant qu'un conseiller, au surplus chancelier des sceaux du Parlement de Bourgogne, le jour où commence un grand procès, se rendit à pied au Palais. A Dijon, depuis longtemps les parlementaires bourguignons ne se promenaient plus, comme jadis leurs confrères parisiens, sur des mules à pas tranquille, bien que ces animaux au caractère têtu, ombrageux et pacifique, aient parfaitement convenu aux gens de justice. Dans leurs belles demeures, de larges cours pavées permettaient aux présidents et conseillers de faire évoluer leurs carrosses.

Le conseiller Bouthier de Rochefort, qui - nous l'imaginons d'après la correspondance que nous avons consultée⁽¹⁾ - a l'habitude de se lever tôt, a entendu une première messe dans la chapelle des Oratoires, rue de l'Oratoire, voulant se préparer à l'audience avec un coeur pur et un esprit libre. Il ne s'est pas encore habitué à l'office qui se dit dans la chapelle du Palais de Justice ; il s'y sent mal à l'aise comme si les paroles divines devenaient des formules de procédure. Il ne se recueille bien que dans l'humilité obscure d'une petite église ou dans son Brionnais natal à l'ombre des grands arbres qui gardent à leur

(1) Coll. pers.-

sommet, tard dans la saison, une chevelure de feuilles d'or. Ensuite, il a déjeuné de façon solide dans sa cuisine, dont il aime l'intimité chaude avec sa vaisselle charolaise aux décors rustiques "jaune et bleu tendre", les plats d'étain contre les murs et les pichets rangés, selon leur taille, comme des recrues au régiment⁽¹⁾. Ayant mangé une soupe épaisse de paysan, du fromage et des fruits qui remplacent, en ce jour maigre, le morceau de petit salé habituel, le tout arrosé d'un verre de vin de ses vignes, il se sent fort pour toute la journée.

Maintenant, ses porteurs courent vers le Palais après avoir tourné place Saint-Jean. Ils remontent la rue de la Poulaillerie et saluent les domestiques du conseiller Verchère d'Arceau, sortant son carrosse pour le conduire également à l'audience. Place Saint-Georges, ils sont arrêtés par un encombrement de voitures. Les porteurs, pour se faire donner le passage orient : "place à M. le Conseiller, garde des Sceaux de la Chancellerie du Parlement de Bourgogne !", mais dans le bruit des roues qui se heurtent, au milieu des jurons et des claquements de fouets des cochers, leurs voix se perdent et la place étant étroite il leur faut attendre. Enfin, ils s'engagent dans la rue Madeleine. A mesure qu'ils approchent du Palais ce sont des clercs, des procureurs ou des avocats qui se découvrent en laissant passer les chaises et les carrosses des conseillers. M. Bouthier de Rochefort apprécie cette marque de déférence. Les porteurs tournent alors par la rue du Trésor et arrivent place

(1) Cf. Inventaire dressé par Bouthier de Rochefort, (coll. pers.)

du Palais. Ils prennent soin de bien s'arrêter devant l'escalier et M. Bouthier de Rochefort descend, attentif à ne pas mettre les pieds dans sa robe à laquelle il est encore mal habitué, et dont son valet porte la queue traînante, suivant l'usage qu'avait introduit le Président Bouhier.

Il est neuf heures à peine quand il gravit les marches devant le grand portail qui s'ouvre sur la salle Saint-Louis. La place du Palais est très animée. Par les fenêtres apparaissent quelques visages de bourgeoises ou de chambrières. Le soleil de juin déjà haut éclaire d'une lumière qui commence à chauffer la façade monumentale du Parlement de Bourgogne, dominée par son immense fronton triangulaire, symbole d'"humaine sagesse". Les statues allégoriques, les graves emblèmes, les lions de marbre accroupis sur leurs pedestaux, tout annonce le temple de la justice "théocratique, seigneuriale et monarchique". La majesté de l'autel n'est-elle pas indispensable pour obliger les prêtres à en être dignes ?

Le conseiller, en montant l'escalier, éprouve un sentiment mêlé d'orgueil et de timidité ; fier d'être devenu "parlementaire" il n'est pas encore blasé sur le prestige de ses fonctions. Parvenu sous la coupole supportée par quatre colonnes corinthiennes de marbre rose, il pousse les vantaux de la porte de bois, admirant une fois de plus le Saint-Sébastien sculpté, glorieux convertisseur des prisonniers. La tête du Saint martyr, surmontée du glaive de la justice, se penche douloureusement

comme accablée par les jugements des hommes. Un procès revenant sur cassation peut-il naître sous de meilleurs auspices ?

Aujourd'hui, en effet, commence le grand procès dont tout le monde parle à Dijon. Il s'agit pourtant d'une bien vieille affaire, qui depuis quelques années a pris un extraordinaire regain d'actualité : le 9 mai 1766 le comte de Lally, vice-Roi des Indes, général du roi Louis XV, déclaré coupable de trahison, de concussion et du crime de lèse-majesté par le Parlement de Paris, fut condamné à avoir la tête tranchée et exécuté en place de Grève. Cette mort infamante avait soulevé alors une grande émotion ; puis le temps avait passé, et, dix-sept ans après, ce procès revenant ensuite de deux cassations faisait sensation, comme s'il datait d'hier. Le comte de Lally mort défrayait la chronique bien plus encore que lorsqu'il était vivant. Sa famille, ses amis, se battaient comme si sa tête était encore en jeu.

Ces Irlandais exilés de leur pays avaient fait de la France leur seconde patrie. Il faut dire qu'ils ne lui avaient pas marchandé leurs services. Théobald, viscount Dillon, chef de l'illustre maison de ce nom et pair d'Irlande, avait à la fin de l'année 1688 levé et équipé à ses frais un régiment pour le service du roi Jacques II. Lorsque le 1er mai 1690 il avait débarqué à Brest avec un corps de 5.371 hommes de troupes donnés par son roi à Louis XIV⁽¹⁾, en échange de six régiments français, un Gérard Lally, qui n'était qu'un petit gentilhomme irlandais, l'avait suivi. Après la capitulation de Limerick, en 1691, le

(1) Louis XIV avait tenté de conquérir l'Irlande catholique en 1689 et y avait échoué. Le corps expéditionnaire, après la défaite de La Boyne s'était vu obligé de rembarquer et la malheureuse bataille de la Hougue mit un point final à cet ambitieux projet.

nombre de troupes irlandaises passées au service de la France avait considérablement augmenté et était monté à plus de 20.000 hommes. La "brigade" irlandaise s'était battue dans toutes les guerres. Arthur Dillon avait été le premier colonel du régiment irlandais et depuis un Dillon était toujours demeuré à sa tête.

Le comte de Lally, le décapité de 1766, s'était comporté dans la tradition de ses ancêtres, en magnifique soldat. Il était né un "13" janvier 1702 à Romans-en-Dauphiné et se trouvait ainsi sujet du Roi de France. Son grand-père était le général Lally qui avait suivi lord Dillon ; pour lui manifester une fidélité plus intime, il avait séduit sa fille. Comme la demoiselle avait accouché d'un solide garçon, lord Dillon, après avoir manifesté la colère et le mécontentement qui sont de mise dans ces circonstances, avait exigé le mariage.

Ce fils, premier "bâtard" de la lignée, était, paraît-il, d'une force prodigieuse. Il s'était battu aux côtés de Jacques II qui avait fait de lui un "baronnet". Sir Gérard Lally avait été promu colonel dans le régiment irlandais de lord Dillon, en garnison à Romans. On racontait de lui des actes de violence sauvage : devant tout son régiment, n'avait-il pas cassé, d'un coup de pistolet, la tête à un de ses grenadiers qui avait osé se plaindre de la mauvaise qualité du pain de munition ? Comme son père, il aimait se délasser avec les dames et c'est ainsi qu'il avait séduit un jour Anne-Marie de Bressac de Faventine qui, veuve de Philippe du Vivier, en son vivant second président

de la Chambre des Comptes de Grenoble, brûlait des feux d'un soleil couchant encore ardent. Sir Gérard Lally lui avait donné rapidement un fils qu'il légittima plus tard par le mariage. Ce second "bâtard" prénommé Thomas-Artur, devait devenir le général comte de Lally, dont la mémoire divisait encore la France.

Dès ses plus jeunes années, celui qui serait un jour vice-roi des Indes orientales avait reçu l'éducation d'Annibal. A huit ans, pour qu'il sente au moins l'odeur de la poudre, il campait sous la tente de Gérard Lally, près de Girone⁽¹⁾. Mais sa formation n'était pas négligée pour autant, il apprenait, comme les gentils hommes de l'époque, les langues mortes et vivantes, l'histoire et ce qu'on savait des sciences. Il s'instruisait par ses lectures personnelles et recevait surtout l'enseignement des amis de son père, dont l'Homme de Cour de Balthazar Gracian était le bréviaire. A cette époque on ne restait pas longtemps sur les bancs de l'école : à 14 ans on entra dans la marine, à 15 ans dans l'armée. Ainsi à 18 ans, Thomas-Artur connaissait presque tous les pays d'Europe et en parlait les principales langues. A sa majorité il était si brillant que le Régent avait voulu le nommer colonel. Son père s'y était opposé : les galons se gagnaient et la faveur pervertit. La cour du Régent aurait pu le gâter ; la mort de ce dernier en 1723 le renvoya à des occupations plus dignes.

Il gravit ainsi les échelons des différents grades. En 1733, en qualité d'aide-major du régiment de Dillon, il participait

(1) Ville forte d'Espagne (Catalogne). Les Français l'avaient souvent assiégée et s'en étaient emparé en 1656, 1694 et en 1711.

au siège de Kehl, puis à celui de Philippsbourg où il couvrait de son corps son père grièvement blessé. Après cette courte guerre, fidèle aux Stuart, il passa en Angleterre et intrigua quelque temps pour les faire remonter sur leur trône. De retour en France, la confiance du cardinal de Fleury, qui avait remarqué ses connaissances politiques, l'envoyait en Russie avec le projet ambitieux de détacher la Russie de l'Angleterre pour la rapprocher de la France. Parti sans aucun titre officiel, le jeune capitaine qu'il était alors, avait été arrêté dès son débarquement à Riga. Libéré après deux mois de détention, sur les instances de l'Amiral Gordon, l'agent de Charles Edouard, il avait réussi à être présenté à Biren, dont l'Impératrice avait fait un duc de Courlande⁽¹⁾, et à capter sa confiance. Sa mission était sur le point d'aboutir, lorsque les atermoiements du gouverneur, l'indécision du cardinal rendirent sa position intenable : il dut rentrer à Paris. Il rédigea alors deux mémoires sur la Russie ; un des premiers, il entrevit l'union de ces deux monarchies, dont l'une commanderait au Sud et l'autre au Nord de l'Europe. Il s'en fallut de peu que ces conceptions ne l'emportassent. Il aurait ainsi détourné la France d'alliances sans profit, qui la firent travailler pour le Roi de Prusse. La mort du cardinal de Fleury mit fin à cet essai de carrière diplomatique.

En 1742, major du régiment de Dillon, Lally combattit pour la défense de la Flandre. Le maréchal de Noailles l'appela

(1) Arch. Affaires Etrangères, Moscovie, 1738. Cfr : Tibulle Hamon Lally-Tolendal p. 11 à 14

auprès de lui et le nomma aide-major général. A la journée de Dettingen qui devait se terminer en désastre, il imposa ses vues au maréchal et rallia l'armée dans une retraite qui, grâce à lui, ne se transforma pas en déroute. Aide-major général des Logis, il était en 1744 aux sièges de Ménin, d'Ypres et de Furnes, marchait de Flandre en Alsace et combattait à l'affaire d'Auguenum. Sa conduite lui méritait d'avoir un régiment à son nom. En quatre mois il disciplinait sa troupe ; il la menait au siège de Tournai. A la veille de la victoire de Fontenoy, après avoir reconnu personnellement le champ de bataille, il découvrait un chemin supposé impraticable, qui allait d'Anthoin à Fontenoy et pouvait parfaitement permettre une percée de l'armée. Il s'en rendait maître et le maréchal de Saxe devait alors changer ses dispositions. Le lendemain, à la baïonnette, le régiment irlandais enfonçait le flanc de la colonne anglaise. Le Roi faisait brigadier Lally sur le champ de bataille. La journée dont on lui devait le succès avait été chaude. Il était lui-même légèrement blessé ; son lieutenant-colonel avait eu un oeil crevé par un coup de baïonnette et son major gisait, le genou percé d'une balle. Quand le Roi s'était approché de Lally, il avait ~~eu un~~ de ces mots qui font la fortune ou la ruine : "Monseigneur, les "grâces du Roi sont comme celles de l'Evangile : elles tombent "sur les borgnes et sur les boiteux...". Durant toute sa vie il aura le goût de la plaisanterie féroce, des propos durs, même s'ils doivent lui coûter cher.

A peine rétabli il retournait au combat. Une lettre qu'il écrivait alors le fera mieux connaître :

"J'ai devancé l'armée ce matin pour monter la tranchée de Tournai. Hier, une bataille et une blessure : aujourd'hui, quatre lieues et vingt-quatre heures de tranchée : cinq jours sans quitter mes bottes et mon habit ; trois nuits à la belle étoile, deux jours au pain sec et à l'escubac (1) pour toute nourriture ; voilà ma situation et cependant je vous écris deux pages, que je vous prie de lire à nos amis en leur disant que nous aurons la ville dans huit jours. Le Roi a témoigné à la Brigade Irlandaise et en particulier à Milord Clare et à votre serviteur, qu'il était content de nous et vous ne feriez pas mal, en m'écrivant, d'adresser à M. de Lally, Brigadier des Armées du Roi... Ma joie ne peut être parfaite. La mort du Chevalier Dillon y mêle une amertume que je sentirai longtemps". (2)

Puis après, il fut de l'équipée de Charles-Edouard en Ecosse. Comme Lally était bien en cour, il obtint à Versailles qu'une armée de 10.000 hommes fût mise sur pied. Le 20 décembre 1745, le duc de Richelieu en était nommé le commandant en chef et lui maréchal-général des logis. Ce fut alors qu'il rencontra M. de Voltaire qui, ayant travaillé avec lui, apprécia

"son zèle et son audace capables d'exécuter les plus hautes entreprises, son courage d'esprit opiniâtre et des moeurs douces que ses malheurs altérèrent par la suite".

Le début fut triomphal, marqué par la victoire de Falkirk. Lally se dépensa sans compter : à Londres, en Irlande, en Espagne, il fut vraiment partout, ne dormant pendant des semaines que quelques heures. De retour à Londres il apprit que sa tête était mise à prix. Il s'échappa déguisé en matelot ; pris par des contrebandiers, il s'imposa à eux et les guida jusqu'à Boulogne, où il fut arrêté avec eux et délivré par le marquis d'Aravay, gouverneur de la Place. A peine arrivé, n'ayant pas perdu courage,

- (1) Escubac, que Littré orthographie Usquebac - Nom d'une liqueur, qui n'est autre que du whisky (eau de vie de grain), dans lequel on a dissous du safran et quelques aromates, et qui est utilisé dans les basses terres d'Ecosse (Littré)
- (2) Cité par Lally Tolendal. Mémoire au conseil 1ère partie p. 34 et Lally Tolendal "La Dame Blanche de Blacknells" - Notes p. 137 à 142

il voulut tenter un débarquement en Angleterre. La journée de Culloden mit un point final à l'aventure de Charles-Edouard, lequel démontra une fois de plus qu'il ne suffit pas d'être brave pour réussir. Lally cependant lui resta fidèle : quand Charles-Edouard rentra en France, il fut l'un des premiers à l'accueillir à Saint-Ouen ; le prétendant qui ne disposait plus que de titres le nomma pair d'Irlande, comte et baron. Lally refusa alors ces titres, déclarant qu'il n'accepterait de les porter qu'au lendemain d'une victoire.

En mai 1747, avec six bataillons et quatre divisions, il se trouvait aux côtés du maréchal de Lowendal à la défense d'Anvers, à la bataille de Lawfeld où le colonel Dillon fut tué et au siège fameux de Berg-op-Zoom. Le comte d'Argenson lui écrivait alors :

"Le Roi est d'autant plus sûr du succès du siège, qu'il sait que vous contribuez à en diriger les opérations ; et je n'attends que ce succès pour vous faire part des grâces de Sa Majesté".

Après la prise de Berg-op-Zoom, il fut fait prisonnier lors de l'attaque des forts Lillo et La Croix. Le maréchal de Saxe le fit échanger immédiatement. Il devint ainsi le bras droit du maréchal de Saxe, lors de l'investissement de Maëstricht où il fut une nouvelle fois blessé, atteint à la jambe gauche d'un éclat de pierrier, qui lui cassa un os du pied. Le 10 mai 1748, il était promu maréchal de camp. Sa blessure ne guérira jamais. Dix-sept ans plus tard elle se rouvrit dans les cachots de la

Bastille. Sa réputation était celle d'un soldat d'un rare courage. Fidèle jusqu'à la candeur, ne voulait-il pas encore conspirer à Londres en faveur des Stuart ? "Dormons tranquilles", disait de lui le maréchal de Saxe, "Lally est à l'ennemi!"

Carrière magnifique sur laquelle veillait alors une femme, Mme de Pompadour, car Lally savait, quand il le voulait, séduire. Il écrivait dans une langue excellente : son style était riche en expressions colorées, nerveuses, imagées ; ses formules condensées faisaient balle. Il menait par ailleurs le train d'un grand seigneur. Sa fortune était estimée à 200.000 livres et il possédait à Paris un hôtel tout monté. Ayant montré ce dont il était capable comme diplomate, comme militaire, il était marqué pour jouer les plus grands rôles, portant un drapeau sur lequel soufflait la haine de l'Anglais.

Il était ainsi apparu à Mme de Pompadour, comme l'homme de "sa guerre" ; car pour la favorite, la guerre contre l'Anglais était vraiment "sa chose", sur laquelle elle misait avec toutes ses réserves d'amour-propre. Sans doute, bien qu'elle n'y fût pour rien, l'agression anglaise au Canada avait mis le feu aux poudres. Aussitôt, sans s'occuper de nos possibilités, elle était "partie" en guerre. La France était lasse de la paix, que depuis 1748 lui avait donnée le traité d'Aix-la-Chapelle, mais alors qu'elle s'était endormie dans cette accalmie générale, l'Angleterre avait renforcé sa marine et le grand Frédéric équipé une puissante armée.

Pratiquant une politique de bascule, Louis XV avait signé à Versailles, le 1er mai 1756, un traité d'alliance avec Marie-Thérèse. L'impératrice avait su flatter Mme de Pompadour : cela avait suffi pour amener un revirement total en faveur de l'Autriche, qui profitait à la Cour, comme l'écrivait le marquis d'Argenson, d'un "femineo ululatu". L'abbé de Bernis, rédacteur du traité, lui avait donné la portée d'un véritable pacte d'assistance mutuelle. Mme de Pompadour cherchait alors des hommes sûrs pour mener une guerre d'extermination contre l'Angleterre et la Prusse. Le comte de Lally devint une des pièces maîtresses qu'elle poussa sur l'échiquier. N'était-il pas l'homme d'action qu'elle souhaitait ?

Dans sa vie passionnée, Thomas-Artur, comte de Lally, avait eu cependant ses heures de tendresse et d'abandon. Il les goûta auprès d'une Irlandaise, Félicité Crafton qui lui donna, le 5 mars 1751, un fils (bâtard encore) prénommé Gérard Trophime. On trouve son nom sur le registre de la paroisse de Saint-Sauveur, à Paris, où l'enfant avait été baptisé le 10 mars.⁽¹⁾

-
- (1) Félicité Crafton paraît bel et bien avoir existé. Nous devons toute une documentation à ce sujet à l'amabilité de Mr Samuel Gérard un des derniers représentants de la famille Lally. Il nous a communiqué une lettre datée d'Auteuil de Trophime Gérard, du 18 juin 1824, où ce dernier indique que : "Sa mère était de la Branche Catholique des Crafton, venue en France avec le roi Jacques II et dont la branche aînée restée en Irlande a maintenant pour chef lord Crafton, pair de ce royaume. Les nombreux rejetons (sic) de la branche française ont tous servi avec honneur soit en France dans les régiments Irlandais de Dillon de Lally soit en Espagne ou en Autriche". Trophime Gérard gardait donc des relations avec ses parents Crafton, qu'il n'oublia pas dans une disposition testamentaire ainsi conçue : "Je reprends la suite le vingt décembre 1828. Je donne et lègue à ma petite cousine Crafton, maintenant élève dans la maison Royale de Saint-Denis, fille du lieutenant de vaisseau Crafton, mort de ses blessures et petite fille du Colonel Crafton (il devait être le père de Félicité Crafton et avait épousé une demoiselle Charlotte Boit) mes parents du côté

"de ma mère et du même nom qu'elle, une somme de mille francs, une fois payés les intérêts et les intérêts des intérêts seront accumulés pour le tout lui être remis".

De nombreux historiens ont soutenu que le nom de Félicité Crafton dissimulait la véritable identité de la mère, sans doute en souvenir de la mère de son arrière-grand-père, Jacques Lally, qui s'appelait ainsi. Il se serait agi de Marguerite-Félicité, fille d'Alexandre Philippe de Conflans, marquis de Saint-Rémy, et l'épouse de Louis-François de Maulde, qui malheureusement pour les deux amants ne se serait décidé à mourir qu'en 1763. Peut-être Lally lui-même favorisa cette légende, qui ne manquait pas d'ajouter de la grandeur au secret d'une naissance. N'a-t-on pas raconté que ce secret était révélé dans le papier de la fameuse cassette remise à Louis XV par Mlle Dillon après l'exécution de Lally ?

En tous les cas il semble bien que son fils l'a démentie par les précisions que nous donnons. Richard Hayes dans son *Biographical dictionary of Irishmen in France* (Dublin M.H. Gill 1949) écrit (p. 148) que Trophime était fils de Félicité, fille de John Crafton de Longford. Dans le *Burke's Peerage*, un James Crafton mort en 1755 est signalé comme ayant eu sept enfants, 3 garçons et 4 filles, mais dont aucune ne s'appelle Félicité. Le *Burke's Peerage* précise que James Crafton, fils d'Edward, eut des frères et des soeurs, qui moururent sans alliance. Faut-il penser qu'une de ses soeurs serait Félicité, quoiqu'elle parût, peut-être d'un âge un peu avancé pour avoir eu des relations sentimentales avec le général Lally. D'autre part son père devrait se nommer John et non Edward ou James. Plus spécialement en ce qui concerne la famille Crafton, on pourra se référer à : H.T. Crafton memories : account of John Crafton of Bally murray, co, Roscommon his ancestors and descendants bearing the name. York 1911.

Nous indiquons encore qu'aux archives historiques de l'armée se trouve la référence à un "Thomas Crafton" admis aux Invalides le 28 Mars 1737, âgé de 36 ans, natif d'Helpfin (sic) comté de Roscomon en Irlande... marié à Verdun. Il aurait servi deux ans comme lieutenant au Régiment d'Enghien, 7 ans dans la Compagnie des chevaux-légers de Bretagne et 6 ans comme cadet au Régiment de Dillon. N'aurait-il pas été le père de Félicité ?

Lally de son côté avait signé du nom de Tolendal, terre irlandaise d'où étaient originaires les Lally et qu'il n'utilisa jamais en dehors de cette circonstance.

En 1755, quand le général comte de Lally fut désigné par le Roi pour chasser les Anglais des Indes, il avait cinquante-trois ans. Nul ne pouvait contester son hostilité vis-à-vis de l'Angleterre. Ce pays durant la première moitié du XVIIIème siècle était cependant devenu fort à la mode. M. de Voltaire y avait trouvé refuge après son emprisonnement à la Bastille en 1726 et avait, l'un des premiers, sacrifié à l'anglophilie en célébrant cette nation "où les arts sont tous honorés et récompensés... où on pense librement et noblement sans être retenu par aucune crainte servile". La "Société Royale d'Angleterre", fondée en 1660 et rendue célèbre par les communications d'Isaac Newton, dominait le monde des sciences, alors que sur le terrain des idées, la Franc-Maçonnerie anglaise avait déjà commencé à essaimer sur le continent. Depuis 1743, le prince de Bourbon Condé, comte de Clermont, maréchal des Armées du Roi, était grand maître des loges françaises.

Pour combattre l'Angleterre, Louis XV, malgré l'opposition du comte d'Argenson, n'avait pas pensé mieux trouver que cet exilé, qui ajouterait à ses qualités militaires éprouvées ses rancœurs personnelles. De son côté le Conseil de la Compagnie des Indes insistait pour un tel choix. Lally semblait être informé exactement de la situation de la colonie. Sa

cousine, Jacqueline de Barral n'avait-elle pas épousé Jean-Emmanuel de Guignard, vicomte de Saint-Priest, ancien Commissaire du Roi auprès de la Compagnie des Indes ? Lally, comprenant vite ce qu'on attendait de lui, avait proposé des solutions qui répondaient aux inquiétudes des marchands de la Compagnie. Comblé par la faveur royale, il se vit ainsi confier cet empire des Indes, dont on rêvait à Versailles, sans bien le connaître. Il bénéficiait d'une promotion exceptionnelle : était-il vraiment l'homme qui justifiait un tel choix ?

Nous avons étudié son caractère à travers sa physionomie, son écriture et sa correspondance. Sur un de ses derniers portraits, nous découvrons son vrai visage buriné par l'infortune. Son crâne rond et chauve, bien assis sur une nuque puissante, a la forme d'un boulet de canon. Des sourcils horizontaux soulignent un large front. Ses paupières lourdes laissent à peine filtrer le regard, dissimulant des yeux, paraît-il, jaunâtres et clairs, comme ceux des grands fauves. Son nez busqué et fort est planté comme une arête de montagne, au-dessus d'une bouche épaisse et sensuelle. Deux rides profondes partent de la base du nez, griffant le visage et se fermant sur le menton qui avance, comme pour signer ce visage du paraphe de l'homme "hors-série".

Son écriture nous révèle un homme d'un tempérament sanguin, sensuel, aimant la vie, doué d'un certain réalisme dans les affaires, loyal et honnête. Ce qui frappe surtout dans son

graphisme, c'est sa régularité mécanique, qui vient d'une grande application et d'un trop constant contrôle de soi. Cette discipline monotone laisse échapper des traits plus vigoureux ou plongeants qui sont autant de gestes explosifs. Ils témoignent d'une forte émotivité refoulée. Lally apparaît comme un grand "impatient", aux réactions spasmodiques aussitôt freinées, coléreux et violent, susceptible de gestes imprudents, de décisions trop rapides ou trop retardées. Examinée aux différentes époques de sa vie, l'écriture montre des états différents dans la personnalité de l'auteur. L'homme d'autorité abandonne l'apparence qu'il s'est imposée, pour devenir naturel, décontracté et détendu ; sur la fin de sa vie l'inquiétude se lit à travers les lignes, où les mots sont plus rapprochés, mais l'esprit garde toute sa lucidité et sa combativité.

Quant à ses qualités de fond (style et pensée), Lally écrit comme tous les gentilshommes dans ce siècle, où l'on savait si bien écrire. Nous ne voudrions pas livrer notre impression personnelle et nous préférons déjà citer Bouthier de Rochefort dans son journal. Le 19 août 1783, dans leur quarante-sixième séance, les parlementaires de Dijon prirent connaissance de la correspondance secrète de Lally avec Madame de Lamarck. Le conseiller Bouthier de Rochefort est alors conquis par le personnage qui se révèle dans la spontanéité de ces lettres :

"Non jamais Mme de Sévigné n'écrivit mieux que Mr de Lally :
"cette "fourmilière" de lettres qui toutes respirent le sentiment et sont écrites avec tout l'esprit et les connaissances

"possibles, a paru faire le plus grand plaisir... C'est dans
 "les épanchements du coeur, qu'il ne pouvait pas alors prévoir
 "devoir être un jour publics, qu'il est facile de croire à
 "l'innocence de cet homme, que tous les gens de l'Inde se sont
 "entendus à représenter comme un tyran de ce pays éloigné, comme
 "un sanglier gonflé de toutes les richesses..."

Ces premières indications permettent déjà de nous éclairer sur
 Lally et surtout sur son caractère, dont on fit le procès.

Ainsi ce général de sang étranger avait-il accepté de
 partir pour les Indes, afin de gagner son bâton de maréchal de
 France en faisant la guerre aux Anglais. Pour réussir il dispo-
 sait de cette étonnante faculté d'assimilation des Irlandais.
 Il incarnait en lui les qualités et les défauts de cette nation,
 qui malgré les famines, les persécutions, a conservé sa vitalité
 et a donné au monde Swift, Sheridan, Oscar Wilde, Yeats, Bernard
 Shaw et d'autres encore, tous si semblables par leur anticonfor-
 misme libertaire et caustique. De ce révolté, on avait fait un
 soldat. Lally n'avait jamais connu la tendresse d'une éducation
 féminine. "Né, nourri dans les camps, comme l'écrivait Suétone
 de Caligula, élevé dans la guerre, le sort lui préparait un
 empire sur la terre." L'homme des camps, qui malgré sa culture
 perçait sous son vernis d'homme du monde, s'était imposé, et,
 dans la Cour de Louis XV, il avait taillé sa place, comme l'un
 de ces grands fauves que l'on admire en tremblant.

Malgré tout ce passé de services rendus, d'honneurs mérités,
 la fin de cet homme avait été horrible. Sa tête était tombée
 sous la hache du bourreau en place de Grève.

Le jour de son exécution, le 9 mai 1766, la foule de Paris avait vécu une de ces journées chaudes, où elle s'était enivrée du sang répandu. Elle avait applaudi au passage de ce grand personnage en habit de cour conduit bâillonné au supplice sur un misérable tombereau. L'ancien régime proclamait à sa manière l'égalité des hommes devant la justice du Roi.

Le Parlement de Paris avait frappé haut et fort : Malheur aussi aux compagnons qui étaient restés fidèles à Lally ! Ils avaient été emprisonnés, et, si la plupart avaient été renvoyés de l'accusation, les Chevaliers de Gadeville, son maréchal des logis, et Chaponay, capitaine au Régiment de l'Inde, n'en restaient pas moins blâmés. On avait admonesté son grand prévôt, Jacques de Pouilly, et seulement mis hors de cour Luc Allen, comte de Saint-Volston, major de son régiment, qui lui était attaché comme un chien. Ces soldats courageux portaient sur leurs visages la marque du soufflet de la trahison pour laquelle on avait condamné leur chef.

Essayons de revivre à présent ce qu'avait été cette guerre des Indes, où la France avait perdu un "royaume" et le comte de Lally, la tête.

C H A P I T R E I

-:-

COMMENT LE COMTE DE LALLY LIVRA BATAILLE AUX INDES,

LA PERDIT...

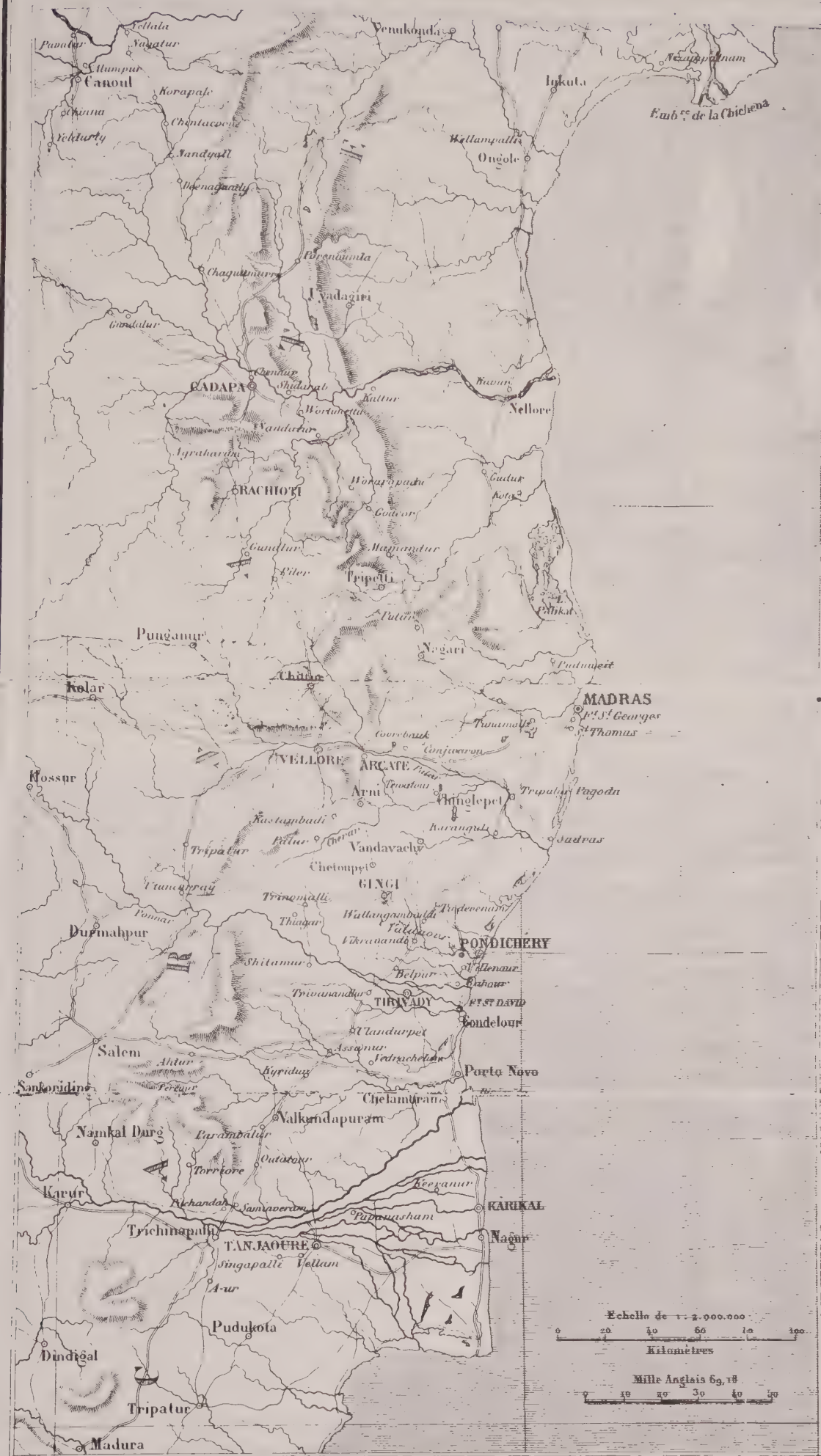
Il y aura toujours des
hommes qui du haut des tribunes
de tous les Parlements du Monde
reprendront la phrase célèbre
de Brissot : "La guerre est
"actuellement un bienfait
"national et la seule calamité
"à redouter est de ne pas avoir
"la guerre".

CARTE DES OPERATIONS DE L'INDE (1)

(1) dressée par Tibulle Hamont

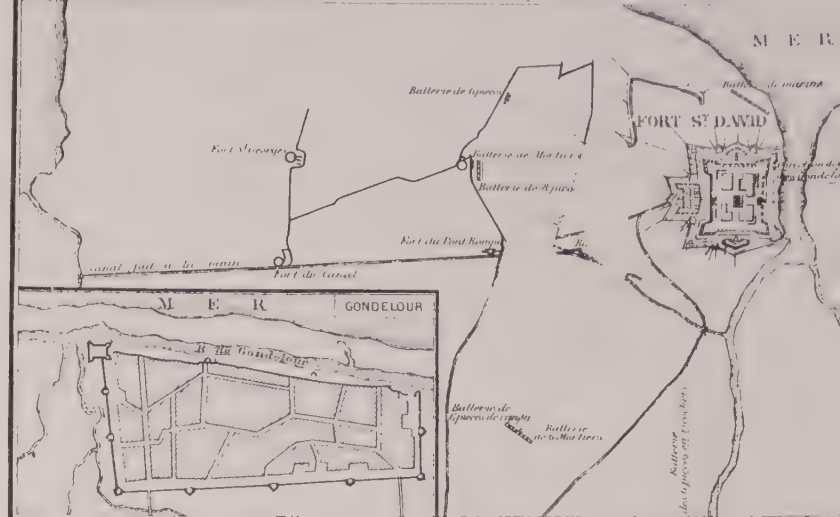
CARTE POUR SUIVRE LES OPÉRATIONS DANS LE CARNATE.

dressée par TIBULLE HAMONT.

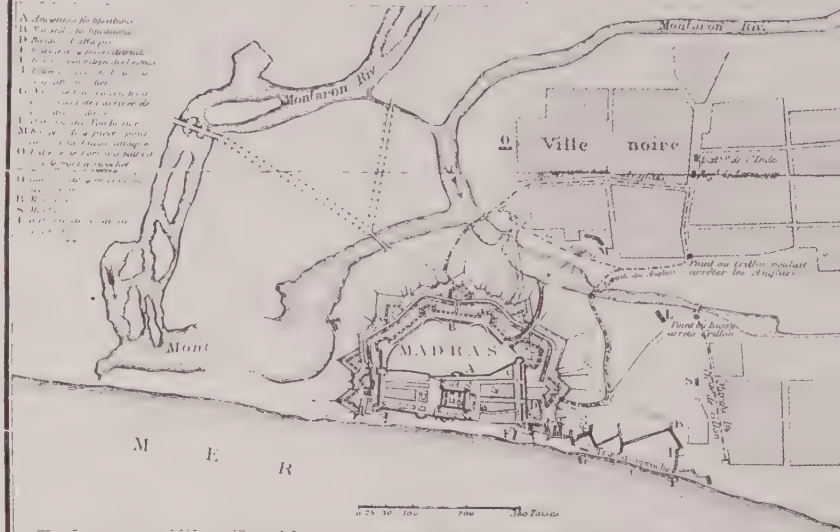


Echelle de 1:2.000.000
Kilomètres
Mille Anglais 69,16

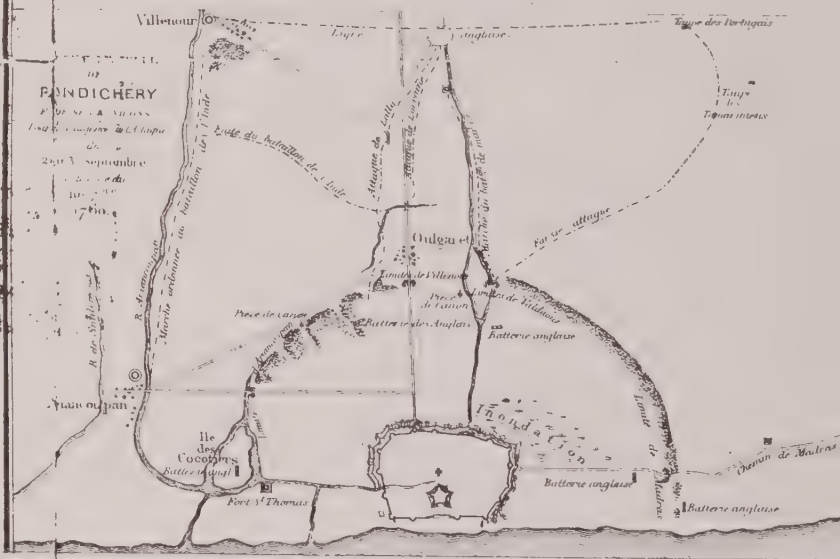
PLAN DU FORT ST DAVID, SUR LA CÔTE DE COROMANDEL
DE SES ATTAQUES ET DE SES ENVIRONS
dressé sous les ordres de Lally.



PLAN DE MADRAS OU FORT ST GEORGES
AVEC SES ATTAQUES
dressé sous les ordres de Lally.



PLAN DE PONDICHÉRY
dressé sous les ordres de Lally.



Le XVIIIème siècle : un âge de
grands carnassiers.

J. Bainville

En 1757, lorsque le comte de Lally allait s'embarquer pour porter la guerre contre les Anglais dans les Indes, M. de Moras, contrôleur général, qui avait succédé à M. de Séchelles à la direction du département de la Compagnie des Indes⁽¹⁾ décrivait ainsi la situation :

"La Compagnie a été obligée d'augmenter ses troupes, de soutenir une guerre presque continuelle et on ne pourrait guère se flatter d'en voir la fin, si l'on continuait à suivre les mêmes errements ; le résultat de ces troupes et de ces guerres a été jusqu'ici que les gens de guerre ont fait fortune, mais que le pays, les habitants, le commerce et les commerçants ont été ruinés. Il est essentiel que la Compagnie se retire des guerres aussitôt qu'elle pourra le faire sans se compromettre, avec la ferme résolution de n'y avoir à l'avenir aucune part et de ne s'occuper que de son commerce pour tâcher de le relever de l'état d'affaiblissement et de dépérissement où il est tombé, depuis que les gouverneurs de Pondichéry ont commencé à s'ingérer d'affaires qui devaient à jamais être étrangères à la Compagnie".

Le comte de Lally⁽²⁾, qui paraissait désigné par ses qualités pour redresser la situation, était envoyé aux Indes pour "épurer l'administration" et, puisqu'on était en guerre avec l'Angleterre, "chasser l'Anglais" ; ensuite, tout à loisir, il pourrait réorganiser la colonie.

Au moment où, de nouveau, la France entraît en guerre avec l'Angleterre, Lally avait en effet proposé un plan de campagne aux Indes, qui entraît pleinement dans les vues du ministère. Il fallait dans l'immédiat :

-
- (1) G. de Saint-Yves, "Les instructions données à Lally-Tolendal par le gouverneur de Louis XV, d'après les registres du Comité secret pour les affaires de l'Inde", Bulletin de géographie historique et descriptive, 1903.
- (2) Dans l'armée de Marie-Thérèse d'autres généraux d'origine Irlandaise (Lacy, Laudon, O'Donnel) firent preuve de connaissances tactiques remarquables.

"exterminer le nom "Anglais" dans toute l'Inde... donner au "sein de la victoire l'exemple d'une modération qui aurait concilié le respect et l'amour de tous les peuples voisins... rendre les provinces usurpées à leurs Souverains légitimes... en échanger seulement quelques-unes et, gardant un juste milieu entre les vues trop rétrécies de l'esprit purement mercantile et le délire pernicieux d'une ambition follement effrénée, à toutes ses possessions onéreuses, séparées de la Capitale par deux, trois, quatre cents lieues, divisées en quatre masses, qui ne pouvaient seulement pas s'étayer mutuellement, tant elles étaient éloignées l'une de l'autre, substituer quelques Domaines serrés et contigus, formant avec Pondichéry une seule masse, ni trop peu solide, ni trop étendue, telle enfin qu'on éprouvât jamais, ni le besoin d'attaquer, ni la crainte de l'être." (1)

Lorsqu'il avait été sollicité par M. de Moras, Lally avait tout d'abord refusé. Un autre projet lui tenait plus à coeur. Gouverneur depuis peu de Boulogne, il conspirait de nouveau pour rétablir le prince Edouard sur le trône d'Angleterre. Il avait déjà rallié à cette idée le Roi Stanislas, mais Louis XV et son ministre Rouillé opposèrent leur veto. Aussi, obligé de renoncer au projet d'aller combattre les Anglais dans leurs propres foyers, le comte de Lally adopta alors avec transport celui d'aller tarir, à six mille lieues, une des principales sources de leur richesse et de leur puissance.

La France "jouait" le comte de Lally, qui vit en quelques jours pleuvoir sur lui les titres et les charges. Promu lieutenant général, grand-croix de Saint-Louis, commissaire du Roi, il fut nommé "sindic" de la Compagnie des Indes et commandant général de tous les Etablissements français aux Indes orientales. On lui devrait obéissance "comme à la propre personne du Roi". Pourquoi tous ces grades, toutes ces distinctions ? Il faut

(1) Mémoire produit au Conseil d'Etat privé du Roi par Gérard-Trophime, comte de Lally-Tolendal, t. I, p. 51. (Lorsque nous le citerons, nous indiquerons dans les notes : Mémoire au Conseil, et quand nous nous référerons au Mémoire de son père, le comte de Lally : Mémoire pour le comte de Lally.)

bien reconnaître que l'on demandait à Lally d'opérer un sauvetage. La situation des Etablissements français aux Indes était alors presque désespérée. Des mesures énergiques s'imposaient, et c'est pour ce motif que les cinq directeurs du Comité secret de la Compagnie des Indes, présidé par Silhouette⁽¹⁾, avaient confirmé avec enthousiasme le choix de Lally. Seul un homme nouveau, énergique et honnête pouvait prendre les mesures indispensables ! Il n'était plus possible de se bercer d'illusions !

o
o o

(1) Silhouette, ancien maître des requêtes, était alors syndic de la Compagnie des Indes. Il devint contrôleur général des finances par la grâce de Choiseul en 1759. Homme de lettres et homme d'affaires, Silhouette avait voyagé à Londres et bien travaillé pour la Compagnie. M. de Choiseul devait l'abandonner plus tard et se joindre à la meute de ses adversaires. Désormais le portrait d'une ombre fut appelé Silhouette. On s'en amusa à Versailles autant qu'à Paris. Les habits à la Silhouette n'avaient ni poche, ni gousset. On lit dans le Journal Officiel du 29 août 1869, p. 1154 : "Le château de Bry-sur-Marne fut construit en 1759 par Etienne de Silhouette... une des principales distractions de ce seigneur consistait à tracer une ligne autour de l'ombre du visage, afin d'en avoir le profil dessiné sur le mur ! plusieurs salles de son château avaient les murailles couvertes de ces sortes de dessins que l'on appela des Silhouettes, du nom de leur auteur, dénomination qui est toujours restée". M. de Silhouette fut le traducteur de Pope. Dans l'affaire de l'Inde, il soutint Lally, considérant que celui-ci défendait la Compagnie contre ceux qui la ruinaient.

Depuis que Vasco de Gama avait réussi, en 1498, à atteindre les rivages lointains de l'Inde après une navigation difficile de onze mois, et que les Portugais, les premiers, s'étaient installés à Goa en 1510, les Européens avaient songé alors tirer profit des richesses, que l'on disait "fabuleuses", de ces pays inexplorés ; mais les grands voyages durant le XVIème siècle trouvaient peu d'amateurs : on s'éveillait à peine d'une économie rigoureusement fermée.

C'est seulement vers 1600, sous le règne d'Elisabeth, que les Anglais formèrent une Compagnie pour le commerce des produits que l'Europe se disputait au prix fort, mais il fallut attendre la paix de Riswick et la création d'une nouvelle Compagnie, en 1697, pour qu'une réelle activité commençât à se manifester. Vers 1616, les Danois avaient acheté au Roi de Tanjaour dans la péninsule de l'Hindoustan la permission de s'établir sur son territoire, et en 1641 les Hollandais s'étaient emparés des principales places de Ceylan, pour s'assurer le contrôle du commerce de la cannelle. La France n'avait envoyé ses vaisseaux que bien plus tard. Après l'échec d'une première Compagnie fondée en 1604 par Henri IV, Louis XIV avait créé, en août 1664, une seconde Compagnie des Indes ; ainsi les Français avaient débarqué dans l'Inde le 24 décembre 1667 et en 1676 avaient établi sur la côte de Coromandel une "loge" à Pondichéry.

Colbert avait parfaitement compris alors l'intérêt du commerce Français à ne pas se laisser devancer par les autres

nations européennes. Seule une Compagnie puissante lui semblait pouvoir assumer les frais que nécessitaient l'achat et le transport de marchandises en provenance de pays aussi lointains. Il avait donc chargé le sieur Charpentier de l'Académie Française, de rédiger un discours programme, sorte d'annonce publicitaire, dans lequel le ministre lançait un large appel aux commerçants. Une Compagnie ne réussirait, en effet, que dans la mesure où elle arriverait à promouvoir des initiatives privées. Il la voulait administrée par des marchands responsables : elle serait ouverte à tous ceux qui étaient disposés à risquer des capitaux dans l'espoir d'un profit éventuel important⁽¹⁾. Les étrangers eux-mêmes, loin d'être exclus, acquerraient la nationalité française, sans qu'ils eussent besoin d'autres lettres, pourvu qu'ils fissent un apport supérieur à dix mille livres.

Pour garantir aux marchands à la fois leur indépendance et leur sécurité, Colbert leur assurait des prérogatives exceptionnelles. Les directeurs de la Compagnie seraient pris dans le corps seul des marchands et tout le fonds constitué par leur intéressement serait placé entre les mains d'un homme nommé par eux. Mais, "comme une telle Compagnie serait intimement liée "à l'Etat par le nombre des actionnaires et par l'importance "de sa destination, il fallait des lois publiques et des règlements, dont l'exécution serait assurée et garantie par le "sceau même de l'autorité souveraine".⁽²⁾

Sans entrer dans le détail des Edits successifs des

(1) Sur la Compagnie des Indes, Mémoire au Conseil, p. 47,

(2) Mémoire pour la Compagnie des Indes contre le sieur Duplex, p. 7.

27 octobre 1664, 31 janvier 1685 et 9 février 1718, la Compagnie des Indes fut organisée sur les bases suivantes : à Paris siégeait un "corps" d'administrateurs choisis parmi les négociants les plus importants ; de lui dépendaient toutes les opérations. Mais il était évident que l'éloignement des lieux ne permettait pas aux employés se trouvant à la colonie de consulter et d'attendre les ordres de la Direction. "Leur multitude demandait "nécessairement une administration locale, soit pour les diriger, "soit pour régler les dépenses et veiller aux recettes, soit "pour administrer la justice, soit enfin pour présider à tous "les détails économiques d'un Etablissement aussi considérable. "Ce fut le motif de la création des Conseils supérieurs, présidés "par le gouverneur de chaque Place, avec voix délibérative"⁽¹⁾. Les autres membres de ces Conseils étaient choisis parmi les employés ou des négociants selon leur capacité ; mais l'autorité de ces Conseils n'était qu'une autorité d'exécution, dans la dépendance de celle de Paris. Des règlements déterminaient cette subordination à laquelle étaient assujettis tous les employés de la Compagnie.

Comme le service de la justice était à la Colonie un des plus urgents et des plus nécessaires, des lettres patentes de 1701, avaient créé le Conseil supérieur de Pondichéry⁽²⁾, qui ferait office de Tribunal civil et criminel. En matière civile, les juges siégeaient à trois et leurs jugements, réputés souverains, étaient exécutés comme arrêts de la Compagnie en dernier ressort

(1) Mémoire pour la Cie des Indes contre le sieur Dupleix, p. 8.

(2) Cf. Thomas (Marcel) - Le Conseil supérieur de Pondichéry (1702-1820) Essai sur les institutions judiciaires de l'Inde Française - Thèse de droit - Paris 1953. On pourra consulter ce remarquable travail faisant référence aux Archives de Pondichéry. Plus spécialement sur l'Edit de Février 1701 portant création d'un conseil souverain à Pondichéry (A.N. C² 58 f²) ou A.P. manuscrit N° 3).

et sans appel. En matière criminelle les procès étaient instruits et jugés en la forme ordinaire par ce Conseil, qui dans ce cas devait siéger à cinq. De plus, le Conseil supérieur statuait comme juridiction d'appel des jugements rendus par les chefs des Comptoirs particuliers. Disposant de pouvoirs aussi considérables, les conseillers n'achetaient pas leurs charges. Ils dépendaient exclusivement des Directeurs généraux de la Compagnie, habilités à les révoquer lorsqu'ils le jugeraient opportun, à charge d'en présenter d'autres au Roi "qui seraient, par Sa Majesté, établis sur leur nomination".

Un tel libéralisme dans le recrutement n'avait pas manqué d'engendrer de graves abus. Les conseillers marchands s'étaient rapidement spécialisés. Un seul d'entre eux remplissait les fonctions judiciaires. Comme le conseil avait des fonctions commerciales, financières, économiques, les autres conseillers tenaient les livres, assuraient les services de caisses, surveillaient les magasins ou inspectaient les marchandises. Il ne restait donc qu'un conseiller pour rendre la justice.

Au-dessous du Conseil, le gouverneur nommé par la Compagnie bénéficiait d'une autorité presque totale. Douze gardes à cheval, commandés par un capitaine, veillaient sur sa personne et l'accompagnaient dans ses déplacements, tandis que trois cents gardes à pied, les "Pions"⁽¹⁾, comme on les appelait, assuraient la protection et le service de sa maison.

Pour susciter le concours d'individualités de qualité,

(1) Le "Pion" à Pondichéry était une sorte d'huissier à chaîne que le gouvernement entretenait pour le service des fonctionnaires.

rien n'avait été négligé : car, malgré tous les efforts, il était difficile de provoquer des vocations pour la colonie. C'était le plus souvent des "têtes brûlées", des ratés de la métropole, qui se présentaient pour s'embarquer sans grand espoir de retour. Aussi les plus larges facilités étaient accordées. Il suffisait de vingt mille livres d'actions pour qu'un étranger soit déclaré régnicole (sujet du Roi). Les officiers, de quelque corps qu'ils fussent, étaient dispensés de résidence. La noblesse, sans déroger, pouvait commercer aux Indes, et le Roi promettait à ceux qui se distinguaient, honneurs et titres héréditaires.

Pour assurer le succès de ses entreprises, la Compagnie s'était vue consentir des privilèges qui en faisait véritablement un Etat dans l'Etat. Elle était habilitée à nommer dans ses Etablissements tous les officiers de guerre et de police qu'elle estimerait nécessaires, et à envoyer des ambassadeurs au nom du Roi aux princes des Indes. Son monopole de commercer pendant cinquante ans s'étendrait du Cap de Bonne Espérance jusqu'au delà des mers de Chine. Il lui était reconnu un droit de propriété et même de souveraineté sur toutes les terres qu'elles acquerrait, elle bénéficiait d'exemption de tous droits d'entrée, de sortie et d'amirauté⁽¹⁾ pour les marchandises des Indes et pour les agrès qu'elle ferait entrer dans le royaume ; elle recevrait une gratification de 50 livres par tonneau pour les marchandises exportées de la métropole dans les concessions, portée à 75 livres pour les marchandises importées.

(1) Juridiction de la Marine.

En contrepartie, la Compagnie n'était tenue que d'engagements modestes, qui se limitaient à faire passer quelques prêtres dans ses possessions, à prêter foi et homme lige⁽¹⁾ et offrir à chaque mutation de Roi une couronne et un sceptre d'or.

Née sous de semblables auspices, la Compagnie avait espéré pouvoir réunir facilement un premier capital de quinze millions de livres. L'épargne publique cependant s'était montrée réticente et, avec difficulté, neuf millions seulement avaient été collectés. Le Roi, pour donner l'exemple et montrer sa confiance, lui avait prêté deux millions, suivis bientôt de deux autres dès 1668. Malgré cette aide la Compagnie n'avait pas prospéré. Les guerres de 1664 et de 1672 lui avaient été très préjudiciables. En septembre 1684 l'assemblée générale des actionnaires, après avoir examiné le bilan présenté avait décidé des mesures draconiennes. Tous les actionnaires devaient augmenter leurs participations d'un quart, après s'être mis entièrement à jour de leurs versements, sous peine de perdre leurs avances. Le Roi acceptait de son côté de ne pas exiger le remboursement de ses deux prêts. Réduction du capital et emprunt forcé, tels avaient été les remèdes proposés. Ces méthodes énergiques effrayèrent au lieu d'intimider : en 1687, cent quatre vingts actionnaires seulement s'étaient mis en règle.

L'Etat intervint alors. Il substitua aux anciens directeurs destitués, vingt nouveaux membres qui s'engagèrent à apporter trente mille livres chacun. Les fermiers généraux obtinrent

(1) Outre la foi et l'hommage le vassal devait aller à la guerre et s'acquitter en personne des services militaires.

des arrêts grignotant les ressources privilégiées de la Compagnie qui, pour ne pas sombrer, de 1687 à 1705, liquidait une partie de son patrimoine. A bout d'expédients, la Compagnie fit appel une nouvelle fois au trésor du Roi, qui prêta encore huit cent cinquante mille livres, en exigeant des directeurs qu'ils augmentassent leurs fonds personnellement de quarante mille livres. La Compagnie voyait, malgré ces apports de fonds, sa situation s'aggraver chaque jour. Des négociants frêtaient des bateaux pour la concurrencer, lui laissant la charge de toutes les dépenses de souveraineté pour assurer le trafic. La Compagnie se ruinait : mais ses représentants, du Directeur au plus modeste employé, faisaient scandaleusement fortune. Les dépenses dépassaient les recettes d'autant plus que la Caisse sociale ne recevait que ce qui restait après avoir passé par des mains avides.

"On connaissait, en effet⁽¹⁾, dans l'Inde plusieurs voies "différentes qui conduisaient à la fortune... Les terres étaient "toujours affermées pour un prix inférieur à leur véritable valeur et le régisseur en titre retirait de chacun des fermiers, "un pot de vin considérable... La fourniture des boeufs pendant "le séjour des troupes du Roi dans l'Inde, procurait aux entrepreneurs des gains aussi considérables que rapides. Par exemple, "il était alloué par mois, 24 roupies, c'est-à-dire 50 livres, "8 sols pour la nourriture de chaque boeuf, alors que les mêmes "boeufs étaient nourris, à la Côte de Coromandel et au Décan, "pour 9 et 7 roupies par mois... La manutention des Cipayes "était aussi lucrative. L'administration payait environ six mille "Cipayes en temps de paix, soit pour garder les places, soit "pour contraindre les fermiers au paiement des fermages. Or, le "régisseur ou le fermier n'employait jamais les deux tiers du "nombre de Cipayes, qui étaient à la solde de la Compagnie. Ainsi, "il gagnait la solde de 2.000 Cipayes, à raison de huit roupies "par mois pour chacun. Cet article seul montait à près de 40.000 "livres par mois. Ceci était vrai autant pour l'infanterie que "pour la cavalerie. Les marchandises venues d'Europe étaient "enlevées des magasins par les conseillers, employés ou leurs

(1) Mémoire pour Lally, p. 11 et suiv.

"facteurs, qui se contentaient de donner à la Compagnie un bénéfice de 30 %, et qui retiraient de la revente de ces mêmes effets, un profit infiniment plus considérable. La même opération se réalisait en sens inverse, pour les marchandises achetées dans l'Inde à destination de l'Europe. Par exemple encore, "il était de règle aux Indes d'offrir des présents aux Princes, "lors d'un traité. La Compagnie fournissait les présents distribués en son nom, mais ne percevait jamais ceux qui lui étaient "faits en retour".

Ces quelques exemples suffisent pour expliquer la détresse de la Compagnie.

En 1719, la Compagnie des Indes avait fusionné avec la Compagnie d'Occident que contrôlait Law. L'audace de ce dernier ranima chez les Français l'esprit de spéculation et la Compagnie des Indes qui se mourait reprit paradoxalement une vie nouvelle sur les décombres de son système. Elle devint florissante, selon sa devise : "Florebo quocumque ferar", mais toujours sans enrichir ses actionnaires. "Elle eut, écrivait Voltaire,⁽¹⁾ en résumant "le bilan de ses activités, une apparence imposante, mais de "profit réel produit par le commerce, elle n'en fit jamais". "Elle ne donna pendant soixante ans, pas un seul dividende "du débit de ses marchandises. Elle ne paya ni les actionnaires, "ni aucune de ses dettes, en France, que de neuf millions que "le Roi lui accordait par année, sur la ferme du tabac ; de "sorte qu'en effet, ce fut toujours le roi qui paya pour elle". Disons en bref, sans entrer dans le détail de l'aventure de Law, qu'après l'opération d'assainissement réalisée par les frères Paris, et le visa des actions restées dans le public (arrêt du 27 janvier 1721), il fut décidé que les

(1) Voltaire, Fragments sur le Général de Lally, sur le procès du Comte de Moranglès et sur plusieurs autres sujets, Londres, 1774, p. 7.

actionnaires (58.000 actions anciennes et 148.000 nouvelles) recevraient un dividende annuel de 100 livres à dater du 14 avril 1722, porté à 150 livres pour les années suivantes indépendamment des bénéfices du domaine. Les actionnaires devenaient ainsi pratiquement rentiers : mais à quel prix ? pour soutenir le cours des actions, on utilisa l'appât de la loterie, on déchargea la Compagnie de toutes les opérations de Banque. La colonie de la Louisiane, dont la concession était onéreuse, fut rendue au Roi moyennant le versement par lui de un million cent cinquante mille livres payables en dix ans ; enfin on afferma à l'adjudicataire des cinq grosses fermes, la vente exclusive du tabac (qui était d'un excellent rapport). Après ces mesures, on était en droit d'espérer que la Compagnie pourrait vivre enfin du revenu de ses Etablissements.

Pourquoi n'en avait-il pas été ainsi ? L'esprit de conquête qui animait ses représentants aux Indes en était seul responsable. Si on se reportait à l'art. 26 de l'Edit constitutif de 1664, on lisait que la Compagnie avait été autorisée "à construire des Ports, faire poudre, fondre boulets, forger armes et lever des gens de guerre dans le royaume uniquement pour servir à sa défense, à la conservation de ses possessions, et non pour en acquérir de nouvelles". Les Rois très chrétiens étaient des Rois pacifiques et surtout ils savaient que le commerce ne prospère que dans la paix et par la paix : du moins ils en étaient assez convaincus pour le souhaiter. En conséquence et dans cet

esprit, les Européens qui allaient se battre dans ces climats ne représentaient que des effectifs très modestes : "Leurs armées sont rarement de quinze cents hommes, venus de France ou d'Angleterre, le reste est composé d'Indiens qu'on appelle Cépois ou Cipayes et de Noirs, anciens habitants des Isles, transplantés depuis un temps immémorial dans le continent, ou achetés depuis peu dans l'Afrique"⁽¹⁾. Ils avaient vite compris que la guerre était plus payante que le commerce.

Ils avaient affaire, en effet, aux populations indiennes, qui avaient été asservies par les conquérants Mogols (Mongols), mal à propos appelés Maures (Mogol signifiant blanc). Depuis l'invasion de Tamerlan, à la fin du XIVème siècle, un souverain Mogol régnait sur toute l'Inde en deçà du Gange. En 1757, c'était l'Empereur Alemguir II, auquel devait succéder en 1759 le dernier des Grands Mogols, Chah-Alem II. Au dessous de lui, dans les douze provinces que formait l'Empire, l'autorité appartenait à des Soubabs (vice-rois) qui la déléguaient à des grands et petits Nababs (gouverneurs et sous gouverneurs) ayant encore sous eux des Paléagars, Sémidars, Faussedars, Amaldars et autres (chefs, généraux et fermiers). Tous ces souverains se considéraient indépendants et maîtres chez eux : ils entretenaient des troupes à leur solde et se faisaient la guerre entre eux. A côté de cette administration, plus nominale que réelle, étaient demeurés quelques rois indiens, les Rajahs auxquels les conquérants avaient laissé leur trône à charge de leur payer tribut. Deux

(1) Voltaire, Fragmens..., ibid. p. 7.

petits peuples vivaient à part, dans les montagnes, ayant su conserver leur indépendance, les Patanes et les Mahrattes, races de cavaliers aussi impétueux qu'insaisissables. Entre ces roitelets en perpétuel conflit, chacun à la tête d'une petite armée, les Européens n'avaient nullement essayé de faire naître le calme. Au contraire, ils avaient attisé le feu de la discorde ne cherchant qu'à diviser pour régner et s'enrichir aux dépens des populations⁽¹⁾.

Les Indes avaient ainsi tenté de nombreux hommes entreprenants qui se montrèrent souvent des "professeurs d'énergie". Bertrand-François de la Bourdonnais, "supérieur à Duguay-Trouin par l'intelligence et égal en courage"⁽²⁾, né à Saint-Malo le 11 février 1699, Breton pur sang, embarqué à dix ans comme mousse, disputera la conquête de l'Inde à Jean-François Duplex, né à Landrecies le 1er janvier 1697, ancien élève du collège des Jésuites de Quimper. Leurs succès, leurs conflits occuperont pratiquement notre histoire coloniale de 1735 à 1755⁽³⁾. La Bourdonnais était fait pour la guerre de course et les combats de surprise. Son esprit de décision rapide lui donna des succès plus grands qu'il n'espérait. Quant à Duplex, il fut un homme de négoce qui eut l'ambition de devenir roi. Placés au premier plan, on leur prêta, comme il arrive souvent, du génie pour expliquer leur réussite : il serait peut-être plus exact de dire qu'acteurs bien doués, ils eurent la chance de recevoir de grands rôles.

(1) Cf. Mémoire produit au Conseil d'Etat privé du Roi, par Gérard-Trophime, comte de Lally-Tolendal, t. I, p. 74, 75.

(2) Voltaire, Fragments... p. 12.

(3) Cf. : sur tous les points concernant La Bourdonnais et Duplex Michel Missoffe : Duplex et La Bourdonnais - passim.

En 1715, à dix-huit ans, Dupleix s'était embarqué pour l'Inde. 1715 : c'est le commencement de la Régence. A ce moment-là, pendant le cours de quelques années, "on ne parlera" , écrit avec humour La Palatine, "que de millions et d'actions". C'est une véritable fièvre de l'argent. Aussi, La Bourdonnais et Dupleix n'échappent-ils pas à cette avidité générale. Cela est si vrai que La Bourdonnais, en 1730, n'hésite pas à entrer au service du Roi du Portugal, en qualité de capitaine de vaisseau et d'agent de Sa Majesté portugaise à la Côte de Coromandel. Il reviendra au service de la France quand il verra que le projet un moment envisagé, de reprendre Monbaze, ville de la côte Orientale d'Afrique, dont les Portugais avaient été chassés par les Arabes en 1631, n'est pas réalisé. "Avoir du bien, voici le but", écrira de son côté Dupleix. Que l'on est loin du Bouddha (1) "pour qui la cause de la douleur universelle est la soif d'existence".

A Chandernagor où il est directeur, Dupleix s'enrichit vite. Son traitement annuel est de 5.000 livres mais le total de ses gains atteint 42.000 livres. Il achète des pierres précieuses, des monnaies d'or et d'argent, des porcelaines, des bibelots ; il s'offre, à une lieue de Chandernagor, une maison somptueuse. Quand un certain Vincens, membre du Conseil de Pondichéry, vient à Chandernagor en 1733, Dupleix l'associe à ses affaires. Vincens a onze enfants et sa femme, Jeanne Albert, est "la plus belle femme de l'Inde", une de ces femmes à la beauté

(1) Si l'Inde avait failli devenir bouddhiste sous l'empereur Azoka (IIIème siècle avant J.C.), le bouddhisme issu de l'Hindouisme fut vite résorbé.

lumineuse, triomphale, dont chaque geste d'une voluptueuse souplesse est émouvant, mais dont le coeur ne répond pas toujours à l'apparence. Lorsqu'il meurt subitement, le 26 septembre 1739, il laisse à sa veuve 43.351 livres et à chacun de ses enfants 19.925 livres. Dupleix, plus âgé de neuf ans que Jeanne Albert, l'épousera le 17 avril 1741 et, à ce moment, sa propre fortune sera estimée à 450.000 livres. Celle qu'on appellera "La Begum Jeanne" laissera aux Indes des souvenirs qui rendent discutables le portrait idéalisé que certains "historiens" ont (1) tracé d'elle. "Si Madame Dupleix, disaient certains vieux Hindous, avait pu nous vendre l'air qui se respire, elle n'y aurait pas manqué". Fidèle à ses origines lusitaniennes, elle fit commettre à Dupleix de graves fautes politiques, telle que la destruction, en 1748, du grand temple de Vishnou Péroumale, que les Hindous ne pardonneront jamais à la France (2):

La Bourdonnais de son côté s'est marié en France, le 22 novembre 1740, avec demoiselle Charlotte-Elisabeth de Combault d'Auteuil. Au contrat interviennent la duchesse de Bourbon et Caroline de Hesse-Rheinfelds, veuve de Louis-Henry de Bourbon-Condé. Ainsi, fortement appuyés l'un et l'autre, Dupleix et La Bourdonnais vont, tout en servant leurs intérêts, servir la France. Le 21 septembre 1746, Mahé de la Bourdonnais entrera, à la tête de quinze cents Français, à Madras, le "Londres" indien (3). L'opération admirablement conduite, n'a coûté que neuf blessés : un officier et huit hommes.

(1) Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 99.

(2) Ibid, p. 287.

(3) Madras jouait dans l'Inde Anglaise le rôle d'une capitale comme Londres, bien que ni par leur disposition géographique, ni par leur urbanisme ils ne se ressemblaient.

Dupleix, artisan de ce succès avec La Bourdonnais, s'oppose alors à ce dernier. Madras s'était rendu contre la promesse d'une rançon. La Bourdonnais voulut s'en contenter tandis que Dupleix avait promis la ville au Nabab d'Arcate : car dans les conflits entre les princes indiens, il joue alors la carte de Chanda-Saëb. Qu'il nous soit permis une observation : aux Indes, ces tractations relevaient uniquement de la politique locale. Il n'était pas question de trahison. On se bat, nous l'avons dit, pour de l'argent. Si Dupleix veut donner Madras au Nabab d'Arcate, c'est qu'il espère obtenir en contrepartie Valdaour, d'un revenu plus certain. En France d'ailleurs ces batailles ne suscitent d'autre intérêt que celui de savoir ce qu'elles rapporteront. Pour Dupleix, il y a en plus une question d'amour-propre. Lui qui se considère déjà comme le roi des Indes, peut-il se laisser "contrer" par un marin de fortune ? La Bourdonnais, venu aux Indes, "en habit de bure", n'accepte pas cependant de céder : Dupleix s'emporte alors et éclate en violences verbales extraordinaires. Les injures ne suffisent pas : il déclenche contre son ^{niva]}une campagne de diffamation. La Bourdonnais, à Madras, aurait "volé" des sommes colossales : un million... dix millions de livres !

La Bourdonnais, après un passage à Port-Louis, est capturé par les Anglais. Arrivé en Angleterre où il débarque à Falmouth, le 2 janvier 1748, il est considéré comme un prisonnier, mais les Anglais le traitent en grand seigneur. Sur sa parole, ils le

laissent quitter Londres le 22 février 1748, pour rentrer en France où il recevra à son arrivée l'accueil le plus cordial ; mais le 1er mars 1748, à onze heures trente du matin, on l'arrête, on perquisitionne chez lui et on met les scellés. Il restera au secret plus d'un an à la Bastille (du 2 mars 1748 au mois d'avril 1749), dans la troisième chambre de la Tour du Coin⁽¹⁾.

Il subit mille heures d'instruction ; on entend plus de trois cents témoins. Il est enfin sauvé grâce à la défense remarquable de son avocat, Me Degerme de la Motte, avocat au Conseil depuis 1738, qui exerce en la rue Dauphine. Son accusateur principal porte un nom qu'il faudra retenir : Jean-Jacques Duval d'Eprémèsnil, un des gendres de Mme Dupleix, dont il a épousé le 29 juillet 1743, une fille d'un premier lit, Anne Christine Vincens. Nommé, par le Conseil de Pondichéry, commandant et directeur de Madras pendant la courte période d'occupation de la ville, Jean-Jacques Duval d'Eprémèsnil a signé, le 7 novembre 1746, la délibération annulant le traité de Tançou. Dans sa déposition, il affirmera "qu'un Anglais lui a dit que La Bourdonnais avait reçu cent mille pagodes pour la rançon de Madras", en ajoutant cependant que "lui-même n'a pu en avoir la preuve"⁽²⁾. Il fallait du temps pour se laver d'une accusation, même aussi vague ; ce ne sera qu'après trois ans d'emprisonnement, le 3 février 1751, que La Bourdonnais sera acquitté. Il meurt le

- (1) Dans son mémoire, La Bourdonnais, depuis la p. 67 jusqu'à la p. 104, énumère toutes les injures accumulées, toutes les trames ourdies, tous les attentats projetés contre lui. Cf. également à ce sujet : Lally-Tolendal, Correspondance avec M. le Chevalier de Crillon, p. 49 à 51.
- (2) Le 11 août 1747, un otage Anglais, Savage, sur le point de quitter Pondichéry pour aller à Gondelour, accuse devant Dupleix La Bourdonnais d'avoir accepté cent mille pagodes pour ne pas piller Madras. Sur cette somme quatre vingt cinq à quatre vingt dix mille pagodes lui auraient été versées. D'Eprémèsnil appuyait les dires de Savage.

10 novembre 1753, mais il n'est pas vrai de dire qu'il est alors dans la misère : à cette époque les fortunes savaient déjà se défendre.

La Bourdonnais avait été acquitté par arrêt des commissaires de la chambre de l'Arsenal, le 3 février 1751 ; mais pour se défendre il avait accusé Dupleix "son persécuteur". Quand il avait gagné son procès "tout d'une voix", le peuple de Paris lui fit presque un triomphe. Mais l'opinion publique, versatile, avait changé de victime. Dupleix était un intrigant, un bandit, "le plus affreux et le plus noir coquin qui ait jamais existé", renchérissait le chansonnier Collé. Ce changement d'opinion correspondait d'ailleurs à un renversement de la fortune. Après des années de succès, les nouvelles de l'Inde étaient de plus en plus mauvaises.

Dupleix avait connu sans doute des heures de triomphe en sauvant Pondichéry en 1748. Il avait défendu la ville pendant quarante jours de tranchée ouverte contre deux amiraux anglais et l'intervention en sa faveur du Nabab du Carnatic l'avait emporté en amenant Barnet à lever le siège. La cour de France, sensible à ces succès, décorait alors Dupleix du cordon rouge et lui conférait le titre de marquis. Dans l'Inde, qui depuis la mort d'Aureng-Seb en 1707 se décomposait en multiples principautés indépendantes, Dupleix se comportait en politique adroit, mais il faut bien reconnaître que ses succès avaient été absolument sans profit pour la Compagnie des Indes : ils n'enrichissaient

que lui. C'était une suite de guerres civiles entre Nababs et Soubabs qui se partageaient l'empire du Grand Mogol. Après le moindre engagement, les Nababs distribuaient des millions aux soldats européens qui avaient pris parti pour eux. Dupleix, qui utilisait les uns contre les autres se servait de Chanda-Saëb, qu'il manoeuvrait comme il l'entendait. L'agent de la Compagnie des Indes fut "sacré" vice-roi dans l'Inde en 1749 par diplôme du Grand Mogol ; il eut alors des rois sous ses ordres.

A ses côtés, M. de Bussy, au service de la Compagnie des Indes, gagnait une fortune immense en faisant successivement la guerre et la paix avec les Mahrattes qui vendaient leurs services, tantôt aux Anglais, tantôt aux Français. Bussy... un nom qu'il faudra aussi retenir. Diplomate né, égoïste et calculateur, il s'était adapté merveilleusement aux moeurs de ce pays, où le temps est utilisé comme la meilleure des armes. Il avait étudié l'histoire, les moeurs et les différents dialectes (1) de l'Inde qu'il avait fini par connaître à fond. Il ignorait l'emportement et la colère. Sa politique fut faite de petites réussites quotidiennes. Ménager de ses efforts, il savait que le succès est le fruit autant des fautes de l'adversaire que de ses propres démarches. Usant ses ennemis plutôt que les combattant, il triompha ainsi de la plupart.

Régnant sur le Décan⁽²⁾, sous l'apparente autorité de Salabetsingue, Bussy ne recherchait pas les places de premier plan, se contentant d'être un simple lieutenant-colonel : mais

(1) Il existe encore en Inde 14 langues principales et 250 dialectes.

(2) Nous adopterons cette orthographe simple. On écrit encore Dekkan, Dékhan ou Deccan.

il savait admirablement construire son personnage. Il portait des habits de brocart, couverts de broderie, un chapeau galonné... des souliers de velours noir richement brodés. Il recevait dans une tente immense haute de trente pieds, assez vaste pour contenir six cents personnes. Assis sur une estrade dans un fauteuil orné des armes du Roi de France, entouré de ses principaux officiers, il éblouissait les indigènes accueillis à la porte par une garde européenne et une garde indienne. Il traitait ses hôtes dans des repas magnifiques à trois ou quatre services. Dans les revues, il montait un éléphant superbe que précédait une troupe de poètes et de musiciens chantant ses louanges. Nul n'ignorait ainsi qu'il était le seul et véritable chef. Le faible Salabetsingue n'était qu'un instrument entre ses mains.

A d'autres moments, il savait se montrer discret et modéré. Dévoué à son seul intérêt, artificieux et insinuant, il s'adaptait à tous les rôles, toujours prêt à trahir son ami comme à embrasser son ennemi, dès que ce changement devenait utile à ses vues. Il savait que la réussite absout tous les crimes ; pour la bienséance il suffisait, il en était convaincu, que les actions les plus viles fussent simplement couvertes par une élégance d'homme du monde, dont il ne se départissait pas.

Dans ces guerres, que la soif du gain faisait renaître constamment, d'après inimitiés opposaient civils et militaires. Les accusations les plus audacieuses trouvaient des oreilles complaisantes. Ainsi Dupleix, si odieux vis-à-vis de

La Bourdonnais, entra en conflit avec le major Jacques François Law de Lauriston, neveu du fameux financier, qui, fait prisonnier au cours d'une expédition malheureuse dans le Carnatic et privé de secours et de vivres, avait dû capituler le 13 juin 1752 dans son camp de Siringam, petite île sur le Caveri au nord de Trichinapally⁽¹⁾. Law avait abandonné à Lawrence 3.000 soldats et leurs officiers, 40 canons et tout son matériel. Chanda-Saheb, au secours duquel il s'était porté, avait eu la tête tranchée⁽²⁾. C'était le septième prince de l'Inde à qui ces malheureuses guerres coûtaient la vie. Anavesdikan, Sabderalikan et son fils Nazerzingue, Mouzaferzingue et Gaffindikan avaient subi le même sort !

Les conséquences de cette mort, il faut le reconnaître, étaient extrêmement graves pour Dupleix : car c'était toute sa politique qui s'effondrait. Il s'était déclaré le protecteur de Chanda-Saheb. Son alliance avec lui avait ouvert au gouverneur de Pondichéry une carrière qui avait semblé à un moment particulièrement brillante, mais la mort de Chanda-Saheb remettait tout en question⁽³⁾. Les troubles dans l'Inde ne firent qu'augmenter, et la Compagnie était endettée.

Dupleix voulut donc trouver un responsable à cet échec qui, comme il l'écrivait à Bussy le 27 juin 1752, "avilissait notre gloire". Aussi lorsque le major Law, relâché sur parole,

- (1) On écrit encore Trichinopoly ou Trichinapalli (actuellement Tirachirapalli). Un roc qui constituait une véritable ville aérienne, dominait de quatre vingts mètres le quartier nord de la ville. Il fut toujours funeste aux armées françaises.
- (2) Cf. Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. II, p. 262 et suiv.
- (3) Sur les entreprises insensées et ruineuses de Dupleix à Pondichéry, Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 49.

reentra à Pondichéry, Dupleix le mit en accusation mais dut s'incliner devant l'évidence : Law, dont on pouvait contester (1) les conceptions tactiques, avait été aussi "malheureux que brave"!

Malgré les conquêtes d'un Dupleix, d'un Bussy, Pondichéry demeurait toujours dans la disette ; car les membres de son Conseil vidaient le Trésor Public. Dupleix à son tour devint la proie des accusateurs. En 1753, rappelé à Paris, il s'embarqua sur le "Duc d'Orléans" le 15 octobre 1754 et toucha à Lorient le 26 juin 1755. Il rentrait en France, riche surtout de ses créances contre la Compagnie qu'il chiffrait à sept millions de livres. (Treize ans après sa mort, cette créance fut arrêtée à 3.659.543 livres). A son retour dans la métropole, sa fortune pouvait être évaluée à treize millions de livres, mais la Compagnie, qui l'attendait, lui demanda des comptes. Il lui fallut engager un procès, dont il chargea Me Degerme de la Motte, qui s'était fait un nom en défendant La Bourdonnais (cet avocat, excellent d'ailleurs, lui demanda pour ses honoraires 75.000 livres et Me Benoît Duportail, qui suivit l'affaire avec lui, en réclama de son côté 100.000). Dupleix, croyant à sa chance et toujours optimiste, n'était pas homme à se décourager. A soixante ans, veuf de Jeanne Albert, il convolait dans de nouvelles noces avec une jeune fille de vingt ans, Claude-Thérèse de Chartenay de Lanty. Quand il mourut, le 10 novembre 1763, dans son bel hôtel de la rue Neuve des Capucines, il laissait une situation difficile. Ses dettes s'élevaient à près de dix millions. Parmi ses

(1) Fragmens... p. 21.

créanciers, Bussy, toujours Bussy, s'inscrivait à lui seul pour 923.665 livres qu'il lui avait prêtées pour soutenir sa politique ; dans son passif il n'y avait pas seulement ses dettes de l'Inde, mais surtout celles qu'il avait contractées imprudemment ensuite de malheureuses spéculations après son retour en France. Il s'avéra - quand on fit les comptes - que Dupleix avait plus travaillé pour la gloire que pour l'argent. Il avait dépensé sans compter et vécu d'emprunts comme un grand seigneur ! Il se révéla qu'il n'avait pas mieux géré ses propres affaires que celles de la Compagnie⁽¹⁾. Il est difficile de cerner exactement la personnalité de Dupleix : nous nous contenterons de dire qu'il fut un homme d'une époque où l'on distinguait mal la différence entre les deniers publics et son propre argent... ce qui le fit sans doute se ruiner pour assurer la domination française. Son avidité, qui paraît être peu contestable, eut sans doute l'excuse d'avoir voulu servir de grands desseins⁽²⁾.

La Compagnie put reprocher à Dupleix d'avoir enfreint ses instructions et surtout de laisser une situation financière obérée. Paris s'en était inquiété dès 1752, et le contrôleur général de Silhouette avait adressé au gouverneur de Pondichéry un avertissement, qui constituait un rappel à l'ordre dans une lettre datée du 13 septembre de cette même année :

"On préfère généralement ici la paix à des conquêtes, et les succès n'empêchent pas qu'on ne désire un état moins brillant, mais plus tranquille et plus favorable au commerce... On va jusqu'au point de craindre des possessions qui pourraient engager la Nation dans les guerres des Princes de l'Inde.

(1) Cf. Alfred Martineau, Les dernières années de Dupleix, ses dettes, son procès avec la Compagnie des Indes, passim. Paris, 1929.

(2) Cf. Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 124 et suiv.

"On désire n'y être mêlé pour rien et n'y avoir aucune part.
 "La vérité et la franchise dont je fais profession m'engagent
 "à ne pas vous dissimuler que tout système qui paraîtra s'éloi-
 "gner de ces vues de neutralité n'aura pas l'approbation du Roi,
 "du Ministre et du Public".

et plus loin il ajoutait :

"Point de victoires, point de conquêtes, beaucoup de marchandises
 "et quelques augmentations de dividendes !"

Après la politique du panache, il restait comme toujours
 une note à payer. Le Conseil de Pondichéry, de son côté, écrivait
 à la Compagnie, l'année suivante, une lettre du 19 février 1753
 qui parvenait à Paris en août, où on pouvait lire :

"Loin d'avoir un fonds d'avance, comme la Compagnie le présumait,
 "elle devait près de deux millions ; ce "vide" lui avait fait
 "épuiser toutes les ressources qu'ils" avaient eu jusqu'alors,
 "qu'on manquait de fonds pour acheter les cafés, qu'il n'y en
 "avait point pour les dépenses courantes et qu'enfin on avait
 "été obligé d'emprunter à vingt pour cent 300.000 roupies pour
 "envoyer "l'Hercule" et "le Fleury" à la côte de Malabar chargés
 "des poivres".

Voilà où on en était. Pas d'argent et Dupleix s'affirmait créan-
 cier de sommes considérables, montant d'avances qu'il avait dû
 faire pour la conduite des guerres⁽¹⁾.

"L'intérieur s'est absolument déclaré en faveur des Anglais",
 écrivait un conseiller de Pondichéry, Barthélemy, à M. de Si-
 lhouette le 10 octobre 1754,

"Il ne faut attribuer cette particularité de la part des Indiens
 "qu'à la manière tyrannique avec laquelle nous les avons traités.
 "Non contents de leur enlever ce qu'ils avaient de plus précieux,
 "on les contraignait à se soumettre aux services les plus abjects
 "... quels tourments, quelles tortures n'a t'on pas fait souffrir
 "à quelques uns d'entr'eux ! les plaintes là-dessus sont trop
 "bien fondées pour être révoquées en doute".

Mahé de La Bourdonnais ! Dupleix !... le premier

(1) Alfred Martineau - Ibid. p. 92 et suiv.

embastillé... le second rappelé et acculé à plaider longuement pour se justifier... Il faut dire que la prison, pour les conquérants, était presque une tradition depuis les premiers jours de la Compagnie des Indes. Le marquis de Montdevergne choisi par le Roi et agréé par la Compagnie pour installer des colons à Madagascar et ouvrir le négoce aux Indes en 1665, s'était vu arrêter en 1671, lors de son retour en France et enfermer à la citadelle de Port-Louis. Rendu responsable de l'échec de la colonisation de Madagascar, le malheureux Montdevergne était mort en 1672, dans une geôle à Saumur.

L'Angleterre ne se comportait pas différemment, Robert Clive, le vainqueur de la bataille de Plassey, qui avait participé à toutes les batailles de l'Inde de 1743 à 1767 et qui avait été fait pair d'Irlande et baron Clive de Plassey, fut censuré par le Parlement en 1772-1773 ; désespéré, il se suicida en 1774. (1) Warren Hastings, gouverneur général en 1773, sera également poursuivi devant la Chambre des Lords. Après un procès qui durera de 1788 à 1795, il sera acquitté à l'unanimité, mais ruiné. La Compagnie Anglaise des Indes devra lui faire une pension pour qu'il ne meure pas dans la misère. Il semble qu'une

(1) Clive était un "gangster" (nous laissons à M. Panikkar la responsabilité du choix de ce terme) parvenu aux honneurs, un faussaire, un menteur et un escroc, comme il l'a lui-même avoué. Ses prétendues opérations militaires sont positivement ridicules quand on les compare aux campagnes des généraux de son temps. L'Etat qu'il créa et administra pendant sept ans ne fut pas autre chose qu'une entreprise de brigandage, le seul but recherché étant de tirer le maximum de biens de territoires qu'il était supposé administrer. Les historiens anglais préférèrent jeter un voile sur la période qui s'étend de 1757 à 1774, mais il convient d'insister sur ce fait : à aucune époque de la longue histoire de l'Inde et pas même sous le règne de Toramana et de Mohamed Toughlag, le peuple n'a eu à endurer, en quelque province que ce soit, une misère comparable à celle du Bengale au temps de Clive. (Cf. K.M. Panikkar, Histoire de l'Inde, p. 297)

malédiction ait frappé les premiers conquérants de l'Inde, comme elle frappera plus tard ceux qui violeront le secret des tombeaux des Pharaons. Plus simplement nous penserons que ces hommes gagnés par la passion de l'argent et accessoirement par la griserie du pouvoir, n'avaient pu éviter les fautes que l'orgueil fait toujours commettre.

A Paris, le gouvernement royal n'était pas resté inactif, de plus en plus il tentait de contrôler les activités de la Compagnie. Dès 1723, la cour s'était réservé le choix des directeurs; et à partir de 1730, un commissaire du Roi avait été introduit dans l'administration. Lors de l'assemblée des actionnaires de 1744, ceux-ci avaient été seulement autorisés à nommer des syndics, qui n'eurent d'ailleurs pas grand pouvoir. La servitude dans laquelle demeurait la Compagnie vis-à-vis du gouvernement ne se desserra pas ; le Roi continua à nommer les directeurs et au lieu d'avoir un seul commissaire, il désira même en avoir deux. Cette dernière formule ne réserva que des mécomptes. Deux partis se formèrent, avec chacun leurs partisans. Les abus se multiplièrent et pour seul remède, le Roi nomma encore un troisième commissaire. Le désordre ne fit que s'aggraver. On ^{donc} revint/à deux, puis à un.

A Pondichéry, la composition du Conseil supérieur était de plus en plus médiocre. A l'arrivée de Lally aux Indes, parmi les membres du Conseil supérieur on comptait un ancien calfat de vaisseaux (Guillard), un ancien laquais de madame de Chanilly,

un ancien maître et un ancien garçon tailleur de Versailles, un ancien portier du Fermier général Pajot, un banqueroutier (Moracin) que les Portugais avaient été sur le point de faire pendre !⁽¹⁾

La pensée de Colbert avait été trahie par l'insuffisance des hommes. Le Roi manifestant et retirant son autorité, la paralysait en définitive. Au lieu de dirigeants, on ne rencontrait plus dans le Conseil de Pondichéry que des opposants, préoccupés de leurs seuls intérêts particuliers.

Paris avait donc pris la décision de rappeler Dupleix, et avait fait choix pour lui succéder d'un sieur Godeheu⁽²⁾, qui, plus comptable qu'homme de gouvernement, lui paraissait mieux susceptible d'assainir la situation financière compromise. La Compagnie savait qu'il s'en tiendrait à ses instructions et les exécuterait à la lettre. Arrivé à Pondichéry le 1er août 1754, Godeheu avait "liquidé" Dupleix et aussi..., il faut bien le reconnaître, ses conquêtes. Pour ce faire, il avait replié tous les services de la Compagnie sur Pondichéry, et ce qui était réorganisation put être qualifié par la suite par ceux qui en ignorèrent l'esprit, d'abandon. Il faut bien préciser que Machault et Silhouette avaient déjà engagé à Paris des négociations dans ce sens ; les Anglais avaient exigé alors le rappel de Dupleix qui "sèmerait partout des obstacles et... empêcherait d'arriver à une solution définitive". Machault semble en avoir été convaincu de son côté, puisqu'il avait signé et remis à

(1) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 315.

(2) Godeheu de Sarmont fut désigné comme commissaire du Roi par Machault, garde des Sceaux et contrôleur général le 3 septembre 1753. Le 15 octobre le conseil d'administration arrêtait dans une assemblée ses instructions.

(3) Voir p. 45 bis.

- (1) Nous citons les principaux passages d'une lettre (44 p. in : 4) écrite par Dupleix à M. de Montaran le 9 novembre 1753 (catalogue de la Librairie Coulet et Faure, n° 140, p. 93, n° 761). M. de Montaran paraît avoir eu des intérêts dans la Compagnie et être inquiété par les "opposants", dont les bavardages, les dénigrements le troublent un peu. Il a ainsi écrit à Dupleix, qui lui répond :

"Mon zèle peut être trouvé trop vif, et à la vérité, je ne vois qu'avec peine que l'administration dérange dans un moment des idées qui ne tendent qu'au bien de la Compagnie ou plutôt de l'Etat. Tels sont les ordres qu'elle a donnés au sujet de quelques mauvais alliés. Ces ordres ont produit une méfiance que je puis vous exprimer et si je n'étais un peu resserré sur les fonds, ce qui m'oblige à renvoyer les demandeurs, je ne crois pas qu'il restât un sol placé dans nos caisses. Les édits, les lettres patentes que l'on obtient effrayent dans des pays où l'on vit, comme on dit, à la bonne franquette, et où l'on évite les procès comme la peste : on n'en veut pas avoir avec la Compagnie dans ces pays où l'on est trop éloigné du soleil de la France ; on craint la servitude et encore plus d'être réduit à la misère comme dans les temps passés. Je ne saurais vous dire tous les propos que ces lettres patentes ont occasionnés. Le moindre mal serait que les employés et les habitants gardassent leurs fonds dans leurs coffres, mais je crains qu'ils ne les fassent passer ailleurs au grand détriment de la colonie et de la Cie. Ce sont ces opérations trop précipitées qui excitent mon zèle, je suis au désespoir avec raison que l'on détruise ce qui m'a tant coûté à faire, et que ce soit même de ce Corps dont je me fais l'honneur d'être, pour qui je travaille, dont partent les coups..."

Sur les opérations militaires : "Ne vous alarmez pas, Monsieur, de ce que vous paraîsez craindre des connaissances que vous pensez que les Maures peuvent acquérir dans la façon de faire la guerre à l'Européenne. Leur génie n'y est pas porté. L'insubordination est un vice naturel chez eux autant que la lâcheté : leur indolence est au-delà de toute expression. Ils trouvent bien ce que nous faisons mais ne veulent ni ne peuvent nous imiter. Aussi soyez tranquille sur ce qu'a pu faire M. de Bussy. Il est certain que nos cipayes, conduits par des chefs blancs sont plus que suffisants pour en imposer à toute cette cavalerie Maure et autres, mais ces mêmes cipayes, réduits à leurs chefs ordinaires, ne descendront plus qu'au-delà de la canaille..."

Sur sa femme, "princesse Jeanne" : "La capacité de ma femme dans cette partie dont elle s'est acquittée avec un courage qui n'a pas trouvé en Europe tout l'éloge qu'il mérite, mais elle et moi nous sommes si habitués à avoir affaire à des ingrats, que nous ne sommes jamais étonnés de ce qui nous

Voir suite p. 45 ter

"arrive. Il y a longtemps que j'aurais dû faire cesser un zèle
 "qui fait aujourd'hui toute ma peine. Si, comme bien d'autres,
 "j'avais préféré ma propre satisfaction, je serais tranquille
 "et ne me trouverais pas en butte aux caprices des hommes..."

Sur la qualité des troupes... "Si on choisissait mieux
 "en France les troupes qu'on envoie tout serait terminé, les
 "Anglais réduits à leurs colonies... Nous avons plus de facilité
 "que l'Anglais tant chez les Suisses que chez les Allemands.
 "Trois cents hommes par bataillon nous formeraient un corps
 "respectable qui ne fuirait pas au premier coup de fusil et qui
 "ferait l'école de ceux que vous pourriez envoyer par la suite
 "pour les recruter. Quelle est la puissance dans l'île qui
 "oserait venir nous attaquer dans aucune partie de nos posses-
 "sions lorsque nous y aurions des corps de troupes qui ne sau-
 "raient point reculer devant l'ennemi. Les dernières troupes
 "nous ont déshonorés dans plusieurs occasions décisives et qui
 "n'ont abouti, pour la plupart sans aucune perte, qu'à des
 "retraites honteuses".

Et voici sa conclusion : "Il paraîtra surprenant à la
 "postérité que je compte un jour informer de ma conduite depuis
 "que je suis dans l'Inde, que je me sois trouvé dans le cas de
 "me justifier de tout le bien que j'ai fait à ma patrie et que
 "j'ai voulu lui faire. Elle me rendra plus de justice que l'on
 "ne le fait à présent, mais je n'en aurai pas moins été exposé
 "aux plus cruels chagrins..."

Ce plaidoyer "pro domo" ne manque pas de grandeur et
 surtout il nous montre où en était Dupleix à son départ de
 l'Inde : Pas d'argent et pas de troupe.

Godeheu un mandat d'arrêt pour faire arrêter Dupleix, et s'il le fallait, sa femme et sa fille ! Godeheu avait heureusement agi avec diplomatie, et pour le bon renom de la France il n'avait pas été nécessaire d'en arriver à ces solutions extrêmes. Grâce à lui, le climat semblait s'être amélioré. Devenu gouverneur, il obtenait en 1755 une trêve, puis signait avec les Anglais une paix "conditionnelle". Chaque nation prenait ses dispositions pour commercer en se tolérant mutuellement.

Anglais et Français se retrouvaient sur un pied d'égalité, c'est-à-dire : la France délaissait tout ce que Dupleix avait conquis. Nous tournions le dos à la politique de grandeur. "Les conditions du traité que signa Godeheu, à Sadras, le 26 décembre 1754", écrira le colonel anglais Malleson, "ne furent pas seulement désavantageuses aux intérêts français, mais dégradantes pour l'honneur de la France". Ce jugement porté par un adversaire marqua au fer rouge l'oeuvre de Godeheu ! Le traité (il avait fallu cinq mois à peine pour en arrêter les termes !) en effet pouvait se résumer ainsi : les deux Compagnies décidaient l'une comme l'autre, tant que la paix règnerait entre les deux nations, de ne plus se mêler du tout au gouvernement mogol, de prendre places et dignités usurpées, et de ne jamais intervenir entre les princes indigènes. Nous abandonnions ainsi la nababie du Carnatic et la soubabie du Décan ; Gingi, la citadelle imprenable, Arcate, la ville des rois, Vellors, Mazulipatam. Et les Anglais n'avaient à restituer que Trichinapaly.

Nous nous séparions de nos puissants alliés : le soubab du Décan, le rajah de Maissour (Mysore) et le peshva des Mahrattes, tandis que les Anglais n'avaient sous leur influence que le petit rajah du Tanjaour. Ainsi Godeheu avait accepté de faire les plus lourds sacrifices pour retrouver la paix. Prudent cependant il n'avait, en bon mandataire, signé que sous condition de ratification de la métropole. Provisoirement on restait sous le régime précaire d'une trêve qui d'ailleurs ne fut que de courte durée.

Retenant les accusations portées contre Godeheu par Dupleix, l'histoire se montrera sévère pour lui : mais, l'on est en droit de se demander si la France avait poursuivi sa politique et n'avait pas subi la malheureuse guerre de sept ans, on n'aurait pas sauvé ce qui pouvait l'être encore ? Le traité signé par Godeheu, ensuite de ses rencontres avec Saunders, gouverneur de Madras, n'était que conditionnel. C'était moins un traité qu'un projet. Il avait réservé au Ministre et à la Compagnie le droit de le réformer, de le modifier, de l'adopter ou de le rejeter. Des clauses nouvelles pouvaient par la suite être insérées.

Grâce à ce traité, la Compagnie retrouvait la jouissance provisionnelle de tous ses revenus, les Anglais déposaient les armes et cessaient toute hostilité⁽¹⁾. Bussy qualifia l'intervention de Godeheu "de coup d'Etat et de chef-d'oeuvre politique"⁽²⁾ et Duval d'Eprémesnil, gouverneur de Pondichéry, lui écrivit⁽³⁾ : "Au moyen du traité de trêve, nous nous sommes maintenus dans

(1) Mémoire pour la Compagnie des Indes contre le sieur Dupleix, MDCLXXIII, p. 105

(2) 14 janvier 1755 - Cf. Lettre de Godeheu à Dupleix, p. 33

(3) 5 octobre 1755 - ibid.

"nos possessions et nous rétablissons nos forces, que plusieurs "échecs consécutifs avaient épurées". Godeheu paraît donc être une de ces victimes de l'Histoire, qui n'aime pas les gens pondérés et sages. Il avait négocié sous la menace des canons de l'escadre britannique et il avait accompli "une tâche ingrate, mais nécessaire"⁽¹⁾. Lorsque l'on agit ainsi, il est rare que l'on fasse naître des sentiments de reconnaissance !

Le 12 mars 1756, bien avant le départ du comte de Lally pour les Indes, Silhouette résumait ses réflexions sur la situation à la Compagnie dans la note suivante⁽²⁾, qui explique sans doute ses propres incertitudes et contradictions dans la conduite de la guerre :

- Mémoire de M. de Silhouette : 12 mars 1756 :

"Trois raisons pour ne pas différer de prendre un parti "sur la Compagnie des Indes :

"1°- On continuera de faire le commerce par la Compagnie présente, ou une autre, ou on la rendra libre.

"2°- Il n'y a pas de temps plus favorable pour faire aux "actionnaires, un traitement dont ils soient contents et qui "ménage en même temps, les intérêts du Roi, que celui de la "présente guerre où on ne peut leur faire voir clairement, outre "le mauvais état actuel de leurs affaires, qu'ils sont menacés "d'une ruine totale et prochaine.

"3°- Il n'y a qu'un parti prompt pris sur la Compagnie, "qui puisse soutenir l'action. Si le Roi assurait 80 % de divi- "dende à l'action, elle serait de 1.600 % comme tous les autres "effets royaux, qui sont au pair sur le pied de 5 % de leur "capital. S'il n'y a point de parti pris, les accidents qui ne "peuvent guère manquer d'arriver dans la situation présente "de la Compagnie, soit dans ses vaisseaux, soit dans ses comp- "toirs, feront vraisemblablement tomber extrêmement bas l'action".

On ne peut être plus explicite : la Compagnie minée par

très
important
(3)

-
- (1) A. Martineau, Les dernières années de Duplex, p. 119. M. de Moras, commissaire du Roi, lui avait adressé ce satisfecit : "En général les conditions (du traité) sont bonnes, honorables "et ont été approuvées ainsi que toute sa conduite, par le "ministère". Godeheu, après ce rôle de premier plan, devait mourir ignoré.
- (2) Coll. pers.
- (3) Noté en marge dans le texte.

sa gestion même, ne pouvait survivre sans "fonds", "qui ne lui seront d'ailleurs pas envoyés".

Comme c'était de nouveau la guerre, on avait pensé qu'il fallait alors confier le sort de la colonie à un militaire. Avait-on eu raison ? la France avait déjà fait une première expérience qui n'avait pas été une réussite. En 1670, lorsqu'il s'était agi de lutter contre les Hollandais, le commandement de la fameuse escadre de Persé avait été confié déjà par Colbert, à un officier, Blanquet de la Haye, homme cassant et brutal, ignorant tout des questions indiennes. Nommé vice-roi des Indes, il s'était heurté à l'esprit de lucre et, par sa raideur, s'était mis à dos toute la colonie. Il avait fini par capituler à Sao Tomé, le 1er septembre 1674. La nomination de Lally, qui rappelait par beaucoup de traits Blanquet de la Haye, montrait que les Français, déjà, n'avaient pas beaucoup de mémoire !⁽¹⁾

Lally aurait les mains libres pour agir : n'en devait-il pas être ainsi pour un chef d'expédition obligé de prendre des décisions urgentes et rapides loin du pouvoir central ? Mais la confiance totale qu'on semblait lui faire, était plus apparente que réelle. Une première restriction était mise à ses pouvoirs, qui fut sans doute levée par la suite : il ne devrait pas se mêler des finances (pour lesquelles il était peu doué). Un sieur Clouet, faisant fonction de commissaire de la Compagnie régirait et percevrait ses revenus, conjointement avec le gouverneur de Pondichéry, Duval de Leyrit..., encore devrait-il

(1) Glachant, Histoire de l'Inde des Français, p. 33, 35

consulter le comte de Lally sur tout ce qu'il aurait envie de faire⁽¹⁾.

Ensuite et surtout, le comte de Lally ne commanderait que sur terre : c'était là une erreur grave. Aux Indes la maîtrise des mers était la condition des succès sur terre. M. de Moras ne l'ignorait cependant pas :

"Comme toutes les entreprises importantes à former contre les Anglais dans les Indes ont principalement pour objet, des places maritimes, ces entreprises exigeront le concours des forces de mer".

Il ajoutait :

"Cette matière se trouve amplement traitée et discutée dans un mémoire dressé par le Comité de l'Inde, pour le sieur d'Aché, chef d'escadre, commandant les vaisseaux de Sa Majesté, qui passera aux Indes".

Le premier objectif assigné devait être le ravitaillement de Pondichéry, la prise de Gondelour et l'attaque de Madras. On liait la flotte aux opérations de l'armée sans, par une aberration vraiment incompréhensible, créer l'unité de commandement.

Le choix du comte d'Aché, qui au dernier moment fut substitué au vicomte de Choiseul, à la tête de l'escadre française, n'était pas, en outre, particulièrement heureux. Agé de cinquante-trois ans, cet officier avait pratiquement cessé de naviguer depuis neuf années. Nommé le 17 janvier 1748 au commandement de l'Aloïde, il avait débarqué le 7 février de cette même année, sous le prétexte que le vaisseau ne pouvait pas tenir la mer. On lui avait reproché cet acte d'indiscipline et depuis douze ans il marquait le pas comme simple capitaine de vaisseau.

(1) Mémoire au Conseil, p. 53, 54.

Il ambitionnait la cornette de chef d'escadre. A la veille d'un nouveau conflit avec l'Angleterre, il avait rédigé un mémoire "sur la conduite que la Compagnie des Indes doit observer en cas de guerre". Lorsque la guerre éclata, d'Aché passa pour avoir eu des vues prophétiques et se trouva de nouveau bien en cour. Le 3 janvier 1757, il obtenait ainsi le commandement de l'escadre qui allait transporter aux Indes le corps expéditionnaire. D'Aché, sur mer, l'égal de Lally, mènerait "sa guerre" pour avoir "ses succès personnels" et il ne tolérerait d'ingérance de personne dans le commandement de sa flotte.

Bien que le commandement fût divisé, Lally n'en recevait pas moins l'ordre de mener personnellement contre les Anglais une guerre d'extermination.

"Le sieur de Lally est autorisé" lisait-on dans les instructions, "à faire raser les fortifications des places maritimes... il n'admettra aucune place anglaise à rançon... (on doit se souvenir qu'après la prise de Madras dans la guerre précédente, la Compagnie d'Angleterre, par délibération du 14 juillet 1747, déclara nulle toute rançon faite aux Indes). Par rapport aux troupes anglaises, aux officiers et employés de la Compagnie Anglaise, le sieur de Lally n'en laissera aucun à la Côte de Coromandel ; il pourra permettre aux particuliers de retourner en Angleterre et pourra les y faire conduire par un parlementaire de l'Isle de Ste Hélène. Quant aux officiers et employés de la Compagnie Anglaise, aux soldats et matelots, il les fera conduire aussitôt qu'il sera possible à l'Isle de Bourbon... Sa Majesté n'entend point qu'on admette les officiers, soldats et matelots anglais à rançon : nul ne pourra être rendu que par voie d'échange, homme pour homme et de même grade ou état".

Des consignes aussi rigoureuses autorisaient les pires excès et en cas d'échec, par un juste retour des choses, il ne faudrait pas compter qu'il serait fait de quartier aux troupes françaises.

Si encore Lally avait pu espérer s'appuyer sur des bases solides à la colonie, la tâche, difficile sans doute, n'aurait pas été impossible pour un général expérimenté, mais ses instructions ne lui dissimulaient pas d'autres difficultés, qui proviendraient des hommes en place.

-1°) Un blanc-seing lui était donné pour se maintenir ou se retirer du Décan. Sa Majesté lui laissait la liberté de rappeler, ou non, les troupes s'y trouvant, d'y laisser M. de Bussy pour commandant ou de lui substituer un autre.

Comment réagiraient Bussy et ses officiers ?

La province du Décan, qui allait jusqu'à la mer d'Oman, de l'autre côté de la presqu'île, avait fait rêver des trésors de Golconde tous les colonisateurs. Dupleix et les Français conduits par Bussy à la tête d'une petite armée de trois cents hommes étaient entrés le 18 juin 1751 dans sa capitale, Avren-gabad. Là siégeait le vice-roi, qui commandait à tous les Nababs investis des principautés particulières comprises dans les royaumes de Visapur, Golconde et Carnate. Sans doute cette autorité souffrait-elle de la décadence du gouvernement Mogol et Salabetzingue, Soubab du Décan, que Bussy soutenait, n'était que l'ombre de son ancienne puissance. Les instructions laissaient à Lally toute latitude pour apprécier la situation sur place. Il n'en restait pas moins que Dupleix et Bussy avaient considéré que l'occupation de cette province constituait la première étape indispensable pour la conquête de la totalité de l'Inde. Mais

puisqu'il s'agissait d'une guerre contre l'Angleterre, que l'on voulait chasser, l'optique pouvait être cependant différente. L'abandon du Décan ne risquait-il pas de renforcer la puissance anglaise ? Faire la guerre et rechercher des profits commerciaux ne pouvaient aller de pair : comment Lally arriverait-il à le faire comprendre aux marchands de la Compagnie ?

-2°) Lally devrait également se méfier du gouverneur de Pondichéry et de ses officiers, Duval de Leyrit était représenté dans le mémoire de la Compagnie comme "faible, froid, parlant peu, se laissant prévenir et ne sachant pas maintenir la subordination".

Quant aux officiers des troupes de la Compagnie ils avaient

"intérêt à entretenir l'illusion (sur l'état du Décan) et l'on ne peut assurer si le sieur de Leyrit ne s'est pas laissé préoccuper par eux et prévenir jusqu'à un certain point. Le sieur de Lally peut lui confier qu'on aurait ce désir qu'il ne fût moins livré aux idées de son prédécesseur sur le système de l'Inde, dont il paraissait si éloigné lorsqu'il était à Chandernagor".

En clair, Lally aurait à mettre en demeure Duval de Leyrit, d'abandonner la politique de Dupleix ; c'était encore avec le gouverneur de Pondichéry, des incidents certains en perspective.

-3°) Lally ne devait pas ignorer pour finir, qu'il ne pourrait compter sur personne : on l'en informait sans ménagement.

Il lui faudrait en premier lieu faire rendre gorge aux voleurs.

"Comme les troubles de l'Inde", était-il écrit, "ont été la source d'un grand nombre de fortunes particulières, promptes et subites, le même système règne toujours dans Pondichéry, où ceux qui n'ont pas encore fait fortune espèrent la faire par les mêmes moyens et ceux qui l'ont déjà dissipée, espèrent la faire une seconde fois. Le sieur de Lally aura beaucoup de peine à y déraciner cet esprit de cupidité et ce serait un des plus grands services qu'il pourrait rendre à la Compagnie".

On ne lui cachait pas ensuite qu'il trouverait une armée désorganisée et une Compagnie ruinée.

"Sa Majesté a confiance dans la fermeté et les talents du sieur de Lally... afin de rétablir l'ordre, la discipline et l'esprit militaire dans les troupes de la Compagnie des Indes, d'en bannir la cupidité et l'insubordination et d'y réprimer les différents abus qui s'y sont introduits. Le sieur de Lally ne doit pas ignorer que la Compagnie se trouve, aux Indes, dans une situation des plus critiques : les terres dont elle se trouve en possession et dont elle perçoit les revenus sont divisées, les communications en sont difficiles et dangereuses, les troupes destinées à les garder sont exposées à être enlevées; d'un autre côté, la Compagnie ne peut abandonner ces terres sans se priver des moyens de payer ses troupes et sans livrer tout le pays aux Anglais. La ruine de la Compagnie en serait la suite inévitable".

Pour sortir de cette situation de catastrophe, il ne restait qu'une solution : faire la guerre. Telle était la conclusion des instructions :

"En conséquence de cette fâcheuse position, l'on a pensé que tout ce qu'il y aurait de plus expédient après le débarquement des troupes à Pondichéry, serait de faire le siège du Fort Saint-David et de s'emparer de Gondelour".

Ces dernières directives rejoignaient celles qui avaient été données au comte d'Aché. M. de Moras disait en clair à Lally qu'il n'y avait plus d'argent en caisse et qu'il ne lui fallait compter, pour réorganiser l'armée et l'entretenir, que sur des prises de guerre.

D'une façon plus générale, il faut insister sur les conceptions opposées de la France et de l'Angleterre dans leur politique coloniale. Pour les Anglais, leur Compagnie des Indes constituait avant tout une affaire commerciale, que devait protéger la marine de guerre britannique. Pour la France au contraire

la Compagnie des Indes était essentiellement la chose du Roi et de son administration. Le Roi l'utilisait au service de la politique, les intérêts des actionnaires n'étant que secondaires. D'un côté on agira en tenant compte de la politique indienne, de l'autre, on se livrera aux imprévus de la politique européenne, dont la guerre aux Indes n'est qu'un épisode.

Là sera la clé des erreurs commises par la France. Il faut encore ajouter que l'administration royale s'avérait déplorable commerçante. Les ventes des marchandises importées se faisaient à Lorient par adjudications massives, loin des courants commerciaux, pour le plus grand profit des négociants particuliers. En définitive, la Compagnie vivait à la petite semaine, sans fonds de roulement, d'une expédition à l'autre. De plus, elle s'endettait en construisant des bateaux de commerce, susceptibles d'être transformés en navires de guerre. Cela coûtait très cher et se révélait d'un rendement médiocre. Ainsi on improvisait, alors que l'Angleterre poursuivait méthodiquement l'accomplissement d'un plan soigneusement préparé.

o
o o

L'expédition décidée, il fallut sans plus tarder l'organiser. Au début tout alla bien dans l'enthousiasme général.

La Compagnie s'était associée au Roi pour son équipement et son financement. A Brest s'armèrent six vaisseaux de la Marine Royale, tandis que la Compagnie à Lorient mit en ligne une vingtaine de navires. Cette flotte, dont le commandement était confié au comte d'Aché, devait transporter six bataillons d'infanterie, provenant de trois régiments : Lally Irlandais, Lorraine et Berry, un bataillon d'artillerie, deux cents dragons, soit environ 3.000 hommes ; il lui était attribué un trésor de guerre de six millions en espèces. Lally, qui était parvenu à se procurer un état des forces des Anglais, estimait qu'il pourrait l'emporter sur elles avec l'appui des troupes et du matériel qu'il trouverait dans l'Inde.

Lally ne pouvait se plaindre de l'état-major d'élite dont on l'entourait : le chevalier de Soupire⁽¹⁾, nommé récemment maréchal de camp, officier ayant fait ses preuves, brigadier depuis 1748, sur l'esprit d'initiative duquel seule la soixantaine proche jetait cependant quelque inquiétude, et avec lui trois colonels qui avaient en poche leur nomination de brigadiers : Charles-Henri d'Estaing⁽²⁾, Landivisiau⁽³⁾ et Michel de Lally⁽⁴⁾, tous trois jeunes et pleins d'allant.

-
- (1) Antoine Séraphin de Baudoin, chevalier de Soupire, né le 6 mai 1697, devint lieutenant général en 1762,
- (2) Charles Henri d'Estaing, né le 24 novembre 1729, devait être le plus illustre des d'Estaing ; mousquetaire, il avait été nommé en 1748, colonel du régiment de Rouergue, dont il devait faire un modèle de l'infanterie. Il deviendra plus tard le fameux amiral d'Estaing (1729-1794), cf. : le M^{is} Calmon - Maison L'Amiral d'Estaing - Calmann Lévy, Paris, 1910, lui a consacré une biographie tout à fait remarquable, à laquelle nous nous sommes à plusieurs reprises référés.
- (3) Danycan de Landivisiau, mestre de camp réformé aux dragons d'Aubigné, venait de recevoir un brevet de brigadier de dragons.
- (4) Parent de Lally.

Parmi les officiers on comptait les noms les plus célèbres de France: Crillon, Montmorency, Choiseul, La Fare, Conflans, La Tour du Pin. Le Roi faisait ainsi largement crédit à Lally en lui confiant la fleur même de la jeunesse française.

Pourtant, en dehors de la division du commandement avec d'Aché et du choix de ce dernier, d'autres désignations n'avaient pas été heureuses. La nomination, au dernier moment, du chevalier Durre à la place du chevalier de Villepatour, à la tête de l'artillerie, avait provoqué les protestations de Lally. Ce colonel, spécialiste de la tactique des sièges, homme d'école, n'était pas préparé à la guerre coloniale, qui exige la mobilité de petites unités. De plus, la Compagnie plaçait aux côtés de Lally le sieur Clouët, son "homme de confiance" pour surveiller la caisse et contrôler l'Intendance : Faire la guerre sans disposer des leviers de commande de l'argent ne serait pas chose facile, surtout quand chaque mois il aurait une armée à "solder".

Le premier échelon (première division), sous le commandement du chevalier de Soupire quitta Lorient le 30 novembre 1756⁽¹⁾ emmenant avec deux millions en espèces le tiers de l'effectif : deux bataillons de Lorraine et cinquante hommes du corps royal d'artillerie, soit environ un millier d'hommes, dans dix-neuf vaisseaux, dont huit de guerre.

Après que l'émotion éprouvée par la France entière, à la nouvelle de l'attentat de Damiens, le 4 janvier 1757, se fut

(1) Tableau Historique de l'expédition de l'Inde, 30 décembre.

calmée, le deuxième échelon (deuxième division) composé de trois grands vaisseaux de guerre, transportant les deux bataillons irlandais et cent hommes du Royal Artillerie, fut prêt à appareiller le 2 février 1757⁽¹⁾, sous les ordres directs du comte d'Aché, dont le pavillon amiral flottait sur le "Zodiaque". Il emmenait à son bord Lally. D'Aché attendit le 5 mars, ne voulant rien laisser au hasard, et cependant un petit incident faillit, dès le départ, compromettre le sort de toute l'expédition⁽²⁾.

Deux frégates étaient chargées de partir en éclaireurs pour assurer la sortie du port. Une d'elles, la "Guirlande" était ainsi à l'ancre, mouillée devant le "Belliqueux", vaisseau de l'escadre. Au signal d'appareiller, la "Guirlande" parut manoeuvrer comme si elle allait se mouvoir, mais en fait ne bougea pas. Que s'était-il passé ? Son commandant, jeune officier, était allé passer la nuit avec une jolie fille de la ville et, en son absence, son second fit semblant de ne pouvoir lever l'ancre. Mais le "Belliqueux" croyant que la "Guirlande" mettait sous voiles, tomba sur elle et emporta sa poupe. Malgré ses avaries, le "Belliqueux" força ses voiles pour rejoindre les autres vaisseaux, déjà sortis du goulet et se démâta de son hunier. D'Aché apprenant cet incident, fit alors virer de bord au "Zodiaque" qui se démâta également. L'escadre dut par conséquent rentrer au port pour réparer. Ainsi, il y eut à la porte des Indes, dès le départ, une petite cause : un officier

(1) Ibid., 20 février.

(2) Arch. de la Marine, C7 101.

indiscipliné et amoureux avait découché et était resté endormi au matin d'une nuit trop tendre.

Pendant que l'on réparait les avaries, à Brest, le gouvernement fut appelé à renforcer notre armée d'Amérique.

Il retira donc à Lally les deux bataillons du Berry, qui devaient constituer le troisième échelon (troisième division). Lally et d'Aché découragés par une telle mesure furent d'accord pour demander alors d'être déchargés de leur commandement. M. de Moras refusa ; par lettre du 19 mars 1757, il s'engagea à faire parvenir à Lally, ultérieurement, des troupes, des vivres et de l'argent, tandis que Mme de Pompadour lui promettait de ne pas l'abandonner. Ce dernier, rassuré, reprit de nouveau confiance comme aux premiers jours.

Une fois remis en état, le "Zodiaque" passa à Lorient pour rejoindre les bâtiments de la Compagnie des Indes. Des vents contraires s'élevèrent alors et l'escadre de d'Aché, qui ne comportait plus qu'un vaisseau de la Marine Royale, ne put mettre à la voile que le 3 mai 1757. Il y eut d'autres retards encore ! Pour trouver des vents favorables à l'Isle de France, il était recommandé de quitter l'Europe entre décembre et fin février. Le comte d'Aché, parti trop tard, dut prendre "la grande route" dans l'Océan Indien⁽¹⁾, et fut obligé de faire un énorme détour. A cela s'ajouta que pendant l'hiver "avait régné

(1) Un voyage aux Indes avait pour première étape les côtes du Brésil d'où les alizés permettaient le passage du Cap de Bonne-Espérance. Il fallait alors compter sur la mousson pour remonter vers le Nord. Pour cela le calendrier était très strict. D'abord en mai-juin, vers le Cap, de grandes tempêtes rendaient la navigation périlleuse et ensuite, pour gagner les Indes, on devait arriver dans l'Océan Indien entre mai et octobre, époque de la mousson du Sud, et repartir vers l'Europe, entre novembre et février, avec la mousson du Nord. Il était impossible alors de voyager à contre mousson.

"à Brest une maladie épidémique, qui avait fait périr beaucoup de monde et que les germes de cette maladie s'embarquèrent avec "les équipages". (1)

Ignorant ces incidents, Soupire, à la tête du premier échelon, voguait paisiblement vers les Indes. Le voyage durait habituellement de six à huit mois ; il n'arriva à Pondichéry que le 8 septembre 1757, après plus de neuf mois de traversée. Se référant à ses instructions, il attendit d'Aché et Lally, qui lui avaient promis de le rejoindre six semaines après son arrivée au plus tard. Pour s'occuper, il laissa sa troupe faire autour de Pondichéry "une petite guerre de noirs", s'amusant à assiéger Chetoupet, "une bicoque" à quinze lieues de la ville ; puis redoutant une attaque de la flotte anglaise du Bengale, il alla, après avoir consulté le Conseil de Pondichéry, s'abriter sur les côtes de l'Isle de France (2).

Le comportement de Soupire fut d'autant plus préjudiciable que la situation s'avérait favorable pour une offensive immédiate. Il était arrivé avec onze cents soldats et en avait trouvé mille à Pondichéry. En face de lui, les Anglais, occupés dans le Bengale, n'avaient laissé dans Madras, ouvert de toutes parts, que 300 hommes de garnison : il y en avait à peine 60 à Saint-David. Contre les 2.000 hommes de Soupire, les Anglais ne pouvaient pas mettre 200 hommes en campagne. Les semaines, les mois inutilisés leur permirent de se regrouper sans être inquiétés,

(1) Mémoire de d'Aché, p. 11,

(2) Le chevalier de Soupire se défendit, dans le mémoire qu'il présenta, contre cette prétendue inaction. Il soutint qu'il n'avait fait que suivre les instructions du Conseil de Pondichéry, réuni le 10 septembre 1757 ; il s'empara ainsi des postes ennemis aux alentours de Pondichéry, ce qui assura le ravitaillement en vivres de cette ville. Il est certain, en tous cas, que cette activité n'avait pas bien dû inquiéter les Anglais. (Cf. Mémoire pour le chevalier de Soupire)

Lally, sur le pont du "Zodiaque" s'impatientait ; il se heurtait au sourire un peu dédaigneux de d'Aché qui, pour toute explication, invoquait les nécessités de la navigation pour justifier sa lenteur. Avant lui, des marchands, des aventuriers auxquels l'Europe ne suffisait pas ou dont l'Europe ne voulait plus, prêts à tout, s'étaient embarqués pour arracher leurs richesses à ces terres mystérieuses et lointaines. Des prêtres, missionnaires d'une religion, qui prétendait à la conquête du monde, s'étaient mêlés à eux, dissimulant leurs armures sous leurs robes. Lui, Lally, n'était parti que pour mener une guerre éclair et revenir couvert de gloire, après avoir cueilli des lauriers au service de son Roi.

Comment ne pouvait-il pas se morfondre quand il voyait d'Aché marcher à une allure de croisière, perpétuellement aux aguets d'une attaque anglaise éventuelle ? "Des feux et des coups de canon, qu'on a cru voir ou entendre, nous ont fait faire fausse route pendant une heure", écrit d'Estaing⁽¹⁾. D'Aché avait peut-être des excuses. La flotte française était surtout composée de navires de la Compagnie, qui supportaient mal la surcharge des lourds canons. Il fallait donc continuellement les attendre pour ne pas se séparer. Il semble bien cependant que d'Aché ne se pressait pas. Ainsi, le 5 juin, l'escadre avait rencontré le bateau anglais "Le Cigne", qui allait faire la traite des Noirs ; il représentait une prise de 40.000 livres;

(1) D'Estaing à Fumeron, Archives Historiques de la guerre, vol. 3458-37

on l'amarina⁽¹⁾ et on le conduisit à l'Isle de France pour que la cargaison déclarée prise de guerre fût vendue. La nécessité de convoyer ce bâtiment fut une nouvelle cause de retard. Le 6 juillet seulement, l'escadre atteignit l'Isle-Grande⁽²⁾ où malheureusement elle ne put trouver aucun secours et le 19 juillet, après la réunion d'un conseil des capitaines, il fut décidé d'aller à Rio de Janeiro⁽³⁾ où l'on mouilla le 23.

D'Aché estimait nécessaire de réunir tous les vaisseaux de son convoi avant de passer le cap de Bonne-Espérance. Les Portugais accueillirent avec méfiance tant de vaisseaux rangés devant leur ville. Le "Vengeur" reçut une bordée d'une de leurs batteries et fut obligé de rétrograder pour l'Isle-Grande. Pendant un séjour qui dura deux mois, les Portugais, jaloux de la prestance des Français, se montrèrent particulièrement ombrageux à leur égard. Le gouverneur de Rio de Janeiro ne pouvait se dispenser de rendre une fête que Lally avait donné aux notables de la ville. Il invita donc tous les officiers de l'escadre à un bal et à un souper splendides, dans une salle magnifiquement illuminée, où se faisait entendre la meilleure musique. Pour les accueillir, il y avait beaucoup de Portugais, mais pas une femme... Trois ou quatre hommes, déguisés en femmes, furent les partenaires de la danse. Le gouverneur se déclara confus :

-
- (1) Amariner : c'est prendre possession d'un bâtiment, après l'avoir forcé à amener son pavillon. Pour conserver cette petite prime de 40.000 livres, d'Aché perdit deux mois entiers, en mettant en panne toutes les nuits. Il perdit encore six semaines à une relâche, pour vendre sa cargaison et la recharger de nouveau.
- (2) Située sur la côte du Brésil. La Bourdonnais avait choisi d'y faire relâche pour la première fois, parce qu'il trouvait qu'elle était à la moitié du chemin. Ce choix lui avait réussi et depuis ce temps les vaisseaux de la Compagnie avaient suivi son exemple.
- (3) Capitale du Brésil en 1763. Duguay-Trouin s'en était emparé en 1711. Le Brésil était possession portugaise.

il avait, paraît-il, invité les dames de la ville... mais les maris les avaient empêchées de sortir. A cette époque, ne l'oublions pas, une guerre était un peu une partie de plaisir, et les maris portugais ne souhaitaient pas en faire les frais.

Le climat de la traversée nous est donné par une lettre du 13 août 1757⁽¹⁾, signée conjointement par Lally et par d'Aché, datée de Rio de Janeiro :

Monsieur,

"Nous sommes enfin arrivés icy après une traversée de 83 jours avec le Zodiaque, le Bien-Aimé, le Centaure, le Condé, le St. Luc et l'Emeraude et nous y avons été joints il y a 10 jours par le Vengeur ; nous nous flattons que les cinq autres vaisseaux qui nous manquent auront poursuivi leur route pour l'Isle de France, nous avons fait par le 6ème degré 56 min. nord le cinq juin une prise anglaise de 180 tonneaux évaluée 44 mil francs. C'est au moins ce que son capitaine offrait pour sa rançon ; elle avait 40 hommes à bord et nous l'avons conduite icy.

La mortalité dans trois premiers vaisseaux cy-dessus a été considérable et la maladie encore plus surtout dans le Bien-Aimé et le Centaure, par le nombre de soldats dont ils étaient surchargés (2).

Ca n'a point été chose facile que de concilier les prérogatives de la marine du Roy avec les prétentions des troupes de terre et celles de la marine de la Compagnie, cependant nous en sommes heureusement venus à bout et toutes les petites animosités que le malaise et la mauvaise humeur d'une longue traversée ont pu occasionner pendant la route ont été oubliées à la relâche, chacun n'y est occupé qu'à se rétablir promptement dans l'impatience d'arriver au terme désiré et en conséquence, M. le comte d'Aché et moy sommes convenus d'avoir l'honneur de vous écrire conjointement cette lettre pour couper court à plusieurs autres que l'on ne manquera pas de répandre dans Paris où chacun a ses petites correspondances et aime à déployer ses idées suivant qu'il est bien ou mal affecté. Le rapport que nous a fait icy M. Magon (3) de notre position dans l'Inde et à l'Isle de France, augmente l'ardeur que nous avons d'y arriver et nous joignons nos instances auprès de vous pour la prompte expédition de secours que vous avez eu la bonté de nous promettre,

(1) (2) (3) : Voir page 63 bis.

(1) Coll~~ec~~. pers.

- (2) Les fièvres et le scorbut décimaient les équipages. Ceci s'expliquait en raison des longueurs de la navigation et par le manque d'aliments frais. L'eau était souvent corrompue, bien qu'on la purifiât en y jetant des boulets rouges. Le sel étant alors le seul moyen de conserver les aliments, on faisait une consommation très importante de viandes et de poissons salés. Pour guérir des maladies de carence ainsi provoquées, il fallait arriver suffisamment tôt à l'escale pour changer le régime alimentaire des hommes. Jusqu'en 1760, la mortalité au cours des voyages maritimes resta très élevée. En 1757, Dubois de la Motte venant du Canada était rentré avec 6.000 typhiques à bord de son escadre et avait perdu les deux tiers de ses effectifs.
- (3) René Magon de la Gervaisais était gouverneur des Îles de France et de Bourbon - Dans un mémoire présenté et lu au Conseil mixte le 23 décembre 1757, ce dernier confirme que l'escadre avait manqué de tout dès son arrivée à l'Isle de France - (Arch. nat. X2B 1395, 2ème liasse, f° 327).

surtout pour l'article des matelots qui nous manquent essentiellement ; quant à celui des troupes de terre, j'aimerais mieux pour le bien de la chose, 600 hommes tirés des troupes que 1500 recrues et si je peux gagner une fois Pondichéry avec mes drapeaux et mes officiers, je me fais fort de compléter mon régiment dans 6 semaines, aux dépens de l'ennemy...

Le vaisseau de Condé n'a essuyé ny mortalité ny maladie et si M. le Cte d'Aché en conséquence de ses instructions le dépêche avant les autres à l'Isle de France, M. d'Estains et moy sommes déterminés à nous y embarquer avec quelques officiers et soldats d'artillerie, afin d'y disposer nos préparatifs et nous mettre en état de passer à la Côte de Coromandel dans la Silphide ou la Diligente, en attendant que le gros de la flotte puisse nous y rejoindre, autrement je vois une année encore de perdue si ma personne n'est pas à Pondichéry en janvier pour pouvoir entrer en besogne 15 jours après l'arrivée de la flotte..

Le 25 septembre seulement l'escadre repartit pour l'Isle de France⁽¹⁾ où elle arriva après 25 jours de traversée, le 17 décembre. Les maladies avaient continué à décimer la troupe et le comte d'Aché, qui avait failli succomber, avait perdu son capitaine en second. Il manquait non seulement d'hommes, mais encore de vivres, d'agrès et d'appareux⁽²⁾. A l'Isle de France, la situation ne se révéla guère plus brillante ; la population avait à peine pour deux mois de vivres. Pour combler les vides de son équipage il dut faire appel à des "Noirs brutes". Il dut aussi radoubler ses navires fatigués par une traversée de 4.000 lieues. Il ne put ainsi quitter Port-Louis de l'Isle de France que le 27 janvier 1758. Après une nouvelle escale à l'Isle de Bourbon⁽³⁾ il fit enfin, le 6 février, route pour la Côte de Coromandel. Les Anglais grâce à ces retards gagnèrent la flotte française

(1) Actuellement Maurice, une des Iles Mascareignes dans l'Océan Indien. Les Français s'y étaient établis en 1715. La Bourdonnais en avait fait une base coloniale importante, à 800 kms de Madagascar.

(2) Pluriel d'appareil utilisé dans la Marine, mot collectif désignant tous les objets nécessaires à manoeuvrer les vergues, les voiles, les ancres, cabestans, gouvernails etc.

(3) Actuellement La Réunion également du groupe des Mascareignes à 140 kms de l'Isle de France.

de vitesse. Partis trois mois après, ils parvinrent sur la côte de l'Inde le 24 mars 1758 et la jonction des deux escadres anglaises, commandées par les amiraux Stevens et Pocock, put se faire en toute sécurité.

Le mois suivant, le 28 avril 1758, l'escadre française mouillait au large de Karical et le surlendemain en vue de Gondelour. Lally découvrait enfin cette Côte de Coromandel, au long de laquelle les nations européennes avaient établi leurs activités concurrentes. Pendant le voyage, il avait parcouru de nombreux mémoires sur la colonie ; déjà un plan de campagne en tête, il marquait sur la carte dressée par M. d'Anville⁽¹⁾ les endroits favorables au passage des canons, les chemins où pourraient marcher son infanterie et galoper sa cavalerie. L'Inde et son mystère ne l'intéressaient pas : aucun ami ne lui ferait déchiffrer l'inscription persane sur le portique du château des Délices d'Aureng-Seb⁽²⁾ : "O toi, qui visites ces lieux si doux pour les yeux et pour le coeur, contemple les beautés de la nature et ne cherche pas d'autre jouissance". Lally n'était qu'un général allant faire la guerre, c'est-à-dire détruire et conquérir. Il était fort de cet orgueil des Occidentaux, convaincus d'être non seulement les plus civilisés, mais les seuls civilisés. Cette croyance dans la supériorité du monde occidental faussera souvent ses entreprises et l'égarera dans

- (1) Eclaircissements géographiques sur la carte de l'Inde, Paris, 1753
- (2) Aureng-Seb (ou Seyb), empereur du Mogol de 1659 à 1707. Après s'être emparé du trône, en faisant enfermer son père et périr ses deux frères, il conquiert le Thibet, le Décan, les riches royaumes de Golconde et de Visapour. À l'intérieur, il gouverna sagement : il abrégea les formes de la justice et de la peine capitale. Il soutint une longue guerre contre les Mahrattes, dont il triompha. Il fit périr plusieurs de ses fils révoltés contre lui et unis à ses ennemis.
- Le château des Délices s'élevait à Aureng-Abad. D'Anville écrivait Aureng avec un v, parce que le mot Persan, qui signifie ornement, se prononce avec une telle manière d'écrire l'indienne.

ses décisions. Là où il faudra comprendre, il cherchera simplement à s'imposer.

Cette large presque île, il en était certain, serait le lieu de son triomphe. S'il réussissait, dans quelques mois peut-être, il n'y aurait plus d'Anglais sur la côte orientale de l'Inde du Sud ; les quelques uns qui voudraient rester devraient se réfugier à l'intérieur des terres dans les rochers du Décan ou remonter jusqu'au cap Comorin. Lally rêvait ainsi de victoires devant ces plages battues par le ressac. Autour des navires s'aventuraient des "chelingues", frêles coquilles de cuir et d'écorce, grossièrement cousues avec la filasse des noix de cocotier ; les rameurs chantaient une mélodie douce, dont le murmure montait jusqu'à lui avec le parfum des terres proches.

Mais déjà le canon s'était fait entendre ; quand les voiles de l'escadre française avaient pointé à l'horizon, deux frégates anglaises, en rade à Gondelour, avaient tenté de prendre la fuite ; resserrées entre la terre et notre flotte, elles s'étaient échouées et avaient brûlé. Leurs équipages s'étaient réfugiés dans le fort Saint-David, à une faible distance au nord de Gondelour. Le seul nom de Lally faisait déjà peur.

Lally prit immédiatement le commandement. Il ne pouvait supporter plus longtemps que d'Aché arborât sur le vaisseau amiral sa cornette de commandant. D'Aché resterait donc devant Gondelour. Quant à Lally, quelques heures après, ayant hissé

le pavillon carré du commandement, il entra dans le port de Pondichéry sur le "Comte de Provence", armé de soixante quatorze canons, escorté par la frégate la "Diligente", qui était venue l'accueillir. Par une méprise de mauvais présage, il fut reçu, pour n'avoir pas répondu aux signaux des forts, par cinq coups de canon tirés à boulets, au lieu des salves d'honneur qu'il attendait, il manqua de peu d'être atteint par les trois boulets qui percèrent le "Comte de Provence". Qu'importe, il était maintenant à pied d'oeuvre !

A Pondichéry, les Français qui depuis la paix de Riswick⁽¹⁾ s'y étaient fortifiés, avaient bâti une ville superbe. La citadelle formant un pentagone régulier occupait le milieu d'un parc d'environ "700 toises"⁽²⁾ qui s'étendait sur le rivage. L'enceinte gardée par dix-sept bastions était protégée par un fossé alimenté en eau par la rivière de Gingy, qui se répandait dans plusieurs canaux ou bassins. Pondichéry, avec ses maisons construites en briques, ses rues bien tracées et tirées au cordeau, renfermait près de cent mille habitants. Malheureusement, elle n'était plus ce qu'elle était au temps des splendeurs de Dupleix. En raison du manque d'argent, les fortifications tombaient à l'abandon depuis quelques années.

"Une partie des fossés⁽³⁾ de la ville" écrira Lally,⁽⁴⁾ "était comblée par les éboulements de la contrescarpe et de la fausse braie. Les deux tiers du chemin couvert n'étaient pas tracés. De glacis, il n'en était pas question. Les courtines d'un mur sec de quatre pieds d'épaisseur, formaient un petit chemin de ronde de deux pieds pris sur ce mur. Tous les bastions, à l'exception de trois, n'auraient pu soutenir l'effort d'une

(1) (2) (3) (4) Voir p. 67 bis.

- (1) La conception d'implantation de Pondichéry fut l'oeuvre des Hollandais.
- (2) La toise = 1m,949
- (3) Le fossé était connu sous le nom des "Limites". Situé à mille "toises" de la mer dans sa partie médiane, il avait quatre mille toises de circuit et couvrait six aldées.
- (4) Mémoire pour Lally, p. 34.

"pièce de huit sans s'écrouler. Il n'y avait pas une palissade :
"la ville était ouverte et sans défense".

On avait construit des petits forts inutiles le long des limites de la ville, un bastion neuf auquel on avait donné le nom du gouverneur. Les dépenses faites se perdaient, pour leur plus grande partie, dans les poches du Dobachi (interprète) de M. de Leyrit, ou de l'Arombaté (le munitionnaire). On avait englouti à Chalembon, à Gingy et dans d'autres postes aussi peu importants, des sommes considérables pour des ouvrages qui avaient procuré aux entrepreneurs, ingénieurs et commandants, des gains énormes.

Pondichéry était divisé en deux villes par un ruisseau canalisé : la ville blanche sur le littoral où demeuraient les Européens, et la ville noire occupée par les Maures et les Malabars : ainsi nul n'était gêné dans ses us et coutumes. La ville blanche était très bien bâtie ; elle avait deux quartiers, celui du Nord et celui du Sud. Une petite citadelle formant un pentagone régulier, entourée d'un fossé large et profond placé au milieu d'une grande place, faisait le point de division de ces deux quartiers. Le gouvernement était logé dans la partie nord. Les capucins étaient installés dans la partie sud et les jésuites avaient leur couvent à l'entrée de la ville noire, de l'autre côté du canal à l'ouest.

"La ville comptait trois à quatre mille Européens dont
"les mœurs se soutenaient assez pour la douceur de la politesse
"dans la société, et pour la droiture dans le commerce. La
"mollesse de leurs femmes, portugaises d'origine pour la plupart,

"la chaleur du climat⁽¹⁾ les rendaient mols, sensuels et paresseux. Les naturels du pays n'aimaient que l'argent, ce qui est cause que dans le commerce, ils mettent tout en usage pour surprendre. S'ils pouvaient vivre sans rien faire, ils ne feraient rien. Aussi, comme il leur fallait peu pour vivre, ils travaillaient peu : ils ne vivaient que de riz, de poisson, de laitage et de caris, ragoût fait de piment, de tamarin et mil autres ingrédients forts et piquants. Ils donnaient beaucoup dans le libertinage de leurs femmes, qui étaient elles-mêmes, toutes corrompues..." (2)

Quinze ans de guerre avaient de plus épuisé le pays.

Le comptoir de Pondichéry devait quatorze millions.

"Son discrédit y était tel que dans les derniers temps, le Conseil de Pondichéry offrait cent pour cent d'intérêt aux Hollandais, pour une somme de 240.000 livres, qui malgré cet intérêt stupéfiant, lui fut refusée".

La Compagnie des Indes se débattait, en effet, toujours dans les mêmes difficultés malgré les dispositions prises par les frères Paris. Elle avait dû suspendre le paiement du dividende et par arrêt du 16 juin 1747 avait été autorisée à réclamer un supplément de 200 livres par action. Le Roi avait accepté de porter le service annuel de sa dette vis-à-vis de la Compagnie à neuf millions au lieu de quatre. Pour sauver le crédit de la Compagnie, en 1748, il lui avait fait une avance de huit millions dix sept mille cinq cent vingt livres, qui avaient permis de payer les dividendes des années 1746, 1747 et 1748, et n'avait pas réclamé le paiement des dividendes dus pour les onze mille huit cent trente cinq actions détenues par la Couronne. Enfin la Compagnie avait emprunté sous forme de rente viagère à concurrence de un million deux cent mille livres.

La Compagnie non seulement ruinait ses actionnaires, mais aussi

(1) Pondichéry obéit à l'alternance des moussons et on peut diviser l'année de la façon suivante : De mars au début de juin : saison de chaleur. De juin au mois d'août : mousson du sud-ouest. Septembre : période de transition. D'octobre à décembre : saison des pluies, mousson du nord-est. De décembre à février : saison froide. Il n'y a pratiquement pas d'hiver. Les arbres gardent toujours leur robe verte. De mars à juin la température atteint de 28° à 44°.

(2) Correspondance du capucin Théodore - (coll. pers.)

l'Etat. Aux Indes, comme nous l'avons vu, ses succès lui étaient nuisibles. Elle ne vivait donc que d'emprunts : dix huit millions en 1754, douze millions en 1755 et pendant la guerre de sept ans, elle ne fut soutenue que par la prorogation des lettres de change tirées sur elle. En France l'Intendant du commerce, M. de Gournay, en 1755, quelques mois avant le départ de Lally, avait dénoncé les résultats lamentables de la Compagnie et fait le procès du système d'exploitation en régie. Ne travaillant pas avec ses propres fonds, elle n'avait fait que resserrer le commerce dans l'Inde. Où trouverait-elle encore les cinquante cinq millions dont elle avait besoin en fin de compte, pour faire face à ses obligations les plus immédiates ? Un courant d'opinion se manifestait pour demander sa suppression. En rétablissant la liberté de communication de l'Isle de France et de Bourbon avec le royaume, on permettait au commerce particulier de se maintenir dans les seuls Etablissements de la Compagnie. La Compagnie avec Lally jouerait donc aux Indes son ultime carte.

Godeheu avait regagné la France pendant l'année 1755. Duval de Leyrit, gouverneur de Chandernagor, était devenu gouverneur de Pondichéry. Il ne trouvait d'ailleurs pas une succession enviable. Sans doute Bussy se maintenait dans le Décan, où l'avait rejoint la petite armée de Law de Lauriston et il avait su conserver la confiance de Salabetzingue. Quant au Carnatic, il était passé, bien qu'il fût Français depuis

longtemps, sous l'influence du nabab d'Arcate, Méhémet Ali, qui ne dissimulait pas son amitié pour les Anglais.

Au mois de mai 1756, la guerre avait donc été déclarée en Europe : la nouvelle était parvenue à Bombay le 5 octobre. Les Anglais, informés les premiers, avaient pris sans attendre et sans avertir l'offensive dans le Bengale. Le 5 mars 1757, ils attaquaient Chandernagor, tandis que leur flotte se préparait à remonter la rivière de l'Hougly. Chandernagor aurait tenu contre l'assaut des troupes de terre, mais la forte artillerie de la marine anglaise pilonna les fortifications, si bien que la ville se rendit le 23 mars. Les Anglais la détruisirent de fond en comble et le 22 juin Clive continuant ses succès remporta la victoire de Plassey. Les Anglais s'étaient ainsi rendus maîtres de la province du Bengale, dont Calcutta, construit par eux, devenait la capitale. La France perdait un de ses comptoirs les plus importants et pratiquement tout contrôle sur l'embouchure du Gange. La confirmation de l'état de guerre n'était parvenue à Pondichéry qu'un mois après, le 16 novembre 1756. Le gouverneur Duval de Leyrit y avait à peine cru d'abord et, lorsque la perte de Chandernagor lui fut annoncée, le Conseil de Pondichéry s'était consolé en accusant les Anglais de trahison et de manque de parole à la foi des traités⁽¹⁾.

Duval de Leyrit sur la côte de Coromandel s'était alors livré à des batailles d'escarmouche. Il avait tenté sans succès de prendre Trichinapaly, puis était resté sur la défensive.

(1) "Et cela" écrira le comte de Lally, "par cette même nonchalance du sieur de Leyrit, et malgré les représentations les plus vives que le Conseil de Chandernagor n'avait cessé de lui faire pour obtenir un renfort de trois cents hommes, qui eussent suffi pour sauver ces possessions". Cf. Tableau historique de l'Expédition de l'Inde, p. 3.

A l'arrivée de Lally rien n'était encore organisé pour la guerre et surtout l'argent, son nerf principal, faisait totalement défaut.

o
o o

La guerre aux Indes devrait nous paraître lilliputienne si l'on s'en tient aux effectifs en présence et à l'étendue des champs de bataille. Evidemment, à notre époque, les conflits ont lieu à une échelle sans commune mesure, et pourtant il s'agissait du contrôle de territoires immenses. Le Gange, le fleuve sacré, parcourt deux mille six cents kilomètres avant de former un large delta et de se jeter dans le Golfe de Bengale. Il divise l'Inde en deux parties, en delà et en deçà. Cette dernière partie, qui seule nous intéresse, est connue sous le nom d'Hindoustan. Elle consiste en une vaste langue de terre étendue en forme de triangle, dont le sommet forme le cap Comorin, et dont les deux côtés sont appelés, l'un la Côte Malabar et l'autre la Côte de Coromandel qui, en se continuant par la Côte d'Orisa, va jusqu'aux embouchures du Gange.

En fait les petites armées européennes, qui ne dépassaient pas quelques milliers d'hommes, multiplièrent les marches et les contremarches le long de la Côte de Coromandel⁽¹⁾, en faisant

(1) Maurice Maindron, dans les deux volumes de L'Inde du Sud décrit dans des pages remarquables Pondichéry, Tanjore, Vellore, la forteresse de Gingy, Madurai, Trichinopoly et l'île de Siringam.

seulement quelques incursions dans l'arrière pays . La domination de l'intérieur dépendait, en effet, de la maîtrise de la mer et de la possession des ports : les flottes en présence assuraient le ravitaillement et la protection des troupes alignant au maximum chacune une dizaine d'unités. Tous les combats se livrèrent donc sur cette côte plate et sablonneuse, sans d'ailleurs de très bons ports : à Pondichéry, par exemple, il fallait subir le transbordement par les chelingues, ces grosses barques sans quille, seules capables d'affronter les rangs de brisants. La navigation à voile y était souvent difficile et dangereuse. Si les cyclones étaient rares, le typhon sévissait assez souvent. Il débutait par un vent persistant qui durait parfois plus de vingt-quatre heures, accompagné de tonnerre et d'éclairs. Quand la foudre tombait, c'était Rama, disait la légende, qui monté sur un char poursuivait ses ennemis. Les pluies étaient alors si fortes, que les rizières se transformaient en étang, tandis que sur le littoral la mer houleuse montait et que les bateaux en détresse se perdaient sur le rivage.

Les Anglais et Français se disputèrent ainsi quelques places dont nous verrons revenir les noms souvent. En remontant du sud au nord sur les différents bras du Caveri⁽¹⁾ (Cauveri) s'enclavaient sur la côte tout d'abord Naour et Karikal, possessions françaises depuis 1734, puis Tranquebar et Caveripatam⁽²⁾. Les Anglais avaient construit sur la dernière embouchure du

(1) Nous indiquons entre parenthèses le nom actuel,

(2) patam ou patnam signifie ville.

Caveri un château-fort : Divicottey. Plus loin, la côte forme un arc rentrant, dont le sommet était la ville Hollandaise de Porto-Novo, où Français et Anglais avaient été autorisés à ouvrir des Loges (maisons de commerce). Chilambram (Chidambaram) de l'autre côté de la rivière Vellar, au nord du delta de Caveri, avait été une des capitales des rois Cholas : ses temples étaient les plus anciens et les plus fréquentés de l'Inde. Plus haut à Gondelour (Cuddalore) seulement distant de 16 kilomètres de Pondichéry, les Anglais avaient fortifié Saint-David, dont Dupleix avait tenté vainement de s'emparer. A l'intérieur des terres, au sommet du delta de Caveri, Tanjaour (Tanjore), capitale de l'Etat du même nom dominait la plaine qui était l'une des régions rizicoles les plus fertiles de l'Inde ; elle était gouvernée par un Maharajah (grand roi) de race Mahratte.

En quittant la route du littoral, deux villes importantes. Tout d'abord Trichinapaly ou Trichinopoly (Tiruchirapalli) à 56 kilomètres de Tanjore. Construite sur un terrain pierreux, protégée par une double enceinte, Trichinapaly était d'un accès difficile : défendue par le Fort du Rocher, planté au sommet d'une rampe de 434 marches, elle fut l'enjeu de sévères combats. Toute proche était l'île de Sheringham ou Siringam (Srirangam) sur le Caveri où Law de Lauriston essuya une défaite qui fut le commencement du déclin de Dupleix : le grand temple dédié à Vishnou accueillait des pèlerins venant de l'Inde entière. A Madurai, à 138 kilomètres de Trichinapaly, s'élevaient les

murs d'une cité bimillénaire dont "les tours du grand temple
 "au flamboiement bleu sur le ciel bleu dominaient la ville :
 "surgissant aux détours des ruelles, son immensité était présente
 "comme celle de la mer dans les rues des ports" (1).

Pondichéry, que nous avons déjà décrite⁽²⁾ était la capitale des possessions françaises. Autour d'elle des garnisons occupaient des aldées⁽³⁾ : Ariancoupan, Villénour, Valdaour, cette dernière particulièrement fortifiée. Au Nord-Ouest, à une quarantaine de kilomètres, les Français avaient réussi un exploit remarquable en s'emparant de la forteresse de Gingy (Gingee). Son enceinte s'accrochait aux sommets de trois montagnes, dont le triangle constituait, on le croyait, un ensemble inexpugnable. Au-dessus de Gingy, Vandavachy (Vandivashi), à trente kilomètres dominait la route du Carnatic.

De Pondichéry à Madras⁽⁴⁾ la distance n'est que de 175 kilomètres. A mi-chemin, Sadras aux Hollandais était construit sur la plus septentrionale des quatre embouchures du Paléar qui descend d'Arcate, capitale du Carnatic. Le Paléar, comme tous les autres fleuves se jetant dans le golfe de Bengale, traverse, avant d'atteindre la mer, en roulant par des gorges étroites, des montagnes qui se prolongent vers le Nord jusqu'à Golconde, la ville aux fabuleuses richesses, décrites par le français Tavernier en 1645. Ensuite dans le village de Chinglepet (Chingleput) à 60 kilomètres de Madras, les Anglais entretenaient une importante garnison parce qu'il commandait la route vers

(1) Cf. André Malraux, p. 272-274,

(2) Cf. p. 67 à 69,

(3) Terme portugais pour désigner les villages,

(4) Sur Madras, cf. infra p. 122-123.

l'intérieur, puis vers San Thomé, que la proximité de Madras avait fait peu à peu désertier et qui achevait de mourir après une période de grande prospérité. Madras était aux Anglais ce que Pondichéry était aux Français. La ville était solidement défendue par le Fort St Georges, sorte de "quarré" serré entre le rivage et un bord de rivière. A dix kilomètres, dans les terres, le grand mont couronné par la vieille église consacrée à St Thomas, l'apôtre martyr de l'Inde, dominait l'arrière pays qui formait l'état de Carnate ou du Carnatic, contrôlé longtemps par les Français.

La côte au-delà de Madras est bordée d'une langue de terre séparée du continent par un canal jusqu'à Paliacate (Poulicate) aux Hollandais. En allant toujours vers le Nord, Nelur (Nellore) commandait le passage de la rivière Penner et enfin Mazulipatam, français depuis 1750, à l'entrée d'un canal sorti d'un bras du Krishna, était protégé par un autre bras de ce fleuve, ce qui faisait une place particulièrement sûre. Cette ville était alors gouvernée par un Conseiller de Pondichéry, Moracin, qui appliquait à la colonisation les principes que lui avait enseigné Bussy. Dans le prolongement de la côte Coromandel, la Côte d'Orissa (Orissa) allait jusqu'à l'embouchure du Gange. Chandernagor (en sanscrit Ville de la Lune) sur la rive droite de l'Hougli, l'un des bras du Gange à 20 kilomètres de Calcutta, capitale des possessions anglaises, avait eu, comme gouverneur, Dupleix en 1731, qui en avait fait le centre important des

relations avec l'Empire Mogol. Les Anglais, sous la conduite de Clive, s'en était emparé et l'avaient détruite. A Yanaon (Yanane) sur la côte des Circars, les Français disposaient d'un comptoir assez actif.

Il sera longuement question, au cours de cette campagne, du Décan, en indien Daskhma (Sud). Cette région couvrait la partie centrale de la presqu'île ; elle s'étendait entre la Nerbaddah et la Krishna depuis le golfe du Bengale jusqu'à la mer d'Arabie. Sa capitale Avrengabad (Aurangabad), séparée de la région côtière par les Ghats occidentaux, était construite sur un large plateau étagé, de 600 mètres d'altitude. Le Décan était gouverné par un soubab ou vice-Roi qui n'était pas héréditaire : le Mogol avait le droit de désigner son successeur, mais le plus souvent il nommait les enfants du Soubab défunt. Le 29 juin 1751, Salabet-Zingue avait reçu un firman du grand Mogol l'instituant Soubab de ses états. Au centre du Décan, Hyderabad, capitale de l'Etat de Golconde, avait été conquise en 1687 par le grand chef Mogol, Aureng-Seb. Dans le haut de la presqu'île de l'Inde quatre provinces, les quatre "Circars" avaient été donnés en nantissement à la Compagnie des Indes. Quelques particuliers y trouvaient peut-être une source de richesses, mais pour la Compagnie des Indes, qui devait y entretenir des troupes, c'était indiscutablement un gouffre ruineux. Elle y engloutissait sans profit son argent, des munitions et ses soldats. A l'arrivée de Lally, Bussy, qui sous le couvert de Salabet-Zingue, avait

placé sous l'influence française l'immense Décan, ne dissimulait pas les énormes difficultés qu'il rencontrait. Il écrivait à Lally en lui demandant "en grâce" de détourner de lui "un calice" dont il ne pouvait plus supporter l'amertume et de le tirer d'un "chaos où il était presque enseveli"⁽¹⁾. Après la politique conquérante de Dupleix, il avait fallu ainsi accepter les sacrifices sans gloire de Godeheu.

Ces courts aperçus historiques et géographiques donnent une idée de ce pays où Anglais et Français allaient s'affronter. Leurs possessions s'enchevêtraient. Gondelour et le fort Saint-Georges étaient à 16 kilomètres seulement de Pondichéry. Les Français dans le Carnatic menaçaient de l'intérieur Madras et entre Madras et Pondichéry il n'y avait que 175 kilomètres. Trichinapaly, une des places les plus éloignées, était à 370 kilomètres de Madras. Les Français installés à Pondichéry, bien introduits dans le Décan, grâce à Bussy, disposant en outre d'appuis solides dans le sud, contrôlaient la majeure partie de la presqu'île, mais les Anglais qui avaient amélioré leur position par la prise de Chandernagor étaient mieux placés au nord. Comme le sort de la guerre se jouerait sur les côtes du Golfe de Bengale, le résultat dépendrait de la puissance de la flotte de chaque Nation. C'est ce que Lally parut avoir parfaitement compris dès le début de ses opérations.

o
o o

(1) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 69.

Lally avait donc décidé, à peine débarqué, de prendre immédiatement les mesures qui lui paraissaient s'imposer. A son arrivée il avait retrouvé le chevalier de Soupire auprès duquel il avait envoyé Conflans sur la "Diligente" pour lui réitérer l'ordre de l'attendre. A côté de lui, sur le rivage, le gouverneur Duval de Leyrit, les membres du Conseil de Pondichéry et de l'Etat-Major étaient présents pour l'accueillir. La réception ne manquait pas de grandeur. Les troupes formaient deux haies, depuis le bord de la mer jusqu'au fort. Au bruit sourd du canon, acclamé par toute la population, avançant sur un tapis de fleurs que les femmes jetaient du haut des maisons et des remparts dans l'air parfumé par les guirlandes de roses et de jasmin, le comte de Lally, le 28 avril 1758, à cinq heures du soir, avait fait son entrée dans la ville.

C'était véritablement la réception d'un Roi. Les Indiens étaient venus vêtus de leurs plus riches habits. Coiffés d'un chapeau rond et plat, ils portaient la tunique demi-longue, plissée aux hanches, et les caleçons collants atteignant la cheville découvrant les pieds chaussés de babouches crochues, dont le bec se terminait par une houppe de soie. Les maisons, du port aux remparts, étaient chargées de femmes jusqu'aux toits. Les pagnes et les voiles de toutes les couleurs, de la plus sombre à la plus éclatante, du noir de la nuit au rose de l'aurore et au rouge du sang, bariolés de vert, de violet, de jaune, d'orange, formaient sous le soleil couchant une

nappe mouvante où le scintillement des yeux se mêlait à celui des pierres des bijoux.

Marchant rapidement, il était passé devant la Chapelle où l'on devait chanter le Te Deum sans s'arrêter, sans même laisser le temps d'ouvrir les portes, et il était monté immédiatement au gouvernement. Devant les autorités civiles, militaires et religieuses stupéfaites, Lally exposa sans tarder, dans l'obscurité du soir qui peu à peu commençait à envelopper la ville, les dispositions qu'il avait décidé de prendre... Tandis que d'Aché bloquerait Gondelour et débarquerait les troupes, il partirait avec Soupire, cinq cents hommes de Lorraine, quelques cavaliers et deux cents soldats de la Compagnie des Indes, pour investir, par terre, Gondelour. Ainsi il porterait immédiatement la guerre en territoire anglais.

Pour Lally, il n'y avait qu'un seul objectif : "détruire l'ennemi et vaincre" ; il voulait ainsi pratiquer la guerre de mouvement en multipliant les coups de main. Mais sous les ordres d'un tel général, les soldats et surtout le cadre des officiers devaient pouvoir suivre ; malheureusement ils ne se révélèrent pas en état de le faire. Pourquoi ? Dans les armées coloniales d'alors, les officiers, tentés par des gains faciles, cherchaient, eux aussi, à faire fortune. Le charme du climat, l'abondance des biens inclinaient, en outre, à la mollesse des caractères et conduisaient à l'indiscipline.

Quant aux soldats : pas de solde, pas de militaire. Plusieurs fois l'armée de Lally se mutinera. Avec des troupes aux mœurs relâchées et sans argent, il était difficile, il faut le reconnaître, de mener à bien de vastes opérations militaires.

La guerre, de surcroît, telle que la désirait Lally, était d'une forme nouvelle. Elle supposait un esprit d'initiative qui sait profiter de l'élément de surprise et tirer avantage des faiblesses de l'adversaire. Or, à cette époque, on en était resté encore aux batailles rangées spectaculaires. Les officiers de Lally furent désorientés par certaines manœuvres qui leur parurent contraires aux "règles" qu'on leur avait enseignées. Nombre d'entr'eux se comportèrent de façon lamentable par crainte d'être accusés d'indiscipline.

Enfin, les officiers de marine ou d'artillerie étaient des "spécialistes", ne s'étant élevés le plus souvent en grade qu'en raison de leur ancienneté ou de leur "connaissance de la géométrie". Au lieu de soldats intrépides on avait des calculateurs. Tel était le colonel Durre, qui commandait l'artillerie. Quant à d'Aché, qui avait la responsabilité de la Marine, âgé et routinier, il refusait de prendre le moindre risque ; accepter un combat en forces inégales lui aurait paru un suicide. Il ne faisait qu'appliquer d'ailleurs les principes alors en vigueur, selon lesquels le sort d'une bataille navale dépendait presque uniquement de la puissance et du nombre des canons. Le vaisseau n'était qu'un affût flottant et la tactique se

résumait aux manoeuvres ayant pour but de mettre les canons dans les meilleures conditions de tir.

Ainsi, Lally qui aimait le soldat et qui aurait voulu s'en faire aimer, ne rencontra que peu de sympathie auprès de ses officiers. Il avait, de plus, trop de personnalité pour ménager les hommes. Très exigeant dans le service, sans indulgence, il était facilement dur et cassant, usant d'une ironie froide sur le mode sarcastique ; il se créa ainsi rapidement entre lui et l'armée un climat de méfiance, qui se traduisit d'abord par de la mauvaise volonté pour devenir un jour de la révolte.

o
o o

LA PREMIERE CAMPAGNE DE LALLY

1758
29 avril
lère
bataille
navale

Sur mer d'Aché s'était vu imposer une première bataille navale ; malgré sa prudence il lui avait bien fallu accepter le combat. Le 29 avril, l'amiral Pocock, sortant tout frais de Madras, voulut barrer la route de Pondichéry à l'escadre française et vint l'attaquer devant Gondelour. Les deux flottes gagnèrent la haute mer. D'Aché, avant de livrer combat, chercha à récupérer le "Comte de Provence" et la "Diligente", que Lally avait emmenés à Pondichéry. Il n'y réussit pas à cause du vent contraire. Neuf navires de l'amiral Pocock étaient donc en (1) ligne, contre huit vaisseaux de guerre et une frégate de d'Aché .

Vers les deux heures de l'après-midi, la canonnade commença entre les deux escadres. Le combat dura trois heures à bonne portée. Les Français auraient eu l'avantage sans une méprise d'un des vaisseaux de l'arrière-garde et surtout s'ils avaient été renforcés par le "Comte de Provence" et la "Diligente", qui ne purent rejoindre quoique le combat ne se livrât qu'à cinq lieues (15 kilomètres) au nord de Pondichéry (2). La division du commandement entre d'Aché et Lally avait déjà une première conséquence fâcheuse.

D'Aché put se considérer vainqueur puisque l'escadre (3) anglaise se retira dans la nuit vers Madras, tous feux éteints . Victoire peut-être, mais les pertes en hommes avaient été importantes (tout est relatif !) et le "Bienaimé" s'était brisé sur la côte, privant l'escadre d'un vaisseau de la Compagnie

(1) (2) (3) Voir p. 83 bis.

(1) Tableau des deux escadres établi par d'Aché dans son mémoire (p. 23)

<u>Française</u>				:	<u>Anglaise</u>			
Vaisseau du Roi				:				
le Zodiaque				:	1'Yarmouth			
74 canons de 24	18	de 8		:	76 canons de 32	18	de 8	
Vaisseaux de la Cie				:	1'Elisabeth			
le Bienaimé				:	70	32	18	8
58	24	18	de 6	:	le Cumberland			
le Vengeur				:	70	32	18	8
54	18	12	6	:	le Varvick			
le Duc d'Orléans				:	60	24	18	6
50	18	12		:	le Newcastle			
le Saint-Louis				:	50	24	18	
50	18	12		:	le Salisbury			
le Duc de Bourgogne				:	50	24	18	
50	18	12		:	le Protecteur			
le Moras				:	44	18	12	
44	12	8		:	le Malborough			
le Condé				:	44	18	12	
44	12	8		:	Une Frégate			
Une Frégate				:				
-----				-----	-----			
Nombre de canons				:				
424 (par	144	100	20	:	464	204	132	30
erreur d'Aché indique 420)				:				
-----				-----	-----			

Différence du nombre de canons : 40

La différence de calibre est de près d'un tiers.

Cf. Avis de Bouthier de Rochefort (I)

- (2) C'est du moins l'opinion de M. de la Flotte, qui participe au combat sur le Duc d'Orléans. (Essais historiques sur l'Inde, p. 29).
- (3) Lally lui écrit : "La perte que vous avez essuyée, mon cher amiral, ne me console pas de l'avantage que vous avez eu sur la flotte anglaise". Annexe au Mémoire de d'Aché, pièce n° 6, p. 10. Lally-Tolendal dans son mémoire est très bref sur cette bataille qu'il considère comme un échec, cf. p. 59.

de 58 canons ; il avait eu ses cables cassés pendant le combat. D'Aché décida alors de se réfugier dans le port de Pondichéry où il pourrait débarquer ses troupes et regréer son escadre. Après avoir mouillé le 30 à Alemparvé, il y arriva le 6 mai. Beaucoup de soldats de l'expédition qui encombraient le pont des vaisseaux avaient été tués ; d'Aché lui-même avait été blessé. Après qu'il eut fait descendre à terre malades et blessés, il ne trouva malheureusement rien dans les ateliers de la ville pour réparer. Après cette demi-victoire, la flotte fut donc provisoirement immobilisée !

Ce premier résultat sur mer laissait bien augurer de la campagne. Il n'est pas douteux que si d'Aché avait pu reprendre le combat le lendemain, il aurait remporté un très net succès, puisque le "Comte de Provence", qui n'avait pas combattu, avait pris rang à son poste. Le départ de l'escadre anglaise lui avait enlevé le moyen de le faire. Pour l'amiral Pocock, ce fut une défaite ; il le reconnut d'ailleurs en faisant passer trois de ses commandants en conseil de guerre. Sur terre, Lally, comme on l'a vu, n'avait pas perdu un instant. Sept ou huit heures après le débarquement, dans la nuit même du 28 au 29 avril 1758, le régiment de Lorraine commandé par d'Estaing partait pour Gondelour et Fort St. David. Le 30 Soupire y parvenait à son tour. Le 1er mai, Lally les rejoignait avec le reste de l'armée. Ainsi, tout le corps expéditionnaire, en 48 heures, fut à pied d'oeuvre.

Quand Lally, après avoir tourné le Fort St David, arriva devant Gondelour, la mer n'était donc plus défendue par la flotte française ; malgré le risque de subir le bombardement des canons du fort, il n'hésita pas à camper entre la ville et le fort. Après avoir envoyé quelques boulets, il fit sommation à la garnison de se rendre et, le 4 mai, Gondelour capitula sans combat. Lally, dormant sur le sable tout habillé, prenait chaque nuit en hâte à peine quelques heures de repos. Depuis six jours seulement dans l'Inde, il portait déjà un coup sérieux au commerce anglais en lui enlevant un port important. Le fort Saint David, pendant cette opération, n'avait pas tiré un seul coup de canon. Avec son rempart semé de quelques tours, où l'on ne comptait que 21 pièces de canon, Gondelour avait été d'une prise relativement facile⁽¹⁾, mais les Anglais réservaient toutes leurs forces pour défendre Saint-David, dont ils étaient maîtres depuis cent vingt ans. Vainement Dupleix l'avait assiégé quatre fois. Ce fort tout proche de Pondichéry passait pour imprenable. C'était un long carré de quatre bastions pourvus d'une contre-garde. Le major Pollier et le gouverneur Wynch s'y étaient enfermés, sous la protection de 194 canons, avec huit cents Anglais et quinze cents Cipayes. Cette garnison importante était cependant indisciplinée, tandis qu'au contraire Lally alignait des troupes habituées aux guerres européennes et aux manoeuvres sous le feu. Il avait rallié les effectifs débarqués et, à ses quatre bataillons d'Irlandais et de Lorraine,

 (1) "On conviendra" écrira le comte de Lally, "que rien n'empêchait le chevalier de Soupire de faire cette opération avec 2.000 hommes : il n'y avait que dix invalides dans ce poste ; il eut marqué St David, et il en eut empêché les réparations, ainsi que la construction de deux ouvrages extérieurs en maçonnerie qui l'ont beaucoup retardé dans le siège qu'il en a fait."
 (Cf. Tableau Historique de l'expédition de l'Inde, p. 3)

s'étaient jointes les troupes de l'Inde ; il disposait ainsi de deux mille cinq cents hommes. Malheureusement son artillerie se limitait à huit mortiers. Comment faire brèche avec de si faibles moyens dans une citadelle aussi bien fortifiée ?⁽¹⁾

Tandis que Lally attendait le matériel de siège, il décida d'occuper immédiatement les ouvrages protégeant Saint-David, du côté opposé à la mer. Il laissa devant Gondelour une petite troupe qui retiendrait l'ennemi et pendant ce temps il groupait ses forces à l'Ouest devant la forteresse. Trois colonnes, précédées de volontaires et de grenadiers, sous les ordres de d'Estaing (bataillon de Lorraine), de Michel Lally (régiment Irlandais) et de Crillon (bataillon de l'Inde) marchèrent avec entrain sur ces divers ouvrages, délogèrent les Anglais et occupèrent les forts de Pont-Rompu et Saint-Georges. C'était le moment d'ouvrir la tranchée pour le siège, mais il fallait disposer du matériel indispensable. Lally partit donc pour Pondichéry, houspilla Leyrit, réquisitionna véhicules et porteurs ; il réussit à amener ainsi en onze jours vingt-deux canons devant Saint-David⁽²⁾.

Lally se battait vraiment contre tous et tout.

"Des vents brûlants et périodiques"⁽³⁾ écrit d'Estaing dans son journal, "enlevaient un sable pulvérisé par l'extrême chaleur ; ils détruisaient pendant le jour l'ouvrage de la nuit et

(1) Cf. Journal de d'Estaing, Bibl. de l'Arsenal, Ms 6432 (302)

(2) Le 15 mai, Lally écrivait à Leyrit en lui reprochant de rester dans une indifférence "léthargique" pour le service du Roi, de n'avoir pensé depuis 8 mois qu'à ses prérogatives vis-à-vis de M. de Soupire, d'avoir tout négligé avant son débarquement et de l'avoir jusqu'à présent, laissé manquer de tout... Une autre lettre du 17 mai demandait en termes aussi impératifs "des effets" "des outils" et "des munitions". Chaque jour un nouveau courrier partait pour secourir Leyrit. Réellement les gens de Pondichéry commençaient à comprendre que c'en était fini de la "dolce vita". (Cf. infra Avis de B; de R. E. II p. 116 et suiv.)

(3) Cf. Journal de d'Estaing, déjà cité, p. 4 et 5.

"comblaient la tranchée. La nourriture de la troupe ne consistait ici que dans du riz sans légumes, avec une portion nullement attrayante d'un animal nommé chien-maron. Ce mets "révoltait" les soldats : ils regrettaient encore le pain d'Europe et le biscuit des vaisseaux... Ils étaient dans l'impossibilité de ne rien faire pendant le jour. Les coups de soleil produisaient le même effet que ceux du canon : ils tuaient aussi subitement. Cet étrange genre de mort enlevait souvent plusieurs hommes dans la même tranchée. Ceux qui, frappés à moitié, ne succombaient pas entièrement, étaient furieux ou sans connaissance."

L'artillerie put commencer à intervenir : deux gros canons furent placés sur le fortin voisin de Gondelour, et six pièces tirant à ricochet vinrent seconder les mortiers. Deux batteries ouvrirent le feu sur le bastion de la mer, pendant qu'une troisième prenait de revers l'ouvrage.

Saint-David était déjà virtuellement pris lorsqu'on apprit, le 30 mai, que l'escadre anglaise faisait voile de nouveau vers Pondichéry. La flotte de d'Aché s'était embossée trop près de la terre pour être protégée par les canons du port : il lui aurait fallu chercher le combat en haute mer, mais les matelots impayés se disant malades, refusaient de servir. Le 28 mai, d'Aché adressa un appel désespéré à Lally :

"Vous verrez, mon cher Général, par le député du Conseil tenu ce matin, la situation de ma malheureuse escadre et les besoins que nous aurions de secours prompts et efficaces ; je sais mon cher Général, votre position, mais la mienne est bien plus fâcheuse et embarrassante ; ainsi voyez, ou ce que vous pouvez faire ou ce que vous pensez ou si enfin vous espérez d'être bientôt maître de Saint-David, pour me mettre en état d'aller au-devant des ennemis qui, si j'étais en bonne posture, ne feraient pas tant les "marjaffes". Adieu, mon Général, aimez-moi toujours."

Lally courut une nouvelle fois à Pondichéry : il convainquit

Leyrit et le Conseil du danger qui menaçait l'armée, si l'escadre anglaise parvenait devant Saint-David ; il calma enfin les mutins en leur distribuant 60.000 livres de sa cassette personnelle.

Grâce à l'énergie de Lally tout rentra dans l'ordre. La flotte mit à la voile et, au lieu de l'escadre anglaise, ce fut la flotte française qui mouilla devant Saint-David. Lally avait gagné ! La garnison se rendait à discrétion le 2 juin. Sans doute, l'escadre française, qui au dernier moment était venue appareiller devant le fort Saint-David, avait joué son rôle. Mais le succès était bien dû à Lally, qui n'avait pas hésité à prendre la pelle et la pioche et à bouleverser les plans du chevalier Durre. Quarante-huit heures après, Lally poursuivant son effort occupait à neuf lieues (36 kilomètres) Divicottey, qui se rendit sans combat ; les Anglais avaient la veille évacué la ville. Lally avait ainsi réussi à se rendre maître de toute la partie méridionale de la côte de Coromandel. Le gouverneur de Leyrit dissimulait mal ses ressentiments que Lally accrût encore en lui écrivant, le 5 juin, dans une lettre où il réglait lui-même sa rentrée à Pondichéry : "Je monterai votre cheval qui est tout aussi tranquille que son maître". Après les conquêtes, il y avait eu malheureusement les heures troubles du pillage. Lally faisait payer aux Anglais le sac de Chandernagor, "en exécutant les instructions de M. de Moras". Tout ce qui était propriété anglaise fut saccagé. Français et

1758
2 juin
prise
du fort
St David

Anglais habitués à se faire des politesses dans ces combats où chacun était vainqueur ou vaincu à tour de rôle, commencèrent alors à s'inquiéter de la tournure que prenait la guerre.

Lally semblait bien décidé en effet à pousser ses avantages malgré toutes les oppositions. Pour arriver à ses fins, il était résolu à faire une guerre "cruelle" ; ayant le tort de ne respecter rien, il dressa tout le monde contre lui. N'avait-il pas fait atteler les indigènes aux triqueballes⁽¹⁾ et employé les cipayes à creuser ses tranchées ? Ceux-ci s'étaient crus déshonorés malgré l'exemple que lui-même donnait. Il ignorait en effet le caractère de ce peuple, qui vivait au milieu de ses dieux. Cet Européen formé à la dure loi des combats ne pouvait pas comprendre la religieuse impassibilité de ces mendiants qui, sous la pluie, dans la chaleur ou le froid, oubliant leur faim, conservaient sous leurs traits creusés une expression de béatitude. Ce général dédaignait ces brahmanes vivant côte à côte, défiant la fuite du temps dans l'immanence de leurs pensées ! Lally faisait la guerre, et plus il détruirait, brûlerait, plus il estimait avoir une chance de la gagner vite !

Il avait rappelé, afin de renforcer son armée, les troupes qui occupaient, à côté de Trichinapaly, la pagode de Sheringham⁽²⁾, le plus grand temple de l'Inde, la forteresse de Vishnou,⁽³⁾ Sheringham avec son immense enceinte, ses quatre

-
- (1) ou "tringueballe" : véhicule à deux roues utilisé pour l'artillerie.
- (2) L'abandon de Sheringham se révéla malheureux, car Lally découvrait ainsi nos possessions du Sud. (Cf. infra Avis de Bouthier de Rochefort, II)
- (3) Vishner ou Vishnou, divinité secondaire dans le Védisme, l'un des trois grands dieux Brahmaniques. Il partage avec Civa l'empire des âmes dans l'Inde actuelle.

grandes tours carrées de sept étages, son étang magnifique dont les eaux sacrées étaient réservées aux ablutions et aux cérémonies religieuses. La Compagnie perdait là, sans doute, quelques revenus, mais peu importait : ne fallait-il pas grossir ses effectifs ? Ayant exécuté en cinq semaines la première partie de ses instructions, le 7 juin 1758, il fut reçu magnifiquement à Pondichéry. Les fêtes les plus brillantes succédèrent au Te Deum. Les grands jours de Dupleix semblaient revenus. Il pouvait se considérer alors comme le maître incontesté, mais son triomphe menaçait d'être de courte durée. Après les premiers coups de fouet, il devrait s'attendre à ce que les loups qui l'entouraient s'apprêtassent à le mordre⁽¹⁾.

o
o o

INCURSION A L'INTERIEUR DANS LA PROVINCE DE TANJAOUR :

PREMIER ECHEC...

Le nouvel objectif devait évidemment être Madras... mais pour cela Lally avait besoin de contingents plus nombreux encore et surtout d'argent. Il fit donc appel d'abord à Moracin, conseiller au Conseil supérieur de Pondichéry, qui commandait

(1) Cette offensive lui fut sévèrement reprochée. (Cf. La Cuisine, t. III, p. 326).

"Une bataille perdue par l'amiral d'Aché, et qui rendait les Anglais maîtres de ces mers, n'empêchera pas l'imprudent général alors qu'il n'avait plus de secours à espérer, d'entreprendre des sièges, au lieu de se tenir sur la défensive. Il y perdit ses trésors et l'élite de ses troupes, ce qui permit à l'ennemi de ruiner nos colonies en nous réservant d'autres désastres..."

à près de 400 kilomètres, sur la côte d'Orixá, l'établissement de Mazulipatam : mais surtout il s'adressa à Bussy qui commandait dans le Décan. Il demanda à tous les deux de rejoindre Pondichéry : il s'en fit immédiatement des adversaires redoutables. Dès 1753, dans une lettre du 28 novembre, Bussy qui était depuis deux ans dans le Décan et qui avait "jaugé" Moracin, lui avait sans pudeur proposé de mettre en coupe réglée les provinces du Nord.

"Quant au surplus que le bon gouvernement pourra produire", lui écrivait-il, "ainsi que tous les présents ou nazers qui vous seront faits, tant dans la suite que par la prise de possession et tout ce qui vous sera offert pour les places que vous accordez, et que vous ne devez pas hésiter un moment de recevoir, "nous les partagerons par moitié."

Dans cette même lettre, il confiait au "cher" Moracin, le secret de sa politique :

"Encore une fois, mon ami, suivez les usages du pays, caressez les uns, menacez peu et faites beaucoup espérer à tout le monde. Toutes ces affaires vont nous lier plus que jamais." (1)

Pendant quatre ans, Bussy et Moracin s'étaient entendus comme larrons en foire sur le dos de la Compagnie. Il n'en restait pas moins qu'ils menaient adroitement leurs affaires, attentifs à ne pas dépasser la mesure. La Compagnie finissait par trouver son compte à continuer à se faire voler par eux : car, pour conserver leurs prébendes, ils lui laissaient une part de bénéfice. Bouleverser un tel état de choses ne pouvait manquer de provoquer de graves désordres.

Sans doute, depuis le départ de Dupleix, l'un et l'autre

(1) Cette lettre fut produite au procès de Bussy contre la Compagnie des Indes. (Cf. Martineau, Bussy et l'Inde Française, p. 310).

s'étaient heurtés à de graves difficultés, au point qu'à un moment Bussy découragé avait songé à demander son rappel, mais il avait rapidement compris que les projets de Lally sonnaient le glas de leurs entreprises. Ils essayèrent donc par tous les moyens de le faire revenir sur sa décision. Mais Lally, notons-le bien, en rappelant Bussy et Moracin, ne faisait que suivre scrupuleusement ses instructions, puisque ce qu'il devait faire, c'était chasser définitivement l'ennemi anglais. Il s'estimait donc autorisé à demander à Bussy et à Moracin de lui amener toutes leurs troupes disponibles, pour être suffisamment en force afin d'assiéger Madras.

Dans son enthousiasme de soldat habitué au succès, Lally considérait déjà la chose réalisée :

(1)
 "Les Anglais une fois chassés de Madras", écrivait-il à Moracin, "c'est mon affaire d'empêcher que la fantaisie leur prenne d'y revenir et si, contre toute ombre de raison, ces messieurs d'Europe leur en rendent la possession à la paix, je la leur rendrai si incommode qu'il leur pourra prendre fantaisie d'aller gîter ailleurs."

Dans une autre lettre à Bussy⁽²⁾, il se montrait encore plus affirmatif :

"Il est plus que temps, Monsieur, de mettre fin à une guerre dont le germe a produit une si grande multitude de branches, qu'il est à craindre que le tronc de l'arbre ne succombe bien-tôt sous leur poids. Mon parti est pris de les éloigner et de me borner, pour le moment présent, au seul objet qui fait ma mission. Le Roi et la Compagnie m'ont envoyé dans l'Inde pour en chasser les Anglais : c'est avec les Anglais que nous avons la guerre, tout autre intérêt m'est étranger. Il m'importe peu qu'un cadet dispute le Décan à son aîné ou que tels ou tels rajahs se disputent telle ou telle nababie. Quand j'aurai exterminé les Anglais de toute cette côte, je serai en état de faire, sans sortir de mon cabinet et à peu de frais, des

(1) 11 juin 1758, (Arch. nat., X 2 B 1395).

(2) 13 juin 1758, ibid.

"opérations beaucoup plus sûres que celles qui ont coûté
 "jusqu'ici tant de sujets au Roi et tant de roupies à la Com-
 "pagnie. Vous avez travaillé jusqu'à présent pour la gloire
 "du Roi et du nom français, et pour la vôtre ; vous y avez
 "réussi, toute la France vous rend justice et vous êtes fondé
 "à prétendre aux grâces de Sa Majesté. Il vous manque encore
 "un mérite pour couronner vos exploits et c'est celui du citoyen.
 "Voici le moment de forcer vos envieux ou vos ennemis dans
 "leurs derniers retranchements... Voici ma dernière délibération
 "et mes derniers ordres... Plus d'Anglais dans la péninsule !
 "vous vous mettez donc en marche, sitôt cet ordre reçu, avec
 "tous les Européens qui sont sous vos ordres."

Lally confirma donc ses ordres : évacuer Mazulipatam,
 dégarnir les places du Décan et venir avec toutes les troupes
 pour livrer bataille aux Anglais : mais en raison de leur
 éloignement, il fallait attendre plusieurs semaines pour que
 Moracin et Bussy puissent arriver, et le temps pressait ! Lally,
 se fiant à des instructions données en France par des gens peu
 ou mal informés, prenait de graves risques. La politique qui
 consiste à chasser les marchands du temple a souvent pour
 conséquence de ruiner le temple tout entier. Il aurait été plus
 sage de suivre les conseils de Conflans, qui lui écrivait le
 28 juin : "Avant de se prononcer et d'agir, écoutez Moracin :
 "c'est là où vous verrez le vrai". Lally haussait les épaules ;
 il ricanait de ces diplomates qui faisaient des conquêtes avec
 des traités. "Leurs projets feraient rire Héraclite", répétait-
 il à qui voulait l'entendre. Il s'en moquait en écrivant à
 Leyrit le 28 juin :

"Quant aux lettres de M. de Bussy et de Jean Law⁽¹⁾ (celui du
 "Bengale), j'imagine toujours recevoir des nouvelles des Petites
 "maisons de Paris... Mon avis est que quand ces Messieurs vien-
 "dront, on les fasse saigner et traiter tout de suite s'il y

(1) Ne pas confondre avec son cadet Jacques-François.

"a encore espoir de guérison pour eux... Je voudrais bien que "quelqu'un pût me dire en quoi consiste le profit que la Compagnie et notre commerce peuvent retirer de leurs guerres ou "de leur paix, de leurs traités ou de leurs alliances". (1)

C'était presque mot pour mot les instructions de M. de Moras !

La certitude d'une victoire prochaine grisait Lally qui, fêté, adulé, encensé à l'égal d'un dieu, avait peine, la chaleur du climat aidant, à garder la tête froide. La prise de Saint-David en effet n'avait-elle pas ébranlé le moral des Anglais qui, s'ils devaient abandonner Madras, perdraient également toutes leurs possessions dans l'Inde ? Les Français désormais maîtres de la Côte de Coromandel les empêcheraient de recevoir des renforts par mer. Ensuite, les forteresses anglaises situées à l'intérieur du pays, telles que Trichinapaly qui du haut de son rocher isolé dominait de 200 mètres la plaine du Tanjaour, ou Chinglepet qui gardait la route qui conduisait à Arcate et Vellore, faute de secours et de forces suffisantes ne tiendraient pas longtemps contre l'armée française victorieuse.

Pour mener à bien de tels projets, Lally devait être assuré de l'appui de la flotte. Dès la prise de Saint-David, il avait invité d'Aché à faire voile, sans délai, vers Madras pour ne pas donner le temps à l'ennemi de se ressaisir. Lally avait écrit à d'Aché de venir le retrouver à terre "où un lit l'attendait", et dans l'après-midi du 4 juin un conseil s'était tenu entre Leyrit, d'Aché et lui. Ce qui fut dit exactement, on ne peut le savoir : mais il paraît certain que d'Aché refusa

(1) La correspondance entre Lally et Leyrit fut publiée par Duval d'Eprémesnil lors des instances sur cassation (Cf : infra IIème et IIIème partie).

d'engager sa flotte devant Madras, bien qu'après les succès de Lally, la place eut pu être enlevée facilement. Chose curieuse, Leyrit si prompt à accuser Lally garda le silence sur ce que furent les propos échangés : ne faut-il donc pas croire Lally lorsqu'il affirme avoir longuement insisté pour que, sans attendre, dans une action conjointe, l'armée et la flotte attaquaient Madras ?⁽¹⁾ Le refus de d'Aché, quels que soient les motifs qu'on lui donne, compromet tout⁽²⁾. Malgré deux exprès que Lally lui fit parvenir, malgré les injonctions formelles du Conseil de Pondichéry, qui s'était réuni spécialement les 13 et 17 juin, d'Aché, n'ayant pu obtenir l'avance de quatre mois de vivres qu'il exigeait pour conduire sa flotte à Madras, appareilla pour aller croiser devant Ceylan ; il voulait, disait-il, s'assurer qu'aucune escadre ne venait d'Europe pour renforcer la flotte anglaise.

Pas de vaisseau et plus d'argent⁽³⁾, tel était donc le bilan cinquante et un jours après l'arrivée de Lally, qui brutalement était ramené à la réalité ! Les comptes étaient faciles à faire. Soupire avait dépensé à peu près les deux millions qu'il avait reçus durant son attente inutile. Lally avait apporté avec l'escadre deux autres millions également consommés ; au fort Saint-David, le butin avait été maigre : environ 900.000 livres en argent et en marchandises. L'arrivée tardive de d'Aché

(1) Mémoire au Conseil, t. I, p. 71 et suiv.

(2) D'Aché se défendit énergiquement contre cette accusation. Il soutint au contraire qu'il avait proposé à Lally d'aller attaquer immédiatement Madras et que "celui-ci s'était refusé d'y concourir". Réponse du comte d'Aché au "Tableau historique de l'expédition de l'Inde". (p. 26, 27). La division du commandement entre deux chefs qui ne s'entretenaient que par correspondance, explique peut-être cette fausse manœuvre dont "toute l'Inde date ses malheurs", reconnaîtra plus tard d'Aché.

(3) Cf. infra Avis de B. de R. III.

avait en effet permis aux assiégés de faire passer dans les comptoirs hollandais, ce qu'ils avaient de plus précieux. Devant ces problèmes qui relevaient de la finance, Lally réagissait en homme de guerre, qui croyait que toutes les affaires pouvaient se régler à coups de canon. L'or n'était point rare cependant aux Indes. "L'arbre aux roupies" se couvrait toujours de feuilles : la vermine n'arrivait pas à l'absorber tout entier. Mais l'or se cachait dans les caves des maisons ou dans les puits des sanctuaires. Dans les temples, les dieux immobiles regardaient toujours le monde des croyants avec leurs yeux de pierreries, et le scintillement des diamants étoilait de lueurs pâles les voûtes obscures. Lally manquait de tout au milieu de ces richesses pillées sans scrupules par des aventuriers de tout bord.

Comme tous les ignorants en matière d'argent, il se méfiait dès qu'il en était question, mais orgueilleux de ses titres et de son autorité, il se défendait mal contre la flatterie. Il subit ainsi l'influence d'un personnage trouble et dangereux, le Père Lavour, supérieur de la mission des Jésuites de Pondichéry. Ce religieux, à la fois "colonisateur et apôtre" était né à Saint-Céré le 20 juin 1700. Il avait été ordonné dans la province de France le 18 octobre 1732, et était parti aux Indes en 1741, où il avait été placé à la tête de la mission de Carnate. Le Père Lavour était lui aussi, un orgueilleux à sa manière, convaincu de la supériorité de sa "religion" ; il s'estimait le droit de l'imposer au monde, même si cela était

au prix de terribles sacrifices. "Coelum, non animum mutant, qui transmare currunt"⁽¹⁾. Au fond, il ne différerait pas beaucoup d'un Bussy ou d'un Moracin dans l'utilisation des moyens. Diplomate, il se désolidarisait apparemment de ces méthodes fustigées par Antoine Arnaud, devant le Parlement de Paris, qui pour arracher le Paganisme ne s'employait pas à convertir les Païens, mais à les faire souffrir et mourir par le fer et le feu.

Les Jésuites, de la manière du Père Laval, avaient modifié leurs procédés. Soufflant le froid et le chaud, ils agissaient selon le temps, les personnes et les lieux. Le Père Laval était passé maître en cet art de s'introduire, d'autant plus que la conquête spirituelle de l'Inde n'était pas facile. Ils se heurtaient, non à une opposition déclarée, mais à une espèce d'indolence, "vis inertiae". A l'action conquérante des Jésuites, les habitants de l'Inde répondaient par

"une tolérance qui puisait ses principes dans la croyance que "tout hommage, de quelque nature qu'il fût, était agréable au "Dieu de l'univers ; que toutes les prières des hommes sont "également admises et sanctifiées par la sincérité d'intention ; "que la vraie religion universelle est la religion du coeur ; "que les différentes formes de culte sont des accessoires indifférents, relatifs au temps, aux lieux, à l'éducation, à la "naissance ; que par conséquent, tout changement de religion "est dangereux et inutile, puisque suivant cela, tout honnête "homme est sûr d'être sauvé dans la sienne". (2)

Le prosélytisme leur apparaissait donc comme une inconvenance

(1) Ils changent de ciel, non d'esprit, ceux qui s'en vont au-delà des mers.

(2) Grose, op. cité, "De la religion des Gentils", p. 265.

ridicule. Aussi le Père Lavour avait adopté la tactique du loup qui se faisait mouton pour entrer dans la bergerie, et il avait su ainsi capter la confiance des indigènes. Machiavel au service de Dieu, il se servait sans scrupules des influences terrestres. Louangeur adroit, obséquieux et autoritaire à bon escient, ne craignant pas sa peine, il utilisait les hommes en place. Après Dupleix, il avait jeté son dévolu sur Lally et rapidement avait découvert tous les ressorts de son caractère. Lally, qui ne connaissait personne dans ce milieu où tout était à vendre, fut conquis de son côté par l'apparent désintéressement du Jésuite. Il oubliait que parmi les hommes ceux qui paraissent mépriser les biens de ce monde se révèlent souvent les plus insatiables.

Pour attaquer Madras, il fallait de l'argent : comment et où s'en procurer ? Notre astucieux jésuite conseilla à Lally d'aller rançonner un prince indigène. La Compagnie justement possédait dans ses coffres une reconnaissance de 70 lacks signée au bénéfice de l'ancien protégé de Dupleix, Chanda-Saëb, dont on se rappelle la triste fin, par le Paléagar de Tanjaour qui restait devoir 55 lacks de roupies. Lally n'aurait qu'à en exiger le paiement au nom du fils de Chanda-Saëb, Rajah-Saëb, qui vivait à Pondichéry, pensionné par la Compagnie⁽³⁾. Comme, en outre, Manogi, le ministre du Paléagar, était vendu aux

-
- (1) Lack de roupies = 100.000 roupies = 240.000 livres.
La créance était donc de 16 millions 800.000 livres.
- (2) Un Paléagar était un simple prince tributaire.
- (3) Dupleix n'avait jamais eu d'illusion sur de telles créances : "Vous êtes trompé", écrivait-il à La Bourdonnais le 25 septembre 1746, "si vous pensez qu'il (un tel traité) soit jamais exécuté. Les colonies éloignées se rançonnent à la vérité, mais ce n'est jamais en billets, mais en beaux deniers comptant." Cf. Mémoire pour La Bourdonnais, pièces justificatives n° LXI p. 92-93, n° LXIII, p. 94.

Anglais, une expédition dans le Tanjaour, ajoutait le Père Lavour, servirait considérablement au succès de la guerre. Le Paléagar n'était, après tout, qu'un usurpateur ! Et puisqu'à Saint-David nous avons libéré le prince légitime Sabodgi, nous pourrions aussi remplacer le rajah, qui nous était hostile, par un autre favorable. Grâce aux trésors du pays le soldat s'enrichirait, tandis que Trichinapaly, la ville forte des Anglais qui protégeait le Tanjaour, serait coupée de Madras et tomberait tout naturellement entre nos mains !

Un tel projet pouvait parfaitement se concevoir. Lally trouverait les ressources de trésorerie dont il avait besoin, et conformément à ses instructions, il continuerait à faire utilement la guerre à l'Anglais. "La Providence favorisera ce projet d'une manière sensible", insistait le Père Lavour⁽¹⁾. Lally par prudence interrogea le Conseil de Pondichéry pour se faire couvrir. "Nous n'avons pas d'autre espoir", lui confirma le gouverneur Leyrit⁽²⁾. "Chaque coup de canon vous rapportera cinq lacks", ajoutait le conseiller Beausset. Lally en cédant à ces conseils commit une erreur grave, car il oubliait que ses instructions lui enjoignaient aussi de ne jamais se mêler aux conflits des indigènes et de se concilier au contraire "l'amour de tous les voisins". Il se trouva ainsi précipité, bien malgré lui, dans des combats sans gloire, où les armes se tournèrent contre ceux qui prétendaient coloniser. Il y eut là une faute que l'extrême nécessité n'excusa que partiellement. Lally en

(1) Cf. Lettres des 7, 17, 27 juin 1758 et Avis de B. de R. III, cf. également Mémoire au Conseil, t. I, p. 77.

(2) 23 juin 1758, 27 juin 1758, Duval de Leyrit approuvait l'expédition, mais conseillait d'envoyer un simple détachement commandé par exemple par d'Estaing ; l'armée toute entière n'interviendrait qu'en cas de difficultés.

prenant lui-même la tête de cette expédition secondaire, comprenant, en outre, la considération qu'il avait acquise auprès de toutes les nations indiennes.

Après le départ de la flotte, cette expédition dans le Tanjaour ne fit qu'aggraver la situation. Les colonies européennes, en effet, devaient pour subsister demeurer en bonne intelligence avec les nations indiennes, sur les terres desquelles elles vivaient :

"La principale attention d'un chef de colonie", avait écrit La Bourdonnais (1), "qui entend les intérêts de sa nation, est donc d'avoir beaucoup de ménagement pour les peuples qui le reçoivent, ou qui le souffrent sur leurs terres. Cette politique est d'autant plus nécessaire, que c'est avec les naturels du pays qu'on fait le commerce, et que ce sont eux qui, venant habiter dans les comptoirs européens, forment la plus grande partie et le fond le plus considérable dans ces Etablissements".

Il fallait donc les ménager, voire les favoriser. C'était vraiment de l'aberration de partir en guerre contre eux. En le poussant sciemment à une telle folie, le Père Lavour et les conseillers de Pondichéry caressaient sans doute l'espoir que Lally y perdrait crédit et autorité.

Lally quitta Pondichéry le 21 juin 1758, ayant à peine vu d'Aché, dont la flotte était venue mouiller devant la ville le 17 juin. Il laissait Soupire avec six cents hommes du régiment irlandais, quelques cavaliers et des cipayes, pour protéger la région du Nord contre les incursions anglaises. Environ cinquante lieues (200 kilomètres)⁽³⁾ seulement séparaient Pondichéry de Tanjaour mais, comme les indigènes terrorisés

Expédition
du Tanjaour
21 juin 1758
(2)

(1) Mémoire de M. de La Bourdonnais, p. 97,

(2) Cf. Avis de B. de R. III,

(3) On imagine mal aujourd'hui que pour franchir semblable distance, Lally ait pu rencontrer autant de difficultés.

s'enfuyaient devant Lally, l'armée avança dans "une vaste solitude". Pourtant le royaume, dont Tanjaour était la capitale, possédait les terres les plus fertiles de l'Inde. Une enceinte de murs fortifiés protégeait la ville, où résidait le roi. L'eau du Caveri alimentait le long de ces remparts des fossés profonds, où grouillaient des caïmans formant une garde vigilante et féroce. Les Tanjaouriens avaient construit un peu partout une quantité prodigieuse de temples ; ils offraient joyeusement une part de leurs richesses aux dieux qui se montraient pour eux si cléments. Pour défendre leur pays, ces Tanjaouriens n'hésitèrent pas à faire la guerre de la terre brûlée.

"Les officiers", écrit d'Estaing⁽¹⁾, "comme les soldats, réduits "au riz et à l'eau, étaient contraints de se nourrir de "coulou", "espèce de graisse qui remplace ici l'avoine et qui a, comme "elle, le droit exclusif de n'être mangée que par les chevaux. "La faim nous a fait disputer les uns aux autres, les fruits, "et ensuite, les feuilles les moins dures des cocotiers".

Cette expédition provoquée par le besoin d'argent ne s'annonçait pas comme une promenade ; onze rivières à traverser, et dans les villages désertés on ne trouvait ni homme, ni bête ! La troupe, mal nourrie, se révolta en partie et mit le feu, dans son désespoir, à Divicottey, à 14 lieues (46 kilomètres) de Pondichéry. En suivant la côte, de préférence aux routes de l'intérieur, l'armée arriva à Karical, où ayant fait à peu près la moitié de la route, elle ne put se ravitailler. Si l'on croyait les plaintes du gouverneur Porcher, l'escadre de d'Aché avait affamé la ville en y débarquant pendant quinze jours.

(1) Journal, déjà cité.

Lally n'eut alors plus qu'une ressource : le pillage. Après avoir pénétré dans le royaume de Tanjaour, il bloqua, toujours sur la côte, la ville Tanjaourienne de Naour (Nagore) et fit mettre à l'enchère, au profit de la Compagnie, son butin. Le major Saubinet en offrit 150.000 roupies ; le capitaine Fischer en promit 200.000. Lally qui n'avait ni le temps ni la possibilité de consulter le Conseil de Pondichéry, accepta l'offre de Fischer qui, se conduisant comme un véritable barbare, pressura, vola et brûla⁽¹⁾.

Les idoles qui reluisaient d'or, furent brisées sur place et envoyées dans des tombereaux à Pondichéry. La population de Naour, une des plus pieuses de l'Inde, fut indignée de voir les soldats s'installer dans les pagodes avec le sans-gêne sacrilège de la troupe.

"La plaisante et monstrueuse divinité qu'on y adore, écrit d'Estaing (2) lors de l'occupation de Trévatour, a été bien plus surprenante à des yeux catholiques peu familiers avec l'idolâtrie. Nous y avons dormi à l'ombre des idoles... Je craindrais de désigner ces étranges statues trop clairement, si je disais qu'elles représentent, dans une forme énorme et immodeste des dieux, que révéraient les anciens".

Il y eut des scènes de sauvagerie et de cruauté. Quatre malheureux Brahmes arrêtés à Trivelour et considérés comme des espions furent, paraît-il, sans autre forme de procès sur ordre du prévôt de l'armée, attachés à la bouche des canons. Depuis cette époque, les méthodes de guerre à l'Européenne ont fait évidemment mieux !

Après n'avoir laissé derrière lui que des ruines, Lally

(1) Cf. Avis de B. de R. XXII,

(2) Cf. Journal de d'Estaing, op. cit.

arriva enfin devant Tanjaour. En conduisant lui-même l'expédition contre le Paléagar, il avait fait de ce dernier (c'était prévisible), le chef de la résistance indienne, qui se regroupa autour de ce rajah pour défendre ses dieux. Afin de gagner du temps et de permettre l'arrivée de secours anglais, qu'on lui annonçait devoir venir de Trichinapaly, le Paléagar ne renia pas le principe de sa dette vis-à-vis de Chanda-Saëb, mais se borna à contester partiellement les droits de la Compagnie sur cette créance. Il n'offrit ainsi de rembourser que quatre lacks de roupies. Des otages furent échangés, qui du côté français furent le commandant Kennedy et le Père Saint-Estevan. Il fut convenu, après divers palabres, que le rajah de Tanjaour paierait cinq lacks et fournirait des troupes pour assiéger Trichinapaly. Il versa 50.000 roupies qu'encaissa le trésorier de l'armée, Chevreau.

Dès que le secours anglais, formé des deux tiers de la garnison, fut arrivé de Trichinapaly, sans que Lally puisse s'y opposer, le ton changea. Il ne fut plus question pour le rajah d'envoyer des vivres à Lally ou de donner des garanties. Lally n'eut plus qu'une solution : envisager le siège en règle avec tranchée ouverte et jeter les otages en prison. Le roi de Tanjaour qui, il ne faut pas l'oublier, était de la race fière des Mahrattes, poussé par son ministre Manogi, se crut assez fort pour résister : derrière les remparts de la ville, il y avait en effet dix mille fantassins, quatre mille cavaliers

mahrattes et les Anglais lui avaient envoyé des indiens de la plus basse caste, qui étaient fanatisés. Quant à Lally, il devait attendre le gros canon pour faire brèche.

Les hindous⁽¹⁾ attaquèrent alors avec des "fouquettes"⁽²⁾ : "grosses fusées de fer qui avec leurs longues queues, pouvaient "casser facilement bras et jambes . Leur direction était horizontale et l'artifice qu'elles contenaient les poussait deux "fois plus loin que la portée du fusil. Elles perçaient ceux "qui avaient la maladresse de s'en laisser atteindre de front "et ne s'arrêtaient pas pour un seul homme. Plus redoutable "encore était la cavalerie ennemie, qui multipliait les sorties, "se mélangeant à la cavalerie maure de Lally, si bien que la "méprise était facile".

La situation des assiégeants devint de plus en plus difficile et le 3 août, une mauvaise nouvelle les découragea : l'escadre avait, paraît-il, essuyé une défaite devant Karical. Les canons anglais, dont la portée était plus grande que ceux de la flotte française avaient mis, disait-on, cinq de nos vaisseaux hors de combat, les autres ayant perdu agrès, apparaux et mâture.

2ème bataille
navale
3 août 1758

Qu'y avait-il de vrai ? le comte d'Aché, le 2 août était revenu mouiller à Karical ; il avait appris alors les difficultés de Lally devant Tanjaour. Les Anglais envisageaient sans doute un débarquement pour couper la route de Pondichéry à Lally. Il n'y avait donc pas d'autre solution que d'attaquer sans tarder la flotte anglaise⁽³⁾. Vers midi, le 3 août, le combat s'était engagé entre les deux escadres en ligne. Il avait été extrêmement meurtrier. Cinq vaisseaux de l'escadre réussirent à tenir tête à toute l'escadre anglaise, mais sans résultat. Le gouvernail du vaisseau amiral fut brisé. Le feu prit au

(1) (2) (3) Voir p. 104 bis.

- (1) Il ne faut pas confondre Indiens (habitants des Indes) et hindous (adeptes de l'Hindouisme). Tous les hindous sont indiens, mais les Indiens ne sont pas tous hindous.
- (2) Cf. Journal de d'Estaing, op. cit.
- (3) Le comte de Lally écrivit le 15 août à d'Aché : "Faut-il donc, mon cher Amiral, que quelque nouveau malheur tempère toujours la joie que j'ai ressentie, en apprenant par la bouche des ennemis même, la valeur avec laquelle vous avez attaqué l'escadre anglaise, le 3 de ce mois". (Réponse de d'Aché au "Tableau historique de l'expédition de l'Inde", p. 37)

"Comte de Provence", près de la Sainte Barbe ; deux autres vaisseaux s'abordèrent et furent forcés d'essuyer le feu de l'ennemi avant de se dégager. Tous ces incidents privèrent la flotte française d'un succès. D'Aché avait surpris l'arrière garde anglaise, mais le vent ayant changé, il n'avait pu la poursuivre et surtout il avait dû accepter le combat en adoptant la formation en lignes parallèles, et subir les coups des canons anglais. A cela s'ajouta que les Français tirant au bois des vaisseaux alors que les Anglais visaient les agrès, les pertes en hommes furent plus importantes du côté de d'Aché. Sur le "Zodiaque", il y eut ainsi 180 hommes tués ou blessés. D'Aché lui-même reçut deux fortes blessures. En résumé, courageusement il avait engagé le combat avec des effectifs réduits (cinq cents hommes) et une escadre mal réparée des avaries subies dans la première bataille d'avril précédent. A l'occasion de ce combat, soldats et officiers de la Compagnie, montrant que l'on pouvait compter sur eux, avaient rivalisé d'adresse et de courage avec ceux du Roi. D'Aché avait dû renoncer à poursuivre les Anglais et s'en était allé à Pondichéry ; il y était parvenu le 4 août.

Telle fut la seconde bataille navale, qui ne se termina pas en défaite, mais les Anglais mouillaient toujours à bout de bordée devant Karical⁽¹⁾. L'intervention de d'Aché avait eu pour effet seulement de rendre tout débarquement impossible : mais dans l'immédiat il n'était plus question d'une troisième bataille navale. "Du nombre de vaisseaux qui composaient l'escadre,

(1) Mémoire de d'Aché, p. 26.

"cinq n'étaient plus bons que pour le ballottage"...⁽¹⁾. Le danger avait été évité d'un côté, mais les Anglais sortis de Madras menaçaient toujours Pondichéry. Lally réunit alors un conseil de guerre, qui décida la levée du siège malgré l'opposition de d'Estaing, qui faisait valoir l'avancement de la brèche. La conservation des Etablissements de l'Inde avait plus d'importance que le châtiement du roi du Tanjaour ! Dès le 9 août on commença donc à évacuer les malades, les blessés et les gros bagages.

1758
10 août
sortie des
Tanjaouriens

Le roi du Tanjaour, qui relevait la tête, voulut profiter de cette situation pour tenter une sortie. Le 10 août de grand matin, entraînés par un gémidar⁽²⁾, cinquante cavaliers ivres d'opium⁽³⁾, ayant bandé les yeux de leurs chevaux pour qu'ils ne soient pas effrayés par la lumière des armes à feu, après avoir fait croire qu'ils venaient en délégation auprès de Lally, se mirent, dès qu'ils arrivèrent à sa tente, à charger avec fureur le camp français. Lally qui était sorti de sa tente pour les recevoir, n'échappa à la mort qu'en parant les coups de sabre avec sa canne. Les troupes françaises se regroupèrent enfin et les Tanjaouriens durent rentrer dans la ville.

Après cette alerte qui aurait pu se terminer en catastrophe, l'armée s'éloigna. Lally apprit trop tard que la flotte anglaise n'avait jamais menacé sérieusement Karical. Il lui fallait donc tout vérifier dans ce pays où chacun cherchait à le tromper ! Lally commençait à comprendre ce qu'était une

(1) Ibid.

(2) Chef de cavalerie,

(3) Les orientaux regardaient l'opium comme un spécifique pour inspirer le courage et une parfaite insensibilité dans le danger.

guerre aux Indes. Pendant le retraite, la cavalerie tanjaourienne harcela ses troupes et Lally pour échapper aux assassins en fut réduit, paraît-il, à revêtir une vieille redingote bleue, qui dissimulait son grade. Il faisait une chaleur torride ; l'armée manquait de vivres et d'eau ; on avançait sur un sable brûlant à la recherche de mares bourbeuses et saumâtres. Des soldats tombaient, morts de fatigue et de soif. L'armée, bien tenue en mains par son corps d'officiers, se retira malgré tout en bon ordre : elle ne perdit que trois pièces de canon. Les malades et les blessés purent être évacués. Les officiers leur avaient prêté leurs montures et firent à pied vingt lieues, dans des chemins coupés par des champs de riz inondés.

Lally rentra à Pondichéry le 1er septembre 1758 ; ayant perdu la face vis-à-vis d'un prince indigène, il n'était plus pour les populations indigènes le général invincible, béni des dieux. Ce fut le premier échec militaire et la situation financière, qui en était la cause, demeurait toujours aussi préoccupante. Lally n'avait en caisse que 1.200 livres pour nourrir, vêtir et payer la solde de ses troupes ! Leyrit lui avait écrit le 20 août⁽¹⁾ :

"Il est à souhaiter, Monsieur, que vous puissiez établir de l'ordre et de la règle dans l'administration des finances, comme dans la distribution des vivres de votre armée. Celui que vous chargerez de cette besogne aura besoin, pour s'en acquitter, de beaucoup de fermeté et se fera bien des ennemis... Je m'occupe jour et nuit de la fâcheuse position où nous nous trouvons, mais, quelque soin que je me donne, les dépenses sont trop considérables et toutes mes ressources trop épuisées, pour qu'il me soit possible d'y remédier".

(1) Cette lettre ne fut pas citée dans le rapport du procès. Mémoire au Conseil, p. 87. Cf. également, lettres citées et Avis de B. de R. V.

Comme Lally avait vendu pour 400.000 livres, les marchandises trouvées à Naour et tiré une contribution du roi de Tanjaour, il pouvait cependant parer au plus pressé. Restaient les malheureux otages remis lors des pourparlers au roi du Tanjaour : ils ne furent libérés que plus tard, après la prise de la ville noire de Madras. Le pauvre Kennedy, quand il revint, avait perdu la vue. Oubliant la trahison du ministre Manogi et du Rajah, l'opinion publique s'apitoya sur leur sort et accusa Lally d'avoir violé les engagements pris, alors qu'au contraire il avait été victime de la mauvaise foi de ses adversaires. Quant à d'Aché, il sera nommé huit mois après lieutenant général et se verra conférer le cordon rouge : car les rapports qui étaient faits à Versailles oubliaient le rôle de Lally, pour attribuer à d'Aché la chute de Saint-David.

"Je ne crois pas" écrira de d'Aché le chevalier de Rujs⁽¹⁾,
 "qu'aucun général de mer ait jamais été aussi respecté et
 "tant aimé."

La préférence du soldat crée la légende du général vainqueur !

o
o o

(1) Arch. Marine B^h 81, f° 271.

SECOND PROJET SUR MADRAS : EXPEDITION D'ARCATE

1758

Si nous faisons le point, Lally a déjà contre lui Leyrit, gouverneur de Pondichéry, d'Aché, et avec eux les conseillers de Pondichéry : la flotte les soutient . Restait l'armée ; mais un personnage important allait entrer en scène. Il s'agit de Bussy avec son homme lige, Moracin : tous les deux devaient, avec une exceptionnelle adresse, saper définitivement l'autorité de Lally. La situation s'était donc dégradée avec une rapidité extrême, puisque quatre mois à peine s'étaient écoulés depuis son arrivée.

Lally avait besoin de reconquérir la confiance de son armée. Dès la levée du siège de Tanjaour, il avait envoyé le comte d'Estaing à Pondichéry pour que soit repris le projet sur Madras ; mais comme il était impossible de rien entreprendre sans le secours de la flotte, il fit lancer un appel à d'Aché

31 août 1758

ensuite d'une délibération du Conseil mixte tenu le 31 août.

L'amiral répondit :

"qu'un troisième combat exposerait l'escadre du Roi, que ses "vaisseaux étaient la sûreté du pays et que son parti était "pris de s'en aller avec eux, à l'Isle de France".

Le Conseil insista pour que l'escadre resta au moins en rade jusqu'au 20 septembre ; d'Aché passa outre et leva l'ancre

3 sept. 1758

le 3 septembre⁽¹⁾. D'Aché, sachant bien qu'il ne pouvait compter sur un secours, entrevoyait peut-être déjà la catastrophe et pensait que la flotte permettrait de sauver l'essentiel.

(1) Le gouverneur Leyrit semblait partager l'avis de d'Aché dans une lettre à Lally, du 18 août 1758 : "Lorsque vous serez instruit de l'état où le dernier combat a réduit ses vaisseaux, et de l'impossibilité où nous serions ici de lui fournir de quoi les remettre en état de reprendre la mer après un troisième combat, qui ne serait pas plus décisif que les deux premiers, comme il y aurait tout lieu de craindre...". Réponse de d'Aché à Lally, "Tableau historique de l'expédition de l'Inde", p. 34.

Expédition

d'Arcate

25sept-30 oct.

Dans l'impossibilité de faire transporter ses troupes par mer, Lally dut modifier ses plans ; il décida d'assurer sa marche par les terres vers Madras, en occupant au préalable Arcate qui couvrait, sur la route du Décan, la province de Carnate. Ayant déjà été victime de la fourberie des princes indigènes, il aurait dû pourtant se méfier ! Mais l'occasion lui paraissait trop belle. Le commandant d'Arcate, traître à notre ennemi Méhémet Ali Khan, acceptait de vendre la place qui se rendrait sans combat. Lally occupa donc Arcate le 5 octobre et le Nabab fut chassé. Par qui le remplacer ? Deux prétendants se présentaient : Bassalet-Zingue, fort surtout de l'appui de son frère Salabet-Zingue⁽¹⁾, nabab du Décan, l'homme de Bussy, et Rajah-Saïb, fils du malheureux Chanda-Saïb.

1758
5 octobre
prise
d'Arcate

18 juillet
Bussy
quitte
le Décan (2)

Le rappel de Bussy du Décan, avait déjà marqué la décision de Lally, de ne plus jouer la carte de Salabet-Zingue, malgré les avis contraires de Conflans :

"Nous courons grand risque, en abandonnant Salabet-Zingue" avait-il écrit dès le 24 juin à Lally, "d'avoir lui et tout le pays contre nous".

La politique, qui consistait à s'attacher à des princes Indiens, était pleine de contradictions. Salabetzingue avait compromis son prestige par des maladresses, et Bussy avait écrit alors à Duplex, que "si quelque nouveau compétiteur se présentait, il est hors de doute que tout le monde se rangerait de son côté". En Asie, les hommes changeaient rapidement, la trahison était la monnaie courante de la politique. On comprenait que Lally s'y perdit.

(1) Musaffazingue, Soubab du Décan, avait eu trois fils : l'aîné Salabet, Nizam Ali et Bassalet. En 1756, Salabetzingue avait partagé le pouvoir entre ses deux frères. Nizam Ali avait reçu les provinces du Nord, tandis que Bassaletzingue obtenait celles du Sud.

(2) Cf. infra, Avis de B. de R. I.

27 septembre
Bussy
rejoint Lally

Toujours souple, Bussy avait cependant, à contre-cœur, apparemment exécuté les ordres : il avait quitté Haïderabad le 18 juillet et rejoignit Lally le 27 septembre, après une marche de près de 300 kilomètres. Il avait fait passer la plus grande partie de son armée à Mazulipatam, en la laissant sous les ordres de Conflans.

Dès la première rencontre les deux hommes se heurtèrent. Bussy, à peine arrivé, avait été invité à se rendre auprès de Lally dans sa calèche. Ce dernier avait besoin d'argent pour financer l'expédition de Madras, aussi Bussy pensa que Lally était à sa merci. "Puis-je vous parler à cœur ouvert ?" lui avait-il dit. "Bien sûr", avait répondu Lally, jouant les interlocuteurs complaisants. Bussy avait vidé son sac et offert cent cinquante mille roupies, outre un diamant de cent mille livres, pour être autorisé à repartir vers le Nord : de plus cent mille écus seraient comptés par Salabet-Zingue, si Bussy était nommé brigadier et obtenait le cordon rouge. Sans doute Bussy avait proposé tout cela avec des mots moins crus que ceux que Lally rapporta ; mais il n'en reste pas moins certain que Bussy, dès la première rencontre, sur le conseil paraît-il de Conflans, s'était livré à cet odieux marchandage, tant il était convaincu qu'aux Indes l'argent réglait tous les problèmes.

"Quand je voulais lui parler d'affaires, il me parlait d'argent", écrira Lally, et, dès cet instant, un fossé définitif fut creusé entre les deux hommes. Si Lally, en effet, avait

besoin d'argent, il n'était pas disposé à le ramasser dans la boue. A la fin de la conversation, Lally n'avait que du mépris, qui plus tard deviendra de la haine, pour Bussy qui, de son côté, ironisa sur le peu de sens pratique du général. Deux conceptions, deux mondes : de l'argent pour la guerre, ou la guerre pour de l'argent ! Il n'en faudra pas plus pour qu'à l'avenir tout ce qui viendra de Bussy parût suspect. Aussi sans entendre Bussy, au risque de se brouiller définitivement avec Salabet-Zingue, Lally choisit Rajah-Saïb, dont il croyait tirer des avantages exceptionnels : en échange de l'investiture que le général devait lui obtenir du Nabab du Décan, suzerain de Carnate, Rajah-Saïb s'engageait à gouverner sous l'autorité de la France, à payer à la Compagnie des Indes une rente de cent quarante mille livres, outre un tribut égal à celui que Méhémet Ali versait auparavant aux Anglais.

Lally, devenu prudent, se borna cependant à investir Rajah-Saïb⁽¹⁾ seulement de la régie d'Arcate, ce qui lui permit d'éteindre une dette de la Compagnie de 140.000 livres. Ce fut d'ailleurs le seul résultat obtenu, car à peine installé, Rajah-Saïb se montra incapable de tenir ses engagements. Apparemment, Lally n'avait pas perdu totalement son temps, mais le manque d'argent, encore une fois, devait le placer dans l'impossibilité de poursuivre. Les Anglais venaient d'évacuer le fort de Chinglepet sur le Paléar. Lally ordonna aux troupes noires d'aller l'occuper. Elles refusèrent de marcher si on

(1) Cf. Avis de B. de R., XX .

ne leur payait pas 10.000 roupies en acompte sur ce qui leur était dû. La détresse était si grande que pour étouffer la révolte qui couvait, les officiers décidèrent de se cotiser et ainsi on put payer une partie des retards de solde.

Il n'était plus possible de continuer la marche vers le Nord pour soumettre toute la nababie d'Arcate avant d'aller attaquer Madras. Lally, une nouvelle fois, dut rentrer à Pondichéry. Ce fut pour trouver la ville sous la menace de la famine, cette hideuse famine due aux périodes de sécheresse, où l'on ne peut rien tirer de la terre grise, roussâtre ou fauve, qui s'élève en tourbillons poudreux sous les pas des hommes ou des bestiaux. Sur le bord des routes, des hommes, des femmes, des enfants donnent le spectacle d'une misère physiologique presque inimaginable, préférant mourir de faim plutôt que de manger de la vache, méprisant les parias qui se repaissent des bêtes mortes. La nature sévère rappelait sa loi d'airain à ces Européens qui jouaient à la guerre loin de leur pays d'origine.

Lally avait adressé un appel angoissé à Leyrit dès le

2 octobre :

"Une chose qui ne souffre pas de remise, écrivait-il, une chose bien importante, c'est le salut de nos grains. Vous savez qu'il n'y a pas un magasin à Pondichéry... Vos campagnes regorgeaient de grains quand je suis arrivé... Il n'y a pas de temps à perdre pour en remplir les magasins de toutes les places fermées... Elles doivent être en même temps pourvues d'une certaine quantité de boeufs, chiens-marons (2), volailles pour l'hôpital, mantèque (3), bisracque (4), oignons, sel ; quant aux munitions de guerre, je m'en charge, comme je me décharge par cette lettre de tout ce qui arrivera si, faute de ces précautions, je suis obligé d'abandonner, faute de vivres les quatre places du Nord qui couvrent nos possessions."

(1) Cf. sur toute cette correspondance, Avis de B. de R., XX.

(2) Chèvres sauvages,

(3) Beurre fondu avec de la graisse,

(4) Sorte de rave.

1758
2 octobre (1)
Lally à
Leyrit

1758
8 octobre
réponse de
Leyrit

Leyrit, le 8 octobre, lui avait répondu en termes désolants :

"Je serais très flatté d'être en état de fournir à toutes les demandes que vous me faites. Je sens que le succès de vos opérations peut en dépendre ; mais malheureusement, je n'ai que trop lieu de craindre que vous n'éprouviez pas vous-même l'épuisement des ressources, sur lesquelles vous paraissez compter... Si j'avais actuellement trois cent mille roupies, elles ne suffiraient pas pour payer ce qui est dû au régiment de Lorraine, au bataillon de l'Inde, à l'Armita, aux Travaux, aux équipages des vaisseaux, aux cipayes, à l'Arrobaté et enfin à tous les postes... Il s'ensuit, du défaut de fonds, des difficultés insurmontables... Nos ressources sont aujourd'hui épuisées et ce ne sont point quelques modiques sommes que je pourrais encore trouver sur mon crédit, qui vous mettront dans l'aisance que vous désirez..."

Lally était tellement désespéré par tout ce qu'il voyait ou entendait, qu'il écrivit alors au ministre, M. de Crémilles.

le 10 octobre :

"J'ai fait jusqu'ici plus qu'on ne devait attendre de moi, et je demande, pour toute grâce, de quitter un pays pour lequel je ne suis point fait et dont les habitants ne sont pas faits pour moi. Je suis heureusement arrivé trop vieux pour en contracter la contagion, et j'espère que vous me trouverez aussi honnête homme en arrivant, que je l'étais quand je vous ai quitté".

Cette lettre est émouvante dans sa simplicité. Lally voulait bien se battre, mais il n'était pas disposé à se vendre. L'argent de Bussy avait été à la portée de sa main ! il n'avait pu se résoudre à le prendre. N'avait-il pas lieu d'être désespéré quand il voyait l'argent partout, sauf dans les caisses de la Compagnie. Vraiment l'Inde française était un tripot, où les richesses acquises par n'importe quel moyen donnaient tous les droits !

Lally ne devait compter que sur lui-même et sur la poignée d'officiers dévoués qui l'entouraient. Où était donc passé l'argent ? Leyrit avait reçu, depuis l'arrivée de Soupire, cinq millions deux cent soixante mille livres de ressources extraordinaires, sans compter les revenus courants de la colonie, le produit des fermes et des terres nouvellement conquises. Comme il se gardait bien d'en parler, il faut donc croire qu'il avait eu d'autres dépenses plus urgentes ! En retirant nos troupes du Décan, Lally comprit qu'il s'était montré imprudent ; aussi le 15 octobre écrivit-il à Moracin qu'il lui envoyait le Harlem pour "couvrir le port". En se cantonnant sur la côte de Coromandel, Lally craignait de se trouver progressivement étouffé... ! Il ne fallait plus perdre de temps : aussi, quand le 25 octobre il rentra dans Pondichéry, il était bien décidé à attaquer Madras. En reculant cette expédition il n'avait éprouvé que des déboires.

O
O O

Le Bail
général des
fermes
30 octobre
1758

Lally jugea donc indispensable de prendre en mains la rentrée des impôts pour s'assurer les ressources nécessaires. Il n'ignorait rien des plaintes contre la régie des fermes générales de la Compagnie, gérée par un sieur Rangapa, d'une

probité plus que douteuse. De fripons en fripons, le dernier fermier en date se trouvait être le conseiller Desvaux, dont la meilleure référence était d'être marié à une des plus belles femmes de l'Inde, (ce que beaucoup appréciaient !). La gestion de Desvaux avait été violemment attaquée par Barthélemy, La Selle, Lagrenée et Boyelleau, au cours d'une réunion, particulièrement tumultueuse, du Conseil de Pondichéry. Se croyant invulnérable, Desvaux, soutenu par le gouverneur Leyrit, s'était maintenu : mais devant l'hostilité grandissante de l'opinion publique, il avait fini par demander à être déchargé de sa gestion. Le conseiller Miran et le sous-marchand Abeille se présentèrent pour lui succéder : ils ne valaient pas mieux que lui, mais ils offraient sur le pied des baux existants, d'avancer 500.000 roupies, payables : 200.000 roupies, 30 jours après la signature du contrat et 300.000 roupies dans le mois suivant⁽¹⁾. Avec cet argent Lally pourrait marcher sur Madras. Le bail fut donc signé avec eux le 30 octobre 1758.

L'administration était gangrenée à tous les échelons. Contre les malversations de toutes sortes, dont chaque jour il avait la révélation, Lally prit des mesures, mais sans grand succès. Malgré ses interventions, ses menaces, l'usage scandaleux des nazers⁽²⁾ et des pots de vin se perpétuait de même que dans l'armée, l'habitude non moins ruineuse de prélever des commissions sur tous les bazars⁽³⁾.

Depuis leur rencontre du 27 septembre, Lally ne décolérait

(1) Cf. Avis de B. de R., XXII et XXIII. B. de R. cite un acte d'honnêteté de Lally à propos d'un nazer de deux pendants d'oreilles que lui avaient offerts les sieur Abeille et Miran. En signant avec Miran et Abeille, Lally ne se préoccupait que de l'intérêt général.

(2) Présents.

(3) Marchés.

pas contre Bussy, selon lui "le plus corrompu et le plus pillard "de tous les hommes. Jamais il n'acceptera d'utiliser les procédés de ce dernier, indignes d'un général français⁽¹⁾". Les richesses immenses de Bussy étaient le signe extérieur de prévarications indiscutables ! Alors que l'armée manquait de tout, comment le général en chef ne pouvait-il pas écouter ceux qui lui répétaient que Bussy devait rendre gorge ? Mais Bussy s'en moquait bien, il savait qu'avec de l'argent et la manière de s'en servir on obtient tout, chaque homme ayant généralement son prix. Se servant du prestige qu'il avait acquis dans le Décan, il éblouissait les d'Estaing, Crillon, La Fare, Verdière, Landivisiau et autres officiers supérieurs de l'armée qui signèrent une adresse pour qu'il fût nommé premier Brigadier. Pour Soupire, n'était-il pas l'homme qui connaissait le mieux la politique de l'Asie ! A Paris, le maréchal de Belle-Isle, tout puissant au ministère, reportait sur lui l'affection qu'il avait pour son frère tué à la bataille d'Hastenbeck. Bussy n'en voulait même pas à Lally : l'honnête homme qu'il avait rencontré en lui était simplement un obstacle qu'il tentait de tourner. La guerre était un pis-aller. Pourquoi se battre, quand avec de l'argent et beaucoup moins de risques on pouvait obtenir le même résultat ?

Lally avait pleinement conscience du danger que représentait Bussy pour son autorité : mais il le sentait tellement fort et assuré de solides appuis, qu'il devait attendre son

(1) Bussy ne considérait pas que les vertus militaires fussent exclusives de certaines qualités civiles. A son arrivée aux Indes, il n'était qu'un officier, attendant tout des hasards de la guerre pour avancer ou faire fortune. Cf. Martineau, Bussy & l'Inde Française, p. 23.

heure pour l'atteindre et le frapper..., heureux si son rappel en Europe lui permettait, dans un avenir proche, de l'accuser X devant les ministres et le Roi. Ce ne fut pas sa faute si ce rappel demandé ne vint pas ! Il lui faudrait donc accepter de jouer un triste jeu avec des tricheurs... et se résigner ! Mais ce n'était pas dans son caractère. Il allait le montrer !

o
o o

- EXPEDITION SUR MADRAS -

1758
Novembre
&
Décembre

Bien qu'il ne pût compter ni sur Leyrit, ni sur un renfort venu de l'Isle de France, où, si l'on en croyait le gouverneur Magon, on allait être réduit à brouter de l'herbe, ni sur d'Aché, ni enfin sur l'Europe dont on ne recevait ni argent, ni vivres, ni hommes, ni nouvelles, Lally, regrettant d'avoir suivi les avis de mauvais conseillers, prit la résolution d'attaquer Madras. Il détournerait ainsi l'armée anglaise de Pondichéry et ferait vivre ses troupes en territoire ennemi. C'était une solution déjà un peu désespérée ! mais s'il s'enfermait dans Pondichéry dépourvu de ressources, il courait plus sûrement encore le risque d'une défaite et d'une capitulation.

Pour avoir les mains libres, il lui fallait neutraliser

Bussy, que la chance semblait favoriser dans ses combinaisons. Ce dernier intriguait pour obtenir sa nomination de Brigadier, qui se faisait attendre. Une indiscretion de Mme de Chateau-Morand, belle-mère de d'Estaing, devait arriver à point nommé pour le servir. Une lettre d'elle parvint à Pondichéry, annonçant que Bussy était nommé ! Immédiatement, Landivisiau, Breteuil, Crillon, Verdières, d'Estrées et, bien entendu, d'Estaing, prirent l'initiative d'écrire à Lally pour que la nomination de Bussy, avant d'être officielle, devint effective. Lally s'inclina, tout en décidant que "Bussy ferait le service de brigadier, mais à son rang, le dernier". La désignation de Bussy ne devint officielle que le 2 mars 1759. Après tout, Bussy encadré serait moins dangereux, Lally pourrait au moins le surveiller !

Lally, bien plus tard, écrira le 15 octobre 1759, au contrôleur général Silhouette :

"J'ai appris, comme tout transpire, qu'il était question d'un mariage pour Bussy avec la fille cadette de Mme de S... favorable de Mme la Marquise ; et plus encore de 100.000 écus de pots de vin avec mon dit comte d'Estaing, pour le cordon rouge".

Etait-ce vrai ? Bussy prétendit qu'il s'agissait d'un simple prêt ! Bussy corrompait ainsi jusqu'aux meilleurs officiers ! Comment ne pas suspecter tout ce qui venait de lui ? Pourtant l'expérience de Bussy aurait été précieuse pour Lally : Bussy, manifestement cherchait à retrouver la confiance de son chef. Aussi, il lui présenta un mémoire sur le Décan, dans lequel

il multipliait les remarques judicieuses. Lally le lut à peine et n'en tint aucun compte !

Lally demeurait ferme dans son projet contre Madras. Le Conseil de Pondichéry s'y rallia enfin. D'Estaing avait convaincu les indécis en proclamant qu'il valait mieux mourir d'un coup de fusil sur les glacis de Madras, que de faim sur ceux de Pondichéry.... Lally, de ses propres deniers, avança alors 144.000 livres aux nouveaux fermiers, qui avaient quelques difficultés à effectuer le paiement de 200.000 roupies promis à l'armée, et immédiatement il se mit en marche. Grâce à l'appoint des soldats de Bussy, avec 2.700 soldats européens, il entreprenait d'assiéger cette place où étaient enfermés 1.600 hommes de troupes régulières, 400 employés et 3.000 soldats noirs⁽¹⁾. L'opération n'était pas sans aléas, puisque, d'après les principes posés par Vauban, un assiégé était réputé égal en forces à cinq assiégeants.

Bien que l'on fût dans la mauvaise saison, Lally refusa d'attendre et nos troupes se mirent à avancer péniblement dans la boue ; mais bientôt Lally dut s'arrêter, le 12 novembre, à mi-chemin, en raison des pluies torrentielles, - les routes étant devenues impraticables - et s'enfermer dans Cangivaron⁽²⁾. Ce retard fut très préjudiciable, car l'entretien du soldat représentait une dépense d'un million de livres par mois. Enfin

12 novembre
l'armée
doit
s'arrêter

29 novembre
l'armée
reprend sa
marche

les pluies s'arrêtèrent et le 29 novembre, les troupes reprirent leur marche en avant. Lally délaissa, à quelques lieues au

(1) (2) Voir p. 120 bis.

- (1) Les Vraies causes de la perte de l'Inde, p. 16. Selon d'autres indications, Lally disposait de 4.000 Européens environ et de 3.000 Cipayes.
- (2) Cangivaron, actuellement Kanchipuram (la ville d'or) était l'une des sept villes sacrées de l'Inde ancienne. Elle est située à 80 km. au S.O. de Madras. Seule grande ville sainte du Sud de l'Inde, "Kanchi" fut une capitale royale du IVème siècle au IXème siècle, sous la dynastie des Pallava, puis sous celle des Chola qui dominèrent les princes Pallava. Plus tard elle fut la résidence d'un gouverneur établi par les rois de Vijayonagar. Les musulmans l'occupèrent vers 1565.

sud-ouest de Madras, Chinglepet, qui lui paraissait trop difficile à prendre. Il estimait devoir aller de l'avant sans s'occuper des noeuds de résistance qui se résorberaient dès le succès final. Ce calcul fut une erreur car la place se révéla d'une grande valeur stratégique, commandant la route de Pondichéry et toute la région qui s'étendaient entre Arcate et Madras. Restés dans Chinglepet, les Anglais purent ainsi ravitailler Madras.

12 décembre
1758
arrivée sous
Madras

Lally arriva le 12 décembre devant la capitale des possessions anglaises⁽¹⁾ et s'établit sur le mont Saint-Thomas, qui domine la ville : les Anglais l'avaient abandonné. Madras était construite dans une petite presqu'île, entre la mer et la rivière du Montaron, qui était divisée en deux bras : l'un baignait ses remparts, d'où ses eaux couraient vers la mer ; l'autre se perdait dans la prairie pour former un étang. Les Anglais, depuis sa prise par La Bourdonnais, avaient considérablement amélioré leurs défenses. Madras comprenait deux villes. Fort Saint-Georges, au bord de la mer, était la ville européenne ; les Anglais bien défendus par les fortifications du fort, s'y étaient retranchés. Séparée par des marais, l'autre ville, la "ville noire", qui renfermait près de cent mille habitants, regorgeait d'entrepôts, de magasins dans lesquels s'entassaient des richesses de toutes sortes. Son étendue d'une demi-lieue environ n'avait pas permis de la fortifier ; aussi, les Anglais avaient estimé plus sage de ne pas la défendre.

(1) Arch. nat. X 2 B 1395, 1ère liasse. Cf. Journal du siège de Madras, remis par M. de Fumel lors de son interrogatoire du douze août, séance du treize dudit mois 1765. Cf. également Avis de B. de R., VI.

Le 14 décembre, les soldats de Lally qui avaient été rarement à une telle fête, pénétrèrent dans la ville désertée par ses habitants ; ils se livrèrent à un pillage où rien ne fut respecté ; la maison de campagne des gouverneurs ne fut même pas épargnée. Il n'y avait plus de discipline, plus d'officiers. Dans chaque cave les soldats s'énivraient, buvant l'arak⁽¹⁾ qu'ils y trouvaient ; l'armée ne forma plus alors qu'une troupe d'ivrognes !

1758
14 décembre
sortie du
colonel
Draper

Le 14 décembre à onze heures du matin, le colonel Draper, qui s'était rendu compte du désordre des troupes françaises, tenta une sortie avec l'élite de la garnison. Une maladresse de Bussy, après que l'armée de Lally, une fois l'effet de surprise passé, se fut péniblement regroupée, empêcha qu'ils fussent coupés du fort et ne puissent s'y replier. Bussy, fort de son grade de brigadier, avait interdit en effet à Crillon de se porter à la tête du pont sur le Montaron qui était le seul passage restant aux Anglais pour rentrer dans le fort : il n'avait dû qu'à la vitesse de son cheval de n'être pas fait prisonnier et son attitude avait découragé les soldats. Bien entendu Bussy protesta quand Lally lui reprocha cet ordre malencontreux : "Bien que brigadier, dit-il, je n'avais qualité pour donner aucun ordre ; je n'ai rien ordonné, j'ai simplement donné un conseil : celui d'emmener de l'artillerie parce que l'ennemi en avait". Lally, qui surtout ne voulait pas d'incidents avec Bussy, eut l'air d'être convaincu par ces explications

(1) Eau-de-vie indienne.

et pour montrer qu'il ne lui tenait pas rigueur, lui confia le commandement de la brigade lorraine.

Cette sortie de l'ennemi avait coûté à Lally la perte de huit de ses meilleurs officiers. D'Estaing "blessé de deux coups de baïonnette à la jambe et à la cuisse, de deux coups de feu au col et à la tête", renversé par la chute de son cheval, avait été fait prisonnier. Il ne put recouvrer plus tard la liberté qu'en contractant l'engagement de ne plus servir aux Indes contre les Anglais. L'armée de Lally se trouva ainsi privé d'un excellent élément.

Quinze jours d'inaction ensuite ! Anglais et Français s'observaient. La garnison anglaise de Chinglepet en profitait pour faire une guerre d'escarmouches afin de couper la route de Pondichéry, et les soldats inoccupés ne pensaient qu'à faire ripaille. Que pouvait faire Lally avec des hommes ivres la moitié du temps ? Ses Irlandais sur lesquels il comptait n'étaient pas les moins intempérants ! Lally n'avait plus de munitions : les batteries mises en place ne pouvaient même pas tirer : le seul gros canon, que l'on avait envoyé par terre, avait été pris par les Anglais.

Toujours pas d'argent non plus ! Les fermiers Miran et Abeille n'avaient pas tenu leurs derniers engagements⁽¹⁾ et le Père Lavour réclamait le prix d'une neuvaine de messes ! "L'enfer m'a vomi", écrit Lally à Leyrit le 28 décembre, "dans "ce pays d'iniquités et j'attends, comme Jonas, la baleine qui

(1) Cf. Tableau historique de l'Inde, p. 6. Cf. également, Avis de B. de R., VI.

"me recevra dans son ventre...". Il avait emprunté personnellement 24.000 livres à un Américain et obtenu le rachat de 12.000 livres d'un prince Noir, qui était arrivé à point pour compléter les pauvres 4.000 livres restant en caisse. Le courage des Français impressionnait malgré tout les souverains indigènes.

Enfin, une bonne nouvelle ! Le chevalier Forget de l'Eguille était arrivé à l'Isle de France avec quatre vaisseaux du Roi, trois millions et sept cents hommes de recrues, auxquels s'ajoutait un renfort de quatre cents Cafres : il avait quitté l'Europe le 9 mars 1758. Après une traversée où il avait fait relâche deux fois, il était arrivé avec trois vaisseaux à l'Isle de France dans les premiers jours d'octobre : il apportait deux millions de livres. Les trois vaisseaux remplaçaient "Le Superbe" et "Le Bellicieux" que le Roi avait retirés de la flotte au départ de Brest. D'Acné avait retrouvé de l'Eguille à l'Isle de France le 13 octobre 1758, quelques jours après son arrivée. Il avait mis malheureusement la main sur le tout pour, disait-il, rendre son escadre plus forte et en état de combattre celle des Anglais avec avantage. Après bien des supplications, il fit porter à Lally par la frégate "La Fidèle" un million que complétaient dix-neuf hommes. Telle était la pénurie que cette contribution modeste parut providentielle⁽¹⁾. Ainsi se terminait l'année : malgré les erreurs commises le bilan restait positif, puisque Lally, pratiquant une guerre offensive, se battait en territoire anglais.

(1) Lally avait écrit au Roi le 10 octobre 1758 : "Je vous envoie par la frégate "La Fidèle" un million de livres et dix-neuf hommes de troupe de Madras."

Le vent devenu favorable allait permettre enfin d'apporter canons et munitions. Malgré l'avis contraire du colonel Durre, qui conseillait d'attaquer sur le bastion Sud, Lally décida d'attaquer par le Nord pour bénéficier d'un effet de surprise. Le 1^{er} janvier 1759, il commença à bombarder la ville. Selon sa méthode, il exigea un bombardement général, mais de nouveau en trois jours il n'eut plus de munitions. Madras tenait toujours. Deux cents déserteurs français se cachaient derrière ses remparts, sachant bien que Lally ne leur ferait pas grâce.

Le général anglais Pigot, officier plein de courage et d'énergie, clamait sa volonté de lutter jusqu'au bout. Chaque nuit les Anglais réparaient les brèches faites par les bombardements dans les murs. Le siège n'avancait pas. Les soldats de Lally habitués au succès, perdaient courage et confiance dans leur chef. L'effort de bombardement n'avait pu être maintenu, faute d'une provision suffisante de poudre, alors que le gouverneur Pigot continuait à bombarder sans cesse les batteries françaises, qu'il réduisait peu à peu au silence. Au bout de six semaines, les pertes subies, la désertion et les maladies avaient diminué d'un tiers les effectifs. Les officiers murmuraient. Un brigadier des Armées du Roi, Landivisiau, refusait d'exécuter certains ordres. Durre de son côté donnait, sur la brèche pratiquée, des directives qui s'opposaient à celles du général en chef. Lally s'emportait, répondait à ceux qui le critiquaient : "Je le veux, je l'ordonne...".

1759
1er janvier

Le 2 février, un heureux coup de main en effet parut devoir changer la face des choses. La batterie de brèche ouvrit dans les murs de terre un passage. Est-ce que Pigot, pour éviter l'assaut, allait hisser le drapeau blanc ? Lally, un instant, l'espéra. Pigot, repoussant l'avis de son Conseil, s'y refusa. Pour emporter la ville il n'aurait plus fallu qu'un dernier effort ! On raconta qu'après la levée du siège, Pigot fit monter d'Estaing, prisonnier, sur la brèche : "Le mur de la dernière enceinte devait seulement donner le temps de capituler... pour empêcher la place d'être prise l'épée à la main". Ainsi la chute de Madras ne tint à presque rien.

Lally se répandait en malédiction contre ceux qui par intérêt personnel ou par corruption avaient, en paralysant les secours dont il avait si grand besoin, rendu si difficile cette expédition⁽¹⁾. De plus en plus amer, il écrivait au gouverneur Leyrit, le 14 février 1759 :

"Je compte qu'en arrivant à Pondichéry, nous chercherons tous à prendre quelque autre métier... J'irai plutôt commander les Cafres de Madagascar, que de rester dans cette Sodome, qu'il n'est pas possible que le feu des Anglais ne détruise tôt ou tard, au défaut de celui du ciel".

Cette lettre circula et il fut fait un sort à la phrase que nous avons soulignée. A Paris, M. de Belle-Isle, l'ami de Bussy, répétait à qui voulait l'entendre que Lally avait "perdu la tramontane". Quand Lally, après une première attaque manquée, eut repris un peu son armée en main, il décida de tenter une dernière chance en lançant un assaut général : il choisit pour

(1) Malleison, Histoire des Français dans l'Inde, p. 449. Cf. également, Avis de B. de R., IX.

1759

16 février

commander le chevalier de Crillon, qui toujours volontaire avait la confiance des troupes. L'attaque avait été décidée pour le 16 février dans la soirée : tout était prêt quand le jour même six vaisseaux anglais, transportant 600 hommes de troupes et des munitions, jetèrent l'ancre dans le port et protégèrent la ville de leurs canons. Il était donc trop tard.

17 février
levée du
siège

L'arrivée de la flotte anglaise avait sauvé Madras. Si d'Aché n'avait pas retenu à l'Isle de France les quatre vaisseaux du chevalier de l'Eguille, comme à Waterloo si Grouchy avait marché au canon, le sort de la guerre aurait sans doute été changé, quoique la supériorité anglaise parût déjà acquise. Il ne restait donc qu'à lever le siège, ce qui fut fait le 17 février. Les six vaisseaux de la flotte anglaise ne pouvaient-ils pas se porter, en effet, en douze heures de temps sur Pondichéry, qui n'avait pas un seul soldat pour se défendre ! Deux jours auparavant, 600 cipayes et 80 cavaliers noirs avaient déposé les armes et s'en étaient allés, faute d'avoir été payés.

La levée du siège fut, comme toujours, sans gloire. Nous abandonnions cinq pièces de canon parce qu'on n'avait pas de boeufs pour les traîner, et le peu de boulets qui restaient furent jetés à la mer. Trente trois blessés intransportables furent laissés aux soins des Anglais, dans une pagode transformée en hôpital ; l'ennemi était d'ailleurs si affaibli, qu'il ne tenta même pas de poursuivre notre armée. Elle se retira à petites journées vers Cangivaron et Arcate. Les

Anglais se bornèrent à détruire les batteries françaises et, pour la plupart, ils durent à leur tour quitter la ville pour se réfugier au "Grand Mont", tellement "les cadavres avaient "empuanté" l'air"(1).

28 février
nouvelle
révolte de
l'armée

Le comte de Lally se sentait honteux devant cette armée qu'il ne pouvait même pas payer. Le 28 février, une nouvelle révolte des troupes noires et blanches se déclencha : les soldats réclamaient leur solde. Des officiers vendirent alors leurs couverts, leurs boucles, leurs bijoux, jusqu'à la monture de leur épée ; Lally fit fondre sa vaisselle. Il n'en fallut pas moins renvoyer la moitié de l'armée noire. Lally sauva le reste grâce à des moyens de fortune : il réussit ainsi à intercepter un convoi de 10.000 oeufs et de 4.000 chiens-marons, à destination de Madras. Il en tira, par l'intermédiaire de l'évêque portugais Noronha, 18.000 roupies ; il en ajouta 6.000. La troupe put être ainsi calmée. L'ayant installée à Cangivaron (Congivaram), il en laissa le commandement à Soupire et retourna à Pondichéry.

o
o o

Lally, à son retour, rencontra une hostilité générale. Le Conseil de la Compagnie, ses employés, ne dissimulaient

(1) Cf. Avis de B. de R., XXIV.

1759
perte de
Mazulipatam.
Rupture avec
Bussy

plus leur animosité. Avant son départ, Lally avait chargé deux commissaires, les conseillers Barthélemy et La Selle, d'examiner les ~~comptes~~ du fermier Desvaulx. Leyrit leur avait donné l'ordre d'arrêter leurs vérifications et avait fait approuver par quatre membres du Conseil sur huit la gestion de ce dernier. Le même Leyrit, qui affectait quelque hauteur vis-à-vis des officiers de Lally, s'était attiré une verte réponse du chevalier Langlois, de Mirande, grièvement blessé devant Madras : celui-ci s'était, en effet, assis devant lui sans attendre sa permission et Leyrit lui en avait fait publiquement la remarque. Ce soldat qui connaissait d'autres guerres que celle des roupies, lui avait alors dit : "M. de Lally, plus grand seigneur que vous, n'oserait pas me parler ainsi". Leyrit, sur ces mots, l'avait fait mettre aux arrêts et, le lendemain, l'assemblée du Conseil l'avait cassé de son grade. Les camarades de Langlois de Mirande s'étaient solidarisés avec lui, tandis que certains membres du Conseil approuvaient bruyamment leur Président répétant que "les officiers de l'Inde s'enrichissaient par mille bassesses, mille horreurs, mille friponneries et vexations"⁽¹⁾. Dans l'armée même on s'entre-déchirait : une fraction de l'artillerie ne supportait plus l'autre et en avait averti Lally.

Pour faire face à la pénurie de la trésorerie, le Conseil avait émis par délibération du 4 novembre 1758, des billets de caisse qui immédiatement donnèrent lieu à une spéculation effrénée. Négociés sur la place avec une perte de 25 %, ils

(1) Mémoire au Conseil, p. 145, cf. Mémoire pour Lally, note p. 12.

étaient présentés à la Compagnie qui les remboursait au pair par le jeu d'une lettre de change délivrée sur le Trésor ; lorsque Lally voulut interdire ce scandaleux trafic, on le traita d'homme cruel⁽¹⁾. A cela s'ajoutait une campagne de calomnies contre lui, soutenue en sourdine par le jésuite Lavaur. Les lettres dans lesquelles Lally s'exprimait, à sa manière, en termes trop souvent excessifs, circulaient sous le manteau. Lally avait le tort de croire qu'il pouvait tout dire dans la forme qui lui plaisait. Il en avait d'ailleurs averti Leyrit :

"Il n'est pas question", lui avait-il écrit le 18 mai 1758, "d'épiloguer sur les termes de mes lettres. Je ne suis point du tout en peine que d'ici cinq ou six jours, vous n'oubliez les expressions de mes lettres. Je ne connais que deux mots "à la guerre : cela est bien, cela est mal. Je suis fait pour "faire fsaire le premier et empêcher que le second se fasse".

Bussy, de son côté, continuait son travail de mine. Il intriguait toujours à Paris, au Ministère de la guerre, auprès de Belle-Isle, et espérait, sous prétexte d'économie, obtenir de Silhouette le rappel de tous les états-majors. Que Lally le voulût ou non, Bussy deviendrait alors premier brigadier ! Bref, on respirait à Pondichéry un air empoisonné.

Par la force des évènements, Lally devait, bon gré mal gré, travailler avec Bussy que le Conseil de Pondichéry, dans une délibération en bonne forme, lui avait imposé. Dès que Bussy ne sentait plus l'odeur de la poudre, il passait maître dans l'art de négocier et de se faire valoir. Lally le

(1) Mémoire au conseil p. 145

1759
10 mars

chargea donc le 10 mars 1759, d'obtenir des mahrattes une aide de deux mille cavaliers. Mais Bussy se montra dès le début peu favorable à ce projet. Aux mahrattes, pillards et voleurs, il préférait l'appui des maures, des musulmans du Décan, qu'il affirmait prêts à répondre à son appel. Il adressa donc à Lally, le 3 avril 1759⁽¹⁾, un mémoire sous forme de lettre. En effet, la situation dans le Nord s'était aggravée : Conflans que Bussy avait laissé à la tête du Décan, venait de se faire battre à Pedipour et on murmurait que Mazulipatam était menacé.

"Pour obéir à vos ordres", écrivait Bussy le 3 avril⁽²⁾, "je jette sur le papier mes idées sur les deux partis que vous pouvez prendre par rapport à moi... 1°- Le parti d'aller dans le Nord (au secours de Mazulipatam) me paraît le plus pressant, celui de m'employer auprès de vous, dans le Pays d'Arcate me paraîtrait à moi d'une utilité plus étendue. Voyez vous-même si ce penchant que j'aurais pour ce dernier me fait illusion. Je ne vous cache pas la satisfaction que j'aurais de n'avoir que des ordres partis immédiatement de vous à exécuter... 2°- Lequel des deux partis que vous prenez, je vous demande votre parole pour sauvegarde que vous m'honorerez d'une confiance totale et constante, et que je n'aurai à craindre ni manœuvre ni soupçons pouvant me la faire perdre. Je vous prie de rapporter nos demandes au bien public autant, pour le moins, qu'au mien propre, là où ces deux intérêts se présenteront ensemble... 3°- Si vous m'employez dans le pays d'Arcate, j'ose vous demander d'y être comme votre Divan (intendant, homme d'affaires du maître). 4°- Si vous jugez à propos de m'envoyer dans le Nord, je vous demande le commandement général de ce que nous possédons actuellement, comme de ce que nous pourrions recouvrer la possession et d'y dépendre de vous immédiatement et uniquement en quelqu'endroit que ce puisse être... Que la carte-blanche pour les opérations telle que je l'ai eue jusqu'ici, et que je vous prie de me continuer, ne me rende point responsable des événements... Nous pouvons aussi nous trouver dans la nécessité de prendre, par rapport aux possessions du Nord, un arrangement final. Je ne prétends pas sur moi de faire ce dernier pas : mais s'il est pressant d'entamer une pareille négociation ou même de l'ébaucher, peut-être même de la conduire au point où il ne fallut plus que votre ratification pour lui donner

(1) Cf. Mémoire pour Bussy, p. 49,

(2) Cette lettre portant le n° 179 des pièces est citée par Lally-Tolendal dans son Mémoire, p. 151. On lui reprochera d'en avoir rapporté le texte inexactement. Cf. infra II. 2. 113. Nous avons cité presque intégralement cette lettre parce qu'elle nous apparaît être un chef-d'oeuvre de duplicité, en même temps qu'un exercice de style d'une rare qualité.

"valeur, il serait essentiel que je "sçusse" votre manière de "penser sur ce point.

"Je finis, en prenant la liberté de vous représenter "la nécessité de prendre sans délai le parti que vous jugerez "le plus convenable, et en m'offrant de nouveau pour suivre "exactement vos ordres et vos intentions. Chaque quart d'heure "est précieux, nommément pour l'entreprise du Nord !..."

Cette lettre est extrêmement importante, car elle montre avec quelle subtilité Bussy savait se ménager pour plus tard des justifications. Ainsi il rendait responsable Lally de toutes dispositions prises ou à prendre, en ayant bien l'intention évidemment de ne faire que ce qu'il voudrait. Sous ses apparences de jouisseur à l'embonpoint sympathique, Bussy était le plus redoutable des politiques. "Vous ferez vos dispositions à l'européenne", avait-il confié une fois à Lally⁽¹⁾, "et je marcherai à l'asiatique". Lally, qui ne connaissait que le oui ou le non, se perdait dans les nuances et regrettait de ne pas être assez métaphysicien pour décider entre le "plus pressant" et le "plus utile". Bussy avait pourtant raison : on ne change pas brusquement de politique. Après avoir vécu durant des années en utilisant des alliances avec des princes de l'Inde, il était difficile de les abandonner. Les changements subits de régime tuent les malades.

Lally, à son corps défendant, fut sur le point de renvoyer Bussy dans le Décan, mais au dernier moment il y expédia Moracin, parce que Bussy, qui avait garanti un prêt de 240.000 livres, prétendait recevoir sur cette avance 40.000 livres pour "soldier" les troupes qu'il emmenait. Cette prétention

(1) Mémoire au Conseil, p. 155.

1759

n'avait rien d'excessif, mais Lally trouva là encore un prétexte pour rompre une nouvelle fois. Avec Bussy, c'étaient en effet toujours des marchandages et Lally voyait rouge. N'avait-il pas eu la preuve que sur un "nazer" de 10.000 roupies donné par le Nabab d'Arcate, Bussy en avait mis 5.000 dans sa poche après avoir dissimulé le chiffre exact du "nazer" (5.000 roupies déclarées au lieu de 10.000) ?

9 avril
prise de
Mazulipatam

Pendant qu'on atermoyait, la situation continuait à se dégrader dans le Décan. Moracin qui avait reçu, dès novembre 1758⁽¹⁾, l'ordre de retourner à Mazulipatam, partit seulement le 12 ou le 13 avril 1759 sur deux vaisseaux (le "Bristol" et le "Harlem") avec cinq cents hommes sous ses ordres. Quand il arriva, le 15 avril, ce fut pour y trouver les Anglais qui s'en étaient emparé huit jours avant. Le 9 avril, par un coup de main audacieux du colonel Forde, la ville avait été enlevée, presque sans coup férir, par 150 Anglais environ, alors que notre garnison était composée de 600 soldats sous les ordres de Conflans⁽²⁾. Moracin rentrera donc avec quelques 200 hommes qu'il avait pu regrouper. Sur mer, le "Bristol" fera naufrage tandis que le "Harlem" brûlera. Notre allié, Salabetzingue, que Bussy, sur les ordres de Lally, ne soutenait plus, n'eut plus que la ressource de traiter avec les Anglais et de leur abandonner Mazulipatam. Quant à Conflans, il mourut des suites de deux attentats. Certains prétendirent que ses officiers avaient voulu le faire disparaître. Esprit clair et bon

(1) Cf. Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 156-157,

(2) Mémoires de Lawrence, cités dans le Mémoire au Conseil, p. 158. La ville fut pillée autant par les Français que par les Anglais. Cf. Lettre de Moracin, 27 août 1759, (Arch. nat. X 2B 1395, f. 114

1759

administrateur, le malheureux Conflans avait démontré qu'il n'avait aucune qualité militaire. Le 13 avril 1759, Cangivaron, dégarni par Soupire, fut pris et toutes les conquêtes faites cinq mois auparavant par Lally, sur la rive gauche du Paelear, suivirent son sort. Lally avait couru rejoindre l'armée, mais celle-ci encore refusa de marcher, parce qu'elle n'était pas payée. Ainsi fut consacrée la perte définitive du Décan : la défection de Salabet-Zingue coûtait cher !

Restaient Arcate et le Carnate en grand danger également. Lally ordonna à Bussy de venir l'y retrouver pour prendre le commandement du détachement d'artillerie et de cavalerie :

"Vous n'êtes point fait pour rester Bourgeois à Pondichéry. Laissez là cette séquelle de gens que l'intérêt personnel guide... Je vous donne ma parole d'avance que tout ce que vous pouvez avoir dit, fait ou écrit contre moi n'altère en aucune façon mes sentiments à votre égard... En un mot venez me joindre et vous serez plus que content de moi..."(1)

Bussy crut entrevoir dans cette "obligeance" inhabituelle un piège : profondément humilié par l'attitude de Lally, et convaincu surtout qu'on l'envoyait à un échec certain, il se fit, en bon militaire, porter malade, avec certificat dont Lally dira "qu'il n'y avait jamais eu de modèle pareil à Saint-Côme"(2).

"Consultez le Père Laveur", lui avait ajouté Lally, "et vous finirez ensemble par conclure qu'il ne tient qu'à vous que je sois votre serviteur".

(1) Mémoire pour Bussy, p. 57.

(2) Le sieur Aubert, chirurgien-major de l'hôpital de Pondichéry atteste, le 18 avril 1759, que M. de Bussy a eu le jour d'hier une indigestion considérable qui le met hors d'état de partir pour l'armée. Bussy écrira sans vergogne au maréchal de Belle-Isle le 22 avril : "le mauvais état de ma santé m'a malheureusement dispensé d'accepter cette offre et m'a fait éluder un panneau, aussi adroitement tendu qu'il eut été funeste pour moi, si j'y eusse donné. La grandeur du péril que j'ai couru m'effraie". (Arch. Guerre 3541, pièce 81). Bussy avait eu la pierre suivie d'un rhume de poitrine ! Il l'écrira lui-même (Mémoire pour Bussy, note 1, p. 54).

"Cet élixir de fourbe", comme l'appellera Lally par la suite, continuait à jouer un rôle double. Ayant toujours la confiance de Lally, il servait d'intermédiaire entre lui et Bussy, mais en fait il le trahissait, divulguant les confidences que le général, imprudemment, lui faisait⁽¹⁾.

Bussy ne consulta pas le Père Lavaur, dont il devait se méfier aussi : mais, prenant peur d'être accusé de refus d'obéissance, (ce qui aurait permis à Lally de prendre des sanctions sévères à son égard), d'autant plus que le général avait eu la précaution de faire transmettre l'ordre par le gouverneur Leyrit, il lui adressa, le 24 avril⁽²⁾, une sorte de plaidoirie "pro domo". Il se justifiait longuement, et après avoir rappelé les paroles de Lally à son sujet, il terminait en demandant son rappel en Europe.

"On raconte, dans les cercles de Pondichéry, qu'étant arrivé à l'armée, vous y avez témoigné une satisfaction qui allait jusqu'à la joie de ce que vous m'avez mortifié dans l'endroit le plus sensible, en rompant mon voyage à Mazulipatam après m'avoir tenu le bec dans l'eau, c'est l'expression que l'on vous prête, de m'y avoir tenu durant un bon nombre de jours et de ce que vous m'avez fait perdre des millions d'un même coup... On ajoute que vous avez vous-même ajouté que je n'étais pas encore au bout et que vous me prépariez bien d'autres tours. Je fais aussi peu de cas que je le dois à ces propos... Je vous demande donc, Monsieur, et avec toutes les instances possibles, la permission de repasser en Europe au mois d'octobre prochain".

Cette lettre parvint à Lally en même temps qu'il apprenait les victoires anglaises au Décan et la prise de Mazulipatam. Les faits donnaient avec éclat raison à Bussy. Aussi le 28 avril, Lally répondit par une lettre qui débutait par une pirouette :

(1) Sur la perfidie du Père Lavaur, Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 147.

(2) Mémoire pour Bussy, p. 56-60

(3) ibid. p. 62.

1759

"Voici ce que j'ai à vous dire du fond du coeur. Il est bien singulier qu'il y ait tant de personnes qui vous rapportent ce que je dis et ce que je ne dis pas de vous, et que je ne puisse pas vous en citer une qui m'ait fait rapport de ce que vous dites de moi. C'est sans doute, me direz-vous, parce que vous ne dites rien et que je dis beaucoup ; et moi je vous répondrai ingénument que c'est parce que je n'écoute rien et que vous écoutez beaucoup"(1).

Mais il était trop tard. Bussy avait le sentiment qu'il n'obtiendrait plus rien de Salabetzingue passé aux Anglais et il invoqua son état de santé pour ne plus repartir dans le Nord. Lally pensa à le faire arrêter mais, réflexion faite, il se borna à lui interdire de reparaître devant lui. Bussy demeura à Pondichéry, sans emploi, recherchant chaque jour de nouvelles sympathies faites de l'impopularité de Lally. Telle était la situation désastreuse à Pondichéry à fin mai 1759. Lally et Bussy, dans les lettres qu'ils s'écrivaient, ne parlaient l'un et l'autre que de rentrer en France !

du 17 mai au
25 décembre
Lally malade
reste à
Pondichéry
et doit se
soigner

Lally revenu à Pondichéry le 17 mai en était réduit à écouter des individus que l'on prétendait tarés, comme l'évêque Noronha⁽²⁾ qui avait dû quitter la France pour avoir voulu "violer" une servante et "voler des diamants à une dame portugaise"... ou un Ramalingua, le collecteur d'impôts d'Arcate⁽³⁾. Il ne lui restait plus que quelques officiers fidèles : son maréchal des logis Gadeville, le capitaine de Chaponay, son prévôt de Pouly, son major Luc Alen, avec les gens de sa maison.

-
- (1) Toute cette correspondance est longuement citée par Tibule Hamont, Lally Tolendal, p. 179 à 192.
 - (2) Le moine Noronha était le neveu prétendu de Mme Dupleix : il avait partie liée avec Rajah-Saëb.
 - (3) La mémoire de Ramalingua a été réhabilitée par Maurice Maindron ("Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 145 à 153). Sa mauvaise réputation semble bien avoir été due surtout au fait qu'il fut un des hommes de confiance de Lally. Dès le 28 avril 1758, Lally était entré en relation avec lui pour ravitailler le corps français occupé à assiéger Saint-David. Lally l'avait nommé à cette occasion "Aroumbaté", c'est-à-dire fournisseur en chef des armées françaises.

1759

Lally lui aussi voulait partir ; le 28 juillet 1759 il s'en ouvrait au gouverneur de l'Isle de France, Magon :

"J'envoie copie de ma lettre au ministre, pour qu'il ne traite pas d'abandon le parti que je prendrai de quitter cette côte, si tout conspire à la fois pour la laisser prendre à l'ennemi"(1)

Sa robuste santé n'avait pas résisté :

"Le tempérament du général, assez chaud par lui-même", écrit le gouverneur Leyrit, "avait de plus, presque toujours quelques degrés de chaleur étrangère. Il la surajoutait à la naturelle en cherchant à tempérer cette dernière et à guérir la soif dont il était incessamment travaillé".

Ceci est sans doute partiellement vrai, mais n'explique pas l'état où se trouvait Lally. Homme d'autorité, il avait l'habitude de tout résoudre par la discipline : la corruption avait malheureusement tout envahi et son autorité se dissolvait à travers les basses manoeuvres et intrigues. Isolé, il multipliait, sans le vouloir, les imprudences. Ses meilleures intentions étaient discutées. "Pur, parmi les impurs", comme l'écrira Roger Glachant⁽²⁾, "Lally s'enferme", et "son énergie devient un contresens". Il lui fallait donc vivre dans un état perpétuel d'auto-défense, jour et nuit sur le qui-vive. Qui ne s'écroulerait pas, s'il voulait rester honnête, dans ce pays où "la corruption coloniale proliférait sur le fumier de la corruption indigène" ?

Souffrant de graves troubles de la digestion et débilité par le climat, il se "dopait" comme il pouvait. Ses nerfs ébranlés "craquèrent". Il avait écrit déjà le 21 mai 1759⁽³⁾

(1) Arch. Colonies, C2 95, f° 38,

(2) Histoire de l'Inde des Français, p. 134,

(3) Mémoire au Conseil, p. 164, cf. Mémoire pour Bussy, p. 70, note 1.

1759

à Bussy, qui se disait malade⁽¹⁾ de tous les maux (de la gravelle au rhume, à l'indigestion et à la goutte) :

"Vous êtes heureux, Monsieur, dans votre malheur, vous avez fait le tour entier de la boussole des maux. La goutte en est toujours le dernier rhombe (losange). Pour moi j'essaie le premier et le cercle sera long à parcourir. Si vous désirez de voir le sol natal, je ne le désire pas moins et c'est là où nous nous trouverons l'un et l'autre hors de cour et de procès, Dieu merci !"

10 juin

Quand Lally se tournait du côté du Conseil de Pondichéry, c'était pour entendre des paroles de désespoir. Le 10 juin, dans une délibération officielle, les conseillers lui avaient répondu :

"Toutes les ressources sont entièrement épuisées... Le crédit aussi : les billets de caisse perdaient cinquante pour cent et encore avait-on bien de la peine à les escompter à ce prix... Nous nous voyons dans l'impossibilité de vous donner des preuves de la continuation de notre zèle pour la réussite de vos entreprises".

De l'Isle de France, les nouvelles n'étaient pas meilleures.

Magon annonçait aussi son désir de rentrer en Europe :

"Peut-être les lumières que je vais porter pourront encore déterminer à prendre les partis nécessaires pour sauver nos affaires : je crains cependant qu'il ne soit trop tard !"

Sans doute avait-il raison, puisque le ministre, M. de Boulogne, écrivait que "l'on était dans l'impuissance d'envoyer des fonds, par les dépenses extraordinaires de la guerre d'Espagne⁽²⁾".

30 juillet

Il ne restait donc qu'à profiter des offres de Rajah-Saïb, qui est nommé nabab d'Arcate le 30 juillet. C'étaient immédiatement 40.000 roupies à envoyer aux soldats, outre un "nazer" de 20.000 roupies que Lally versa au Trésor.

-
- (1) De novembre 1758 à mai 1759, il n'était pas de semaine où il ne prit prétexte d'un malaise pour ne pas prendre son service.
 (2) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 170-171.

1759

Lally fit alors une sorte de dépression nerveuse⁽¹⁾ qui l'obligea à quitter Pondichéry le 2 août 1759, durant quelques semaines. Il se rendit pour se reposer, à Chalembon, célèbre résidence où l'air était, paraît-il, le plus pur de l'Inde. Les hommes et les choses avaient eu raison de lui dans ce pays où "chaque vice, chaque crime avaient son autel".

5 juillet

Dans les catastrophes qui se succédaient, entre-temps un simple capitaine, Mariol, avait sauvé l'honneur en enlevant aux Anglais la forteresse réputée imprenable de Thiagar, qui se trouvait à l'intérieur des terres, à 80 kilomètres de Pondichéry. Heureusement pour nous, nos adversaires étaient aussi désunis. Les relations entre l'amiral Pocock et le gouverneur Pigot étaient de plus en plus tendues et les soldats anglais s'étaient livrés entr'eux, à Cangivaron, une vraie bataille rangée ! Les occasions passèrent sans que Lally, malade, put en profiter.

15 août

L'ordre de départ des états-majors, sollicité secrètement par Bussy, pour s'assurer, sous prétexte d'économie, un premier commandement, fut apporté le 15 août 1759, par la frégate la "Gracieuse". Tous les officiers en second qui l'emportaient sur Bussy, à commencer par Soupire, devaient s'embarquer. Ne resterait en définitive que Landivisiau, malade. La lettre du contrôleur Silhouette, réglait en ces termes, la succession éventuelle de Lally :

"Je crois ne pouvoir vous proposer personne de plus convenable

(1) "Le comte de Lally fut attaqué d'une maladie qui l'a tenu cinq mois entre la vie et la mort ; on le transportait de campagne en campagne", (Tableau historique de l'expédition de l'Inde, p. 20).

1759

"que M. de Bussy, qui connaît parfaitement le pays et qui a
"donné les preuves de sa capacité et de ses talents".

28 mars

Pour y pourvoir, le Roi avait alors signé le 28 mars 1759, une
lettre de cachet nommant Bussy brigadier de son infanterie.

Lally aurait donc officiellement pour second, un homme qu'il
abhorrerait et sur lequel il avait porté le jugement suivant :

"... qu'il n'a jamais fait la guerre à personne, même contre
"les Noirs et tous ses beaux faits de guerre dont on nous
"berçait en Europe, s'exécutent ordinairement par un sous-
"lieutenant à la tête de cent Européens et surtout beaucoup
"d'artillerie, vis-à-vis de laquelle 20.000 Noirs ne tiennent
"jamais".

Bussy triomphait. Malgré Lally, il avait réussi à obtenir
ce qu'il souhaitait. Riche, mais encore simple lieutenant-
colonel, le voilà promu Brigadier en premier rang sous les
ordres de Lally. Fidèle à sa méthode, il eut le succès modeste
et écrivit le 16 août⁽¹⁾ à Lally, qu'il était disposé à sortir
de son isolement :

"Je n'hésiterais pas à rentrer dans les affaires et à travailler
"de toutes mes forces sous vos auspices et sous vos ordres, si
"je me flattais assez pour oser croire que mes soins vous
"seraient utiles et agréables".

Le même jour⁽²⁾ Lally qui, en soldat, obéissait, lui répondit
à sa manière :

"Je n'imaginais pas qu'un ordre du Roi que celui que je vous
"ai signifié hier de sa part, exigeât une négociation entre
"nous... Il s'agit d'un oui ou d'un non par écrit... Je vous
"ai offert, et vous offre encore toute ma confiance et toute
"mon amitié ; et comme il faut répondre par un si, à un autre
"si, je suppose le cas où vous me payerez de la même monnaie..."

Lally avait tort, grand tort ! Il parlait et écrivait
par ailleurs en oubliant la réserve qu'un chef doit savoir

(1) Mémoire pour Bussy, p. 81,

(2) ibid. p. 83.

1759 garder. C'est ainsi que nous lisons dans une lettre⁽¹⁾ qu'il
10 septembre adressait le 10 septembre au contrôleur Silhouette, ... avec
lequel il ne se gênait pas, puisque ce dernier était le respon-
sable des instructions que Lally avait eu à coeur d'exécuter :

"M. d'Aché nous a déjà fait manquer l'Inde deux fois ; il a
"perdu deux batailles, il en perdra cent et il lui est aussi
"impossible d'en gagner une, quelque supériorité qu'il ait,
"qu'il est impossible de traverser la plaine Saint-Denis au
"vol ; c'est un vice d'organisation et comme votre ami Pope,
"je respecte les causes physiques".

"M. de Leyrit ne parle, ne va, ni ne fait. Le sieur
"Desvaux et sa femme et deux valets noirs le montent tous
"les matins comme une orgue d'Allemagne, pour la journée et
"l'on douterait de son existence si le hasard ne faisait
"mettre le doigt sur quelque corde qui intéresse sa vanité ;
"c'est le seul sentiment que je lui connaisse..."

"M. de Bussy jusqu'ici m'a nui au lieu de m'aider...
"rien ne le décourage de son rappel du Décan, où il ne faisait
"la guerre que pour son compte, à un furieux mécompte pour
"la Compagnie..."

Le 16 octobre, après la nomination de Bussy, il écrivait
encore à Silhouette⁽²⁾ :

"Il me paraît que M. de Belle-Isle croit Bussy un Turenne :
"je fais comme si je le croyais aussi".

Ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter à Leyrit :

"Je lui ferai dépenser en Europe les trois quarts de son bien !...
"et à qui voulait l'entendre : "C'est l'argent qu'il a répandu
"qui lui a produit cette grâce". "La Cour ne pouvait faire un
"choix qui me fût plus désagréable ; mais je lui ferai essayer
"tant de mortifications, qu'il n'aura pas sujet de s'en applau-
"dir !" (3)

Alors que pour sauver la colonie il aurait fallu l'un ou
l'autre, le pouvoir central, en maintenant ensemble Lally et
Bussy, réduisit à l'impuissance tout le commandement aux Indes.

(1) Arch. Colonies, G2 95, f° 47,

(2) Ibid. f° 63,

(3) Mémoire pour Bussy, Note 1, p. 84.

1759
 3 sept. Ainsi, par exemple, lorsque Lally chargea, le 30 octobre, Bussy d'aller traiter avec Bassalet-Zingue, il se rangeait partiellement aux avis de son brigadier, mais "si le plan était bon, il venait trop tard"⁽¹⁾ et n'avait plus de chance de succès. On s'installait d'ailleurs dans la guerre. Un cartel entre les deux nations avait été signé et échangé, le 3 septembre 1759⁽²⁾, aux termes duquel "En quinze jours ou aussitôt possible, chaque officier devait être libre en payant rançon". De même il était prévu que les officiers libérés sur parole ne devaient plus prendre part au combat... Anglais et Français prenaient ainsi leurs distances pour pouvoir durer...

Le commissaire Clouet, que la Compagnie des Indes avait chargé, on s'en souvient, des responsabilités financières, n'avait même pas pu commencer son travail⁽³⁾. Il avait été menacé ouvertement d'être jeté à la mer. Aussi, invoquant sa mauvaise santé, il s'était réfugié aux Isles, et au bout de deux mois il était reparti pour l'Europe. La Compagnie et le ministère s'en étaient indignés et de nouvelles dépêches arrivèrent par une frégate annonçant l'arrivée de l'escadre. Lally espérait y trouver la lettre du rappel qu'il avait demandé : au contraire les instructions contenaient pour le Conseil les réprimandes les plus sévères et pour lui, l'ordre de prendre connaissance de toutes les parties de l'administration. Au lieu d'un blâme ou d'un rappel, il était renforcé dans ses prérogatives. Il devait "corriger le despotisme

-
- (1) Lettre, Bussy à Lally - 7 septembre 1759 - Mémoire pour Bussy, p. 87,
 (2) Arch. nat., X 2 B 1395, f° 117
 (3) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 173, 174.

"des gouverneurs et du Conseil ; remonter jusqu'à l'origine des abus ; exclure le Conseil de tout intérêt direct ou indirect dans l'exploitation des revenus de la Compagnie ; enfin faire poursuivre, à la requête du Procureur général, tout conseiller, sous-marchand, employé, qui aurait quelque intérêt à démêler avec les fermiers".

Dès qu'il eut notifié ces nouvelles dispositions, il devint immédiatement l'ennemi public. Qu'importe ! il demanda les comptes des recettes et des dépenses, les états, les registres. Il découvrit une extrême confusion⁽¹⁾ : "plus de cinq millions de lettres de changes, tirées en moins d'une année sur la Compagnie par le Conseil, des billets de caisse perdant soixante-quinze pour cent...⁽²⁾, des dépenses énormes et inutiles. Il prit alors des dispositions qui le rendirent de plus en plus impopulaire et détesté". Il enjoignit au teneur de livres de lui remettre chaque mois un bilan⁽³⁾ de toutes les recettes et dépenses... Il défendit aux Trésoriers de recevoir ou de fournir aucun fonds, de solder ou de délivrer aucune lettre de change sans son autorisation. Il ordonna que les billets de Caisse fussent brûlés à mesure qu'ils seraient retirés. Il supprima la moitié des dépenses. Enfin il imposa une amende de 312.000 livres sur les Valets noirs, qui la portèrent au trésor dès le cinquième jour, tant les places de Valets étaient importantes dans l'Inde.

Pendant ce temps Clouet, qui avait reçu l'ordre de revenir

(1) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 176 ,

(2) Cf. Avis de B. de R., XXXVI,

(3) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 177,

à Pondichéry, se gardait bien d'obéir, ayant trop peur d'y être assassiné. Lally reportait ainsi sur lui-même toute la haine qu'il aurait dû partager avec Clouet. Et pour comble de maux, l'escadre n'arrivait point ! Les Anglais parlaient déjà du siège de Pondichéry !

o
o o

1759
10 sept.

TROISIEME BATAILLE NAVALE ET DEPART DE D'ACHE

D'Aché allait-il, après avoir si souvent déçu, retourner la situation ? Il était parti de l'Isle de France le 17 juillet, pour l'Isle de Bourbon et, dans la nuit du 22 au 23 juillet, avait appareillé pour Madagascar. Après un an d'absence, d'Aché revint avec sa flotte mouiller à fin août, devant la côte de Coromandel. Nos vaisseaux étaient au nombre de onze, tout frais carénés⁽¹⁾.

Les officiers étaient pleins de mérite et les équipages d'ardeur. Ils devaient pouvoir l'emporter dans un combat avec la flotte anglaise. Celle-ci, commandée par l'amiral Pocock, n'était forte en effet que de neuf vaisseaux qui depuis des mois attendaient dans les eaux de Ceylan.

D'Aché livra bataille le 10 septembre 1759. Le combat fut extrêmement violent, mais dura peu. Quatre vaisseaux de

troisième
bataille
navale

(1) Voir p. 144 bis.

(1) COMPOSITION DE L'ESCADRE FRANCAISE

Vaisseaux du Roi	Le Zodiaque de	74	canons	
	Le Minotaure de	74	"	
	L'Illustre de	64	"	
	L'Actif de	64	"	
Vaisseaux de la Compagnie	Le Comte de Provence de	74	canons au lieu de	58
	Le Vengeur de	64	"	54
	Le Fortuné de	64	"	
	Le Centaure de	54	"	
	Le Duc de Bourgogne de	54	"	50
	Le Saint-Louis de	54	"	
Frégates	Le Duc d'Orléans de	54	"	50
	La Sylphide			
	La Fidèle			

Total : 11 vaisseaux de guerre, outre 2 frégates et trois flûtes (a) : le Rubis, la Baleine, l'Hermione, chargées des munitions de guerre pour Pondichéry.

- (a) La "flûte" qui fut fabriquée d'abord par les Hollandais, était un bâtiment très simple destiné aux transports. Elle ne comprenait qu'une grande cale pour les marchandises et une cabine sur le pont arrière.

1759

la Compagnie : "Le Duc de Bourgogne", "Le Constance", "Le Comte de Provence" et "Le Fortuné", sur lesquels les Anglais s'acharnèrent, furent obligés de se retirer. D'Aché fut lui-même encore blessé. La retraite devint alors générale. Les Anglais, d'ailleurs après le combat, ne se trouvaient pas en meilleure condition que les Français ; mais les conséquences de cette bataille furent immenses, car notre marine perdait ainsi l'espérance de les détruire. D'Aché décida alors de s'en aller définitivement ; il pensait qu'avant tout il était responsable du sort de son escadre.

Toute la colonie - par l'intermédiaire de Lally, de Bussy, de Leyrit, du Père Lavar - insista pour qu'il restât. Un projet voté par le Conseil national lui fut signifié en pleine mer pour le rendre "responsable de la perte éventuelle "de la colonie et lui faire connaître qu'il serait porté des "plaintes au Roi et au ministre pour son départ"⁽¹⁾. D'Aché parut ébranlé et revint mouiller dans le port de Pondichéry le 22 septembre.

17 sept.
représentations
nationales
à d'Aché

27 sept.
occasion
manquée de
détruire
la flotte
anglaise

Après ce retour, d'Aché fut victime d'une dernière malchance. Une occasion inespérée lui fut offerte de détruire la flotte anglaise qui, le croyant déjà loin, apparut le 27 septembre devant Pondichéry. Mais d'Aché entrevit cette possibilité d'action trop tard. Il reprit alors la mer pour poursuivre les vaisseaux anglais : mais ne croyant pas au succès, sa lenteur fut telle que par la suite elle parut une

(1) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 182-183

1759
 1er octobre
 départ
 définitif
 de d'Aché

trahison. Ainsi la flotte ennemie s'éloigna sans pertes, ayant évité une rencontre qui aurait pu changer la fin des opérations⁽¹⁾. Pour d'Aché la guerre était perdue : il n'aspirait qu'à sauver ce qui lui restait de l'escadre. Il partit sans engagement de retour, le 1er octobre 1759 ; il se borna à faire la promesse -qu'il ne tiendra d'ailleurs pas - d'envoyer de l'Isle de France, quatre vaisseaux chargés de poudre, de boulets et de troupes.

Lally pleurait des larmes de rage. Le 3 octobre il écrivit à Moracin⁽²⁾ :

"M. d'Aché battu honteusement par un nombre inférieur de vaisseaux, sans avoir perdu un seul vaisseau et en état de battre l'ennemi avec le même avantage, nous a abandonnés et nous sommes à la veille de nous voir assiégés".

D'Aché prétendra plus tard, qu'il dissimulait un dessein caché : il voulait reprendre Mazulipatam, avant de quitter les mers de l'Inde. Mais ce prétexte paraît/n'avoir été inventé qu'après coup. L'insuffisance de d'Aché parut telle qu'on songea en France à lui substituer le chevalier de l'Eguille. Avec dix vaisseaux, trois frégates, un brûlot, une galiote à bombes et le régiment de Cambresis, il aurait attaqué Madras. Cette diversion aurait pu sauver Pondichéry, mais ce projet resta sur le papier.

o
 o o

(1) (2) Voir p. 146 bis.

- (1) Le comte d'Aché soutint qu'il avait pris toutes ses dispositions pour le combat, lorsqu'il vit l'escadre anglaise à la portée des canons du Minotaure. Il avait mis ses vaisseaux en ligne mais n'avait pas engagé la bataille, parce que : 1°- Il eût été onze heures quand le combat eut commencé... (A la côte de Coromandel, le vent souffle de la terre jusqu'à midi : c'est ce qu'on appelle la brise de terre. A midi le vent change et souffle de la mer : c'est ce qu'on appelle la brise du large. La brise de terre donnait l'avantage au comte d'Aché. Peu de temps après la brise du large l'aurait donné aux Anglais, et il pouvait en résulter de grands inconvénients pour l'escadre française). 2°- Il croyait que les Anglais étaient dans l'intention de se battre et garderaient l'escadre en vue... 3°- S'il se fut battu sous le vent, ses vaisseaux qui étaient délabrés, n'auraient jamais pu remonter contre les vents et le courant... 4°- Il ignorait enfin l'état de ses vaisseaux et ce qu'il y avait de monde sur chacun d'eux. (Il était très possible qu'une partie des équipages eût été négligée, ou n'ait pas eu le temps de s'embarquer). (Réponse du comte d'Aché, cité supra, p. 56-59).
- (2) Arch. nat., X 2 B 1305 I, f° 114.

1759
26 septembre
première
affaire de
Vandavachy

Le 26 septembre 1759, le major anglais Bereton, qui avait réuni toutes les forces anglaises sous ses ordres et qui voulait se distinguer avant l'arrivée prochaine du colonel Coöte, appelé pour le remplacer à la tête de l'armée, lança ses troupes contre Vandavachy, défendu par des effectifs d'un tiers environ inférieurs. Fortifiés dans cette place importante, les Français contrôlaient au nord de Pondichéry la route de l'intérieur vers Arcate et Vellore. Le chevalier de Geoghegan, capitaine de grenadiers au régiment de Lally, commandait en l'absence des officiers généraux. Les Anglais pénétrèrent dans l'"aldée" (le village), mais une contre-attaque, aux cris de "Vive le Roi", les rejeta pêle-mêle. Les Anglais s'enfuirent en abandonnant leur artillerie, poursuivis la baïonnette dans les reins. Malheureusement, la cavalerie arriva trop tard ; les Anglais avaient pu se regrouper ; ainsi leur fut évitée une déroute sanglante. Le lendemain ils levèrent le siège. Cette victoire passa comme une hirondelle, qui ne fit pas le printemps, mais provisoirement/^{elle} nous conservait notre accès vers nos possessions de l'intérieur : nous étions ainsi toujours fortement installés sur la ligne de défense formée du Sud au Nord, par Thiagar, Gingy, Chetoupet et surtout Vandavachy qui défendait l'accès de Pondichéry.

17 octobre
mutinerie de
l'armée

Le moral de l'armée résistait mal cependant aux échecs successifs et un fait d'une extrême gravité allait le confirmer. Les soldats, auxquels était due à peu près une année de solde,

se mutinèrent. Ils s'emparèrent du parc d'artillerie et partirent sur la montagne où campaient auparavant les Anglais, en emmenant drapeaux, artillerie et leur fourniment. Ils laissèrent leurs officiers à Vandavachy. Le comte de Lally avisé à Pondichéry, dépêcha, le 19 octobre, M. de Fumel, auquel il avait remis le 17 octobre une lettre d'instructions en même temps qu'il lui confiait une proclamation officielle à lire aux troupes, pour apaiser la rébellion. Lally s'adressait à ses soldats dont il comprenait le désarroi : il s'exprimait en des termes qui lui furent plus tard reprochés, comme si la communauté du combat ne créait pas un lien entre un chef et ses hommes. Il réunit hâtivement six mois de paie qui purent être distribués dès le 22 octobre. Il écrivait le 20 octobre⁽¹⁾ :

"Je m'épuise le corps et l'âme pour compléter la somme que le "soldat demande et je fais partir encore 18 mil roupies, en "attendant que l'on ait fabriqué avec ma vaisselle. Une pareille "levée de boucliers ne peut être qu'une malice infernale, répandue dans l'armée contre moi et déjà commencée dans le siège "de Madras, où j'ai enrichi le même soldat du plus grand butin "qu'il ait jamais fait. C'est l'ouvrage de cent, peut-être deux "cents mutins, qui ont entraîné l'armée malgré elle dans cette "faute énorme d'insubordination..."

Après de longs palabres pour obtenir l'amnistie, les soldats rentrèrent enfin dans leur devoir et Lally réussit à les reprendre en main, mais à quel prix⁽²⁾ ! Il avait fait "porter à la Monnaie toute la vaisselle d'argent du Conseil "et la sienne, que l'on estimait devoir produire soixante "mil roupies".

(1) Arch. nat., X 2 B 1395, 1ère liasse, f° 13-14, copie présentée par le chevalier de Crillon le 24 mars 1765, Cette lettre capitale ne fut ni extraite, ni citée au procès.

(2) Ibid.

f° 85.

(1)
 "Je réserverai alors", expliquait-il dans sa lettre du 17 octobre à M. de Fumel, "pour l'officier l'argent que l'on pourra tirer des diamants. J'ai assemblé ce matin les Blancs et les Arméniens de la Colonie, et leur ai signifié que je les ferais piller s'ils ne contribuaient pas...., je vais aussi faire prendre de la toile chez les marchands, tant pour l'hôpital que pour des tentes, mais j'ai besoin d'un détachement pour faire cette opération, et je l'attends".

Ainsi la situation se trouvait redressée, mais Lally avait ameuté contre lui toute la population civile⁽²⁾. Et pourtant cette révolte, semble-t-il, aurait pu être évitée, si les officiers avaient mieux tenu leurs soldats :

"Les officiers n'ont pas pris la peine", écrit Lally dans la même lettre, "de faire entendre au soldat que depuis six mois qu'il se plaint de n'avoir que la moitié de sa paye, il touche le double de celle de l'armée anglaise, puisque le soldat anglais n'a touché depuis huit mois qu'il est à Canigvaron, que la paye de garnison et nos déserteurs le savent très bien..."

Pour comprendre jusqu'à quel point le moral s'était dégradé dans l'armée, il faut lire les lettres que le chevalier de Crillon écrivait en octobre de Vandavachy. Sans argent, Crillon aussi se débattait dans des difficultés insurmontables.

Aussi Lally dans ses déboires successifs revenait à Bussy qui à ce moment-là, sur ses instructions, cherchait à renouer avec Salabet-Zingue qui paraissait, d'ailleurs, sincèrement vouloir venir à notre secours. Mais le rapprochement des deux hommes n'était qu'apparent. Lally, dans sa haine pour Bussy, ne désarmait pas. Ne lit-on pas encore dans une lettre qu'il adresse au contrôleur Silhouette le 1er octobre 1759⁽³⁾ :

"M. de Bussy est l'homme le plus faux et le plus menteur, le plus avare et le plus pillard dont vous avez jamais ouï parler."

(1) Arch. nat., X 2 B 1395, 2ème liasse, f° 235 et suiv.
 Cf. sur la mutinerie, Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 188 et suiv. Egalement, Avis de R., XXIV.

(2) "En présentant ce que les juges de mon père ont appelé ses crimes, on est toujours sûr de faire son éloge". Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 195

(3) Arch. Colonies, C.2 95, f° 60.

1759

"C'est un homme borné d'ailleurs, pour tout ce qu'on appelle "connaissances et surtout celles du métier de la guerre qu'il "n'a jamais faite, et à laquelle il s'avoue lui-même inapte ; "il a cependant l'astuce maure et il est, comme Médée, versé "dans l'art des trahisons !..."

Il ira même plus loin, il écrira encore au même le 9 novembre 1759⁽¹⁾ :

"Il y a à Paris un nommé Marion⁽²⁾ fort lié avec M. d'Estaing "et Mme de Château-Morand, qui est le correspondant interne de "M. de Bussy... Il serait bien à propos d'intercepter sa "correspondance avec M. de Bussy, qui je crois, passe par le "canal du Père Laval : on y découvrirait les sommes immenses "que M. de Bussy a fait passer en Europe depuis un an... Le "fait est que M. de Bussy a plus de 30 millions en effets, "joyaux et argent et que la Compagnie en tirerait 10 millions, "si par un ordre des plus secrets, il était arrêté à l'Isle de "France jusqu'à ce qu'il ait rendu compte des sommes qu'il a "touchées..."

Tout cela était vrai pour la plus grande partie. Lally, en soldat, s'indignait de ces combinaisons financières, sur lesquelles il lui fallait bien avoir l'air de fermer les yeux, puisque Bussy lui était imposé. Quant à Bussy, il continuait à jouer la comédie du respect, attendant froidement que Lally fasse la culbute.

Oct. Nov.
les échecs
de Bussy

Bussy avait gardé des relations excellentes avec Bassalet-Zingue, frère de Salabet-Zingue auquel, lors de l'affaire de Tanjaour, Lally avait préféré le pauvre Rajah-Saëb. Bassalet-Zingue disposait de 40.000 hommes de troupe. Bussy, conformément à la mission que lui avait donnée Lally, au début d'octobre avait pris alors la route vers les montagnes du pays de Cadapa. Il espérait amener Bassalet-Zingue à combattre à nos côtés⁽³⁾.

-
- (1) Ibid. f° 73. Cf. également lettre de Lally à Godeheu du 23 août 1759, (Arch. nat., X 2 B 1395, t. II, f° 301).
- (2) Marion du Mersan était rentré en France en 1752. Dupleix pour lui donner un grade, l'avait nommé commissaire des troupes.
- (3) Sur la négociation entre Bussy et Bassalet, cf. A. Martineau, Bussy et l'Inde Française, p. 269-275.

1759

Ce renfort considérable, quelle que fût la qualité des troupes, aurait permis, peut-être, de modifier la conjoncture. Hélas ! Bussy dut s'arrêter à Annamacoupet parce que ses soldats, instruits de la mutinerie de Vandavachy, refusaient d'aller plus loin⁽¹⁾. Pour ne pas retarder ses opérations, il laissa alors grenadiers et artillerie dans cette ville, et partit avec sa cavalerie blanche et indigène.

Prise de
Vandavachy
par les
Anglais
30 oct.

Pendant ce temps, le 30 octobre, les Anglais qui venaient de recevoir un renfort de 400 hommes se réinstallaient, sous le commandement de Coôte, dans Vandavachy et tentaient d'enlever Arcate, que Bussy sauva seulement de justesse. Mais où en étaient ses négociations avec Bassalet-Zingue ? Les Anglais n'avaient pas manqué d'informer ce dernier de nos difficultés, et il était beaucoup moins chaud pour nous aider ! Aussi Bussy ne revint-il qu'avec une aide réduite en hommes et en argent. "Ce ne sont pas deux mille cipayes, écrit Lally, mais deux mille "assassins que m'a amenés Bussy", d'autant plus qu'il leur était dû plusieurs mois de solde. Lally qui attendait des secours, voyait arriver des créanciers ! A partir de ce moment, Bussy qui se disait de plus en plus malade de migraines accompagnées de rétention d'urine, et qui, surtout, ne voulait pas porter sur ses épaules la responsabilité d'une défaite imminente, songea plus que jamais à rentrer en Europe et prépara sournoisement son retour.

Lally, qui ne perdait pas courage et connaissait les qualités

(1) Lettre de Bussy à Lally - 19 oct., Mémoire pour Bussy, p. 122.

1759
12 novembre
prise de
Cheringam

du chevalier de Crillon, pour éviter une nouvelle mutinerie, le chargea d'aller, à la tête d'une colonne de 1200 hommes, s'emparer dans le Sud de Cheringam. Depuis la prise de Thiagar, le poste situé entre cette ville et Pondichéry devenait précieux. L'opération réussit pleinement grâce à l'audace de Crillon qui emporta la place. On pouvait espérer grand profit de récoltes abondantes : malheureusement, par le jeu de nouvelles intrigues le conseiller La Selle, chargé de la réception des revenus n'en tira aucun avantage. Et Crillon écrira le 1er décembre :

"Tout crie ici à l'argent, et nous n'avons grâce au ciel pas
"un sol en caisse, la désertion commence depuis trois jours.
"Je vous demande mon rappel avec insistance : j'en ai besoin
"plus que jamais, et je vous avoue que je suis si excédé que
"je suis capable de désertier..."

Voilà où en était réduit un brave et honnête officier !

L'année 1759 avait été dans les autres colonies aussi malheureuse : au Canada, Québec avait capitulé, et les Anglais s'étaient emparés de la Guadeloupe.

o
o o

1760
Janv. Févr.
siège de
Vandavachy

Lally se reprit cependant à espérer. Il était l'homme des improvisations. Avec la petite armée de Bussy, qu'il avait rejoint le 27 décembre 1759, il voulut reconquérir son prestige

1760

par une grande victoire, et il décida alors de reprendre Vandavachy. Il comptait pour l'emporter sur sa supériorité tactique. Après avoir laissé croire qu'il se retirait sur Pondichéry, il enleva par surprise le village de Cangivaron où les Anglais avaient leurs magasins et, sans s'arrêter à faire le siège de la pagode, laissant le gros de l'armée à Trivatour, sous le commandement de Bussy, il se jeta sur Vandavachy. Une première attaque échoua. Le lendemain la ville fut emportée, mais la citadelle résista. La surprise n'ayant pas réussi, il fallait faire venir "le gros canon" : un nouveau siège commençait. Coûte que coûte au secours de Vandavachy et arriva à s'y glisser dans la nuit du 21 janvier. Le 22 janvier, la citadelle résista encore à toutes les attaques. Lally, dans un ultime combat chargea avec courage à la tête de ses cavaliers, mais il ne fut pas suivi et il lui fallut encore se retirer⁽¹⁾.

Cette défaite fut qualifiée par certains de désastre et Lally en fut rendu responsable, parce qu'il n'avait pas utilisé à ce moment-là ses réserves. On lui reprocha d'avoir brusquement perdu courage. Lally le contesta avec énergie et soutint que, malgré l'ordre qu'il donna aux "Abissins" de Bussy, ceux-ci ne bougèrent pas, ce qui entraîna la perte de la redoute et de la bataille. Cette explication n'est-elle pas la plus vraisemblable ? Bussy avait écrit en effet à Lally le 15 janvier⁽²⁾ :

"Je ne sais que trop, dites-vous, que les deux mille cipayes

(1) Arch. guerre, 77s, pièce 2. D'après Aumont, capitaine de la cavalerie pour la Compagnie, avant la charge, la cavalerie avait été prise en pleine canonnade et 73 chevaux mis hors de combat.

(2) Mémoire pour Bussy, p. 182.

22 janvier
échec de
Lally
levée du
siège

"que j'ai amenés ne veulent obéir qu'à moi, etc. ; mais vous savez parfaitement qu'ils exécuteront les ordres de quiconque il vous plaira placer à leur tête, jusqu'à ce qu'il leur prenne fantaisie de s'en aller. Alors, ni moi, ni qui que ce soit, ne pourra les en empêcher, comme vous n'avez pu retenir ceux que M. de Moracin avait amenés, qui, après avoir servi un certain temps sous vos ordres, sont retournés chez eux sans votre participation ni la sienne".

La défection des troupes mercenaires - surtout quand elles étaient mal payées - n'avait rien de surprenant.

Bussy, qui avait rejoint Lally, avait-il cependant senti ce jour-là toute l'importance de l'enjeu ? il avait semble-t-il combattu loyalement, bien que souffrant depuis plusieurs jours d'une crise de gravelle⁽¹⁾ ; mais au cours d'une troisième charge⁽²⁾, il fut fait prisonnier. On murmura par la suite⁽³⁾ que Bussy, seul avec un officier de l'Inde, s'était rendu prisonnier et était descendu de cheval pour se livrer aux Anglais. Il faut reconnaître que cette allégation malveillante n'est établie sur rien. Quant à Lally, il avait reçu deux balles dans ses habits, une dans le pommeau de la selle ; une autre perça le devant de son chapeau : "Ah ! mon général, vous êtes blessé !" s'écria un de ses aides de camp, le chevalier Mac Gregor, qui le rejoignait alors que sa troupe s'était éparpillée. "Plût à Dieu, lui répond Lally, mais je ne le suis que de la jeanf...trerie de ces gens-là !" ⁽⁴⁾ Peut-être Lally avait-il cherché la mort dans ce combat : le destin qui lui réservait des heures si noires lui refusa cette chance !

Lally dut subir une nouvelle fois la honte de lever le

(1) (2) (3) (4), Voir p. 154 bis.

- (1) N'était-ce pas encore une maladie diplomatique ? Un officier major entré dans la tente de Bussy à l'improviste l'avait trouvé "mangeant un "cari", ragoût asiatique composé des plus "fortes épices de l'Inde et capable d'attaquer la vessie la "mieux conditionnée de l'Europe".(Cf. Mémoire au Conseil, 2ème partie, p. 225).
- (2) Chassaigne, Le Comte de Lally, p. 131.
- (3) Mémoire de Lawrence, cf. également Mémoire au Conseil, p. 228.
- (4) Après la bataille les soldats réunis autour de Lally lui auraient dit : "Ce n'est pas votre faute, vous êtes trahi !" Aumont, le second commandant de la cavalerie, qui avait refusé d'exécuter le second ordre de marcher à l'ennemi, fut cassé avec l'accord du Conseil de Pondichéry pour sa désobéissance.

1760

siège. La colonie française devait perdre ensuite, les uns après les autres, ses postes avancés. Les troupes noires, les cipayes, les Européens désertaient. Quand les Mahrattes venaient au secours, c'était uniquement pour voler. Lally dans l'espoir de retrouver quelque autorité auprès de cette armée, quêtait sans succès de l'argent. Tout cela annonçait la fin. Le Père Saint-Estevan, aumônier de l'armée, la poussait à la sédition. Le commandant d'Arcate avait mis en garde Lally. Sous prétexte de prêcher une mission au régiment de Lorraine, le jésuite prodiguait les louanges à M. Bussy et vantait les avantages que l'armée retirerait, s'il la commandait en chef. Lally avait dû intervenir auprès du Père Lavour pour le faire rappeler. Sa lettre du 12 janvier 1760, au Père Lavour, témoigne encore de la confiance qu'il conservait à ce prêtre auquel "il avouait "qu'il avait toujours compté et compterait sur ses bontés"⁽¹⁾. Lally avait pu triompher pendant quelques semaines de ce complot. L'armée l'avait suivi à Vandavachy, mais à présent c'était de nouveau le désespoir. Le 25 janvier, il s'enfermait dans Pondichéry pour n'en plus ressortir.

27-28 janv.
un violent
cyclone
détruit
la flotte

Pour comble de malheur, dans la nuit du 27 au 28 janvier 1760, survint sur l'Isle de France un ouragan furieux, qui dura deux jours, et anéantit toutes les vellétés qu'aurait pu avoir d'Aché s'il avait voulu réarmer une escadre pour repasser dans l'Inde. Trente deux bâtiments, tant ceux du Roi que ceux de la Compagnie, furent jetés à la côte, les autres s'ensablèrent.

(1) Tibulle Hamont, p. 237.

C'était vraiment la catastrophe définitive, d'autant plus qu'au même moment on annonçait que les Anglais réunissaient un armement considérable pour s'emparer de l'Isle de France.

Quand cette dernière crainte fut apaisée, d'Aché fort de l'autorisation qui lui avait été donnée deux ans auparavant de repasser en Europe, remit le commandement de la Marine à M. de l'Eguille et embarqua sur une frégate de la Compagnie, pour rendre compte au ministre de sa mission.

"Il s'est battu", écrira-t-il⁽¹⁾, "trois fois contre les Anglais et si les combats qu'il a livrés et dans lesquels il a toujours eu l'avantage, n'ont pas produit dans la suite tout le succès qu'on en devait attendre, ce n'est pas au comte d'Aché qu'il faut l'imputer. Il faut en attribuer la cause :
 "1°- au défaut de ressources nécessaires aux réparations d'une escadre...
 "2°- à ce que l'on a toujours forcé le comte d'Aché à rester embossé sous la baie de Pondichéry,
 "3°- à ce que le commandant de terre n'a jamais voulu agir de concert avec la Marine,
 "4°- à ce que le commandant n'a jamais employé le temps que l'escadre pouvait passer à la côte de Coromandel, aux opérations auxquelles elle pouvait contribuer, et qu'il a fait ces mêmes opérations, précisément dans la saison qu'elle ne pouvait y être".

Il n'en reste pas moins que notre escadre, numériquement aussi forte pour ne pas dire plus puissante, avait abandonné la maîtrise de la mer à l'ennemi. C'est un constat de défaite qu'il faudra bien dresser. A quoi attribuer cet échec ? A l'insuffisance des hommes peut-être, mais surtout à ce grand maître des combats sur mer, qu'était le vent, "ce souverain tout puissant, tantôt terrible et tantôt bienveillant". Les Anglais eurent le plus souvent le vent pour eux, alors qu'il retardait

(1) Mémoire de d'Aché, p. 63.

nos vaisseaux, empêchant par exemple le "Comte de Provence" d'arriver à temps lors du combat du premier avril, dont le résultat aurait pu changer le sort de la guerre. Le vent ? Pourquoi ? Les hommes discuteront, expliqueront, mais sur leurs entreprises soufflent toujours le hasard, "dieu irascible et formidable"... et la chance.

o
o o

Lally, pris à la gorge par le manque d'argent, en était réduit à se tourner du côté de la métropole malgré l'humiliation qu'il en éprouvait. Chevreau, le trésorier de l'armée, avait été envoyé par lui en Europe, le 31 octobre 1759⁽¹⁾, avec des instructions précises, pour faire connaître au Ministre l'état de la trésorerie. Lally a les mains propres. Chevreau peut justifier de l'emploi des fonds reçus jusqu'à ce jour. Rien n'est perdu si la flotte revient en rapportant des sommes suffisantes ; tel est le sens de son message. A Paris, Chevreau qui est parti avec la confiance de Lally, le trahira. Lally le saura bien plus tard quand il pourra prendre connaissance d'une lettre de Chevreau datée du 3 août 1762⁽²⁾. Son envoyé avait recommandé le choix de Bussy qui "par son crédit, par "le rôle qu'il avait déjà joué auprès des gens du pays et par

(1) Arch. nat., X 2 B 1395, 1ère liasse, f° 31,

(2) Ibid.

"les dispositions qui régnaient dans les esprits à Pondichéry, "pouvait seul nous y soutenir jusqu'à l'arrivée des secours "qu'on y attendait des Isles ou de l'Europe !..." Ainsi Lally vivra dans l'espoir de ce secours, qui n'arrivera jamais. Jusqu'au dernier moment il comptera sur l'intervention de la Métropole, et ce miracle ne se produira pas.

1760
Progrès des
Anglais

Il ne s'agissait plus de faire des conquêtes ; il fallait songer à défendre les approches de Pondichéry. Lally décida donc de camper à quatre lieues de la Place, pour protéger l'entrée des vivres. Le colonel Coëte, vainqueur de Vandavachy, s'était hâté de prendre Chetoupet et assiégeait Arcate. Lally voulut partir l'attaquer, mais la cavalerie de l'Inde, une nouvelle fois, se révolta et commença à passer à l'ennemi. Trois jours après, les soldats de la Marine menacèrent de tourner le canon contre le gouvernement, de brûler et de piller la ville. Le Conseil de Pondichéry ne pouvait verser un sol. Ramalingua, le régisseur d'Arcate, promit alors 50.000 roupies comptant, dans les dix jours et 80.000 autres, vingt jours ensuite, si on lui remettait les fermes. Le Conseil, le 14 février 1760, qui ne pouvait faire autrement, souscrivit à sa demande.

Le 23 février, la flotte de l'amiral Cornish était apparue sur la côte, venant renforcer de quatre vaisseaux de ligne et de deux frégates, la flotte de l'amiral Stevens et le 17 mars, elle était en vue de Pondichéry. Pour impressionner

l'ennemi, Lally qui attendait vainement l'escadre française, eut alors l'idée d'une parade générale sous les murs de la ville et sur la place. Il ordonna, le 18 mars, que tous les Européens s'y présentassent et leur fit distribuer du drap. Mais au jour fixé, le 20 mars, le Conseil de Pondichéry s'y opposa : "Les employés, répétait le conseiller de La Selle, ne sont pas faits pour passer des revues et pour porter les armes hors de la ville". Lally dut employer une fois de plus la force : il fit désarmer les rebelles et punir les conseillers les plus violents, La Selle, Saint-Marceau et Lecomte, en exilant l'un à Valdaour et les deux autres à Gingy. Quant au vieux conseiller Guillard, qui était le second du Conseil, il se borna, en raison de son âge, à le mettre aux arrêts ; le "terrible" Lally le garda pendant cinq jours à sa table et le laissa rentrer chez lui le 25 mars. Lally, que tout cela ulcérait, décida de ne plus, à l'avenir, présider le Conseil qui se livrait à une opposition systématique ! il ne communiquera désormais avec lui que par écrit !

Sans vaisseaux, sans argent, Lally vit les postes de la campagne autour de Pondichéry successivement enlevés. Certains tinrent au-delà de tout espoir. Le capitaine Hussey lutta avec honneur à Arcate et le brigadier O'Kenelly se couvrit de gloire en défendant Carangouli et Permacoul. Par ailleurs, au contraire, des officiers de la Compagnie, perdant confiance, tels Ménage à Villemour et Dheris à Karical, rendirent ces

1760

Avril
maladie de
Lally

places sans coup férir. L'ennemi fut cependant contenu pendant trois mois à quatre lieues de Pondichéry, ce qui permit de faire entrer six mois de vivres pour la garnison.

Pendant tout le mois d'avril Lally avait été de nouveau gravement malade. "Il y a un mois", écrit-il le 9 mai 1760 à Moracin⁽¹⁾, "que je suis sur le grabat, d'une rechute de ma maladie de l'année passée". Et cependant il ne parlait pas d'abandonner. "Les ennemis sont toujours à Valdaour, mais ils "n'y seront pas longtemps", disait-il. "Pondichéry dans huit "jours sera imprenable, et il fallait pourvoir à la sûreté de "tout". Pourtant ne faisait-on pas tout pour le décourager ? Lally n'en continuait pas moins à tenter l'impossible. Le secours de la flotte ou de la métropole ne pouvait-il pas tout changer ?

Comme les Anglais ne pouvaient compter que sur le blocus pour prendre la ville, Lally, par l'intermédiaire de l'évêque Noronha, traita alors, le 30 avril 1760, avec Haider Alikan, qui par la suite devait se révéler le plus grand général et le meilleur homme d'Etat de l'Inde. On céda le Thiagar⁽²⁾ au chef maïssourien⁽³⁾ ; en échange il s'engageait à envoyer à Pondichéry 3.000 chevaux, 5.000 cipayes, 4.000 boeufs pour la subsistance, 400 autres de trait pour l'artillerie et une quantité proportionnée de riz et de beurre. Le Conseil approuva le traité le 28 juin, mais, au sortir de la délibération, signa sur une feuille volante une protestation secrète⁽⁴⁾. Le double jeu s'organisait.

(1) (2) (3) (4) Voir p. 160 bis.

- (1) Arch. nat., X 2 B 1395 - I, f° 114.
- (2) Thiagar se trouvait entre Trinivaldi et Gingy, légèrement au sud-ouest de cette dernière place ; c'était la capitale de la province du même nom. (Cf. Avis de B. de R., IX).
- (3) L'Ancien Etat princier de Mysore (pron. Maissour) était tombé sous l'influence Mongole (Moghole) : des roitelets se maintinrent dans la région même de Mysore. Ils entretenaient une armée de mercenaires musulmans : un général audacieux, Haider Ali, évinça la dynastie des Wadigar et à partir de 1763, s'affirma comme monarque résistant aux Mahrattes du N.E. et aux Britanniques qui progressaient à partir de Madras. En 1782, devait lui succéder son fils Tippu ou Tippto-Sahib.
- (4) Il sera fait souvent état de cette protestation.

1760

Lally n'eut pas de chance encore avec ces Maissouriens. Partis de Thiagar 2.700, avec 1.000 à 1.200 boeufs, ils furent attaqués. Les deux tiers du convoi disparurent dans le combat et ils arrivèrent à une lieue de Pondichéry, avec 3 ou 400 boeufs et quelques cruches de beurre. Par la suite, ils refusèrent de marcher et s'enfuirent dans la nuit du 14 au 15 août pour retourner dans leur pays. Au lieu d'aider Lally, les honnêtes gens de Pondichéry écrivirent en Europe que Lally avait vendu le Thiagar pour 100.000 écus ! Le dévot conseiller Le Noir, qui tenait un journal de ces diffamations quotidiennes, reproduisait soigneusement cette ridicule accusation. L'écoeurement de Lally allait croissant. "Il ne me convient point d'avoir aucune relation avec vous et MM. les Conseillers", lisons-nous le 30 juin⁽¹⁾ dans une lettre à Moracin, auquel il réclame le 20 juillet, "les 10.000 pagodes qu'il lui avait prêtées sur un billet d'ordre : il les lui faut le lendemain afin de payer ses soldats".

Difficultés
avec
le Conseil

Le 18 août⁽²⁾ Lally adressa au Conseil une lettre qui situait à notre avis, sa position et permit de bien déterminer les responsabilités de chacun. Lorsque l'on fit plus tard le procès des intentions et du comportement des uns et des autres, cette lettre aurait dû faire connaître de quel côté s'étaient manifestés l'honnêteté et le courage, autant que la lucidité :

"M. de Leyrit, MM., m'ayant proposé il y a huit jours, de la part du Conseil et à l'instigation du chevalier Courtin (qui s'était insinué dans les bonnes grâces de Lally), de convoquer

(1) Arch. nat., X 2 B 1395, I, 114,

(2) Ibid. , 1ère liasse, remis par Moracin lors de la confrontation avec Lally.

"un conseil national sur les moyens de chasser les ennemis des environs de la Place, et d'y introduire des vivres, j'y ai résisté jusqu'icy.

"Premièrement parce que je ne croyais pas cet objet du ressort de tous les états qui composent la colonie de Pondichéry. Secondement, parce que je sentais très bien qu'une pareille convocation ne pouvait avoir d'autre but que celui de sonner le tocsin de notre situation et de l'alarme que l'on cherche à inspirer aux habitants de cette ville, alarmé qui, comme chacun le sait icy, passera au camp de l'ennemi avant qu'il soit deux heures et pourrait l'engager à formuler quelque entreprise, qu'il n'a osé faire jusqu'icy, malgré les invitations fréquentes qu'il en a eues...

"La ville de Pondichéry n'est dans une aucune espèce de danger, à moins qu'une trahison interne que je ne puis prévoir et que je n'ose imaginer".

Faisant allusion ensuite à des papiers de la Cour, que devait apporter un sieur Dumont, agent du Conseil à Négapatam, Lally faisait part de la nouvelle qu'un puissant secours nous arrivait d'Europe et demandait que le sieur Dorez produise à l'Assemblée la lettre de Dumont. (Ce Dumont, surnommé "Dumont le coquin", pour le distinguer d'un autre Dumont qui était honnête, soutenait en sous main le Conseil et trahissait Lally !)

Il poursuivit en ces termes :

"Le soldat est payé, mais les officiers sont réduits à la dernière extrémité... Il y a de quoi nourrir et payer le soldat jusqu'à l'arrivée de la flotte, et le soldat est content. Mon avis donc est que l'Assemblée par préférence, délibère sur les moyens de faire toucher dans le moment, un demi-mois de solde aux officiers".

Et voici la solution qu'il proposait :

"Que l'imposition ne s'en fasse point arbitrairement et par vexation, mais que chacun porte volontairement à la caisse, au prorata de ses facultés et de sa bonne volonté, et qu'il en soit pris note".

"Quant aux sûretés pour le remboursement de cette avance, que je demande, j'opine que le Conseil et moi-même, nous nous

"en rendions solidaires à l'arrivée de la flotte, et si le Conseil ne se sent pas en état de se prêter à ces sûretés que j'exige de lui, je me rends moi-même seul caution solidaire pour la somme prêtée, avec cette restriction que si la Flotte ne nous apportait point d'argent, je remettrais en vaisselle d'argent et effets pour gage, la valeur de la somme prêtée jusqu'à ce que l'argent de la Compagnie nous arrive et ce terme ne peut pas passer le mois de novembre, puisque le sieur Chevreau est arrivé certainement en Europe au mois d'avril au plus tard, avec l'exposé de nos besoins...".

Une telle lettre adressée par un officier général à des conseillers enrichis par des années de colonisation, n'aurait-elle pas dû provoquer par sa générosité une sorte d'union nationale salubre. Il n'en fut rien : en Europe, Chevreau plaidait pour Bussy et, à la colonie, les conseillers jouaient la politique du pire, pour rendre la vie impossible à Lally !

Le conseil de Pondichéry refusa⁽¹⁾ ainsi le 30 août de délibérer sur l'abandon éventuel du poste d'Oulgaret, si bien que Lally, perpétuellement contré, décida de se démettre de ses fonctions, puisqu'il n'y avait plus aucune entente possible. Il écrivit au Conseil⁽²⁾ :

"Nous touchons à la catastrophe que je vous ai annoncée : votre haine pour moi l'a emporté sur l'envie de sauver Pondichéry...
"Il est temps de prendre parti : celui de sévir est, je le sens bien, le parti que vous voudriez me forcer ; il avancerait d'un mois la perte de cette ville, par le refus que j'essuierais du peu de moyens qu'il nous reste à employer pour en prolonger le terme. Voici donc à quoi je me détermine : c'est de me démettre de l'autorité que le Roi et la Compagnie m'ont confiée et de vous charger seuls de l'événement. Je ne me regarde plus ici, désormais, que comme un particulier qui paiera de sa personne ainsi que le dernier bourgeois, si l'ennemi attaque nos murs et j'ordonne, de la part du Roi, que cette déclaration soit inscrite sur vos registres".

A peine lue dans l'Assemblée mixte, cette démission provoqua

-
- (1) Le conseiller du Beausset s'était flatté au cours d'un repas "qu'il ne donnerait pas un de ses poils pour la Compagnie". (Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 151).
- (2) Mémoire au Conseil, p. 248.

les protestations de l'armée. Lally, sur les instances de ses officiers qui s'étaient tous levés pour protester, accepta de garder le commandement, mais le Conseil continua à refuser de délibérer et ce jeu lamentable se perpétua. Chaque parti accusait son adversaire des pires manoeuvres. Après le départ des Maissouriens, à la demande de Leyrit, une assemblée générale avait été convoquée. Lally entouré de ses gardes s'y rendit : on continua à palabrer et à perdre du temps.

A ce moment, la petite armée française était campée à une lieue de Pondichéry, et à une demi-lieue des "limites" de la ville⁽¹⁾. De distance en distance, des canons protégeaient les rizières et les habitations à portée. Malheureusement, ces limites étaient ouvertes de toutes parts et Lally n'avait que 7 à 900 hommes pour les défendre.

La dernière
bataille
25 sept.

Lally mit alors en place un dispositif d'attaque contre l'armée anglaise, par six côtés à la fois. Dans le plus grand secret (car il se savait espionné), il prépara cette opération. Deux fusées qui partiraient du toit de la maison des jésuites, à Oulgaret, en seraient le signal. Son plan était bien calculé : il pouvait parfaitement réussir. Les signaux furent lancés le 2 septembre. A droite, les trois colonnes formées par les marins, les cipayes et quelques volontaires portugais, emportèrent la redoute de Périmbé. Le succès sur ce point était total. Au centre, Lally, qui commandait les deux colonnes du bataillon de Lorraine et de son régiment, se heurta à une

(1) Il s'agissait d'une haie de six à sept "toises" (12 à 14 mètres) d'épaisseur, qui entourait la ville, formant une circonférence de 2 lieues et demie environ (7 kilomètres 500). Ces haies servaient à éloigner les cavaliers mahrattes qui, nus, n'osaient pas les traverser en raison des ronces.

1760

défense plus opiniâtre. Huit sergents furent tués, mais déjà la batterie était enlevée lorsque le colonel Coôte accourut avec un renfort dont il dégarnit sa droite. C'était à la sixième colonne de notre gauche, composée du bataillon de l'Inde, de décider de l'action, puisque la droite de l'ennemi était dégarnie. Or, par une manoeuvre inexplicable, le bataillon de l'Inde venant d'Ariancoupan, qui avait été attaqué par un détachement ennemi, se retira derrière le centre sans combattre. Ainsi cette sortie échoua, bien qu'elle fût qualifiée par les Anglais eux-mêmes de chef-d'oeuvre de sagacité et de science militaire⁽¹⁾.

10 sept.
prise des
limites de
Pondichéry

Huit jours passèrent ; le 10 septembre, le colonel Mondon, qui avait remplacé le colonel Coôte, attaqua sur trois colonnes. Il venait de recevoir des renforts de terre et de mer. Il disposait de 3.500 Anglais d'infanterie et de 150 cavaliers, 400 Allemands, Suisses et déserteurs français, 500 hommes de troupes réglées de Marine, en tout 4.500 Européens et 10.000 Noirs soutenus par 14 vaisseaux de ligne et deux frégates, dans la rade de Pondichéry. Le chevalier Durre avait, malgré les avertissements donnés, mal placé son artillerie à droite et à gauche ; il perdit la tête et s'enfuit à demi-vêtu⁽²⁾. Heureusement, le poste de Valdaour⁽³⁾ résista et permit au bataillon de Lorraine et à Lally de se retirer dans les limites de Pondichéry. Après sept jours de combat, le 17 septembre, Lally s'enferma derrière les murs de Pondichéry. La place fut investie et le blocus commença.

o
o o

(1) (2) (3), Voir p. 165 bis.

- (1) "His disposition were made with much skill and sagacity"
(Hystory of the British Nation in Indoustan, t.II, p. 659)
- (2) Mémoire au Conseil, p. 254, cf. également Orme s p. 670, et
Avis de B. de R., XVII.
- (3) Valdaour était le dernier poste qui s'opposa au blocus de
Pondichéry. Après sa chute, on prêta à Lally ce propos :
"J'aurais pu le secourir, comme il m'est aisé de remuer ce
fauteuil (d'autres diront cette chaise, cette couverture...)
mais j'étais trop mécontent de la cour". Cf. Avis de B. de R., IV)

La dernière
carte
Bussy ou
Lally

Lally avait le sentiment, comme l'empereur Tibère, "qu'il vivait en tenant un loup par les oreilles". Qu'était devenu Bussy depuis l'affaire de Vandavachy ? Fait prisonnier depuis le 22 février, il avait cherché à recouvrer sa liberté et avait pu obtenir d'être libéré sur parole, avec l'obligation de revenir à Madras à première sommation. Il devait, d'après les règles du Cartel, payer 730 roupies ; sans tarder il les avait fait parvenir à Leyrit pour qu'il les transmette. Pigot, gouverneur de Madras, les avait refusées, exigeant de lier sa libération à l'échange de l'ensemble des prisonniers. Coûte écrivit donc à Bussy pour qu'il se constituât de nouveau prisonnier. Bussy accusa Lally d'avoir intercepté la lettre ; porté déserteur, il dut de nouveau retourner à Madras. Il protesta alors auprès de Pigot, en lui faisant remarquer que ses exigences contrevenaient aux règles du Cartel. Pigot n'en démordit point, tout en autorisant Bussy à se rendre à Pondichéry pour faire régler cette difficulté d'interprétation, mais à défaut d'accord, Bussy s'engagea à revenir se constituer prisonnier le 20 mai au plus tard.

Les choses traînèrent en longueur et Lally fit tout, semble-t-il, pour que Bussy dont il était enfin débarrassé, restât prisonnier. N'obtint-il pas, de préférence à sa libération, celle de Gadeville, ce qui mit le comble à la colère de Bussy, qui dut dans les premiers jours d'août revenir à Madras ! Le 12 août⁽¹⁾, Bussy avait adressé une lettre de représentations

(1) Mémoire pour Bussy, p. 252.

1760

et de protestation au Conseil de Madras. Pour refuser de le rendre libre, ce Conseil répondit dès le 13 août⁽¹⁾ que "M. de Lally, chef de votre Nation, avait d'abord enfreint le traité "en ne payant pas la rançon des prisonniers... et en faisant "servir, contre leur parole, des officiers qui n'étaient point "échangés, ni rançonnés". Pigot avait alors coupé court à toute conversation et signifié à Bussy qu'un navire l'attendait. Le 17 août, Bussy s'était ainsi embarqué sur "l'Ajax", pour l'Europe qu'il n'avait pas revue depuis 23 ans. Il fut libéré de façon anticipée grâce à l'heureuse capture du bâtiment anglais par le navire français le "Protée", qui le ramena à Brest. Quand il débarqua, le 9 mars 1761, aux Indes tout était fini pour la France depuis deux mois !

9 mars

A Versailles, on avait suivi les événements de l'Inde et leur connaissance plus ou moins précise (autant qu'elle pouvait être exacte avec huit mois de retard) avait provoqué des réactions aussi confuses que contradictoires. Le Roi, abandonnant Lally, avait signé, le 9 mars 1760⁽²⁾, une lettre de cachet de destitution dans laquelle il lui ordonnait de s'embarquer sans délai sur le premier vaisseau qui partirait de Pondichéry. Le même jour, dans une autre lettre⁽³⁾, il avait élevé Bussy au grade de maréchal de camp et l'avait chargé du commandement de l'armée, sous le contrôle d'un comité civil, afin d'assurer la liaison entre les deux autorités. Pas un mot pour remercier Lally, qui se voyait retirer tous

(1) Ibid., p. 256

(2) Arch. Guerre, 3629, pièce 53.

(3) Ibid. 3541, pièce 121.

ses pouvoirs dès réception de la lettre ! Ce n'était pas un simple rappel, mais une véritable dégradation !

Ces décisions à peine prises, un revirement s'était manifesté à la cour en faveur de Lally. Le 16 mars la frégate la "Subtile" venant de l'Isle de France était arrivée à Lorient ; elle apportait des nouvelles de Pondichéry, dans des lettres que lui avait transmises en mer la frégate la "Gracieuse". Lally y relatait ses premiers succès ; on parlait de la victoire de Vandavachy, et le navire ramenait le premier zèbre qu'on ait vu en Europe. Il n'en fallut pas plus pour que les partisans de Lally reprissent courage.

"Un mémoire anonyme" sur le choix du commandant dans l'Inde, attribué à Soupire et à quelques officiers et civils rentrés de l'Inde circula. Il ne dissimulait pas les erreurs de Lally, sa vivacité, son impatience "qui l'emportaient au delà des bornes de la décence", ses maladresses qui lui avaient aliénés les membres du Conseil... mais reconnaissait qu'il avait suivi les instructions données avant son départ ; c'était là un bon point pour Lally, tant la désobéissance à la colonie était monnaie courante. En annexe étaient jointes deux lettres secrètes de Lally et surtout une lettre, datée d'Haiderabad le 18 septembre 1756⁽¹⁾, du sieur Saubinet, alors major des troupes de l'Inde, à l'intendant Chevreau. Saubinet "exécutait" en quelques lignes Bussy :

"Quel homme que celui qui gouverne cette partie de l'Inde !

(1) Cf. Martineau, Bussy et l'Inde Française, p. 293. Saubinet avait été envoyé avec des troupes en renfort pour porter secours à Bussy "qui osait à peine regarder dehors, qui faisait coucher dans sa tente, dix officiers". Saubinet avait été tué lors du siège de Madras.

"il jouerait son père ! il ne connaît que lui : son intérêt, son ambition sont les seules choses qui le flattent et le font agir. La Compagnie est une sotte et une bégueule, qui est trop heureuse d'avoir un homme comme lui, qui sache faire périr tous les ans 3 ou 400 hommes de misère et de désertion, qui sache manger ses revenus et consommer ses munitions et ses armes ; enfin, les marchands doivent toujours être contents d'avoir à leur service, des gens qui sachent les ruiner".

Ainsi on avait examiné de plus près le problème du commandement. La Compagnie ne cachait pas qu'elle avait à se plaindre de l'administration de Bussy, qui avait détourné à son seul profit des revenus immenses pendant son séjour dans le Décan. Ce fait indéniable avait amené le nouveau contrôleur général Bertin, qui avait succédé à Silhouette en novembre 1759, à revoir la question. Bertin d'ailleurs ne dissimulait pas sa sympathie pour Lally dont il connaissait le crédit auprès de Mme de Pompadour :

"Ce qui surtout m'a décidé à donner l'exclusion à M. de Bussy" écrivait-il au maréchal de Belle-Isle le 27 avril 1760 (1), "est le tort qu'il a de n'avoir jamais rendu aucun compte des revenus immenses qu'il a touchés pour la Compagnie... J'ai donc pensé, Monsieur, qu'il convenait que M. de Lally restât à Pondichéry et que M. de Bussy eût l'ordre de quitter l'Inde à la première occasion".

Tout était donc changé ! Versailles maintenait sa confiance à Lally, alors qu'aux Indes on misait déjà sur Bussy. On imagine combien le bruit de ces tergiversations, qui parvenaient avec plus ou moins de précisions à la colonie, rendaient inconfortable la position de Lally.... Le 9 mai 1760⁽²⁾, Lally qui avait demandé son rappel, estimait alors son départ certain ; il ne cachait pas d'ailleurs sa satisfaction à Moracin :

(1) Lettre à Moracin (Arch. nat., X 2 B 1395. T, f° 114)

(2) Arch. guerre 3575, pièce 77.

"M. de Bussy demande", écrivait-il, "des répit à M. Pigot et "le bruit est général, ici, qu'il est nommé pour me remplacer, "à mon grand contentement et à celui de toute la colonie".

Il s'en fallut de bien peu que Bussy n'endossât les responsabilités qu'on fit peser, par la suite, sur les épaules de Lally. La France perdit en partie l'Inde pour n'avoir pas mieux utilisé les qualités de Lally et les défauts de Bussy. L'heure du choix avait sonné trop tard.

Bussy, quand il rentrerait en France, pourrait raconter l'histoire à sa façon. C'est toujours celui qui signe le dépôt de bilan que l'on tient pour coupable de la faillite. Bussy dans son mémoire⁽¹⁾ fit longuement état d'un plan qu'avait présenté Landivisiau et qui, d'après lui, aurait pu sauver encore la situation. Les Anglais avaient seulement laissé à Madras 40 invalides qui n'y montaient même pas la garde. Les habitants se croyaient absolument tranquilles. Landivisiau proposa d'aller les surprendre. Deux prisonniers français correspondaient avec lui et l'attendraient avec des signaux convenus.

"La place du côté de la mer, n'était défendue que par "un fossé sec de trois pieds de profondeur et un mur de quinze "pieds. C'était le temps de la mousson, qui favorisait l'expédition. Quoique la distance de Pondichéry fût de trente lieues, "vingt-cinq ou trente bateaux préparés exprès, auraient porté "en quinze ou dix-huit heures, Landivisiau et quatre cents "hommes choisis, au pied de la muraille. S'il entraît dans "Madras, tout serait dit : l'armée anglaise était perdue et "l'Inde conquise. Si par un malheur il manquait son escalade, "il aurait malgré tout délivré et sauvé Pondichéry : tout "d'abord il lui serait facile de libérer tous nos soldats prisonniers et au moins cinquante officiers qui étaient dans les "pagodes ou temples hors de la place, gardés par quelques

(1) Mémoire pour Bussy, p. 248 et suiv., cf. également, de la Flotte: Essai historique sur l'Inde, p. 71 et suiv.

1760

"Indiens... En second lieu, ravageant le territoire et les environs de Madras, il forcerait le général ennemi de lever le piquet et d'accourir au secours de la capitale en péril. Il n'y avait pas, et c'était l'essentiel, le moindre risque à courir pour nous, parce que, par une suite de projet, la frégate "l'Hermine", frégate qui était alors dans le port de Pondichéry, en sortirait le lendemain du départ des bateaux, pour venir mouiller à une lieue de Madras. Il ne faudrait pas moins de deux jours pour faire savoir au camp ennemi le péril de Madras ; il en faudrait au moins trois ou quatre à l'armée pour venir au secours. A l'approche de ce secours, la frégate aurait tout rembarqué et ramené et l'opération aurait été d'autant plus tranquille, qu'il n'y avait alors aucun bâtiment anglais dans ces mers".

Bussy expliquait longuement comment Lally avait "révoqué" ce projet dont les préparatifs étaient déjà faits. D'après lui Lally s'était opposé à ce plan par pure gloriole. Il n'en avait pas fait mystère en déclarant à Landivisiau

"qu'il fallait qu'il fût bien simple d'imaginer qu'il lui laisserait prendre Madras, pendant que lui qui avait été envoyé exprès pour le prendre l'avait manqué".

o
o o

SIEGE DE PONDICHERY

Sent. 1760
siège de
Pondichéry

Lally, depuis qu'il s'était enfermé dans Pondichéry, supportait de plus en plus mal le climat et les événements : il fut pris de crises nerveuses que ses ennemis qualifiaient méchamment de "délirium tremens"⁽¹⁾. Avec une poignée de fidèles, il devait tenir tête au Conseil de Pondichéry, aux

(1) Cf. Arch. colonies - C² 97, f^o 54 - Lettre de Le Verrier à de La Salle (Arch. nat., X 2 B 1395) - Arch. guerre 3629, pièce 76 : Lettre écrite par MM. les employés de la Compagnie le 30 janvier 1761.

civils et enfin dans son armée, à des officiers, à des soldats découragés devant l'inutile effort. Le Père Lavour, auquel par une aberration invraisemblable Lally faisait toujours confiance, servait d'intermédiaire entre le Conseil et lui : "Il n'était guère propre à être l'Ange de la Paix ; il ressemblait à ces pirates, qui ne sont jamais moins tranquilles que quand la guerre cesse entre les Puissances, parce qu'on s'occupe de les châtier".⁽¹⁾ Lally était comme le lion malade que viennent manger les poux. Autour de lui chacun souhaitait tenir sans péril un beau rôle et tous étaient prêts à l'accabler. Quoi qu'il fasse, un vaincu a toujours tort ! Duval de Leyrit, Landivisiau menaient une partie savante pour être bien placés lorsqu'il faudrait rendre des comptes à Paris. Il y avait les inévitables "jusqu'aboutistes" qui faisaient mine de résister, en espérant surtout n'être pas pris au mot, car ils pensaient bien sauver leur vie dans une capitulation dont, apparemment, ils répétaient ne vouloir à aucun prix.

Les accusations les plus folles, les plus ridicules couraient dans la ville contre Lally. On prétendait qu'il était en relation avec le colonel anglais Coote. A cette époque, la guerre n'excluait pas la galanterie. Lally avait dû montrer quelques prévenances pour une dame Jackson, maîtresse du gouverneur Pigot, qui poursuivie par un mari jaloux s'était réfugiée à Pondichéry. A cette occasion des lettres et des cadeaux avaient été échangés entre les deux commandants, et immédiatement on avait parlé de trahison.⁽²⁾

(1) Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 267,

(2) Cf. Avis de B. de R., X.

Alors que les vivres commençaient à manquer, c'est à qui dirait qu'à la table du général on faisait bombance. On murmurait qu'il déménageait déjà en prévision de la capitulation⁽¹⁾. Le 13 octobre, un premier convoi aurait quitté la ville sous la protection de son aumônier, le Père Freinch ; en novembre, il y aurait eu un nouvel envoi confié à son chirurgien Méagher, qui accompagnait à Madras, Mme de Larche... Rien n'était vrai : en effet, quand on ouvrira les malles de Lally à Madras, on n'y trouvera que des vêtements sans valeur. Même Moracin devra le reconnaître⁽²⁾.

Un matin, les habitants de Pondichéry lurent ce placard affiché à la porte de l'église des Capucins⁽³⁾:

Gingy à vendre⁽⁴⁾

Anglais, Maures ou Mahrattes et autres, fussiez-vous
 "du grand Diable, pourvu que vous ayez du comptant, on vous
 "fait savoir que demain à trois heures de relevée se feront
 "les premières montres des forts et aldées de Gingy, en l'hôtel
 "du S. Lally, commissaire du Roi, et en sa présence, le tout
 "au plus offrant et dernier enchérisseur. On se relâchera pour-
 "tant pour qui aura son argent comptant bien palpable, parce
 "qu'on est pressé ; les sûretés en seront données par le moine
 "Norogne, le grand Ministre ; le S. Mac Gregor vous en fera
 "livraison.

Signé : Guadeville.

Et au-dessous était ajouté :

(1) (2) (3) (4), Voir p. 173 bis.

- (1) Cf. Avis de B. de R., XXXIV,
- (2) D'après Moracin, les malles emportées par Freinch contenaient seulement 3.000 pagodes d'or et quelques sacs de roupies. Quant à Méagher, il aurait emporté 800 pagodes d'or à "figures",
- (3) Cf. Avis de B. de R., XXXIII,
- (4) Arch. Guerre, 3575, pièce 84. Gingy, au centre de la chaîne des Ghattes entre le Paléar au Nord et le Ponéar au Sud, commandait une immense région découverte tant à l'Est qu'à l'Ouest. Bâtie au pied de trois collines, disposées en cercle, elle était dominée par celle du centre, la Rajaguiri, qui se dressait à pic à 245 m. au-dessus de la plaine et auquel on n'accédait que par une porte étroite percée dans un épais mur d'enceinte. Quelques hommes résolus suffisaient pour arrêter ou repousser une armée. Bien gardée, la place ne pouvait être prise que par trahison ou par la famine. Bussy avec Law s'était emparé de Gingy le 12 septembre 1750 (cf. Martineau, Bussy et l'Inde Française, p. 15-20).

Messieurs et dames, vous êtes priés d'assister de vos "charités le S. de Lally qui se prépare à faire pèlerinage "à la Mecque, pour obtenir la rémission de ses crimes : il "s'attend à vos générosités : il voudra bien se charger de vos "diamants usés, de votre vieille vaisselle et autres bagatelles "de cette espèce. Mahomet vous en tiendra compte en son Paradis.

Signé Guadeville. Amen

Lally avait fait rechercher immédiatement l'auteur. Il crut l'avoir identifié en la personne du capitaine Mariol, le vainqueur du Thiagar. Sans preuves il ne put prendre de sanction, et les rieurs furent contre lui. Au même moment Lally envoyait une pièce de drap qu'il avait acheté, sa montre et celle de son secrétaire, au capitaine du port de Trinquebar, pour l'engager à faire passer quelques vivres à Pondichéry ! mais cela on voulait l'ignorer !

Lally, comme on le fait dans les périodes difficiles, avait constitué, le 9 octobre, un comité mixte pour lutter contre la disette. Il lui fallait bien suppléer au Conseil de Pondichéry, dont il ne pouvait rien obtenir. Afin d'inspirer confiance à tous, le comité avait été formé de quatre conseillers de quatre officiers, outre le gouverneur Levrit et l'intendant général de l'armée. Il devait déterminer le nombre des bouches à nourrir et des rations à distribuer. Très rapidement, le comité avait été débordé et avait cessé de se réunir.

Pour remplir la caisse, Lally en avait donc été réduit

9 octobre.

à imposer des amendes : cela ne faisait qu'augmenter son impopularité. On rendait responsable de la famine le noir Ramalingua, nommé fermier par lui, le 14 février 1760. Au lieu de faire entrer dans Pondichéry la récolte pour nourrir la ville, Ramalingua aurait fait de l'argent en envoyant vendre la plus grande partie des vivres dans les villes voisines⁽¹⁾. Ces accusations contre Ramalingua paraissent avoir été sans fondement. Il était pratiquement le seul à faire encore confiance à la Compagnie. Sa créance sur elle s'élevait à trois millions de roupies, soit environ sept millions de francs, et il avait servi à Lally d'ambassadeur auprès des mahrattes pour obtenir d'eux un traité assez avantageux⁽²⁾.

Afin de distribuer de la nourriture aux plus déshérités⁽³⁾ les hommes de Lally durent se livrer à des fouilles qui indignèrent les habitants. Pour donner l'exemple, Lally n'exceptait même pas ses officiers. Mais dans ces perquisitions il était difficile d'empêcher les soldats de se servir les premiers et on prétendait que les vivres, le vin, l'eau-de-vie venaient s'entasser dans la maison de Gadeville qui les revendait à prix d'or. Ces visites domiciliaires étaient effectuées sur de vagues dénonciations et sans garanties ; mais dans des circonstances similaires, n'en est-il pas toujours ainsi ?

"Quand les vainqueurs, écrit Voltaire⁽⁴⁾, ordonnent des recherches dans une ville ennemie, on les souffre sans murmurer. Quand le général Lally les ordonnait pour sauver Pondichéry, tout s'élevait contre lui".

(1) Mémoire pour Bussy, p. 248,

(2) Cf. Maurice Maindron, "Dans l'Inde du Sud", t. I, p. 149-150,

(3) Cf. Avis de B. de R., XXXIII,

(4) Voltaire, Fragments sur l'Inde, p. 106. Ed. Moland p. 145

Aux protestataires, Lally répondait par des mots quelquefois malheureux, que l'on répétait en les déformant. Désespéré, il murmurait, découragé : "Le Ciel, ou plutôt l'Enfer, s'oppose "à tout ce que j'entreprends".

Ces mesures imposées par le besoin d'argent et la disette durant cette malheureuse année 1760, occasionnèrent quelques incidents qui, par la suite, lui furent sévèrement reprochés. Nous allons citer les plus marquants :

Un sieur Berthelin⁽¹⁾, marchand, avait prêté 3.000 roupies à Lally qui, en ayant rendu 2.000, estimait l'avoir largement remboursé. Par la suite, Lally avait considéré comme prise de guerre une boîte de diamants trouvée sur un officier anglais, bien qu'elle fût scellée au nom de ce même Berthelin. Courant après son argent et ses diamants le marchand criait "au voleur", ce qui déplaçait fort à Lally qui trouva enfin une occasion pour le faire taire.

A l'approche des Anglais, Berthelin qui par prudence s'était éloigné de sa maison de campagne située à Ariancoupan et qui craignait de la voir pillée, avait laissé le 18 avril⁽²⁾ à l'intention du général anglais une lettre dans laquelle il multipliait ses protestations d'amitié pour "ledit général" et ses compatriotes. Par malchance, son jardinier se trompa et remit la lettre à un officier de Lorraine, qu'il prit pour un Anglais !

Lally fut enchanté de pouvoir sévir contre Berthelin qui,

(1) Cf. Avis de B. de R., XXVIII,

(2) Arch. nat., X 2 B 1395, 2ème liasse, f° 314.

de surcroît, avait des liens de parenté avec plusieurs conseillers. Il le fit donc arrêter et, l'ayant fait venir, lui déclara que son crime était impardonnable et qu'il méritait les derniers supplices. Ostensiblement le prévôt Pouilly prépara les instruments de torture, avec les mèches les plus fortes... pour voir si ce "bougre-là" les supporterait. Le Conseil de Pondichéry s'affola, et intercéda pour Berthelin : c'était tout ce que désirait Lally. Après diverses péripéties comiques ou pénibles, Lally imposa une amende de 50.000 roupies, ramenée par la suite à 20.000, sous la condition d'un paiement dans les 48 heures. Berthelin réunit péniblement 6.000 roupies. Une souscription fut alors ouverte en ville. Vingt-deux personnes prêtèrent leurs bijoux en or ou en argent ; on les fondit à la Monnaie et enfin les 20.000 roupies furent comptées ! Mais les notables de Pondichéry ne pardonnèrent pas à Lally d'avoir osé traiter ainsi un des leurs.

Comme il fallait faire rentrer de l'argent pour payer la solde, Lally frappa de contribution exceptionnelle vingt-trois commerçants riches. Parmi eux il y avait le beau-père de Law, un sieur Carvalho qui, ayant rédigé un mémoire de protestation, vint trouver Lally. Le général, s'emportant, l'aurait menacé, à défaut de paiement immédiat, d'envoyer chez lui ses grenadiers qui, "comme sa femme était vieille et laide lui couperaient sa robe sur le derrière, et comme ses filles étaient jeunes et jolies les violeraient". Ces propos, même sur le ton plaisant,

auraient été d'un goût douteux, mais étaient-ils exacts ? Lally les contesta ; il n'en reste pas moins qu'on les colporta.

Un autre incident eut un retentissement plus considérable encore. L'intendant du Bois, sur l'ordre de Lally, procédait à des fouilles dans les maisons pour découvrir si des vivres n'étaient point cachées. Il s'était ainsi présenté au vieux gouvernement, où logeaient trois officiers : Fumel, Jumilhac et de Mesmes. Fumel laissa visiter sans difficulté le poulailler, mais, quand du Bois émit la prétention de voir les chambres, Jumilhac exigea de se faire représenter l'instruction écrite et alors tout se gâta. De Mesmes prit l'ordre, le mit dans sa poche et dit que la Cour aurait à apprécier de tels procédés vis-à-vis d'officiers français. Il y eut des menaces, des injures et... les deux colonels renvoyèrent à Landivisiau leurs lettres de service, dans le dessein de ne plus servir. Il y avait là un acte d'indiscipline très grave, qui relevait du Conseil de guerre.

Lally prit très mal la chose. Non seulement il reprocha à de Mesmes son attitude, mais en outre il l'accusa de tenir habituellement des "discours pour décourager le militaire et l'habitant". Il ne se priva pas d'ironiser sur cet officier qui se donnait "soit comme colonel, soit comme passager, soit comme habitant, soit enfin comme officier général, ainsi qu'il lui plaisait de se qualifier...". De Mesmes collecta dans l'armée des signatures pour faire attester que "tout ce qui

avait été entendu de M. de Mesmes allait toujours au bien et à l'honneur du service du Roi et à l'encouragement du soldat". Il réunit ainsi l'unanimité du bataillon de l'Inde et de l'artillerie. Guillermin, à la dévotion de Lally qui lui avait promis, paraît-il, une lieutenance dans le Régiment de Lorraine, essaya vainement de réunir des déclarations en sens contraire. Mais après cette quête d'attestations, qui n'obtint aucun succès, le Régiment refusa d'entériner sa nomination. Lally voulut imposer son "Guillermin" et envoya les officiers, colonel en tête, en prison, ainsi que d'Harambure, commandant du Régiment de l'Inde. Malgré ce coup de force Lally ne put se faire obéir et dut une fois encore céder... Depuis cette date, aucun officier français ne remit les pieds chez lui !

La disette rendait les soldats de plus en plus irritables, et pourtant Lally avait réussi à maintenir leurs rations jusqu'en septembre. On cherchait même à discuter son honnêteté et on fut trop heureux d'exploiter contre lui ce qu'on appela l'affaire du prêt Sutton. Le Conseil avait emprunté à 30 % d'intérêt, le 12 février 1760, 16.000 roupies à un sieur Sutton, correspondant de Lally à Gondelour. Or, ce prêt avait été fait avec des fonds qui, paraît-il, (Sutton le révéla par la suite) appartenaient à Lally. Ces opérations étaient fréquentes aux Indes. Bussy et consorts ne s'en étaient pas privés ; mais pour une fois que le nom de Lally pouvait y être mêlé, on cria au scandale⁽¹⁾ !

(1) "Oublions tous les autres crimes du comte de Lally, écrira plus tard le conseiller Duval d'Eprémesnil. Ne pensons qu'à celui-ci. "Il ne méritait pas la mort, mais il méritait un supplice plus honteux que cette mort" (Second plaidoyer de d'Eprémesnil, p.78) Cf. également, Avis de B. de R., XXVI.

Dans le même esprit on fit grief à Lally d'avoir voulu présider la "Chauderie" (le tribunal de police des Noirs). Lally, nouveau venu en Inde, ne s'habituaît pas aux mauvais traitements que le plus médiocre des Européens faisait souffrir impunément aux Noirs.⁺ Lors d'une audience il avait ainsi con-
 +(Esclaves importés d'Afrique) damné un perruquier européen, qui avait blessé une femme noire à l'épaule avec un fer chaud à friser, à la peine du talion en le faisant marquer à la joue avec le même fer rouge ! Ceci était assez sympathique : mais la colonie Européenne vit là une marque de scandaleuse barbarie⁽¹⁾.

Nous ne voulons pas nous arrêter à des histoires dont on faisait des montagnes, comme d'avoir fait refaire "pour 210 marcs de vaisselle" et d'en avoir retiré 8.000 livres du colonel anglais Gaillo, ou d'avoir empêché la vente par la nièce du marquis de Conflans, d'un très beau diamant à un sieur Panon, marchand qui cherchait à profiter de la situation gênée de cette jeune femme. Tout cela est ridicule et sans portée. Il n'empêche qu'en affabulant et en multipliant les sous-entendus on calomniait le comte de Lally à longueur de journée. Tout était bon contre lui... Un exemple encore entr'autres... Un lieutenant d'artillerie, Romainville⁽²⁾, présentera plus tard une copie d'une prétendue lettre trouvée, dit-il, dans la poste de la compagnie des Grenadiers du Régiment de Lorraine, paraissant écrite du camp anglais et datée du 28 décembre 1760, ainsi conçue : "Nos échelles sont prêtes et nos radeaux. Observez bien

(1) Cf. Avis de B. de R., XXXV.

(2) Mémoire au Conseil, n. 258, Second plaidoyer de d'Eprémèsnil, p. 224, 226, 193. Cf. également, Avis de B. de R., XXII.

"nos signaux et comptez sur la récompense qui vous est promise et à vos Messieurs". Cette lettre était sans adresse : certains déclarèrent avoir reconnu l'écriture du second secrétaire de Lally. La lettre fut remise par l'officier des Grenadiers, le sieur de Saint-Cernin, à Lally qui n'avait fait aucune remarque à ce sujet. Le sieur Romainville se crut alors autorisé à raconter que Lally avait dicté cette lettre, cherchant à faire soupçonner des intelligences, des correspondances et des traités... Il n'y avait plus de limites dans la méchanceté et la malveillance.

Ces accusations étaient non seulement grotesques, mais encore totalement inexactes, car Lally dans sa correspondance s'exprimait au contraire, vis-à-vis de l'ennemi anglais, avec la dignité d'un grand seigneur que le sort de la guerre n'avait nullement brisé. Voici en quels termes il demandait, le 16 novembre 1760⁽¹⁾, à Pigot, gouverneur de Madras, d'échanger les prisonniers, en appliquant les règles du cartel signé entre les deux nations :

"Vous m'avez écrit avec une mauvaise foi dont les barbares de la côte de l'Est rougiraient. Vous avez enfreint au cartel fait entre nos maîtres, après l'avoir accepté... Vos reproches, vos ironies, vos insultes ne m'effrayent en rien... L'état d'abandon où l'a laissé sa flotte depuis deux ans et l'avantage de dix contre un, ne sont point un titre pour un ennemy de l'insulter dans la personne de son chef..."

Lally, même vaincu, ne se considérait pas à la botte des Anglais. Ses ennemis du Conseil décidèrent même de le faire arrêter le 20 novembre : ce projet n'échoua que par l'intervention de Leyrit qui s'y était opposé au nom du Roi.

(1) Arch. nat., X 2 B 1395. Cf. également, Avis de B. de R., IX.

Dans la ville, les querelles de personnes prenaient un ton de bassesse humiliant. On menaçait ouvertement Lally de mort, on tenta même de l'empoisonner le 8 octobre. Empoisonnement ? C'est faux diront ses ennemis :

"c'était dans les douleurs qui suivaient ses débauches, telles, ou plus crapuleuses et surtout plus criminelles, que celles d'Antoine décrites par Cicéron, que Lally s'écriait qu'on "l'avait empoisonné".

Empoisonnement ?

"C'est certain", écrira plus tard au contraire le fils de Lally, "Le 8 octobre 1760, on lui disait dans un billet jeté sur sa table : Lally, sauve-toi. J'ai résolu ta mort, tu la mérites ; on rira à ta mort, on pleurera à la mienne. Tu es trahi. Je te donne 24 heures. Le lendemain après avoir pris, en présence du Père Laveur, du gruau qui était sa seule nourriture, il était attaqué pendant douze heures entières, de vomissements, de coliques et de convulsions violentes, dont il s'est ressenti pendant un an..."(1)

Ivresse ? Maladie ? Il y a là un problème médico-légal. En toute objectivité, il est difficile d'avoir une opinion claire à ce sujet. Nous ne disposons, en effet, d'aucun document médical. Les contempteurs de Lally ont parlé d'alcoolisme. "Quand un organisme délabré est parvenu à un certain degré d'intoxication (2), le moindre écart de régime, l'absorption d'une quantité d'alcool, même assez faible, peuvent suffire à provoquer d'effrayants désordres". Il y a là une accusation, qui paraît cependant gratuite ; car à son retour en France il n'a jamais été question de lui imputer des habitudes d'intempérance. Un seul problème demeure. La violence, le tempérament coléreux de Lally revêtaient-ils un aspect pathologique ? Il est difficile

(1) Plaidoyer du comte de Lally Tolendal devant le Parlement de Rouen, p. 92 et cf. Mémoire, 2ème partie, p. 34-367.

(2) Chassaingne, Le Comte de Lally, p. 161.

de suivre totalement le fils de Lally quand il écrit⁽¹⁾ :

"on a traité les plaintes de mon père sur tant de forfaits,
 "comme des calomnies atroces ou tout au moins comme des accès
 "de frénésie et de démence. Un homme que la nature avait doué
 "d'une gaieté inaltérable, un homme qui a porté, pour ainsi
 "dire, la fleur de l'enjouement jusque dans l'horreur des ca-
 "chots, a été représenté comme un fou, sombre, noir, dangereux,
 "pas un ou deux de ces Ecrivains qui font des caractères à coups
 "de plume, et qui, fiers d'un mensonge sonore, garantissent
 "intépidement ce qu'il n'ont jamais vu et connu... Mais exigez
 "donc du sang-froid d'un homme à qui l'on fait voir la trahison
 "l'environnant, des abîmes ouverts sous ses pas, le fer de
 "l'assassin levé sur sa tête, et le poison prêt à couler dans
 "ses veines".

La piété filiale du fils de Lally exagérait en sens contraire.
 Mais en toute objectivité ne faut-il pas considérer qu'à vivre
 entouré d'ennemis, dont les moins dangereux pour lui étaient,
 peut-être, ceux à qui il faisait la guerre, il y avait de quoi
 avoir "la tête tournée" comme l'écrira plus tard Voltaire ?

o
o o

Le 9 décembre 1760⁽²⁾, à minuit, les canons de quatre
 batteries anglaises invisibles au milieu des jardins commen-
 cèrent à tirer. Lally, malade au point qu'il fallut l'opérer
 de l'empyème (sans doute était-il atteint de pleurésie puru-
 lente)⁽³⁾, ne quittait plus sa chambre. Si l'on voulait sauver
 au moins ce qui pouvait être sauvé, on devait songer à la
 capitulation. Lally souffrant atrocement depuis vingt-quatre

(1) Mémoire, 1ère partie, p. 259,

(2) Sur la capitulation de Pondichéry, cf. Avis de B. de R., XIX
 et plus spécialement la correspondance entre Lally et Landivi-
 siau citée par lui,

(3) Certains ont parlé "d'abcès au foie". Les ennemis de Lally ont
 contesté l'intervention chirurgicale, demandant qu'il en fasse
 la preuve en montrant la cicatrice qu'elle avait dû laisser.

jours, fit appeler Landivisiau, qui se déroba, craignant une manœuvre pour se décharger sur lui de la honte de la défaite. Le Père Lavour et les jésuites, pour sauver leurs missions et leur argent, étaient prêts à toutes les concessions et intriguaient pour qu'on traitât avec les Anglais sans tarder⁽¹⁾. La ville commençait à sentir le cadavre. Il n'était plus possible de compter sur Haider Ali Kan en difficulté chez lui et Morarao, chef des Mahrattes, faisait répondre à Lally : "J'ai vu votre ambassadeur, mais il est arrivé les mains vides".

1761
Le cyclone
du 1er janv.
une
dernière
occasion
manquée.

Quand tout paraissait perdu, un miracle sembla vouloir se produire. Dans la nuit du 1er au 2 janvier 1761, un cyclone effroyable se déchaîna. Au matin du 2 janvier, la rade était pleine d'agrès ; quatre vaisseaux anglais étaient rasés, démâtés d'autres étaient brisés sur la côte. Sur terre, le raz-de-marée avait tout noyé, mais le ciel se manifestait trop tard ! les soldats français mal nourris se traînaient à peine et ne purent profiter du désarroi créé.

Dès le 24 décembre Lally avait alerté Landivisiau sur la nécessité d'envisager les mesures à prendre pour une capitulation⁽²⁾. Landivisiau avait répondu qu'il demandait à Leyrit un conseil mixte pour délibérer sur "ce qui est le plus avantageux". Par une nouvelle lettre datée du 27, Lally avait insisté, et le 28 Landivisiau lui avait enfin répondu : "Pouvant espérer de jour en jour, soit l'arrivée de notre escadre, soit le succès de la négociation des Mahrattes,

(1) Cf. Tableau Historique de l'Expédition de l'Inde pour le comte de Lally contre M. le Procureur général. Résumé de la capitulation de Pondichéry, p. 37 à 52.

(2) Cf. Avis de B. de R., XIX.

"n'êtes-vous pas d'avis que nous ne pensions qu'à la dernière extrémité à proposer à l'ennemi des articles ?" Lally qui (1) était aussi sensible à cet espoir, s'était naturellement incliné. Cinq jours après, le 6 janvier 1761, l'amiral Cornish arriva avec quatre vaisseaux frais et les Anglais se regroupèrent sur les hauteurs. Le 8 janvier on mangea les derniers boeufs : Lally donna l'ordre d'assécher les fossés pour en recueillir les poissons.

"C'était le temps qu'on appelle dans l'Inde de la petite mousson, auquel il arrivait fréquemment des vaisseaux d'Europe à la côte. Le comte de Lally espérait toujours que l'escadre, ou au moins une portion de l'escadre du comte d'Aché arriverait au secours de Pondichéry ; et en effet, cinq vaisseaux seulement eussent suffi, non seulement pour écraser l'escadre anglaise qui venait de perdre neuf de ses plus gros vaisseaux dans l'ouragan, mais pour être maîtres de la mer de l'Inde et donner la loi à la côte pendant dix-huit mois (2)". On devait donc attendre jusqu'à la dernière extrémité.

Le 12 janvier, comme il ne restait plus que deux jours de vivres, Lally s'était résolu à écrire à Leyrit : "Il sera trop tard après-demain de faire aucune démarche auprès de M. Coëte". Il se heurta alors à une fuite devant les responsabilités. "Vous nous avez cassés, nous ne sommes plus rien", répétaient les conseillers, prenant prétexte de leur dignité bafouée pour fuir leurs responsabilités. - "Je ne vous ai point

(1) Ibid. (Les correspondances citées par B. de R. sont extrêmement importantes : elles éclairent d'une façon toute nouvelle les conditions de la capitulation de Pondichéry).

(2) Cf. Tableau Historique de l'Expédition de l'Inde, p. 38, 39, "Il ne restait dans les magasins le 24 décembre 1760, que de quoi substantier le soldat pendant huit jours, à raison d'une demi-livre de riz seulement par jour, sans aucune autre espèce de nourriture ou de boisson". (Cf. Avis de B. de R., XV).

"cassés", répondait Lally, "je vous ai défendu de vous assembler sans ma permission ; et je vous commande, au nom du Roi, de vous assembler et de former un conseil mixte, qui cherche les moyens d'adoucir le sort de la colonie entière et le vôtre".

Le Conseil retrouva alors son unanimité pour lui signifier une mise en demeure :

"Nous vous sommons, au nom de tous les ordres religieux, de tous les habitants et au nôtre, de demander dans l'instant une suspension d'armes à M. Coëte et nous vous rendons responsable envers le Roi, de tous les malheurs que des délais hors de raison pourraient occasionner".(1)

Lally assembla en conséquence ses officiers pour recueillir leur avis : ils approuvèrent tous Lally⁽²⁾. A quoi servirait une suspension d'armes ? Les Anglais, comme ils l'avaient déjà fait, n'en respecteraient pas les termes. Le Conseil et Lally ne purent donc, comme il fallait s'y attendre, se mettre d'accord, si bien que furent rédigés deux textes qui devaient être portés au colonel Coëte⁽³⁾.

Lally proposait une capitulation en forme de déclaration qui concilierait, autant qu'il était possible, la grandeur du Roi et l'honneur de ses armes avec les difficultés de sa position. Pondichéry se rendrait aux armées de Sa Majesté Britannique et non à la Compagnie Anglaise.... Il fallait surtout éviter pour la population l'effroyable désastre que serait un assaut général.

Il y avait là bien mieux qu'une simple nuance. Lally, en effet, reprochait vivement à la Compagnie anglaise, ses infractions aux anciens traités et au nouveau Cartel ; il se

(1) Cf. Avis de B. de R., XIX,

(2) ibid.

(3) Cf. pour le texte de Lally - Avis de B. de R. - ibid.

prétendait en conséquence, en raison même de cette infidélité, hors d'état de proposer des conditions, qu'au surplus, bien sûr, on ne lui aurait pas accordées. Il s'en remettait à la décision des deux Cours Royales, pour une réparation de la violation de traités aussi solennels. Par là, il élevait la question entre les deux puissances et suspendait le sort de Pondichéry, jusqu'à la paix. Il déclarait que tous les civils et militaires se rendraient prisonniers de guerre, aux termes du Cartel signé le 3 septembre 1759 qu'il réclamait également pour tous, parce que dans les colonies tout était censé militaire. Aux termes de ce Cartel, tous les prisonniers de guerre, en étant échangés ou en payant leurs rançons, devenaient libres au bout de quinze jours. Enfin il stipulait que le Conseil de Pondichéry traiterait avec le général anglais pour ce qui pouvait intéresser plus spécialement les habitants de la colonie. On pouvait dire de Lally ce que Retz disait de M. de Bouillon : "Je n'ai jamais vu que lui "qui ne contestât jamais ce qu'il croyait ne pas pouvoir obtenir..." C'était un hommage que personne ne songea à lui rendre !

De son côté, le Conseil de Pondichéry avait rédigé, le 13 janvier⁽¹⁾, un texte en plusieurs articles ; le premier portait :

"qu'il y aurait une suspension d'armes pendant quinze jours, "pour laisser à Pondichéry le temps d'être secouru, soit par "terre, soit par mer ; et que s'il ne l'était pas d'ici ce "temps, alors il passerait sous la domination britannique".

Le second prévoyait :

(1) Cf. Avis de B. de R., XIX.

"que pendant ces quinze jours, le général anglais nourrirait
"la place qu'il voulait affamer".

Lally avait trouvé ces demandes si extravagantes qu'il les
avait retournées avec cette apostille : "Ces deux articles
sont ridicules à imaginer et fous à proposer".

Comme l'écrivait Voltaire⁽¹⁾ : "Si Lally les offensait en
"les accusant d'injustice et de cruauté, on les offensait davan-
"tage en députant un jésuite intrigant, pour négocier avec des
"guerriers victorieux". En effet, ce fut le jésuite Lavour qui
conduisit, le 14 janvier, une délégation composée du chevalier
Durre, du conseiller Courtin, du sous-marchand Tobin, qui servait
d'interprète, auprès de Coûte pour porter à la fois la déclara-
tion de Lally et les articles du Conseil. Le colonel Coûte, le
15 janvier⁽²⁾, rejeta toutes ces demandes en bloc, il refusa
même les conditions du Cartel. Ce qu'il exigeait, c'était une
reddition à discrétion.

"Il veut que les Français se rendent prisonniers de guerre,
"pour être traités comme il conviendra aux intérêts du Roi
"son maître. Il aura pour eux toute l'indulgence qu'exige
"l'humanité. Il enverra demain matin, entre huit et neuf heures,
"les grenadiers de son régiment prendre possession de la porte
"de Villemour. Après-demain, à la même heure, il prendra pos-
"session de la porte Saint-Louis. La mère et la soeur du Rajah⁽³⁾
"seront escortées à Madras. On aura tout le soin possible d'elles
"et on ne les livrera point à leurs ennemis".

Il fallut s'incliner⁽⁴⁾ : les Anglais obtinrent ainsi la
reddition de la ville le 16 janvier 1761 et du fort intérieur
le 17. Le colonel Coûte désirait se montrer humain et généreux :
Il estimait Lally et admirait son courage⁽⁵⁾. Il n'avait pas

(1) Fragmens sur l'Inde, p. 109,

(2) Cf. Avis de B. de R., XIX,

(3) Chanda Saëb,

(4) Sur les conditions de cette capitulation - cf. Avis de B. de R.,
XIX

(5) "Personne n'a, écrivait-il, une plus haute idée que moi de
"M. de Lally, soit comme gentilhomme, soit comme officier, lequel
"à ma connaissance a lutté contre des obstacles que je croyais
"invincibles et les a vaincus". Cité avec d'autres lettres -
Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 276.

dissimulé son émotion quand, passant en revue la garnison qui allait déposer les armes, il se trouva devant les restes méconnaissables des beaux régiments de Lorrains et de Lally. Jamais l'Inde n'avait vu de si belles troupes : pas un homme n'avait déserté... Il fit donc afficher le lendemain de la prise de la ville, que les particuliers conserveraient tous leurs effets ; mais il devait compter avec les civils du Conseil de Madras. Quatre jours après, Pigot, gouverneur de Madras pour la Compagnie anglaise, exigea que la ville fût remise en son pouvoir. Il était aussi mesquin et vindicatif que Coëte était noble et généreux : Nul n'ignorait l'animosité qui existait entre les deux hommes. Pigot, descendant de Français émigré, satisfaisait une haine farouche, tandis que Coëte combattait en gentilhomme. L'un était un marchand, l'autre un soldat. Prenant le commandement, Pigot était bien décidé à faire payer à Pondichéry le "sac" de Saint-David.

Comme le départ de Lally avait été annoncé pour le 18 janvier, Mariol et Trinquière se présentèrent vers 10 heures du matin avec une troupe de forcenés pour tenter de l'assassiner. Lally fut sauvé par le chevalier de Chaponay, Guillermin et par la garde anglaise. Vers 6 heures 1/2 du soir, les battants du Fort s'ouvrirent et Lally malade, étendu sur son lit apparut en palanquin : c'est ainsi qu'il devait être transporté jusqu'au bateau, pour que les indigènes n'ignorassent rien de sa défaite. Son départ de Pondichéry, à la nuit tombée, fut tragique :

Lally n'avait été autorisé à emporter que deux malles et son lit. La foule ameutée par Moracin injuria le général vaincu. Ils étaient là quatre-vingts officiers et employés de l'Inde. Le Père Lavaur, qui tenait un journal des événements et ne voulait rien perdre de ce spectacle, était venu, sous prétexte de souhaiter à Lally un bon voyage et surtout un grand soin de sa santé. A peine sorti du fort, Lally vit avancer contre lui ces "quatre-vingts assassins" avec Moracin en avant sur leur droite. Il ne dut la vie qu'à l'officier et aux quinze Houssards que le général anglais lui avait envoyés pour l'escorter. Quelques minutes après son départ, le chevalier du Bois, intendant de l'armée, sorti à son tour du fort, fut tué par l'officier Deferre ; son cadavre resta exposé aux outrages de la foule pendant quatre heures. Lally traité comme un prisonnier, fut transféré par mer, de Pondichéry à Madras, couchant dans la cale et nourri avec la ration d'un homme d'équipage.

Les dernières semaines de Pondichéry, si l'on en croit un témoin impartial⁽¹⁾, avaient été effroyables. "On périssait de faim". Il restait sans doute un dernier parti pour les assiégés : c'était que tous les hommes en état de porter les armes exécutassent une sortie générale et vinssent chercher dans les lignes anglaises une mort honorable, ou forcer leurs ennemis, par cette action vigoureuse, à leur accorder une autre capitulation. Mais cette solution désespérée était-elle même encore réalisable ?

(1) Antoine Fantin-Désodoards, Révolution de l'Inde pendant le XVIIIème siècle et Mémoire de Typo-Saheb, sultan de Maissour écrit par lui-même et traduit de la langue indoustane, p. 341,

"Presque toute la garnison avait péri en défendant la place ;
 "il ne restait que des malades et des blessés ; les bourgeois
 "efféminés qui avaient refusé de monter une simple garde de
 "parade, pour en imposer aux assiégeants, ne voulaient pas
 "exposer leur vie pour leur patrie".

Pigot, avec un autre Français d'origine, Dupré, petit-fils
 d'un protestant français, procéda avec un fanatisme féroce à
 l'anéantissement de Pondichéry. Il impartit un délai de trois
 mois aux habitants pour sortir de la ville, en emportant leurs
 effets. Leyrit, qui après le départ de Lally représentait la
 dernière autorité, écrivit à Pigot⁽¹⁾ le 31 janvier 1761, pour
 tenter de lui faire entendre raison :

"Vous perpétuez dans l'Inde, une manière de faire la guerre
 "funeste aux nations... Vous me répondrez sans doute que vous
 "ne faites que suivre l'exemple que nous vous avons donné...
 "Je conviens avec vous, Messieurs, que M. de Lally a détruit
 "le fort Saint-David... (2). Mais le premier fort détruit dans
 "l'Inde depuis le commencement de cette guerre, n'a t-il pas
 "été celui de Chandernagor ? Les Anglais l'ont enlevé malgré
 "la neutralité sur laquelle les Français avaient tout droit
 "de compter. Rappelez-vous en même temps, la manière d'agir
 "des Français après que Calcutta fut pris par le Nabab...
 "Ils ont aidé les Anglais de tout leur pouvoir. Ils les ont
 "traités et reçus à Chandernagor comme des compatriotes...".

Leyrit, si timoré jusqu'alors, retrouvait du courage.

Rien n'y fit, les Anglais se montrèrent impitoyables ;
 Dupré, promu gouverneur de Pondichéry, répondit au Père Laval
 qui lui prêchait la charité et le pardon des injures :

"Je pourrais commencer par citer les ordres (3) que vous savez
 "bien que M. de Lally avait de la Cour de France, pour démolir
 "toutes les villes maritimes qu'il pourrait prendre aux Anglais
 "et transporter tous les Européens à l'Isle de Bourbon ; je pour-
 "rais vous dire le dur traitement qu'il paraît qu'on leur desti-
 "nait ; je pourrais vous mettre devant les yeux, comme des
 "preuves de la rigueur avec laquelle votre général entendait
 "exécuter ces ordres, des exemples sans nombre de sévérité,

(1) (2) (3), Voir p. 191 bis.

- (1) p. n° 96, citée dans le Second plaidoyer de M. d'Eprémesnil, p. 228 et suiv.
- (2) Le même Leyrit écrivait à Lally, le 20 août 1758 : "Je suis charmé que vous vous déterminiez à continuer la démolition du fort Saint-David, dont tout le monde souhaite l'entière destruction".
- (3) Les instructions secrètes de la Cour à Lally avaient été connues ensuite d'une imprudence de Leyrit, qui en avait envoyé un double dans une boîte en fer à Trinquebar quinze jours avant la prise de Pondichéry. Cette boîte avait été saisie et visitée par les Anglais.

"je pourrais dire de cruauté, qu'il a exercé ici sur ceux de ma nation, qui ont eu le malheur de tomber sous son pouvoir ; et "si après les six semaines (1) qu'on vous a accordées pour "changer de demeure, vous trouvez le temps trop court, je pourrais vous rappeler les trois jours accordés aux habitants du "fort Saint-David pour partir, sans presque autres effets que "ceux qu'ils portaient sur eux..."

Pondichéry livré aux flammes ne fut plus qu'un monceau de ruines⁽²⁾. Les colonisateurs, qu'ils fussent Français ou Anglais, donnaient à tour de rôle, la mesure de leur degré de civilisation. L'Inde silencieuse, assistait à ces luttes fratricides mettant son espoir pour comprendre le sens secret des événements du monde dans les paroles de Bhagavad-Gita, (IV-8) : "Chaque fois que le devoir s'efface et que monte le mal, alors "j'apparais sur la terre". "Qu'importe en effet ce qui n'est pas la réalité suprême, celle "qui fait mourir à la Vie pour donner la Vie !"

Lally vaincu ne se faisait aucune illusion sur la générosité anglaise. Il avait cependant correspondu avec l'amiral Stevens pour demander que les prisonniers fussent traités selon la loi du Cartel. Stevens lui avait répondu le 18 février⁽³⁾ : "Vous n'avez nul droit de prétendre de ma part à aucun égard, "en ce qui vous regarde comme prisonnier de guerre de la Compagnie des Indes d'Angleterre, qui a pouvoir de disposer de "vous comme elle jugera à propos..."

Pendant ce mois de février, Mahé, Gingy, les dernières places tenues par les Français, tombaient. Les troupes françaises résistèrent jusqu'au 5 avril 1761 dans Gingy et se rendirent alors seulement au capitaine Stephen Smith. Elles avaient tenu trois mois après la capitulation de Pondichéry. Les Anglais reconnurent leur courage en les rapatriant en Europe avec les

(1) (2) (3), Voir p. 192 bis.

- (1) Dupré avait imposé un délai plus court que Pigot,
- (2) Les Anglais voulurent se justifier de la destruction de Pondichéry et le Conseil de Madras publia en 1761 : An exposition of the reasons for destroying the Fortifications and Town of Pondichéry, to wich is fixed the letter wixh passed between Mr. Lally and colonel Coëte previous to the surrunder and the representation of M. de Leyrit and Père Lavour against the destruction of the Town as also some extraits of M. Lally's instructions, and his Majesty's most gracious Letters Patent, Printed at Madras by order of the President and Council. (Arch. nat., X 2 B 1395, 2ème liasse, f° 378). Certains ont soutenu que le sac de Pondichéry ne s'étendit que sur une faible partie de la ville... La perte se réduisit à la démolition des fortifications et de cent quatre maisons européennes, dont l'ensemble constituait le comptoir. Aux réclamations des propriétaires, la Compagnie aurait objecté que le million qu'on lui demandait pour la réédification de ces immeubles, ne devait pas être payé parce que "la plupart de ceux-ci ont été bâtis par vols et rapines qu'on lui a faits. Les mêmes propriétaires sont en état de les rebâtir. Quant aux maisons des noirs qui ont souffert, l'emplacement qu'elles occupent en fait tout le prix etc..." (Cf. Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 127).
- (3) Arch. nat., X 2 B 1395, II, cote 117.

honneurs de la guerre. Quant à Ramalingua, qui avait pendant la durée du siège gardé le poste de Thiagar, il conduisit sa cavalerie auprès d'Haider-Ali et la mit à son service, demeurant ainsi fidèle à la France qu'il avait aidée de ses deniers jusqu'aux derniers jours. Il lui était encore dû plus de la moitié des sommes avancées par lui (environ 3 millions) sans compter le prix de ses récentes fournitures⁽¹⁾. La France n'avait plus un pouce de terrain aux Indes. Les prisonniers français à Saint-Thomas, alertés par les officiers de Pondichéry, s'étaient rassemblés pour comploter l'assassinat du comte de Lally sur sa route. Quand il arriva aux environs de Madras, le conseil anglais décida de lui donner une garde de cinquante hommes pour le protéger contre les conjurés de Saint-Thomas, qui avaient à leur tête un proche parent du sieur de Leyrit. A Madras, le comte de Lally "essuya le traitement le plus indigne de la part "du gouverneur et du conseil anglais : il osait à peine sortir "de chez lui de crainte d'être insulté"⁽²⁾. Lally, déjà de Madras, se portait accusateur de ceux qu'il considérait comme les seuls responsables de la perte de l'Inde : dès le 31 janvier 1761, il écrivit au comité secret de l'administration de la Compagnie des Indes, une lettre où il dénonçait les agissements du Conseil supérieur de Pondichéry et principalement des sieurs Moracin et Courtin ! Il tenait à ce que fussent établies les véritables responsabilités.

Lally, conduit de force à bord, fut enfin embarqué sur

(1) Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 150.

(2) Tableau Historique... p. 54.

un vaisseau marchand, le 10 mars 1761, pour être ramené de Madras en Angleterre. Durant trois mois il subit les insultes de l'équipage et les pires avanies, nourri à la gamelle du capitaine-marchand, avec du bouillon de porc frais et salé. A la relâche de Sainte-Hélène, le commandant militaire de l'île le reçut avec courtoisie et chercha à lui faire oublier ces vexations⁽¹⁾.

Pendant ce temps, à Pondichéry, on fouillait ses coffres, où on ne trouva que des hardes hors d'usage. On persécutait tous ceux qui, de près ou de loin, semblaient avoir été ses amis. Le chirurgien Guyonnet, qui l'avait accompagné à Madras, fut ainsi privé de nourriture et l'officier Pollier, pour avoir averti Lally du complot formé contre lui à Saint-Thomas, dut se réfugier chez les Danois. Ses gardes du corps, Harpy et Jacquelot, ayant déposé sur la façon dont il avait été traité, furent jetés en prison et chargés de fers.

Parmi les lettres qu'il reçut à Madras, l'une du 2 février 1761, de Moracin, témoignait de l'état d'esprit régnant : chacun sauvait ce qu'il pouvait. Devant Pondichéry en flammes, Moracin ne pensait qu'à réclamer une croix, des chandeliers, son argenterie saisis sur l'ordre de Lally. Tout cela avait été mis en gage chez le Père Laval pour 1.000 roupies distribuées pour la solde des troupes⁽²⁾. Pour remplacer le chevalier du Bois, Lally avait nommé le conseiller Nicolas. Ignorant ses ordres, le Conseil désigna Denis. Celui-ci alla vite en besogne,

(1) Cf. Avis de B. de R. : Observations et conclusions, ainsi que Mémoire au Conseil, 1ère partie, p. 246,

(2) Arch. nat., X 2 B 1395, I, f° 114.

approuvant des comptes que le malheureux Du Bois avait refusé de signer, et surtout s'emparant de tous ses papiers. Afin de sauver Mariol de l'accusation de tentative d'assassinat, les deux jésuites Lavour et Saint-Estevan lui fabriquèrent un alibi, d'où il ressortait que "le 18 janvier il était resté caché dans le clocher du couvent". Déjà le procès se préparait !

Le 23 septembre 1761, Lally arriva à Londres. Apprenant la cabale qui se montait en France contre lui depuis plusieurs mois, il sollicita sa mise en liberté. Bien qu'on eût accordé celle de plusieurs officiers, la sienne fut refusée par le Conseil d'Etat : il était un ennemi trop dangereux ! Il demanda donc la permission de revenir en France sur parole. L'ayant obtenue, il se mit en route bien que toujours malade ; ayant trop présumé de ses forces, il lui fallut s'aliter et demander aux autorités anglaises une prolongation de son passeport⁽¹⁾. Il débarqua à Calais seulement le 17 octobre 1761, pour trouver à Paris et à Versailles, contre lui, une opinion déchaînée.

o
o o

0) Lettre de Lally, 12 octobre 1761 (coll. pers.)

- CHAPITRE II -

-:-

ET POUR AVOIR PERDU LA GUERRE AUX INDES
PERDIT AUSSI LA TETE ...

-:-

Les traitres !... ce sont les autres

En abandonnant Lally aux Français, les Anglais se doutaient bien qu'il serait traité plus cruellement qu'ils n'auraient jamais osé le faire. Rien n'est pire que les règlements de comptes après une défaite ! Bussy avait précédé Lally de six mois ; rentraient également avec leurs familles, les membres du Conseil de Pondichéry : deux cents employés, qui se disaient ruinés... A leur mauvaise fortune, ils voulaient trouver une excuse, une explication. Bientôt il n'y eut plus qu'une voix unanime pour dénoncer le responsable : Lally, traître, concussionnaire, criminel de lèse-majesté.

Que ce fût à la Cour ou à la Compagnie des Indes, Lally s'était heurté à des portes fermées. Seul le contrôleur général Bertin, sans écouter les accusations portées contre lui par le chevalier de Jumilhac, son propre beau-frère, continuait à le défendre. L'ancien général de l'armée des Indes n'avait retrouvé fidèles que ses affections féminines : Mmes de Lamarck, de Rochechouart couraient les cabinets de ministres pour lui. Dans sa famille l'intendant de Languedoc, Saint-Priest, continuait à manifester à Lally une amitié "inconditionnelle". Alors que l'archevêque Dillon restait sur une certaine réserve, Saint-Priest, au contraire, faisait le siège du contrôleur général Bertin et lui arrachait 30.000 livres pour rembourser Lally d'une partie des frais de son régiment.

Lally, "soyez prudent !" lui répétaient ses amis : mais ce n'était pas dans son caractère. S'il rédigeait pour Bertin des mémoires qui restaient confidentiels, il ne pouvait s'empêcher

de parler, de consulter l'avocat d'Outremont. "C'est pour me venger que je respire", écrivait-il le 13 décembre 1761, à sa cousine, Mme de Saint-Priest, et n'oublions pas qu'il avait pris le premier l'initiative d'accuser par un mémoire daté de Madras du 31 janvier 1761⁽¹⁾.

Le Conseil de Pondichéry déclencha l'offensive judiciaire contre lui, en présentant le 5 août 1762, une requête au Roi ; il s'estimait "offensé" par les imputations atroces que le sieur de Lally ne cessait de lui prêter, Lally, dès qu'il connut cette requête, répondit le 30 août 1762 par une lettre à la Compagnie où il écrivait notamment :

"Si ce ne sont pas des calomnies dignes seulement de mépris et d'un profond oubli, mais des accusations qui méritent d'être examinées aux risques de l'accusateur et de l'accusé, dont l'un ou l'autre mérite la mort, je me sou mets à cet examen et je le demande".

Bussy de son côté avait relevé le gant :

"Les calomnies de M. de Lally", écrivait-il également à la Compagnie, "ne peuvent me rendre indigne des grâces de mon Roi et encore moins me priver de celles que Sa Majesté a daigné m'accorder. Je sais, Messieurs, que les calomnies dont je me plains sont consignées dans vos registres, qu'elles y soient donc tracées de mon sang, s'il est coupable, ou qu'elles soient effacées par celui de mon calomniateur".

Ainsi la question était nettement posée : la tête de Lally ou celles de Bussy et des conseillers.

Si Lally n'avait eu qu'à faire face à une plainte en justice, il aurait pu encore se défendre, mais ses ennemis disposaient d'autres armes. Bussy avait épousé, dès son retour en France, Arthémise de Choiseul⁽²⁾, une cousine du ministre de la guerre et son contrat de mariage avait été signé par le Roi le

(1) Cf. Avis de B. de R., "Observations et conclusions",

(2) Fille de Antoine, marquis de Choiseul, capitaine de vaisseau de Sa Majesté. Elle mourut à Paris le 5 mars 1764, âgée seulement de 20 ans.

12 mai 1761. Dans son hôtel du Marais il recevait fastueusement. Il se répandait en cadeaux qui faisaient rechercher son amitié. Il offrit ainsi un jour galamment à Mme de Pompadour, dont il n'ignorait pas la bienveillance pour Lally, douze tabatières d'or servant de coffrets à des chemises de femmes indiennes, en mousseline arachnéenne de Carnate. Se déclarant au-dessus des attaques de Lally, il préférait rester le chef d'orchestre invisible de la campagne menée contre lui. Son homme à tout faire, Marion, se chargeait d'agir pour son compte.

Le Père Lavour, dès son retour en France, avait repris la plume et rédigeait requêtes et plaintes. Lally avait réussi à se procurer les brouillons mêmes, écrits de la main du jésuite et détenait ainsi la preuve de la machination montée contre lui. Mais le Père Lavour passait pour un saint et Bertin, Mgr Dillon, eux-mêmes, commençaient à être ébranlés. Choiseul attendait, pour prendre une décision, que le Conseil de Pondichéry fût arrivé en France. Dans l'été 1762, Leyrit, Moracin, parvenus à Paris, prirent la tête de la faction du Conseil contre Lally, tandis que Mariol, "fort en gueule", provoquait des mouvements de foule : recrutant des bandes de vauriens, il allait conspuer Lally dans les rues jusque sous ses fenêtres. Le comte d'Aché était protégé de son côté par le grand amiral. Prudent, il avait cherché un rapprochement avec Lally : n'avaient-ils pas intérêt à s'entendre pour lutter ensemble contre leurs calomniateurs ? mais Lally avait répondu à ses avances par un affront public⁽¹⁾. L'ancien chef de l'escadre était donc allé grossir

(1) Cf. Réponse du comte d'Aché au Mémoire du comte de Lally, intitulé : "Vraies causes de la perte de l'Inde". Le comte d'Aché "naturellement bon, sans fiel, avait oublié tout ce qui s'était passé dans l'Inde entre Lally et lui... Ce n'est qu depuis "qu'il s'est vu inculpé par le fait et les dénonciations du comte "de Lally, qu'il a cru devoir pour sa justification, rendre la "vérité publique, mais sans jamais la rendre personnelle".

la troupe de ses ennemis. De bouche à oreille se propageaient des accusations, qu'il suffirait par la suite à quelques habiles procureurs et avocats de mettre en forme pour les rendre apparemment accablantes.

Le sieur Le Noir, conseiller de Pondichéry, se distinguait à la tête des "plaignants". Le chevalier de Mesmes, de son côté, écrivait à Choiseul :

"Si les injustices et les violences de Lally n'étaient pas punies, quel est le gentilhomme ou le militaire, qui voudrait s'exposer à aller servir dans les colonies sous les ordres d'un commandant, qui loin des yeux de son maître, pourrait abuser impunément de l'autorité qui lui est conférée ?"

Les jésuites, qui perdaient beaucoup aux Indes, semblaient obéir à un mot d'ordre, multipliaient diffamations et injures contre cet Irlandais "chargé de trésors immenses, qui poussait l'effronterie jusqu'à dire qu'il ne laisserait aux Français que leurs yeux pour pleurer". La trahison de Lally ne se discutait déjà plus. Sur les places publiques les gens s'insultaient en se traitant de "Lally".

La Compagnie des Indes, sollicitée aussi de tous côtés, se résolut à agir et demanda qu'une commission fût nommée, alors que Lally prétendait rendre des comptes exclusivement devant un conseil de guerre. Le 19 septembre 1762⁽¹⁾, le Conseil de Pondichéry déposa une plainte motivée, articulant neuf accusations principales développées le lendemain dans un mémoire où il insistait pour que "Sa Majesté désignât des commissaires". Le dernier coup fut porté à Lally par les accusations de Landivisiau,

(1) Arch. Nat., X² b 1396. Cette pièce capitale constituait dénonciateurs ceux qui l'avaient signée, il s'agissait de Duval de Leyrit, Moracin, Courtin, Lenoir, Nicolas de Fovancie, de La Selle, Denis, Lagrenée, Duplan de Laval. D'après la législation en vigueur, ils ne pourraient plus être témoins. Cf. Avis de B. de R., qui date la requête du 2 août 1762. "Observations et conclusions".

qui, ancien brigadier de l'armée des Indes, jouissait d'un grand crédit. Lally, que tant d'injustice à son égard finissait par rendre injuste, répondit en mettant en doute la moralité et le courage de ce dernier. L'effet fut désastreux. Lally avait le tort, dans toute discussion, de viser l'homme. Bertin lui-même s'indigna quand Lally lui écrivit :

"En 1756 Landivisiau était perdu de dettes... Je l'ai d'abord "refusé dans mon armée... J'ai été mécontent de lui dès la première action dans l'Inde et j'ai cessé depuis ce temps de l'employer jusqu'aux six derniers mois du siège de Pondichéry".

Formulées pour la première fois, de telles allégations parurent à Bertin, "imaginées pour faire pièce aux accusations précises "portées par l'ex-brigadier"⁽¹⁾.

L'opinion publique s'énervait. Elle s'étonnait de l'absence de poursuites. On parlait à mots couverts d'or distribué par Lally dans l'entourage des ministres. Bertin lui-même se trouvait visé. Parmi les femmes qui défendaient Lally, se distinguait particulièrement la vicomtesse de Noë. Un placard circula dans Paris annonçant que "en cas de déluge, Bertin se sauverait dans l'arche de Noë"⁽²⁾. Déjà trop compromis, Bertin se débarrassa du dossier en le transmettant à Choiseul, secrétaire d'Etat à la Guerre⁽³⁾. L'accusation ne relevait-elle pas de griefs essentiellement militaires ?⁽⁴⁾

Les protecteurs de Lally se montraient de plus en plus circonspects. Les trois femmes coalisées contre le grand Frédéric, l'impératrice Marie-Thérèse, l'impératrice de Russie

- (1) Le 30 août 1764, le capitaine Mariol dans sa déposition déclara que les accusations qu'il avait portées contre Landivisiau, lui avaient été dictées par Lally et qu'elles étaient sans fondement. (Arch. Nat., X 3 b 1396, f° 17)
- (2) Arsenal, Fonds de la Bastille, Règne de Louis XV, 1757-1767 p.410.
- (3) Lettre du 16 octobre 1762 - Cf. Avis de B. de R., Observations et conclusions.
- (4) Sur la mise en condition de l'opinion publique. T. II p. 304 et suivantes.

Elisabeth et Mme de Pompadour, avaient voulu mener la guerre à outrance et la France n'avait éprouvé que des revers dans les quatre parties du monde. On avait pu espérer que le Roi de Prusse aurait plié sur le continent, devant les forces réunies de l'Autriche, de la France, de la Russie, de la Suède et de la moitié de l'Empire, mais la mort de l'impératrice de Russie, le 6 janvier 1762, avait sonné le glas d'un tel espoir. Mme de Pompadour comprenait qu'il faudrait renoncer à toute idée de gloire et de conquête et accepter l'humiliation nationale de la défaite. Vieillie avant l'âge par une vie d'intrigues épuisantes, elle luttait avec énergie, sentant venir l'approche de cette dernière maladie qui laisse sans secours dans une solitude annonciatrice du dernier jour. En ce moment vraiment mal choisi, Lally revenait, marqué par la capitulation de Pondichéry, qui en Asie faisait pendant à la défaite de Rosbach. Il pouvait donner la main au malheureux Soubise que Paris chansonnait.

Choiseul avait pris quelques distances avec Cotillon IV, la divine marquise. En août 1761, sa politique étrangère avait remporté un relatif succès par la signature du pacte de famille, entre les Bourbon de France, d'Espagne et d'Italie, et surtout il s'était concilié l'appui d'une partie⁽¹⁾ des littérateurs à la mode qui, alors comme aujourd'hui, faisaient et défaisaient les réputations. Aussi, ayant conservé sa popularité, il ne tenait pas, lui non plus, à la compromettre pour sauver le comte de Lally. Nul n'a mieux jugé Choiseul que le baron de Besenval⁽²⁾:

- (1) Si Choiseul avait pour lui Voltaire, Palissot, il restait contre lui Diderot, d'Alembert et le groupe des Encyclopédistes.
- (2) Mémoires du baron de Besenval, t. I, p. 225.

"S'il est prompt à recevoir des impressions, elles s'effacent aussi avec la même rapidité ; son inconcevable légèreté, en faisant beaucoup d'inconstants, lui a donné beaucoup d'ennemis. Le plus petit obstacle qu'il rencontre, la plus faible considération lui font oublier ou violer la promesse la plus solennelle. Sacrifier un homme dans ce cas, ne lui paraît autre chose qu'écarter un léger écueil qui suspend la marche rapide à laquelle la fortune l'a accoutumé".

Sacrifier Lally à l'opinion lui parut tout naturel. Les contemporains de Choiseul lui prêtèrent même une hostilité secrète contre Lally qui se serait expliquée par une rivalité féminine. En tous les cas, il ne fit rien pour défendre Lally. Choiseul, Mme de Pompadour... il ne fallait plus que Lally espérât en eux.

N'aurait-il pas dû compter au moins sur la protection du duc de Richelieu, l'ami de Voltaire, cet homme extraordinaire qui, à vingt ans, avait été deux fois à la Bastille pour les témérités de ses galanteries, et qui par la suite avait contribué à la gloire de Fontenoy, affermi la "Révolution" de Gênes, pris Mahon, forcé une armée anglaise à lui rendre les armes... et qui vint ensuite reperdre dans les intrigues de la cour et dans les manoeuvres d'une administration tyrannique et corrompue, une gloire qui eût pu couvrir les premières fautes de sa vie⁽¹⁾. Le duc de Richelieu parut se désintéresser de Lally et quand plus tard, Voltaire lui signalera les démarches entreprises pour sa réhabilitation, il ne répondra pas : pourtant il le connaissait pour l'avoir vu combattre à Dettingen, Fontenoy et il avait pu apprécier son courage et son esprit d'initiative dans l'expédition malheureuse de Charles Edouard. Il faut dire

(1) Condorcet, "Vie de Voltaire", p. 174, 180.

que Lally, par son caractère, décourageait les meilleures volontés.

Le 1er novembre 1762, le Roi, cédant à des pressions qui venaient de tous les horizons, signa contre Lally une lettre de cachet. Le 3 novembre, les préliminaires de la paix sont déjà arrêtés avec l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre.

"A cette occasion, M. le comte de Choiseul"⁽¹⁾, écrit Mlle de Lespinasse ⁽²⁾, dans une lettre adressée à M. Turgot, intendait à Limoges, "fut déclaré duc de Praslin et Madame sa femme "alla prendre un tabouret. On ne sait rien encore du traité, "mais comme nous croyons bien, on n'a pas la patience d'attendre "d'être instruit pour juger. Voici tout ce qu'on dit, que nous "cédons le Canada aux Anglais et qu'on nommera des commissaires "pour les limites, que les Espagnols leur cèdent la Floride en "échange de la Havane et que pour dédommagement, on donne aux "Espagnols la Guadeloupe, que les Anglais nous rendent ; ne "pourrait-on pas dire des Espagnols, comme dans le moulin de "Jodelle, voilà des bourgeois qui se sont bien divertis pour "leur argent ; à l'égard du roi de Prusse et de la reine de "Hongrie, il a été stipulé qu'ils feraient la paix s'ils pou- "vaient s'accorder". ⁽³⁾

Les nations européennes se partageaient le monde tandis que la France voyait fondre son empire colonial. Mlle de Lespinasse n'oubliait pas de mentionner dans la même lettre, les boucs émissaires de cette braderie :

"M. de Lally a été arrêté ; il est à la Bastille. Son affaire, "à ce qu'on prétend, a très mauvaise mine. Celle de MM. du "Canada sera jugée incessamment. On ne leur promet rien de "moins que d'être pendus..."

Mais la vie continuait :

"On donne aujourd'hui une nouvelle pièce qu'on nomme "Irène" ; "j'ai oublié le nom de l'auteur. Il me semble qu'il est peu "connu"⁽⁴⁾.

Et elle terminait par ces lignes :

(1) (2) (3) (4) Voir p. 203 bis

- (1) Il s'agit du cousin du comte de Choiseul, qui devait devenir ministre de la Marine ; moins brillant, mais plus solide que le duc de Choiseul, il l'aidait de ses conseils et subissait son influence.
- (2) Les traités de Paris et d'Hubertsbourg furent signés les 10 et 15 février 1763. Ils étaient désastreux. Louis XV abandonnait les villes qu'il possédait encore en Allemagne. Il rendait à l'Angleterre, Minorque ; il lui cédait l'Arcadie, le Canada, le Cap-Breton, le golfe et le fleuve Saint-Laurent, la Grenade, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago, la rivière du Sénégal avec tous ses comptoirs. Il s'engageait à démolir le nouveau port de Dunkerque et aux Indes, les villes laissées devraient rester sans garnison ni fortifications.
- (3) Coll. pers.
- (4) L'auteur était un certain Boistel d'Ixelles (Jean Baptiste Robert) né à Amiens en 1718, mort en janvier 1778. Irène fut jouée sur la scène de la Comédie Française les 6,8,10,13,15,17,20 novembre 1762. Outre Irène, qui n'eut qu'un succès moyen, Boistel d'Ixelles composa des pièces fugitives et un Antoine & Cléopâtre ; il fut membre de l'Académie d'Amiens.

"Je ne sais si la paix fera une sensation bien vive dans les provinces, mais je suis étonnée du peu d'effet qu'elle fait ici".

Mlle de Lespinasse ne se trompait pas. Depuis le 5 novembre 1762 M. de Lally couchait à la Bastille. La répression avait commencé par ces Messieurs du Canada et de la Martinique ; Nadeau, de Lancize, ci-devant commandant des troupes du Roi à la Martinique, et de la Potherie avaient été arrêtés et embastillés respectivement les 20 août, 22 août et 3 septembre.

o
o o

Thomas-Artur, comte de Lally, lieutenant-général des Armées du Roi, n'avait rien fait pour s'enfuir, bien qu'en haut lieu on le lui eût suggéré ; Lally souhaitait se justifier ! Malgré un violent accès de fièvre, il s'était rendu à Fontainebleau et avait demandé audience à Choiseul, qui s'était refusé à le recevoir. Il avait alors laissé une lettre au ministre : "Le Roi", écrivait-il⁽¹⁾, "est le maître de ma liberté, mais mon honneur est sous la sauvegarde des lois, dont il est le protecteur... J'ai apporté ici ma tête et mon innocence et j'y attendrai vos ordres". Il n'ignorait rien de la lettre de cachet et alors qu'il soupait⁽²⁾ chez Mme de Rochechouart;

(1) Cf. Avis de B. de R., "Observations et conclusions",

(2) Mémoire pour Lally, p. 273.

il vit, le 3 novembre, arriver un exempt de robe courte, très patient qui lui permit de passer la nuit chez lui, n'exigeant "qu'un fauteuil".

Accompagné de ce seul gardien, sans escorte, tandis qu'il aurait pu lui fausser compagnie quand il l'aurait voulu, il se constitua on peut dire "volontairement" prisonnier. Le carrosse où il avait pris place, l'avait ainsi conduit à la prison d'Etat de la Bastille, dont les huit tours hautes et sombres dominaient, de leur masse mystérieuse et silencieuse, les maisons "laborieuses" toutes proches du faubourg Saint-Antoine, et plus loin, les demeures riches du Marais. "Qui va là ?" avait crié la sentinelle, lorsque la voiture s'était arrêtée dans la première cour précédant le donjon. "Ordre du Roi" avait répondu l'exempt. Alors selon la règle, les boutiquiers dont les échoppes étaient accrochées au flanc du château, avaient fermé leurs volets et tiré les rideaux. Les soldats avaient fait demi-tour pour se trouver face à la muraille, en rabattant leur coiffure sur les yeux. Ne devait-on pas garder le secret sur l'identité de tout nouveau prisonnier ? Puis le carrosse s'était remis en route ; un coup de cloche avait retenti. Lentement le pont-levis s'était abaissé et le carrosse avait bruyamment roulé sur les grosses planches ferrées. La grande porte de la prison s'était alors refermée sur le comte de Lally, invité par le Roi dans son château de la Bastille.

A sa descente de voiture, les officiers du château

l'avaient mené à M. de Jumilhac⁽¹⁾ gouverneur d'alors, qui avait tenu à le recevoir à l'hôtel du gouvernement, dans la première cour, avec beaucoup de politesse. Il l'avait prié de s'asseoir et, après avoir mis son accusé de réception sur la lettre de cachet, s'était entretenu avec lui ; il avait fait préparer pour son hôte de marque, une substantielle collation. Lally ne manquera jamais de rien en fait de nourriture. M. de Jumilhac ne reçoit-il pas un louis d'or par jour pour son entretien, montant de la pension d'un lieutenant général du royaume !

Après cela, conduit dans la salle du conseil, Lally avait dû vider ses poches. Sans doute, en raison de sa qualité, il n'avait pas été fouillé, mais il lui avait fallu remettre tout ce qu'il avait sur lui : argent, bijoux, couteaux, ciseaux. De tout avait été fait un paquet, qu'il avait cacheté lui-même de son cachet personnel : les armes de Lally sur un dossier de détenu !... Brusquement il éprouvait le sentiment de sa déchéance. On l'avait fait descendre ensuite dans la cour ; devant lui s'allongeaient les fossés remplis d'une eau bourbeuse et, derrière eux, se dressaient les hautes tours de la citadelle, ceignant à près de cent pieds de haut leur couronne de créneaux. Le dernier pont-levis fut relevé devant la porte charretière ; le comte de Lally, à pied, passa par la porte réservée aux piétons et le personnel de la prison prit livraison de lui pour l'emmener à la chambre qui lui avait été réservée dans la Tour du Coin⁽²⁾.

(1) Gouverneur de la Bastille de 1761 à 1776.

(2) Voir p. 206 bis.

- (2) La Tour du Coin comportait en bas un cachot avec 3 lits de domestiques, puis au-dessus : 1°- une chambre à feu ; 2°- une chambre à feu avec un lit de maître et un lit de domestique ; 3°- une chambre à feu avec un lit de maître et un lit de domestique ; 4°- une chambre à feu avec un lit de maître ; 5°- un entrepôt ; 6°- un autre entrepôt avec un lit de domestique.
- Les législateurs de l'époque ne considéraient pas la prison comme infâmante. Ce n'était même pas une peine (sauf lorsqu'elle était perpétuelle). "Carcer ad custodiendos non ad puniendos homines adhiberi solet". (Muyart de Vouglans - du livre des délits et des peines inséré à la fin du Traité des Lois criminelles de la France - Réfutation op. cit. p. 822)

Prisonnier de la Bastille !... il n'en sortirait que pour être jugé... et ensuite pour... peut-être...

Il occupait, - car sous l'ancien régime même en prison⁽¹⁾ on ignorait l'égalité -, une des meilleures chambres de la prison. Assez vaste, elle formait "un octogone de 15 à 16 pieds de diamètre et de 15 à 20 pieds de haut". Mais c'était bien une cellule de prisonnier. La lumière entraît par des ouvertures dans l'épaisse muraille, et passait à travers trois rangs de barreaux qui s'entrecroisaient. Pour le chauffage, il y avait une cheminée. Le sol était couvert de briques et le plafond blanchi à la chaux. Pour tout mobilier, il n'y avait qu'un lit couvert de serge verte avec des rideaux, deux tables, cinq chaises, des chenets, une pelle et des pincettes. M. de Jumilhac s'en était excusé, en ajoutant qu'il ne verrait pas d'inconvénient à laisser entrer quelques meubles personnels ; mais il fallait respecter "le règlement" de la Bastille. D'ailleurs le gouverneur s'en remettait pour toutes ces questions au major Chevalier qui assumait toutes les responsabilités à l'intérieur de la prison.

Lally à la Bastille était infiniment mieux traité que la plupart des détenus de Bicêtre. Par exemple le malheureux Guillaume Monnerat, arrêté le 24 avril 1767, sous l'inculpation de contrebande de tabac, et détenu pendant deux ans, avait été, si l'on croit les termes de la requête que nous lisons dans son dossier⁽²⁾,

"inhumainement jeté à Bicêtre dans un cachot affreux, où il
"lui était impossible d'apercevoir le jour, ce n'était pas assez

(1) (2) Voir p. 207 bis.

- (1) Il faut dire que les législateurs de l'époque ne considéraient pas la prison comme infamante. Ils l'admettaient en matière civile comme en matière criminelle. Ils ne la regardaient même pas comme une peine, suivant cette maxime générale établie par les Loix Romaines :

Carcer ad custodiendos, non ad puniendos homines adhiberi solet.

Les loix donnaient même une action contre ceux qui osaient en faire le reproche.

(Cf. Muyart de Vouglans, Réfutation du Traité des Délits et des Peines, op. cit., p. 822.)

- (2) Cf. Mémoire pour servir à l'histoire du Droit public en France, 1799, op. cit., p. 455, 517.

"de le punir d'un crime de contrebande qu'il n'avait jamais commis, on lui avait mis encore au cou une chaîne pesant cinquante livres qui l'attachait au mur de cet effroyable lieu ; c'est dans cette cruelle position qu'il avait passé six semaines ! Et il était prêt à expirer, lorsqu'au bout de ce temps on l'avait porté à bras dans un autre cachot moins noir où il fut détenu le même espace de temps ; il avait été mis ensuite dans les cabanons où il avait passé dix-sept mois et y serait peut-être encore, si des personnes de qualité ne s'étaient pas intéressées à sa liberté".

Il n'y avait donc aucune commune mesure entre le régime pénitentiaire politique d'un comte de Lally et celui de droit commun d'un Monnerat. Il n'en était pas moins vrai que la prison restait, quoi qu'on fît, une prison.

C'était de plus l'hiver, la prison à la nuit tombée était plus sombre encore. Les maigres lumières qui étaient tolérées traçaient des ombres sur les murs. La Bastille, depuis Louis XIV, n'était plus en effet une citadelle militaire, mais une véritable maison d'arrêt pour les prisonniers dont les procès étaient instruits par les tribunaux. Comme le prisonnier ne pouvait jamais sortir, les conseillers du Parlement chargés d'informer son affaire seraient obligés de venir à la Bastille pour l'interroger et le confronter avec les témoins. Lally eut l'impression d'être enseveli dans le silence de cette forteresse.

Il n'était cependant pas seul : son valet de chambre secrétaire, Pierre François Charay de Belvaize⁽¹⁾, qui depuis cinq mois copiait pour lui la correspondance de l'armée de l'Inde, l'avait accompagné. Il avait été incarcéré le même jour et le pauvre Belvaize, en l'instant où il avait été embastillé

(1) Bibl. de l'Arsenal, Papiers de la Bastille, Règne de Louis XV, 1757-1767, p. 414.

avec son maître, avait accepté de suivre le même sort. Il ne quitterait la Bastille, - c'était la règle -, qu'avec lui. Belvaize avait cédé aux instances de Lally et le gouverneur de la Bastille avait reçu l'ordre du Roi de le garder ; mais le trop fidèle serviteur n'imaginait pas alors l'aventure dans laquelle il s'était engagé.

Un long calvaire allait commencé pour lui ; la Bastille, sans soleil, sans joie, devait vite lui devenir insupportable, d'autant plus que la compagnie de Lally, lui-même déjà d'un caractère peu sociable, se révéla de plus en plus pénible. Lally et son domestique en vinrent presque aux mains, au cours de scènes terribles. Que faire cependant ? Le règlement de la Bastille était formel : il n'y avait pas de sortie possible tant que l'affaire n'était pas entièrement terminée. Tout au plus, Belvaize fut-il transporté dans une autre chambre, le 11 janvier 1764. Se voyant seul dans une cellule, Belvaize perdit alors complètement la tête ; il crut qu'on allait le tuer et fit plusieurs crises de folie, au point que le 9 janvier 1764 il fallut le transférer chez les Pères de la Charité à Charenton.

Ces démêlés sordides avec son valet, qui s'étaient prolongés pendant toute l'année 1763, usèrent Lally par leurs petites quotidiennes. Il comprit pendant ces journées de vexations et de solitude, combien il avait été naïf de croire que le meilleur moyen pour se faire rendre justice était de ...

se rendre à la Justice. Un prisonnier est rejeté du monde : il appartient à ses juges pour lesquels il n'est plus qu'un dossier. Le général de Lally était enfermé dans un sac à procès et il prenait rang sur les tables et dans les armoires des magistrats. Rien ne pressait ces derniers et il commença par attendre plusieurs mois, sans savoir de quoi il était accusé⁽¹⁾.

Lally embarrassait en effet le gouvernement ; le temps, on l'espérait, sécherait les boues de Pondichéry. Voltaire l'écrira :

"Quel fut le résultat de cette multitude innombrable de combats, dont le récit même ennuie aujourd'hui ceux qui s'y sont signalés ? Que reste-t-il de tant d'efforts ? Rien que du sang inutilement versé dans des pays incultes et désolés, des villages ruinés, des familles réduites à la mendicité, et rarement même un bruit sourd de ces calamités perça-t-il jusque dans Paris, toujours profondément occupé de plaisirs ou de disputes également frivoles".

Mme de Pompadour avait, sans doute, perdu cette guerre où plus de deux cent mille hommes avaient trouvé la mort et où des centaines de millions avaient été engloutis, pour se terminer par la perte de presque toutes les colonies ; mais la porcelaine de Sèvres n'avait-elle pas gagné la guerre contre la porcelaine de Saxe ? Cette bataille de salon s'était livrée dans le magasin royal créé rue de la Monnaie. Qui dira après tout, si cette victoire "fragile" n'avait pas plus enrichi le patrimoine de

(1) Lally arrêté et emprisonné en vertu d'une lettre de cachet, ne bénéficiait pas de l'Art. 3 du titre XIV de l'ordonnance de 1670, qui enjoignait au juge d'interroger l'accusé, "dans les vingt-quatre heures de l'emprisonnement". Ce n'est que le 27 décembre 1762 qu'avec l'autorisation de M. de Sartine, il recevra la première lettre de son secrétaire, M. Rochette, lui rendant compte de ses affaires domestiques, ainsi qu'une per ruque et des souliers, qui lui seront remis après la "visite ordinaire". Rochette lui apportera également 25 louis, que Chevalier, major de la Bastille, remettra au prisonnier, "à fur et à mesure de ses besoins". (Cf. Bibl. de l'Arsenal, Sartine à Chevalier, le 27 décembre 1762, ibid, p. 408)

l'humanité que la cruelle guerre des Indes ? Et on la devait à Mme de Pompadour.

La France de Louis XV, prête à reprendre le cours de ses plaisirs, était disposée à oublier, mais la justice tient les comptes des nations, et il fallait bien juger le comte de Lally en prison, même si on n'en avait plus envie. Après son arrestation, d'autres devaient suivre. D'Aubarède⁽¹⁾, l'accusateur de la vicomtesse de Noë et de Bertin, avait vu s'abaisser le pont-levis de la Bastille pour son entrée le 10 décembre 1762: il resta incarcéré jusqu'au 20 mars 1763. Puis ce furent, à mesure que l'instruction avançait, les fidèles de Lally. Choiseul avait réussi à repasser de nouveau le dossier à Bertin et le Roi prescrivit, le 23 janvier 1763, au contrôleur général, "de faire commencer l'instruction du procès de M. de Lally, "pour ce qui concerne le ministre des Finances, après le jugement "duquel le ministre de la guerre fera procéder de même à celui "des faits qui ont rapport au sien, et que cependant, M. de Lally "restera prisonnier à la Bastille jusqu'au jugement définitif de "l'une ou l'autre cause"(2).

Mais on voyait mal comment et par qui faire juger Lally : surtout, on se demandait ce qu'on pouvait lui reprocher lorsqu'un fait nouveau vint à se produire, que les accusateurs de Lally qualifièrent de providentiel.

Le hasard livra à l'accusation un document qui devait en devenir la pierre angulaire.⁽³⁾ Le Père Laval, qui avait si souvent joué un rôle de conseiller auprès de Lally, était rentré des Indes à Paris, après la prise de Pondichéry. Il avait

(1) Voir page 211 bis,

(2) " " "

(3) " " "

- (1) Pour couper court aux commérages, Bertin n'avait pas hésité à solliciter une lettre de cachet contre un lieutenant du Roi le sieur d'Aubarède, qui colportait que la vicomtesse de No^e avait reçu de Lally une somme de 50.000 livres pour lui être favorable. (Carra, Mémoire sur la Bastille, t. III, p. 154).
- (2) Il avait été question de transférer Lally à la Conciergerie, car "tous les prisonniers anciens de la Bastille, dont les affaires, - écrivait Sartine à Duval, premier commis à la lieutenance de Police, le 30 janvier 1762 -, ont été renvoyés à l'instruction du Parlement, on n'a pas manqué de les faire transférer promptement à la Conciergerie, et j'ai toujours vu le vieux procureur général le demander". (Arsenal, ibid, p. 409). Les magistrats en effet, devaient se déplacer à la Bastille avec greffiers et témoins, pour faire interrogatoires et confrontations, ce qui était fort incommode. Comme on le voit, il fut fait exception pour Lally.
- (3) Cf. Avis de B. de R., - Observations et conclusions.

contribué, en rédigeant de nombreux libelles, à l'arrestation de Lally, puis il avait demandé au gouvernement "une modique pension de quatre cents francs, pour aller prier Dieu le reste de ses jours au fond du Périgord, où il était né et où il mourut en mars 1763". "Pendant que le peuple qui le proclamait saint, s'empressait de faire toucher des linges à son cercueil, le Parlement qui le soupçonnait fripon, s'activa de faire mettre les scellés sur ses effets. Dans sa chambre il n'y avait qu'une mauvaise valise dont on n'aurait pas donné vingt sols".

L'abbé Terray, contrôleur des Finances, la fit ouvrir : on y trouva un million quatre vingt mille livres en billets et lettres de change et surtout, un volumineux journal où tous les griefs de l'Inde contre Lally, étaient colligés d'une plume adroite et perfide⁽¹⁾.

Le Père Lavour qui avait si mal conseillé Lally, le flattant puis le trahissant, fut représenté au procès comme un "saint animé du désir de conserver et même d'étendre la foi catholique sur la côte de Coromandel"⁽²⁾. On oubliait trop facilement les préoccupations matérielles des jésuites qui se livraient, tel le Père La Valette à la Martinique, à de profitables trafics d'argent⁽³⁾. Le Père Lavour s'était simplement servi de Lally comme il avait mis à contribution Dupleix et Bussy. Pour rester impartial cependant, on ne peut pas

(1) Voir page 212 bis,

(2) " " " "

(3) " " "

- (1) Journal du Père Lavour, Arch. Nat., Parlement. Cf. : Procès criminel de Lally, 1936 x 8. Dans le "Mémoire au Conseil", t. III, le "libelle" du Père Lavour, (p. 4 à 45) est analysé sous le titre : "Premier chef" Ridicule odieux dans la base du procès, nullité radicale et absolue dans toute la procédure.
- (2) Dans le préambule de son journal, le jésuite affirmait qu'il ne relatait que les faits dont il avait été témoin, "et qu'au reste, "ce serait lui faire injure que de vouloir chercher chez lui "autre chose que la vérité dans toute sa candeur et simplicité. "Je l'aime et m'y tiens"...
- (3) Il fut établi cependant au procès que les billets, les effets trouvés sous les scellés du Père Lavour, n'étaient pas à lui. Ce n'était que des dépôts. M. Bertin le reconnut en Conseil du Roi et des arrêts furent rendus en ce sens. (Second plaidoyer de d'Eprémessnil), p. 272).

ignorer son dévouement courageux dans les derniers jours de Pondichéry ! Lally lui-même l'avait reconnu dans une lettre au Conseil de Pondichéry, où il dénonçait "les brigues infernales" qu'il imputait au Conseil et à Moracin :

"Êtes-vous résolu d'abandonner les habitants de cette ville à la merci des vainqueurs et au pillage de son armée ? Si le R.P. Lavour ne nous trouve pas encore deux jours de vivres, (car c'est lui seul qui fait subsister le soldat depuis quinze jours entiers), il sera trop tard après-demain de faire aucune démarche auprès de M. Coëté"(1).

Le Père Lavour tenait un journal. Voltaire le premier, prétendit que le jésuite avait écrit un double journal et que l'on aurait trouvé dans sa valise deux mémoires : l'un en faveur du comte de Lally, l'autre qui le chargeait de tous les crimes. Il se réservait de se servir du premier ou du second, selon le tour que prendraient les événements. De ce couteau tranchant à double lame, on porta au Procureur général Joly de Fleury celle qui blessait l'accusé⁽²⁾. Cette version est-elle exacte ? Il est important de s'interroger sur ce point, car toute l'accusation contre Lally forgea ses armes d'après le fameux journal du Père Lavour.

Il semble bien que le marquis de Montmorency, maréchal de camp, syndic de la Compagnie des Indes, qui fit toute la première partie de la campagne avec Lally, avait eu connaissance d'une version du journal qui lui était favorable⁽³⁾. Il l'écrivit dans une lettre au conseiller Duval d'Eprémesnil, le 4 juin 1780 :

"Lorsqu'après la mort de ce jésuite, l'on me dit qu'on avait trouvé dans ses papiers un journal terrible contre Lally, je répondis : Cela ne se peut pas ; ce journal n'est sûrement pas

(1) Voir p. 213 bis

(2) " "

(3) " "

- (1) Le Père Laveur avait joué à ce moment-là un rôle très important, (cf. Archives nationales X 3 B 1396. Lettre à lui-même de Duval de Leyrit 31 octobre 1760. de Fumel 17 février 1761),
- (2) Voltaire, Fragmens sur quelques Révolutions dans l'Inde... p. 117.
 On sait que Voltaire pour les démarches qui pouvaient le compromettre n'hésitait pas à faire partir à la fois deux lettres : l'une relative à ses intérêts du moment et c'était la plus importante : l'autre ostensible, et que la vanité des correspondants pouvait montrer aux parents, aux amis, aux connaissances, voire même faire imprimer comme un témoignage public d'estime de la part du grand homme. L'hypothèse du double journal pouvait donc paraître vraisemblable à Voltaire sans trop l'étonner.
- (3) Tibulle Hamont, Lally Tolendal, p. 289.

"de lui, ou s'il en est, il faut donc qu'il en ait écrit deux différents. Car lorsque je suis parti de l'Inde, lui, me donnant des lettres pour faire remettre en France, à différents particuliers et moi, lui ayant demandé comment il parlait de nos affaires : "Je vais vous le faire voir" me dit-il. Pour lors, il ouvrit son journal, le feuilleta avec moi, depuis le jour de mon arrivée dans l'Inde jusqu'au jour où j'en parlais et m'y fit voir tous les événements de la campagne très sagement et très fidèlement racontés et partout, les plus grands éloges de Mr Lally".

La comtesse de la Guiche déclara de son côté et à plusieurs reprises, que le Père Lavour revenu de l'Inde, lui avait parlé d'un journal dans lequel la justification de Lally était portée au dernier degré d'évidence. Le jésuite lui avait même affirmé que le général était aussi innocent que l'enfant qui vient de naître.

Le fils de Lally suggéra plus tard une autre explication⁽¹⁾. D'après lui, le journal aurait eu plusieurs "auteurs". Le Père Lavour, quoique premier écrivain, principal inventeur et rédacteur, n'écrivait pas, n'inventait pas et ne rédigeait pas seul. Un disciple (Saint-Estevan), digne de son supérieur, partageait son travail et le transcrivait de sa main. A ces deux rédacteurs, les chefs de la cabale contre Lally fournissaient leurs notes et leurs calomnies. Tous ces poisons ainsi rapportés et recueillis de divers côtés étaient travaillés, préparés et comme "fondus" en un seul par le Père Lavour. L'article achevé repassait sous les yeux de la société entière. On lisait, on retranchait, on ajoutait : et l'ouvrage d'un seul, en apparence, était l'ouvrage de tous en réalité.

Que penser de ces interprétations subtiles ?

(1) Mémoire au Conseil, p. 14, 15. Cf. également le plaidoyer du comte de Lally-Tolendal, contre Duval d'Eprémèsnil, devant le Parlement de Rouen, p. 61 et suiv.

Objectivement et historiquement, il n'y a pas de preuve de l'existence d'un second journal. Même si dans des lettres⁽¹⁾ le jésuite Lavour écrivait le contraire, cela ne faisait que prouver sa duplicité. Le prêtre avait vraisemblablement dû refondre son journal et en modifier le sens, suivant le cours des événements, passant de l'adulation à la critique, puis enfin à l'hostilité déclarée. La lecture de son journal ne peut laisser d'illusion : c'est un véritable réquisitoire contre le comte de Lally. Il semble évident que le Père Lavour rentré en France avait mis sa plume au service de Bussy. Sur la copie qui se trouve aux Archives nationales⁽²⁾, il suffit, pour en être convaincu, de lire le préambule et surtout les pages 60 et 61. Le rapprochement entre le caractère indien et celui du général Lally est un morceau de littérature fabriqué manifestement après coup. Les propos rapportés ne peuvent être que le fruit de réflexions "a posteriori". N'était-ce pas une suprême habileté de la part du Père Lavour, que de laisser ce journal "remanié" comme un testament moral, qui découvert après sa mort semblerait crier la vérité de l'au-delà ?... L'esprit volontairement tendancieux du journal peut se résumer dans ces deux phrases, que nous citons : "La haine contre M. "de Bussy et l'insatiable désir de l'argent (du comte de Lally) "absorbaient toutes ses idées, ses réflexions, ses projets et "servaient de mobiles...", et plus loin : "Nous touchions "enfin au moment critique : la perte de Pondichéry se trouvait

(1) Cf. par exemple les lettres adressées à Lally, les 13 et 14 mai, 5 et 7 juin 1758,

(2) T. Hamont, op. cit., p. 288. C'est également l'opinion de Marc Chassaing, "Le comte de Lally", p. 257, 258, 259, Arch. Nat. X²-b-1596. Cette copie a été collationnée sur l'original, le 9 juillet 1763, par le greffier de la cour. Elle comporte 194 p. in-folio,

"déjà fixée dès la fin décembre. M. de Lally était parvenu à "son but"(1).

Il n'en reste pas moins que ce journal est un tissu de contradictions, voire d'absurdités. Comment le Père Lavaur qui, avant son noviciat, fut secrétaire du marquis de Fénelon, ambassadeur en Hollande, a-t-il pu se faire l'écho de ragots qui, plusieurs fois, frisent la sottise ? Pressentant la chute de l'Inde Française et la ruine de Lally, notant sans discrimination et sans vérification tout ce qui lui était rapporté, n'a-t-il pas voulu seulement préparer un mémoire contre ce dernier, qui lui permettrait de jouer une autre carte dans l'intérêt supérieur des jésuites ? A moins que, pratiquant déjà une méthode d'intoxication, qui est devenue un système, le Père Lavaur ait été convaincu que le meilleur moyen d'accabler un adversaire est de l'ensevelir sous les accusations, même les plus invraisemblables. Tant de boue en effet finit par submerger et l'accusé enlisé coule lentement sans pouvoir lutter et se défendre. Cela expliquerait peut-être les notations sans contrôle. Quoi qu'il en soit, les ennemis de Lally répandirent le journal dont les extraits coururent vite dans Paris. L'opinion publique fut **ainsi** adroitement chauffée, au point que les cochers de fiacres de Paris fouettaient leurs chevaux en criant des "Hue...Lally !" à l'intention du prisonnier de la Bastille. Il faut toujours, en France, un bouc émissaire !

La découverte de ce document transmis à Joly de Fleury,

(1) Arch. Nat., X 2 b 1396, p. 121 et 187.

procureur général près le Parlement de Paris, lui permit, conformément à la procédure inquisitoire de l'époque, de rédiger une plainte qu'il déposa en juin 1763, contre Lally "accusé" d'abus d'autorité, malversation et même de "haute trahison". Par arrêt du 6 juillet 1763, l'instruction de l'affaire fut renvoyée au Châtelet. Le lieutenant criminel Le Noir⁽¹⁾, qui s'attendait à être dessaisi d'un moment à l'autre, n'informa que pour le principe. Il entendit sans se presser six témoins, dont quatre étaient les adversaires les plus déterminés de Lally : Lagrenée, secrétaire du Conseil de Pondichéry, Denis et Courtin, conseillers ; Lecomte, employé de la Compagnie ; ce dernier d'ailleurs ne reparut jamais. Le lieutenant criminel avait également entendu le chevalier de Crillon ; mais celui-ci, favorable à Lally, lui avait semblé suspect. En dernier lieu, il avait interrogé le vicomte de Fumel, lieutenant-colonel d'infanterie, dont on fit par la suite un accusé, parce qu'il était impossible de le conserver comme témoin⁽²⁾. Pendant ce temps-là, le comte de Lally se rongea les poings et avait le sentiment qu'on voulait le faire pourrir dans un cul de basse fosse.

Le conseiller Maupeou⁽³⁾, qui poursuivait Lally d'une haine secrète mais farouche, assurait hypocritement Saint-Priest, la famille Dillon, de sa bienveillance pour Lally si bien que, jouant pendant des mois cette comédie, il réussit à se faire nommer en novembre 1763, Premier Président du

(1) (2) (3) Voir p. 217 bis

- (1) Jean Charles Pierre Le Noir, après avoir été conseiller en 1752, lieutenant particulier en 1754, avait été nommé lieutenant criminel au Châtelet de Paris, en 1759. Il devait devenir Maître des Requêtes le 17 juillet 1765.
- (2) Arch. Nat., X 2 B 1396, f° 8.

- (3) Maupeou (René Nicolas Charles Augustin de Maupeou), né en 1714, mort en 1792, que Voltaire appela Maupeou, second du nom. Son père René Charles de Maupeou, vice-chancelier et Garde des Sceaux en 1763, devait être chancelier un jour ; nommé le 15 septembre 1768, il donna sa démission en faveur de son fils.

Barbier en a fait le portrait suivant : (Journal, t. III, p. 470)

"C'était un petit homme noir. Il avait le front assez bas, les "sourcils épais et très noirs, les yeux vifs, perçants et durs, "le nez proéminent, quarrément pointu, la bouche grande et "désagréable, le menton fuyant, le teint bilieux, blême souvent "jaune et parfois vert ; à la cour, ses ennemis l'appelaient "la bigarrade". En un mot, il était franchement laid. Par contre "c'était un excellent homme d'affaires, et s'il avait peu d'ins- "truction, il était capable de diriger les intrigues les plus "enchevêtrées. Travailleur infatigable, il savait vouloir. "Vaniteux, se moquant des gens, il ne s'embarrassait pas des "sentiments, car il était un "ingrat". Cf. J. Flammermont, Le Chancelier Maupeou et les Parlements, p. 32,33,34.

La réforme de Maupeou fut inspirée par un mémoire rédigé en 1769 par son jeune secrétaire, Charles François Lebrun. Le chancelier transforma en projets sérieux les élucubrations audacieuses de Lebrun. Cf. Opinions, rapports et choix d'écrits politiques de Charles François Lebrun, duc de Plaisance, Paris, 1829.

Parlement. Il obtint alors que l'affaire fût renvoyée devant cette haute juridiction. Par lettres patentes du 12 janvier 1764, le Roi décida, sans casser le premier arrêt du 6 juillet 1763, de renvoyer devant la Grand'Chambre du Parlement⁽¹⁾,

"la connaissance de tous les délits qui avaient été commis dans les Indes Orientales, relativement à l'administration et au commerce de la Compagnie des Indes, soit avant, soit depuis l'envoi des troupes sous la conduite du sieur de Lally".

Les amis de Lally crurent qu'ils pouvaient se dire satisfaits. N'obtenaient-ils pas que le procès général de la perte de l'Inde fût ouvert, sans le limiter aux seules accusations contre Lally ? Mais cet espoir de voir s'instaurer un large débat, ainsi que le Roi le demandait, fut rapidement déçu. Le procureur général Joly de Fleury, dans la seconde plainte qu'il adressa au Parlement, le 9 avril 1764, ensuite des nouvelles lettres patentes, qui l'avaient saisi le 1er avril 1764, ne se référa pas à d'autres sources que le journal du Père Laval et aux dépositions défavorables à Lally recueillies au Châtelet pour "rapporter en détail tous les objets dont la connaissance lui était parvenue jusqu'ici, pour fixer pareillement l'attention des témoins dans leurs dépositions".

Sa plainte comporte cent trente huit articulats exclusivement contre Lally⁽²⁾; elle faussera dès son départ, l'instruction. Faut-il insister sur la "naïveté" et l'invraisemblance de certains griefs ? Il est stupéfiant de lire sous une plume sérieuse :

(1) Cf. Avis de B. de R., p.

(2) Dans son Avis, Bouthier de Rochefort reproduit les accusations portées contre Lally et y répond. Nous avons noté XLIX griefs.

"que le sieur de Lally avait eu la cruauté, lors du siège de
 "Tanjour, de laisser sur la place des soldats blessés (5°) -
 "que par rapport à Madras il avait cherché à se ménager des
 "obstacles pour la prise de cette ville, en faisant débarquer
 "l'artillerie à 30 (?) lieues (6°) - que le 22 janvier 1760, le
 "sieur de Lally, en personne, quoiqu'il ne fût pas en force
 "avait livré et perdu une bataille à Vandavachy (13°) - que la
 "perte du fort de Valdaour n'était encore provenue que du défaut
 "de secours et que le sieur de Lally avait dit que s'il ne
 "l'avait pas secouru, comme il l'aurait pu, c'est qu'il était
 "mécontent de la cour (16°) - qu'il était en correspondance
 "avec les Anglais, notamment par le canal d'une dame Jackson,
 "connue pour être l'amie intime du gouverneur de Madras (18°) -
 "qu'il avait menacé les conseillers de les faire atteler aux
 "chariots (33°) - que le sieur Gadeville a enlevé entre autres
 "choses, six chandeliers et un crucifix d'argent, que le sieur
 "de Lally fit porter dans son appartement (40°) - que le sieur
 "de Lally avait laissé impuni un capitaine et deux officiers
 "de son régiment, qui s'étaient avisés de fendre ou couper
 "l'oreille d'un Noir libre, vers le mois de mai 1760 (55°) -
 "que dans l'année 1761, le sieur de Lally s'était avisé lui-même
 "de faire marquer à la joue, d'un fer chaud un perruquier,
 "parce qu'il avait blessé par inattention, avec le même fer,
 "une femme Noire, à l'épaule (56°) - qu'il fit même couper,
 "dans le temps du siège, les grains semés à l'entour de la
 "place, sous la protection du canon, avant qu'ils fussent mûrs,
 "sous prétexte que les ennemis viendraient les moissonner (60°) -
 "qu'une patrouille du bataillon de l'Inde surprit une nuit
 "deux officiers du régiment de Lally, qui emportaient des mar-
 "chandises d'une maison où ils étaient pénétrés (72°) - que
 "quand on faisait sortir des Noirs par une porte, on les fai-
 "sait entrer par une autre (84°) - que dans toutes les attaques
 "qui ont été données à la ville dans la nuit et notamment les
 "19 août, 8, 9, 8bre et le temps du blocus, que tout le monde
 "se levait et courait aux armes, le sieur de Lally restait
 "tranquillement dans son lit, sans s'embarrasser des dangers
 "que courait la ville et qu'il s'est contenté de venir une
 "seule fois sur les remparts, pour faire deux ou trois rondes
 "(96°) - que pendant le temps du blocus et notamment les 23,
 "27 et 31 Xbre 1760, 1er, 12, 13, 14 janvier 1761, le sieur
 "de Lally feignit d'être malade et d'avoir un abcès au foie,
 "pour avoir un prétexte de ne rien faire (123°) - que le sieur
 "de Lally s'étant rendu depuis à Madras, a suborné plusieurs
 "de ses gardes pour avoir des déclarations contre les sieurs
 "Landivisiau et Mariol mais que ces derniers, sur la permission
 "des Anglais, ayant fait déposer juridiquement ces mêmes gardes,
 "ils se sont rétractés devant les mêmes juges Anglais, qui ont
 "fait à ce sujet les procédures nécessaires (138°).

A cette nouvelle plainte, le procureur général en joignit une troisième, déposée le 6 juin 1764, avec des additions relatives à la façon dont Lally avait conduit les opérations militaires à Madras et à Pondichéry. Sur les quarante-trois articulats nouveaux rédigés dans le même esprit, trente-six, tous de même nature, se rapportaient au service, aux opérations à la discipline militaire. On reprochait ainsi à Lally :

"d'avoir entrepris sans réflexion d'aller faire contribuer le "Roi du Tanjaour", "au lieu d'y avoir un détachement qui eût été suffisant, d'être parti avec toute son armée, sans prendre aucune précaution"; d'avoir, en marchant sur Madras, affecté "de laisser derrière lui une forteresse d'où les Anglais le harcelaient"; à son arrivée à Madras, au lieu d'attaquer "par le côté le plus faible, s'être jeté sur la ville noire"; à l'affaire de Madras, n'avoir donné aucun ordre; n'avoir "voulu donner que vingt pièces de canon pour Madras"; avoir "fait mettre Madras en brèche d'un côté qui n'était pas praticable"; avoir occasionné la perte de la bataille de Vandavachy, par la division qu'il avait faite mal à propos de "ses forces, etc..."

Sans prendre parti, il semblait vraiment inquiétant que les robins du Parlement se fussent attribué compétence pour apprécier la conduite d'opérations militaires; on les voyait mal changés en professeur de tactique militaire. Le conseiller Pasquier fut alors désigné comme rapporteur, malgré la promesse faite à Saint-Priest de choisir le conseiller Leprêtre de Lizonnet, homme assez inoffensif et au surplus passant pour favorable à Lally.

Entre temps la protectrice du comte de Lally, la marquise de Pompadour, était morte le 15 avril 1764 et son cercueil, par un temps affreux, avait été transporté de Versailles à Paris,

pour être enseveli, sans cérémonie, dans la cave de la Chapelle des Capucins. Le silence rapidement, allait se faire autour de son souvenir : une fois morte, elle fut vite oubliée. Le capucin qui avait pour mission de prononcer son oraison funèbre avait dit sur sa tombe ces mots dont les voiles noirs de la mort peuvent excuser l'hypocrite mensonge : "Je reçois le corps de "très haute et très puissante dame, la marquise de Pompadour. "Dame du Palais de la Reine, elle était à l'école de toutes les "vertus, car Sa Majesté est un modèle de bonté, de modestie et "d'indulgence". A vrai dire elle avait été une de ces deux ou trois personnes dont la politique plus intuitive que réfléchie avait suffi pour désoler l'Europe⁽¹⁾.

Denis Louis Pasquier⁽²⁾, qui attacha son nom aux plus grandes affaires jugées par le Parlement de Paris au XVIIIème siècle, était né en 1698 ; il avait été reçu conseiller le 30 décembre 1718 ; passé à la Grand'Chambre en 1754, il devait exercer jusqu'en 1771. On le connaissait déjà pour avoir rapporté dans le procès du régicide Damiens et veillé à la cruauté de son exécution. Et pourtant Damiens aurait dû trouver des circonstances atténuantes auprès d'un conseiller du Parlement. Ce laquais sans travail, "pétulant, mélancolique et fanatique", n'avait-il pas été au service de plusieurs parlementaires dont il avait recueilli avec ferveur les propos contre le Roi ? Après l'affaire Lally, il devait couronner sa réputation à l'occasion du procès de La Barre. Dans cette

(1) (2) Voir p. 221 bis

- (1) En sens contraire, Voltaire, Le Siècle de Louis XV - Oeuvres compl. T LXI p. 407-408-410-417-422-428 et Ed. de la Pléiade p. 1654
- (2) Les Pasquier étaient originaires de la Brie ; ils appartenaient à une de ces familles de robe qui n'ont pas compté parmi les moindres illustrations de la vieille monarchie. Etablis à Paris, ils avaient leur sépulture dans la chapelle Sainte Barbe de l'Eglise Saint Séverin.
- Parmi leurs ancêtres, Etienne Pasquier, l'auteur des "Recherches sur la France", s'était signalé au seizième siècle, comme un poète aimable et galant, écrivain spirituel, avocat éloquent, jurisconsulte érudit et magistrat intègre. La famille Pasquier occupait au centre de Paris un vieil hôtel, rue Bornes l'Abbé. Elle se composait du vieux Pasquier, de son épouse, de son fils, Président de la Chambre des Enquêtes, de sa femme et de leurs enfants. L'atmosphère était assez austère, car la grand'mère, janséniste convaincue, se refusait à la moindre distraction futile.
- cf. Estienne Denis Pasquier, Chancelier de France, 1767 - 1862, souvenir de son dernier secrétaire, par Louis Favre - Paris, Didier & Cie, 1870, (p. 2 à 7).

dernière affaire où l'honnête conseiller Pellot était rapporteur, le conseiller Pasquier devait l'emporter par une intervention décisive, le mercredi 4 juin 1766. Ouvrant le premier avis de rigueur, "pérorant avec beaucoup de violence contre les philosophes", il entraîna une fois de plus ses collègues. Ainsi, un adolescent, qui avait dix-sept ans au moment des faits qui lui étaient reprochés, fut condamné aux supplices accumulés de la torture ordinaire et extraordinaire, de la langue arrachée avec des tenailles, du poing coupé, puis jeté dans les flammes. Le bourreau, plus sensible à la pitié que les juges, recula devant cette affreuse boucherie et après un simulacre, passa immédiatement à la décapitation.

Certains défenseurs du Parlement ont voulu voir en Pasquier

"un parlementaire type, austère et pieux, très pénétré de ses devoirs, plus pénétré de ses droits, qui ne transigeait pas avec sa conscience, fort entêté d'ailleurs, sujet à des colères violentes et manquant entièrement de souplesse". (1)

Il paraît en effet, avoir été un de ces représentants du milieu parlementaire, dont Bachaumont nous a laissé le portrait :

"Combien n'y a-t-il pas de maisons à Paris, surtout dans la robe, qui par l'avarice des maris ou leur peu de richesse, ne sont fréquentées de personne, sinon de quelque sot confrère du mari, aussi désagréable que lui. Tout y respire le sérieux, la tristesse, l'ennui, l'esprit d'épargne et de chicheté".

Personne ne lui a dénié une grande ardeur au travail. D'un caractère sévère et rigide, il avait, paraît-il, la fureur de juger et ne pouvait vivre hors du Palais.

En qualité de rapporteur du procès du comte de Lally,

(1) Marc Chassaigne, Le comte de Lally, p. 257.

il fut vraiment le cerveau de l'information. Il semble cependant qu'il ne s'était saisi du dossier qu'à son corps défendant ; c'est ainsi qu'il l'écrivait du moins à Sartine :

"Vous êtes mon réconfort, Monsieur, dans cette terrible affaire dont je me trouve chargé malgré moi".

Il avait là une tâche immense que d'ailleurs il ne se dissimulait en aucune façon :

"Les recherches", écrivait-il encore à Sartine le 9 mars 1764,⁽¹⁾ "devraient regarder le ministère public, mais par une fatalité qui ne vous étonnera pas, si je veux avancer il faut que je me charge du tout encore presque sans le dire. Cependant, je tâcherai qu'on ne puisse m'accuser de mettre dans cette affaire, ni promptitude, ni lenteur, mais il faut qu'elle chemine. Il faut justice au public ou aux accusés, ou déclaration d'innocence ; c'est tout ce que je souhaite. Votre concours, vos lumières me sont de la plus grande utilité dans une affaire qui passe mes forces et dont je sens tout le poids".

Certains s'étonneront sans doute qu'un conseiller-rapporteur ait pu faire une telle confiance à un policier ; cela expliquera peut-être le sens de son information !

Que les philosophes l'aient vilipendé, il ne faut pas nous en étonner :

"C'était un homme dur", a écrit Voltaire⁽²⁾, "préoccupé et sanguinaire... il aimait la justice mais il la voulait toujours rigoureuse et ensuite il s'en repentait...!"

Son visage, d'après d'Alembert⁽³⁾, ressemblait à une tête de veau dont la langue était "bonne à griller" et si l'on en croit Turgot, dans son poème de Michel et Michaut⁽⁴⁾ :

Deux gros yeux bleus, où la férocité
Prête de l'âme à la stupidité,
L'ont depuis fait nommer le boeuf-tigre.
Il s'est acquis un honneur infini
En inventant le bâillon de Lally.

(1) Voir page 223 bis

(2) " " "

(3) " " "

(4) " " "

- (1) Bibl. de l'Arsenal, ibid, p. 415
- (2) Voltaire, Fragmens sur l'Inde, p. 124.
- (3) Lettre d'Alembert à Voltaire - 16 juillet 1766. Correspondance générale de Voltaire. Oeuvres complètes. T LXIII, p. 222.
 "Avez-vous connu, mon cher maître un certain M. Pasquier, Conseiller à la cour, qui a de gros yeux et qui est un grand bavard ? On a dit de lui que sa tête ressemblait à une tête de veau, dont la langue était "bonne à griller". Jamais cela n'a été plus vrai qu'aujourd'hui ; car c'est lui qui, par ses déclarations, a fait condamner à mort des jeunes gens qu'il ne fallait mettre qu'à Saint-Lazare. C'est lui qui a péroré, dit-on, contre les livres de philosophie, qu'il a pourtant dans sa bibliothèque et qu'il lit même avec plaisir, comme le lui a reproché une femme de ma connaissance ; car il n'est point du tout dévot, et c'est lui qui, du temps de M. de Machault, fit contre le clergé une assez plate levée de boucliers dans une assemblée de chambres..."
- (4) Poème contre Michaut de Monblin et Michel Lepelletier de Saint-Fargeau, deux fanatiques du Parlement, que l'on attribua par erreur à Voltaire.

Avec l'âge il était devenu, disait-on, "un vieillard sujet aux préventions, entêté, fougueux, colère". Pour un rien ses yeux s'injectaient de sang et ses collègues n'osaient le contredire. Il justifiait pleinement le reproche si souvent répété contre les juridictions criminelles d'alors ; il cherchait des coupables pour les punir et non des innocents pour les justifier. Voltaire le qualifiait de "dévot politique", c'est-à-dire de défenseur d'une religion à laquelle il ne croyait pas. Ce jugement hâtif ne paraît pas exact. Pasquier, dans l'intimité de sa famille était un homme tout différent. Religieux sans ostentation, il s'occupait tendrement de ses petits-enfants qui avaient pour lui une véritable adoration⁽¹⁾. Il y a ainsi souvent, trop souvent, des cloisons étanches entre la vie privée et l'activité professionnelle des magistrats. Pasquier, à en croire la réputation qu'on lui a faite, aurait été une sorte de juge à tout faire, instrument aveugle des lois que, servilement, il prenait plaisir à exécuter. Il y a un monde entre le juge qui ne considère les actes que dans leur incidence par rapport à un ordre social établi, et celui qui cherche à pénétrer dans le domaine des consciences par rapport à un ordre moral supérieur. L'un défend les "nantis", l'autre protège les "victimes" !

Perrin Dandin est un personnage ridicule ; mais le juge devenu le "glaive de Dieu" est redoutable. Il est l'inquisiteur qui s'est desséché le coeur volontairement, parce que la pitié lui semble une faute. Quand il siège, il est atteint d'une sorte

(1) Cf. Etienne-Denis Pasquier - Chancelier de France - 1767-1862 - p. 10 et suivantes.

de gigantisme de la Robe et il cherche les occasions de l'affirmer par des condamnations terribles, qui éclatent dans le ciel judiciaire comme des marques de puissance. Le pouvoir de condamner est effrayant : il apporte une ivresse grisante, d'autant plus dangereuse qu'elle se dissimule derrière le rideau protecteur de l'anonymat du délibéré. (1)

Suivons le conseiller Pasquier à travers le dossier. Que lit-il pour s'éclairer avant d'entendre les témoins et d'interroger l'inculpé ? Le journal du Père Laveur... (2). Il voit dans la découverte de ce document une manifestation de la Providence céleste. Il est persuadé d'avoir trouvé un informateur incomparable : un prêtre qui a noté les circonstances au jour le jour et sondé les coeurs des hommes jusque dans le secret de la confession ! Le journal du Père Laveur révèle Lally sous le jour le plus déplaisant : violent, cupide, cruel, désinvolte, égoïste et sans moralité. Le conseiller Pasquier ne concevra donc que de l'hostilité pour cet accusé qui représente pour lui, une humanité corrompue et il n'aura que le désir de l'abaisser. Parlementaire, il se sentait solidaire des membres du Conseil Supérieur de l'Inde, qui portaient la même robe que lui ; il était plus près des "marchands" que des grands seigneurs,

- (1) Cf. : dans ce sens, Frédéric II à Voltaire, 10 mai 1775, Œuvres complètes, T. LXIX, p. 283, "Il y a des gens qui veulent toujours avoir raison, et qui se laisseraient plutôt lapider que de reconnaître où leur précipitation les a fait tomber".
- (2) "Un moine qui ne parlait qu'en gémissant... qui calomniait maintenant... qui persuadait... qui glissait... qui vivait d'aumônes, après avoir habité l'Inde, ne paraissait pas même pouvoir être soupçonné de mensonge". (Plaidoyer du comte de Lally-Tolendal, Rouen, p. 67).

"fanfarons de crime". A cela s'ajoutait l'animosité spontanée, profonde, instinctive de l'homme inséré dans un système contre "l'émigré, l'apatride, le révolté". Il était prêt à lui faire payer chèrement ce "non conformisme" plus dangereux pour la société que les malhonnêtetés qui respectent dans leurs hypocrisies, sa structure.

Le premier soin de Pasquier fut d'envoyer à la Bastille les fidèles de Lally, qui s'agitaient pour lui à l'extérieur : qui soutient Lally est son complice ! Il obtint ainsi l'arrestation de Pouilly, du médecin Méagher, de Chaponay et d'Allen, qui entrèrent à la Bastille le 6 avril. Comme il était difficile de laisser en liberté Defferre, inculpé d'homicide, celui-ci fut de la même fournée. Le 22 mai ce sera le tour de Rochette, le secrétaire de Lally, et le 31, celui de Gadeville. Un an plus tard, Foscier et Deschaux⁽¹⁾ les rejoindront, le 22 avril 1765. Le conseiller Pasquier connaît son métier : la prison préventive est le meilleur moyen de calmer les langues et d'arrêter les initiatives en faveur d'un prévenu. Ayant sous la main ses accusés, Pasquier allait pouvoir commencer son travail.

Pour la tâche fastidieuse des confrontations, Pasquier se fit adjoindre le conseiller Pierre Jacques de Brétignières de Saint-Germain. Il s'agissait également d'un vieux parlementaire, conseiller de 1726, grand Chambrier en 1754, qui avait l'habitude de travailler avec lui. Il était, paraît-il, "doux, consciencieux, conciliant", mais devant l'activité envahissante de Pasquier,

(1) Dans les papiers de la Bastille, on lit le nom de Touchet.

il se sentait presque en faute. Son rôle sera d'ailleurs limité : il présidera le champ clos des confrontations. Il interviendra quelquefois pour défendre les témoins contre la violence de l'accusé. Il le fit quand ce dernier lui parut dépasser les bornes permises, afin de montrer que lui aussi avait quelque autorité. Ce fut tout ! Voilà les deux magistrats qui se trouvèrent en face des témoins et de Lally.

Avant d'examiner le déroulement du procès, il nous paraît indispensable de rappeler sommairement le régime des preuves dans la procédure pénale en vigueur.

On distinguait du point de vue de leur nature, les preuves testimoniales, vocales, littérales et conjoncturales. La première preuve était le flagrant délit. La seconde était le témoignage. Pour condamner, la loi exigeait la déposition concordante de deux témoins. Si les témoignages n'étaient point concluants contre l'accusé, ils pouvaient être fortifiés par l'aveu "provoqué", "arraché" par la question, "l'invention merveilleuse", avait écrit La Bruyère, "et tout à fait sûre pour perdre un innocent qui a la complexion faible et sauver un coupable qui est né robuste". La preuve par écrit ne se présentait que rarement, d'autant plus qu'il fallait la fonder sur des écrits émanés de l'accusé ; ces écrits, pour devenir une preuve parfaite, devaient nécessairement revêtir la forme authentique ou être reconnus par l'accusé. Une vérification d'écriture ne pouvait en effet jamais fournir une preuve complète.

Dans le système des preuves légales, il n'y avait pas de place pour l'intime conviction des juges. Au point de vue de leur force probante, les preuves se divisaient en pleines, semi-pleines ou encore manifestes, considérables ou imparfaites. Par exemple la production d'un titre authentique, la déposition de deux témoins du fait, constituaient une preuve pleine et manifeste. Pour les autres preuves, ou bien le juge renvoyait l'inculpé, ou bien lui appliquait une peine moins sévère. La procédure d'alors était une véritable mécanique dans laquelle l'accusé était enserré. Il ne pouvait lutter que par des exceptions, des nullités résultant de l'omission des formes. Dans l'ancien droit, les juges devaient juger d'après les faits allégués et prouvés : ils groupaient ainsi un certain nombre de preuves auxquelles la loi avait attribué une plus ou moins grande valeur et ces preuves groupées dictaient au juge sa décision⁽¹⁾.

Le Thomisme,⁽²⁾ si l'on en croyait Voltaire, avait consacré ce système. Un juge devait donner sa voix contre un accusé, même s'il avait l'intime conviction de son innocence, lorsque les allégations et preuves exigées par la loi étaient réunies. Une telle conception craquait de toutes parts. Il n'en restait pas moins que le système des preuves légales demeuraient, même avec des conséquences absurdes, comme il en existe toujours lorsqu'un système s'effondre. De plus en plus place avait été faite à l'arbitraire du juge qui infléchissait selon sa volonté le

(1) Cf. Avis de B. de R., - Observations et conclusions.

(2) Cf : également (Muyart de Vouglans Réfutation op. cit. p. 818 et 819)

système des preuves légales dans un sens ou dans l'autre. On n'utilisait la mécanique judiciaire que pour obtenir le résultat souhaité.

Le témoignage jouait un rôle bien plus important que dans notre législation actuelle. En effet, il fallait, dans la plupart des cas, s'en rapporter à des témoins dont on tentait de confirmer les dépositions, grâce à des aveux "arrachés aux accusés par la question". Il n'était pas de magistrat qui ne reconnût la fragilité du témoignage et sa valeur relative. Le législateur d'alors avait vécu dans la crainte de la subornation des témoins, ce qui l'avait conduit à exagérer le formalisme de l'enquête. A défaut d'aveux ou de preuves "écrites", dans ce siècle où cependant, malgré le grand nombre d'illettrés, on écrivait plus et surtout mieux que de nos jours, le juge de l'ancien régime devait le plus souvent se contenter du témoignage pour asseoir sa décision⁽¹⁾. Autant dire que sans les témoins, on ne pourrait condamner personne, et comme il fallait condamner, on devait s'en satisfaire.

Ce principe admis, en raison de la rigueur même du système des preuves légales, on faisait un véritable procès du témoin avant d'accorder crédit à sa déposition. L'ordonnance d'août 1670⁽²⁾ assujettissait le témoignage à des règles strictes, pour permettre au juge d'en faire une critique externe et interne rigoureuse. Nos ancêtres ne pensaient pas que la célérité était la première qualité d'une bonne justice ; aussi

(1) Claude Joseph de Ferrière, Dictionnaire de Droit et de Pratique, V° Témoignage, t. II, p. 816.

(2) Cf. Nouveau commentaire sur l'Ordonnance Criminelle du mois d'août 1670, par M. Jousse, conseiller au Présidial d'Orléans, passim.

avaient-ils mis au point une procédure longue et minutieuse ! La personnalité du "sachant" était examinée et notée aussi bien que le contenu de sa déposition. Notre médecine des "tests" n'a pas inventé grand'chose et nos magistrats et policiers modernes ne perdraient pas leur temps en consultant les vieux textes sur "l'enquête" en justice...

Tout d'abord, le témoignage était vraiment disséqué et contrôlé. Le témoin était interrogé par un juge ou un conseiller; défense était faite de faire informer par un sergent ou un notaire, ^{sans s'aider d'aucun document écrit,} Le témoin, ne devait déposer que sur les points dont il était certain. Les témoins ne font point de preuves lorsque, dans leur déposition, ils se servent de ces mots : "Je crois"... "il me semble"... "si je ne me trompe"... "s'il m'en souvient bien"... et d'autres expressions semblables⁽¹⁾. Ces sortes de témoins d'opinion ne sont pas à proprement parler des témoins et ne forment pas même "une présomption", dans le cas où ils ajouteraient qu'ils croient fermement le fait dont ils déposent, à moins qu'ils n'expliquent sur quoi ils fondent leur opinion, quand même il y aurait un grand nombre de témoins de cette espèce⁽²⁾. Telle était la doctrine en la matière. Cette première déposition ainsi recueillie par le greffier en présence du juge, séparément et secrètement, valait seulement au titre de simple information et le procès pouvait s'arrêter là. Il était ainsi procédé, dès le début du procès, à un véritable "triage" des témoins par le magistrat instructeur, qui pouvait orienter le

(1) Farinacius, ou. 68, n° 4, 8, 11, 14, 15, 37 : Mousse, t. I, n. 720.

(2) Farinacius, n° 62, 66, 67, 73. Ces principes de simple bon sens sont appliqués dans les législations anglo-saxonnes ; ils sont oubliés ou ignorés par nos juges d'instruction ou chargés des enquêtes. La lecture des dépositions dans les divorces est particulièrement édifiante à ce sujet.

procès comme il l'entendait. Ainsi, l'accusé était livré à la seule conscience de son juge, ou plus exactement à son bon vouloir⁽¹⁾.

Lorsqu'après cette première déposition, le magistrat estimait que l'accusation méritait d'être suivie, et seulement dans ce cas, il ordonnait que les témoins entendus dans les informations et autres fussent cités de nouveau afin d'être recolés en leur déposition et si besoin était, confrontés à l'accusé⁽²⁾. A l'égard des témoins à charge, la confrontation était obligatoire ; autrement ils ne pouvaient faire, sur leur simple déposition contre l'accusé, aucune preuve⁽³⁾. Le conseiller de Brétignières serait chargé de ce second stade de la procédure. On entendait par "recolement" la nouvelle lecture que le juge faisait au témoin, de ce qu'il avait déposé dans l'information, pour savoir s'il persistait dans sa déposition, ou s'il voulait y changer ou y ajouter quelque chose. Le témoin, lors du "recolement" pouvait même se rétracter sans avoir à craindre de poursuites en faux-témoignages : le recolement fait il était lié par ses dépositions sur lesquelles il ne pouvait revenir.

Avant d'être confronté, l'accusé que l'on faisait ainsi comparaître pour la première fois avait la faculté de "reprocher" les témoins, c'est-à-dire d'indiquer tout ce qui pouvait leur être opposé et servir à faire rejeter leurs dépositions. On appelait "reproche" une allégation précise et détaillée d'un fait de nature à rendre suspecte la déposition d'un témoin, tel que : le

(1) Voir p. 231 bis

(2) " "

(3) " "

- (1) «Le secret en matière criminelle n'a été reçu en France que par une méprise. On s'imagina en lisant le Code, à l'article "de Testibus" que "testis intrare judici secretum" signifiait "les témoins doivent déposer secrètement" ; et il signifie "les témoins doivent entrer dans le cabinet du juge". Un contresens a établi cette cruelle partie de notre jurisprudence, dans laquelle il y a tant de choses à réformer.»(Voltaire à Me Dodin, avocat, 12 juillet 1775).
- (2) Jousse, t. II, p. 331,332.
- (3) Jousse, t. II, p. 353. Actuellement le témoin qui veut simplement relire sa déposition, est presque taxé d'incorrection...

fait d'avoir donné un certificat à l'occasion du procès, d'être héritier présomptif ou donataire de l'une des parties, etc. Les reproches pouvaient être généraux : parent, domestique, ou particuliers : hostilité, vie infamante, etc. ou plus spécialement relatifs au procès⁽¹⁾. Ils devaient être formulés par l'accusé avant qu'il ait pris connaissance des dépositions et révéler des motifs précis d'hostilité.

Une fois seulement les reproches indiqués, il était procédé à la confrontation. Procès-verbal en était dressé par le greffier, paraphé par le juge, l'accusé et le témoin⁽²⁾. Les témoins déposaient à huis-clos devant un juge commissaire. Le tribunal ne connaissait les dépositions que par procès-verbal dressé, ce qui ajoutait à l'enquête un caractère de procédure écrite. Les témoins n'étaient jamais entendus à l'audience du jugement.

Enfin, quand l'affaire venait devant la juridiction de jugement, ces reproches, tant ceux proposés verbalement que par écrit, étaient appréciés avant l'examen du procès au fond et les juges devaient "opiner" préalablement sur leur validité. Leur admission dépendait entièrement de l'arbitraire du juge⁽³⁾. Ainsi, avant de lire sa déposition, le témoin était jugé et une note "morale" lui était donnée pour que le juge sache le crédit qui pouvait être fait à sa déposition. Chaque province avait sa manière de "noter". Pour le cas seulement où le témoin était déclaré "malus", la déposition n'était pas lue, de crainte

(1) Voir p. 232 bis.

(2) " "

(3) " "

- (1) Jousse, t. II, p. 366. Le code de procédure civile avait conservé ce système des "reproches". Le décret du 22 décembre 1958 a abrogé les articles 281 à 294, concernant les personnes "responsables", sous prétexte que cette théorie était un legs du passé et ne s'harmonisait plus avec un régime de preuves, où les témoignages ne se comptent plus mais se pèsent !
- (2) Même lorsqu'elle a lieu, la confrontation ne porte pas grand secours à l'accusé, car "il ne voit les témoins qu'un moment "à la confrontation. Avant d'entendre leurs dépositions, il "doit alléguer les moyens de reproches qu'il a contre eux. "Il faut qu'il nomme au même instant toutes les personnes qui "peuvent appuyer ses moyens, il n'est pas admis aux reproches "après la lecture des dépositions. S'il montre aux témoins qu'ils "ont exagéré les faits, ou qu'ils en ont omis d'autres, ou qu'ils "se sont trompés sur des détails, la crainte du supplice des "fers les fera persister dans leur parjure. Si des circonstances "que l'accusé aura énoncées dans son interrogatoire sont rapportées différemment par les témoins, c'en est assez à des juges "ignorants ou prévenus pour condamner un innocent. Quel est "l'homme que cette procédure n'épouvante pas ? Quel est l'homme "juste qui peut être sûr de n'y pas succomber ?" (Voltaire, Commentaires du Traité des délits et des peines). Oeuvres compl. T. XLII p. 473.
- (3) Ordonnance de 1667, titre 23, art. 4 & 5 ; Instituts de Loisel, livre V, titre 5, règle 17. Jousse, t. II, p. 371.

d'influencer le juge. Dans certains parlements, le témoin recevait sa note par rapport à chaque accusé : il pouvait être ainsi théoriquement "bonus" vis-à-vis de l'un et "malus" à l'égard de l'autre. C'était seulement après cette "légitimation" du témoin et dans les limites de celle-ci que le juge prenait alors connaissance du témoignage. Il y avait même un usage assez particulier. Devant le Parlement de Toulouse, notamment, les dépositions de témoins reprochables, au lieu d'être rejetées totalement, bénéficiaient de l'attribution d'une fraction de preuve⁽¹⁾. Les témoins étaient ainsi divisés en plusieurs catégories suivant les notes données lors de la légitimation.

Ce système appliqué avec conscience et intelligence, aurait pu permettre d'écarter les jugements hâtifs ou superficiels, mais il en résultait surtout une lenteur extrême et un volume considérable de procédures⁽²⁾. La justice était paralysée par cet excès de "technicité". En jugeant les reproches séparément du fond, il fallait voir nécessairement le procès à deux reprises ; cela surchargeait le rôle de La Tournelle et du Châtelet, où il se réglait de gros et nombreux procès⁽³⁾. La conséquence la plus immédiate de ces lenteurs imposées était de prolonger l'incarcération des accusés. La Bourdonnais fut gardé trois ans avant d'être reconnu innocent. Il s'y ajoutait d'ennuyeuses et pénibles lectures lors de la procédure du jugement.

D'une façon générale, le régime des preuves souffrait

(1) (2) (3) Voir p. 233 bis.

- (1) Cf : Voltaire - Commentaire du livre des délits et des peines - Oeuvres complètes T. XLII, p. 476
- (2) La procédure du procès du comte de Lally, devant le seul Parlement de Paris, dépasse deux mille pages.
- (3) Procès-verbal des conférences tenues par ordre du Roi, pour examen des Archives de l'ordonnance civile du mois d'avril 1667 et du mois d'avril 1670. Nouv. éd., Paris, 1740, t. II, p. 219

de sa systématisation rigoureuse et étroite. Le juge procédait par addition. Il ne cherchait pas à interroger sa conscience, mais totalisait des points⁽¹⁾. On en voyait le danger lorsqu'il s'agissait d'accumuler des indices. Devant le Parlement de Toulouse encore on raffina dans ce calcul. Un "oui-dire" valait un quart de preuve ; un "oui-dire vague" : un huitième... Ainsi huit rumeurs pouvaient devenir une preuve complète. Ce fut d'après un compte de ce genre que, si l'on en croit Voltaire,⁽²⁾ Calas fut condamné⁽³⁾. Après ce long travail de notation des témoins, la Cour prenait connaissance des pièces et lisait les interrogatoires. Quant aux mémoires des accusés, chaque conseiller pouvait en prendre connaissance en dehors de l'audience, puisqu'ils étaient publiés. La justice d'autrefois n'était pas une sinécure : si elle se trompait, elle y mettait au moins les formes.

o
o o

-
- (1) On était loin de la loi actuelle, qui n'adresse aux jurés qu'une question : "Avez-vous une intime conviction ?" Mais il est bien évident qu'autrefois, comme aujourd'hui, la conscience du juge était bien obligée de peser dans la balance de la raison, les éléments de probabilité que le procès lui offrait. (Bastard-d'Estang, Les Parlements de France, t. I, p. 361).

La législation de 1670 avait ainsi prescrit des formes pour parvenir à la découverte des crimes, (par exemple deux dépositions concordantes sur un même fait, obligeaient le juge à appliquer la peine prononcée contre le délit prouvé) ; ces formes étaient sacrées pour les juges ; ils devaient les remplir avec la plus scrupuleuse attention : c'était là leur fonction.

- (2) "Ces Visigoths (les magistrats de Toulouse) ont pour maxime que quatre quarts de preuves et huit huitièmes, font deux preuves complètes ; et ils donnent à des oui-dire le nom de quart de preuve et de huitième... Des têtes de Hurons et de Topinambous sont mieux faites..." (Voltaire à Damilaville, mars 1763).
- (3) L'ancien régime est mort de l'envahissement des textes. "Laborantur legibus", écrivait Tacite. "Les peuples meurent de l'abondance des lois". N'avons-nous pas le sentiment qu'il en est de même aujourd'hui ?

Dès le 30 avril 1761, le conseiller Pasquier commença à recueillir les dépositions des témoins choisis parmi les accusateurs de Lally. Il avait été procédé, pour les découvrir, comme il en est de nos jours. Un sieur Muron, désigné par l'avocat général Pierron, avait été chargé de signaler les personnes susceptibles d'être interrogées, d'indiquer leur demeure et... de perquisitionner éventuellement chez **elles...ce** qui n'avait pas manqué de dresser les officiers de Lally contre leur ancien chef ⁽¹⁾. Parmi eux, on avait sélectionné les "bons" témoins, c'est-à-dire ceux qui étaient disposés à le charger, et plus spécialement ceux qui avaient déjà déposé des plaintes.

Il y avait là une infraction à la législation. En effet, conformément à l'ordonnance de 1670, le ministère public devait faire inscrire sur un registre spécial les dénonciations et les noms des dénonciateurs. C'était là une garantie donnée aux accusés. Le législateur avait voulu :
 1°- empêcher que le même homme qui avait dénoncé, ne déposât ;
 2°- ménager à l'accusé des répondants qui fussent condamnés aux dépens, dommages-intérêts, ou même à plus grande peine, si leurs plaintes étaient jugées calomnieuses.

Pour tourner cette disposition sage, le Procureur général, suivi par Pasquier, considéra que, les plaintes et mémoires n'ayant pas été adressés à lui-même, mais aux ministres, il était dispensé d'appliquer ce texte. Il est

(1) Archives nationales, X 2 B 1395, liasse I, f° 2.
 cf. "Etat des officiers et employés cy-devant au service de
 "l'Inde, de la perquisition desquels M. Pierron a chargé le
 "sieur Muron par la liste qu'il lui a envoyée le 29 7bre 1761"

inutile d'insister sur cette manière étroite d'appliquer la loi dont l'esprit était trahi. Les plaignants s'étaient adressés directement au Roi et aux ministres, parce qu'ils ignoraient alors la juridiction qui serait choisie et que tous leurs mémoires avaient été transmis par la suite, au Procureur Général⁽¹⁾.

Lorsque Pasquier entendit ces témoins, il ne faut donc pas s'étonner s'il se montra plein de suspicion à leur égard, quand il les trouvait "tièdes". Il estimait de son devoir de les "**provoquer**". La plupart des témoins, sentant le besoin de se défendre, avaient envoyé, comme nous l'avons vu, des mémoires aux ministres. Quand ils déposaient ils n'osaient plus, en prévision de la confrontation qui allait suivre, être aussi "partisans" que dans leurs précédentes productions.

"L'expérience", écrivait Pasquier le 8 août 1764, "m'a appris depuis quelques jours, qu'on va au-devant des témoins ; je ne puis en accuser personne, précisément, mais je vois qu'on les ébranle, qu'on leur inspire des scrupules, que plusieurs que j'ai entendus se sont exprimés bien plus faiblement que dans les mémoires qu'ils ont donnés au ministère, au hasard de passer pour des calomniateurs. J'ose vous prier d'en prévenir les ministres. Il est important, pour la suite, qu'ils en soient instruits"(2).

"On a commencé à lui confronter quelques témoins", écrivait-il encore le 17 août, "... nous nous sommes aperçus d'une marche singulière de la part de l'accusé, qui ne peut venir que des conversations du dehors, ce qui tend à embarrasser les témoins et à les intimider ; ce que je sais ce que l'on a fait aussi extérieurement ; cela provient de l'indulgence que nous avons eue de laisser parler M. de Lally à ceux qui en avaient précédemment la permission : je n'examine point s'ils en abusent et à quel point, mais il me semble indispensable d'interdire toute visite et conversation du dehors jusqu'au 6 septembre, temps auquel nous interrompons notre instruction"(3).

(1) Cf. Mémoire au Conseil, t. II, p. 119 à 125.

C'est ainsi que Pasquier se fit autoriser, par arrêt, à entendre à son domicile Duval de Leyrit, malade ; mais ce dernier décéda le 6 avril 1764 avant cette audition et le mémoire qu'il avait préparé ne put être ainsi communiqué au Parlement.

(2) Bibl. de l'arsenal, ibid., n. 433.

(3) ibid. p. 435

Que voulait-il obtenir des témoins ? Uniquement des précisions sur les faits de l'accusation ; quand ils n'en fournissaient pas, il avait le sentiment de perdre son temps. Aussi, avec une simplicité qui chez un autre serait considérée comme du cynisme, il leur disait que le reste ne l'intéressait pas. Il se battait avec le témoin pour qu'il fût "à charge" ; lorsqu'il ne l'était pas, il était convaincu que c'était par peur ou par complaisance⁽¹⁾. Il illustrait ainsi à merveille les propos du jurisconsulte Ayrault, avocat et lieutenant criminel en son temps :

"J'ai souvent entendu dire au feu sieur lieutenant général à "ce siège, homme bien avisé, que les témoins ressemblaient aux "cloches. Tout ainsi qu'on leur fait dire tout ce que l'on veut. "Donc, le témoin, selon qu'il est examiné et selon les termes "dont on orne et habille son dire, charge ou décharge. On le "peut aussi bien comparer à l'instrument de musique, lequel "comme il est grossièrement ou délicatement touché se trouve mauvais ou précieux"(2).

On imagine, avec un tel état d'esprit, comment Pasquier mena son instruction. Tout d'abord il ne se préoccupa que des détails. Il n'étudia pas l'ensemble des opérations ; il choisit des circonstances qu'il interprétait. Les témoins se contredisaient entr'eux. Qu'importe ! Pasquier notait scrupuleusement, chaque fois que la déposition faisait grief à Lally.

Par exemple, sur un point précis : où se trouvait Lally lors de l'attaque des limites de Fondichéry ? D'après les témoins Denis et Lecomte, Lally n'avait paru que lorsque le combat était terminé. Si on en croyait Le Noir, Lally était resté tranquillement dans son lit pendant toute l'affaire. Pour de Mesmes, au moment des combats, Lally se promenait paisiblement sur la terrasse du gouvernement, à la vue de tous les habitants.

(1) (2) Voir p. 237 bis.

- (1) La loi défendait formellement l'interrogatoire des témoins. Le juge devait se borner à recueillir leurs déclarations. Le Parlement de Paris avait confirmé cette interdiction dans quatre arrêts : 23 juillet 1698, 16 janvier 1716, 8 juin 1721, 1er mai 1728.
Cf. Mémoire du comte de Lally-Tolendal, IIème partie, p. 152, 153.
- (2) Cf. "L'Ordre, Formalité et Instruction judiciaire" - Lyon MDCXLII, Livre III, N° 41, p. 347.

Noirefosse déposa au contraire que Lally était à la tête des troupes et même que, pendant l'action, lui, Noirefosse, lui signala une occasion d'enlever cent cinquante Anglais, qui s'étant trop avancés pouvaient être facilement enveloppés, mais que Lally méprisa son avis et ordonna de ne pas bouger. Toujours à propos de l'attaque des limites, Courtin et Lecomte accusaient Lally d'avoir, la veille de l'attaque, affecté de placer hors des limites et dans les limites nombre de grosses pièces de canon, dans le seul but de les faire prendre par l'ennemi ! Le chevalier de Genlis, qui commandait le principal poste des limites, reprochait à Lally, au contraire, de ne lui avoir laissé pour toute artillerie qu'une pièce de vingt-quatre, sans affût. Michelard, un "piqueur d'écurie", s'érigeait en critique des opérations militaires, récitant manifestement une leçon apprise qu'il semait d'absurdités : et le conseiller Pasquier recueillait sérieusement ses déclarations ! Fait à retenir : si les conseillers de Pondichéry parlèrent abondamment de trahison, il n'y eut pas un seul militaire pour oser avancer ce terme contre Lally.

Tout cela se perdait dans un étonnant bavardage. Pasquier notait, enregistrerait. Sans doute il ne se dissimulait pas l'ineffectivité de certaines dépositions, mais le climat serait créé. Les juges estimeront sans doute, pensait-il, qu'il y avait des exagérations, mais que néanmoins les accusations avaient été tissées sur un fond de vérité.

Lorsque les témoins ne répondaient pas à ses pressions, Pasquier ne leur cachait pas son mécontentement, voire sa colère. Tout à fait caractéristique de son état d'esprit fut son attitude lors de l'audition du chevalier de Crillon. Capitaine de dragons, Balbis de Berton de Crillon⁽¹⁾ avait fait campagne aux Indes.

Qu'avait-il déclaré le 27 août 1763, lors de sa première audition au Châtelet ?

"Pendant son séjour dans l'Inde il n'a rien remarqué dans la conduite du sieur de Lally, qui lui ait paru contraire à ses devoirs ; il lui a, par contre, reconnu beaucoup de zèle et d'activité ; il a vu le sieur de Lally partager les peines et les dangers de la colonie et n'a remarqué dans l'accusé, qu'un caractère peut-être un peu trop dur, qui lui aura attiré des ennemis. Quant aux abus considérables d'autorité qu'on lui impute, il ne peut rien avancer à ce sujet... Il n'a aucune connaissance des prétendues malversations, concussions et déprédations reprochées. Il n'a jamais vu dans la conduite du sieur de Lally, aucune action préjudiciable au service du Roi et de l'Etat. Si l'événement a été quelquefois contraire au bien du service du Roi, les vues de l'accusé n'en ont pas moins été droites et ledit sieur de Lally a éprouvé des malheurs comme des succès. Enfin, il est bien éloigné de croire que l'on puisse justement accuser le sieur de Lally de haute trahison, par la connaissance qu'il a eue de sa conduite, de son caractère, de sa façon de penser. Il estime au contraire que ces imputations ne peuvent être qu'injurieuses et très mal fondées. Au surplus, il ne peut s'expliquer sur les délits généraux énoncés en l'arrêt du Parlement, déclarant que si l'on imputait au sieur de Lally quelques crimes dans quelques circonstances particulières qu'on indique, lui déposant en étant alors requis, pourrait s'expliquer d'une manière plus circonstanciée sur le fait particulier, ou autres qui pourraient être à sa connaissance ; mais qu'ignorant ce qu'on peut imputer en détail au sieur de Lally, il n'a d'autre chose à dire que sur les délits vaguement énoncés dans l'arrêt de la Cour".

Le chevalier de Crillon, favorable à Lally, avait alors subi le sort des témoins gênants : il avait été renvoyé à ses

(1) Il devait être promu brigadier le 18 juin 1768 et maréchal de camp, le 1er mars 1780.
Cf. Avis de B. de R., Observations et conclusions.

occupations ! Il fut donc simplement recoolé au Parlement à la fin de l'année 1764 (ce qui constituait d'ailleurs une nullité ; il aurait dû être interrogé de nouveau auparavant). Lors du recolement, il s'était borné à répondre au conseiller qui l'interrogeait :

"... ou j'ai le malheur de ne pas parler le français, ou vous avez celui de ne pas m'entendre. Je vous répète pour la troisième fois que je ne puis rien ajouter à ma déposition, parce qu'on ne m'a pas donné connaissance des faits qui ont été imputés, depuis, à M. de Lally ; que je suis prêt à déposer aussitôt qu'on m'aura donné cette connaissance et je vous déclare que je ne signerai point ce que vous voulez me faire écrire".

Il était difficile cependant d'en rester là avec un témoin de cette qualité. Aussi, au commencement de l'année 1765, le chevalier de Crillon avait été de nouveau assigné, mais cette fois par le conseiller Pasquier, qui lui présenta alors un mémoire où n'était articulé aucun chef avec précision. Le chevalier de Crillon lut attentivement le mémoire et quand il eut fini il dit :

"Monsieur, si vous voulez m'entendre seulement deux heures, je vais le reprendre tout entier, trait par trait et j'ose vous répondre que je ferai percer la vérité...".

- "Non, Monsieur, vous n'êtes pas là pour cela", avait répliqué immédiatement Pasquier. Prenant au mépris des principes l'initiative des questions, le rapporteur avait tenté de l'embarrasser. Le chevalier de Crillon avait, on s'en souvient, apaisé l'armée révoltée, en octobre 1760. Pasquier arrivé à cet épisode lui posa cette question : "Que diriez-vous d'un général qui, voyant son armée révoltée, lui écrit qu'elle a bien fait de se révolter?". Crillon avait répondu avec simplicité :

"qu'il était impossible de juger sur une seule phrase qu'on détachait de ce qui la précédait, de ce qui la suivait et des circonstances qui l'avaient fait écrire ; que le général avait bien été éloigné d'appuyer la défection des rebelles, puisque lui témoin, chargé par le général de traiter avec ces rebelles, avait dans ses instructions un article qui lui enjoignait de leur faire sentir toute l'énormité de leur crime".

La résistance du témoin à accuser n'avait pas agréé à Pasquier qui, ne pouvant plus contenir sa mauvaise humeur, avec une ironie amère lui avait décoché pour finir :

"Vous conviendrez que votre succès auprès des rebelles, doit s'attribuer moins à votre éloquence qu'à celle de l'argent que vous apportiez avec vous..."

Ce qui s'était passé pour le chevalier de Crillon s'était d'ailleurs reproduit pour Kennedy, l'aveugle, officier des troupes du Roi et pour Coutenceau, officier des troupes de l'Inde ; le premier, assigné par méprise d'après une ressemblance de nom, s'entendait dire : "Nous n'avons pas besoin de tout cela", pour clore sa déposition favorable à Lally et le second, auquel on mutilait la sienne : "Ce n'est pas la panégyrique de M. de Lally qu'on cherche". (1)

Ne nous voilons pas trop la face ! Ce qui était vrai hier n'est pas très souvent loin d'être vrai encore aujourd'hui ! Il y a encore d'un côté les témoins de l'accusation, qui ont droit à tous les égards : on les écoute et on les flatte, et d'un autre côté ceux de la défense, que l'on presse, que l'on entend avec un scepticisme non déguisé, qu'on rudoie même, quand on ne les tourne pas en ridicule. Le conseiller Pasquier n'est

(1) On est assez surpris que l'accusation n'ait pas fait citer d'Estaing comme témoin. Lally, de son côté n'a jamais invoqué son témoignage. Faut-il penser que l'argent que cet officier avait reçu de Bussy, lui mettait un boeuf sur la langue ?

pas mort : il suffit d'assister à des instructions et à des audiences pour constater que parfois parmi les témoins, il y a ceux qu'on renvoie et ceux qu'on remercie...

o
o o

A la Bastille depuis le 1er novembre 1762, Lally subissait le sort des prisonniers au secret. Pour l'achat d'un petit almanach Colombat, il avait fallu l'autorisation de M. de Sartine. En février 1763, gravement malade, il avait reçu les soins du sieur Boyer de la Bastille. C'avait été toute une affaire pour recevoir des "hardes" et, dans un paquet de son secrétaire Rochette, un petit "poëlon" d'argent. Avec le printemps, Lally avait été autorisé à faire la promenade des tours, à la condition d'être "accompagné d'un officier major, toutes précautions étant prises au surplus pour la sûreté de la personne"⁽¹⁾. Il s'était remis difficilement et ne s'était senti bien qu'après avoir pris un "casse cuite"⁽²⁾ le 19 septembre. Pendant près de six mois il avait donc été malade.

Les affaires de Lally n'étaient pas, au surplus, matériellement bonnes. Il travaillait comme il le pouvait pour préparer sa défense. Pendant ce temps, son rapporteur, le conseiller Pasquier, était en relations constantes à son sujet

(1) Bibl. de l'Arsenal, *ibid*, p. 412.

(2) Le "casse cuite" était un médicament laxatif doux, qui "convenait aux personnes excitables, ayant le ventre paresseux"!

avec M. de Sartine⁽¹⁾. Il n'était pas oublié s'il en croyait les demandes de renseignements qu'on lui adressait. Il devait répondre ainsi "sur un mémoire concernant les deux vaisseaux de la Compagnie des Indes, qui étant à l'Isle de France, y avaient, sans ordre de la Compagnie, fait la course pour diverses personnes et plus particulièrement sur les prix faits par le vaisseau "le Condé". On se souvenait à cette occasion qu'il avait été le syndic de la Compagnie des Indes, et

"qu'il est à propos, s'il a quelque chose à réclamer à ce sujet, qu'il donne promptement sa procuration à quelqu'un qui puisse faire, à l'Isle de France et à Pondichéry, les démarches juridiques nécessaires pour empêcher la restitution de ces deux prises aux Maures de Surate qu'ils revendiquent".(2)

On mettait ainsi une certaine élégance à sembler protéger ses intérêts, mais il ignorait l'essentiel, c'est-à-dire le procès qu'on introduisait contre lui. On ne pouvait s'étonner que Lally répondît à Bertin le 15 mars 1764⁽³⁾ par une fin de non recevoir :

"J'ai reçu le mémoire que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser que je suppose venir de l'Administration Générale de la Comp. des Indes. Les faits n'en sont pas absolument exacts comparés avec les lettres que j'ai de M. le Cte d'Estaing, ma présence n'a pas été nécessaire quand M. Michel m'a mis ici pendant que j'étais dans l'Inde dans un armement contre les Anglais où j'ai perdu 20 mil francs et luy 15 mil. J'éprouve depuis trop longtemps l'effet des pièces anonymes pour pouvoir souscrire à ce qu'exige celle-ci, d'autant plus que l'expédition des deux vaisseaux de l'Isle de France est accompagnée de circonstances dont je connais et ay pensé éprouver les conséquences que la Comp. ignore".

Lally fut entendu pour la première fois par Pasquier, le 22 mai 1764 ; son interrogatoire avait été alors de pure forme.

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 415.

(2) sans doute "qui les revendiquent", ibid., p. 416.

(3) Ibid., p. 416.

Le conseiller Pasquier avait fait descendre Lally et l'avait entendu à la Bastille dans les locaux du gouverneur. La rencontre du conseiller Pasquier et de Lally avait été très brève : à peine le temps de se voir pour se jauger avant de s'affronter. Puis après, Lally avait retrouvé le silence et la solitude. Il souffrait du froid, de l'humidité, de ses blessures et il lui faudrait attendre encore, toujours attendre... n'ayant pour se promener que la cour du château, enfermé entre les hautes murailles de la prison, "larges puits où le froid était insupportable l'hiver, parce que la bise s'y engouffrait, et l'été, le chaud ne l'était pas moins, parce que l'air ne circulant pas, le soleil en faisait un vrai four"⁽¹⁾. Son ordinaire était cependant amélioré par des envois de vin (24 bouteilles) ou des confitures. Ses amis pensaient à lui ; puis ce furent des arrestations parmi eux. En avril 1764, les principaux avaient été décrétés de prise de corps et amenés à la Bastille.

Pendant le premier semestre, le conseiller Pasquier mit ainsi sur pied son instruction, en cherchant surtout à obtenir, par Bertin, des déclarations authentiques du colonel Coôte, de mylord Clive et du sieur Caillau, colonel anglais. Elles (2) auraient la plus grande importance et seraient "très instantes". Si seulement les ennemis de Lally acceptaient de répondre, quel élément de poids ce serait pour le dossier ! Mais les officiers anglais et la Cour d'Angleterre ne répondirent rien; peut-être aurait-il mieux valu pour le comte de Lally qu'ils aient fait

(1) Linguet, *Mémoire sur la Bastille*, p. 77. La promenade avait lieu en principe, de 8 h. à 9 h, pour les détenus dans la Tour du Coin. Par faveur spéciale, les personnes pouvaient se promener sur la plateforme des tours et le long de la palissade du jardin, entre la citadelle et le bastion.

(2) Bibl. de l'Arsenal, *ibid.*, p. 414-420.

connaître leur opinion. Il sera trop tard quand, après son jugement, ils lui rendront hommage. Voilà donc Pouilly, le chevalier de Chaponay et Allen à la Bastille : il en coûtera au Roi six francs par jour pour le premier et une pistole pour chacun des deux autres.

Le 15 mai, Pasquier s'était installé au Château. Il "travaillait au gouvernement" (l'hôtel du gouvernement)⁽¹⁾. Il remerciait Sartine le 19 mai 1764⁽²⁾, "qu'on ait pourvu à nous placer "commodément car la besogne croît sous nos pas et nous aurons "bien des fois besoin de "l'hospice" que vous nous avez procuré". Mais Pasquier ne perdait pas de temps en congratulations :

"J'ai, à ce que je crois, ajoute-t-il, découvert un particulier "qu'il faudra décréter (3), c'est Rochette, secrétaire de Lally, "et comme ce sera vraisemblablement avant la Pentecôte, je prends "la liberté de vous prévenir, pour que vous ayez tout prêt un "Ordre du Roi, dont vous voudrez bien ne faire usage que quand "je vous le manderai positivement, parce qu'il sera inutile "d'anticiper de beaucoup sa détention".

Ainsi, sans avocat, Lally sera privé aussi de son secrétaire. Le conseiller Pasquier pense à tout ! Gedeville devra se rendre au "gîte" (la Bastille) avant l'Ascension. Pasquier veut avoir interrogé tous les décrétés avant le 2 juin, pour faire régler le procès à l'extraordinaire avant la Pentecôte. Il réserve Rochette pour la bonne bouche. "Il sera temps de l'arrêter le ⁽⁴⁾ 2 ou le 3 juin". "Il peut avoir bien des papiers à M. de Lally".

(1) Les prisonniers étaient présentés dans la salle du fond du gouvernement, étant à droite au rez-de-chaussée de la cour d'entrée comme lieu de liberté dans ledit château. C'était la formule utilisée dans la signification des actes faite aux prisonniers de la Bastille. Les magistrats n'entraient pas dans la Bastille, pour montrer leur indépendance vis-à-vis du pouvoir royal et ils se devaient d'interroger dans "un lieu de liberté" pour que leur justice ne puisse paraître servile.

(2) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 425.

(3) Faire arrêter et incarcérer.

(4) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 425, 426.

Mais puisqu'il ne faut pas que Lally puisse conférer avec ses amis, il doit ne se promener que le long de la palissade du jardin, tandis que les autres "prendront l'air, soit dans la cour intérieure, soit sur les tours", au choix de Sartine pour le mieux de la discipline intérieure du château. Le chevalier de Gadeville, qui en raison de son grade est logé à douze francs par jour, a demandé un certain nombre de faveurs : "Il voudrait "la promenade toute la journée et une chambre sur le jardin, son "violon, sa serviette, son couteau, ses rasoirs, et être logé "avec un autre prisonnier". Pour la chambre, Sartine a bien voulu être d'accord, mais quant à la promenade toute la journée, cela n'est pas possible. Pour le reste, c'est à Pasquier de décider. Pour ce qui est du violon, c'est irrégulier, mais puisqu'il l'a, qu'il le garde !⁽¹⁾

Lally qui avait des échos de ces arrestations, de ces interrogatoires, "criait contre tout le monde" au point que le conseiller Pasquier s'inquiétait. Il vint pour voir Lally le 27 juillet à 7 heures du soir... mais quand il apprendra que Lally était tranquille : "Je ne le verrai pas, dit-il, "j'étais venu pour le calmer, mais puisqu'il est au repos, "laissons-le là". Pasquier d'ailleurs s'en remettait à M. de Sartine sur ce qu'il fallait faire avec les prisonniers : "Vous savez tout ce qui convient et jusqu'où on doit permettre "et accorder⁽²⁾". Cependant il ajoutait au major Chevalier, le 4 août⁽³⁾ : "On me persécute pour voir M. de Lally, mais

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., n. 428,

(2) Ibid., p. 430,

(3) Ibid., p. 431.

en vérité, la matière n'y est pas disposée, tout au contraire". Le conseiller Pasquier utilisait ainsi toutes les ressources de la prison préventive au service de l'instruction.

Pasquier consacrait ses journées à recueillir les dépositions des témoins. Le conseiller de Brétignières, prenant ensuite la relève, commencera les confrontations de Lally avec ceux-ci, en août 1764, pour terminer en mai 1765. Lui aussi aura l'autorisation de s'installer du gouvernement à la Bastille, dans les mêmes locaux que ceux qu'on avait réservés au conseiller Pasquier. Le long travail du conseiller de Brétignières fait pleinement comprendre ce que fut l'information dans cet extraordinaire procès.

Conformément à la loi, jusqu'à l'instant même de la confrontation, Lally demeurait dans l'ignorance du contenu de la déposition. Entraîné par sa violence naturelle, dès qu'il était entendu par le juge, il s'emportait, s'indignait, injurait. Il ne savait plus distinguer entre les témoins qui lui étaient favorables et les autres. Lally en prison se refusait à plier le genou. "Le parti de demander miséricorde, quand il ne se sent pas coupable, pas même responsable, est au-dessus de ses forces". Lally passera ainsi un mois d'août terrible et le 6 septembre, il faudra encore faire intervenir le médecin de la Bastille, Boyer. Les confrontations furent ainsi suspendues et M. de Brétignières, qui aurait voulu les avancer, dut s'incliner. Il partit lui aussi en vacances jusqu'à la rentrée du Parlement.

En septembre 1764, Lally fut atteint de "débordement de bile". Il ne voulait plus de Boyer qui pratiquait la médecine régimentaire. Lally réclamait son médecin personnel, "M. Hostie". Sartine y consentit, M. Hostie vit Lally et Chaponay en présence de Chevalier, major de la Bastille⁽¹⁾. Enfin, si l'on en croit Boyer, Lally est rétabli : "Il va très bien, on ne peut pas "mieux. Il lui a ordonné de prendre du poisson à ses repas, soit "soles, merlans, vives, carrelets, etc... comme autres choses en "ce qu'il y a de plus léger"⁽²⁾. L'alerte est passée, l'instruction pourra continuer ! Ce n'est pas tout de mettre quelqu'un en prison, il faut surtout qu'il n'y meure pas : car la justice tient à ce qu'on ne lui vole pas ses condamnés.

Lally discutait avec les témoins, après les avoir "reprochés" en termes méprisants ou injurieux. Rapidement, il s'était pris d'une égale méfiance à l'égard du conseiller de Brétignières. "Ce Brétignières", écrivait-il à Saint-Priest⁽³⁾, "est un homme "taquin, pétulant, entêté et je crois, peu éclairé... pour moi, "je suis franc. Je crois M. de Brétignières un malhonnête homme... "Les horreurs que j'éprouve de la part de M. de Brétignières et "encore plus de Lebreton, le greffier, ne se conçoivent pas. Ils "ont une envie continuelle de m'induire en erreur"⁽⁴⁾.

Dépositions et confrontations remplissent un énorme "in folio". Généralement, accusé et témoin restaient sur leur position, après avoir échangé souvent des invectives, dans le choix desquelles Lally, il faut le reconnaître, était passé maître. On ressent à la lecture de ces confrontations un véritable écoeurément

(1) Bibl de l'Arsenal, ibid., p. 442,

(2) Ibid., p. 442, 443

(3) Guignard de Saint-Priest (Jean Emmanuel) 1714-1785. Conseiller au Parlement de Grenoble en 1733, Maître des Requêtes en 1745, il fut intendant du Languedoc de 1751 à 1785 et Conseiller d'Etat en 1764. Son fils lui fut adjoint en 1764 et administrait le Languedoc en son absence.

(4) Brétignières refusait d'écrire les aveux des témoins, ou de donner acte de leurs rétractations. Cf. Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 233.

à voir ces hommes, pour la plupart courageux, se soupçonner et s'injurier bassement.

Lorsque Bussy, l'ennemi n° 1 de Lally, fut interrogé par Pasquier, ce dernier se garda bien de l'embarrasser par des questions. Cela aurait été cependant chose facile. Bussy se contenta d'une déclaration relativement incolore : il laissait faire sa besogne par d'autres. Alors que Lally croupissait à la Bastille, l'étoile de Bussy brillait de plus en plus. S'il était devenu veuf d'Arthémise de Choiseul, il ne perdait pas son temps dans un deuil prolongé ; une nouvelle alliance avec Marie Charlotte Justine de Messey l'apparentera aux Beauveau et aux Mirepoix. Lors de la confrontation, le 2 mai 1765, il répondit à Lally en affectant une correction méprisante : c'était le meilleur moyen de ne pas croiser le fer. Plus tard, nous le verrons, Bussy devait retrouver en Pasquier un juge, qui lors de son procès avec la Compagnie des Indes lui manifesta mieux que des égards.

Le rapport du conseiller Pasquier fut ainsi nourri des dépositions de quarante sept témoins "reprochés" par Lally ; nous dresserons le tableau de ces accusateurs : les reproches dont ils furent l'objet permettront de situer à leur juste valeur leurs accusations⁽¹⁾. Le conseiller Pasquier chercha la vérité, non seulement parmi les ennemis de Lally, mais encore parmi ceux qui, ayant à se faire pardonner, furent heureux de charger un autre de leurs erreurs ou de leurs fautes.

(1) Mémoire pour Lally, moyens généraux contre les témoins entendus, p. 280 à 300.

En récapitulant la liste des témoins reprochés, on pouvait constater qu'un lieutenant-général du Roi allait être jugé sur les déclarations de :

1°- Onze conseillers au Conseil Supérieur de Pondichéry, ses adversaires déclarés, qui devaient des comptes autant que Lally et dont neuf avaient signé la plainte du 19 septembre 1762 contre lui.

2°- Trente et un officiers qui sous ses ordres avaient participé aux opérations critiquées.

3°- Enfin, cinq employés de la Compagnie.

En résumé Pasquier entendit... 66 témoins, sur lesquels Lally en reprocha... 47 et fut confronté avec 56. Le fils de Lally pourra écrire plus tard⁽¹⁾:

"Des 68 (témoins) qu'on a entendus, on n'en a confronté avec "mon père que 56, d'où l'on peut conclure qu'il y en a onze qui "n'ont point déposé à charge contre lui ; car on a vu que le "premier de tous (Lecomte) s'était enfui pour se dérober à la "confrontation. De ces 56, il y en a 17 qui se sont bornés à "rendre compte de leur propre conduite, sans parler de celle de "mon père. Des 39 restant, il y en avait 32 qu'il avait réprimandés, punis pendant son séjour dans l'Inde, pour mauvaise "conduite ; les 7 autres ne lui étaient seulement pas connus "et ils n'ont déposé que d'après ce qu'on leur a dit. Sur ces 32, "tous réprimandés, punis dans l'Inde, tous ennemis jurés, il "s'est trouvé 12 dénonciateurs, 29 faux témoins convaincus par "le seul fait de leur propre déposition et 7 assassins".

Comment avec de tels témoins, était-il possible d'éclairer la justice ?

o
o o

(1) Le fils de Lally dénombre 68 témoins, parce qu'il compte deux fois Crillon, et Fumel qui fut inculpé.

Et pendant ce temps-là, la vie du prisonnier continuait. On sait que le valet secrétaire de Lally, M. Charay de Bellevaize avait été transféré à Charenton : "sa tête", écrit le 26 octobre 1764⁽¹⁾, M. Juste Vialard, supérieur de Charenton, à Sartine, "est dans le plus mauvais état. C'est une roue qui tourne au "plus mal". Il ne reste au grand seigneur qu'est Lally que les amitiés féminines. L'amour derrière les barreaux a toujours fait rêver les femmes. Mme de la Heuse aussi intervint auprès de Sartine pour que "M. de Lally fût logé plus commodément"⁽²⁾. "Ne serait-il pas possible de lui donner un logement, où il y eut une chambre pour son valet de chambre?" "M. de Lally voudrait l'appartement au-dessus des cuisines, mais il n'en est pas question, répondait le major Chevalier, : tout ce qu'on peut lui donner, c'est un appartement où il y a une chambre séparée, pour y mettre son domestique". On lui a offert celui où avaient été logés M. de Vaudreuil⁽³⁾ et M. Péau⁽⁴⁾.

M. de Lally écrivit à Sartine le 7 novembre⁽⁵⁾, pour se plaindre avec amertume de ce refus :

"M. Chevalier m'a communiqué la lettre que vous avez écrite au "G. (gouverneur) ; ces messieurs en avaient déjà prévu le con-"tenu, en m'offrant une chambre au quatrième, sur ce que je me "plaignais que le premier que j'occupe est bien haut pour des "jambes aussi faibles que les miennes ; aussi ai-je pris le par-"ti de ne plus descendre, et je ne me suis pas promené deux fois "depuis un mois.

"Je m'attendais bien qu'ils vous feraient des représen-"tations sur les dispositions où vous paraissiez être de m'accor-"der la chambre sur la cuisine ; il eût manqué quelque chose à "mes malheurs, si j'étais tombé en d'autres mains que celles de "ces messieurs bien faits l'un pour l'autre et vous conviendrez, "je pense, que je paye avec usure, le refus que j'ai fait dans

(1) Bibl. de l'Arsenal, Ibid., p. 447

(2) Ibid., p. 449

(3) Ibid., p. 449

(4) Ibid., p. 449

(5) Ibid., p. 449

"l'Inde au frère de ce G. (gouverneur), de lui accorder des lettres de change sur la Cie, à 4 et 5000 % de bénéfice ; le Conseil de Pondichéry a été plus indulgent, aussi n'est-il pas à la B. ; je ne suis pas moins sensible aux offres que vous avez bien voulu me faire faire"...

Sartine ne dut pas être très satisfait de cette lettre, et le gouverneur de Jumilhac encore moins. Aussi donna-t-il l'ordre à ce dernier pour qu'"il ne laisse parler qui que ce soit à M. de Lally et ce jusqu'à nouvel ordre", et le 20 novembre par une autre lettre, pour qu'"il ne laisse ni voir ni parler qui que ce soit à tous les prisonniers de la Bastille"(1).

Le 10 décembre, M. de Brétignières, rentré de vacances, reprit ses confrontations qui se poursuivirent jusqu'au 20 décembre. Dans l'espoir de calmer Lally, qui termina l'année couché, pris par un accès de fièvre, on laissa passer des tabatières pleines de tabac. Le 8 janvier, M. de Brétignières fut de nouveau à pied d'oeuvre. Les confrontations continuèrent. Février, mars passèrent. En avril, il fallut appeler M. Hostie et M. Bourdet dentiste : Lally souffrait de ces misères que la vie en prison aggrave et rend plus insupportables. Le 13 avril, M. Bourdet lui plombera "3 ou 4 dents"(2).

Ces rigueurs n'étaient d'ailleurs pas uniquement réservées à Lally. Le 4 juin 1765⁽³⁾, Sartine écrivait au major Chevalier :

"Je suis instruit que M. Alen a parlé plusieurs fois à sa femme, lorsqu'il est à la promenade de jardin ; j'ai pris des mesures au dehors pour que cela n'arrive plus, mais je vous prie de dire de ma part à M. Alen que si pareille chose arrivait encore, je serais forcé de le priver entièrement de la promenade. Je

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 451

(2) Ibid., p. 450

(3) Ibid., p. 457

"suis surpris que cette faute très grave ait échappé à votre
"vigilance et que vous ne m'ayez pas averti..."

Nous sommes en juin 1765. Lally était à la Bastille depuis près de 32 mois. Il allait enfin connaître ce dont il était accusé ; Pasquier avait constitué son dossier pour l'interroger ! Lally sentait de plus en plus lourdement peser sur lui le poids de cette longue détention. Il n'avait sans doute pas subi le contact de mains étrangères pour des fouilles hebdomadaires ou menseulles, mais il vivait dans cette ambiance de suspicion. Il s'en était aperçu lors d'un incident médiocre et ridicule. Deux fois par semaine, comme tous les prisonniers, le chirurgien de la prison venait le raser. Lally, un jour, par plaisanterie, s'empara d'un rasoir et refusa de le rendre immédiatement. Ce fut en un instant un branle-bas général. Le garde fut appelé et le tocsin dans tout le château sonna l'alarme. Lally posa alors le rasoir dans son étui et tout revint dans l'ordre. Rien n'est plus déprimant pour un homme que de s'apercevoir par mille détails qu'il est devenu la "chose" des autres.

Quiconque prend l'épée, périra par l'épée,
 Quiconque ne prend pas l'épée (ou la lache)
 périra sur la croix.

(Simone Weil)

Le premier interrogatoire⁽¹⁾ de Lally, du 22 mai 1764, s'était limité presque à ce que nous appelons actuellement l'interrogatoire d'identité. Son interrogatoire définitif commencé le 14 juin 1765, se termina le 11 juillet : il représenta 163 heures d'audition.

Lally n'avait d'ailleurs rien perdu pour attendre ; son interrogatoire fut extraordinairement minutieux. Véritable roman-fleuve, il comporte deux cent sept chefs d'accusation et autant de réponses, dont quelques-unes remplissent, d'une écriture fine, dix ou douze pages "in folio". Le format de l'ensemble a quatre doigts d'épaisseur. Pièce capitale du dossier, il constitue un document étonnant où s'affrontent véritablement deux tempéraments. (2)

(1) Lally cependant avait voulu répondre immédiatement aux accusateurs qui prétendaient qu'il s'était enrichi aux Indes et qu'il avait remis à Pasquier la copie d'une lettre à M. le contrôleur général Bertin, qui énumérait les présents qu'il avait reçus.

1°- après la prise de Gondelour et du Fort Saint-David, 1700 pagodes, soit environ 15.000 f. (qui lui avaient d'ailleurs été votés).

2°- par le conseiller de Larche : 40.000 roupies, pour 4 "sauvegardes" que Lally avait signées en faveur de 4 nababs. Par la suite il s'était refusé à signer de semblables sauvegardes, à la demande de M. de Bussy.

3°- toujours par le conseiller de Larche, de la part de Rajah Saëb, 36.000 roupies, que le comte de Lally avait utilisées pour la colonie.

4°- à la demande de M. de Bussy, pour les droits d'une place dans la province de Carnate, 15.000 roupies.

5°- d'un Noir pour porter un parasol, 9.000 roupies.

6°- du Noir Ramalingue, par les soins du jésuite de Saint-Estevan 10.000 roupies.

7°- un diamant de 15.000 livres, du sieur Fischer.

Le compte de ce que la Compagnie lui devait, représentait le double de la valeur de ces présents et le comte de Lally avait dix mille livres de rente de moins, de ce qu'il avait le jour où il avait débarqué, et il aurait quinze mille livres de plus si la Compagnie le remboursait. (Arch. Nat., X3B 1396, f° 13).

- (2) Si vous voulez connaître les mêmes forces de deux hommes en les faisant combattre ensemble, il ne faut pas commencer de lier à l'un d'entre eux les mains et les pieds.
(Dupaty - Lettre III p. 76)

D'un côté le comte de Lally, qu'à 65 ans, plus de deux années et demie de détention ont meurtri, et qui souffre d'une blessure de guerre réouverte, et de l'autre, un magistrat sensiblement du même âge, qui pendant des heures entières pose des questions où perce sa conviction. L'accusé se doit de répondre, en butte au scepticisme, à l'incrédulité, à l'ironie de son juge. Les séances ont lieu dans la salle du gouvernement du château de la Bastille. Rapporteur et accusé, face à face, se regardent féroceement. Lally l'a écrit :

"Homme à craindre, injuste, je regarde Pasquier comme un ennemi. Je ne lui répondrai que suivant l'interrogatoire (1). Je sens que je l'impatisenterai, mais mon parti est pris dès que je le vois gagné et s'il faut lui parler comme à un ennemi, je le ferai".

Et une autre fois :

"Vous pouvez assurer mon rapporteur que malgré mon état, je ne me laisserai pas tromper. Je le regarde comme mon ennemi : je serai sur mes gardes".

Pasquier, pour interroger l'accusé, ne fera que se conformer aux règles et aux traditions que les commentaires de l'Ordonnance criminelle de 1670 indiquaient avec insistance⁽²⁾.

Le juge devait s'employer :

"à fatiguer l'accusé par un grand nombre de questions, à le prendre par ses propres réponses, "le tourner et le retourner", à l'interroger par des circuits et des demandes éloignés, de manière que "l'accusé ne puisse pénétrer ce que le juge veut savoir de lui". Pour troubler l'accusé et le prendre à ses propres réponses, il était recommandé au juge "d'intervertir l'ordre des interrogatoires, de faire à l'accusé une ou deux questions touchant un indice, et de passer ensuite à d'autres demandes touchant un indice totalement différent du premier ; après quoi il faut encore passer à un autre et revenir ensuite au premier..."(3).

(1) Voir p. 255 bis.

(2) " "

(3) " "

- (1) L'interrogatoire se faisait en secret, sans autre assistance que celle du greffier (art. 6 de l'ordonnance de 1670) ; l'accusé prête serment et il en est fait mention à peine de nullité (art. 7) ; les accusés répondent par leur bouche, sans assistance de conseil si ce n'est après l'interrogatoire pour péculat, concussion, banqueroute frauduleuse, vol de commis ou associés, crime où il s'agit de l'état des personnes (art. 8).
- (2) Nouveaux commentaires sur l'Ordonnance criminelle du mois d'août 1670, Paris, 1769, p. 219 et suivantes. On croirait lire un traité actuel de police !
- (3) Sur la manière d'interroger l'accusé : Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 243 à 277.

Pasquier était passé maître dans cet art, ce qui rend au surplus la lecture des procès verbaux difficile, un flot de détails noyant l'essentiel. Il savait déjà, comme devait l'écrire au siècle suivant, Honoré de Balzac, que "les débats roulent sur de petites choses que l'on voit devenir immenses".

Pendant ces longues séances, chaque jour ainsi se livra une bataille de mots qui déchirent et qui usent. Lally n'est plus le général puissant et comblé qui plaisait aux femmes de la Cour, plastronnait devant les grands et dont on redoutait les éclats. La prison, avec sa solitude, son infamie, son dénuement, ses détails abjects, l'avait rongé. Il se découvrait à certains jours atrocement vieux, laid et fatigué. Mais il retrouvait encore la force du taureau blessé. Il était d'autant plus vulnérable qu'il arrivait au bout de sa résistance nerveuse. Il en voulait à tous ceux sur lesquels il croyait pouvoir compter et qui l'avaient abandonné. Lally, le superbe et l'impitoyable, était à la merci d'un juge qui le faisait venir, reconduire comme il l'entendait. Il n'avait pour se défendre que les mots ; aussi s'ingéniait-il à en trouver qui mordent et qui blessent.

A certains moments, les deux hommes se dressaient, rapprochant leurs visages pour cracher de plus près leurs propos venimeux. Pasquier criait à Lally : "Eh bien ! moi je vous déclare que je vous ferai rouer. Je vous ai ménagé jusqu'ici et vous me forcez à vous dire des choses

"désagréables auxquelles vous ne vous attendez pas". Quand il voyait Lally marquer un point, il murmurait : "S'il m'échappe d'une façon, il ne m'échappera pas de l'autre". Lally passait des nuits sans sommeil où il préparait des notes pour le lendemain, il répondait par des accusations à des questions que le conseiller Pasquier avait méditées, lui aussi, durant de longues heures. Lally à ce moment-là retrouvait sa superbe : il crachait son mépris sur ces marchands cupides, ces officiers pleutres et ignares qui osaient juger les opérations tactiques de leur général. Il traitait de haut Pasquier, ce pédant qui prétendait avoir des opinions sur la direction d'une guerre. Pasquier se fâchait : "Vous nous avez dit cela cent fois. Vous vous croyez "le premier moutardier du pape", quand vous parlez de votre "guerre. Croyez-vous que je sois ici pour écouter vos sornettes!" Un magistrat de tout temps ne sait-il pas tout ?⁽¹⁾

Et cependant la lecture des procès-verbaux permet de noter quelques "perles". Il fut question ainsi de dix-mille cypayes (soldats Noirs) trouvés sous les scellés de Lambert, dont Lally s'était emparé : - d'un présent personnel appelé Waquil (ambassadeur) que Lally avait reçu du Roi du Tanjaour, - d'un nommé Arembaté (munitionnaire général), - d'une poterne (porte dans une muraille qui ne peut s'ouvrir que de l'intérieur d'une place), dont le chevalier de Gadeville emportait la clef tous les soirs pour sortir en ville, -----

(1) Sur la partialité de Pasquier, cf. Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 278 - judex non debet excandescere, (le juge qui se laisse aller à un mouvement de colère manque à son devoir).

etc... Des naïvetés de ce genre pleuvent : nous en citons quelques unes encore assez savoureuses, qui trouveront leur place dans le sottisier judiciaire :

- "Lally avait été coupable de ne pas mettre plus d'ordre dans le pillage pour le rendre profitable.
- "Un garde du général anglais était venu familièrement "se présenter à une porte de Pondichéry, pour y prendre des "malles appartenant à M. de Lally et pour empêcher que ces "malles ne fussent fouillées par la garde française qui était "à la porte.
- "Une escorte d'infanterie avait été donnée à une cavalerie "noire qui faisait vingt lieues par jour.
- "On reprochait à un major général de n'avoir pas enfermé "sa cavalerie dans un fort situé sur la cime d'un rocher "à pic, où il ne croissait pas même de l'herbe.
- "On reprochait à Lally, comme une lâcheté, de s'être placé "sur le derrière de l'armée dans une retraite !
- "Parlant de la seconde bataille de Vandavachy, Lally avait "dit que sa gauche était appuyée à un étang et que sa droite "était en l'air faute d'étoffe. Le conseiller Pasquier ayant trouvé extraordinaire le mot "étoffe" et ayant pris une droite en l'air pour une droite dans l'air, avait averti sévèrement Lally que son talent pour l'épigramme était connu, mais qu'il ne s'agissait pas de plaisanter avec la justice.

Mais il ne faudrait pas croire que Pasquier ne

connaissait pas son métier. Au contraire, ses questions se succédaient avec beaucoup d'adresse. Par exemple :

"Comme commissaire du Roi et syndic de la Compagnie, Lally ne devait-il pas traiter les habitants en père de famille, plutôt qu'en maître rigoureux... Il n'y a qu'obscurité et nuages dans vos comptes : comment se fait-il que prévenu des imputations dont vous étiez l'objet, vous ne vous soyez pas muni d'un compte détaillé capable d'écarter tous les soupçons ?"...

Lally voudrait couper court. Il haussait les épaules. Il ne voyait vraiment pas quel rapport avec son procès. Pasquier entraînait alors dans les détails, il insistait :

"C'est en raison de vos abus d'autorité que vous avez amené la perte de la colonie. A force d'aigreur, de méchanceté, vous avez dressé contre vous civils et militaires : vos agissements ont été les préludes et symptômes qui ont annoncé le dessein que vous avez consommé par la suite" (de rendre Pondichéry).

Si Lally invoquait l'indiscipline de ses officiers,

Pasquier sautait sur cette déclaration :

"A lui remontré que l'aveu qu'il vient de nous faire de l'éloignement de tous les officiers et des chefs de corps, est une preuve des violences et des vexations qu'il a exercées contre plusieurs de ces officiers, dont il a par malice interprété les demandes et les représentations, quoiqu'elles fussent pour objet que le bien du service ; que quels que soient les devoirs d'un commandant et gouverneur de la place, il en est de supérieurs auxquels tout doit céder ; que c'est une erreur grossière qu'un commandant dans une place bloquée, puisse arbitrairement et sans motif apparent, interdire, emprisonner, mettre aux arrêts des officiers de distinction ; que la moindre représentation l'a enflammé de colère et qu'il s'employait à décourager et à détruire une autorité qui ne lui avait été confiée que pour conserver..."

Que pouvait répondre Lally ? Il ne lui restait que l'échappatoire de se mettre en colère :

"C'est là plutôt, dit-il, une réclamation qu'une accusation réelle... C'est au Roi seul qu'il doit répondre des fautes d'insubordination, qu'il a punies dans les officiers qui étaient à ses ordres".

Mais Pasquier le suivait encore sur ce point :

"A lui remontré que l'accusé s'abuse s'il pense que toute sa conduite dans l'Inde, de quelque nature qu'elle ait pu être, ne soit pas soumise à l'examen du Parlement... C'est par l'examen de toutes les actions de l'accusé qu'on peut établir, ou la preuve de son innocence, ou sa conviction. Il doit donc rendre au Parlement à qui le Roi a confié en cette partie toute son autorité, le même compte qu'il convient devoir rendre audit Seigneur Roi...".

Le conseiller ainsi, en quelques passes adroites, acculait Lally qui devait reconnaître "qu'il n'a jamais entendu se soustraire au Parlement pour l'examen de sa conduite militaire".

Pasquier, qui conduisait l'interrogatoire à sa guise, était gagnant, mais ne faut-il pas reconnaître que l'on gagne toujours lorsqu'on procède ainsi ? Son interrogatoire participait du renseignement de police, alors que dans une poursuite pénale, importent d'une part la qualification de l'infraction et d'autre part, son bien fondé ; on ne doit donc pas partir "du fait" pour rechercher en tâtonnant "le droit", mais aller de "l'accusation définie" pour constater si "le fait" lui correspond.

o
o o

Après ses heures consacrées aux confrontations et aux interrogatoires, Lally avait, il faut le reconnaître, la compensation de galantes libertés. S'il se voyait

interdire l'assistance d'un avocat, s'il ne pouvait recevoir son médecin ou quelques amis qu'avec les plus grandes difficultés, il n'était pas privé de la visite des grandes dames, qui venaient voir leur "cher" prisonnier. Du 9 septembre au 1er novembre 1764, il vit vingt-trois fois Mme de Saint-Priest. A la même époque, du 11 septembre au 18 octobre, Mme de la Heuse rencontra le prisonnier seize fois. Et ce sont également Mme de la Guiche, Mlle Mary Dillon, la marquise d'Albert, Mmes de Beauveau, de Lamarck, de Conflans. Les conversations avec ces dames n'avaient rien de secret et Lally en profitait pour libérer - au moins - sa bile. C'est ainsi que le major Chevalier écrivait à Sartine : "M. de Lally a vu et parlé cet après-midi à Mme de Saint-Priest. Ce prisonnier, comme d'habitude, tire sur tout "le monde et n'épargne guère de personnes". Il est dommage qu'à cette époque, les femmes n'aient pas eu place encore au Barreau : leur intervention aurait réglé le problème de la défense de Lally. Il résulta de ces bavardages des démarches inconsidérées, qui furent, en définitive, préjudiciables à l'accusé.

Ces entretiens avaient lieu dans la salle du conseil et se déroulaient en présence d'un officier du château. Il ne fallait, en principe, que parler d'affaires de famille, et il n'était pas permis de dire un mot sur le régime de la Bastille et les motifs d'incarcération. Les sujets de conversation, même sur la fin du règne de Louis XV, étaient encore soigneusement limités. On imagine ce que pouvait être l'utilité

de telles visites et l'état de Lally après celles-ci. Le règlement était en effet ainsi conçu : "Lorsqu'un prisonnier recevra une visite du dehors, l'officier qui sera présent aura le soin de faire asseoir à un des bouts du bureau de la salle du conseil, la personne qui viendra faire visite, et il fera placer le prisonnier à l'autre extrémité de ce bureau. L'officier se mettra entre eux deux pour intercepter toute communication et ne permettre sous aucun prétexte, soit en entrant, soit en sortant, que les deux personnes s'approchent d'assez près pour se donner la main"⁽¹⁾. Il est certain qu'il y avait quelques entorses au règlement : c'est ainsi que Lally fut vu embrassant une de ses jolies visiteuses.

Que faisaient donc les avocats à cette époque ? leur rôle était loin de celui qu'ils ont conquis aujourd'hui. Avant 1789 l'action du Barreau avait été impuissante à obtenir la publicité de la défense des accusés et la suppression du serment absurde qu'on exigeait d'eux avant leur interrogatoire, pour les amener à dire toute la vérité, même si elle devait provoquer leur propre condamnation. Le rôle de l'avocat en était réduit d'autant. Le conseiller au Parlement était au contraire un personnage considérable. Il n'était pas seulement le juge des intérêts privés, mais il intervenait dans tous les services publics, qu'il s'agisse de police, de religion d'enseignement ou de finances. Le Parlement de Paris à lui seul comprenait le ressort de neuf de nos cours d'appel actuelles.

(1) Bournon, La Bastille, p. 141. - La salle du Conseil était à l'intérieur de la Bastille, dans les bâtiments qui se trouvaient entre la grande cour et la cour du puits. Les visiteurs étaient donc introduits à l'intérieur de la Bastille ; ils traversaient la grande cour, en passant devant la chapelle.

En face de ces hauts magistrats, à part quelques personnalités, qui se signalaient par d'exceptionnelles qualités, tels Gerbier, Maultrot, Tronchet ou Target, les quatre cents avocats du Barreau de Paris formaient une troupe de gens pieux, d'esprit janséniste, manifestant une égale hostilité pour les jésuites et les philosophes. Ils étaient travailleurs, souvent érudits, vivant de traditions, supportant sans trop de déplaisir les procédures criminelles, atroces et barbares. Comptant assez peu dans l'Etat, l'avocat n'avait pas un rôle social très défini, si bien que l'absence de son assistance était loin de provoquer le scandale.

"S'il s'agit d'un crime", écrira Voltaire, "le prévenu ne peut avoir d'avocat : alors il prend le parti de la fuite : c'est ce que toutes les maximes du Barreau lui conseillent". (1)

Au XVIIIème siècle d'ailleurs, la consultation, les mémoires avaient plus d'importance au Barreau que la plaidoirie. On dissertait interminablement sur le moindre incident de procédure et tout cela s'imprimait, par faveur spéciale, sans autorisation du Roi, sur la seule signature de l'avocat et du procureur. Ainsi beaucoup d'avocats, même les plus célèbres, n'usaient que de la plume.

Il faut bien cependant constater dans ce procès combien fut grave, non seulement pour Lally, mais pour l'honneur de la justice même, l'absence d'un conseil⁽²⁾. Bien entendu, un inculpé répond comme il l'entend et ce n'est pas à son avocat

(1) Cf. Commentaire sur le Livre des Délits et des Peines (1766) - Oeuvres compl. T. XLII - p. 474

(2) Voltaire écrira, en 1777, dans "Prix de la Justice et de l'Humanité" (Oeuvres compl., t.L.) p. 326 : "Plonger un homme dans un cachot, l'y laisser seul en proie à son effroi et à son désespoir, l'interroger seul quand sa mémoire doit être égarée par les angoisses de la crainte et du trouble entier de la machine : n'est-ce pas attirer un voyageur dans une caverne de voleurs pour l'y assassiner ? C'est surtout la méthode de l'inquisition. Ce mot seul imprime l'horreur !"

de lui dicter ses réponses ; mais la présence de ce dernier garantit le respect de la loi et permet à l'accusé de s'éclairer. Il n'y a pas de justice sans le respect de deux conditions : tout d'abord la connaissance complète du dossier par l'accusé et ensuite, la présence à ses côtés d'un conseil⁽¹⁾. Or Lally, par la volonté expresse du Parlement, ne bénéficia ni de l'une ni de l'autre. Plus tard, dans son recours en cassation, l'avocat aux conseils, Me Voilquin, pourra accuser avec quelque vraisemblance, Pasquier d'avoir dénaturé les réponses du comte de Lally.

Dès le 22 mai 1764, date de son premier interrogatoire, Lally avait demandé un conseil "représentant que l'importance "de l'objet des accusations intentées contre lui, son défaut "de mémoire, ses infirmités, ses souffrances et la nécessité "de représenter plusieurs pièces pour sa légitime défense, "exigeaient qu'il voulût bien lui accorder un conseil qui pût "l'éclairer et le guider dans les moyens légitimes qu'il avait "à proposer pour sa défense".

Pasquier s'était borné à répondre "qu'il ne pouvait seul "statuer sur sa demande et qu'il fallait par lui, en référer "à la Cour". Le conseiller, malgré quelques réticences en raison d'interventions faites auprès de lui, - on doit rendre hommage à sa loyauté sur ce point -, avait transmis la requête avec avis favorable et la décision allait "passer du bonnet", quand le président Le Peletier de Saint-Fargeau était intervenu.

-
- (1) Ces deux principes sont fondamentaux pour assurer une honnête défense mais ils ne peuvent recevoir d'application que dans la mesure où l'Etat assure la sécurité des citoyens, et où l'avocat respecte le secret professionnel. Sinon les indiscretions du conseil et la publicité de l'information mettent le témoin à la merci des criminels. L'on ne peut demander à quiconque de risquer sa vie pour venir témoigner. La procédure secrète de l'ancien Régime a permis des repressions effectives (par exemple : Les Grands Jours d'Auvergne) alors que de nos jours les crimes impunis sont de plus en plus nombreux.

Après avoir été avocat général, ce dernier était depuis 1764, président à mortier. Le vote était commencé et il devait donner son avis parmi les derniers.

"Dans un crime de trahison", déclara-t-il, "il ne pouvait pas y avoir de conseil ; au surplus, des personnes de considération s'intéressaient pour Lally, mais celui-ci était si mal "famé" qu'on devait craindre, pour peu qu'on lui permit de "conférer, qu'il ne fabriquât quelque pièce ou imaginât d'autres "expédients capables d'écarter les preuves qui devaient être "recueillies".

Cet avis l'emporta.

Connaissant les difficultés de l'information, Pasquier, semble-t-il, n'aurait pas regretté qu'un bon défenseur lui en facilitât la mise en ordre.

"La connaissance qu'il avait de l'affaire", écrivait-il à Saint-Priest, "le portait à croire que l'équité naturelle devait déterminer à accorder à Lally, qu'il puisse converser avec quelque "homme de loi et lui faire part des notes qu'il aurait recueillies au cours de l'instruction..."

"Il me semble", disait-il encore dans une lettre à Sartine, du 21 juillet 1765 (1), "que quand il s'agit de la défense d'un "accusé, après avoir épuisé tous les moyens d'éclairer les "faits et les preuves, l'humanité exige qu'on lui procure des "moyens qu'il réclame comme décisifs, et qui ne peuvent être "administrés qu'après avoir été dirigés par un conseil..."

Pasquier, comme Maupeou, avait promis d'ailleurs positivement qu'à la fin du mois de juillet 1765, (c'est-à-dire lorsque confrontation et interrogatoire seraient terminés) Lally aurait un conseil. Ce dernier en sentait tellement la nécessité et le besoin, qu'il avait adressé une procuration en blanc au ministre, pour que celui-ci inscrivit le nom d'un procureur qui l'aiderait à dresser sa plainte contre ses "délateurs". N'importe lequel... pourvu qu'il en eût un !

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 460.

Et pourtant une affaire qui occupait alors les esprits n'aurait-elle pas dû amener le Parlement à plus de respect du droit de la défense ? Le samedi 6 mars 1765, était intervenu le dernier jugement dans l'affaire Calas. Tout Paris avait couru au Palais, pour être instruit au moment même du résultat d'une procédure de cassation des arrêts des 9 mars et 18 mars 1762, qui avaient condamné Jean Calas à mort et Jean Pierre Calas au bannissement perpétuel. Dès que le public avait appris que la mémoire de Calas était pleinement justifiée, des applaudissements avaient rempli la grande salle. Il faut bien dire que le duc de Choiseul s'était méfié du Parlement et avait pris soin de faire renvoyer l'affaire sur cassation à un tribunal composé de Maîtres de Requêtes, plus disposés à suivre les décisions du Conseil du Roi que des parlementaires souvent ingouvernables.

Lally, après son interrogatoire sur le fond, présenta le 9 août 1765, une requête officielle et motivée pour être pourvu d'un conseil. A la lire, on comprend que la justice d'alors, sourde à de tels arguments, avait besoin que soufflât sur elle un vent révolutionnaire.

"L'objet de la justice est la découverte de la vérité. C'est conformément à cette maxime que par un usage invariable, on permet à des accusés de conférer avec un conseil, toutes les fois qu'il est évident qu'il leur sera impossible de se défendre, s'ils ne jouissaient pas de cette faculté. La nécessité d'accorder ce recours fut expressément reconnue par les illustres magistrats qui présidèrent à la réunion de l'ordonnance de 1670"(1).

Lally, après avoir fait alors état de la doctrine et de la jurisprudence, invoquait d'abord un argument de texte

(1) Voir p. 266 bis.

- (1) Procès-verbal de 1670 sur l'article 8 du titre 10.
"M. le premier président de Lamoignon observa qu'il fallait considérer que le conseil qu'on a accoutumé de donner aux accusés, n'est point un privilège accordé par les ordonnances ou par les lois ; que c'était une liberté acquise par le droit naturel qui est plus ancien que toutes les lois humaines ; que la nature enseignait à l'homme d'avoir recours aux lumières des autres ; que nos ordonnances ont retranché aux accusés tant d'autres avantages, qu'il est bien juste de leur conserver ce qui leur reste et particulièrement le conseil qui en faisait la principale partie". (Cf. Voltaire - Commentaires sur le Livre des Délits et des Peines T. XLII p. 475)

l'article 3 du titre 23 de l'ordonnance de 1670, qui après avoir décidé que "les parties pourront présenter leurs requêtes et y attacher les pièces, que bon leur semblera, dont sera laissée copie à l'accusé", ajoutait : "et pourra l'accusé y répondre par requête qui sera signifiée et laissée copie, comme aussi des pièces qui y seront attachées". Or, sans conseil, comment l'accusé pourrait-il présenter sa requête au conseil et surtout la signifier ?

Ensuite il rappelait qu'un conseil n'avait pas été refusé à Fouquet, ni dans l'affaire toute récente du Canada. Il citait également le précédent de La Bourdonnais. Sans doute était-il accusé de haute trahison, mais l'accusation directe et principale visait aussi la concussion⁽¹⁾ ; pour ce crime, en raison de sa complexité même, les accusés étaient autorisés, en vertu de l'article 8 du titre XIV, de l'ordonnance, à communiquer avec leurs conseils ou leurs commis. En terminant il demandait l'assistance de Me Aubry⁽²⁾ avocat à la Cour, et de Me Danjou, procureur.

Cette requête fut apostillée par Pasquier qui la transmittait avec la formule : "ne l'empesche". Malgré l'avis favorable du conseiller, cette demande fut encore repoussée. Le Parlement se défiait de la défense de Lally et de ses amis. Témoins et documents devaient rester sous le boisseau pour la tranquillité de quelques-uns ! La Grand'Chambre ne voulait pas revenir sur sa première jurisprudence. La persistance dans l'erreur

(1) (2), Voir p. 267 bis.

- (1) La concussion est l'abus que fait de son pouvoir un homme constitué en Charge, en Dignité, ou en Commission, pour extorquer de l'argent ou quelque'autre chose de ceux sur qui sa charge ou son emploi lui donne quelque pouvoir. Ce crime était le grand fléau qui s'étendait du haut en bas de l'échelle dans tous les pays colonisés : il est en effet fonction de la misère. En France, sous l'ancien Régime, la peine était arbitraire. Selon les circonstances les concussionnaires étaient condamnés à une peine pécuniaire, au bannissement ou aux galères, ou même à être pendus.
- (2) Guy Charles Aubry, reçu Avocat le 2 septembre 1737, habitait rue Ste Hyacinte, Porte St Michel et appartenait au 9ème banc. Il devait être bâtonnier en l'année judiciaire 1782-1783 et mourut entre 1786 et 1789. Son père Jacques Charles Aubry, avait été célèbre en son temps. Il habitait rue des Maçons et c'est là qu'il avait rédigé une fameuse consultation contre le concile d'Embrun, qui avait fort excité les jansénistes. Me Aubry assistait également le chevalier de Chaponay.

n'est-elle pas la manifestation la plus habituelle de l'esprit de corps !

Les historiens qui ont soutenu le Parlement se sont attachés à démontrer que, malgré cela, Lally parvint à se défendre⁽¹⁾. Le médecin habituel de Lally, M. Hostie, qui avait été autorisé à suppléer le médecin attitré de la Bastille, M. Boyer, aurait servi d'intermédiaire entre Me Aubry et le prisonnier. De qui se moque-t-on?... Peut-on imaginer l'organisation d'une défense par le truchement d'une visite médicale ? Lally a bien le droit d'ironiser : "Puisqu'on lui envoie son médecin pour lui tenir lieu de conseil, assurément si Pasquier était malade, il enverrait chercher son avocat pour lui tâter le pouls !" Faut-il ajouter que les visites ne furent autorisées qu'à partir de septembre 1764, et encore en présence de M. Chevalier, major de la Bastille !

Sans doute le brave M. Hostie a-t-il fait dans ce nouveau rôle tout ce qu'il pouvait :

"M. Hostie", note le major Chevalier (2), "a travaillé cette après-midi avec le comte de Lally et après ledit travail, a apporté son portefeuille comme d'ordinaire et en sus, un grand coffre rempli de papiers de ce prisonnier, qui pèse bien deux quintaux..."

Mais qu'à cela ne tienne ! Comment faire du travail sérieux sans un contact direct : c'est, à l'évidence, impossible.

"Tant mieux pour Me Aubry, a-t-on dit⁽³⁾, au moins il n'a pas eu à être ennuyé par un client difficile, qui pleurerait d'ailleurs l'argent qu'il lui faisait parvenir..."

(1) Marc Chassaigne, Le comte de Lally, p. 279-282.

(2) Bibl. de l'Arsenal, 12168, f° 328.

(3) Marc Chassaigne, op. cit., p. 281.

"Je n'ai jamais cru", écrivait Lally, qui en prison voyait s'amenuiser ses deniers, "qu'un avocat se fût payer chat en poche, ni qu'il fallût imprimer plus de cinquante exemplaires. Je n'ai pas cru qu'il fallût en donner de porte en porte, ni que la dépense allât à plus de cinq à six mille francs".

Quel est le client qui ne trouve pas que son avocat lui coûte cher ? Il n'empêche qu'il sait bien qu'il lui en faut un !...

"D'ailleurs, regardez ce Lally", ajoutent ces défenseurs du Parlement, "il est méfiant en diable et ne pense qu'à son argent. Il traite mal son dévoué secrétaire Rochette qui n'a pas cru qu'il valait la peine de le tirer de la perplexité où le jette l'incertitude de savoir s'il a perdu tout son bien ou non..." "Quant au sieur Genest qui se démène en sa faveur avec un entêtement incroyable, Lally craint qu'il ne soit un peu charlatan et qu'il n'ait jeté son dévolu sur sa bourse".

Lally sait-il encore qui croire et à qui se fier ?

"Sa défense d'ailleurs, a-t-on écrit enfin, est on ne peut plus maladroite. Il attaque tout le monde...". C'était vrai mais, à plus forte raison, lui fallait-il un défenseur, Lally attaquait par tempérament. Il était avant tout un homme de guerre qui méprisait les ménagements et la prudence. Ainsi, à un moment il s'en prit au conseiller de Bausset dont le frère était évêque à Béziers ; quand on le lui reprocha il répondit : "Ce Monsieur a tenu des discours qui n'auraient pas échappé à ma canne, s'il avait été à ma portée".

Le ton de Lally faisait contraste avec celui du brave Me Aubry, qui était de ces défenseurs à genoux devant les tribunaux. Rien de semblable chez Lally : "Les excuses au métier de la guerre sont des accusations, écrit-il". Il se battra jusqu'au bout, même quand il aura le dos au mur : "Je n'ai rien à espérer et conséquemment, rien à ménager". Lally était

convaincu que si l'on agissait ainsi à son égard, c'est parce qu'il avait le ministère contre lui. Les parlementaires se croient tout permis, convaincus qu'ils seront en définitive couverts !

"On s'est toujours moqué de moi", écrit-il, "quand j'ai dit que "c'était le ministère qui me poursuivait et je ne sais pas encore "si M. Bertin n'est pas plus mon ennemi en sous-main, que "M. Choiseul. Je croyais être au Parlement et je suis en commis-
sion et qu'on connaîtrait de ma plainte, mais il était décidé
"qu'on aurait égard qu'à celle faite contre moi. Mlle Dillon
"m'a fait entendre que M. de Choiseul me poursuivait toujours
"à outrance, que l'archevêque (Mgr Dillon) le harcelait sans
"cesse, ainsi que Mme de Beauveau... Je vois clairement que
"M. de Choiseul est ma partie... Mlle Dillon prétend que
"Mme de Beauveau le tient au cul et aux chausses !" (1)

On n'insistera jamais assez sur la situation qui était faite à Lally. La règle de la Bastille est le secret.

"Les tentatives mêmes qu'un prisonnier", écrivait Linguet⁽²⁾, "peut hasarder auprès de ses protecteurs pour les intéresser "à obtenir, ou une procédure ou un pardon, on les intercepte, "on les ensevelit... Ses lettres, quand on ne lui enlève pas "la faculté d'écrire, passent toutes ouvertes à la police, "ou "bien elles y sont décachetées", et rien n'est moins sûr "qu'elles parviennent à leurs destinataires".

Le détenu soupçonne ainsi tout le monde et se désespère. Quand Lally descendait pour un interrogatoire ou une confrontation, il était étroitement surveillé par le porte-clefs qui le guidait. Les fenêtres du corps de logis où il était interrogé, étaient cuirassées de rideaux, de volets ou de jalousie⁽³⁾. Et même pour écrire, le papier était compté : il fallait en donner reçu et pour en obtenir du nouveau, indiquer l'emploi de l'ancien.

Pour Lally qui a vu, les uns après les autres, ses appuis l'abandonner, il ne reste en définitive qu'un espoir ; le Roi,

(1) Une rivalité de femme expliquait sans doute l'attitude du duc de Choiseul !

(2) Mémoire sur la Bastille, p. 50, 51,

(3) Ibid., p. 60.

et il écrit à Saint-Florentin, Ministre de la Maison du Roi, le 13 décembre 1765, pour le prier de⁽¹⁾

"dire au Roi qu'il est prouvé qu'il ne l'a pas volé et qu'il défilait tous les enfers réunis, de prouver qu'il l'ait trahi. Moi, soupçonné d'intelligence avec les Anglais ! Mais les Anglais connaissent mes principes depuis cinquante ans. Mais le Roi connaît mes sentiments pour les Anglais ! Je les ai combattus et battus sous ses yeux. Je n'ai cessé de les battre pendant les deux premières années que j'ai passées dans l'Inde. Et je ne crains pas d'avancer que tous les parlements du royaume et le clergé de France ensemble, seraient plutôt corrompus par les Anglais que moi !"

Ce dernier cri est la plus belle défense de Lally.

Le Roi Louis XV ne voulut pas l'entendre : il vivait dans la crainte de la Fronde et l'affaire Lally était devenue l'affaire du Régime. Pour l'honneur national, il fallait une tête et n'importe quel tribunal condamnerait Lally, que ce fût par vengeance, par intérêt ou par lâcheté. Le comte de Saint-Florentin était dans les conseils du Roi depuis 1723 : Ministre d'Etat en 1751, il devait devenir duc de la Vrillière en 1770. N'ayant d'autre volonté que celle de son souverain, il fut chargé, pendant tout le règne de Louis XV, "des odieuses violences de la Cour" : aussi il ne fit rien pour Lally.

Le Roi ne cherchait pas, de plus, de nouvelles difficultés avec le Parlement. Malgré la retraite de Bertin à la mi-décembre 1763, l'opposition du Parlement de Bretagne s'était montré en 1764, de plus en plus vive. Le 22 mai 1765, la crise avait abouti à la démission de la plupart des conseillers de Rennes, et dans la nuit du 10 au 11 novembre 1765, M. de la Chalotais, procureur général, et son fils, M. de Caradeuc devaient être

(1) Bibl. nat., Ms., Nouvelles acquisitions françaises 9 364, f° 308.

arrêtés et conduits au château du Taureau, près de Morlaix⁽¹⁾. Une lettre circulaire de cachet avait été distribuée à tous les membres du Parlement, pour les obliger à demeurer à Rennes, où ils durent ainsi rester six mois. Ensuite de ces faits, 160 personnes, parlementaires ou proches d'eux, furent enlevées, exilées, "vexées". Cherchant à s'appuyer sur le Parlement de Paris contre le Parlement de Bretagne, Louis XV avait donc une raison supplémentaire de lui abandonner Lally.

Le conseiller Pasquier avait terminé l'interrogatoire de Lally par une deux-cent-huitième question, qui était de règle : "Interrogé si l'on doit croire les témoins : a dit que Non...". Sur cette ultime réponse Lally avait réintégré sa cellule pour attendre son jugement et préparer le mémoire qui constituerait sa défense devant ses juges. On n'avait voulu entendre aucun des témoins, dont il avait établi une liste où on lisait les noms de Guillermin, de M. de Chamboys, Basin, chevalier de Crillon, vicomte de Maulde et de nombreux Irlandais. Le procureur s'était borné à écrire en marge de la demande formulée : 1°) Plusieurs de ceux-là ont été entendus - 2°) partie des autres sont dans le procès - 3°) le surplus, il y a raison pour ne pas les entendre... et il n'y avait pas été donné suite ! C'était de nouveau l'hiver : le quatrième en prison. Le régime de la prison devint encore plus sévère car, le 25 novembre, Danry qui se faisait appeler le vicomte de La Tude, réussit une évasion spectaculaire.

Dans l'affaire Lally, il y avait, nous l'avons vu, d'autres accusés "mineurs". Quelques uns étaient là pour montrer

-
- (1) Cette affaire assez trouble semble avoir été provoquée par une correspondance de Louis XV avec une de ses maîtresses, sans doute Mlle de Romans. La Chalotais aurait reçu ses lettres d'un certain Dereine et pensé à les utiliser comme moyen de pression contre le Roi (cf. Michel Antoine, Intrigues et cabales de La Chalotais, Paris, 1971).

l'impartialité apparente de la poursuite, tels Fumel ou d'Aché, Deferre... qui seul de ceux-ci avait été incarcéré. Aux autres on faisait payer leur amitié pour Lally, amitié qualifiée de complicité ! On les avait embastillés avec lui ! Chacun d'eux avait été également confronté avec des témoins.

Interrogatoire de Fumel⁽¹⁾ - (laissé en liberté)

L'accusé Jean Georges, Vicomte de Fumel, parmi les premiers était vraiment un drôle d'accusé. Il fut compté d'abord parmi les témoins ; il avait été entendu comme tel par le lieutenant général Le Noir du Châtelet, mais par la suite il avait été inculpé et interrogé comme accusé. Fumel appelé à déposer comme témoin avait déclaré en effet qu'il avait personnellement à se plaindre de Lally et qu'il était dans le cas de se pourvoir contre lui, par devant tel tribunal qu'il appartiendrait. Par conséquent, il ne pouvait plus être témoin ; aussi on avait imaginé, pour tirer de lui ce qu'on ne pouvait obtenir dans une déposition, de lui faire jouer un rôle d'accusé, sans grand risque pour lui-même.

Ce n'était du reste pas le seul vis-à-vis duquel on avait procédé ainsi. Foscier, valet de chambre-perruquier du comte de Lally, et Deschaux, son cuisinier, s'étaient vus transformés également en accusés. Au fond, les prétendus co-accusés du comte de Lally, Allen major général, Gadeville maréchal général des logis, Chaponay son aide de camp, Pouilly son grand prévôt mis en prison, étaient d'abord des témoins interrogés dont on

(1) Fumel a versé au dossier lors de son interrogatoire du 30 may 1764, une sorte de journal tenu par lui, intitulé "Epoques et dates des plus considérables expéditions qui se sont faites dans l'Inde, depuis l'arrivée du comte de Lally du 28 avril 1758". Ce document a été annexé et paraphé par lui, au terme de son interrogatoire du 30 mai 1764 (Arch. nat., X 2 B 1395, 1ère liasse).

avait fait des accusés, dans l'espoir qu'ils se retourneraient contre le comte de Lally.

Fumel avait adressé une lettre au contrôleur général Bertin, au mois de février 1761, où il disait "que l'accusé a, de ~~dessein~~ prémédité, rendu Pondichéry à discrétion" ; Fumel avait récidivé, le 9 février 1761, après la reddition de Pondichéry, dans une lettre à Bussy : "C'est (Lally) un monstre qu'il faut voir par curiosité, sans cela on ne saurait encore un coup se le persuader". D'autre part, Fumel présentait une lettre de l'accusé lui-même, du 17 octobre 1759, où ce dernier, général en chef, osait dire qu'il est "tout aussi prêt à se soulever que le soldat", et une seconde, toujours de l'accusé, où celui-ci convenait que "le Conseil avait envoyé sa vaisselle à la Monnaie"⁽¹⁾. Ces deux documents avaient trait à la mutinerie d'octobre 1759 ; une fois de plus encore, ils démontrent qu'avec une ligne d'un homme, on peut le faire pendre.

Pasquier s'étonnait et s'indignait : "Expressions et ordres très condamnables dans un général... Le vicomte de Fumel a eu la sagesse de ne pas lire la lettre... qui n'aurait pu produire que le pillage de Pondichéry". Fumel en communiquant ces lettres servait donc bien l'accusation.

Interrogatoire du comte d'Aché -

Pour répondre aux questions de Pasquier, d'Aché était entré dans le détail le plus étendu de tout ce qui s'était passé dans son escadre, depuis la sortie des ports de France, jusqu'à son retour. D'après lui, s'il fallait à un vaisseau

(1) Cf. supra, p. 147 et suiv.

quatre, cinq et six mois pour faire le trajet de l'Inde, plus de temps était nécessaire pour une escadre, car il y avait toujours quelques vaisseaux à attendre. A sa manière, il racontait les trois combats livrés par la flotte, où il paraissait bien éloigné de convenir qu'il avait été battu. Il disait encore qu'en deux fois, il avait donné cinq-cents et huit-cents hommes de son escadre à Lally, les premiers sous le commandement du chevalier du Poëte et les derniers sous celui du comte de Genlis. Enfin, il assurait que Lally paraissait ne rien avoir tant désiré que la perte de l'Inde. D'Aché, "brave dans l'action, écrira le lieutenant-colonel Malleson⁽¹⁾, "n'avait ni courage moral, ni "force de caractère". Il s'était fait ainsi l'accusateur de Lally, alors que son inaction et son départ le 16 septembre 1759, avaient été parmi les facteurs déterminants de la défaite.

Interrogatoire de Gadeville -

Après d'Aché, Pasquier en était venu, à partir du mois de mai, aux amis de Lally. Le chevalier de Gadeville avait passé deux fois dans l'Inde : la première en 1752, la deuxième en 1758. Gadeville n'avait pas de chance. Les uns le présentaient comme "suspect, plus que suspect". Certains en firent un portrait effroyable. C'était "l'âme damnée de Lally"⁽²⁾. D'après Fumel, il avait été avec Chaponay, "ministre de notre perte et des cruautés de Lally". Gadeville répondait par des dénégations énergiques⁽³⁾. Parmi les faits à lui reprochés, revenait principalement celui de "s'être servi dans les magasins de la Compagnie, sans bourse délier". Une lettre de lui au sieur Nicolas,

(1) Cf. Histoire des Français dans l'Inde - Trad. Le Page. 1874 pages 458-459

(2) Marc Chassaing, *op. cit.*, p. 83, 114, 133, 156, 181, 190, 199, 200, 201, 207, 209, 228, 230, 235.

(3) Cf. Précis du Procès d'Armand-Antonin-François Frétard, chevalier de Gadeville, ci-devant maréchal-général des Logis de l'Armée du Roi dans l'Inde.

garde-magasin, en date de février 1761 et la réponse faite démontraient, au contraire, que tout ce que le chevalier de Gadeville avait pris des magasins de la Compagnie, lui avait été délivré en paiement de ses appointements. Lors de la révolte de l'armée, il avait prêté quatre mille roupies, ainsi d'ailleurs que le chevalier de Crillon, pour assurer le paiement de la solde ; était-ce donc bien l'homme cupide, le brigand que les Landivisiau et autres n'avaient pas assez d'épithètes pour accabler ? Le malheureux Gadeville, doué par la nature d'une voix puissante, faisait, paraît-il, mauvaise impression. On lui faisait crime "de parler plus haut qu'il n'était de mise". Ces petites choses, trop souvent, déterminent les hommes qui jugent combien de fois sur la mine ; elles lui valurent, malgré sept blessures au service du Roi, de rester plus de deux ans à la Bastille.

Le malheureux Gadeville était le type de l'accusé "exemplaire" qui s'était tenu à la disposition de la justice et qui n'en avait reçu que des coups. Sans argent et sans protection, il était convaincu qu'il suffirait de se présenter au juge pour que la vérité éclatât et que son innocence fût reconnue. Suspect, il avait demandé à être jugé et il avait été "embastillé". Il avait crié son innocence, et pour le calmer, on l'avait abandonné à sa solitude, se moquant presque de sa naïveté. On avait refusé un défenseur à Lally, et Gadeville n'avait pu s'en offrir un. Il avait exécuté honnêtement les ordres qu'il avait reçus, et il était emprisonné ! son cas était vraiment

pitoyable... "Il était venu à Paris de cent cinquante lieues, aussitôt qu'il avait appris l'arrestation de quelques officiers pour l'affaire du comte de Lally. Il était allé trouver le commissaire chargé de l'instruction du Procès pour lui dire qu'il était prêt à se rendre à la Bastille, qu'il n'était besoin de personne pour l'y conduire. Il était resté six semaines à Paris après cette visite. Il s'était rendu volontairement à la Bastille dès qu'on l'avait avisé d'avoir à se constituer prisonnier, ... ayant l'assurance que l'innocence donne"⁽¹⁾. Vraiment il fallait être un soldat pour s'être conduit aussi sottement !

Interrogatoire de : Chaponay⁽²⁾, Pouilly⁽³⁾, Basin⁽⁴⁾, Chamboys⁽⁵⁾
Méagher⁽⁶⁾, Rochette⁽⁷⁾, Deschaux⁽⁸⁾, Foscier⁽⁹⁾,

Les interrogatoires du chevalier de Chaponay, du marquis de Pouilly, pour la forme et le fond, ressemblaient à ceux du chevalier de Gadeville ; ceux du sieur de Basin, du sieur de Chamboys, du sieur Rochette, de Jean Deschaux et de Charles Foscier, avaient été écourtés, car ils ne rapportaient que du bien sur le comte de Lally. Les trois derniers étaient respectivement : son secrétaire, son cuisinier et son valet de chambre. Il en avait été de même pour son médecin, Guillaume Méagher.

Interrogatoire d'Allen - (Alen)

Allen, comte de Saint-Volston, Irlandais comme Lally, avait pour ce dernier un dévouement de chien fidèle. On le prétendait d'une intelligence en dessous de la moyenne. Il

(1) Précis du Procès d'Armand-Antonin-François Frétart, chevalier de Gadeville, p. 10.

(2) (3) : Détenus jusqu'au jugement.

(4) (5) : Ne furent pas incarcérés. (On écrit également "Chambois").

(6) (7) (8) (9) : Mis en liberté provisoire en cours d'information.

n'avait pas pu ou pas su dire tout ce qu'il souhaitait en faveur de son maître. Lally s'en plaignait d'ailleurs, dans une lettre à Saint-Priest :

"A travers toutes les bêtises d'Allen, vous démêlerez les fourberies du greffier, qui profita de la stupidité d'un accusé pour l'enfourner et l'empêcher de parler à sa décharge".

Il resta détenu jusqu'au jugement⁽¹⁾.

Interrogatoire de Deferre -

Le dernier inculpé, Jean François Deferre, était dans une situation toute particulière. Il avait été lieutenant au régiment de l'Inde. Lors de la capitulation de Pondichéry, l'intendant Du Bois, que l'on tenait pour responsable des fouilles, était sorti du fort, seul, quelques minutes après le départ de Lally ; on sait ce qui lui était arrivé : quelqu'un avait crié : "Voilà Du Bois... il faut le brûler !" Du Bois bien qu'âgé, - il avait 70 ans -, avait mis la main à son épée et crié : "Quel est le jean-foutre qui veut s'adresser à moi ?" Deferre, à peu près de son âge, sans doute pris de boisson, s'était avancé. Du Bois le premier, lui avait donné un coup d'épée dans le bras. Deferre avait tiré la sienne : les lames s'étaient croisées et Du Bois était tombé mort. Ensuite on s'était rué sur son cadavre, on l'avait dépouillé et enterré tout nu dans son jardin. Main basse avait été faite sur ses papiers qu'on n'avait jamais retrouvés. Pour ce meurtre, établi et reconnu, il avait été difficile de ne pas l'inculper et l'incarcérer, mais Deferre était bien tranquille.

(1) Une demande de mise en liberté présentée le 23 janvier 1765 fut rejetée malgré un certificat du Docteur Hostie, Docteur de la Faculté de Paris du 2 janvier 1765, qui disait : "... J'ai trouvé le prisonnier bien changé et bien maigri, ayant d'ailleurs la "goute" à un pied et des rhumatismes par tout le corps. Je certifie, en outre, de l'avoir vu en 1755 à Calais, dans un état désespéré, ayant cette même humeur fixée dans la tête et dans la poitrine et qu'il y a à craindre qu'elle n'y remonte, ce qui exigerait un très prompt secours" (Arch. Nat., X 2 B 1397, f° 47, 47bis).

Il n'échapperait pas, sans doute, à une condamnation, mais il en serait relevé par la clémence du Roi.

Il n'en restait pas moins que le meurtre de l'Intendant avait été un véritable assassinat. Du Bois avait la vue si basse qu'il était obligé de porter continuellement des lunettes. Très brave, il avait fait face à ses insulteurs. Deferre avait fondu sur lui l'épée à la main ; Du Bois en raison de sa mauvaise vue, incapable de diriger son arme avec justesse, l'avait blessé au bras. Deferre, profitant alors de tout son avantage, ⁽¹⁾ lui avait passé son épée au travers du corps et tué sur la place.

Tous les autres accusés, contumaces, l'abbé Noronha ci-devant franciscain, frère Freinch, dominicain irlandais, ci-devant aumônier du régiment de Lally, qui paraissait avoir joui de l'estime générale, Ramalingua, régisseur, dont nous connaissons les services rendus à la France ⁽²⁾, Philippe Harpy et Joseph Louis Denis Jacquelot, ainsi que deux "quidams", lieutenants au régiment de Lorraine, ci-devant gardes dudit Lally, faisaient défaut ; ils n'avaient donc pu être entendus.

L'instruction fut ainsi terminée en juillet 1765. Les "complices" de Lally encore en prison demandèrent alors leur mise en liberté provisoire, par des requêtes qui portent toutes la date du 9 août 1765. Même Pasquier devait reconnaître que les accusations portées contre eux n'étaient pas très consistantes. Il avait ainsi laissé présenter requête à Gadeville, Chaponay et Pouilly, mais ne leur avait pas donné grand espoir. Il en était de même pour Allen. A l'égard de Rochette, Pasquier

(1) Mémoire pour le chevalier de Chaponnay (sic), p. 9.

(2) Pourtant lors de la **reprise** de nos Etablissements dans l'Inde, en 1765, une commission nommée par la Compagnie, examinait à ce moment-là la situation de Ramalingua, qui ruiné était menacé de poursuites par ses propres créanciers. Il n'aurait donc pas été difficile de l'atteindre pour qu'il comparaisse. (Cf. Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 152).

estimait, au contraire, qu'il y aurait quelque dureté à lui en interdire les moyens. Seul Rochette fut mis en liberté par arrêt de la Grand'Chambre du 9 août 1765.

Quelle était en définitive la situation faite aux prisonniers ? Pasquier s'en expliquait dans une lettre à Sartine⁽¹⁾ du 9 août 1765 :

"L'humanité m'oblige à vous faire part du jugement qui a été rendu ce matin, par lequel on a accordé au sieur Rochette, détenu à la B., sa liberté, à la charge de se représenter en état d'ajournement personnel : ainsi il ne dépendra que de vous de lui procurer le moyen de jouir de la grâce qu'on lui a accordée, et je connais assez votre caractère bienfaisant pour être persuadé que vous lui procurerez le plus tôt qu'il sera possible la liberté. (Il en fut ainsi le 13 août). Nous n'avons pas été si faciles pour les autres prisonniers, auxquels on a même refusé un conseil juridique, il serait trop long de vous en dire le motif. J'avais d'abord pensé que c'était le cas de le leur accorder, mais j'ai vu tant d'éloignement qu'il m'a fallu rendre à l'avis contraire ; cependant l'humanité et le droit naturel me fait penser que dans une affaire aussi grave, où le principal accusé annonce pour sa défense des pièces qu'il dit qu'il produira, il est raisonnable de lui en procurer le moyen ; je penserais donc que l'on pourrait et que l'on devrait accorder à M. de Lally, la permission de voir ses parents, auxquels il pourrait indiquer, ou à quelque homme de loi, les pièces dont il veut se servir et les notes qu'il peut avoir faites. Voilà ce que je pense, ce qui peut se faire sans blesser la règle".

Sartine appliqua les consignes de Pasquier... Me Aubry ne put avoir aucun entretien avec Lally, et dut se contenter de notes passées par Mr Hostie ; il rédigea ainsi un mémoire dont la froideur désespéra Lally :

"Ce ne sont pas trois ans de prison qui m'accablent ; c'est l'insensibilité de l'avocat pour donner un ouvrage informe, dont le peu de bon est noyé dans une multitude de platitudes. Ayez pitié de moi, mon Dieu !"

A la Bastille, un tel ostracisme vis-à-vis des accusés surprit et inquiéta. Le major Chevalier en fit part à Sartine le 9 août :

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 462.

"Si ce que l'on vient de me dire est vrai, que le comte de Lally n'ait point de conseil, je puis vous assurer que cette nouvelle à lui apprendre fera quelque effet violent sur ce prisonnier ; et pour en prévenir quelque suite fâcheuse, je pense qu'il serait bon, sauf meilleur avis, de charger M. Hostie, son médecin et son ami, de lui donner les secours nécessaires en pareille occasion".

La major Chevalier souhaitait compenser cette iniquité ; aussi pour le 15 août il remit à Lally une écritoire d'argent avec sa cuvette et son éponge, deux petites nappes et douze serviettes de coton. Quant au bureau vert et au tabac de Mazulipatam, lorsqu'ils seront arrivés, il les remettra aussi au prisonnier sans tarder⁽¹⁾. Mais Lally, alors qu'on lui disputait le droit même à un conseil, renvoya bureau et tabac. Il ne voulait plus voir personne. Le 23 septembre, on le fit chercher en la salle du Conseil pour une visite de sa nièce, Mme de la Heuse, et Lally lui répéta de s'en aller, plusieurs fois, "l'embrassa et tout de suite a remonté à sa chambre".

Lally faisait la grève de la promenade, restait dans sa chambre, réclamait son médecin. Avec beaucoup de difficultés Mlle Dillon fut autorisée à le voir, mais une fois seulement. Lally gardait de moins en moins confiance en ses amis et en ses juges. Il devra attendre neuf mois encore pour être jugé. Pendant ce temps, le conseiller Pasquier préparera son rapport, dont l'accusé ignorera les termes.

Quelle fut l'argumentation du conseiller Pasquier ? Ce dernier dressa par la suite, de son rapport, un "extrait raisonné" pour le Parquet général qui devait requérir contre

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 464.

Lally. Des exemplaires de cet extrait ont circulé, et bien qu'aucun ne nous soit parvenu nous en connaissons les éléments⁽¹⁾. Pour Pasquier, Lally n'est ni un voleur, ni un traître... mais il a constamment abusé de ses pouvoirs dans l'Inde et a déterminé la catastrophe. L'information démontrait, sans doute possible, que Lally ne s'était pas enrichi et Pasquier ne mit pas en doute sa haine contre les Anglais, sous réserve de ces relations courtoises entre généraux ennemis, qui troublaient un peu ses conceptions de la guerre.

Juriste de l'ancien régime, il avait recherché une base juridique à la poursuite. Le conseiller au Parlement était scandalisé par la dureté, qui allait jusqu'à la cruauté, de ce général, par son absolutisme, par ses sautes d'humeur. Si j'étais général, raisonnait de nos jours Alain, qui n'avait rien d'un buveur de sang, et si je m'étais juré de faire ce métier, je n'aurais aucune pitié des hommes⁽²⁾. Pasquier, qui n'avait jamais été général, gardait dans son coeur cette défiance qu'ont toujours eue les juristes à l'encontre des hommes de guerre. Comme tous les juges, il sentait qu'il n'était plus rien, "quand, "selon la forte image de Pascal, la force attaque la grimace, "quand un simple soldat prend le bonnet carré d'un premier "Président et le fait voler par la fenêtre"... Aussi il aurait estimé monstrueux si dans l'arsenal des lois, il n'avait pas trouvé une qualification criminelle permettant de sanctionner les agissements de Lally.

(1) Mémoire au Conseil, IVème partie, p. 346.

(2) "Les Passions et la Sagesse" - "Les souvenirs de guerre" et surtout "Mars ou la guerre jugée" - Fassim Ed. de la Fléiade - et également "Les Arts et les Dieux" - Ed. de la Fléiade - p. 121 à 133

Voici d'ailleurs comment il bâtissait son argumentation :

"Il semble nécessaire, si on veut se former une idée juste de l'accusation, d'en examiner l'ensemble. En détaillant trop chaque chef séparément, on tombe dans l'inconvénient d'atténuer par parties une masse considérable. Ce n'est pas ici un procès de délits simples qui n'affectent que des partisans. C'est une administration de tous genres, confiée avec la plénitude d'autorité la plus complète à un seul homme. Si cet homme en a abusé en tout point, si ces abus ont accéléré la perte totale de la colonie, indépendamment des autres causes qui y ont pu contribuer, peut-on ne pas le regarder comme coupable d'un délit d'autant plus grave que commis à six mille lieues des regards d'un souverain, il était facile d'en cacher la trace ?

"Bien sûr, il ne s'agit pas, reconnaît Pasquier, de la trahison "grossière" laquelle consiste "dans la tradition lâche ou frauduleuse d'une place"(1), mais "il est plus d'une espèce de trahison". Détourner les sources de défense et de secours, dissiper les vivres au lieu de les ménager et de les renouveler, semer la discorde entre les coopérateurs, rendre par un abus d'autorité leur concours impossible pour venir par violence à se rendre seul maître, se conduire et se frayer le chemin de la trahison par la voie du despotisme, exhaler sa haine contre ceux qu'on doit défendre, solliciter le découragement et le soulèvement des soldats et des habitants, enfin attendre le dernier instant, non par courage, mais pour se ménager le plaisir barbare d'imputer la ruine de la chose confiée à ceux qui ne sont que des victimes, ajouter à cette conduite criminelle, l'insulte et la division ; si les lois n'ont pas fixé à ces caractères la reconnaissance évidente de la trahison, elles y reconnaissent du moins une conduite digne de toute punition".

Pasquier reprenait les dépositions des ennemis de Lally, qu'il traitait au passage de "roi de théâtre", ou de "pacha dont la tête a tourné" ; mais comme devait l'écrire -----

(1) A un moment on avait cru pouvoir accuser Lally de haute trahison, parce que les généraux anglais avaient déclaré avoir eu connaissance des instructions données, tant à lui qu'à d'Aché, par la Cour de France ; mais cette accusation était tombée d'elle-même, quand il avait été établi que c'était le duplicata remis à M. de Leyrit qui était tombé entre les mains de l'ennemi (cf. Requête de Lally du 14 avril 1766. Arch. Nat., X 2 B 1397).

Voltaire : "Cent incongruités dans la conduite d'un homme
 "en place, cent traits de mauvaise humeur mis ensemble, ne
 "composaient pas un crime digne du dernier supplice". Voltai-
 re cite en note cette répartie de l'avocat Herne, défenseur
 de l'archevêque Laud devant le Parlement d'Angleterre:
 "Toutes les fautes de cet Archevêque mises ensemble, forment
 "par voie d'accumulation une grande trahison... Je ne savais
 "pas, réplique l'avocat, que deux cents lapins puissent ja-
 "mais faire un cheval...". Quoi qu'il en soit, le conseiller-
 rapporteur s'estimait en droit de conclure :

"D'après cet exposé, peut-on ne pas penser qu'une
 "colonie livrée par suite d'inconduite d'un commandant, qui
 "a commencé par enfreindre ses instructions, qui a usurpé
 "une autorité despotique et tyrannique, qui a semé le trou-
 "ble et la division au lieu de cimenter l'union, qui a rendu
 "impossible l'approvisionnement de la ville, qui a cherché
 "à décourager le soldat et l'habitant en annonçant sa perte
 "dans un temps où elle n'était pas présumable, qui n'a écou-
 "té que sa haine et sa jalousie, qui a négligé des secours
 "que les auxiliaires lui amenaient, qui au lieu de ménager
 "les vivres dans un temps de disette, malgré les représen-
 "tations des gens instruits et mêlés, les a laissés piller
 "et dissiper, qui a vexé en toutes manières les habitants
 "et le conseil qui devait être son coopérateur et qui par
 "cette conduite, a nécessité la perte de la colonie confiée
 "à ses soins ; qui sous ombre d'une capitulation chimérique,
 "a livré la ville aux convoitises sans prévenir son conseil
 "même, qui ne consentit de se rendre qu'aux termes du cartel,
 "est un crime de lèse-majesté au second chef, si on ne veut
 "pas comparer les suivantes inévitables de cette conduite à
 "une trahison évidente".

Arrêtons-nous un instant... On s'aperçoit que le
 conseiller Pasquier se libérait absolument des règles rigou-
 reuses du "système des preuves légales". La plupart des
 témoignages réunis contre Lally auraient dû être écartés,

si on avait appliqué la loi, en raison des reproches formulés : ils provenaient en effet d'hommes sans scrupules ou intéressés. Restaient alors les abondants documents (lettres, procès-verbaux, constats etc...) versés aux débats, qui ne furent vus que superficiellement ou délaissés par le rapporteur et parurent en tout cas ignorés des juges. Et pourtant combien ces pièces contemporaines des événements étaient plus sûres que ces dépositions de témoins partiiaux, aux souvenirs infidèles ! Pasquier fit crédit à ses témoins et donna ainsi satisfaction à la rumeur publique.

Le mécanisme de la condamnation de Lally fut celui qui est appliqué aux chefs de guerre vaincus. Le fait de juger le chef d'armée responsable ou le chef de gouvernement qui doit rendre des comptes se conçoit parfaitement ; c'est même le seul procès qui se justifie. En effet, tous les subordonnés d'un chef militaire ou civil peuvent invoquer la discipline qui impose l'obéissance à l'ordre reçu. Mais dans le procès de Lally tout fut faussé. L'objet de l'information était de juger une oeuvre d'ensemble aux Indes ; là où il s'agissait d'un problème de conquête et de colonisation, le Parlement de Paris ne voulut voir que le procès du comte de Lally.

Sans doute, un Parlement de conseillers civils était apte à juger des faits de concussion ou de pillage, mais comment pouvait-il apprécier la façon dont un général avait

conduit des opérations militaires ? Ainsi, un chef d'armée était jugé par des civils qui, faisant de toutes les affaires de l'Inde un "bloc", le rendaient responsable : 1° - de faits qui se perpétuaient bien avant son arrivée aux Indes... 2° - de circonstances ou de dispositions dont l'appréciation relevait exclusivement d'un tribunal militaire.

Les peuples aiment à condamner les chefs malheureux, on connaît la boutade du Socialiste Marcel Sembat : "Faites un roi, ne serait-ce que pour avoir la possibilité de lui couper la tête !" La notion du "crime de guerre" est d'ailleurs difficilement définissable⁽¹⁾ ; son imprécision permet d'utiliser ce terme qui répond à des réactions trop souvent sentimentales. Le processus de l'accusation part d'un postulat que l'on n'ose pas formuler ; l'échec de l'entreprise est une présomption de faute ! La dureté d'un chef militaire est qualifiée sens de l'autorité, en cas de succès : elle devient, s'il échoue, crime contre l'humanité. Dès le commencement du procès, Lally était condamné : l'information ne fut bâtie que pour étayer cette condamnation. L'Inde était perdue, les actionnaires de la Compagnie plus ou moins ruinés : il fallait à cela trouver un responsable.

C'est à ce travail que le conseiller Pasquier se consacra. Il en fut d'ailleurs récompensé, comme dans l'affaire du régicide Damiens, par une gratification spéciale. Mais ce serait mal le juger que de lui prêter un sentiment médiocre de bas

(1) Devant nos juridictions d'exception modernes, l'accusation de "crime de guerre" répartit les fautes en trois catégories : les crimes contre la paix (déclaration de guerre) (violation de frontières, etc.) ; les crimes contre l'humanité (ceux dirigés contre une catégorie particulière d'individus) ; les violations des lois de la guerre (destruction des équipages des navires de commerce, etc.,)

intérêt. Il crut faire son devoir et il le fit selon la conception que trop de magistrats ont de la justice et de leur rôle. Par une déformation consciente ou inconsciente, certains juges d'instruction, lorsqu'on leur donne un gibier, le pourchassent, le forcent dans toutes ses retraites, pour le livrer à la juridiction de jugement, poings et pieds liés, enseveli sous l'amoncellement de pages noircies laborieusement pendant des mois par l'écriture d'un greffier complaisant. La puissance d'un magistrat instructeur pèse par les mots mêmes qu'il utilise. Sa pensée, qui présuppose le mal dans les intentions et les actes, crée ainsi un climat de crime. Partant des témoignages qui accablaient Lally, Pasquier construisit un réquisitoire qui parut irréfutable.

Ainsi, Pasquier en arrivait tout naturellement à demander un terrible châtement :

"La perte de l'honneur, l'opprobre, l'infamie, les peines pécuniaires les plus étendues, ne seraient pas suffisantes pour expier un crime qui blesse à tant d'égards la fidélité qu'un sujet doit à son souverain, d'un sujet qui loin de répondre à la confiance dont il l'avait honoré, loin de reconnaître les grâces et les honneurs dont on l'aurait comblé, a préféré de se livrer aux dérèglements de son coeur et de son esprit, pour n'écouter que ce que lui inspiraient les noires passions de la haine et de la jalousie et peut-être une basse cupidité. Il faut un exemple à la nation indignée, une vengeance à l'Europe attentive et, quoique nous ne portions pas nos rigueurs, comme nos voisins, jusqu'à imputer à crime de n'avoir pas fait pour le service de la patrie, tout ce qui était possible, nous ne pouvons passer sans une punition effrayante la conduite d'un homme qui n'a réuni l'autorité la plus étendue que pour en abuser : qui a fait servir l'éloignement où il était des regards du souverain pour détourner s'il l'avait pu, sur des innocents malheureux la trame et la conviction de sa mauvaise conduite ; qui enfin, ayant été assez mauvais chef pour préférer ses idées, ses vues tortueuses, ses volontés atroces, au bien réel de la colonie qui lui était confiée, ne mérite pas d'être conservé au

"rang des humains et dont enfin, la punition éclatante peut seule
"essuyer les larmes de ceux qu'il a réduits à la dernière misère".

Pour montrer l'illogisme de l'argumentation de Pasquier,
on pourrait le résumer en ces termes :

"Chaque chef séparé n'est pas un délit ; mais il y a une masse
"très considérable, un ensemble qui est un délit. Ce délit
"accélère la perte de Pondichéry, indépendamment des autres
"causes qui y ont contribué. Ce délit est d'autant plus grave
"que M. de Lally ne l'a pas affiché. Ce délit n'est pas tout
"à fait ce qu'on appelle trahison. C'est cependant une espèce
"de trahison. Cette trahison consiste dans "l'ensemble". Cet
"ensemble" n'offre cependant pas une trahison évidente ; mais
"c'est du moins une conduite digne de punition"(1).

Pour un crime aussi complexe, le problème de sa répression
est extrêmement difficile :

"On nous a souvent répété", avait déjà déclaré le parlementaire
Anglais, Saint-Jean, "lors du procès du comte de Strafford, en
"1641, que là où il n'y avait point de loi, il ne pouvait y
"avoir de transgression. Eh ! pourquoi donc observions-nous
"des lois envers celui qui les a violées ? Nous avons des lois
"sur les lièvres et les daims, parce que ce sont des animaux
"de chasse : nous n'en avons ni pour les renards, ni pour les
"loups, parce que ce sont des animaux de proie".

On ne peut plus brutalement résumer le raisonnement des juges
chargés de traduire en décision de justice la vindicte publique
contre les traîtres. Alors que dans notre code pénal actuel,
nous appliquons le principe formulé par Beccaria en 1764 :

"Nulla poena sine lege", les parlementaires de 1766 se croyaient
autorisés à s'en dispenser.

Le France, à cette époque, était sous un régime de
monarchie absolue : la justice n'avait d'autre source ni d'autre
fondement que la souveraineté royale. Or le Roi avait délégué
par deux lettres patentes son pouvoir absolu au Parlement, qui

(1) Mémoire au Conseil, IVème partie, p. 346.

se trouvait ainsi investi des mêmes "droits et prérogatives que le Seigneur-Roi". Ainsi on pouvait dire que n'étant lié par aucune forme spéciale, le Parlement aurait à répondre à une seule question : "Lally méritait-il d'être puni ?" et arbitrerait souverainement la peine. La Chalotais s'était élevé dans son mémoire avec indignation contre un tel excès de pouvoir. "C'est un crime punissable", avait-il écrit, "suivant toutes les lois divines et humaines, d'étendre les peines". Or dans l'esprit des parlementaires, c'était soutenir la puissance du Parlement que de lui reconnaître semblable compétence.

Mais alors on comprend combien devient importante dans de telles affaires la rigueur dans l'information du procès. Si la qualification de l'acte dépend de ses circonstances, il est indispensable que la matérialité de celles-ci soit pour le moins indiscutable. Or dans les procès de ce genre, il est rare que le juge emporté par le "cri public" s'astreigne à l'effort de cet examen. Il y a deux guerres, proclamait encore Alain, celle qu'on fait et celle qu'on dit⁽¹⁾. Tout le monde sur ce sujet invente ou dissimule. Pasquier ne se dissimulait nullement les lacunes des témoignages qu'il avait recueillis et il multiplia tout au long de son rapport, les formules dubitatoires ou restrictives⁽²⁾:

"... On pourrait reprocher au sieur de Lally... la "preuve n'est pas complète mais les indices sont assez forts... "il semble que la tête ait tourné au sieur de Lally... on

(1) Cf. Les Passions et la Sagesse : "Souvenirs de guerre" et "Mars ou la guerre jugée" - Ed. de la Pléiade - Passim -

(2) Mémoire au Conseil, p. 347.

"pourrait croire... cette circonstance est plus que suspecte...
 "il y a tout lieu de croire... le sieur de Lally est plus que
 "suspçonnable... on soupçonnait le sieur de Lally... les soup-
 "çons de cette circonstance présentent une obscurité peu
 "favorable aux mesures du général français... il paraît, par
 "les informations, que le soupçon était très public... À qui
 "attribuer cette conduite? ... il a semblé ne s'occuper que
 "d'aigrir le Conseil... il semblait vouloir porter les habitants
 "de la garnison à la révolte... le bruit a été public... le cri
 "a été universel... quoi qu'il en soit... sans doute... peut-
 "être... etc...". Et il termine: "D'après cet exposé exact
 "et suivi, il semble résulter..."

On s'aperçoit, devant la multiplicité de ces formules imprécises, que dans les accusations portées contre le comte de Lally, rien n'était sûr, si ce n'est leur nombre impressionnant, observera très justement plus tard le fils de Lally.

Pourquoi Pasquier n'hésitait-il pas à se libérer des détails? c'était parce qu'il revenait à la formule d'ensemble qui lui paraissait exprimer la vérité. Il attribuait à la lâcheté des témoins ou aux pressions dont ils avaient été l'objet, leurs réticences ou leurs rectifications. Tant d'accusateurs ne pouvaient s'être entendus pour mentir ensemble et il concluait :

"Peut-on ne pas penser qu'une colonie livrée par l'inconduite
 "de son chef... est un crime de lèse-majesté au second chef,
 "si on ne veut pas comparer les suites de cette conduite à une
 "trahison évidente?"

Juridiquement Pasquier quand il s'exprimait ainsi, ne pouvait pas ignorer qu'il ajoutait au texte de l'époque un cas "supplémentaire" de "crime de lèse-majesté au second chef". Ces crimes étaient énumérés et définis ; ils se réduisaient à six espèces différentes : le port d'armes et les assemblées illicites, la désertion avec sortie du royaume, des levées de troupes sans commission du Roi, des amas d'armes, la construction ou invasion de châteaux-forts, enfin les prédications séditieuses.

Il était impossible de trouver dans les actes de Lally, un seul de ces cas. Retenant cette inculpation, il incombait au rapporteur d'indiquer au moins l'acte ou la circonstance précise qui pouvait constituer le crime de lèse-majesté au second chef. Sans cela il n'y avait aucune défense possible ! Telle était la "faillie" évidente de ce rapport ! Mais au XVIIIème siècle, en vertu du principe de l'autorité absolue des Parlements, Pasquier s'estima autorisé à ne pas s'embarrasser de ces difficultés.

Pendant que le rapporteur travaillait, les autres prisonniers de la Bastille auraient bien voulu en faire autant pour leur défense ; mais ils rencontraient les mêmes obstacles que Lally. Au secret, ils ignoraient les mémoires dirigés contre eux et rencontraient des difficultés même pour écrire⁽¹⁾. Pasquier, qui n'était pas sensible, reconnaissait cependant, que le malheureux Pouilly⁽²⁾ "est fort à plaindre. Lui qui "ne joue pas un si grand rôle dans l'affaire de l'Inde... "a eu des discussions cruelles, dont j'ai été juge, avec "des gens dont la bonne foi m'est très suspecte et qui ont, "à ce que je crois, abusé de son état... Je n'empêche "point non plus que, suivant la forme de la Bastille, il "puisse conférer sur son affaire criminelle. S'il croit avoir "quelque requête à présenter, il faut même qu'il se dé- "pêche car sûrement, immédiatement après Pâques, l'affaire "sera sur le bureau"... "Pouilly a grand tort" - note Pasquier -

(1) Bournon, La Bastille, p. 145.

(2) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 467.

"de penser que je protège ses parties civiles : je les connais
 "pour des agioteurs ! dès là ils me sont suspects : il peut
 "être tranquille". Mais tout cela n'était que bonnes paroles.
 Laissés dans l'ignorance, renseignés par des "on-dit" plus
 ou moins précis, les prisonniers non seulement ne pouvaient
 pas harmoniser leur défense, mais, se croyant accusés les
 uns par les autres, risquaient de se contredire ou même de
 s'opposer.

o
 o o

Le rapport du conseiller Pasquier rédigé, l'affaire
 fut renvoyée à l'audience de la Grand'Chambre du Parlement
 de Paris. Celle-ci était composée des magistrats les plus
 anciens, présidée par le Premier Président Maupeou entouré
 par les présidents à mortier. On la considérait comme la
 tête pensante du Parlement ; il fallait en effet vingt ans
 de service à la Cour pour y être nommé. L'étendue considé-
 rable de la compétence juridictionnelle de la Grand'Chambre
 lui imposait une tâche judiciaire difficile et écrasante.
 Plus spécialement, elle était le juge "des affaires majeures
 et des causes qui concernaient les grands du royaume". En
 dehors des présidents et conseillers ordinaires, les princes

de sang y avaient rang ; venaient ensuite les pairs ecclésiastiques. L'archevêque de Paris et l'abbé de Cluny étaient de droit parmi ceux-ci. Entraient⁽¹⁾ enfin, aux côtés des conseillers, quatre maîtres des Requêtes.

Dans cette affaire, aucun des princes ne voulut siéger ; il en fut de même des maîtres des Requêtes. Quant aux conseillers clercs, la plupart devaient se retirer dès la seconde séance ; ne restèrent que les abbés, Sauveur et Guébriant. Le Président de Saint-Fargeau, qui avait déjà montré son hostilité à Lally, décida de siéger malgré les efforts de Mme de la Heuse, qui lui demandait de s'abstenir de venir au jugement. En définitive, la Grand'Chambre, qui était composée, outre le Premier Président, de neuf présidents à mortier, de vingt-cinq conseillers laïcs et de douze conseillers clercs, devait délibérer compte tenu des absences et des liens de parenté⁽²⁾, à trente-trois voix. Le Premier Président Maupeou dirigerait les débats et aurait sur ses collègues une influence certaine. A cinquante-deux ans, il était moralement "vacant" c'est-à-dire qu'il était toujours prêt à suivre la voie qui servirait son ambition. Il suppléait à son apparence physique qui le desservait - il était petit et laid -, par son intelligence et son énergie. Il ne se sentait aucun devoir vis-à-vis de quiconque ; aussi oublia-t-il d'un coeur léger tout ce qu'il avait pu promettre aux amis de Lally !

Lally ne devait pas espérer trouver compréhension et

(1) "Siégeaient".

(2) Dans les délibérés les votes des conseillers unis par des liens de parenté ne comptaient que pour une seule voix.

bienveillance auprès de ses Juges. Les relations, en effet, étaient particulièrement tendues entre la Cour et le Parlement. Le 3 mars 1766, la fameuse séance dite de la Flagellation avait été révélatrice de l'opposition des conseillers. Le Roi Louis XV venu de Versailles avait fait entendre ce jour-là, dans un lit de justice, à ses magistrats parisiens, de dures paroles :

"Je ne souffrirai pas qu'il s'introduise dans la monarchie un "corps imaginaire qui ne pourrait qu'en troubler l'harmonie ; "la magistrature ne forme point un corps ni un ordre séparé "des trois ordres du royaume... C'est en ma personne seule que "réside l'autorité souveraine : c'est de moi seul que mes Cours "tiennent leur Justice et leur Autorité... C'est à moi seul "qu'appartient le pouvoir législatif, sans dépendance et sans "partage ; c'est par ma seule autorité que les officiers de "mes Cours procèdent, non à la formation, mais à l'enregistre- "ment, à la publication, à l'exécution de la Loi. L'ordre "public tout entier émane de moi, et les droits et les intérêts "de la Nation, dont on ose faire un corps séparé du monarque, "sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'entre "mes mains".

Après cette journée qui avait marqué une date, le Parlement s'était apparemment calmé, mais on pouvait supposer qu'il n'aurait aucun déplaisir à frapper un général du Roi, d'une peine exemplaire.

La Grand'Chambre du Parlement de Paris, "la Basilique de la Justice", siégeait dans une salle aux dimensions majestueuses : "la Chambre Dorée". Des vitraux anciens, aux hautes fenêtres, ne laissaient percer qu'une lumière adoucie. Le sol formait un vaste damier noir et blanc. Les murs ainsi que les sièges étaient tendus de tapisserie de velours bleu

semé de fleurs de lis⁽¹⁾. Le plafond, merveilleux chef-d'oeuvre brillait de ses ors pâles dans la pénombre. Une partie des audiences se tenait à la lueur des bougies, en raison de l'heure excessivement matinale des séances, qui commençaient après la messe célébrée dans la Salle des Pas Perdus.

La Grand'Chambre du Parlement de Paris entreprit le 14 avril, donc à huis clos, hors la présence des accusés, l'examen du dossier. Dès la première audience, le Conseiller Pasquier eut la parole pour la lecture de son rapport. Pasquier confiait à Sartine, le 18 avril⁽²⁾:

"Je suis accablé de la besogne qui s'augmente en la traitant, et pour réconfort, je suis obligé de faire un extrait raisonné et résumé à M. le Procureur général, auquel on avait présenté cette affaire avec tant de confusion qu'il s'y perdait : n'est-ce pas être l'hôte et l'hôtellerie ? Si je m'en tire sans être malade, ce sera un grand bonheur. Je ne vais plus au Palais le matin, mais je travaille à résumer toutes les pièces, les correspondances, depuis six heures du matin jusqu'à midi, et quatre fois par semaine au Palais, depuis 11 heures jusqu'à 8 heures pour les autres affaires. S'il reste place à la tentation, convenez que j'en suis bien susceptible..."

A partir du 23 avril, il fut décidé de consacrer au procès de Lally, trois heures le matin et quatre heures l'après-midi afin de venir à bout de l'immensité du dossier. Pour que le procès fût en état d'être jugé, la Grand'Chambre devait : 1°- entendre le rapport du conseiller Pasquier, 2°- procéder à la légitimation des témoignages, 3°- visiter

(1) La Grand'Chambre "entraînait" quatre jours par semaine, les lundi, mercredi, jeudi, samedi. Par un privilège qui leur était propre les membres des parlements seuls avaient le droit de s'asseoir sur les fleurs de lis. Cet usage remontait aux lits de justice, dans lesquels des tapis fleurdelisés ornaient la muraille et recouvraient les banquettes et comme toujours, ce qui avait été un accident était devenu un droit.
(Bastard d'Estance, "Les Parlements de France", t. I, n. 187)

(2) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 459,

les pièces. 4°- lire les interrogatoires des accusés, et seulement à la fin, 5°- faire comparaître ces derniers à l'audience, dont ils étaient tenus éloignés jusqu'alors.

Le 28 avril, Pasquier donnait encore à Sartine quelques indications sur l'état de la procédure devant la Grand'Chambre⁽¹⁾

"Nous avançons beaucoup dans l'examen de l'affaire de l'Inde. Il est très possible que du 10 au 11, ou 12 Mai au plus tard, nous soyons en état d'être jugés. Vous savez que dans le cours de l'instruction, nous avons mis en liberté M. Rochette, MM. Méagher, Foscier et Deschaux, originellement décrétés de prise de corps. On a rendu arrêt suivant les règles et usages qui leur ordonnent de se mettre en état, c'est-à-dire à leur égard de se remettre en prison, et cet arrêt leur a été signifié ; mais comme, par des p~~at~~ribues dans de pareilles affaires, il est possible qu'on cherche à les éloigner pour mettre le procès hors d'état, je pense qu'il est bon de prendre ses précautions... Celle que j'imagine et qui, je crois, sera suffisante est : 1°- de charger M. Mieux de leur donner ordre de la part du Roi de ne point désespérer ; 2°- de se présenter samedi prochain, 3 mai, avant midi au greffe criminel, pour recevoir les ordres que je leur notifierai. M. le Premier Président a pris des mesures avec vous pour la translation de la Bastille..."

Me Aubry, alors que le procès était déjà commencé, n'avait pu faire parvenir que la première partie du mémoire en défense de Lally. Après des observations générales, cette partie comportait neuf chapitres contenant le récit de la guerre par Lally, depuis son arrivée dans l'Inde jusqu'à la prise de Pondichéry. Pendant ses longues heures de détention, Lally s'était occupé à raconter ses campagnes dans l'Inde. Il avait ainsi publié "Le Tableau historique de l'Expédition de l'Inde", suivi du "Résumé de la capitulation de Pondichéry". Rédigée en termes mesurés, cette défense avait eu peu d'effet

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 460.

sur l'opinion. Reprise dans la première partie du mémoire en style de Palais, elle "n'accrochait pas".

Le rapporteur, sans qu'il lui fût opposé la moindre contradiction, "faisait" l'opinion de ses collègues parce qu'en fait, lui seul avait eu connaissance complète du dossier. Il choisissait et commentait les lectures. Sous le couvert de son autorité, les sacs de documents n'étaient pas consultés ; on se référait à lui sur l'intérêt des pièces à lire ou à ne pas lire. Les conseillers auxquels on demandait, durant ces heures de lecture monocorde, une attention qui dépassait les forces humaines s'en remettaient à lui. Les lois ne sont rien ou peu de chose : La justice est sous tous les régimes ce que les magistrats en font.

"La Grand'Chambre du Parlement de Paris", écrira plus tard le fils de Lally (1), "passa rapidement sur l'examen des reproches et tous les témoins furent admis en preuve pour leurs dépositions être lues (2) bien que parmi eux, les uns étaient dénonciateurs, accusateurs et plaignants, (Denis, Courtin, Le Comte, Lagrenée), ou directement intéressés (3) au procès, ou assassins (4) alors que les autres (5) avaient été écartés, tels que Geoghegan le vainqueur de Vandavachy, Hussey, O'Kennedy, Mac Grégor, Guillermain. On n'avait nullement retenu le fait que des témoins avaient lu (6) des dépositions écrites toute préparées ; qu'ils n'avaient pas déposé spontanément, mais qu'ils étaient interrogés par le Rapporteur (6 bis) provoquant ainsi leurs déclarations, que le récolement (7) des témoins entendus au Châtelet était nul puisqu'il était fait au Parlement ensuite du dépôt d'une nouvelle plainte, qu'il y avait une collusion (8) manifeste entre certains témoins ainsi que des faux-témoignages (9) établis, que des témoins se contredisaient entr'eux (10) ou se contredisant eux-mêmes (11) ; qu'enfin il avait été refusé d'écrire les aveux ou les rétractations des témoins (12)" (fin de citation). Le Parlement ne s'arrêta sur aucune de ces difficultés. Après une information

(1) Cf. Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 107 à 236 et plus spécialement, (2) p. 111 - (3) p. 126 - (4) p. 128 - (5) p. 140 - (6) p. 143 - (6 bis) p. 152 - (7) p. 157 - (8) p. 176 - (9) p. 182 - (10) p. 185 - (11) p. 205 - (12) p. 233.

qui durait depuis trois ans, le Parlement estima que le rapport du conseiller Pasquier suffisait.

On avait écarté toutes les requêtes de Lally⁽¹⁾. Proposait-il des reproches aux témoins en les justifiant par écrit ? Non... Proposait-il une liste de nouveaux témoins ? Non... Sollicitait-il qu'on lui accordât un délai de huit jours pour mettre ses défenses en état ? Non... Réclamait-il communication des pièces trouvées chez le sieur de Leyrit et de toutes celles apportées au greffe de la Cour ? Non... Demandait-il enfin qu'on reçoive des écrits justificatifs ? Non ... Que pour la partie militaire, il fût renvoyé par devant un conseil de guerre ? Non encore... Que sa défense fût lue à la Cour ? Non toujours...

Pour répondre à tant d'accusations, Lally avait rédigé un nouveau mémoire, véritable réquisitoire contre les conseillers de l'Inde et Bussy, intitulé Vraies causes de la perte de l'Inde et suivi d'un extrait des lettres écrites par le comte d'Aché au comte de Lally avec des remarques sur chaque lettre. Mais Me Aubry, qui avait les difficultés que l'on sait pour communiquer avec son client, n'avait pas encore terminé la mise au point de la 2ème et de la 3ème parties. Aussi se borna-t-il à indiquer le 14 avril 1766 qu'il en reprendrait ultérieurement les arguments essentiels. La distribution de ces deux dernières parties ne put avoir lieu malheureusement que quelques jours avant le jugement.

A la même date, Lally adressa une requête aux conseillers

(1) Mémoire au Conseil,

p. 290, 291.

du Parlement, demandant à être autorisé à communiquer avec son procureur et ordonner en outre que :

"le suppliant aura communication sous le récépissé de son procureur : 1°- de toutes les pièces saisies et emportées de chez lui lorsqu'il a été arrêté ; 2°- de toutes les pièces trouvées chez le sieur de Leyrit et dont l'apport a été réquisitionné et ordonné, lesquelles sont jointes au procès ; 3°- de toutes autres pièces qui ont pu être remises au greffe, soit de l'ordre du ministère, soit de la part de tous autres et par quelque voye que ce soit",

Cela laisse à penser l'ignorance dans laquelle avait été laissé Lally à 22 jours de son jugement. Bien entendu cette requête resta lettre morte avec la mention : "jointe au dossier pour être jugé au fond ce qu'il appartiendra". Me Aubry fut véritablement pris de vitesse !

Bussy jusqu'alors était resté dans l'ombre. Obligé par la publication des Vraies causes de la perte de l'Inde, à sortir de son silence volontaire, il avait répliqué à sa manière, en publiant sa correspondance avec Lally et Duval de Leyrit⁽¹⁾. Il présentait dans une courte préface la justification de ses actes. On pouvait suivre ainsi par la lecture de documents paraissant irréfutables le développement du conflit entre les deux hommes. Des notes rappelaient insidieusement les faits. Bussy donnait l'impression de rapporter sans commenter. D'un côté étaient mises en évidence sa longanimité, sa patience, et de l'autre, les colères du général et les humiliations dont il l'avait abreuvé.

Les conseillers en restèrent ainsi au jugement porté par

(1) Déjà cité supra, p. 147 et suiv.

Bussy sur Lally, qui lui fit plus de mal que la pire des injures proférées.

"Il en coûte beaucoup au sieur de Bussy", écrivait celui-ci, "et il est rebuté plus que personne de la nécessité de se servir sans cesse des termes de faux, d'imposture, de mensonge, de suppositions. L'emploi de pareilles expressions n'est nullement dans son caractère ; mais il n'en connaît point d'autres pour rendre ce qu'on entend par le contraire de la vérité et le sieur de Lally se met si souvent dans le cas de l'application de ces termes, qu'avec lui le fonds le plus abondant de ménagements, de périphrases et d'expressions attiguées est dans le cas de se trouver épuisé".

Les mémoires pleuvaient d'ailleurs. Tous ceux que Lally avait plus ou moins écorchés répondaient par un factum. D'Aché de son côté, avait produit également son mémoire. "Il est inutile, écrivait Pasquier "bonhomme" à Sartine le 18 avril 1766, de signifier à Lally ces libelles : cela ne servirait qu'à faire gagner de l'argent aux avocats"⁽¹⁾. Les magistrats ne lisaient plus rien ; aussi quand parvinrent la seconde et la troisième parties du mémoire de Lally, avec 98 pièces justificatives, les magistrats se bornèrent à en feuilleter quelques pages. Le siège de la Cour était fait. Me Aubry n'avait même pas eu le temps de répondre à la dernière attaque de Bussy. Il le signalait dans une note portée au dernier moment à l'imprimeur :

"On apprend en finissant ce mémoire que le sieur de Bussy distribue un écrit, où il paraît abdiquer la qualité de témoin, pour y substituer celle d'accusateur du comte de Lally, comme si une pareille métamorphose était régulière et permise. Les imputations qu'il oppose dans la première qualité ont été réfutées et on se flatte de lui enlever dans peu les avantages qu'il a cru tirer dans la seconde".

Pendant ce temps-là, le roi cherchait à mettre de l'ordre

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 468.

dans les affaires de la Compagnie des Indes sans la sacrifier. Pour renflouer la trésorerie de celle-ci, il lui céda par un édit solennel d'août 1764, les onze mille huit cent trente cinq actions dont il était propriétaire, et les onze mille huit cent trente cinq billets d'emprunt créés en 1745, qui lui appartenaient également, ainsi que les dividendes et les intérêts qui pouvaient lui être dus. En contrepartie la Compagnie payerait, jusqu'à extinction, les soixante douze mille livres accordées par le roi sur les dividendes et les intérêts sous forme de pension, aux personnes désignées par l'état qui en serait dressé.

Par ce même édit, le roi reprit à la Compagnie les Iles de France et de Bourbon, et l'autorisa à faire un appel de 400 livres sur ses actions et à proportion par dixième d'action. Afin d'assurer aux actionnaires un sort indépendant de tout événement, l'art. 13 de l'édit prévoyait qu'il serait constitué sur chaque action un capital de 1600 livres et un intérêt de quatre-vingts, sans que cet intérêt et ce capital fussent tenus de répondre en aucun cas et pour quelque cause que ce fût des engagements que la Compagnie pourrait contracter postérieurement à cet édit.

Des statuts furent établis par M. Necker, au génie duquel on dut le sauvetage, du moins provisoire, de la Compagnie. Ils donnaient des garanties de saine gestion. Aux Indes des réglemens sages furent pris pour l'administration des différents comptoirs. Le 18 novembre 1764 la Compagnie obtint des

lettres pour la liquidation de ses dettes. En 1766 on avait réussi ainsi à payer quarante et un million six cent mille livres : douze millions avaient été réglés comptant, et le reste tant en billets qu'en contrats, à quatre pour cent, ainsi qu'en marchandises envoyées aux Iles de France et de Bourbon et dans l'Inde, affectées particulièrement à l'acquittement des dettes.

La Compagnie aurait pu survivre si elle n'avait pas subi la charge de nombreux procès, qui augmentèrent son passif et rendirent le règlement de celui-ci impossible. Ces difficultés financières provoquaient au moment-même où allait se juger le procès de Lally des remous de colère, et les actionnaires exigeaient, à défaut d'argent, qu'on leur livrât un coupable.

Les amis de Lally qui sentaient grandir le danger accumulaient les maladroïsses. Genest tentait de circonvenir Pasquier en promettant "un présent de noces de 100.000 frs à son fils, conseiller également, qui allait se marier avec la nièce de l'abbé Le Noir, si "on" pouvait ramener le père de ses erreurs, lui faire faire un rapport favorable tel qu'il doit être, et procurer un arrêt de pleine et entière décharge"⁽¹⁾. Cela vaudrait mieux, pensait Genest, que d'attaquer le Rapporteur (comme voulait le faire Lally). "C'est une terrible chose de lutter contre un corps quelconque", écrivait-il, "Faites du bien à un, vous n'en faites qu'à un. Faites du mal à un, vous en faites à tous". De telles démarches sont évidemment choquantes : mais les

(1) Bibl. de l'Arsenal, 12168, f° 414 et 415.

amis de Lally ne faisaient rien, à l'époque, d'inhabituel. Tout homme bien né ne pouvait-il pas espérer les faveurs de la justice, en multipliant auprès des magistrats les visites "officielles" de ses parents, de ses relations et même de ses maîtresses ?

Pasquier n'ignorait rien de ces manoeuvres. Son honnêteté, -qui ne peut être mise en doute - l'entraînait naturellement à plus de sévérité encore. Même pression était faite également vis-à-vis du Parquet. Tout cela ne justifiait-il pas que fût pressé le procès ? Aussi la fin en fut-elle bâclée. Les conseillers, pour tout examen du dossier, se contentèrent du long monologue de Pasquier. Les conseillers Titon⁽¹⁾ et Pellot, que l'on disait bienveillants pour l'accusé, ne cachaient pas que l'opinion générale de la Grand'Chambre lui était de plus en plus défavorable. Les conseillers avaient bien quelque raison d'être las et Pasquier attendait la fin du procès pour marier son fils ! La Cour désirait en terminer. Maupeou qui présidait, précipitait les lectures. Quand on intervenait auprès de lui pour qu'il diminuât le nombre des séances, il répondait cyniquement : "Si je pouvais les doubler, je les doublerais".

Le Parquet, composé des deux Joly de Fleury⁽²⁾ (respectivement procureur général et premier avocat général), de Séguier et de Barentin, avocats généraux, devait de son côté présenter ses conclusions. Séguier, "Messire Antoine", le "gros" avocat général, s'en remettait généralement à d'adroits secrétaires pour rédiger d'innombrables réquisitions ; il n'avait qu'une

(1) Voir p. 303 bis,

(2) " "

- (1) Le conseiller Titon avait montré son indépendance dans le passé. Le 14 mai 1732, lors du conflit entre le Parlement et l'Archevêque de Paris. Il avait été incarcéré à Vincennes, puis à Arles et enfin à Doullens.
- (2) Guillaume François Louis Joly de Fleury, né en 1710, fut procureur général près le Parlement de Paris, du 16 juillet 1746 au 16 décembre 1787, date de sa mort. Il ne cessa d'exercer ses fonctions que durant "le Parlement d'intervalles", (le Parlement Maupeou) d'avril 1771 à novembre 1774. Il exécutait sa tâche quotidienne avec ponctualité. "Pauvre homme", écrira de lui Bachaumont, "cependant a montré quelque nerf dans le procès du Cardinal (affaire du Collier) on ne lui a reproché de ne "l'avoir fait que pour entrer dans la vue de la Cour, et de "n'être faible que lorsqu'il semblait ferme et intègre..." (Mémoires secrets, t. XXXIV, p. 189).

Son frère, Jean Omer Joly de Fleury, avocat général depuis le 15 juillet 1746, était devenu premier avocat général en 1755. Il était ardent défenseur de la censure publique, s'élevant véhémentement contre la liberté de pensée. Voltaire, pour ce motif, s'acharne contre lui en prose et en vers :
 "Quand on le lit", écrivait-il, "ce n'est pas Homère, quand on le voit, il n'est pas joli, et quand il parle, il n'est pas fleuri. C'était, selon le philosophe de Ferney :

"Un petit singe, à face de Thersite

"Au sourcil noir, au teint gris

"Bel esprit faux, qui hait les bons esprits

(cf. Paul Bisson de Barthélémy, Les Joly de Fleury, p. 35 et suiv.)

pensée : combattre les philosophes dont il était la bête noire : cette affaire l'intéressait peu, Barentin , ambitieux, avait les yeux fixés sur son chef et était toujours de son avis. Avec ses seize substituts, le procureur général Joly de Fleury avait une influence considérable : en sa qualité de trésorier garde des Chartes et des papiers de la Couronne, il se considérait comme un des premiers personnages du Royaume, il vivait gonflé de son importance. L'autre Joly de Fleury était son écho et son ombre, quand il ne l'influçait pas pour plus de sévérité. Ces quatre hommes devaient donc arrêter les réquisitions du Parquet sur la peine de Lally.

Plusieurs réunions se tinrent dans le cabinet du Procureur Général, auquel on accédait par le grand escalier ouvrant sur la galerie Mercière. Lors de l'avant-dernière réunion l'innocence de Lally fut généralement reconnue.

"Tout-à-coup, le vendredi 2 mai, à quatre heures du soir, par "une révolution qu'on ne concevra jamais, le lendemain même de "cette assemblée, sans qu'il y eût une seule preuve de plus au "procès, trois voix (les deux Joly de Fleury et Barentin) avaient "passé subitement de l'absolution à la condamnation. Parmi ces "trois voix (dont celles des deux Joly de Fleury, auraient dû "compter pour une seule), il n'y avait pas eu d'accord sur le "genre de la peine ; il en manquait une pour que l'avis de mort "prévât ; pressé d'en terminer, Barentin avait dit, ou à peu "près : "Eh bien ! qu'il meure et finissons !" (1).

Le doyen des substituts du Procureur Général, Nicolas Pierron, qui avait étudié minutieusement le dossier, n'avait malheureusement pas voix délibérative. Son avis était de "décharger le "comte de toute accusation quelconque de concussion et de haute "trahison et de supplier le Roi de lui nommer un conseil de

(1) Arch. Nat., Dossier Joly de Fleury, f° 164, et Mémoire au Conseil, t. II, p. 295.

"guerre pour la partie militaire".⁽¹⁾ Mais des réquisitions de mort l'avaient emporté.

Les mêmes réquisitions tendaient à plus ample informé contre les contumaces ; à plus ample informé également, pendant six mois, contre Chaponay, Gadeville, Allen et Pouilly ; à décharger de l'accusation Anne Antoine d'Aché, Fumel, Chamboys, Basin, Rochette, Deschaux et Foscier et à mettre Méagher hors de cour. Quant à Deferre, elles concluaient à ce qu'il fût pendu, après qu'on lui eût appliqué la question préalable, avec confiscation de ses biens et deux cents livres d'amende envers le Roi (sauf à obtenir par lui des lettres de rémission).

Pendant les derniers jours d'avril, Duval Dumanoir et Duval d'Epremesnil, frère et neveu de Duval de Leyrit décédé, inondèrent le public d'un libelle extra-judiciaire, intitulé : Correspondances des sieurs de Leyrit et de Lally avec les notes du premier. Ainsi les magistrats furent encore chauffés contre Lally, sans que celui-ci "séparé de la nature entière", ne puisse répondre.

Dans sa prison, pendant que la Grand'Chambre s'informait hors sa présence, Lally, qui n'était plus qu'à quelques jours de son jugement, tenta une ultime fois de faire entendre sa défense. Il présenta des demandes et des requêtes d'atténuation où il établissait ses moyens de défense pour preuves littérales. A ses trois volumes de mémoires in-4°, il joignait la délibération du conseil de guerre tenu pour la capitulation de Pondichéry, sa correspondance militaire et administrative, enfin

(1) Sur l'avis du doyen des substituts du Procureur Général et ses conclusions, cf. Mémoire au Conseil, p. 294 à 297.

les instructions qu'il avait reçues du Roi et des ministres et qui justifiaient sa conduite. Il espérait qu'on lirait tous ces documents puisqu'ils étaient signifiés à l'appui de sa requête.

Le procureur de Lally, Danjou, pliant sous le poids se présenta le samedi 3 mai, vers dix heures du soir, au domicile de Pasquier, rue Bourg l'Abbé. Comme il menaçait d'attendre à la porte toute la nuit, le conseiller le reçut et déclara "qu'il n'y avait rien de nouveau, qu'il connaissait toutes ces pièces dont il avait les doubles". Il signa le "soit montré" qui permettait la signification au Procureur général. Bien qu'il y eût là pour dix jours de lecture, si l'on voulait compulser ces pièces, la difficulté fut donc tournée en quatre mots ; il suffisait de glisser dans l'arrêt la formule habituelle : "Vu la requête du 3 mai 1766" et tout vice de forme serait ainsi couvert. Le Parlement ne prit pas connaissance de ce qui constituait la véritable défense de Lally⁽¹⁾. Si l'on peut quelquefois amener un magistrat à écouter, il faut bien reconnaître qu'il est impossible de l'obliger à lire !

Le procès était commencé à huis clos depuis le 14 avril. Anne Antoine d'Aché, Jean Georges, Vicomte de Fumel, Augustin Antoine Pérard de Chamboys et Charles François Basin, toujours laissés en liberté, avaient été assignés pour se rendre aux nieds de la Cour assemblée dès le 21 avril. A Guillaume Méagher, Ferdinand Rochette, Charles Foscier et Jean Deschaux,

(1) Postérieurement aux conclusions prises, le Procureur général reçut la requête de Lally, datée du 3 mai, celle de d'Aché demandant des dommages-intérêts et celle de Mme Allen en faveur de son mari. Sur ces requêtes, le Procureur général se borna à signer en indiquant : "Je persiste dans les conclusions ci-dessus par moi prises".

mis en liberté après un certain temps de détention, on avait signifié le 2 avril un arrêt de la Cour du 17 mars 1766, qui les somrait de se mettre en état emprisonnés à la Conciergerie du Palais : ce qu'ils avaient fait. Restaient à la Bastille avec Lally : Gadeville, Chaponay, Allen, Pouilly et Deferre. Comme les interrogatoires devaient commencer le lundi 5 mai à six heures du matin, ces derniers furent transférés au cours de la nuit du 4 au 5 mai dans le plus grand secret de la Bastille à la Conciergerie du Palais.

Le lundi 5 mai 1766, à six heures du matin, l'audience fut ouverte : Lally allait enfin connaître les visages de ses juges ! Après une courte attente, il fut introduit dans la Grand'Chambre du Parlement⁽¹⁾, où avaient déjà pris place les parlementaires en robes rouges fourrées d'hermine, figés comme des mannequins piqués sur leurs sièges fleurdelisés. Ses yeux clignaient un peu pour mieux voir. Dans cette salle immense, à l'un des sommets du rectangle qu'elle formait, était assis le Premier Président René Nicolas de Maupeou, petit, brun au regard noir, "Pantalon-Maupeou" pour le monde du Palais. Un grand Christ, spectre de l'erreur judiciaire, dressait au-dessus de lui son image douloureuse, ses grands bras cloués sur la croix, symbole de détresse et d'impuissance. Devant lui se tenaient, sur le Grand Banc des Présidents, les hauts magistrats. Parmi eux quelques figures étaient connues par la réputation que le Tout Paris leur avait faite : Messire François

(1) La Grand'Chambre, à l'angle gauche de la salle des Pas Perdus siégeait dans les locaux occupés actuellement par la Première Chambre du Tribunal de la Seine.

d'Aligre, le Premier Président de demain, le "roi des épiciers", que l'on disait corrompu, avare et insatiable ; Pinon, le joyeux président, "bon juge à l'Opéra" ; de Gourgues que la galanterie de sa femme couvrait de ridicule ; Le Peletier de Saint Fargeau, "l'allongé", petite tête surmontée de quelques poils blonds, emmanchée sur un cou de girafe... En dessous étaient assis les simples conseillers. Parmi eux, Titon, Pellot dissimulaient mal leur inquiétude attristée, n'ignorant pas que le sort de l'accusé était déjà fixé. Lally les regardait les uns après les autres, cherchant à mettre des noms sur les trente-trois visages de ses juges. Enfin ses yeux s'arrêtèrent sur le vieux Pasquier qui, assis à sa place, semblait de marbre, immobile.

Devant tous ces hommes qui se prétendaient la justice, Lally dut s'agenouiller pour prêter serment de dire la vérité⁽¹⁾. Le général de Louis XV n'éprouvait que de l'aversion pour ces "chats fourrés", bien au chaud et tranquilles dans leurs robes d'apparat, alors qu'il avait risqué vingt fois sa vie. Avant de prendre place sur la sellette⁽²⁾, Lally dut subir l'affront de se voir enlever son cordon rouge, tandis que sur son habit on décousit le Saint-Louis brodé en or. Les débats oraux allaient commencer ; pour ce procès, qui durait depuis trois ans, ils ne comporteraient pas plus d'une journée⁽³⁾.

(1) Inhumenum est, per Leges quae perjuria puniunt, perjurii viam aperire. Il est inhumain par les lois qui punissent les parjures, d'ouvrir la voie au parjure.

(2) La "sellette" était un petit siège en bois sur lequel on faisait asseoir les criminels, quand ils subissaient leur dernier interrogatoire devant les juges. Ce dernier interrogatoire se faisait sur la sellette, lorsqu'il y avait contre eux des conclusions du Procureur du Roi à une peine afflictive. (Art. 21 du titre 14 de l'ordonnance de 1670). La sellette fut supprimée et remplacée par un banc, lors des édits de 1788.

(3) Arch. Nat., Plumitif de l'audience.

A peine installé, Lally ne put se contenir. Après avoir refusé Pasquier, de Brétignières, il déclara aux conseillers qu'ils étaient incompétents quand il s'agissait de la conduite d'une guerre ; quant aux vivres, à l'intendance, un général ne s'en occupait pas. Il n'eut que des paroles insultantes pour les conseillers de Pondichéry. L'interrogatoire du Président se limita à lui rappeler tous les griefs qui lui étaient faits. Lally répondait inlassablement : non, répétant que "sur les dispositions tactiques dans les batailles livrées, il n'y avait que lui dans son armée qui pouvait juger de leur opportunité". Lorsqu'il eut fini, vers midi, il crut naïvement qu'il s'était bien défendu ! "On ne m'a rien demandé, déclarait-il, que des billevesées !" Un tel interrogatoire ne répondait nullement au vœu de la loi. "L'accusé devait en effet être interrogé derrière le bureau, et le procès instruit en la forme ordinaire"⁽¹⁾. De ce semblant de justice il fallait donc accuser le magistrat plus que le législateur. Après cela, Lally fut renvoyé à la Bastille où il attendrait son jugement. Comme le temps habituel de l'audience du matin n'était pas épuisé, la Cour entendit très rapidement Deferre, accusé du meurtre de l'intendant Du Bois. Son interrogatoire ne dura que quelques minutes. Les faits étaient simples et Deferre, qui savait devoir être condamné, n'ignorait pas qu'il bénéficierait de la grâce royale.

(1) "Nemo inauditus condemnari debet"

L'audience reprit l'après-midi à trois heures de relevée. On interrogea d'Aché avec égard ; le ton changeait : il en fut de même pour Fumel. D'Aché se crut même autorisé à prétendre que la Cour devait condamner Lally à lui payer des dommages-intérêts pour l'avoir accusé injustement. Pour eux, l'accusation prenait des gants. Gadeville, Chaponay, Pouilly et Allen furent plus sévèrement traités ; mais ils demeuraient des comparses. Ils se défendirent avec des dénégations énergiques. Le médecin Méagher fut entendu rapidement. Après lui, ce fut le tour de Rochette, secrétaire de Lally, de Deschaux, son cuisinier et de Foscier, son valet de chambre perruquier. A eux, on ne posa que des questions pouvant charger Lally. Par exemple, à Méagher : les malles de Lally n'étaient-elles pas si lourdes qu'il avait fallu douze noirs pour les porter ?... A Jean Deschaux et à Foscier : Lally ne s'était-il pas retiré dans une maison où il recevait des dames anglaises ? et, très sérieusement, la Cour demanda à ces domestiques s'ils n'avaient pas entendu dire que "le sieur Lally avait reçu 14 lacks de roupies pour vendre Pondichéry !..." Après cela les débats furent clos et l'audience renvoyée au lendemain pour les "opinions". Nous imaginons mal aujourd'hui qu'un accusé risquant sa tête, ne puisse se défendre que dans le temps d'un court interrogatoire, conduit par un président qui s'était informé sans avoir entendu la défense ; mais avait-on besoin de plus de forme puisque d'après

l'ordonnance de 1670, l'accusé devait prêter serment et confesser son crime ? s'il ne le faisait pas, il n'était que plus coupable puisqu'il devenait en plus parjure !.

Le lendemain 6 mai, de six heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, la Cour délibéra. Le conseiller Pasquier reprit la parole pendant trois heures. Lally, "sans s'arrêter aux requêtes et demandes dudit Lally, dont il est "débouté, ni aux reproches par lui fournis contre les témoins, "lesquels sont déclarés ni pertinents, ni admissibles", fut ainsi condamné à avoir la tête tranchée. L'opinion publique ne souhaitait-elle pas qu'il fût "pendu" ! Quant à Joseph François Deferre, lieutenant au régiment de l'Inde, il était renvoyé à se pourvoir de lettres de rémission. Pour les faits commis, Deferre encourait la peine de mort, mais le Roi "préférant la clémence à la rigueur et à la sévérité des lois, "remettrait la peine". L'arrêt condamnait ceux que la Cour retenait comme complices de Lally ne devait être prononcé, conformément à l'usage, qu'après l'exécution de ce dernier ; il fut donc sursis à faire droit sur les plaintes et accusations portées contre Gadeville, Chaponay et Pouilly.

Un condamné pouvait, en effet, au dernier moment, faire des déclarations "à charge" ou "à décharge" pour ses complices.

Luc Allen, comte de Saint-Volston, ci-devant major du régiment de Lally et aide-major de ladite armée, actuellement chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis

et lieutenant-colonel attaché au régiment de Berwick, était mis hors de cour⁽¹⁾.

Jean Georges, vicomte de Fumel, lieutenant colonel d'infanterie, major général de l'Inde.

Augustin Dévaud de Chamboys,

Charles François de Basin,

Jean Ferdinand Rochette, ci-devant secrétaire du général de Lally, dans l'Inde,

Guillaume Méagher, médecin, ci-devant chirurgien en ladite armée,

Charles Foscier, ci-devant valet de chambre perruquier dudit comte de Lally, dans l'Inde,

et Jean Deschaux, ci-devant son cuisinier,

étaient renvoyés de l'accusation.

Le frère Freinch, dominicain irlandais,

Le nommé Ramalingua, Noir, ci-devant fermier du revenu des terres de la Compagnie,

Le sieur Noronha, prêtre de ce nom,

Jacques Philippe Harpy,

et Joseph Louis Denis Jacquelot, tous les deux gardes

dudit général comte de Lally,

étaient renvoyés pour un plus amplement informé pendant un an⁽²⁾

Enfin, Anne Antoine, comte d'Aché, lieutenant général des armées navales du Roi, était renvoyé d'accusation, sans qu'il soit statué sur sa dernière requête de dommages et intérêts.

(1) (2) Voir page 312 bis.

- (1) Il avait bénéficié de la stupidité qu'on s'était plu à lui reconnaître. Le simple "hors de cour" ne laissait aucune possibilité de demander des dommages intérêts contre l'accusateur, en ce qu'il comportait des soupçons légitimes contre l'accusé.
- (2) Ces accusés ne s'étaient pas présentés. Ce n'était pas étonnant ! on avait imaginé d'assigner, par exemple, à quinzaine le noir Ramalingua. Assigner un asiatique à comparaître au Parlement de Paris ! Assigner à son de trompe, dans les carrefours de Paris, un homme habitant la Côte de Coromandel ! l'assigner à faire six mille lieues, d'abord en 15 jours, puis même en huit, comme si on s'était repenti de lui avoir donné trop de temps la première fois ! "Il faut lire cela dans l'arrêt, pages 6, 14 et 15. On répond qu'ainsi le voulait la forme". (Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 290).
Sur le plus ample informé cf. Infra Appendice p. X et X bis.

Le sieur Berthelin, qui ne manquait pas d'audace, avait présenté une requête le 20 avril, pour être jointe à la procédure. On se souvient des faits le concernant, ⁽¹⁾ pour lesquels il avait été taxé par Lally de 20.000 roupies, qu'il avait dû verser à la caisse de la Compagnie des Indes. Il en réclamait la restitution, outre cent cinquante mille livres de dommages-intérêts. C'était vraiment se moquer du monde. L'arrêt déclara hors de Cour ladite demande, sauf audit Berthelin "pour se pourvoir sur la restitution des 20.000 roupies... contre "qui et ainsi qu'il avisera bon être".

Ainsi fut jugé le comte de Lally par trente-trois présidents et conseillers du Parlement de Paris. Pour répondre au rapport présenté par un conseiller dont l'autorité était considérable, il n'y avait eu ni plaidoirie, ni même une discussion des charges; un simple interrogatoire, presque de forme, avait épuisé à peine le temps d'une matinée. Bien mieux, on n'avait même pas eu la décence de laisser s'écouler le temps matériel nécessaire pour parcourir la requête d'atténuation et les documents joints présentés par Lally, le 3 mai. On a parlé d'assassinat judiciaire. Le Parlement de Paris délibéra presque comme une cour martiale. L'Histoire d'ailleurs montre à travers les siècles, que ce comportement tient au genre même de ces procès ; ils ne sont faits le plus souvent que de longs monologues de l'accusation, le reste n'étant que mise en scène pour donner bonne conscience aux magistrats, au

(1) Cf. supra, p. 177.

gouvernement et au public.

Aussi ne faut-il pas trop s'étonner si "tous les conseillers suivirent le rapporteur comme une traînée de poudre". Même Titon, que l'on disait favorable à Lally, opina pour la mort ; quand plus tard on le lui reprocha, il répondit : "Mon ami, je ne veux pas me perdre". Seul de Brétignières se prononça pour que Lally terminât ses jours en prison. Le président Le Peletier de Saint-Fargeau⁽¹⁾ se signala en soutenant que Lally méritait le supplice des brigands et des assassins ; pour lui l'accusé méritait d'être "roué", ce supplice affreux édicté en 1534 contre les voleurs, pour "donner crainte, terreur et exemple à tous". Si Lally échappa à ce châtiment horrible et infamant, que l'on pouvait infliger pour les crimes de lèse-majesté au second chef, il le dut paraît-il, à Pasquier : "Monsieur, déclara celui-ci, si vous voulez qu'il meure, choisissez un autre genre de mort ; car "le Roi ne souffrira jamais qu'un homme comme M. de Lally "soit rompu...". On fit donc au comte de Lally "une faveur" : pour éviter qu'il soit gracié, il ne fut pas condamné à être "roué" ou pendu, comme tant le souhaitaient, "on le condamna seulement à avoir la tête tranchée". Les parlementaires de Paris affirmaient ainsi leur toute puissance. Ils faisaient trancher la tête d'un officier général qui avait été presque roi dans l'Inde ! Dans cette vieille querelle entre la robe et le sabre, la robe imposait sa prééminence et, comme le

(1) Les amis de Lally avaient demandé audience le vendredi 2 mai au président de St Fargeau, qui leur avait répondu "qu'il les recevrait avec plaisir le mardi suivant 6 mai, à quatre heures après midi"; et ce fut le mardi suivant 6 mai, à dix heures du matin, qu'il devait signer, et qu'il a effectivement signé, l'Arrêt de mort. (Mémoire au Conseil, IIème partie, p. 302)

répondait le président d'Ormesson à Saint-Priest : "Parce que
"les généraux abusaient souvent de leur place pour faire des
"choses fort extraordinaires, on en était ennuyé et il fallait
"regarder puisque l'occasion s'en présentait"⁽¹⁾.

Aux termes de l'arrêt rendu le 6 mai 1766 à la fin de
la matinée, par la Grand'Chambre assemblée du Parlement de Paris,
"Lally avait donc été déclaré coupable et convaincu d'avoir
"trahi les intérêts du Roi, de son Etat et de la Compagnie des
"Indes, d'abus d'autorité, vexations et exactions envers les
"sujets du Roi et étrangers, pour réparation de quoi il était
"privé de ses états, honneurs et dignités et condamné à avoir
"la tête tranchée par l'exécuteur de la Haute Justice, sur un
"échafaud dressé à cet effet, en place de Grève. Tous les biens
"de Lally étaient confisqués⁽²⁾ et acquis au Roi, après prélève-
"ment de dix mille livres pour les pauvres de Paris et trente
"mille livres au profit des malheureux habitants de Pondichéry".
L'arrêt, comme toutes les décisions des cours souveraines n'était
pas motivé et "après avoir fait mourir un coupable, il ne restait
qu'à prendre ses dépouilles". Sur le registre des délibérations

(1) La guerre coûtait cher et les parlementaires protestaient contre
les dépenses inconsidérées de l'armée. Ainsi M. de Miromesnil,
premier président du Parlement de Normandie, écrivait le 17 août
1764, au Contrôleur général L'Averdy qui avait succédé à Bertin :
"Serait-il possible de rechercher un peu les fournisseurs de
"la Maison du Roi, les entrepreneurs des munitions et des vivres
"des armées pendant la dernière guerre. Il est difficile de pen-
"ser que ces sortes de traitants n'aient pas volé considérable-
"ment, si on en croit le cri général, et tous ces hommes se
"trouvent au nombre des créanciers du Roi et de l'Etat. Ne serait
"il pas juste d'examiner leurs créances, s'informer de leur con-
"duite et de réduire leurs prétentions à l'exacte justice ?"
(Correspondance de Miromesnil, op. cit., t. III, p. 353). La tête
de Lally, condamné pour concussion, apaiserait l'irritation
d'une population écrasée par l'impôt et une fois de plus, le
Parlement apparaîtrait comme l'expression même de la volonté
populaire que seul il pouvait faire entendre.

(2) Voltaire, Prix de la Justice et de l'Humanité, t.L., p. 333.

de la Cour, la page suivante porte la confirmation de la sentence ayant condamné le chevalier de la Barre. Ainsi en deux mois à peine, le Parlement de Paris rendit les deux arrêts qui devaient ruiner son autorité devant l'opinion publique.

o
o o

La mort est ce qui a été donné
de plus précieux à l'homme. C'est
pourquoi l'impiété suprême est d'en
mal user, mal mourir, mal tuer.

Simone Weil

Le comte de Lally ramené dans sa chambre à la Bastille le lundi 5 mai au soir, ne connaîtra pas le résultat du délibéré qui s'est terminé à trois heures de l'après-midi, le 6 mai. Il était d'ailleurs convaincu que le Parlement le jugerait suivant toute la rigueur des lois, mais que le Roi lui ferait grâce et commuerait sa peine⁽¹⁾. Ses amis gardaient des visages sereins devant lui ; une grâce ne devait-elle pas intervenir pour le sauver ? Sénac de Meilhan lui-même n'avait-il pas dit à Choiseul, qui allait porter l'arrêt au Roi : "Je lis et quand je suis à ces mots : atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du Roi, je demeure surpris et indigné" ?

-
- (1) Son fils écrira, dans le Mémoire au Conseil (t. I, p. 82) :
 "Mon père était instruit du sort qui l'attendait : il en avait informé ses compagnons d'infortune. Du haut de sa tour, il avait exprimé aux uns, par un geste terrible, que sa tête allait tomber sous la hache du bourreau. Passant auprès des autres, environné de satellites, il avait feint de répéter une chanson anglaise pour leur annoncer son sort. Il avait fait ses derniers adieux ; il avait écrit ses intentions dernières ; il avait recommandé sa mémoire à son fils. (Cette version des derniers jours du condamné paraît cependant avoir été imaginée pour expliquer l'existence d'un prétendu second "testament" de Lally.)

Le premier président Maupeou se laissa arracher un sursis de trois jours : ainsi on ne pourrait pas lui reprocher, par la suite, d'avoir totalement abandonné Lally. Ce délai fut, paraît-il, obtenu par la comtesse de la Guiche. Plus tard le fils de Lally rapportera son intervention en ces termes :

"Elle ne s'est pas tue, cette femme dont on citait la franchise
"altière, la sensibilité et l'amitié sublime, cette femme qui
"aux grâces et aux vertus de son sexe joignait l'énergique et
"intrépide probité du nôtre, avec toute la noblesse du sang qui
"coulait dans ses veines ; cette femme enfin qui dans l'instant
"fatal où l'arrêt de mort venait d'être rendu, courait, à la
"tête des parents et amis de mon père, chez le chef de la com-
"mission, repoussait un bras qui s'offrait à elle en s'écriant
"qu'elle ne voulait pas d'un bras trempé dans le sang d'un
"innocent... forçait les barrières qu'on lui opposait et non
"pas en suppliant, mais en tonnant contre l'iniquité du jugement,
"arrachait du premier juge "tremblant" cet ultime délai".

Louis XV resta insensible malgré l'intervention de Lord Dillon, la lettre courageuse de Mlle Dillon qui écrivait :
"Ce n'est pas grâce que je demande, c'est justice", et les larmes de Mme de la Heuse. Le Roi était l'homme de la fatalité. Louis XV restait un timide, d'une timidité presque malade⁽¹⁾. D'une modestie foncière, il croyait toujours avoir tort. Patient, il laissait faire espérant que le temps arrangerait tout... Puisqu'il avait laissé condamner Lally, il lui paraissait qu'il n'y aurait pas de bon sens à le gracier. Ouvrir avec le Parlement un conflit dont il redoutait les conséquences lui semblait hors de question. Comme les faibles, il libéra sa conscience

(1) P. Caxotte - Le Siècle de Louis XV, Arth. Fayard Ed.
pages 74, 101, 140, 192.

par des paroles, des "mots" que l'on colportait et il se crut dispensé d'agir. A Noailles, parlant du Parlement, il dit : "ils l'ont massacré" et à Maupeou : "C'est vous qui en répondrez devant Dieu et ce ne sera pas moi !". "Qu'on n'aille point chercher de la magnanimité", a écrit Montesquieu, "dans les états despotiques. Le prince n'y donnerait pas une grandeur qu'il n'a pas lui-même. Chez lui il n'y a pas de gloire"⁽¹⁾. En cette occasion Louis XV manqua des vertus qui donnent à l'âme d'un roi de la noblesse.

Lally fut traité dans ces derniers jours comme un grand seigneur, qui serait un grand coupable. Il était dix heures du soir, le 8 mai, jour de l'Ascension, lorsqu'il quitta le château de la Bastille par ordre du Roi, pour être transféré de nouveau à la Conciergerie du Palais⁽²⁾. La veille il avait remis à M. de Farconnet 300 louis pour les restituer à Mme de Saint-Priest, qui les lui avait apportés lors de sa dernière visite, pour s'en servir en cas de bannissement. Il se doutait un peu de la sentence, mais ne voulait pas y croire. On le fit monter dans un carrosse où avaient également pris place Chevalier, major de la Bastille, de Farconnet, aide-major et Desroulliers, bas officier de la Compagnie du Château. Deux autres carrosses suivaient où étaient de Ville-gaudin et Sarraire, tous deux inspecteurs de police, accompagnés de leurs gens : en outre, M. de Roguemon, commandant

(1) Montesquieu, L'Esprit des Loix, livre V, chap. XII.

(2) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p. 472, 473.

du guet, les escortait avec une troupe à cheval. Tout le long du parcours, plusieurs autres troupes stationnaient à chaque débouché de rues, soit à pied, soit à cheval. Il en fut ainsi jusqu'à la porte du Palais, où le carrosse arriva un peu avant 11 heures du soir. En entrant dans la Conciergerie, les officiers de robe courte s'emparèrent du comte de Lally et ils en donnèrent reçu. Le major de la Bastille avait accompagné le prisonnier, mais l'avait quitté sans un mot, entre les deux guichets. Pour calmer les inquiétudes de Lally, on lui dit alors que le Parlement désirait l'entendre une seconde fois.

Lally passa donc cette ultime nuit à la Conciergerie du Palais. On sait que les prisonniers qui étaient détenus là, formaient deux groupes : les uns étaient promis aux pires supplices : la corde, la hache, le carcan, la roue ou le feu ; les autres, enfermés pour dettes, passaient leur temps à faire ripaille. Ainsi se mariaient les heures d'angoisse et de basse saoulerie. C'était une sentine où l'argent et le sang se mélangeaient.

Lally ne dormit pas : il était dans la plus grande inquiétude ; quand on l'avait fouillé, quand on lui avait quitté ses boucles et ses jarretières, il avait dit : " Je suis un homme perdu ! ". Vainement ses gardiens cherchaient à le tranquilliser ; il leur dit encore : " Si c'est qu'ils veulent me faire mourir, je m'en foutrais ". Il s'assoupit

seulement pendant une petite heure. Par intervalles il se calmait, et puis il recommençait à s'agiter. Ses gardiens lui promettaient la visite de M. de Sartine ; il disait que lui seul pouvait lui faire donner une autre chambre que la sienne, qui lui déplaisait d'autant plus qu'elle était sans cheminée.

Lally parlait tout haut. S'il ménageait encore Sartine, il n'avait qu'imprécations contre le commissaire et surtout contre Pasquier, qu'il disait avoir récusé et qui n'aurait pas dû être un de ses juges. Pourquoi l'avait-on renvoyé devant des gens de robe et non pas devant des militaires, qui l'auraient compris ? Il ajoutait que tout se déchafnait contre lui pour le faire pendre et qu'on avait écouté une quinzaine d'officiers, qu'il avait punis étant sous ses ordres. Il reprenait les vingt-quatre chefs d'accusation qu'on lui imputait faussement, et il répétait ce qu'il avait déclaré devant la Grand'Chambre. Comme le sieur Bouteille Desvertus, qui le gardait, lui disait qu'il fallait mettre tout entre les mains de Dieu, Lally répondit que "Dieu n'entraît point dans la Grand'Chambre, qu'il restait apparemment dans l'antichambre". Il paraissait surtout désolé qu'on lui ait enlevé ses boucles, que c'était bien humiliant pour un homme qui avait été vice-roi et souverain, mais disait "qu'on n'avait qu'à le faire mourir... qu'il s'en f..tait".⁽¹⁾ Ainsi s'écoulèrent la nuit et la matinée du 9 mai.

(1) Bibl. de l'Arsenal, ibid., La Jarrière à Sartine, 9 mai 1766, p. 474.

Vers midi, Lally vit entrer quatre guichetiers, un garde, un prêtre pour le confesser, l'abbé Aubry, curé de Saint-Louis en l'Isle, puis le sieur Frémyn, principal commis au greffe criminel de la Cour⁽¹⁾. Il fut prié de se rendre à la Conciergerie, dans la chapelle, pour entendre l'arrêt. Le greffier, d'une voix tremblante, commença à lire... Quand il arriva aux mots fatidiques, Lally, que l'on avait fait mettre à genoux pour cette lecture, se leva et s'écria : "C'est faux ! Les juges répondront devant Dieu du sang innocent qu'ils vont répandre".

Lally demanda à s'isoler un instant ; il sortit alors de la doublure de sa redingote un compas, le plaça sur son coeur et se jeta de tout son poids sur un banc. Mais le compas glissa et ne fit qu'une blessure sans gravité. "Votre suicide aurait flétri toute votre famille" lui dit l'abbé ; et un bourreau ajouta : "J'aurais été obligé de vous traîner sur la claie"⁽²⁾. Lally se confessa. L'abbé Aubry dira "qu'il l'avait écouté avec attention, avec attendrissement, en "homme non seulement instruit de ses devoirs de religion, "mais savant et qui, en avouant qu'il a toujours été croyant, "convient qu'il a mal pratiqué, se confesse et quoique né "d'un sang on ne peut plus bouillant, acquiert en ce moment "la douceur d'un agneau".

Mais les bourreaux aperçurent quelque chose de suspect dans la bouche du condamné : ce n'était qu'un morceau

-
- (1) Le greffier Frémyn a dressé le procès-verbal de l'exécution en précisant les détails. P.V. 9 mai 1766, Arch. Nat., X 2 b 1395.
- (2) "Cette peine s'exécutait contre le cadavre de ceux qui se sont "défaits ou homicidés eux-mêmes, en faisant traîner la dépouille "du mort dans les rues, attachée par les pieds à une charrette "ou tombereau, la face contre terre et ensuite la conduire à la "voirie (Muyart de Vouglans Lois criminelles p. 65)

d'acier dont il se servait pour se nettoyer les dents. Alors l'un d'entr'eux lui jeta au visage un broc d'eau. Ne voulait-il pas se couper la langue et s'étouffer ? N'allait-il pas essayer d'ouvrir la blessure de son côté ? les bourreaux s'affolèrent. Il fallait surtout éviter une seconde tentative de suicide. Ils se précipitèrent sur lui, lui saisirent les jambes qu'ils attachèrent, puis ils lui ligotèrent le corps. Pour qu'il ne se servît pas de ses mains, ils lui fixèrent une corde à chacun de ses bras... Ainsi, le général Lally sera conduit au supplice comme un animal de foire : en laisse.

Les officiers alertés avaient perdu la tête. Au bout d'une heure un des bourreaux revint en apportant un bâillon. C'était pour empêcher, dira-t-on, qu'il ne s'étranglât, mais peut-être et surtout parce que l'on craignait que cet homme de fer, de sa voix puissante, ne criât sa colère contre le Roi et les hommes en place. Lally se débattit, puis se calma. "Comme il était naturellement "grimacier", les mouvements de la bouche firent un peu lâcher la corde et baisser le bâillon". S'il ne pouvait pas crier, il pouvait malgré tout, bien que difficilement, parler. Lally s'évanouit alors. On l'étendit sur un matelas. Quand il revint à lui, les conseillers Pasquier, de Brétignières, se présentèrent. Avait-il quelque déclaration à faire ? Lally ferma les yeux, détourna la tête : il ne leur répondit rien et garda le silence jusqu'à leur départ.

Il n'était pas encore quatre heures lorsque le confesseur, l'abbé Aubry, fut averti de prendre ses dispositions pour l'exécution. Il fallait faire vite. "Sur l'accident qui venait d'arriver à la chapelle de la Conciergerie, il avait été décidé", lisons-nous dans les notes du Procureur général, "de procéder au plus vite à l'exécution"⁽¹⁾. Il n'était plus question que ce soit à la nuit tombante, comme Louis XV l'avait concédé aux instances de la famille ! Un Salut fut donc expédié à la chapelle. Lally suivit l'office à genoux malgré ses liens. Il chanta à travers son bâillon le "Tantum ergo" et le "Salve Regina". La bénédiction du Saint-Sacrement à peine donnée, le condamné fut conduit à la porte de la Conciergerie.

Sur le seuil de la prison, il y avait la foule des curieux avides du spectacle qui s'annonçait. Le greffier lut une seconde fois l'arrêt, "en présence du peuple". Lally embrassa le crucifix que lui tendait l'abbé Aubry. Quand, au lieu du carrosse que lui avait annoncé le prêtre, Lally aperçut le tombereau où on l'invitait à monter, il dit à celui qui venait de l'entendre en confession : "Ne trompez-vous donc aussi ?...". On avait dû réquisitionner en effet, à la hâte, un tombereau qui passait. On y avait mis une planche sur laquelle Lally et son confesseur prirent place. La garde dut ouvrir un passage dans la cohue bruyante de la foule, qui se faisait de plus en plus dense autour du cheval qui avançait. Les poings se tendaient. Le prêtre essaya de protéger Lally en le couvrant de son grand manteau. Comme il allait ainsi au supplice, un homme décoré du

(1) Bibl. de l'Arsenal, ms. 12168, f° 451.

cordon rouge s'approcha et le suivit. Lorsque Lally le vit, il le dévisagea longuement, puis détourna ses regards ; alors l'homme disparut : Venait-il quêter un pardon ou adresser un ultime adieu ? S'il avait été un ami, Lally eût-il détourné ses regards ?⁽¹⁾

Enfin ce fut la place de Grève ! Dans l'Hôtel-de-ville, les commissaires étaient réunis pour recevoir, selon l'usage, le condamné. Lally refusa de monter jusqu'à eux : "Je veux conserver mon état calme et tranquille, que je dois à mon confesseur...". Il ne semblait plus éprouver alors aucun sentiment de haine ni de colère. La bénédiction du prêtre l'avait apaisé : "Je suis persuadé, ajouta-t-il, qu'on m'a donné de bons juges. Ils sont des hommes et se sont trompés. Je pardonne à mes ennemis et n'ai aucun reproche à me faire si ce n'est, "peut-être, d'avoir traité les officiers avec trop de dureté". Lally, du haut de son misérable tombereau, regardait cette multitude qui était venue assister à son supplice. Il ne baissait pas les yeux. "Vêtu d'un habit de drap de Silésie, couleur de lilas, doublé de soie blanche, à boutons d'or, la veste et la culotte pareilles et des bas de soie blanche", il avait la majesté du chef vaincu, que la défaite n'arrivait pas à abattre. Peut-être revoyait-il en cet instant les fleurs de lotus qui, aux Indes, tapissaient, au retour du printemps, les étendues d'eau glauque et tiède de leurs larges feuilles vertes, pour se refermer et mourir dans la saison sèche, sur la terre brûlante ?... La fleur de Bouddha avait déployé aussi pour lui

(1) Cf. Mémoire au Conseil, IIIème partie, p. 91.

ses pétales blancs dans les splendeurs de sa vie, puis l'infortune avait rabattu chacun d'eux et le vent du malheur les avait un à un arrachés. Il se réfugiait ainsi dans le souvenir de ce pays, où le temporel comptait si peu et où était si grande la recherche de l'éternel et ses yeux ne voyaient plus, pendant un court moment, les visages menaçants et haineux qui l'entouraient.

Quand il fut devant l'échafaud il se leva ; il resta un moment debout. Il lui fallut entendre une troisième lecture de l'arrêt, car on devait respecter le rituel prévu pour les meurtres officiels. "Toutes les croisées de la Grève avaient été louées à des prix fous ; on avait "découvert" les toits de plusieurs maisons, pour construire des planchers et l'on voyait des hommes jusque sur les souches de cheminées...". "Même l'échafaud où il devait monter risquait de s'effondrer sous le poids d'une grappe humaine qui s'y accrochait pour mieux voir. Par la corde qui liait la main, le bourreau qui le précédait l'entraîna vers les marches qu'il gravit d'un pas ferme. Le confesseur, qui récitait les prières des agonisants, le suivit...".

L'ancien commissaire du Roi aux Indes, qui avait connu les acclamations de tant de lendemains de victoires, regarda longuement cette foule. Lui qui avait péché si souvent par excès d'orgueil, touchait en cet instant le fond même de la détresse humaine. Était-ce pitié ou mépris ? Le comte de Lally n'éprouvait pas le moindre sentiment de peur. Il y a toujours de la grandeur dans l'excès d'une infortune. Attention ! Le

spectacle que tous ces yeux avides attendaient allait commencer. Un grand silence se fit, troublé seulement par quelques insultes, quelques mots orduriers, dernières pierres jetées au visage du supplicié. On lui fit tourner le dos à l'Hôtel de Ville. Le bourreau lui coupa les cheveux sur la nuque de son crâne chauve, pour mieux découvrir le col ; ses deux mains restaient attachées ensemble. Des poings puissants pesèrent sur ses épaules pour le mettre à genoux. Une dernière absolution. On lui banda les yeux après lui avoir retiré sa perruque. Son crâne apparut brusquement tout nu. Le silence fut tel qu'on entendit le comte de Lally prier à voix basse avec le prêtre.

Le jeune Charles-Henri Sanson avait saisi le "damas"⁽¹⁾ qu'on lui tendait d'en bas et il frappa un grand coup, sans que le supplicié eût la tête sur le billot. Ayant mal assuré la portée de son coup, il n'avait pas sectionné le col ; sous la violence du choc, la cervelle fut mise à nu et le corps glissa sur l'échafaud où il tomba comme une masse^{xxx}. Lally était déjà mort quand le vieux Sanson s'empara du damas et, d'un second coup, acheva la décollation. C'est alors qu'on entendit sortir de la foule un cri effroyable : "Plût à Dieu qu'on l'eût manqué vingt fois !". Puis la tête fut rapprochée du tronc, la face tournée vers le ciel, "pour que tout le monde puisse le voir"⁽²⁾. Le bourreau qui s'était fait la main sur le comte de Lally, ne devait pas manquer -----

(1) "Sabre d'un acier très fin",

(2) On pourra lire dans les Mémoires de Sanson, un écrit très "romancé" de cette exécution, avec même une sorte de prémonition de celle-ci. Cf. M. Sanson, Mémoires des Sanson, Paris, Dupray de la Mahérie, 1862, t. II, p. 357-393 et également : Histoires du chanoine de Fabry, recueillies par l'abbé d'Ayreyx, Paris, Plon, Toulouse, Privat, 1919. Cf. également le récit du libraire Siméon Prosper Hardy.

plus tard, la tête juvénile du chevalier de la Barre⁽¹⁾.

Le drame était terminé. Restait le traditionnel partage des dépouilles ; ce fut à qui garderait un souvenir... Le confesseur obtint à prix d'argent, l'autorisation d'enlever le corps. Pendant une demi-heure, ce corps séparé de la tête qui était placée à côté, comme un masque sanglant abandonné après une sinistre comédie, resta exposé. Un linceul de toile jaune fut enfin apporté, dont on l'enveloppa. Le sang poisseux commençait à sécher sur les bois de l'échafaud, quand un fiacre s'éloigna, emportant le cadavre de l'ancien lieutenant-général du Roi à l'église Saint-Jean de Grève, où le clergé attendait pour célébrer les vêpres des morts. Puis, afin d'éviter toute manifestation, Lally fut inhumé sans attendre, dans la chapelle de la Vierge de l'église même. Tel fut le sort tragique de cet "émigré", qui avait trouvé enfin la mort pour s'endormir dans l'espérance de la "Grande Irlande" de Saint Patrick et de Saint Colomban dont il avait tant rêvé.

Justice était faite. La France avait perdu son empire des Indes, mais le coupable avait été puni. "Le peuple a battu des mains", écrit Mme du Deffand. "Le public craignait que Lally n'obtînt sa grâce ou qu'on "commuât" sa peine. Il voulait son supplice. Il a été content de tout ce qui l'a rendu plus ignominieux : du tombereau, des menottes, du bâillon...". Le policier Dupuis qui s'était mêlé à la foule, n'entendit "que des propos satisfaisants, tant pour la Cour que pour

(1) Le jeune La Barre aurait dit, au moment de son exécution, au bourreau : "Mais c'est toi qui as exécuté M. de Lally et tu l'as fait souffrir...". Et Sanson lui aurait répondu : "Monsieur c'est de sa faute : il n'était pas tranquille, il était toujours en mouvement !..."

"le Parlement...". "Ce Lally", écrira d'Alembert à Voltaire, dans une lettre qui fera vite le tour de l'Europe, "était un homme odieux, un méchant homme si vous voulez, qui méritait d'être tué par tout le monde, excepté par le bourreau".

Ainsi, chacun était content et au soir de ce 9 mai 1766, dans les rues de Paris, on chanta la complainte de Monsieur de Lally⁽¹⁾ :

Venez, peuples de tous cantons
des villages et des villes
entendre les noires actions
d'un homme de famille
possédant toutes qualités
biens, honneurs et richesses
je puis vous dire en vérité
de la plus grande noblesse.

De Lally, tel était son nom,
fessant de grand tapage
dans les Indes a causé, dit-on
des horribles carnages
combien de pauvres habitants
qui ont perdu la vie
d'autres leurs biens et leur argent
je vous le certifie.

Bientôt l'on apprit sûrement
tous (sic) les perfidies
que causait cet homme méchant
par ses grandes tyrannies
notre Roi rempli de bontés
ayant pris (sic) connaissance
dit : je prétends en vérité
qu'il ait récompense.

(1) Complainte nouvelle sur le jugement rendu par arrêt de la cour du Parlement contre M. Lally, qui le condamne à avoir la tête tranchée, en place de Grève, ce 9 mai 1766. Bibl. nat., 4^e F³ 15831 - 4.

Bien vite tous les parlements
 apprirent ces nouvelles,
 toujours au Roi obéissants
 et remplis d'un grand zèle
 se sont signalés d'un grand coeur
 pour ôter sa puissance
 et punir par tous les rigueurs (sic)
 le traître de la France.

Mais quel fut son étonnement
 lorsqu'on lui dit, Prince,
 quittez votre gouvernement
 laissez cette province
 car l'on vous attend à Paris
 et dedans la Bastille
 vous allez, je vous certifie
 y faire votre asil (sic)

Tout son procès étant instruit
 vite de la Bastille
 on le conduit à petit bruit
 au travers de la ville
 au Palais vite il fut amené
 par ordre de justice
 pour se voir enfin condamné
 à un rude supplice.

Je vois les bourreaux assemblés
 pour trancher la tête
 et le peuple de tout côté
 qui se fait une fête
 quoi ! il a trahit (sic) notre Roi
 c'est un traître infidèle
 il mérite selon la loy
 la mort la plus cruelle.

Une fois de plus les bas instincts d'une opinion publique
 unilatéralement informée s'étaient manifestés.

Après Lally, ce sera le jeune chevalier de la Barre

qui occupera sa place encore chaude, à la Conciergerie. Le Parlement, en cette année 1766, ne chômait pas. Seul, un jeune avocat, Linguet, ambitieux et passionné de justice, osa protester dans les couloirs du Palais sur la façon dont le comte de Lally avait été jugé.

Une tête était tombée ! Pleure-t-on les suppliciés ?

Les vers de Gilbert resteront toujours vrais :

Parlerai-je d'Iris chacun la prône et l'aime
C'est un coeur, mais un coeur ! c'est l'humanité même.
Que d'un pied étourdi quelque jeune éventé
Frappe en courant son chien qui jappe épouvanté
La voilà qui se meurt de tendresse et d'alarmes
Un papillon souffrant lui fait verser des larmes ;
Il est vrai ; mais aussi qu'à mourir condamné,
Lally soit en spectacle à l'échafaud traîné
Elle ira la première à cette horrible fête
Acheter le plaisir de voir tomber sa tête... (1)

Lally, le 6 mai, n'avait pas oublié son garde Legrand auquel il avait laissé 55 louis sur ceux restitués à M. de Saint-Priest. Avait-il pensé à son fils ? Celui-ci l'affirmera. En tous les cas, s'il avait espéré dans ces derniers moments, en celui qui n'était encore qu'un enfant et auquel il avait donné bien peu, le ciel devait répondre à sa prière par le plus étonnant miracle d'amour filial que le monde ait connu.

o
o o

(1) Gilbert visait semble-t-il, injustement, Mme de la Guiche, qui ainsi que nous l'avons vu (*supra* p. 317), avait obtenu trois jours de sursis du premier président Maupeou.

Le 10 mai, le Parlement de Paris statua sur le sort des trois complices de Lally, qu'il avait retenus dans la prévention. Comme ils n'ignoraient pas la condamnation à mort du comte de Lally, on peut imaginer dans quelle angoisse ils avaient vécu pendant quatre jours !

Armand Antonin François Frétart, chevalier de Gadeville, ci-devant maréchal des logis de l'Armée de l'Inde et Jacques Hugues, chevalier de Chaponay, ci-devant capitaine au Régiment de Lally, aide de camp du général dans l'Inde, furent condamnés tous deux, par arrêt du 10 mai, au blâme⁽¹⁾ et en 100 francs d'amende chacun envers le Roi.

Pour Jacques de Pouilly, ci-devant grand prévôt de la même armée, il fut seulement décidé qu'il serait admonesté⁽²⁾ et qu'il devrait "aumôner" 3 francs au pain des prisonniers de la Conciergerie.

Ces condamnations étaient légères. On murmura que Gadeville avait eu beaucoup de chance et qu'il en avait fallu de bien peu qu'il ne fût pendu. Chaponay avait été mis dans le même sac que Gadeville, Pouilly, personnage plus falot, s'en était tiré par la simple admonestation. Vis-à-vis de Gadeville la Cour, lors du prononcé de l'arrêt, se montra particulièrement cruelle. Après lui avoir annoncé qu'il était "blâmé", le Président arrêta sa lecture et lui dit qu'il apprendrait plus tard le reste de son arrêt. Après ces derniers mots Gadeville voulut protester, mais on l'en empêcha et il fut conduit dans son

-
- (1) L'accusé blâmé se présentait nu-tête et à genoux et du haut de son siège, le Premier Président faisait tomber sur lui la phrase qui le flétrissait indélébilement : "La Cour te blâme, te déclare infâme et à jamais incapable de posséder aucune charge dans l'Etat : retire-toi... retire-toi... très loin...".
- (2) L'accusé admonesté entendait, debout derrière le banc, le Premier Président lui dire : "La Cour vous admoneste et vous enjoint d'être plus circonspect à l'avenir... retirez-vous...".

cachot, "s'attendant à tout moment à ce qu'il y avait de plus "affreux et de plus cruel... Le condé, espèce d'homme naturellement peu compatissant, en fut cependant attendri, et alla "instruire les juges du tourment que souffrait le chevalier "de Gadeville. Ils lui firent enfin dire par cet homme, que ce "reste d'arrêt qu'il devait apprendre et qui l'alarmait tant, "était une amende de cent livres"⁽¹⁾.

Ce n'en était pas fini avec Chaponay et Gadeville, Pasquier écrivait à Sartine le 11 mai⁽²⁾ :

"Tous les juges qui ont décidé hier de l'état des sieurs Chaponay "et Gadeville, pensent que ces deux sujets, reconnus pour dange- "reux pour leur caractère et leur conduite, ne sont pas à conser- "ver dans Paris et qu'il serait utile, pour prévenir des acci- "dents en les faisant sortir de la Bastille, de leur ordonner de "la part du Roi, de s'éloigner de Paris et de retourner dans "leur province..."

Sartine se chargea de cette mission et Chaponay en larmes, ainsi que Gadeville très mécontent, durent quitter Paris.

Restaient les hardes de Lally ; son linge, il irait à son valet de chambre, M. Legrand. On compta 155 livres d'argent à son porte-clefs. Les bijoux de Lally, dont un gros diamant blanc, une épée damasquinée, une tabatière en or, furent remis, avec tous ses papiers, à M. Mouette, procureur du Roi. Les officiers de la Bastille reçurent une gratification extraordinaire de 5.800 livres, dans lesquelles furent comprises 400 livres pour les quatre porte-clefs et 200 livres pour Briard, le facteur.

Les drames les plus terribles traînent toujours dans leur sillage des circonstances pitoyables. Le malheureux valet-

(1) Précis du Procès d'Armand-Antonin-François Frétard, chevalier de Gadeville, p. 24.

(2) Bibl. de l'Arsenal, ibid., p.476.

secrétaire de Lally, le sieur Charay de Belvaize, sortit enfin de Charenton, le 14 février 1767. A ce moment-là il n'eut plus qu'une envie, obtenir réparation. Il fit donc une demande de 13.000 frs, pour quatre ans et trois mois, à raison de 3.000 frs par an, sur les biens confisqués de Lally. Cette demande, acceptée dans son principe, fut réduite à 10.500 francs ; Belvaize cria à l'injustice ! Il remplit les cafés, les lieux publics de ses plaintes contre le ministère, la police et les prisons. Il rédigea un très long mémoire où il narrait les prétendus tourments qu'on lui avait fait souffrir à la Bastille. On avait voulu l'empoisonner en lui soufflant du poison volatil jusque sur sa nourriture, le papier ou les livres qu'on lui donnait ; à Charenton, on l'avait battu en se moquant de lui. En liberté, on le huait, on le poursuivait. Il eut l'imprudence d'adresser son long libelle au Dauphin.

L'intendant de Police fit alors perquisitionner dans ses papiers. On y trouva des copies toutes prêtes de ce mémoire injurieux. Belvaize fut de nouveau arrêté et conduit cette fois à Bicêtre, le 9 octobre 1771. Il n'en sortit que le 24 mai 1774, sous condition de se retirer en exil dans sa patrie, en Languedoc. Il se défendit alors et grâce à l'intervention de Me Guinot, avocat au Parlement, il obtint, le 14 octobre 1775, de finir ses jours à Vaugirard⁽¹⁾.

o
o o

(1) Bibl. de l'Arsenal, *ibid.*, Note de M. Duval, premier commis à la Lieutenance de Police, p. 413, 414.

Lally était mort en soldat ! Après le sang répandu en place de Grève, qui avait tout purifié, se réglèrent dans divers procès avec la Compagnie des Indes, les questions d'argent. Des Berthelin jusqu'aux Noronha, chacun présenta sa note !... Bussy principalement se prétendait créancier, mais la Compagnie, après vérification des comptes, prit l'initiative de la procédure et l'assigna le 13 janvier 1767, en paiement de neuf millions de livres. Bussy confia alors ses intérêts au plus grand avocat de Paris (et aussi le plus cher !), Me Gerbier. La Compagnie se fit assister de son côté par une autre célébrité de l'époque, Me Collet. Bussy réclamait par voie reconventionnelle huit cent vingt huit mille cinq cent soixante roupies⁽¹⁾, soit près de deux millions de livres⁽²⁾.

L'affaire vint devant la Grand'Chambre du Parlement de Paris, la même qui avait jugé Lally. Les avocats plaidèrent pendant tout l'été et occupèrent huit audiences. On leur consacra plus de temps qu'il n'en avait fallu pour juger et condamner Lally. Me Gerbier fut émouvant et Me Collet "dévoila" tout ce scandaleux trafic que Bussy avouait sans pudeur à Moracin dans sa lettre du 28 novembre 1763⁽³⁾.

La partie fut égale entre les deux avocats, mais ce ne fut pas, en effet, le talent de Me Gerbier qui gagna le procès. L'avocat général Barentin (le même qui avait conclu à la mort de Lally), intervint de tout son poids en faveur de Bussy, en indiquant que "la lettre adressée à Moracin était une erreur

(1) La roupie valait 48 sols.

(2) Précis pour le marquis de Bussy contre les syndics et directeurs de la Compagnie des Indes - Me Gerbier. Imprimerie Cellot 1767, p. 16, 17.

(3) Histoire secrète du procès de Lally, par M. de Saint-Priest, Arch. Nat., registre X A 8120, f° 118 - 128 (cf. supra, p. 70)

de sa tête et de son coeur". La plaidoirie qui l'emporta en définitive fut celle que le conseiller Pasquier prononça au cours du délibéré. Pasquier, qui avait eu la tête de Lally, gagna le procès de Bussy, entraînant encore une fois ses collègues hésitants. Espérons qu'il puisa dans sa seule conscience les raisons de sa conviction : le succès de Bussy ne confirmait-il pas la condamnation de Lally ? Pour la mémoire de ce terrible conseiller, il vaut mieux le croire ! La Compagnie des Indes ainsi déboutée devait payer à Bussy deux cent trente deux mille sept cent quatre vingt six roupies.

Bussy transigea par la suite et accepta d'être payé en rentes viagères. La Compagnie, qui en définitive devait supporter le coût de la guerre des Indes, était dans l'impossibilité de faire face à cette condamnation⁽¹⁾. De même qu'il y avait eu une plainte pour le supplice de Lally, on chansonna Bussy après le gain de son procès :

Pour le plus grand des guerriers
Rome rougit d'être ingrate
Et le vainqueur de Mithridate
Se reposa sur ses lauriers.

o
o o

(1) Martineau, Bussy et l'Inde française, p. 309, 314.

225

Il fallut attendre 13 ans après la mort de Dupleix, pour que le procès qui l'opposait à la Compagnie fût définitivement jugé. Le compte des liquidateurs fut accepté le 2 octobre 1776, sur les conclusions du procureur général Valdec de Lessart, qui rendit à Dupleix un ultime hommage en déclarant : "La justice et la bienveillance du Roi doivent concourir également à conserver à la mémoire d'un homme que ses talents, ses services et son zèle ont rendu célèbre en Europe et en Asie, l'honneur que l'éclat de ses actes a répandu sur sa vie⁽¹⁾. L'Etat prenait en charge les conséquences de la gestion imprudente de Dupleix, qui était déjà entré dans la légende. Quant à Bussy, il s'était rendu acquéreur, pour se payer, de la maison de la rue Neuve des Capucines, pour 451.000 livres, ce qui réduisit d'autant sa créance.⁽²⁾ Le noir Ramalingua, de son côté, avait au bout de huit années (4 septembre 1773) obtenu du Conseil supérieur de la Compagnie, de n'être obligé de payer ses créanciers qu'après la liquidation définitive de ses comptes avec la Compagnie. Il était ruiné et n'avait gagné, à servir la France, que le droit de porter la grande canne à pomme d'or, insigne, paraît-il, recherché et rare !⁽³⁾

La Compagnie des Indes, qui avait semblé retrouver un nouveau souffle grâce à l'intervention de Necker, était retombée dans les mêmes difficultés en 1767. Duval d'Eprémesnil, alors avocat du Roi au Châtelet, lors d'une assemblée générale tenue le 31 août 1768, demanda vainement au Contrôleur général

(1) Cf. Martineau (Alfred), Les dernières années de Dupleix, ses dettes. Son procès avec la Compagnie des Indes, p. 178-179.

(2) Cf. ibid., p. 165.

(3) Cf. Maurice Maindron, Dans l'Inde du Sud, t. I, p. 153.

L'Averdy⁽¹⁾, des explications sur la gestion des administrateurs. L'Averdy n'eut pas à répondre, car dans le mois suivant il fut remplacé par Maynon d'Invaux, ancien intendant, le 27 septembre. Il n'y avait plus que la ressource de trouver de l'argent par un emprunt de 18 millions. Pendant des semaines, des mois, on rechercha ainsi des moyens de fortune : transformation en établissement d'escompte, emprunts, loterie, etc... Tout fut essayé sans succès. Après un examen complet et précis de la situation, l'abbé Morellet rédigea alors son "Mémoire sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes", et ses conclusions furent adoptées.

L'abbé Morellet démontrait avec lucidité :

- 1°) Qu'il n'était pas de l'intérêt des actionnaires de conserver leur privilège exclusif, parce que le capital du commerce de la Compagnie et son revenu libre avaient toujours diminué. Il confirmait que la forme même des bilans avait été vicieuse, en ce qu'on y présentait des fonds morts comme capital de commerce, et qu'on n'en avait jamais soustrait le capital des rentes viagères.
- 2°) Que les actionnaires étaient dans l'impossibilité de faire de nouveaux emprunts, n'ayant plus de crédit ou obligés d'offrir de payer des intérêts exorbitants.
- 3°) Que le privilège de la Compagnie était inutile à l'Etat, parce qu'une entreprise de commerce qui ne se soutient pas par elle-même doit être abandonnée.

(1) "Quoique son esprit ne fût pas plus délié que sa figure, il n'était pas sans mérite et sans connaissances : un travail opiniâtre et une réputation d'intégrité lui avaient acquis un grand ascendant dans ce qu'on appelait alors la cohue des enquêtes". (Cf. Georgel, Mémoires, I, p. 71).

L'ancien Régime commençait déjà à déposer son bilan. Necker, devant l'assemblée générale des actionnaires, réunis hâtivement le 8 août, avait prononcé un discours, véritable "morceau de bravoure" : "C'est cette Compagnie", s'était écrié Necker, "qu'on juge inutile, qui a formé tous les établissements "de l'Inde : c'est elle qui a changé deux îles incultes et "désertes en deux îles commerçantes et cultivées : c'est elle "qui avait élevé la ville de Pondichéry et ces établissements "florissants qui excitaient l'envie de toutes les nations avant "la dernière guerre : c'est cette Compagnie qui a, pour ainsi "dire, créé la ville de Lorient : c'est cette même Compagnie, "qui depuis la paix a relevé les établissements de la nation "détruits par la guerre : c'est cette même Compagnie qui, depuis "1764, a liquidé soixante millions de dettes contractées par "Sa Majesté dans les Indes : c'est cette même Compagnie qui "nourrit aujourd'hui quatre mille matelots, qui emploie un "nombre infini de commis et de serviteurs, tant en Europe qu'aux "Indes, qui occupe des manufactures de toute espèce, etc., etc.," Dans cette sorte d'oraison funèbre, il sauvait l'honneur du médecin qui n'avait pu guérir le malade. Necker défenseur de la Compagnie, s'était placé très adroitement dans la grande ombre de son fondateur, Colbert, mais la mort de la Compagnie était décidée.

Le ministère n'avait laissé que huit jours à la Compagnie pour répondre au mémoire de l'abbé Morellet. Avant d'enregistrer

l'arrêt qui fut rendu le 13 août 1769 pour la suspension des privilèges de la Compagnie, le Parlement consulta les administrateurs de la Compagnie et les députés des principales villes du commerce du royaume. Il ne s'opposait pas en principe à cette suspension, mais souhaitait en voir modifier la forme.

Cette suspension ne fut effective qu'en 1770 après l'arrêt du 17 février. Le Roi passait un contrat d'un million deux cent mille livres de rente au principal de trente millions au profit de la Compagnie des Indes, pour se libérer des sommes qu'il lui devait. La Compagnie pourrait lancer une loterie dont le fonds serait de douze millions et dont les produits devaient servir au paiement des dettes. Par arrêt du Conseil du 8 avril 1770, le Roi accepta la cession de tous les biens et droits appartenant à la Compagnie, et se rendit ainsi propriétaire de tous les immeubles réels ou fictifs, de tous les meubles, les effets, les marchandises et fonds de commerce de toutes les créances, et généralement de toutes les propriétés de la Compagnie des Indes, à l'exception seulement du capital hypothéqué pour les actions.

Par le même arrêt du 13 août 1769, le Roi avait autorisé tous ses sujets à négocier librement dans les différentes parties de l'Inde, la Chine et dans les mers au delà du Cap de Bonne-Espérance, à la charge seulement que les armateurs et capitaines seraient tenus de se conformer aux règlements particuliers que le Roi jugerait convenables pour l'exercice

de ce commerce. Les réglemens furent établis par arrêt du 6 septembre 1769.

Ainsi disparaissait la Compagnie des Indes, qui avait été un état dans l'Etat, et dont la conception autant que l'activité s'étaient soldées par un échec. On pouvait croire que c'en était fini pour les privilèges des Compagnies : cependant en 1783, le Roi craignant, après les guerres de l'indépendance américaine à la France, la pénurie des marchandises en provenance de l'Inde et de la Chine, accorda un privilège au sieur Grandclosmele par arrêt du 2 février. C'était un premier pas. Deux ans plus tard une nouvelle Compagnie des Indes, constituée et réglementée par un arrêt du Conseil du 14 avril 1785, devait renaître. Les gouvernements n'ont pas de mémoire et, surtout, ils résistent mal à la pression de ceux que la fortune d'un Bussy et de quelques autres faisait rêver.

DEUXIEME PARTIE

UN EXTRAORDINAIRE COMBAT JUDICIAIRE

-:-

Le malheur étant d'avoir
perdu l'estime publique, le bonheur
sera de la reconquérir avec une
solennité plus grande, s'il est possible,
que celle de la flétrissure ou de
l'infamie. Je voudrais qu'on fit
de la réhabilitation des accusés,
un jour de fête ou de triomphe...

Fastoret

- C H A P I T R E I -

-:-

IL RESTAIT AU COMTE DE LALLY, UN FILS...

-:-

Il peut être des lois, qui empêchent un fils de succéder à son père, mais s'il en était une qui empêchât un fils de venger son père, elle ne mériterait pas le nom de loi, ou les hommes qui l'adopteraient ne mériteraient pas le nom d'hommes.

Lally Tolendal

Mémoire au Conseil - t. I, p. 17

Il ne faut que le soupir d'un innocent pour remuer le monde entier.

Saint Lambert

Eh ! quoi, parce que vous ne permettez pas aux citoyens de voir sur quel acte vous décidez de la vie des hommes, parce que vous cachez dans l'ombre les motifs de vos arrêts, il faudrait les respecter comme des oracles.

Condorcet à d'Eprémèsnil

La condamnation du comte de Lally aurait été un simple fait divers de l'histoire et la page aurait été tournée, s'il n'avait pas laissé un fils. Au moment de l'exécution de son père, ce n'était encore qu'un adolescent de quinze ans. Sa filiation semblait des plus imprécises⁽¹⁾. Fils d'une demoiselle Félicité Crafton et d'un sieur "de Tolendal", autant dire qu'il était né de père et de mère inconnus ! Elevé chez une dame Platel, demeurant rue Saint-Honoré, il avait ignoré jusqu'à la mort de Lally que celui-ci était son père. Ce dernier ne lui avait rendu qu'une fois visite, sans d'ailleurs se faire connaître.

Le comte de Lally ne s'était cependant pas désintéressé entièrement de son fils. A Madras, lorsqu'il était prisonnier des Anglais, il avait eu quelques lignes pour lui dans son testament : "Je donne et lègue, écrivait-il, à mon fils naturel, "nommé Trophime, deux mille livres de rente viagère et je charge "mes exécuteurs testamentaires de lui assurer cette rente, sur "le plus clair et le plus liquide de mon bien ; ils s'adresseront "au sieur Platel, marchand de drap, rue Saint-Honoré, pour avoir "connaissance de cet enfant".

Il avait confirmé cette disposition le 31 décembre 1761 en versant entre les mains du sieur Micault d'Harvelay, la somme de six mille livres, pour faire constituer une rente de huit cents livres sur deux têtes, savoir, la sienne et celle de Trophime qui n'en devrait jouir qu'après son décès. Mais dans la quittance de finance Trophime n'était pas désigné comme

(1) Arch. Nat., Papiers de Duval d'Eprémesnil, cote 158 AP, carton 8, doss. 5 et plus spécialement : "Mémoire à consulter pour Hélène-Elisabeth O'flyn, comtesse de la Heuse, appelante d'une sentence du Châtelet de Paris du 26 juillet 1777". Cf. supra p. 12.

son fils, pas plus que dans le contrat de constitution reçu le 14 septembre 1762, en l'étude de Me Sauvage, Notaire. On est en droit de s'étonner malgré tout, que Lally se soit contenté d'assurer après son décès, une rente viagère bien modeste, à l'héritier unique d'une fortune aussi considérable que l'était alors la sienne.

Voilà les documents dont le jeune Gérard Trophime disposait pour justifier de sa filiation ! Il pouvait donc soutenir avec vraisemblance qu'il était le fils de Lally, mais il n'en demeurait pas moins un "bâtard", incapable juridiquement de venir à la succession de son père et encore plus d'agir en justice au nom de sa "Mémoire"⁽¹⁾. Aussi, Gérard Trophime, avant de combattre pour "son père" chercha-t-il d'abord à sortir de l'incapacité paralysante de sa "bâtardise", pour se donner une "légitimité".

Que prétendra-t-il ? Roman ou réalité ? En 1761, pendant son court passage à Londres, alors que Lally était prisonnier, il aurait épousé cette Félicité Crafton, et ce mariage, postérieur de dix ans à sa naissance, avait fait du "Trophime bâtard", un "Trophime légitime". Quelle preuve apportait-il de cette union ? Il faisait circuler des copies du contrat de mariage qui serait alors intervenu. Jamais il n'en put présenter l'original, car "la justice punit les faussaires". Mais cela ne suffisait sans doute pas. Avant son exécution, le comte de Lally aurait fait un second testament⁽²⁾, dont les termes

(1) Cf. supra p. 12

(2) Cf. supra note p. 316

servaient tellement bien le jeune Trophime, qu'il était difficile de ne pas imaginer qu'il avait été rédigé pour les besoins de sa cause. En voici la teneur :

"Jugé et condamné, innocent, je déclare que Trophime "Gérard de Lally-Tolendal est mon fils légitime... que j'ai "épousé à Londres en 1761 sa mère, morte en 1762. Comme l'ini- "quité monstrueuse sous laquelle je succombe, m'a seule empêché "de faire connaître son état en France, j'espère que ce billet "joint à mon contrat de mariage et à mon codicille, qu'il aura "un jour, le prouvera décidément et qu'il n'y aura pas deux "victimes. La crainte de le perdre m'empêche de parler aujourd' "hui : je lui recommande ma mémoire et je meurs sans reproche.
signé : Lally".

De tels actes paraissaient évidemment suspects⁽¹⁾. D'abord tous les amis de Lally avaient ignoré cet étonnant mariage en 1761, en Angleterre⁽²⁾. Le prétendu testament ensuite était encore plus surprenant : Lally l'aurait écrit après avoir "connu" sa condamnation. On sait ce qui s'était passé alors : la tentative de suicide, les liens dont on l'avait enserré, plus spécialement ses mains ligotées. Comment aurait-il pu écrire ce testament, en le dissimulant à tous ceux qui ne le quittaient pas des yeux ? ... Enfin, on savait que dès sa rentrée en France, le comte de Lally avait voulu se marier avec Mary Dillon, sa cousine issue de germains et que le mariage n'avait échoué que parce qu'on n'avait pu s'accorder sur la dot. Il est vrai que

(1) Les actes furent déposés en originaux chez Me Guespéreau, Notaire à Paris, rue de la Harpe ; c'est du moins ce qu'affirma le fils de Lally.

(2) Cet argument n'aurait qu'une relative portée, s'il s'agissait, en effet, d'une régularisation.

le jeune Trophime prétendit que c'était là une feinte de son père pour cacher son mariage anglais. A cela s'ajoutait la contradiction entre les termes des constitutions de rente, documents certains et contrôlables, et ces actes passés sous le manteau. Il semblerait donc bien que Trophime-Gérard s'était constitué de toutes pièces une filiation d'enfant légitime indispensable s'il voulait pouvoir faire état de sa filiation⁽¹⁾.

En résumé, il apparaît que Gérard-Trophime était un enfant naturel dont le mariage subséquent de ses parents demeure hypothétique, d'autant plus que la dite Félicité Crafton serait morte très rapidement après ce mariage clandestin. La prétendue régularisation à Londres, aurait reposé sur un faux fabriqué par un prêtre catholique, sans doute à la demande des Dillon : ces derniers auraient été heureux de soutenir de leur crédit ce jeune homme présentant bien, qui manifestait la noble ambition de rendre à son père "l'honneur". Après tout, pouvait-on penser, si ces actes n'étaient pas vrais, ils auraient mérité de l'être. Tout cela se murmurait : dans un monde où le divorce n'existait pas, la chose n'était pas rare et les bâtards, qui faisaient surface, bénéficiaient d'une sympathie complaisante. Il a fallu le conformisme "bourgeois" pour les marquer d'une tache de honte.

Trophime-Gérard a vraiment créé son personnage, il a été au XVIIIème siècle "the self made man". Comment avait-il gravi les premiers

(1) (2) Voir p. 344 bis.

(1) Cf. supra p. 12

(2) Dans le Mémoire produit au Conseil d'Etat du Roi, Trophime Gérard est particulièrement discret sur sa naissance : "Condamné, pendant mes premières années, lit-on à la page 7, à m'ignorer moi-même, jusqu'à l'instant fixé par la prudence de mes parents, à peine sorti de la plus tendre enfance, je désirais. Je cherchais, j'appelais les auteurs de mes jours, tandis que ma mère expirait dans une terre étrangère (à Londres) et que mon père était jeté dans une prison cruelle".

échelons ? Elève au collège d'Harcourt, il était encore sur les bancs de l'école quand lui fut révélé le nom de son père, en même temps que son déshonorant supplice.

"Je n'ai appris le nom de ma mère que plus de quatre ans après l'avoir perdue ; le nom de mon père, qu'un seul jour avant de le perdre ; j'ai couru pour lui porter mon premier hommage et mon éternel adieu, pour lui faire entendre au moins la voix d'un fils parmi les cris de ses bourreaux, pour l'embrasser du moins sur l'échafaud où il allait périr... J'ai couru, vainement... on avait hâté l'instant. Je n'ai plus trouvé mon père ; je n'ai vu que la trace de son sang". (1)

On imagine le front lourd de cet enfant de quinze ans qui, revenu au collège d'Harcourt, avait dû cacher son chagrin et sa honte, dans ce milieu de jeunes nobles où il avait été placé par sa cousine, Mary Dillon. Vivant dans le souvenir de Lally, cette dernière, sa fiancée de quelques jours, ne s'était jamais mariée et elle servit de mère au jeune Trophime. "Grande et bien faite, quoiqu'un peu maigre, elle avait un joli teint, un visage charmant sur lequel était peinte la douceur de son âme, comme elle l'était dans le son de sa voix"(2). A l'arrière plan du procès Lally, sa silhouette un peu voilée apparaît en demi-teinte dans le halo discret qui entoure les âmes pures.

C'était déjà un "Trophime" assoiffé de justice, qui adressait à son professeur Mauduit une pièce de vers latins sur le procès de Jean Calas, où il associait le nom de son père au sort malheureux de ce dernier. A ce moment-là il se nommait Valcourt ou de Vallecourt ; mais on ne cachait pas que sa naissance était entourée de mystère et qu'il était l'objet de hautes protections.

- (1) Mémoire produit au Conseil d'Etat du Roi - p. 7
La marquise de la Tour du Pin donne une version de la révélation de sa filiation, un peu différente ; Journal d'une Femme de Cinquante ans, t. I, p. 168, 169.
- (2) Besenval, Mémoires, t. II, p. 43.

Il est remarquable de constater que le procès qui devait le plus secouer les institutions judiciaires de l'Ancien Régime, fut provoqué et soutenu par un enfant adultérin, que la législation d'alors plaçait au ban de la Société. Selon l'ordonnance royale du 26 novembre 1639, les enfants qui naissaient hors mariage et qui étaient tenus "secrets" par les époux durant leur vie, étaient "reconnus" incapables de toute succession, aussi bien que leur postérité. Il fallait donc tout l'artifice des moeurs de l'époque pour rendre sa place au bâtard. L'enfant adultérin était ainsi un "hors la loi", et c'est justement parce qu'il en était un que le fils de Lally employa "tous les moyens" pour réussir dans l'étonnante aventure judiciaire où il s'engagea. Les moeurs de l'époque condamnaient cette législation rigoureuse, et le jeune Lally put ainsi profiter d'un climat social favorable⁽¹⁾. Les grands procès qui ont marqué l'évolution judiciaire de notre pays, ont été toujours des conséquences plutôt que des causes.

Au lendemain de l'exécution de Lally, Mary Dillon, répondant aux volontés du condamné, était allé porter au Roi, la cassette contenant les diamants et les papiers du supplicié. Louis XV, égoïste, ne manquait pas de sensibilité : la mort de Lally pesa sur son coeur, dans les années qui suivirent, comme un remords. Il pleurait "le pauvre Lally", disant qu'il avait été trompé et qu'il n'était pas responsable de son supplice. Aussi, dans un souci de compensation, qui était dans

(1) Cf. Maximilien de Robespierre, Mémoire sur les droits et l'état des bâtards, présenté à l'Académie de Metz. Discours prononcé à l'Académie d'Arras le 27 avril 1786, publié par l'Académie d'Arras. 1971.

son caractère (il aimait recevoir l'absolution pour des faiblesses qu'il perpétuait), il s'était intéressé à l'enfant et s'était ouvert de ses intentions à M. de Mouchy. Il avait chargé plus spécialement le prince de Beauveau de s'en occuper. Lorsque Trophime approcha de sa majorité, le Roi écrivit à Mary Dillon pour que soit "dissipée" l'obscurité de sa naissance. De son côté, Mme de Maulde,⁽¹⁾ par l'intermédiaire de Mme de Langeac, s'entremet auprès du ministre de la Vrillière pour constituer au jeune homme un état civil régulier.

Le 13 juin 1772, ce fut chose faite : Louis XV signa des lettres patentes autorisant Trophime-Gérard à prendre le titre irlandais de Tolendal, utilisé par son père dans l'acte de baptême du 5 mars 1751 : en même temps il lui octroyait un secours de quarante mille livres. Il le fit placer à son service et bientôt le jeune comte de Tolendal fut nanti d'un brevet de capitaine de cuirassiers. Après la mort du "bien-aimé" en 1774, son crédit à la Cour devint plus grand encore. Grâce à la femme d'Arthur Dillon, il était arrivé jusqu'à Marie-Antoinette, qui ne cachait pas son goût pour "la jolie Madame Dillon". La reine fut séduite par ce "chérubin" dont les malheurs avaient un si charmant visage : car le jeune comte de Tolendal était beau. Il portait admirablement l'habit bleu et le manteau blanc de son régiment. Cet enfant de l'amour, ce petit bâtard, dont la naissance avait un parfum de péché, devint "le cher petit martyr" de la reine. Le jeune Lally avait en effet le "don des

(1) L'attachement manifesté par Madame de Maulde au jeune Trophime expliqua, sans doute, les bruits d'une filiation adultérine que le nom de Félicité Crafton aurait dissimulé - Cf. Supra p. 12

larmes". Sa voix un peu sourde à laquelle il savait donner un ton d'émotion contenue ajoutait à chacune de ses paroles la note juste d'une sensibilité communicative. Il commença ainsi à gagner son procès dans le coeur des femmes : il y réussit, car il joignait à des qualités "féminines" une "attachante" présence masculine.

Sa naissance illégitime, loin de le desservir, était un attrait supplémentaire. Le XVIIIème siècle a rêvé sur les problèmes que posaient les filiations adultérines et naturelles. C'est le thème du Cléveland de l'abbé Prévost, du Candide de Voltaire, et du Fils Naturel de Diderot. Mélac fils, dans une réplique célèbre des Deux Amis de Beaumarchais, ne prétendait-il pas que les enfants nés hors mariage ont une supériorité ? "La faute de leurs parents leur ôte-t-elle une qualité ? Au contraire, il semble que la nature se plaise à les dédommager "de nos cruels préjugés par un mérite essentiel". Le jeune Lally se gardera bien de se présenter comme un "asocial", un révolté. Au contraire, il s'efforcera de démontrer sa réussite en s'intégrant parmi les privilégiés. Ce sera la morale du théâtre de Beaumarchais, et le jeune Lally en sera l'exemple vivant. Son écriture que nous avons pu analyser, révèle par son graphisme naturel et spontané le caractère d'un homme ouvert, plein de droiture et de courage. Il semble avoir hérité de son père un tempérament le portant à des excès, sans en avoir la violence. Lutteur acharné, partisan jusqu'au fanatisme,

il n'en demeurait pas moins réaliste. Intelligent, passionné, d'une rare culture, sensible à la beauté, tel apparaît également Gérard Trophime dans sa correspondance. Sa générosité qui était certaine, en faisait le défenseur naturel des causes nobles et justes, sans lui faire cependant oublier ses intérêts : pour tout dire de lui, il était riche d'une exceptionnelle chaleur humaine.

Parmi toutes ces jeunes femmes désœuvrées, folles de lectures et passionnées, l'une d'elles avait été séduite dès qu'elle avait rencontré le jeune Lally dans les salons du prince de Beauvau. Etiennette (Adélaïde-Félicité) de Monconseil,

princesse d'Hénin⁽¹⁾ devait devenir la femme de sa vie. Elle domina, dirigea son existence et fut l'âme de ce combat judiciaire extraordinaire qu'il livra. Née le 9 avril 1750, elle était la seconde fille du marquis de Monconseil, le célèbre colonel du Royal-Biribi⁽²⁾. Pour mère, elle avait la belle Cécile Thérèse Rioult de Cursey, aussi intrigante que femme d'esprit, proche parente de cette marquise de Prie qui "roulait les amants avec les affaires". Etienne, dont la beauté, si l'on en croyait Grimm, méritait d'être célébrée par les poètes,⁽³⁾ avait épousé à 16 ans, le 29 septembre 1766, le prince d'Hénin, malingre et petit, qui en avait 22. Ainsi s'était alliée pour le monde une grande fortune à un beau nom ; pour mieux dire une fille "riche, jolie et passablement gâtée" avait été livrée à "un fils de famille libertin, faible pour lui-même, débauché peut-être par fanfaronnade".

La jeune princesse d'Hénin, très coquette, souhaitait être de toutes les réceptions. Mme de Mirepoix, sa tante, avait donné en son honneur, un grand bal à l'hôtel de Brancas, le 23 janvier 1767. Dans la soirée un scandale se produisit. Mme de Stainville, qui avait été de toutes les répétitions, devait figurer avec le prince d'Hénin dans les danses. Vers trois heures du matin, alors que la fête battait son plein, M. de Stainville que l'on n'attendait pas, le croyant dans une lointaine garnison de province, se montra. Prévenu d'une liaison

- (1) Eugène Welvert, "La princesse d'Hénin. Histoire d'une grande dame du temps passé" : Revue de l'Histoire de Versailles et de Seine-et-Oise, 1923 - 1924.
- (2) Il avait gagné tellement d'argent au jeu alors à la mode de Biribi, qu'il avait pu s'acheter en même temps, un domaine de 180.000 livres et un régiment qui lui en avait coûté 40.000.
- (3) Correspondance littéraire, t. VII, p. 137.

de sa femme avec l'acteur Clairval, il la fit sortir et monter dans une chaise qui stationnait dans la rue, puis il la mena à Nancy au couvent de la Visitation, où elle devait rester jusqu'à la fin de ses jours. L'esclandre du duc de Stainville révolutionna la jeune Mme de Hénin et lui provoqua un "herpès miliaire", qui lui couvrit le visage de "petites vésicules de la grosseur d'un grain de mil ; elle eut ainsi le teint gâté pour la vie".⁽¹⁾

On peut imaginer quel fut le désespoir de la princesse qui venait de se marier et qui était entourée d'adorateurs. Le prince de Hénin, qui ne lui était attaché que par les liens tenus de son contrat de mariage, était retourné aux individus douteux et aux courtisanes qu'il fréquentait auparavant. Amant de Sophie Arnoult et ensuite de Mlle Raucourt, il fit des folies pour cette dernière, dont les exigences, à tous points de vue, n'étaient jamais assouvies. On connaît le quatrain qui circulait dans les boudoirs et qui valut à Champcenetz auquel on l'attribuait, un duel et dix ans d'exil dont six dans un château-fort :

Depuis qu'auprès de ta catin
Tu fais un rôle des plus minces
Tu n'es plus le prince d'Hénin (des nains)
Mais seulement le Nain des princes... (2)

La Raucourt roulait carrosse aux armes du prince, avec des domestiques vêtus de sa livrée. Etiennette en prit vite son parti. Si son mari l'abandonnait, le chevalier de Coigny, qui

(1) Eug. Welvert, ibid., p. 130.

(2) Mémoires de Bachaumont, t. II, p. 342.

- (1) Peine de l'authentique (Muyart de Vouglans, Lois Criminelles, p. 72), empruntée au Droit Romain. "La femme adultère était enfermée dans un cloître et ses biens dévolus à son mari".
- (2) Eug. Welvert, ibid., p. 130.
- (3) Sur la Raucourt, cf. J. et E. de Goncourt, La Femme au XVIIIème siècle, Paris, Charpentier, 1880 - Jean de Reuilly, La Raucourt et ses amies, Paris, H. Daragon, 1909. Le prince d'Hénin qui du service d'Arnoult passa à celui de Raucourt ne fut pas ingrat avec la première. Il avait constitué une rente sur sa tête de 2.000 livres à prendre sur ses terres dans le Brabant autrichien. Le prince d'Hénin avait une réputation d'ennuyeux telle que le comte de Lauragais demanda sérieusement à la Faculté si l'on pouvait périr d'ennui. Cela lui avait valu un duel avec d'Hénin, qui se vengea en quittant Arnoult pour Raucourt. Il resta toute sa vie fidèle à cette dernière : Plutôt ami qu'amant, il demeura même chez elle, rue Royale, n° 6. Il ferma les yeux sur les multiples escapades de sa grande amie. "Ce nain des princes" vivait dans "l'aura" de son libertinage (cf. à l'exposition du Théâtre, organisée en 1908 au musée des Arts décoratifs - n° 1032 ab. manuscrit autographe et entièrement inédit des pièces libres jouées par Sophie Arnoult et Mlle Raucourt chez le prince d'Hénin (4 vol.), coll. de Pierre Louys).
- (4) Mémoires de Bachaumont, t. II, p. 342.

lui avait manifesté de tendres sentiments, continuait ses assiduités auprès d'elle et lui rendit confiance en elle-même⁽¹⁾.

La princesse d'Hénin avait de très beaux cheveux, des yeux charmants, des dents de perle, une taille superbe et un air supérieurement noble, nous dit Mme de la Tour du Pin⁽²⁾ qui l'a connue vingt ans après, lorsqu'elle devint sa nièce. Mme de Genlis, qui ne passait pas pour bienveillante, lui reconnaissait un visage aimable et lui accordait de l'esprit, mais à l'en croire, elle était

"du nombre assez grand alors, de ces personnes qui, dans le monde ne causent que tout bas, seulement avec leurs amis, à table où elles les font placer près d'elles et hors de table, dans l'embrasure des fenêtres, se persuadant qu'elles ne peuvent être véritablement appréciées que dans le petit cercle de leurs intimes"⁽³⁾.

D'après la vicomtesse de Noailles, qui avait passé une partie de sa jeunesse avec la princesse de Hénin,

"c'était une personne toute de mouvement : je n'ai jamais rien vu de si vif ; quand la dispute s'échauffait entre elle et mes parents, je ne pouvais m'empêcher de trembler pour eux ; les cris, les interruptions, les démentis, les sorties furibondes en brisant les portes, tout faisait croire qu'ils ne se reverraient de leur vie. Il est vrai que le moment d'après on riait de soi et des autres, et on ne s'en aimait que mieux. Elle resta toute sa vie volontaire, impétueuse, irascible mais avec tout cela si bonne, si généreuse, si dévouée à ses amis, aux plus nobles sentiments et puis, si spirituelle et, par suite de son extrême naturel, si parfaitement originale, qu'elle excitait constamment l'affection, l'admiration et en même temps la gaîté"⁽⁴⁾.

Belle, à la mode, ayant un tempérament d'amoureuse, elle était femme à engouements et s'éprit du comte de Tolendal, d'un an plus jeune qu'elle. Ardente, elle se mit au service de la

(1) Voir p. 351 bis.

(2) " " "

(3) " " "

(4) " " "

(5) " " "

- (1) Après son "herpès militaire", tous les admirateurs de la princesse Hénin avaient été effarouchés, sans excepter le chevalier de Coigny. Seul M. de Lisle, capitaine de dragons, en avait profité pour pousser sa pointe, en faisant sa déclaration dans une fable intitulée "La Rose et l'Etourneau", où on lisait :

"L'Etourneau ne délogea pas
Calmez, lui dit-il, vos alarmes ;
Si mon coeur suffit à vos vœux,
Il vous reste bien plus de charmes
Qu'il n'en faut pour me rendre heureux.
Sans faire une épreuve nouvelle,
L'Amour, étonné du succès,
A la fleur rendit ses attraits
Et l'oiseau seul fut aimé d'elle".

(Mémoires de Bachaumont, t. II, p. 46,47).

- (2) Mémoires d'une Femme de Cinquante Ans, t. I, p. 135.
(3) Mémoires, t. I, p. 381.
(4) Vie de la princesse de Poix, née Beauvau, Paris, Lahure, 1855.
(Cf. Sainte Beuve, "La Marquise de Créqui", Causeries du Lundi, t. XII, p. 486).
(5) La princesse d'Hénin fut éclaboussée par les moeurs de son mari, on suspecta d'autres sentiments l'amitié qui unissait les princesses de Poix, de Chalais, d'Hénin et de Bouillon. La princesse d'Hénin manifestait des élans passionnés pour Madame de Foix qu'elle ne pouvait quitter un jour seulement. (Cf : Récit d'une Tante - Mémoires de Mme la Comtesse de la Tour du Pin t. III p. 4 et 5). La calomnie ne l'épargna pas. Voici les vers qui couraient sur elle :

Avec grande noblesse
Une femme arriva,
Elle fendit la presse
Et chacun se rangea,
Cette dame, Messieurs,
En valait bien la peine.
C'était la princesse d'Henin
Comme elle est tribade et putain
On la prit pour la Reine.

(Cf. Maurice Tourneux - Journal intime de l'abbé Hurlot - 1777-1782 - Paris 1901 p. 111)

cause qu'il défendait. N'était-il pas merveilleux de pouvoir, en sortant des bras d'un amant, comploter pour lui, préparer un discours, relire un mémoire, le corriger et de vivre sa vie de grande dame, en combattant pour le progrès et la justice ? Incapables de fidélité autant l'un que l'autre, leur liaison fut cimentée par l'affaire Lally.

Soutenu par Mme d'Hénin qui l'aidait de toutes ses relations, par la Cour et même par l'ex-chancelier Maupeou⁽¹⁾ qui, disgracié, avait changé de camp et lui avait ouvert sa maison, le jeune Lally frappa à la porte du "magister" suprême des causes désespérées, de celui qui jouait en Europe un rôle courageux de redresseur de torts : Voltaire. Le fils de Lally fut sans doute le premier à pleinement comprendre ce qu'on pouvait tirer de l'opinion publique, pour influencer la justice. Il y a une mise en condition du juge par une campagne de presse bien orchestrée. Indiscutablement, le comte de Tolendal fut en cette matière un précurseur et il mena son action d'intoxication par la publicité de main de maître. (2)

Dans son Traité de la Tolérance, en 1763, Voltaire avait "plaidé" déjà pour la famille Calas. Il était venu également au secours de la famille Sirven. Après cinq ans d'efforts, en 1769, Sirven pouvait rentrer en France avec les siens mais, entre temps, sa femme était morte de chagrin. Puis après, il y avait eu l'affaire Montbailly et surtout le scandaleux procès

(1) Au moment de la Cassation, Maupeou et ses amis défendirent cependant l'arrêt du Parlement de Paris. Entre soutenir une intrigue et consacrer une injustice, il est toujours difficile de faire le pas. Cf. Mémoires secrets de Bachaumont, 23 août 1774.

(2) Cf : infra IIème vol. Appendice p. IX

du chevalier de la Barre... 1766, 9 mai : supplice de Lally -
5 juin : supplice du chevalier de la Barre.

En août 1766, Voltaire avait publié son commentaire sur le Traité des Délits et des peines de Beccaria, que venait de traduire l'abbé Morellet. Il était encore sous l'émotion de l'exécution du chevalier de la Barre, dont il ne pouvait s'empêcher de parler. Le commentaire devait propager les idées du sociologue italien. Passant comme l'oeuvre "d'un avocat de Besançon, ami intime de l'humanité", le commentaire fut épuisé en quelques semaines et une seconde édition augmentée sortit le 1er décembre 1766. La Cour de Rome allait consacrer son immense succès en le condamnant par décret du 19 juillet 1768. Ce commentaire dénonçait toute la législation pénale de l'Ancien Régime et présentait pour la première fois, les idées chères à Voltaire dans un exposé systématique.

En 1768 seulement Voltaire avait commencé à s'intéresser officiellement au procès de Lally, en consacrant le chapitre XXXIV du Siècle de Louis XV aux Français malheureux dans les quatre parties du monde : désastre du gouvernement Duplex ; supplice du général de Lally. Sans prendre parti, il considérait qu'il n'y avait eu ni trahison... ni péculat, mais des duretés, des abus de pouvoir, des oppressions... Il ne cachait pas au surplus sa pitié... sans aller jusqu'à le déclarer innocent :

"pour cet Irlandais chassé de sa patrie avec la famille de son
"Roi, commandant à six mille lieues des troupes françaises,
"dans une guerre de marchands, sur des rivages inconnus aux
"Alexandre, aux Gengis et aux Tamerlan, mourait du dernier

"supplice sur le bord de la Seine, pour avoir été pris par les "Anglais dans le golfe du Gange".

Ainsi un revirement d'opinion s'amorça : le bâillon de Lally lui attirait "plus de compassion que son supplice"⁽¹⁾.

L'année suivante, en 1769, Voltaire publia sous le nom de l'abbé Big⁽²⁾ l'histoire du Parlement de Paris. Le succès du livre fut très grand ; mais Voltaire, prudent, se méfiait et s'était refusé à son habitude d'en reconnaître la paternité. S'il n'évoquait pas l'affaire du chevalier de la Barre ni celle de Lally, alors qu'il s'en prenait violemment aux Jésuites en rappelant la banqueroute des Pères Sacy et la Valette, c'était sans doute, pour rendre moins facile l'identification de l'auteur.

En 1771 Voltaire était allé plus loin dans la Méprise d'Arras :

"Il est nécessaire, écrivait-il, de justifier la France de ces "accusations de parricide qui se renouvellent trop souvent et "d'inviter les juges à consulter mieux les lumières de la raison et la voix de la nature. Il serait dur de dire à des magistrats : vous avez à vous reprocher l'erreur et la barbarie ; "mais il est plus dur que les citoyens en soient les victimes" "... Je ne vois de tous côtés, écrivait-il encore, que les "injustices les plus barbares. Calas et le chevalier de la Barre "m'apparaissent quelquefois dans mes rêves. On croit que notre "siècle n'est que ridicule. La Nation passe pour une jolie "troupe de singes, mais parmi ces singes, il y a des tigres et "il y en a toujours eu !"

Voltaire, naturellement, salua de façon dithyrambique la réforme du Parlement par le chancelier Maupeou, avec enthousiasme. Il le félicita de l'heureux succès de ses projets, en

(1) Voltaire, Oeuvres complètes, t. XXI, p. 327, 328.

(2) L'abbé Bigore. En octobre 1770, l'avocat général Séguier, venu à Ferney, avertit Voltaire de ce que quatre conseillers le pressaient continuellement de requérir qu'on brûlât l'Histoire du Parlement et qu'il serait forcé de donner un réquisitoire vers le mois de février 1771. Voltaire déclara alors n'avoir aucune part à cette histoire, qu'il regardait d'ailleurs comme très véridique, ajoutant que s'il était possible qu'une Compagnie eût de la reconnaissance, le Parlement devait des remerciements à l'écrivain qui l'avait extrêmement ménagé.

exaltant leur étendue, leur importance et leur vaste combinaison. Après avoir loué l'éloquence des discours du chancelier et les préambules des Edits, où il trouvait, écrivait-il, "l'élégance de Racine et la sublimité de Corneille", il terminait en déclarant, sans craindre de manier l'hyperbole "que le "cardinal de Fleury avait, par un traité, ajouté la Lorraine "à la France, que M. le duc de Choiseul nous avait conquis la "Corse, mais que M. de Maupeou, supérieur encore à ces deux "grands ministres, rendait au Roi la France entière"⁽¹⁾. Maupeou ne pouvait que plaire à Voltaire par le sens nettement "progressif" (on dirait actuellement progressiste !) de sa réforme et surtout par la manière forte qu'il utilisait pour l'imposer au Parlement, au point que le philosophe oubliait qu'il avait signé les arrêts de Lally et du chevalier de la Barre⁽²⁾.

En 1766, au moment des procès, Voltaire n'était pas intervenu : il avait gardé une réserve prudente ; il aimait s'attaquer aux institutions plutôt qu'aux hommes, sachant se ménager des protections auprès de ceux qui étaient en place. Il paraissait avoir modifié ses premières impressions sur Lally. Lally n'était-il pas devenu ce qu'il abhorrait par dessus tout : "un homme violent qui trouvait le secret de se faire haïr de tout le monde" ?

Voltaire avait en effet connu Lally autrefois, lorsqu'il travaillait chez d'Argenson, sous les yeux de Richelieu, au projet de la descente sur les côtes de l'Angleterre. Actionnaire,

(1) Voir p. 355 bis

(2) " " "

(1) Fidansat de Mairobert, t. I, 15 mai 1771, p. 24.

(2) Voltaire soutint de sa plume Maupeou et on lui attribua un certain nombre de Pamphlets, dont la paternité est d'ailleurs contestable :

Sentiments des six conseils établis par le Roi et de tous les bons citoyens,

Avis important d'un gentilhomme à la noblesse du royaume,

Réponse aux remontrances de la Cour des Aides, par un membre des nouveaux conseils supérieurs,

Lettre à M... Président au Parlement à Rouen, par un membre du Présidial dans le ressort de ce Parlement,

Les peuples aux Parlements.

Voltaire ne protesta que faiblement contre ces attributions ; mais toujours prudent, il se gardait bien d'apparaître au front du combat ; car il protestait en même temps de son attachement pour le duc de Choiseul "auquel il devait tout" et qui demeurait le défenseur des anciens Parlements.

À propos de cet état d'esprit, il convient de citer deux lettres de Frédéric II (Chassaigne - Le Procès du Chevalier de la Barre p. 253) "La scène, qui s'est passée à Abbeville est tragique : mais n'y a-t-il pas de la faute de ceux qui ont été punis ?

Faut-il heurter de front des préjugés que le temps a consacré dans l'esprit des peuples ? Et si l'on veut jouir de la liberté de penser, faut-il insulter à la croyance établie ? ... La discrétion, la décence, surtout le respect que tout citoyen doit aux lois obligent de ne point insulter au culte reçu et d'éviter le scandale et l'insolence ... Socrate n'adorait pas les Deos majores et minores gentium : toutefois il assistait aux sacrifices publics - Gassendi allait à la messe et Newton au prône".

comme tout le monde, de la Compagnie des Indes, le philosophe avait trouvé amère la perte de ses revenus. Le 15 février 1760, il écrivait à d'Argental :

"Nous avons à Pondichéry un Lally, une diable de tête irlandaise, "qui me coûtera tôt ou tard, vingt mille livres tournois annuels, "le plus clair de ma pitance"(1).

Même lésé dans ses intérêts Voltaire conservait cependant son indépendance de jugement.

Au moment du procès de Lally, il écrivait de Ferney le 1er mai 1766, à Florian :

"Avant que vous partiez pour Ornoi, mon cher Monsieur, permettez "que je vous fasse souvenir du factum de M. de Lally, que vous "avez eu la bonté de me promettre. Je suis bien curieux de lire "ce procès : je connais beaucoup l'accusé et je m'intéresse à "tout ce qui se passe dans l'Inde, à cause des brames, mes bons "amis, qui sont les prêtres de la plus ancienne religion qui "soit au monde, mais non pas de la plus raisonnable. Si je pou- "vais, par votre crédit, avoir le mémoire de Lalli et celui des "Sirven, vous seriez ma consolation"(2).

A la nouvelle de l'exécution, le 17 mai 1766, dans une autre lettre à Richelieu, il écrivait :

"Je n'ai encore vu aucun mémoire pour et contre ce pauvre Lalli, "Je le connaissais pour un Irlandais un peu absurde, très vio- "lent et assez intéressé ; mais je serais extrêmement étonné "s'il avait été un traître, comme on le lui reproche. Je suis "persuadé qu'il ne s'est jamais cru coupable, s'il l'avait été, "serait-il revenu en France ? Il y a des destinées bien singu- "lières. Ce globe est couvert de folies et de malheurs de toutes "espèces"(3).

Le 21 mai, Voltaire attendait toujours les mémoires pour et contre Lally⁽⁴⁾ et après avoir lu les principaux "factums" il écrivait dans une lettre à Chabanon du 29 mai⁽⁵⁾ :

"Je viens de lire le sujet de la tragédie du pauvre Lalli ; la "catastrophe ne me paraît annoncée dans aucun des actes. Je vois

(1) Besterman 8757, Correspondance, t. 21, p. 141,

(2) Besterman 12405, t. 61, p. 64,

(3) Besterman 12427, t. 61, p. 90,

(4) Besterman 12431, t. 61, p. 96,

(5) Besterman 12445, t. 61, p. 115.

"bien que ce Lalli s'était fait détester de tous les officiers et de tous les habitants de Pondichéry, mais il n'y a dans tous ces mémoires, ni apparence de concussion, ni apparence de trahison. Il faut qu'il ait eu contre lui des preuves qui ne sont énoncées en aucune manière dans les factums. La pièce sera bientôt oubliée comme les gazettes de la semaine passée..."

Le 2 juin⁽¹⁾ il ajoutera à Damilaville :

"... il me manque pour compléter mon Lalli, la réponse qu'il avait faite aux objections par lesquelles on réfuta son premier mémoire. On dit que cette pièce est très rare. Vous me feriez un grand plaisir de me la faire chercher et de me l'envoyer",

et son opinion paraîtra définitivement acquise quand il écrira au même le 13 juin 1766⁽²⁾ :

"Quant à Lally, je suis bien sûr qu'il n'était pas traître et qu'il était impossible qu'il sauvât Pondichéry. Le Parlement n'a pu le condamner à mort que pour concussion. Il serait donc à désirer qu'on eût spécifié de quelle espèce de concussion il était coupable..."

et le même jour⁽³⁾ à d'Alembert : "Je parierais bien mon petit cou qu'il n'était point traître".

Voltaire s'étonnait surtout de ce jugement du Parlement, dont vainement il recherchait les motifs. Il se méfiait des Parlementaires, et en outre de l'accusateur de Lally, le jésuite Lavalur. Il doutait de l'accusation de concussion, dont aucune preuve n'avait été apportée. Aussi, le 29 juin 1768⁽⁴⁾, il s'ouvrait de ses inquiétudes à Richelieu :

"Je vous supplie si vous pouvez disposer de quelques moments, de vouloir bien me dire ce que vous savez de la fortune qu'a laissée votre malheureux lieutenant général Lally, ou plutôt de la fortune que l'arrêt du Parlement a enlevée à sa famille. J'ai les plus fortes raisons de m'en informer. Je sais seulement qu'outre les frais du procès, l'arrêt prend sur la confiscation cent mille écus pour les pauvres de Pondichéry ; mais on m'assure qu'on ne put trouver cette somme. On me dit, d'un autre côté, qu'on trouva quinze cent mille francs chez son notaire

(1) Besterman 12457, t. 61, p. 126,

(2) Besterman 12468, t. 61, p. 136,

(3) Besterman 12466, t. 61, p. 133, 134,

(4) Besterman 14148, t. 69, p. 218.

"et deux millions chez un banquier, ce dont je doute beaucoup.
"Vous pourriez aisément ordonner à un de vos intendants de
"prendre connaissance de ce fait".

Le bâillon de Lally, pour Voltaire, était le symbole de la procédure secrète du Parlement. Ne parlait-on pas déjà d'un dialogue entre Lally et Socrate, qu'on lui attribuait et qui (1) aurait été imprimé dans les mois qui avaient suivi l'exécution ! Lally mort sans autre fortune que celle qu'il avait avant la campagne des Indes, se lavait par le seul inventaire de ses biens de l'accusation de concussion. Pressentant le mal jugé, Voltaire souffrait littéralement et voyait dans ses rêves La Barre et Lally, qui le suppliaient de réhabiliter leurs mémoires.

Le jeune Lally lui avait adressé, le 6 août 1770, à propos de son "Siècle de Louis XV", un très long mémoire (2).

Il prenait prétexte d'une lettre "qui est adressée (au philosophe) sous la date du 20 avril 1770, dans laquelle on ne garde "aucun ménagement avec vous, vient d'être répandue dans le public. "Et quoique dite imprimée à Amsterdam l'a été probablement à "Paris, où elle se "débitte" chez Marigot le jeune. Il est visible que plusieurs personnes, qui toutes n'ont pas été aux "Indes, ont travaillé à la composition et rédaction de cette pièce. "Elle a révolté tout le monde et surtout la Nation Irlandaise".

Répondant à ce libelle anonyme, le fils de Lally reprenait successivement les principaux griefs faits à son père et après les avoir réfutés concluait :

"Je me flatte qu'elle (la vérité) est entièrement développée "dans la présente lettre. Ce ne sont point des propositions "générales et des justifications vagues que je mets en avant, "ce sont des faits particuliers prouvés par les pièces qu'on "trouve à la suite des mémoires du général Lally, contre la "teneur et la fidélité desquelles rien n'a été objecté".

Voltaire avait par la suite reçu à bras ouverts le fils de Lally

(1) Cf. Grimm, Correspondance littéraire, éd. Tournoux, t. VII, p. 148, 149, 164 - Ce dialogue n'a jamais été retrouvé. (Bengesco t. IV, p. 149).

(2) Cf. V.S. Lublinsky, Lettres à Voltaire, p. 405 - 415.

qui lui communiqua le texte du mémoire qu'il préparait, mais il ne lui avait pas caché qu'en cette matière "on ne devait parler que les preuves à la main". Voltaire savait qu'aucune erreur ne serait passée⁽¹⁾.

Si Voltaire se montrait heureux de pouvoir de nouveau régler son compte au conseiller Pasquier, qui avait attaqué les philosophes lors de l'affaire du chevalier de La Barre, il se refusait cependant de suivre le jeune Lally dans la recherche d'autres responsables de la défaite des Indes. Le 24 mai 1773⁽²⁾ il lui écrivit : "Votre mémoire est de l'éloquence la plus forte et la plus touchante", en lui donnant des conseils :

"Je pense que c'est un devoir indispensable de M. de Saint-Prie(st) de se joindre à vous... (Voltaire est d'ailleurs "assez peu au fait de sa parenté avec le comte de Lally qu'il "croit son oncle !). Je présume que Mme Du Barri vous protège-"rait dans une entreprise si juste et si décente. J'ose croire "encore que M. le Maréchal de Richelieu, que j'ai vu l'ami de "M. de Lally, ne vous abandonnerait pas. Enfin, on peut faire "un mémoire au nom de la famille. Il me semble qu'il faudrait "que ce mémoire fût signé d'un Avocat au Conseil..."

Mais surtout il ajoute :

"qu'il faudra se résoudre à épargner autant qu'on le pourra, "les ennemis qui ont déposé contre leur Général. Ils sont en "grand nombre et on doit songer, ce me semble, plutôt à justi-"fier le condamné qu'à s'emporter contre les accusateurs. Sa "mémoire réhabilitée les couvrira d'opprobre..."

C'était la sagesse même, mais allez expliquer l'intérêt des demi-mesures à un jeune homme emporté par la passion !

Le 30 juillet 1773⁽³⁾, écrivant à Mme du Deffand, Voltaire, après avoir pris connaissance complète du dossier se déclara convaincu et n'hésita plus à proclamer l'innocence du Général :

(1) Voir p. 359 bis

(2) " " "

(3) " " "

- (1) Lettre de Voltaire à M. le chevalier de Lally-Tolendal, 28 avril 1773. "J'avais eu l'honneur, Monsieur, de connaître particulièrement M. de Lally et de travailler avec lui, sous les yeux de M. le maréchal de Richelieu, à une entreprise dans laquelle il déployait tout son zèle pour le Roi de France. Je lus avec attention tous les mémoires qui parurent au temps de sa malheureuse catastrophe. Son innocence me parut "démontrée" : on ne pouvait lui reprocher que son humeur aigrie par tous les contretemps qu'on lui fit essuyer. Il fut persécuté par plusieurs membres de la Compagnie des Indes, et sacrifié par le Parlement".

Même lettre - p. 53. "Pour moi, je m'offre à être votre secrétaire malgré mon âge de quatre-vingts ans, et malgré les suites très douloureuses d'une maladie qui m'a mis au bord du tombeau. Ce sera une consolation pour moi que mon dernier travail soit pour la défense de la vérité.

"Je ne sais s'il est convenable de faire imprimer le manuscrit que vous m'avez envoyé : je doute qu'il puisse servir et je crains qu'il ne puisse nuire. Il ne faut, dans une pareille affaire, que des démonstrations fondées sur les procédures mêmes... De plus, on serait en droit de vous demander des preuves des discours que vous faites tenir à un Président du Parlement, à un avocat général, au rapporteur, à des officiers".

- (2) Besterman 17313, t. 85, p. 106, 107.

- (3) Besterman 17399, t. 85, p. 190.

"Des parents de M. de Lally, qui se trouvent dans une situation très équivoque et très désagréable, se sont imaginé que je pourrais rendre quelques services à sa mémoire. Ils m'ont envoyé leurs papiers : il m'a fallu étudier ce procès énorme, qui a duré trois ans et qui a fini d'une manière si funeste. J'ai trouvé qu'il n'y avait pas plus de preuve contre lui que contre les Calas, et que les assassins du chevalier de la Barre avaient à se reprocher le sang de Lally, tout autant que celui de cet infortuné jeune homme".

Mais habitué aux difficultés des réhabilitations, il n'en conseilla pas moins toujours la prudence.

"Je vous dirai encore", écrivait-il à Marin⁽¹⁾ quelques mois plus tard, le 6 "auguste" 1773, "que jamais je n'attaquerais l'honneur de M. de Bussy, ni d'aucun des officiers qui ont servi dans l'Inde ; ce serait une extravagance atroce et impardonnable, qui ne servirait qu'à rendre la mémoire de M. de Lally odieuse ; et je déclare d'avance que si on veut flétrir la réputation de tous les officiers dans l'histoire de la guerre de l'Inde, que M. de Tolendal dit être prête à paraître, c'est le plus mauvais parti et le plus dangereux que l'on puisse prendre".

Il ne se départira pas de cette position dans ses "Fragmens" :

"Lally força surtout M. de Bussy à lui faire une réponse aussi mortifiante que leurs écrits... Tous les hommes impartiaux virent avec douleur deux braves officiers, tels que MM. de Lally et de Bussy, tous deux d'une valeur éprouvée et qui avaient cent fois prodigué leur vie, affecter de se soupçonner l'un l'autre d'avoir manqué de courage".

M. de Bussy, qui avait acheté le château de Castelnaud et qui se faisait appeler le marquis de Bussy-Castelnaud, était devenu un homme puissant et une action judiciaire avait peu de chance de réussir, si elle était tentée contre lui. Il faut admirer dans Voltaire autant son souci d'information et son courage que sa prudence ! Rien n'est plus difficile que l'oeuvre de justice ; un rien peut la compromettre !

Les Fragmens, sur le général de Lally, sur le procès du

(1) Besterman 17404, t. 85, p. 196.

comte de Morangiès et sur plusieurs autres sujets, parurent en 1773. Voltaire leur donna l'année suivante, une suite, les Nouveaux Fragmens sur l'Inde, qui sortirent en librairie vraisemblablement en janvier 1774⁽¹⁾. Ils rendirent le plus grand service à la cause de Lally, qui n'était plus présenté comme un coupable, mais comme un malheureux. Après leur lecture le comte de Tolendal ne fut cependant qu'à demi satisfait.

"C'est moi⁽²⁾ qui ai fait écrire à Voltaire. Je n'ai pas eu "à m'en louer, il est vrai : il a trompé mes espérances après "les avoir flattées. Ses "Fragmens" sont l'ouvrage d'une âme "faible, qui n'ose pas être vraie tout à fait et qui adule "basement le crime heureux ; mais au moins a-t-il peint toute "l'iniquité du jugement et son injustice touchant le caractère "du malheureux Lally (3), le fera paraître moins partial et "laissera moins supposer que la famille a pu l'animer".

Voltaire avait, à la différence du jeune Lally, qui se croyait déjà le centre du monde, le sens de ce qui intéresserait le public :

"Sachant très bien que le public ne se soucierait pas du tout "aujourd'hui du procès de Lally, que tout s'oublie... et qu'il "faut toujours piquer la curiosité... par quelque chose de nouveau, j'ai fait un petit précis sur les révolutions de l'Inde, "à la fin duquel la catastrophe de Lally s'est trouvée naturellement"⁽⁴⁾.

A ce moment-là, Beaumarchais poussait ses attaques contre le nouveau Parlement du chancelier Maupeou. Mme du Barry régnait sur le coeur du Roi, et la noblesse prenait parti pour un noble sans moralité, le comte de Morangiès, dont la cause, défendue par Voltaire, triompha grâce aux talents d'un jeune avocat courageux, Linguet. Les coups de pioche frappaient dru sur les fondations des institutions de l'Ancien Régime. L'Eglise même

(1) Voir p. 361 bis.

(2) " " "

(3) " " "

(4) " " "

- (1) Mémoires secrets de Bachaumont, 16 janvier 1774,
Voltaire à d'Argental, 31 janvier 1774, Besterman 17684, t. 87,
p. 53.
- A propos de la préparation des "Fragmens sur l'Inde" :
à Marin, 12, 16 juin - 24, 28 juillet 1773, Besterman 17340,
17354, 17395, 17398, t. 85, p. 130, 131, 144, 145, 187, 188,
189, 190,
à Mme Du Deffand, 30 juillet et 10 septembre 1773, Besterman
17399, t. 85, p. 190, 191 et 17454, t. 86, p. 15, 16,
à Condorcet, le 4 août, Besterman 17403, t. 85, p. 194, 195,
à Marmontel, le 9 août, Besterman 17411, t. 85, p. 204, 205,
à Saint-Lambert, le 1er septembre, Besterman, t. 86, p. 1, 2,
à Mme de Saint-Julien, le 9 septembre, Besterman 17452, t. 86
p. 13, 14.
- Il faut signaler que toutes les pièces originales relatives aux
procès de la Barre et de Lally, ayant appartenu à Voltaire
furent achetées par Catherine II en 1778, à Mme Denis et se
trouvaient au Palais de l'Ermitage, à Saint-Petersbourg actuel-
lement, sans doute, à Léninegrad.
- Sur le rôle de Marin dans la rencontre de Lally avec Voltaire -
cf. Lettres à Voltaire publiées par Fernand Caussy - Mercure de
France N° 260 - 16 avril 1908.
- (2) Lettre à Saint-Priest, Bibl. Nat., p. 153.
- (3) Le reproche fait à son père inquiétait profondément le fils de
Lally. Il écrivait ainsi à Marin : "Obtenez de M. de Voltaire
"qu'il ne fasse rien imprimer que Mme de la Heuse ne l'ait vu...
"Il y a un article dans la dernière lettre de notre historien,
"qui me fait trembler, c'est celui où il est question des empor-
"tements. Mme de la Heuse sait une infinité d'anecdotes qui
"prouveraient à Mr de V. que l'âme la plus froide n'aurait pas
"pu se refuser à l'indignation la plus vive. Sans doute, il ne
"faut pas qu'on dise : C'est un homme partial qui écrit ; mais
"il ne faut pas non plus qu'on dise : Celui même qui a fait son
"apologie n'a pu nier ses emportements et ce sont ces emporte-
"ments qui ont perdu Pondichéry".
- Cité par V.S. Lublinsky - Lettres à Voltaire, p. 106.
- (4) Voltaire avait placé comme épigraphe ces vers d'Horace, Livre I,
Épître I :
- Heu ! miser extremos curris bellator ad indos
Per mare, supplicium quaerens, per saxa, per ignes
Le jeune Tolendal lui substitua :
Impiger extremos curris mercator ad Indos
per mare, pauperiem fugiens, per saxa, per ignes
- Les deux vers prenaient un sens tout différent, puisqu'au
malheureux guerrier cherchant le sacrifice, était substitué
dans le second texte, l'actif marchand fuyant la pauvreté.

cédait au vent qui soufflait pour plus de liberté. Le pape Clément XIV supprimait les jésuites dans sa Bulle du 21 juillet 1773. Lally, condamné sur les accusations du Père Laval ne pouvait-il pas être considéré aussi comme une de leurs victimes ? Le 16 mai 1774, le cardinal ambassadeur de France, en transmettant la Bulle du Saint-Siège au ministre des affaires étrangères dénonçait ces religieux proscrits des états les plus catholiques, violemment soupçonnés d'être entrés autrefois et récemment dans des trames criminelles, n'ayant en leur faveur que l'extérieur de la régularité, décriés dans leurs maximes, livrés pour se rendre plus puissants et plus redoutables, au commerce, à l'agiotage et à la politique.

L'action du comte de Tolendal aurait dû être servie par la publication, en 1772, de "L'Histoire Philosophique et Politique des Etablissements et du commerce des Européens dans les deux Indes". Cet ouvrage capital dont des parties importantes étaient dues à Diderot et à d'Holbach, connaissait un grand succès ; l'abbé Raynal son auteur avait donné une réédition en 1774, considérablement augmentée et revue. Dans sept gros volumes, l'anticolonialisme le disputait à l'anti-impérialisme pacifiste ; mais le comte de Tolendal voulait bien que l'on accablât les marchands, mais il n'était pas question pour lui que l'on touchât à l'armée et à son père. Aussi son émotion avait-elle été grande lorsqu'il avait lu⁽¹⁾ sous la plume "apparente" de l'abbé Raynal : "Dans la vérité (Lally) était un fou, noir et dangereux ; un homme odieux et méprisable : un homme essentiellement incapable de commander aux autres". Sans doute

(1) L'Abbé Raynal, L'Histoire philosophique, t. II, p. 140.

l'abbé Raynal concédait que "Lally n'était ni un concussionnaire, "ni un traître", ajoutant pour se servir de l'expression d'un philosophe dont les vertus sont "l'honneur de l'humanité" que "tout le monde avait droit de tuer Lally, excepté le bourreau".

Le comte de Tolendal, capitaine de Cuirassiers, fier de son uniforme avait réagi. Il s'en prit à l'abbé Raynal dans son mémoire⁽¹⁾, lui reprochant "d'avoir cherché à surprendre "la crédulité du lecteur en laissant ignorer les expéditions "importantes de Lally... En écrivant ainsi l'Histoire, on pro-
"nonce, on répète, on crie d'un ton d'enthousiaste, les mots
"de vérité, d'impartialité, d'humanité, de philosophie !" Comme tous ceux qui sont amenés par les circonstances à saper certaines institutions essentielles d'un régime, où ils vivent confortablement, le fils du général Lally se refusait à reconnaître ce que **l'esprit militaire brutal** et discipliné de son père avait pu avoir d'"inhumain". Les révolutionnaires de salon prennent peur, quand ils entendent les cris de la foule dans la rue et lorsque l'on décroche sur les murs les portraits de leurs ancêtres. Il était encore trop tôt pour suivre l'abbé Raynal. Dans la majorité de l'opinion les généraux "conquérants" demeuraient des "héros" nationaux !

Malgré cette fausse note le moment était bien choisi pour élever une grande contestation contre la Justice ! Tous les prétextes étaient bons : même si un général irlandais vaincu semblait peu fait pour entraîner la sympathie des foules, il

(1) Mémoire, 1ère partie, p. 104, note 1.

suffisait d'en faire un martyr pour passionner l'opinion. Louis XVI, qui était monté sur le trône le 10 mai 1774, apportait avec lui des espérances de meilleure justice sociale. On pouvait croire qu'il serait un roi réformateur, honnête et bon. C'était donc le moment de lui demander de réparer une injustice, d'autant plus que le manuscrit du jeune Lally circulait et qu'on le lisait avec des sanglots dans les salons. Il avait fait pleurer, disait-on, le Roi et la Reine et Louis XVI lui avait fait délivrer une somme de cent trente quatre mille francs sur les biens de son père.

A la fin de l'année 1776, fort de ses appuis et surtout des promesses qui lui étaient faites, le comte de Tolendal engagea une procédure qui paraissait une véritable gageure puisque l'ancien Parlement avait été restauré dans tous ses droits. Voltaire, dans l'année 1777, profita d'une occasion qui lui était donnée, de reprendre les idées de Beccaria dans un opuscule intitulé Prix de la Justice et de l'Humanité⁽¹⁾, qu'il fit imprimer en octobre. Un prix avait été en effet offert par la Société économique de Berne, dans la gazette de cette ville, du 15 février 1777, prix auquel Voltaire ajoutait cinquante louis, afin que la Société puisse à son gré augmenter le prix ou donner des accessits. Les mémoires seraient reçus jusqu'au 1er juillet 1779. Voltaire proposait comme sujet de discours les théories de Beccaria à ceux qui voudraient concourir pour la rédaction d'un "plan complet et détaillé de

(1) Voltaire, Oeuvres Complètes, t. L., p. 253 - 336.

législation sur les matières criminelles". N'était-ce pas la meilleure propagande pour "orchestrer" la "cassation" du jugement ayant condamné Lally ? "On nous mande qu'aujourd'hui", écrivait Voltaire⁽¹⁾, "sous un Roi juste, on revoit ce funeste "procès. De quelle gloire se couvrira le Conseil, si son équité "peut réformer par les lois, l'arrêt impitoyable porté contre "le général Lally à l'abri des lois !".

Le jeune Lally saisit donc de sa demande le Roi en son Conseil. En effet, sous l'Ancien Régime, comme le rappelait d'Aguesseau, "le Souverain ne peut jamais renoncer au droit qu'il a comme juge universel et comme source de toute justice, de retenir à sa personne la connaissance des matières qui lui paraissent assez importantes pour mériter qu'il y prononce lui-même". Le rappel de cette théorie de la justice retenue est indispensable pour comprendre la procédure qui fut engagée. Le 5 décembre 1776, dans le quartier^(1 bis) de janvier 1777, le jeune Lally introduisit par les soins de Me Voilquin, avocat aux conseils, une "requeste" en cassation qui contenait "17 moyens", accompagnée d'une multitude de pièces originales et d'un mémoire auquel il avait travaillé pendant une année entière. Me Voilquin⁽²⁾ soutiendra par la suite tous les recours du jeune comte de Lally-Tolendal⁽³⁾ et les signera⁽⁴⁾.

Bien conseillé, le fils de Lally invoquait des arguments

(1) Voltaire, Oeuvres Complètes, t. L., p. 324,

(1 bis) Le trimestre.

- (2) On trouve également le nom de Me Voilquin au bas d'une requête du conseiller Goezman dans ses démêlés avec Beaumarchais. Rémy Voilquin s'était inscrit comme avocat au Parlement, le 18 janvier 1764 ; on le trouvait ensuite dans la liste des avocats au Conseil du Roi. Il devait cesser son activité en 1793. Il habitait rue Geoffroy Lasnier.
- (3) Il signa le mémoire produit au Conseil d'Etat du Roi : Trophime Gérard, comte de Lally-Tolendal, capitaine de cavalerie au régiment des Cuirassiers.
- (4) Deux voies s'ouvraient pour faire annuler les procès criminels : la requête en cassation et celle en révision. Fréquemment elles étaient suivies toutes deux dans la même affaire. A tout instant de la procédure on pouvait demander par l'évocation, le renvoi du procès devant d'autres juges (Cf : Emile Bos : les Avocats aux Conseils du Roi p. 229 à 233 et 250)

juridiques excellents ; il s'était informé auprès des meilleurs jurisconsultes du temps. Le mémoire produit au Conseil d'Etat privé du Roi, comportait trois parties. Dans la première de 323 pages, il reprenait toute l'histoire de la guerre des Indes ; dans la seconde de 422 pages, il démontrait qu'il y avait eu mal jugé ; il se livrait à une discussion serrée du rapport de Pasquier : "Le Rapport du Procès", écrit-il⁽¹⁾, "tel qu'il a été résumé et présenté par son auteur lui-même, à l'instant où les opinions allaient se recueillir ; tel qu'il a été porté au Souverain lui-même lors du jugement, sous le titre d'Observations la pièce originale elle-même qui a été remise entre les mains du feu Roi, est actuellement dans les miennes". Il avait donc eu communication des archives royales ! Enfin, dans la troisième partie de 96 pages seulement, il s'attachait à établir qu'en l'état du procès, son père ne pouvait pas avoir été bien jugé. Ce mémoire, auquel nous nous sommes souvent référés, est rédigé avec une grande élégance de forme, mais aussi avec une exceptionnelle liberté d'expression. Il eut un immense retentissement⁽²⁾. A la fois juridique et sentimental, pompeux et attendri, ce mémoire était écrit dans ce style tout en larmes et en trémolos, qui à partir de 1760, non seulement au Palais, mais dans toute la France, avait connu une vogue sans pareille. Dans ce genre il est un chef-d'oeuvre, bien qu'à l'heure actuelle ces phrases

(1) Mémoire au Conseil, t. II, p. 336.

(2) Il écrit à Saint-Priest, le 27 décembre 1775 (Bibliothèque Nationale, Nouv. acqu. franç. 9232, f° 156) : "Le corps, dont j'attaquerai l'ouvrage, est dans un avilissement universel. Le rapporteur est un objet d'exécration même pour ses confrères. D'un autre côté, le ministère est juste, honnête et sensible. Il y a longtemps que je suis sûr de M. Turgot. Je ne le suis pas moins aujourd'hui de M. de Saint-Germain. Quant à M. de Vergennes, M. de Chaponay en répond pour lui".

surchargées d'adjectifs et d'interjections nous paraissent insupportables. Débarrassé de ces fioritures, il n'en reste pas moins un des documents importants de l'histoire judiciaire.

Il n'était d'ailleurs pas difficile, en dehors des questions de recevabilité, de trouver des moyens sérieux pour attaquer l'arrêt du 6 mai 1766. Le comte de Tolendal soutenait d'abord qu'il était nul pour "contravention formelle" aux lettres d'attribution.

"Si l'on avait poursuivi, comme le demandait le Roi, les administrateurs de l'Inde, on aurait vu qu'ils étaient les vrais coupables, alors que contre toute justice, ils avaient été entendus comme les accusateurs du comte de Lally".

Ensuite il lui apparaissait que le Parlement saisi de réquisition pour des crimes déterminés, avait statué hors de sa compétence :

"Le Parlement avait été constitué", écrivait le fils de Lally, "juge de mon père par lettres d'attribution et ces lettres ne faisaient mention que du crime de concussion, du crime de haute trahison et de l'allégation d'abus d'autorité. Donc le Parlement ne devait juger que sur ces crimes et cette allégation. Le Parlement dans son arrêt, n'a pas dit un mot du crime de concussion, ni du crime de haute trahison. Donc il a déclaré mon père innocent sur ces deux chefs. Il l'a condamné à mort, n'articulant que l'allégation d'abus d'autorité. Et cette allégation vague, à peine tolérable dans une plainte, inadmissible dans un arrêt, dénuée même de sens dans ce cas précis, ne peut dans aucun cas figurer dans une condamnation à mort. Donc le Parlement a jugé et condamné sur d'autres motifs. Tout autre chef ne pouvait jamais être de sa compétence. Donc le Parlement, par un même arrêt, a déclaré un homme innocent sur les chefs qu'il pouvait et devait connaître et l'a fait mettre à mort sur ceux qu'il ne pouvait, ni devait connaître. Du moment que le juge est incompetent il devient simple particulier. Or qu'est-ce qu'un particulier qui donne la mort à un autre".

Dans les autres moyens, le fils de Lally insistait sur

le scandale de la procédure suivie contre son père, sur le fait... que tous les reproches formulés contre les témoins avaient été déclarés inadmissibles sans distinction... que les témoins, qui s'étaient rétractés après le récolement, n'avaient pas été poursuivis comme faux-témoins... que certains étaient des assassins, des banqueroutiers et tous des gens à se décharger sur Lally... qu'ils étaient venus pour la plupart, avec des dépositions écrites, en infraction à l'article II, titre 6 de l'ordonnance de 1670... qu'alors que l'ordonnance de Blois enjoignait d'instruire à charge et à décharge on avait "tracassé" les témoins et quand ils n'avaient rien à répondre, ce n'était pas noté... que lorsque Lally demandait que fût lue une copie de lettre prouvant la subornation de témoin, ce dernier n'était ni interrogé ni "décrété" à ce sujet... que d'une façon plus générale, on avait refusé à l'accusé un conseil, alors que l'ordonnance de 1670, article 8, titre 14, le permettait... que le juge avait menacé, effrayé l'accusé... que le jugement avait été précipité du 3 mai au 6 mai, sans qu'il ait été fait rapport sur la requête déposée le 3 avec 160 pièces au moins, et "sans avoir pu les lire vu leur longueur et leur nombre"... que le Parlement était incompétent pour juger de faits militaires et qu'enfin, la Compagnie des Indes ne s'étant pas plainte de faits caractérisés et positifs, on s'était contenté de la prévention "vague et imprécise" d'abus d'autorité.

Ces griefs étaient confirmés de façon circonstanciée par

Jacques de Pouilly, ancien grand prévôt de l'armée des Indes, qui avait tenu à s'expliquer dans une autre "requête" qu'il avait présentée également. Il ajoutait le poids de ses affirmations personnelles aux simples "ouï-dire" de Lally. "Deux fois, écrivait-il, il avait cru s'apercevoir qu'en introduisant d'autres paroles que les siennes, on rendait un autre sens que le sien et il insista pour n'être pas mis en bon français. Il avait articulé le fait à la Grand'Chambre lors de son dernier interrogatoire, mais on ne lui avait pas laissé achever et à peine avait-il proféré la première phrase, qu'on lui a coupé la parole par ces mots : "qu'on l'emmène"...

Ainsi, sans trop de difficultés, sur rapport du "maître des requêtes" Lambert, qui cependant restait réservé, intervint un premier arrêt du Conseil d'Etat privé du Roi, qui avant faire droit, ordonna sans rien préjuger, le 21 avril 1777, l'apport des informations, charges et autres procédures⁽¹⁾.

Mais le jeune Lally se heurta à ce moment-là à une difficulté à laquelle il ne s'attendait pas. Dans la propre famille du comte de Lally il rencontra une adversaire : la comtesse de la Heuse⁽²⁾ qui après l'avoir aidé, se dressa contre lui. Heureusement pour le jeune de Tolendal, la comtesse de la Heuse ne pouvait invoquer qu'une parenté bien incertaine. Si elle était effectivement une "pupille" du comte de Lally, elle ne se prévalait que de la possession d'état de nièce à la mode de

- (1) Il faut signaler qu'une partie des pièces versées aux débats, lors du premier procès devant le Parlement de Paris, ne fut pas retrouvée. (Arch. Nat., X 2 B 1395, lière liasse, f° 115).
- (2) Hélène-Elisabeth O'flyn était une nièce "à la mode de Bretagne" du comte de Lally, devenu son tuteur par acte passé devant le lieutenant civil de Paris. Elle avait épousé Louis Le Cordier de Bigars comte de la Heuse.

Bretagne. Elle aussi avait décidé d'intervenir pour la "réhabilitation" du général Lally. Elle avait présenté de son côté une requête le 25 janvier 1777, soit 51 jours après la requête en "cassation" du comte de Tolendal. Ainsi éclatait le conflit entre deux chapelles où l'on honorait le même dieu. La comtesse de la Heuse estimait que la demande du jeune Trophime, manifestement faite "pour améliorer son état et sa fortune, pouvait lui nuire en donnant lieu à des questions incidentes et à des longueurs" ; elle allait même jusqu'à écrire que "sa démarche n'avait que l'apparence de la piété filiale"⁽¹⁾.

La comtesse de la Heuse introduisit ainsi devant le Châtelet de Paris, une demande "tendant à faire défense au comte de Tolendal de prendre le titre d'enfant légitime du comte de Lally". Très habilement, Trophime se borna à répondre en contestant la parenté de Mme de la Heuse. Il évita donc d'avoir à s'expliquer sur sa propre filiation ; le Châtelet lui donna raison par une sentence du 20 juillet 1777, qui devint définitive malgré l'appel de Mme de la Heuse. Cette sentence devait considérablement lui servir. Alors que le rejet n'était obtenu que sur un moyen d'irrecevabilité, il l'utilisa comme si le Châtelet, statuant au fond, avait reconnu sa propre filiation légitime.

A ce stade du procès, Voltaire apporta encore une fois son aide précieuse. Dans son Histoire du Parlement de Paris, qu'il publia en 1777, alors sous son nom, il ajouta les deux alinéas suivants :

-
- (1) L'affaire Lally-Tolendal est vraiment la répétition générale de tous les drames judiciaires.

Cf. Le procès récent qui opposa, au sujet du testament du maréchal Pétain, Mme Yvonne de Petyot de Morcourt, à M. Pierre de Hérain, (Le Monde, 21 septembre 1968).

"Le second acte de cruauté, qu'une grande partie du public reproche au Parlement de Paris, fut le supplice du comte de Lally, général des Armées du Roi dans les Indes Occidentales, trainé dans un tombereau dans la Grève, avec un bâillon dans la bouche, le 6 mai 1766.

"Les cris de ses ennemis, soulevés contre lui par son humeur dure et irascible, furent si violents et si persévérants, que les juges le condamnèrent d'une voix unanime. Mais la pitié qui succéda à ce déchaînement fut si forte, que le même public, toujours léger, qui semblait avoir demandé son sang, fut enfin persuadé de son innocence. En effet, on n'avait pu prouver ni trahison, ni rapine de sa part ; et quand il fallut chercher dans sa fortune de quoi fournir l'amende à laquelle il fut condamné, on ne la trouva pas ; alors on éclata contre ses juges".

Le Conseil d'Etat allait ainsi statuer sur une requête qui semblait exprimer le vœu d'une opinion publique unanime.

D'autres membres de la famille de Lally, M. Duvivier, neveu du comte de Lally et, à son défaut, son héritier présomptif M. O'Donnel, son cousin, menaient de leur côté également une action conjointe, mais, respectueux des règles juridiques, ils n'avaient pas osé prétendre qu'un recours en cassation fut "recevable" ; aussi ils s'étaient limités à une action en "révision". Lorsque le principe de la cassation fut admis,⁽¹⁾ leur demande devint alors sans objet. Ils en furent d'autant plus satisfaits que la révision obligeait à se présenter de nouveau devant le Parlement de Paris, peu favorable, tandis que la cassation, après évocation par le conseil, renverrait l'affaire devant un autre Parlement. Toutes difficultés étant aplanies avec la famille du comte de Lally, le jeune comte de Tolendal avait les mains libres. Voltaire écrivait le 22 septembre 1777⁽²⁾ à Richelieu :

(1) C'est par erreur que dans de nombreux ouvrages il est question de "la révision du Procès de Lally" : il s'agit d'une procédure sur "cassation".

(2) Correspondance générale, T. LXX, p. 335. v. Besterman

"Lally trouve un vengeur dans son fils, qui me paraît avoir
 "le courage et le caractère de son père. Il poursuit la révision
 "du procès avec une chaleur et une fermeté qui paraissent méri-
 "ter l'applaudissement universel. Il a beaucoup d'esprit, son
 "style est vigoureux comme son âme : le Parlement ne lui met
 "pas un bâillon sur la bouche..."

Le Conseil d'Etat privé du Roi se réunit le 25 mai 1778
 à 8 heures 3/4 et, d'après un témoin anonyme qui en rapporta les
 détails⁽¹⁾ et dont nous suivrons le compte rendu (en respectant
 l'esprit et la forme de ses propos), la séance dura jusqu'à
 près de onze heures du soir, à l'exception d'une heure de temps
 employée à manger ce que le rédacteur appelle "un morceau".
 C'était le véritable moyen d'empêcher que personne ne dormît.
 Chacun écouta tout le temps, très attentivement. Le rapport
 du conseiller Lambert se prolongea depuis 8 heures 3/4 jusqu'à
 une heure, où l'on s'était arrêté pour déjeuner. A 2 heures 1/2
 la séance fut reprise. M. de Joinville, qui était rapporteur
 sur la demande de révision, et qui avait prévu que M. Lambert
 en dirait "trop", résuma les faits d'une manière concise, sans
 nuire à la clarté. Il fut complimenté. M. Lambert reprit alors
 la parole pour "opiner". Les moyens qu'il proposait se rappor-
 taient à cinq chefs, qui résumaient les griefs formulés dans
 la "requeste" et qu'il adoptait. Il les exposa

"en parlant avec tant de véhémence contre les juges qui avaient
 "rendu l'arrêt, que le "royaliste" le plus décidé ne se serait
 "pas permis les expressions dont il se servit tant elles étaient
 "peu "ménagées" !

Comme il était d'usage, le conseiller Lambert rappela
 ce que lui avait dit M. Pasquier, et il s'appesantit tellement

(1) Cf. Compte rendu de la séance du Conseil d'Etat privé du Roi,
 (Bibl. Nat. n. a. 9233 f° 124 et suiv.)

sur le système d'animosité contre le malheureux Lally (système que s'était formé le rapporteur Pasquier) que "ce magistrat sur la fin de ses jours se trouva complètement déshonoré". Il s'était occupé ensuite à prouver que

"si M. Pasquier avait cru que M. de Lally méritait la mort d'après l'ensemble de tous les reproches qu'on lui faisait, l'arrêt dont on demandait la cassation, la mériterait à tous égards, d'après l'ensemble des irrégularités qu'il offrait, ainsi que la procédure, quand il n'y aurait pas en outre de ces irrégularités, plusieurs articles de l'ordonnance ouverte-ment "violés". Il avait ainsi conclu à la cassation, après avoir insisté vigoureusement sur le bâillon ordonné par M. de Maupeou, il avait, sans charger directement le duc de Choiseul, signalé par des digressions l'influence marquée qu'avait eue ce ministre dans toute cette affaire".

Le conseiller de Joinville avait formulé alors son opinion, mais il n'avait pas le brillant de M. Lambert. Il n'en démontra pas moins l'impossibilité de "canoniser" un pareil arrêt. Comme les parties qui demandaient la révision avaient conclu subsidiairement à la cassation, il conclut à la cassation, indiquant que la révision d'un arrêt dont on proposait la cassation devenait "chimérique". Le conseiller Taboureau⁽¹⁾ qui opina durant une heure, immédiatement après eux, conclut, au contraire, au débouter de la cassation. Son système était simple. Le Parlement avait bien ou mal jugé les différents faits soumis à sa décision. Le Conseil n'était pas juge d'appel. Le rapporteur Lambert ne proposait la cassation que parce qu'il entraînait dans le mérite du fond. Si par la suite, les parties se pourvoyaient en révision, on traiterait pour lors les moyens du fond. Le conseiller Taboureau n'hésita pas à dire que "Mr. Lambert avait montré la plus grande partialité dans son rapport".

(1) Les commissaires étaient : MM. d'Aguesseau, doyen, Le Pelletier de Beaupré, de la Porte, de Savigny, de Bernage, de la Michodière, Dufour de Villeneuve et Taboureau.

Il est vrai que l'attitude du conseiller Lambert pouvait surprendre. Créature du duc de Choiseul, il avait été élevé dans le sein du Parlement de Paris : il ne devait son existence que pour avoir été dans ce corps "le factieux le plus vif qu'on y ait vu depuis longtemps". Comment pouvait-il parler avec autant de force et d'âcreté contre "sa mère nourrice" ? Ceci étonnait d'autant que lors de son premier rapport au Conseil, tout tournait alors à faire croire qu'il serait d'avis du débouter en définitif, et M. Joly de Fleury l'avait fait sentir à cette époque d'une manière fort claire dans son opinion. Mais le conseiller de Blair de Boiesmont étant décédé, M. Lambert avait obtenu sa place de conseiller d'Etat. Se regardant "placé pour toujours", il avait pris le parti de devenir "administrateur aussi chaud" qu'il avait été anciennement contre la Cour en sa qualité de conseiller au Parlement. Cette "faculté versatile" ne lui faisait point honneur, mais elle n'avait point nui à M. de Lally.

Après le conseiller Taboureau, on avait entendu le conseiller de Villeneuve, qui assez "lourdement" avait repris les principes avancés par le rapporteur et avait été d'avis de casser. Avec M. de la Michodière, qui avait été fort long, le Conseil avait entendu un interminable appel à l'humanité, pour conclure à la cassation. M. de Bernage s'était ensuite rangé à l'avis du conseiller Taboureau, mais pour soutenir son opinion, il avait voulu entrer dans tous les détails de l'affaire afin

de prévenir toutes les objections, mais ceci était à l'encontre de sa conclusion, car il y avait des dépositions si étranges et des faits si incroyables, qu'à force de vouloir prouver que le Parlement compétent avait pu juger ainsi et qu'il n'en pouvait résulter un moyen de cassation, il avait fini par exciter "des risées".

M. de Savigny opina assez longtemps et brutalement, dans le sens du rapporteur. M. de la Porte dit de même, avec de belles phrases, qui n'empêchèrent pas de trouver le temps long. M. Le Pelletier de Beaupré, auquel il ne restait pas grand'chose à dire, ne put s'empêcher de parler dans le sens de la cassation.

Restait le doyen d'Aguesseau, président du bureau des Cassations. Il opina une heure de temps, "comme un ange"... Il n'omit rien de ce qu'il fallait dire. Il rappela les principes avec autant de force que de netteté et alla jusqu'à dire "qu'il ne comprenait pas comment on ne pouvait pas être d'avis de casser tant l'arrêt dont il était question lui paraissait monstrueux ; tant les principes de l'ordonnance avaient été violés ; tant ce jugement fourmillait de vices et d'irrégularités".

Après lui, personne n'opina plus parmi les maîtres des requêtes et les conseillers d'Etat restants. Il était fort tard.

M. Joly de Fleury (procureur général), pensant que l'affaire pourrait tourner à la cassation, s'était absenté du Conseil, sans négliger néanmoins "les ressources" qu'il savait employer pour parvenir à ses fins. L'avis du conseiller Taboureau

avait été concerté chez lui et, "son pion avancé", M. de la Millière, maître des requêtes, devait essayer de "pérorer" à son tour ; mais "la bordée" de M. Taboureau ayant été fort mal reçue, "le pauvre" de la Millière resta dans son coin et se contenta de se ranger à l'avis de M. Taboureau, sans motiver son opinion. Pour le débouter, il y avait eu les "créatures" du procureur général (c'est-à-dire du duc de Choiseul), ainsi que les créatures du chancelier Maupeou et de M. Necker. Tolosan et Saint-Sauveur s'étaient refusés à venir et le jeune Maupeou avait ordre de son père de paraître au Conseil pour lui rendre compte de ce qu'il s'y passerait, mais il n'avait pas osé donner sa voix. Quant au Garde des Sceaux (Miromesnil), il souhaitait un "débouter" et il s'en serait fait honneur vis-à-vis du Parlement de Paris, mais l'avis dominant étant celui de casser, il s'y était rangé sans peine, pour le plaisir qu'il avait de voir prouver la coquinerie et la méchanceté du chancelier (Maupeou) dont il occupait la place. La satisfaction qui régnait sur son visage le prouvait assez. La justice a souvent besoin, pour l'emporter, de la méchanceté des hommes qui l'utilisent pour d'autres fins.

La séance se termina par un vote qui, par quarante voix contre vingt-quatre, cassa les arrêts de mai 1766. A l'annonce de ce résultat, le jeune comte de Tolendal se trouva mal et les conseillers s'amuserent de ce spectacle, où on joua "toutes les farces requises en pareilles circonstances". Le principal était

ainsi acquis : il restait au fils de Lally à en tirer les avantages. Il allait s'y employer sans tarder. Dès le lendemain, il se promenait dans Paris distribuant le billet suivant :

"Le comte de Lally Tolendal... est venu pour avoir l'honneur de "vous faire part qu'il a obtenu... hier lundi 25 mai, la cassation de l'arrêt qui a condamné à mort son père".

Le Conseil n'avait-il pas ainsi réhabilité son père ? Il était, en effet, habituel de dire au Palais que le Conseil ne cassait jamais un arrêt criminel, sans être bien certain de l'innocence de l'accusé !

- C H A P I T R E I I -

-:-

LA BATAILLE DEVANT LE PARLEMENT

de NORMANDIE

-:-

"Bénéissons à jamais
ceux qui, consacrant leurs
lumières à la défense de
l'Humanité, ont fait
sentir, avec cet empire que
donnent la raison et l'éloquence
combien nos lois criminelles
devaient être réformées".

Pastoret.

Plus de douze ans après l'exécution de son père, Trophime avait obtenu la cassation de l'arrêt du Parlement du 6 mai 1766. Une telle décision n'avait été possible, que par une véritable acrobatie juridique. En effet, en matière civile, le délai pour se pourvoir était de six mois. Fallait-il admettre que le même délai s'appliquait à un recours devant le Conseil d'Etat privé du Roi contre un arrêt du Parlement ? On était en pleine création jurisprudentielle : la Législation était muette sur ce point. Après avoir signalé l'horreur que pouvait inspirer l'idée d'une prescription contre "l'innocence", "la vérité" et "la justice", le jeune Lally avait réussi à tourner la difficulté, en rappelant que la prescription ne court point contre celui qui ne peut agir (*contra non valentem agere non currit praescriptio*): en conséquence aucun délai ne peut être "imputé" aux enfants mineurs. Lors de la présentation de sa requête en cassation, Trophime était majeur (à cette époque la majorité était à 25 ans) depuis deux mois seulement. Son droit de recours n'était donc pas encore épuisé, puisque le délai de six mois n'avait pu commencer à courir durant toute sa minorité. Ceci avait été admis sans difficulté par le Conseil d'Etat privé du Roi, qui n'avait pas chicané sur les délais : il ne voulait surtout pas manquer l'occasion de marquer sa prééminence sur les Parlements.

Mais rien ne devait être simple dans ce procès où tout était inhabituel : par l'arrêt du 17 juillet 1778⁽¹⁾, le jeune Lally avait été autorisé à assigner le Procureur général et à

(1) Dans sa requête au Roi, Lally avait demandé que la juridiction de renvoi soit un Tribunal de lieutenants-généraux et de magistrats du Conseil. (Second plaidoyer de d'Eprémessnil, p. 269). Lally se méfiait, avec raison d'ailleurs, de l'esprit de corps des Parlements.

appeler dans la cause les parents de son père, qui s'étaient joints à lui, devant le Parlement de Rouen retenu comme juridiction de renvoi. Une question se posa alors : l'action publique, du fait du décès de Lally, se trouvait en effet éteinte. Comment pouvait-on faire revivre un procès criminel où il n'y avait plus d'accusé ?

Le Parlement de Rouen, assez turbulent mais favorable au garde des Sceaux en place, Miromesnil⁽¹⁾, qui avait été son Premier Président pendant 17 ans, accepta, malgré l'hostilité de principe qu'il partageait avec les autres parlements sur la recevabilité même des recours en cassation contre leurs arrêts, de se saisir grâce à un détour juridique adroit. Le jeune Lally obtint une consultation d'éminents juristes, le 24 août 1778⁽²⁾, aux termes de laquelle "la règle de l'extinction de l'action publique par le décès, souffrait une exception dans le cas de crime de lèse-majesté". Le procès serait donc fait "à la mémoire du comte de Lally", en raison de la qualification qui avait été visée dans le réquisitoire initial : il suffirait de lui nommer un curateur⁽³⁾. Adoptant ces conclusions, le Parlement de Rouen, par arrêt du 21 décembre 1778, nomma ainsi le fils de Lally "curateur à la mémoire de son père".

Voltaire⁽⁴⁾ mourait pendant cette année où la cause qu'il avait servie avec "vérité et sagesse", triomphait. "L'iniquité du jugement et son injustice concernant le caractère du malheureux Lally" étaient reconnues ; mais le jeune Lally,

(1) (2) (3) (4), Voir p. 379 bis.

- (1) Cf. Paul Brissson : L'influence familiale et sociale sur Armand Thomas Hue de Miromesnil. Premier président du Parlement de Normandie et garde des Sceaux, Armand Thomas Hue de Miromesnil (1723-1796) appartenait à une grande famille de robe. Avocat au Parlement, il avait été nommé au grand conseil par provision du 7 août 1745. Premier Président du Parlement de Normandie, le 9 mars 1757, il devenait garde des Sceaux de France le 24 août 1774, pour le rester jusqu'au 8 avril 1787. Il mourut à Miromesnil le 18 messidor an IV (6 juillet 1796).
- (2) De Bonnières, du Verne, Baille, Tronchet, Elie de Beaumont, Ferny et Bitouzé de Lignièrès. (D'Eprémèsnil, sans preuve d'ailleurs, soutint que cette consultation n'avait pas été imprimée fidèlement - second plaidoyer de d'Eprémèsnil, p. 247) Elie de Beaumont avait déjà signé la consultation concluant à la cassation dans l'affaire Calas.
- (3) Dans l'ancien droit, le titre XXII de l'ordonnance criminelle d'août 1670 permettait de faire le procès au cadavre ou à la mémoire d'un défunt, dans les cas énumérés de l'art. 1 : crime de lèse-majesté divine ou humaine, duel, homicide de soy-même ou rébellion à justice avec force ouverte, dans la rencontre de laquelle le défunt aura été tué. Conformément à l'art. 21, on nommait ainsi un de ses proches parents curateur au cadavre ou à la mémoire, afin que le défunt "ne soit pas condamné sans "être entendu et aussi pour la validité des procédures". Comme le corps, la mémoire et les biens du défunt étaient aux proches parents et héritiers du défunt, il fallait les entendre, et à plus forte raison le fallait-il, pour priver leur parent de la sépulture, en condamnant sa mémoire, puisque outre que "l'innjure" faite au défunt les regardait, ils étaient encore privés de sa succession. (Cf : Muyart de Vouglans. Lois criminelles p. 679)
- (4) "Voltaire était mourant lorsque, après douze ans, cet arrêt injuste fut cassé. Quand il en apprit la nouvelle, ses forces se ranimèrent et il écrivit : "Je meurs content : je vois que "le Roi aime la justice", derniers mots qu'ait tracé cette "main qui avait si longtemps écrit pour la cause de l'humanité "et de la justice". - Condorcet : Vie de Voltaire - déjà cité (p. 249-250). Les termes exacts du billet, daté du 26 mai 1778 (Best. 20046) étaient les suivants : "Le mourant ressuscite en "apprenant cette grande nouvelle : il embrasse bien tendrement "M. de Lally ; il voit que le Roi est le défenseur de la justice : "il mourra content". Il retomba après l'avoir écrit, dans l'accablement dont il n'est plus sorti et expira le 30 mai 1778.

fort de la cassation obtenue, désirait, comme nous l'avons déjà noté, avoir une satisfaction totale ; il tenait à refaire le procès contre les dénonciateurs de son père. Un peu grisé par son succès, il n'y vit plus de limite. Il considéra que par les arrêts obtenus il avait déjà partie gagnée. Qui pourrait s'opposer sérieusement à lui ? En effet, nulle accusation désormais ne se formulera en dehors de celles qui se peuvent intenter à une mémoire. Tout se réglerait donc avec un seul adversaire, le Procureur général, dont les réquisitions s'inspiraient des instructions qu'il recevrait de la Chancellerie.

Le comte de Lally Tolendal avait fait publier le 18 août 1778 dans le n° 20 du Courrier de l'Europe, une lettre adressée au comte de Vergennes, dans laquelle il répondait à un article paru le 21 juin précédent dans la Gazette des Pays-Bas et lançait un véritable défi à ses adversaires. Il terminait en ces termes :

"A la face de l'univers, je porte à tous les ennemis de mon père
 "et de sa mémoire, quels qu'ils aient été, quels qu'ils soient,
 "quels qu'ils puissent être, passés, présents ou à venir, le
 "défi de produire la preuve d'un seul crime, l'ombre d'une seule
 "preuve, contre cette malheureuse et innocente victime".

C'était tenter le diable et Jean Jacques Duval d'Eprémessnil, conseiller du Parlement de Paris, releva le gant et se jeta dans la bataille⁽¹⁾. Né à Pondichéry le 5 décembre 1745, âgé de six ans de plus seulement que le comte de Tolendal, il fut aussi

(1) Cf. Carré : "Un précurseur inconscient de la Révolution, le conseiller Duval d'Eprémessnil (1787-1788)" : Revue de la Révolution française, 14 octobre et 1er novembre 1897. Duval d'Eprémessnil avait commencé comme avocat du Roi au Châtelet et en 1770, lorsqu'il avait voulu acquérir une charge au Parlement, Maupeou avait refusé de lui donner son agrément. A ses convictions s'était ajouté un vif ressentiment contre le chancelier. Aussi, quand les opposants du Châtelet adoptèrent, le 7 mai 1771, un procès-verbal contenant une énergique protestation contre la suppression du Parlement de Paris et l'enregistrement de l'Edit, Duval d'Eprémessnil adhéra par acte spécial au procès-verbal incriminé.

extraordinaire dans la contre-attaque, que le fils de Lally le fut dans l'attaque⁽¹⁾. Comme l'Inde avait été le domaine réservé des grandes familles désireuses de s'enrichir, le procès sur cassation du comte de Lally mettait en jeu, à leurs yeux, un patrimoine précieux de gloire et de dignité... sans oublier la récupération des biens du comte de Lally, dont une grande partie était encore conservée par les Domaines.

La famille d'Eprémesnil était attachée depuis trois générations à la Compagnie des Indes⁽²⁾. Héritier d'un tel passé, le conseiller Duval d'Eprémesnil estima qu'il devait le défendre, d'autant plus que le Parlement de Normandie, se considérant solidaire du Parlement de Paris, se montrait de plus en plus réservé devant les prétentions du comte de Tolendal. Bien que l'affaire fût en état, les audiences de légitimation des témoins étant terminées, il avait ainsi renvoyé l'audition du rapport du conseiller Mouchard à sept mois, par arrêt du 1er mai 1779, pour bien montrer que le Parlement avait à s'occuper d'affaires plus urgentes. Il avait fallu que le garde des Sceaux Miromesnil intervînt pour que le Parlement, sur réquisition de M. le Procureur général de Belboeuf, fixât par arrêt du 21 juin la lecture du rapport au 5 juillet. Afin que l'arrêt définitif fût rendu avant les vacances, le Roi avait envoyé des lettres de "continuatur". On demandait ainsi aux parlementaires de sacrifier leurs vacances pour "la consolation de plusieurs familles accablées sous une injustice de 17 années". Malgré la mauvaise

(1) - (2) - Voir p. 381 bis et 381 ter.

- (1) Je dois un remerciement tout particulier à M. le comte d'Eprémesnil, qui m'a permis de consulter, aux Archives Nationales, les "Papiers de Duval d'Eprémesnil", (cartons 158 AP.8,9,10)..
- (2) Le grand-père, conseiller du Roi, président du Grenier à Sel et échevin de la ville du Havre, né en 1672, s'était acquis une réputation et une fortune brillantes. Les services qu'il rendit aux établissements français, au delà des mers, lui méritèrent dès 1717 la faveur du duc d'Orléans, Régent du royaume. Il devint ainsi second directeur de la Compagnie des Indes, succédant à Lorient au sieur du Fayet, en 1732 et le resta jusqu'en 1739, époque où il fut appelé à la direction de Paris pour remplacer Brisson de Coligny, mort le 6 mars 1739.

Marié une première fois, le 30 janvier 1698, à Marie de Réauté, il était devenu veuf et avait épousé en secondes noces, le 29 février 1712, Mlle Catherine Elisabeth Bouilling (1688-1743). De ce dernier mariage étaient issus sept enfants : Georges Duval, écuyer, seigneur et baron de Leyrit et de Valhermeil était le second. Il avait été gouverneur de Pondichéry. Baptisé au Havre le 8 août 1716, il était passé aux Indes en 1736. Nommé immédiatement conseiller puis second et enfin chef du comptoir de Mahé, il s'était fait remarquer par "son caractère conciliant et mesuré". Après avoir été désigné comme directeur général de Chandernagor, il avait été porté, par lettres patentes du 14 mars 1756, enregistrées le 24 septembre 1757, au Conseil Supérieur de Pondichéry, en qualité de gouverneur des Ville et Port de Pondichéry, et commandant général des établissements français aux Indes Orientales, pour cinq années. Il mourut à Paris le 10 avril 1764, sans postérité. Jacques, frère aîné du précédent, était le père du conseiller Jean Jacques Duval d'Eprémesnil, qui allait croiser le fer avec le comte de Lally. Né au Havre le 13 avril 1714, il était passé aussi aux Indes comme son frère Georges. Parti pour Pondichéry en 1741, il obtint alors le titre de conseiller et la promesse d'être second du Conseil, après Quentin de la Métrie, nommé en même temps que lui. C'était un esprit distingué et curieux, s'intéressant vivement aux institutions de l'Inde, mais sourd, violent, d'une nature malade, il avait supporté péniblement la charge des emplois élevés qu'il avait occupés. Il battit cependant le Nabab d'Arcate et fut nommé commandant et directeur pour la Compagnie de Madras, après la prise de cette ville par La Bourdonnais, par une commission signée de Dupleix et des membres du Conseil de Pondichéry, le 30 septembre 1746. Servant Dupleix dans sa haine contre La Bourdonnais, il devint le principal témoin contre lui dans le procès que ce dernier subit en France. Son attitude fut d'autant plus regrettable que La Bourdonnais lui avait fait confiance en l'emmenant avec lui à Madras, comme commissaire chargé des comptes. Devenu amoureux d'une belle-fille de Dupleix, Anne-Françoise Christine Vincens, âgée de

seize ans, il l'avait épousée trois ans avant, le 27 juillet 1743, à Pondichéry. La jeune femme mourut à Chandernagor, le 20 mars 1748, au moment où elle allait s'embarquer pour la France avec son mari. Lui-même étant décédé à Paris à l'âge de 52 ans.

Nous arrivons ainsi au conseiller Jacques Duval d'Epréménail qui avait épousé, le 9 janvier 1769, en premières noces, Madeleine Desvaulx, fille de Jacques François Desvaulx, conseiller au Conseil Supérieur de Pondichéry. Veuf le 6 novembre 1773, il resserra par la suite encore ses liens avec la colonie, en épousant la plus jeune des demoiselles Sentuari, elle-même veuve en premières noces d'un sieur Jacques Thillorier. Jean-Baptiste Sentuari, né en 1711, était un propriétaire de l'Isle Bourbon : il avait eu trois filles de la femme qu'il avait épousée, Marie Catherine Caillau, dont le père avait été chirurgien major de l'Armée des Indes. Cette dame Caillau était la soeur de l'héroïne du naufrage, qui inspira à Bernardin de Saint-Pierre : Paul et Virginie.

L'aîné des demoiselles Sentuari avait épousé un armateur de Bordeaux, M. Testait. Morte poitrinaire à 35 ans, on lui prêta une idylle avec le poète Bertin. Quant à la seconde, Michèle, elle épousa un M. Guenon de Bonneuil, valet de chambre de M. le comte de Provence et fut une des berceuses du financier Baujon. Elle eut trois enfants : Laure, qui épousa Regnaud de Saint-Jean d'Angély ; une autre se maria avec un manufacturier de Lyon, Buffaut, et la troisième fut la femme du poète Arnaut.

Un fils Jacques, qui devait devenir juge au Tribunal de la Seine était né de la première union du Conseiller. De son second mariage, il avait eu trois enfants : Achille-Simon ; Agathe-Clémentine-Michèle ; et Hippolyte-Léon.

volonté des parlementaires de Rouen, rien apparemment ne semblait donc plus s'opposer à ce que tout fût terminé dans six semaines, par un arrêt renvoyant Lally de toute accusation.

L'orage éclata alors dans un ciel qui paraissait sans nuages. Le 7 août 1779 le conseiller Duval d'Eprémesnil adressa un ultimatum au jeune Lally en lui signifiant une sommation, pour lui demander s'il persistait dans les imputations qu'il avait exprimées contre son oncle, le sieur de Leyrit⁽¹⁾. Sans réponse, il présenta requête le 9 août, à la Cour pour être reçu "partie intervenante dans l'instance criminelle pendante". Les parlementaires de Normandie se saisirent de l'incident avec satisfaction. Ils ordonnèrent, dès le 11 août 1779, un sursis à statuer jusqu'à ce qu'il fût jugé sur l'incident et le Parlement put partir allégrement en vacances.

L'astucieux d'Eprémesnil avait admirablement choisi sa date pour intervenir. On imagine la joie des parlementaires devant cette procédure, qui leur permettait de "surseoir" et d'aller se reposer. Il est assez amusant de lire sous la plume du comte de Lally Tolendal ces propos candides :

"Si l'on me prouve que le devoir et l'équité des magistrats varient avec les saisons, si l'on me prouve que le juge qui est juste et qui doit l'être pendant l'été, ne l'est plus et n'est plus obligé de l'être pendant l'hiver, et vice versa, alors je comprendrai qu'il y ait réellement un choix à faire

-
- (1) Duval d'Eprémesnil portait d'autorité le débat sur le plan judiciaire. En effet, il avait vainement voulu faire insérer dans le *Courrier de l'Europe*, un article en réponse. Ses démarches auprès de la presse française et étrangère, avaient été sans succès. "J'ai laissé, écrira-t-il, mon adversaire jouir de son triomphe dans le *"Courrier de l'Europe"*. Mais voyez si j'avais bort de dire que tout le monde n'a pas les mêmes facilités que mon adversaire, pour disposer publiquement d'une feuille dans les journaux. Mon crédit ne va pas même jusqu'à pouvoir faire insérer un article de vingt lignes dans une feuille périodique, autorisée en France...". (*Second plaidoyer de d'Eprémesnil*, p. 254).

"et qu'il faille prendre son temps pour être jugé, suivant le "désir que l'on a de rencontrer la justice ou l'iniquité, de "faire triompher la bonne ou la mauvaise cause".

Il s'indignait à cette occasion du propos prêté à un des juges de son père :

"Si vous le faites juger avant Pâques, il est pendu",
et concluait tristement :

"M. d'Eprémesnil n'est donc pas le premier qui ait imaginé le "système de l'influence des saisons et du changement de temps, "sur le tempérament de la Justice".

Le comte de Lally Tolendal démontrait qu'il n'avait pas été élevé dans le sérail de la Justice. Les vacances y sont sacrées !

Duval d'Eprémesnil, pour combattre le préjugé favorable que donnait au fils de Lally la campagne d'opinion qu'il avait provoquée, tenta une manœuvre qui ne manquait ni de grandeur, ni d'adresse. Le procès du comte de Lally s'était déroulé à huis-clos ! Pourquoi ne pas l'ouvrir de nouveau sur la place publique ?

"Réunissons-nous pour que l'univers entier soit notre juge. Pré-sentons de concert une Requête au Roi : supplions-le de per-mettre, soit avant, soit après le procès du Parlement de Nor-mandie... que le procès entier du feu comte de Lally, depuis "la plainte jusqu'au dernier interrogatoire, soit imprimé à nos "frais et distribué dans toute l'Europe. Je m'engage, terminait "d'Eprémesnil, à signer ce placet et quand le procès sera publié, "à ne pas dire un mot".

D'Eprémesnil dans sa requête avait résumé ses griefs et n'hési-tait pas à prétendre que la seule lecture du dossier suffirait à lui faire gagner son procès. Il ajoutait que faute d'une ré-ponse sous quatre jours, il ferait en sorte que sa lettre soit remise sous les yeux du Roi et publiée.

Le comte de Lally Tolendal tout d'abord surpris ne répondit pas, puis quelques jours après écrivit deux lettres, les 10 et 14 août, au garde des Sceaux, dans lesquelles

"soupçonnant un piège il remplissait (malgré tout) ponctuellement "celle de ces intentions (de Duval d'Eprémesnil) que j'ai pu "comprendre. Je tiens pour sincère le désir qu'il annonce que "le procès de mon père soit imprimé, et je demande au Roi et "à vous, Monseigneur, pour punir mes ennemis d'exaucer leur "prière : encore une fois peut-on être plus modéré..."

Malgré cette réponse le garde des Sceaux refusa et déclara que "le Roi ne voulait pas permettre que le procès soit imprimé".⁽¹⁾

D'Eprémesnil n'en avait pas moins retourné partiellement l'opinion publique et immédiatement la procédure partit bon train. Conformément à l'arrêt du 11 août, d'Eprémesnil fit signifier à Lally sa requête. Le duel commençait : d'un côté le comte de Tolendal, capitaine de cuirassiers, vingt-huit ans (habit bleu), contre Duval d'Eprémesnil, conseiller au Parlement trente-quatre ans (robe noire).

A l'inverse du comte de Tolendal, d'Eprémesnil était petit, bilieux, prompt à s'emporter ; mais dès qu'il parlait, sa physionomie expressive, son front haut et plissé, ses yeux ardents, conquéraient l'auditeur. Orateur né, il pouvait discourir pendant des heures entières sans fatigue apparente ; sa voix haute s'élevait véhémement pour remuer son auditoire. S'il n'avait pas le don de faire pleurer, il avait celui de démontrer avec clarté. Il était un de ces hommes qui à chaque tour-nant de l'histoire paraissent à point nommé, pour mettre un

(1) On verra infra (Tome II - p. 60 à 66) que le caractère secret de la procédure interdisait au curateur d'avoir une copie des pièces. Ce principe semblait déjà tellement oublié qu'il faudra attendre les magistrats du Parlement de Dijon pour en faire état.

talent exceptionnel au service d'institutions trop souvent dépassées. Il ne vivait que pour sa profession. Vêtu volontairement avec simplicité, il s'imposait par l'élégance de sa parole, l'ordre de ses périodes et la suite rigoureuse de ses raisonnements. Il disposait en outre de solides appuis au Parlement de Rouen ainsi qu'au Havre parmi les commerçants. Il était de plus lié avec le garde des Sceaux, Miromesnil qui jusqu'à ce jour s'était montré cependant favorable à Lally⁽¹⁾. Ainsi, le procès déjà extraordinaire, rebondit d'une façon plus extraordinaire encore. Un fils de décapité inculpait le Parlement de Paris et d'Eprémesnil venait, après treize ans, poursuivre la mémoire de Lally alors que de son vivant, son oncle Leyrit ne l'avait pas fait. Jamais situation semblable ne s'était encore présentée!

Les débats entre les deux hommes devant le Parlement s'ouvrirent le 16 février 1780 et se déroulèrent en audience publique, puisqu'il s'agissait de plaider sur la recevabilité de son intervention⁽²⁾. Duval d'Eprémesnil mena son affaire en juriste qui savait pouvoir compter sur la complaisance des parlementaires de Normandie. Il déposa des conclusions contre le curateur, demandant la suppression des mémoires publiés par lui, ajoutant qu'il se tenait prêt à retenir la cause de tous ceux que le Parlement avait **déchargés** d'accusation⁽³⁾. Suivant le fils de Lally sur le terrain même où il s'était engagé, il remit en discussion le procès tout entier.

D'Eprémesnil savait flatter les parlementaires qu'il

(1) Voir p. 385 bis

(2) " " "

(3) " " "

- (1) Cf. Arch. Nat., 158 A P 3, dossier 16.
- (2) Les adversaires ne se contentaient pas d'échanger des mémoires mais il y eu des plaidoiries effectives, ce qui n'avait pas eu lieu devant le Parlement de Paris, et ne se produisit pas devant le Parlement de Dijon.
- (3) D'Eprémesnil, assisté par son procureur, Me Clèrot, mena son intervention avec une diligence extraordinaire. Le 7 août 1779 il faisait sommation au défenseur du comte de Lally, de déclarer dans les 24 heures s'il persistait dans les imputations de son père contre son oncle... 11 août : Requête rapportée, répondue et renvoyée à l'audience... 17 août : signification de celle-ci... Vacances judiciaires. Dès la rentrée le 14 novembre : remise de toutes les copies à son procureur... 19 novembre : Sommation de communiquer d'Allen... 20 novembre : Les productions sont faites. Fixation au 28 janvier 1780 pour plaider. Retenue pour l'audience du mercredi 16 février ; d'Eprémesnil plaide et le samedi suivant fait signifier son plaidoyer, au sortir de la presse. Une telle rapidité ne manque pas de faire rêver ceux qui croient au progrès et à la célérité de notre justice actuelle

connaissait bien. Il trouva naturellement un écho favorable en dénonçant :

"la majesté royale compromise, la puissance des lois affaiblie, "l'autorité des magistrats foulée aux pieds, la foi des arrêts "anéantie, l'existence des colonies mise au hasard et la voix "de l'Asie et de l'Europe comptée pour rien"...

Habileté suprême, il s'éleva contre les philosophes :

"Des grands ont soutenu le curateur, des flatteurs l'ont servi ; "des écrivains célèbres l'ont prôné ; on dit même que les der- "niers soupirs de M. de Voltaire ont été pour sa cause. Je lui "laisse avec plaisir ce protecteur à qui les désaveux ne coût- "aient rien ; qui de son cabinet prononçait sur les affaires, "sans connaître les pièces... La justice est assise sur l'écha- "faud du comte de Lally ; je suis tranquille... vers la tombe "de M. de Voltaire s'avance à pas tranquilles, mais sûrs, la "postérité qui dans l'écrivain le plus vanté, cherchera l'homme "de bien".

Il y avait longtemps que les parlementaires n'avaient pas été à pareille fête.

D'Eprémessnil appuya en outre son intervention, il faut le reconnaître, sur une documentation sérieuse : il utilisait la correspondance entre le comte de Lally et Duval de Leyrit, le journal de Duval de Leyrit et la correspondance de M. de Bussy avec le général de Lally déjà versés au procès. Mais surtout il fit état du mémoire écrit tout entier par Duval de Leyrit sous le titre : "Recueil des faits qui peuvent servir à prouver si c'est par ma faute ou par celle de Lally, que Pondichéry a manqué de vivres". Par des références précises empruntées au dossier, il montra qu'il le connaissait parfaitement.

Le jeune Lally, pour répliquer à ces traits empoisonnés, prononça pendant douze heures, dans la forme sensible qui lui

était habituelle, maniant la violence et l'indignation avec emphase, un plaidoyer plein d'une émotion contenue qui, comme toujours, arracha les larmes⁽¹⁾. D'Eprémesnil fut hué par le public qui, au contraire, fit une ovation au jeune et beau comte de Tolendal, au défenseur d'un général courageux, contre le descendant du gouverneur "marchand" de Pondichéry, qui "n'avait jamais commandé un piquet, ni vu tirer un coup de fusil".

"Je plaide en mon nom comme curateur à la mémoire de mon père. En quoi le Conseil du Roi, en admettant ma requête de cassation, s'est-il rendu suspect de haine contre la magistrature, lui qui se recrute dans les cours ? On ose dire qu'il va du salut de la France de ne pas réparer une iniquité. Mais qui donc oserait reprocher au Conseil du Roi d'avoir réhabilité Calas, mort sur la roue ?..."

Lorsqu'il rappela les exploits glorieux de son père, "de ce soldat dénué de souplesse et d'une franchise austère ; des dix-sept sièges qu'il commanda ; de Fontenoy dont il assura la victoire ; de sa ruine finale dans Pondichéry affamé, bloqué par terre et par mer",

c'était toute l'époque coloniale qu'il faisait revivre, en officier fier de son pays, en ajoutant, la voix enrouée par les larmes :

"Voilà l'homme que le Parlement de Paris a reconnu coupable d'une trahison, qui n'était pas formelle et peut-être de concussions qui n'étaient pas matérielles".

Examinant le problème de droit posé par l'incident, il en avait déterminé la portée :

"Si d'Eprémesnil intervient, il introduit un nouveau procès, confondant l'accusation d'un délit privé d'injures, avec un crime public et capital",

d'autant plus qu'on peut lui dire : que venez-vous faire au

(1) Il demandait 12.000 livres de dommages-intérêts, pour être applicables, "de son consentement" aux pains des "pauvres de la Conciergerie", ce qui provoqua cette réponse de d'Eprémesnil : "Peut-être eussiez-vous mieux fait de prouver que votre père s'était occupé des "pauvres habitants de Pondichéry".

sujet d'un procès où tout est secret, où vous êtes censé tout ignorer, où vous ne pouvez requérir aucune communication ? Enfin, et c'était son ultime et principal argument, d'Eprémesnil - cela paraissait juridiquement évident - ne pouvait poursuivre criminellement l'injure reçue de Lally mort, d'autant plus que l'arrêt du 6 mai 1766 avait supprimé tous les mémoires déposés par ce dernier.

Les observations du comte de Tolendal paraissaient péremptoires : mais, alors que d'Eprémesnil avait plaidé pour les parlementaires, le jeune Lally avait parlé pour le public, qui ne lui cachait pas sa sympathie. Les magistrats s'en étaient aperçus et n'avaient pas trouvé à leur goût cette sorte d'appel au peuple.

Si l'argumentation de chaque partie est facile à résumer, il est difficile de rendre avec exactitude le ton et la violence des débats. Duval d'Eprémesnil interrompait à chaque instant pour se faire donner acte de propos diffamatoires contre son oncle, Duval de Leyrit. Des conclusions étaient alors prises de part et d'autre :

"Vous avez dit, s'écriait Duval d'Eprémesnil, que mon oncle "était le chef d'une cabale acharnée contre votre père... Vous "avez dit que tous les juges de votre père étaient des bourreaux! "que le sieur de Leyrit avait machiné contre le sieur de Lally : "qu'il l'avait dénoncé ; qu'il l'avait diffamé..."

Pour Duval ~~d'Eprémesnil~~ son procès devenait bien meilleur s'il pouvait faire état de diffamations "actuelles" et il s'ingéniait à les provoquer. L'acharnement de Duval d'Eprémesnil

démontait d'ailleurs visiblement le jeune Lally, qui avait moins de "métier" que lui. Aussi, quand de la salle acquise à Lally montait un murmure, d'Eprémesnil hurlait et à la fin, il avait fait des efforts tels qu'il ne "proféra plus que des sons mal articulés". Le ministère public représenté par M. de Grécourt, donnait aussi de la voix et, s'associant à d'Eprémesnil, parlait "d'indécences déplacées et intolérables du public". "Celui qui provoque l'univers dans les journaux", s'écriait d'Eprémesnil,⁽¹⁾ "prétend se dérober aux regards des Tribunaux. Quelle fermeté devant ses lecteurs ; quelle prudence devant ses juges !"

La Cour dissimula de moins en moins son agacement devant les procédés du jeune Lally ; aussi ne chercha-t-il plus à ménager les susceptibilités de ses juges ! Il récusait le conseiller Coltot⁽²⁾ qui siégeait depuis le début de la procédure, en invoquant la parenté de ce dernier avec l'une des parties accusées, le sieur de Basin. Par arrêt du 10 mars, la Cour, à contre-cœur, reconnut le bien-fondé de cette récusation⁽³⁾. Le curateur tenait là un moyen de cassation solide. C'est tout ce qu'il put faire en prévision de l'arrêt défavorable, qui le 15 mars donna acte à d'Eprémesnil des propos tenus par le comte de Lally Tolendal. D'Eprémesnil avait réussi ainsi dans sa manœuvre. Le comte de Lally Tolendal devenait personnellement diffamateur et l'intervention de d'Eprémesnil recevable. Cet arrêt fut rendu à la fin de la plaidoirie du fils de Lally

(1) (2) (3) Voir page 389 bis.

- (1) Second plaidoyer de d'Eprémesnil, p. 79
- (2) Le conseiller Coltot attacha son nom à l'affaire de Françoise Salmon dont il fut le rapporteur léger et malheureux. Cf : T II Appendice p. VI bis
- (3) L'Art. 4 de l'ordonnance de 1667 permettait de récuser le juge "s'il est parent ou allié de l'accusateur ou de l'accusé" jusqu'au cinquième degré inclusivement... ce qui aura également lieu s'il est parent ou allié par sa femme, si elle est vivante "ou s'ils ont des enfants vivants". Le conseiller Coltot entraînait dans ce dernier cas, puisqu'il avait de sa femme décédée, parente avec Basin, une fille vivante.

sur les conclusions déposées de part et d'autre. La cause fut alors remise au 12 avril pour une réplique de d'Eprémesnil.

Pour compliquer encore les choses, d'Eprémesnil imagina de faire intervenir la comtesse d'Aché dont le mari, l'un des accusés, venait de mourir. C'était juridiquement encore plus inconcevable. Comment la veuve d'un accusé pouvait-elle reprendre une instance en son nom ? Et surtout, comment était-il imaginable qu'elle signifiât cette reprise d'instance au comte de Tolendal, curateur à la mémoire d'un autre "accusé", qui n'avait aucun lien de droit avec lui ? Le Parlement de Rouen, en donnant acte à la comtesse d'Aché de sa demande et en nommant Alexandre-Louis, baron d'Aché, ancien lieutenant de vaisseau, curateur à la mémoire du comte, ne laissa plus de doute sur la prévention qui l'animait⁽¹⁾. Cette confusion créée volontairement entraîna de nouveaux retards, sous le fallacieux prétexte de mémoires et de plaidoyers à présenter.

Un dernier incident s'avéra plus significatif encore. Le Premier Président, de Montholon, passait pour favorable à Lally. Profitant des vacances de Pâques, il s'était rendu à Paris. Blessé dans un accident de voiture, il ne fut pas en état de rentrer à Rouen le 12 avril. Le renvoi s'imposait donc. D'Eprémesnil aurait laissé croire qu'il acceptait le report à une nouvelle date ; le jeune Lally demeura donc à Paris le 12. Mais le 11 avril au soir, d'Eprémesnil quitta Paris, courut trente lieues et arriva au Palais de Rouen le lendemain à

(1) Bibl. municipale de Dijon, ms. 19362, t. II, p. 65.

six heures du matin. Refusant tout renvoi sous prétexte que Lally n'avait pas constitué mandataire régulier, il plaïda, s'expliquant même sur la reprise d'instance de la comtesse d'Aché.

Il se fit le champion de tous ceux que Lally-Tolendal (Le comte de Lally est votre père... Les lois m'obligent à le croire ?... Je me tais) avait attaqués : Le Père Saint-Estevan⁽¹⁾, missionnaire jésuite que Lally avait employé dans les négociations avec le Roi du Tanjaour, et qu'il avait laissé souffrir six mois en prison ; le conseiller Desvaulx, son beau-père "dont la fortune avait été versée toute entière dans la "caisse de la Compagnie à Pondichéry et qui n'en avait rapporté "que des billets du Conseil⁽²⁾". Le gouverneur Leyrit, son oncle, "revenu en 1762, tout son bien étant dans la caisse de "la Compagnie, et mort en 1764, sans avoir été payé, en par-"donnant à M. de Lally⁽³⁾". Quant au Conseil de Pondichéry, n'était-ce pas une "Cour souveraine ?... La justice, la guerre, "l'administration, la politique, le commerce, tout était de "son ressort... Les conseillers, par la prérogative attachée "à ce titre seul, commandaient partout où ils se trouvaient !... "Ne siégeaient-ils pas, en vertu de l'ordonnance portée dans "l'Inde par M. de Lally, dans les Conseils mixtes, après les "colonels et le gouverneur ne présidait-il pas ces Conseils "en l'absence du général ?...⁽⁴⁾

(1) Second plaidoyer de M. d'Eprémèsnil, p. 47

(2) Ibid. p. 62

(3) Ibid. p. 71 - 72

(4) Ibid. p. 90

D'Eprémesnil volait au secours de Soupire⁽¹⁾, ce digne officier qui "éluda aussi heureusement que sagement l'exécution des ordres du général". Quand il arrivait à Bussy, il nageait dans l'hyperbole. Pensez-donc ! Bussy "qu'on appelait "le héros de l'Inde française, que toute l'Asie a vu réunir "au suprême degré les talents de la guerre et de la négociation, "au seul nom duquel on verrait les Anglais trembler, et les "Indiens, éloignés par nos défaites, accourir en foule, s'il "débarquait sur la plage de Pondichéry, dont enfin il croyait "faire l'éloge en disant que M. de Lally le haïssait mortellement⁽²⁾. Le bataillon de l'Inde, dont son adversaire avait "parlé avec tant de mépris, était un corps plein de bravoure". Enfin le Père Lavour, mort dans la pauvreté, avait été odieusement diffamé⁽³⁾.

Il représentait véritablement tout le monde des "calomnies" par Lally, à commencer par son oncle le gouverneur Leyrit, mort en 1764 sans avoir pu se défendre ! Sa discussion ne manquait, en outre, ni de pertinence, ni de rigueur. Utilisant la correspondance, mettant en évidence un passage, s'arrêtant à une expression, il ne laissait rien passer, tant il est vrai que lorsqu'on plaide sur un monde de documents, le noir ou le blanc peut si facilement sortir de la jonglerie des mots !

Le fils de Lally lui demandait 12.000 livres de dommages-intérêts ! "Cette somme est bien modique pour le fils d'un "homme innocent et malheureux, que j'attaque en calomnie par

(1) Second plaidoyer de M. d'Eprémesnil, p. 27 et 59

(2) Ibid. p. 95

(3) Ibid. p. 265, 270, 272.

"les mêmes faits qui le rendent coupable de trahison"⁽¹⁾. Le comte de Lally avait eu des malheurs ! "Les Tibères et les Nérone vivaient-ils sans chagrin ? Nous serions trop malheureux si les méchants passaient des jours tranquilles".

Le 9 février 1760, Lally expose devant le Conseil la situation dramatique du Trésor.⁽²⁾ Or, le 12 février Lally utilise un prête-nom, Sutton, pour prêter à la Compagnie 16.000 roupies contre une lettre de change à 30 % d'intérêt. D'Eprémèsnil tient là le bon argument⁽³⁾ : "Cette usure effroyable, commise "par un chef, par le dépositaire de l'autorité, de la confiance "publique, dans un moment de crise, deux jours après le tableau "fait par lui-même de la détresse universelle, cette usure en "un mot, la plus énorme que l'on puisse imaginer par elle-même "et par les circonstances, dirai-je de quoi elle était digne?... "Oublions tous les autres crimes du comte de Lally. Ne pensons "qu'à celle-ci. Il ne méritait pas la mort, mais il méritait "un supplice plus honteux que cette mort...". Puis après Duval d'Eprémèsnil jouait les stratèges en chambre. Chinglepet n'avait-il pas été sciemment négligé⁽⁴⁾. La flotte anglaise venue sauver Madras, n'était-elle pas inoffensive, la plupart des soldats qu'elle portait étant malades ? Au lieu de se retirer sur Pondichéry, n'aurait-il pas dû se réfugier sur le Grand-Mont et attendre la chute de Madras à bout de forces ?⁽⁶⁾ N'était-ce pas l'avarice du général qui avait provoqué la révolte de l'armée, puisque dans sa propre cassette, il trouvera

(1) Second plaidoyer de d'Eprémèsnil, p. 5

(2) Ibid. p. 73

(3) Ibid., p. 78, cf. sur ce point Avis de B. de R. et supra p.179

(4) Ibid., p. 84-87

(5) Ibid., p. 99

(6) Ibid., p. 99

à la fin 80.000 roupies, en tirant des sacs de pagodes qu'il jette à terre avec fureur⁽¹⁾ ? etc.

Le tout était entrecoupé de couplets violents contre Lally qui "s'énivrait. Et c'était dans les douleurs qui suivent ces débauches, telles ou plus crapuleuses, et surtout "plus criminelles que celles d'Antoine décrites par Cicéron, "dis-je dans les douleurs causées par ses débauches que Lally "s'écriait qu'on l'avait empoisonné⁽²⁾". D'Eprémesnil ne se privait pas même de la note sentimentale, pleurant sur la perte de Pondichéry, il rendait alors des points au jeune Lally : "Nous touchons au moment fatal, mon coeur se serre, je respire "à peine : c'est la ville où je suis né, ses habitants m'ont "porté enfant dans leurs bras : c'est là que tous les miens "ont travaillé avec succès, pendant plus de quarante ans à "la gloire de nos armes, à l'agrandissement de nos colonies, "à la prospérité du nom Français ; presque tous y sont morts"⁽³⁾etc. Et il s'élevait ainsi jusqu'à une péroraison d'une grandeur épique⁽⁴⁾ : "Votre arrêt, Messieurs, qui mettra fin à cette "grande affaire, retentira jusqu'aux extrémités du monde. Il "ira porter dans l'Inde la joie ou la terreur. Ô murs, où je "suis né, vous n'aurez pas été livrés impunément !... Mon "intérêt personnel m'occupe à peine... Ma cause est celle "de l'Etat". Devant des magistrats dont le siège était pour la plupart déjà fait, d'Eprémesnil apparut vraiment comme "l'ange gardien" de la vérité judiciaire.

(1) Second plaidoyer de d'Eprémesnil, p. 112

(2) Ibid. p. 193

(3) Ibid. p. 198

(4) Ibid. p. 337 - 339

Lally averti revint à Rouen le jour suivant et le 19 avril demanda⁽¹⁾ que fût recommencée la plaidoirie que M. de Montholon n'avait pas entendu, réclamant "l'intégralité" de ses juges et désirant connaître la plaidoirie de son contradicteur⁽²⁾. Ceci se justifiait d'autant plus qu'un autre conseiller, M. de Vaubadon, convaincu que l'affaire serait renvoyée, n'était pas venu siéger non plus. D'Eprémèsnil répondit à cette demande en ricanant et en se moquant de son adversaire. Il dénia qu'il ait donné un accord pour un renvoi. Puis s'emportant, il prit violemment à partie le jeune Lally⁽³⁾ :

"Moi, coupable de trahison ! Et pourquoi ? Pour priver mon adversaire des lumières de M. le Premier Président ?... Je propose une réflexion. Nous avons perdu plus d'un juge : M. Dousessey par un voyage ; M. Bonnel par une indisposition ; plusieurs de Messieurs, quoique présents à l'audience, s'abs-tiennent d'en connaître. Pourquoi mon adversaire n'en a-t-il pas témoigné quelques regrets ? J'ose dire que son insurrection est plus injurieuse aux juges qu'il réclame, qu'à ceux qui le trouvent indifférent. Et remarquez, je vous prie Messieurs, l'expression échappée à mon adversaire. Après avoir protesté en face de la Cour, de nullité contre l'audience du 12 : je conclus, à ce que l'intégralité de mes juges me soit restituée ... me soit restituée... à lui... à mon adversaire... Non pas à nous, non pas à notre cause. Peut-on pousser le délire plus loin ? Peut-on insulter plus ouvertement à la Cour, M. le Premier Président et les bienséances ?..."

L'avocat général, exprimant le sentiment des magistrats, requit contre les conclusions prises par le fils de Lally, s'en rapportant pour le surplus. La Cour le suivit et déclara Lally "non recevable dans sa réclamation". Considérant qu'une telle

-
- (1) Réclamation faite à l'audience du 19 avril 1780, par le comte de Lally Tolendal, curateur à la mémoire de feu le comte de Lally, son père, contre M. Duval d'Eprémèsnil neveu par son père de feu sieur Duval de Leyrit. Rouen, Vve Besongne, 1780. Bibl. Nat., 4° Fn 15842.
- (2) Recommencer une plaidoirie n'avait rien d'impossible, puisque celle-ci était écrite et par la suite signifiée.
- (3) Second plaidoyer de M. d'Eprémèsnil, plus spécialement p. 247 et suiv. (Bibl. municipale de Dijon 19362, t. I, et Bibl. Nat., 4° Fn 15836 quater et 15840).

décision témoignait une évidente partialité, le jeune Lally estima qu'il ne pouvait rien espérer des parlementaires à Rouen ; il ne voulut plus se prêter à ce qui lui paraissait une parodie de justice. Il quitta l'audience où il ne reparut plus.

D'Eprémesnil, resté seul, s'en donna alors à coeur-joie. Il se moqua de M. de Tolendal qui avait pris le parti de ne plus se montrer à l'audience⁽¹⁾. Il reprit la parole, déniait la légitimité du fils de Lally, exposant à sa manière l'expédient de l'Inde.

"Il s'annonça", si l'on en croit le jeune Lally, "comme la lumière de la magistrature, comme la colonne de l'Etat, comme le soutien du Trône, comme le censeur des puissances, comme l'oracle du monde entier ; il félicita la France qui le possédait, l'Asie qui l'avait vu naître, jusqu'aux nègres de Pondichéry qui l'avaient porté dans leurs bras ; il ne s'envisagea lui-même ; il ne prononçait son propre nom qu'avec un respect religieux ; il articulait pour fondement d'un principe : "M. d'Eprémesnil le pense" et pour preuve d'un fait : "M. d'Eprémesnil le dit"(2).

L'avocat des co-accusés Allen et Pouilly, Me Ducastel, intervint avec une extrême vigueur au nom d'Allen, mais la Cour le déclara également irrecevable et il se retira⁽³⁾.

A la Cour comme à la ville, d'Eprémesnil triomphait, se montrait partout,

"provoquant, bouffonnant, allant au bal, dansant et ne manquant aucune occasion de se déclarer contre Lally",

au point qu'il fut pris à partie violemment par un officier.

Poursuivant son contradicteur même après l'audience, d'Eprémesnil écrivit le 24 avril à Me Ducastel, une lettre se terminant ainsi :

-
- (1) Abiit, effugit, evasit, erupit.
 (2) Observations de M. de Lally, Conseil d'Etat Privé du Roi, p. 83.
 (3) Sur les incidents avec M. Ducastel voir le Second plaidoyer de d'Eprémesnil, p. 323 - 331.

"Je dénoncerai votre plaidoyer à la Cour, en la suppliant de
"décider s'il vous est permis de renouveler et d'appuyer par
"des notes dérisoires contre ma personne, aux dépens de la
"bienséance et de la vérité, une diffamation ténébreuse contre
"mon Oncle, formellement désavouée à l'audience par vous-même
"sur ma réclamation",

et Me Ducastel, le 25 avril, avait répondu :

"Si vous avez la bonté de me faire un procès personnel, ce sera
"le premier que j'aurai. Je ne le désire ni ne le crains".

L'atmosphère au Palais devenait irrespirable.

Tout le barreau avait pris parti contre ce conseiller
jouant à l'avocat, dont les attitudes finissaient par être
insupportables. Il s'en fallut de peu que d'Eprémèsnil ne com-
promît un succès qui paraissait certain. Ce ne fut que par seize
voix contre sept que, le 12 mai 1780, la Cour lui donna gain de
cause et admit son intervention⁽¹⁾. D'Eprémèsnil avait appliqué
la technique de certains avocats, qui finissent par l'emporter,
en s'écriant à chaque instant : "je n'ai pas peur, moi, car je
crie bien fort, et je dis bien des injures", ou en menaçant en
répétant qu'il "apportait dans le pan de sa robe ou la paix ou
la guerre". Cette méthode de persuasion qui nécessite de la
santé plus que de l'intelligence réussit même encore aujourd'hui,
ce qui démontre que les juges sont souvent plus sensibles à la
fatigue qu'au raisonnement.

o
o o

(1) Bibl. municipale de Dijon. Mémoires secrets, t. XV, p. 199-208, 214, 230 ; Correspondance secrète, t. IX, p. 396. Les sept con-
seillers ayant voté contre étaient d'après Lally : de Folleville,
conseiller d'honneur, de Bellegarde, de Combon, Mouchard, rappor-
teur, de Betteville, l'abbé de Ruallent, l'abbé de Caudinière,
le président de Sommesnil. Cf. Observations de M. de Lally,
arrêt du Conseil d'Etat privé du Roi, p. 90.

Le Parlement de Paris restait le plus fort. On criait dans les rues de la capitale les arrêts obtenus par d'Eprémesnil; mais l'opinion publique, dans sa grande majorité, restait favorable à Lally. Avec la cassation de l'arrêt du 6 mai 1766, n'était-ce pas toute la procédure criminelle de l'époque qui était mise en accusation ? Un vent d'idées nouvelles soufflait pour balayer une législation que Voltaire, Du Paty, Servan, avaient stigmatisée.

D'Eprémesnil s'était attaqué aux philosophes : ceux-ci lui répondirent avec usure. Condorcet en particulier gardait un vieux compte à régler avec le conseiller. En janvier 1776, il avait en effet publié une brochure sur la Corvée Royale, où il appelait les cultivateurs à la lutte contre les propriétaires du sol. D'Eprémesnil, alors conseiller aux Requetes, l'avait dénoncé au Parlement de Paris et, après un réquisitoire de l'avocat général Séguier, l'ouvrage de Condorcet avait été supprimé et "condamné au mépris". Condorcet sauta sur l'occasion de dire son fait à d'Eprémesnil :

"ce petit Américain qui à force de faire donner des coups de fouet à ses nègres, est parvenu au point d'avoir assez de sucre et d'indigo pour acheter une charge de conseiller du Roi... brûleur de papier"(1).

Condorcet revint encore à la charge en défendant Voltaire mort, et écrivit une "Réponse à d'Eprémesnil"(2) où il "saluait la mémoire du philosophe qui avait occupé l'Europe, soixante ans de sa gloire". Voltaire s'était prononcé sans avoir connu

(1) Condorcet, Oeuvres, t. VII, p. 37.

(2) Ibid., p. 30 et suivantes.

le dossier ! Condorcet s'indignait de cette supposition gratuite et inexacte (et il avait raison), et surtout il en profitait pour mettre en accusation tout le système de la procédure se-crète...

"Eh quoi ! écrivait-il, parce que vous ne permettez pas aux citoyens de voir sur quel titre vous décidez de la vie des hommes, puisque vous cachez dans l'ombre les motifs de vos arrêts, il faudrait les respecter comme des oracles ! Voltaire, ennemi de la magistrature (1) où il y a eu des "Malesherbes", "La Chalotais", "du Paty", "Castillon", "de Morveau" et "du Sé-jour"!... Allons donc ! Qu'on appelle ennemis de la magistrature ceux qui désirent la réforme de la jurisprudence qu'on enlève aux citoyens le droit d'examiner les lois, d'en discuter les inconvénients ou les avantages ; qu'on nous force d'adorer une procédure qui permet de refuser à l'accusé un conseil, qui lui ôte ce conseil quand il est en présence du juge et des té-moins, qui ne permet pas à l'accusé d'avoir une copie des pro-cédures faites contre lui pour les examiner de sang-froid, qui lui refuse le droit de récuser les témoins dont il ne connaît l'inimitié que par les calomnies dont ils le chargent, qui ne l'admet à prouver son innocence qu'après que toute la preuve contre lui est terminée..."

Condorcet revenait ensuite sur l'affaire Lally dont il dénonçait le scandale judiciaire, n'ayant que du mépris pour "un d'Eprémessnil (2) licencié en Droit, qui achète un office et se croit un personnage très au-dessus d'un simple particulier qui n'a que des talents et pas d'office..., qui s'irrite de voir ce particulier plus grand que lui dans l'opinion ; qui s'en venge par libelles juridiques..."

et prophétisait en terminant :

"La postérité verra dans Voltaire l'héroïque écrivain qui pen-dant soixante ans a plaidé la cause de l'humanité, l'apôtre de la tolérance, le défenseur des rois contre les hypocrites qui tentent de les détrôner, celui des peuples contre les prêtres qui les trompent, contre les magistrats et les tyrans subalternes qui les persécutent".

Avec les philosophes, un avocat pour l'honneur du Barreau se jeta dans la bataille. Lorsque Lally avait été condamné en

(1) Ibid., p. 37.

(2) Ibid., p. 30, 52.

1766, un simple stagiaire, Linguet, avait tenu, on s'en souvient, dans les couloirs du Palais, des propos qui lui avaient déjà attiré toutes sortes d'inimitiés. Il avait visité le chevalier de la Barre dans sa prison et écrit un mémoire en faveur des co-accusés de ce dernier, mais à ce moment-là on lui avait imposé silence. Avec l'âge, il avait pris de l'autorité, tout en conservant intacte son ardeur combattive. Ses violences, ses audaces verbales, que rien ne calmait ni n'arrêtait, lui avaient apporté la confiance de nombreux clients, mais aussi et surtout l'hostilité des magistrats du Parquet et la jalousie de ses confrères. Parmi ceux-ci, le grand avocat Gerbier lui vouait une véritable haine au point de décider, pour éviter les incidents, de ne plus plaider contre lui.

Linguet avait fait carrière sous le Parlement Maupeou et à cette époque, avait contribué à redonner à la plaidoirie son rôle dominant. Le 4 septembre 1773, parvenu au sommet de la gloire, il avait triomphé dans la cause du comte de Morangès : mais le Capitole était proche de la Roche Tarpéienne, puisque le 11 février 1774, le Parlement l'avait rayé du Barreau. Après des démêlés invraisemblables, l'assemblée générale de l'Ordre des Avocats à son tour avait définitivement confirmé, le 3 février 1775, cette radiation.

Linguet n'était pas pour autant rentré dans le rang. Devenu journaliste, il avait commencé une carrière de "publiciste" en dirigeant la rédaction du Journal de politique et de

littérature pour le compte de Panckoucke. En raison de ses attaques virulentes contre les puissants du jour, il avait dû, sur plainte de l'Académie, abandonner ce journal. S'étant expatrié, il fondait les Annales à Londres. Journaliste, devenu **bohème**, il se promenait de capitale en capitale, avec son matériel d'imprimerie. Telle devait être l'étonnante carrière de cet homme qui, comme l'avait écrit Voltaire, "brûlait" mais "éclairait". Linguet, après s'être battu toute sa vie, devait finir sur l'échafaud, le 21 juin 1794, condamné par de plus violents que lui. Lisant Sénèque dans la charrette qui le conduisait à la mort, il sut inspirer, dit-on, même à ses bourreaux, le respect⁽¹⁾.

D'Eprémesnil avait bien entendu également dénoncé Linguet au Garde des Sceaux, à l'occasion de ses "diatribes diffamatoires" parues dans les Annales. L'intervention de d'Eprémesnil dans l'affaire Lally permit⁽²⁾ donc à l'ancien avocat de rendre la monnaie des coups qu'il en avait reçu :

"Il est de ces parlementaires, phénomènes précoces, prétendus "orateurs produits dès l'enfance dans le premier ordre du barreau, à l'abri d'un titre qui garantit de la critique, à qui l'opulence assure le succès sans travail et qui cependant conservent ensuite dans le monde du barreau même, une considération, une gloire, une prépondérance rarement accordée par l'aveugle public, à des talents dénués de ce faste qui en impose et de ces sources trompeuses qui les subjuguent".(3)

(1) Jean Cruppi, Un avocat journaliste du XVIIIème siècle, Linguet, Paris, Hachette, 1895.

(2) Cf. sur Linguet. Henri Carré, Le Barreau de Paris et la radiation de Linguet, Poitiers, 1892 b.m. 8. Sur toute cette partie de notre ouvrage, nous nous sommes référés aux travaux si complets d'Henri Carré. L'avocat Coquelet de Chaussepierre avait fait sur Linguet une charade :

Mon premier sert à pendre
 Mon second mène à pendre
 Et mon tout est à pendre

(3) Linguet, Annales, t. VIII, p. 163, 169, 173, et passim, et surtout le t. IX, p. 217 et suivantes.

D'Eprémesnil, fort de son autorité de magistrat, avait immédiatement tenté d'arrêter la vente des Annales à Paris, en se rendant auprès de l'agent de Linguet, un sieur Le Quesne, marchand de soie : "Nous verrons, lui aurait-il dit, qui l'emportera : ou de la justice du Parlement, ou de l'indulgence d'un gouvernement faible et pusillanime". Qu'était venu chercher notre parlementaire ?... De nouveaux coups que Linguet s'empressa d'asséner à ce "quidam de cinq pieds deux pouces, avec des cheveux "de crapeau". Dans le numéro 59 des Annales (mars 1780), Linguet en profitait pour réhabiliter le comte de Lally et, d'une façon plus générale, fustigeait la politique parlementaire, le système des classes, l'arrogance de la robe.

D'Eprémesnil, tenace, dénonça une nouvelle fois, le 18 juin 1780, Linguet au Parlement de Paris. Devant l'assemblée plénière au cours de trois séances, il accabla cet avocat

"apologiste du despotisme, détracteur de la Constitution, ennemi de la magistrature, calomniateur des particuliers, corrupteur des peuples, ... cet homme qui s'était fait un coupable honneur de provoquer sa radiation au tableau des avocats et qui s'était expatrié en vue de composer un libelle périodique, diffamatoire et calomnieux"(1).

Mais cette fois le Parlement se montra prudent, Linguet était un journaliste lu, tant par la Cour que dans le Clergé. Il

- (1) Arch. Nat., X 1 B 8974, 18 juillet 1780. Les vers que l'on fit à l'occasion de sa radiation, dépeignent assez bien l'inconséquence du Parlement à l'égard de Linguet, dont nul ne pouvait contester le grand talent :

Tes pairs, ne pouvant pas devenir tes semblables
Linguet, t'ont rayé du tableau :
Deux arrêts inconciliables
Dont l'un met à tes pieds, tes rivaux méprisables,
Et l'autre te condamne à quitter le barreau
Démontrent à toute la France,
Que le vieux Parlement revenu du tombeau
N'a pas encor repris toute sa connaissance...

Le vieux Parlement ne pardonnait pas sans doute à Linguet d'avoir osé imprimer que "le métier de juge est un des plus dégoûtants, peut-être même un des plus propres à occasionner le remords".

risquait de venir plaider sa cause en personne et il avait la dent encore plus dure que la plume. Aussi, la peur de Linguet fut, pour les conseillers, le commencement de la sagesse et ils renvoyèrent leur délibération "sine die", comme il était d'usage pour les affaires que le Parlement ne voulait pas juger.

Le ministre avait fini par s'émouvoir, on s'inquiétait à la Cour de la place grandissante que prenait Linguet dans l'opinion, on ne pouvait pas interdire ses Annales et cependant il fallait le faire taire. Une lettre de cachet fut donc préparée, le 18 avril 1780, contre lui. Comme les numéros des Annales n'étaient pas saisis, Linguet se croyant tranquille reparut à Paris. Il fut alors arrêté et envoyé à la Bastille d'où il ne devait sortir que le 19 mai 1782. On avait trouvé le prétexte de son incarcération dans une lettre écrite par lui contre le maréchal académicien de Duras, qu'il traitait de J...f... Linguet passa vingt mois à la Bastille et signa sa résurrection, en révélant dans ses Mémoires sur la Bastille les secrets de cette prison royale, malgré l'engagement de silence qu'il avait pris⁽¹⁾. L'emprisonnement de Linguet fut donc "une retombée du procès Lally".

Arrivé à ce stade de polémique le conflit des personnes n'apparaît que sur le devant de l'estrade ; chaque partie devient un symbole. Comme dans tous les procès qui agitent l'opinion, le problème passe du particulier au général. Ainsi l'action en faveur de Lally était portée sur les épaules de

(1) Mémoires sur la Bastille. Londres, de l'imprimerie de Thomas Spilsbury, Snowhill et à Bruxelles, chez B. Le Franco, 1783.

ceux qui menaient le combat pour le respect de la dignité humaine et de la justice ; les privilégiés en place invoquaient pour le maintien de la condamnation le sacro-saint ordre public avec lequel ils s'identifiaient. Le sort de la mémoire de Lally importait moins que la nécessité d'abattre ou de défendre des institutions.

o
o o

Le jeune Lally, pour éviter de nouveaux et longs débats, ne présenta pas lui-même devant le Conseil d'Etat privé du Roi, un recours en cassation contre les arrêts du Parlement de Rouen. Il laissa ce soin au sieur Allen de Saint-Volston, ci-devant major général de l'armée de l'Inde, "créature de Lally", se plaisait-on à répéter. Allen, complice prétendu de Lally, poursuivi devant le Parlement de Paris, avait été mis "hors de cour" par l'arrêt ; ensuite de la procédure reprise devant le Parlement de Rouen, il avait été déclaré pris de corps et devait, en conséquence, attendre indéfiniment en prison sa justification. Or, il ne lui était rien reproché de sérieux, puisqu'il avait été simplement mis "hors de cour" par le premier arrêt, ce qui n'impliquait qu'un léger blâme. Le moyen soulevé par lui était simple : en raison du secret de l'instruction dans les affaires

criminelles l'intervention de tiers était irrecevable, et fait plus grave encore, dans la circonstance présente, les parties étaient venues "plaider" à l'audience, ce qui était non seulement inhabituel, mais illégal. A cette requête s'étaient joints le comte de Lally-Tolendal et le sieur de Pouilly. Neuf moyens de droit étaient invoqués, dont le principal concernait la présence aux débats du conseiller de Coltot, parent avec le sieur de Basin, l'une des parties accusées : la récusation reconnue valable par arrêt du 10 mars faisait s'écrouler toute la procédure qui s'était poursuivie ensuite devant le Parlement de Rouen.

Les requêtes toujours sous la signature de l'avocat au conseil, Me Voilquin, qui avait déjà obtenu la première cassation pour le comte de Lally-Tolendal, furent admises au bureau des cassations. Sur rapport du maître des Requêtes, Bertrand de Molleville, le Conseil d'Etat, dans le quartier d'avril 1780, cassa toute la procédure et les huit arrêts de Rouen, par arrêt du 31 juillet 1780. Le procès, sur nouvelle cassation fut ainsi renvoyé devant le Parlement de Bourgogne.

Le Conseil d'Etat privé du Roi, était-il dit, casse les huit arrêts du Parlement de Rouen des 11 août 1779, 10 et 15 mars, 19 et 24 avril et 12 mai 1780 et généralement toute la procédure relative soit à l'intervention du sieur Duval d'Epremesnil, soit à la reprise d'instance de la comtesse d'Aché, dans le procès criminel du jeune comte de Lally et autres parties ; évoque ledit procès criminel attribué au Parlement de Rouen, par

l'arrêt de cassation du 25 mai 1778, et le renvoie au Parlement de Dijon ; ordonne, du propre mouvement, qu'il sera passé outre à l'instruction et au jugement dudit procès, nonobstant toute opposition ; donne acte au comte de Lally-Tolendal et autres parties, de leurs réserves contre le sieur Duval, notamment pour les écrits et libelles dont il a inondé la France.

Rarement procédure de cassation était allée aussi vite. Le Conseil d'Etat privé du Roi, manifestement, durcissait sa position contre les Parlements. Le garde des Sceaux, Miromesnil, avait abandonné, semble-t-il, Duval d'Eprémesnil. La minute d'une lettre du conseiller au ministre, datée du 27 mai 1780, traduit sa rancœur. Il s'agissait alors de la requête de MM. Allen et Tolendal.

"La pièce que j'ai l'honneur de vous adresser", écrivait Duval d'Eprémesnil, "est d'une importance extrême, non pas pour moi, "mais pour d'autres et je n'aurai rien à me reprocher. J'ai eu "l'honneur de vous écrire, Monseigneur, vous ne m'avez pas "répondu. C'est me traiter avec une rigueur qui m'afflige. "J'espérais intéresser à la fois votre justice et votre cœur ; "mais il ne m'est plus permis de réclamer que votre justice. "Ma confiance en elle et l'amour de la paix me dictent cette "lettre, et par ces deux motifs je vous supplie, Monseigneur, "de ne pas laisser, avant de m'entendre, rapporter au Conseil "la requête en question qu'on m'assure admise au bureau"(1).

Cette lettre paraît être restée sans réponse. Ainsi la partie était claire : elle se jouait entre le Roi et ses Parlements. A Paris d'Eprémesnil avait perdu ; mais les Parlements, il en gardait l'espoir, n'avaient pas dit leur dernier mot !

o
o o

(1) Arch. Nat., Papiers d'Eprémesnil, 158 AP 3, p. 25.

Voilà donc le procès renvoyé à Dijon, à la fin de ce siècle où la France enrichie a vécu sur la gloire de Louis XIV. Que restait-il de nos anciennes conquêtes des Indes?...

Depuis que le 9 mai 1766, le comte de Lally avait été décapité en place de Grève, la France ne disposait plus aux Indes que de cinq médiocres comptoirs : Mahé⁽¹⁾ en Malabar, Karical et Pondichéry sur la côte de Coromandel, Yanaon⁽²⁾ sur celle d'Orixa et Chandernagor au Bengale. Pondichéry avait été rasé ; Jean Law, frère aîné de Jacques François Law qui avait eu des démêlés avec Dupleix, nommé commissaire du Roi, en avril 1765, était reparti à zéro et pendant douze ans, sans secours, rebâtissait, subissant avanies sur avanies.

Les Français étaient réduits au silence ; mais leur échec n'avait pas été sans éveiller des inquiétudes. Un prince indien, Haïder Ali, Nabab de Maïssour (Mysore) depuis 1760, avait assisté avec peine à notre désastre ; il s'était employé, prudemment d'abord, à rendre la vie difficile à nos vainqueurs. Il était devenu l'ami du maréchal de camp Bellecombe de Toiral, qui avait succédé le 9 janvier 1777 à Law.

A ce moment-là l'Angleterre perdait, à l'exception du Canada, ses possessions d'Amérique et la France avait pris parti "au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Le 17 décembre 1777, M. de Vergennes, un dijonnais dont sa ville était très fière, ministre de Louis XVI, avertissait officiellement Franklin que le Roi de France reconnaissait les Etats-Unis

(1) Sur la côte de Malabar, port sur la mer d'Oman à 450 kms de Pondichéry. Acquis par les Français en 1727.

(2) Ville dans les pays des Circars du Nord à 780 kms W.N.E. de Pondichéry sur la branche N. du delta de Godavéry et à 13 kms de l'embouchure de ce fleuve. Yanaon appartenait à la France depuis 1752.

naissants et, le 6 février 1778, Louis XVI signait avec eux un traité d'alliance contre l'Angleterre. Le 17 juin de cette même année, la frégate française "La Belle Poule" tirait le premier coup de canon sur le vaisseau anglais "l'Aréthuse".

Pourquoi fallut-il que la conséquence en fût, dans l'Inde, la perte de nos dernières possessions ? Les Anglais furent vite avertis. Il y avait à peine 600 soldats français à Pondichéry. Le 10 juillet, nous perdîmes Chandernagor. Le colonel Munro avec 20.000 hommes bien entraînés enleva Karical le 11 août et Bellecombe de Toiral capitula dans Pondichéry, le 17 octobre. Le 19 mars 1779, Mahé en Malabar tombait à son tour. Ainsi nous n'avions plus rien. La guerre d'Amérique nous avait coûté ce qui nous restait de notre empire dans l'Inde.

Heureusement Haïder Ali, qui s'était déjà rapproché de la France en venant au secours de Lally avec les Maïssouriens dans Pondichéry assiégé, avait compris pleinement le danger de l'exclusive souveraineté anglaise. Après la capitulation de Pondichéry, des officiers de Lally, le colonel Mandave, le capitaine Marchand avaient sauvé l'honneur en se battant sans espoir à Négapatam et dans Madura. Pendant sept ans Haïder Ali, de 1762 à 1769, résista dans Bangalore pour devenir un souverain indépendant. Au début de 1769, par une manoeuvre hardie, il avait menacé Madras, et les Anglais durent reconnaître sa souveraineté sur le Maïssour (Mysore). Profitant d'une paix relative, Haïder Ali disciplinait ses troupes et accroissait sa puissance en

étendant sa domination sur la côte de Malabar. Quand les Anglais mirent la main sur les dernières possessions françaises aux Indes, Haïder Ali prit conscience de la menace. Mahé, devenu anglais, c'était en effet pour lui la perte de son principal port, et les armées anglaises lentement mais sûrement investiraient le Décan. S'il ne réagissait pas, le glas de l'Inde indépendante allait bientôt sonner.

Sa décision ne tarda pas. En grand secret il rassembla son armée et, en juillet 1780, il déclencha une attaque massive dans le Carnatic. Les Anglais furent surpris. Le 10 décembre 1780, le colonel anglais Baillie était fait prisonnier à Candiavaram et sa petite armée mise en déroute ; le 16 février 1782, le fils d'Haïder Ali, Tippe Sahib, écrasait dans le Tanjaore l'armée du colonel Braithwaite, qui devait se rendre sans conditions.

Ces victoires avaient ranimé les espérances françaises et Versailles envoya deux mille hommes, qui arrivèrent aux Grandes Indes le 11 mai 1782, sous les ordres du brigadier général Du Chemin, après une traversée commandée par le comte d'Orves. Tippe Sahib venait en effet de reprendre aux Anglais Porto-Novo, où les Français pouvaient débarquer. Gondelour, Pondichéry étaient enfin reconquis.

Dans le même moment la marine française se couvrait de gloire sous la conduite de celui qui laissera un nom prestigieux, Pierre André de Suffren de Saint-Tropez. Le 16 avril 1781, il

remportait sa première victoire en battant la division anglaise du commodore Johnstone devant La Praya. Promu chef d'escadre, il arrivait le 14 février 1782, avec douze vaisseaux, aux Grandes Indes et l'emportait sur Hugues dans un combat qui a rendu célèbre l'flot de Providien, le 12 avril 1782.

A présent nos alliés, les princes indiens, reprenaient confiance dans la France, mais Versailles restait toujours mal informé. Aussi, en mars 1782, ordre fut donné à Suffren victorieux, de quitter les Indes. Il n'obéit pas et, le 22 août 1782, Versailles, alors mieux renseigné, l'en félicita... La France était résolue, semble-t-il, à faire l'effort nécessaire et ce fut au vieux Bussy que l'on pensa. Il devait s'embarquer avec quatre mille hommes... mais il n'arriva qu'avec un millier de soldats, le 10 mars 1783, à Trincomalé. Une fois de plus la France perdit sa chance.

Quand les parlementaires de Dijon se réuniront pour le grand procès, ils sauront seulement que le traité de Versailles signé le 20 janvier 1783, ratifié le 9 février, a fait recouvrer à la France ses cinq comptoirs, arrondis de quelques terres à Villemour, Bahour et Karical.

La guerre continuera cependant là-bas ; Bussy sera sauvé par Suffren qui, une nouvelle fois, après avoir mis en fuite Hugues, mouillera le 23 juin 1783 dans Gondelour. Ses vaisseaux pavoisés d'étamine blanche seront accueillis par des salves de

victoire. Suffren et Bussy seront en droit de tout espérer mais, neuf jours après, le vaisseau anglais "La Médée" leur apportera la nouvelle officielle de la paix de Versailles. Les négociateurs de Versailles n'auront pas été à la hauteur du courage des soldats et des marins français et Bussy mourra à Pondichéry le 7 janvier 1765, après avoir tenté d'ultimes négociations pour enlever aux Anglais Trincomalé. (1)

L'honneur de nos drapeaux était sauf... Est-ce que le comte de Lally retrouvera le sien dans les combats secrets de la procédure... Sa mémoire va-t-elle enfin avoir "des juges" à Dijon? ...

"Dieu seul sait", a écrit Honoré de Balzac⁽²⁾, "ce qui reste sur le papier de la scène la plus glacialement ardente, où les yeux, l'accent, un tressaillement dans la face, la plus légère touche de coloris ajoutée par un sentiment, tout a été périlleux, comme entre sauvages qui s'observent pour se découvrir et se tuer. Un procès verbal, ce n'est donc plus que les cendres d'un incendie".

Que sortira-t-il des sacs à procès entassés sur la table de la Grand'Chambre, remplis de milliers de pages noircies par l'écriture serrée des greffiers? Parmi les conseillers, Bouthier de Rochefort, le quinzième conseiller et dernier venu, est prêt à se mettre à l'ouvrage avec coeur. Après le Parlement de Paris, après celui de Normandie, il devra juger de nouveau ce "criminel de guerre", cet émigré qui, après avoir combattu sur tant de champs de bataille, a eu la mort ignominieuse d'un "traître".

o
o o

(1) (2) Voir p. 411 bis.

- (1) En 1792 la République voudra faire une nouvelle tentative aux Indes. Le général Laclos, le célèbre auteur des "Liaisons dangereuses" et vainqueur méconnu de Valmy, devenu jacobin, sera désigné pour commander un corps expéditionnaire qui prêterait main forte à Tippto Sahib, mais le gouvernement révolutionnaire aura à faire face à d'autres urgences, comme Napoléon plus tard.
- (2) Splendeurs et misères des Courtisanes, H. de Balzac, La Comédie Humaine, Bibl. de la Pléiade, t. V, p. 964.

INDEX des PRINCIPAUX NOMS CITÉS

1er Volume

INDEX des PRINCIPAUX NOMS CITES

Ier Volume

A

ABEILLE - 116 - 123.

ACHÉ (Alexandre-Louis, baron d') - 390.

ACHÉ (Anne-Antoine, comte d') - 50 - 51 - 54 - 56 - 57 - 58 - 59 - 60 - 61 - 62 - 63 - 64 - 66 - 80 - 81 - 83 - 83bis - 84 - 87 - 90 - 94 - 95 - 100 - 101 - 104 - 104bis - 105 - 108 - 109 - 118 - 124 - 127 - 141 - 144 - 145 - 146 - 146bis - 155 - 156 - 185 - 198 - 273 - 274 - 275 - 283 - 298 - 300 - 305 - 306 - 310 - 312.

ACHÉ (comtesse d') - 390 - 391 - 405.

AGUESSEAU (d') - 365 - 373 - 375.

ALAIN - 282 - 289.

ALBERT (marquise d') - 261.

ALEMBERT (d') - 223 - 223bis - 328 - 357.

ALEMQUIR II - 30.

ALI KHAN (Voir MEHEMET ALI KHAN)

ALLEN ou ALEN (comte de St Volston) - 17 - 136 - 226 - 245 - 252 - 273 - 277 - 278 - 279 - 305 - 307 - 310 - 311 - 385bis - 396 - 404 - 406.

ALLEN (Mme) - 306.

ALLIGRE ou ALIGRE (François d') - 308.

AMBRIERE (Francis) - VI.

ANAVESDIKAN - 39.

ANTOINE (Michel) - VI - 272.

ANVILLE (d') - 65.

ARAVAY (marquis d') - 9.

ARGENSON (comte d') - 10 - 12 - 13 - 355.

ARGENTAL (d') - 356 - 361bis.

ARNAUD (Antoine) - 97.

ARNAUT (poète) - 381 ter.

ARNOULT (Sophie) - 350.

AUBAREDE (d') - 211 - 211 bis.

AUBERT (chirurgien major) - 134.

AUBRY (abbé) - 321 - 323.

AUBRY (Me Guy-Charles) - 267 - 267 bis - 268 - 269 - 280 - 296 - 298 - 299 - 300.

AUBRY (Me Jacques-Charles) - 267 bis.

AUMONT (J.J.B.) - 153 - 154 bis.

AURENG-SEB - 65 - 77.

AUTEUIL (Charlotte-Elisabeth de COMBAULT d') - 33.

AVERDY (L') - 315 - 337.

AYRAULT - 237.

AYREYX (abbé) - 326.

BABILLE - 379 bis.

BACHAUMONT - 222 - 303 bis - 350 - 351 bis - 352 - 361 bis.

BAILLIC (colonel) - 409.

BAINVILLE (J.) - 18.

BALZAC (Honoré de) - 256 - 411.

BARBIER - 217 bis.

BARENTIN - 303 - 304 - 334.

BARRAL (Jacqueline de) - 14.

BARRE (chevalier de La) - 221 - 316 - 327 - 329 - 353 - 354 - 355 - 358 - 359 - 360 - 361 bis - 400.

BARRY (Mme du) - 359 - 361.

BARTHELEMY - 42 - 116 - 129.

BASIN (Charles-François de) - 272 - 277 - 305 - 306 - 312 - 389 - 405.

BASSALETZINGUE ou BASSALET-ZINGUE - 110 - 142 - 150 - 151.

BASTARD d'ESTANG - 234 - 295.

BAUJON - 381 ter.

BEAUMARCHAIS - 348 - 361 - 365.

BEAUMONT - 379 bis.

BEAUSSET (de) - 99 - 163 - 269.

BEAUVAU (Mme de) - 261 - 270.

BEAUVAU (prince de) - 249 - 347 - 348 bis.

BECCARIA - 288 - 353 - 364.

BELBOEUF (de) - 381.

BELLECOMBE de TOIRAL - 407 - 408.

BELLEGARDE (de) - 397.

BELLE-ISLE (maréchal de) - 117 - 126 - 130 - 134 - 141 - 169.

BELVAIZE ou BELLEVAIZE (Pierre-François CHARAY de) - 208 - 209 - 251 - 333.

BERETON - 147.

BERNAGE (de) - 373 - 374.

BERNARDIN de SAINT-PIERRE - 381 ter.

BERNIS (abbé de) - 12.

BERTHELIN - 176 - 177 - 313 - 334.

BERTIN (poète) - 381 ter.

BERTIN (contrôleur) - 169 - 196 - 198 - 200 - 211 - 211 bis - 212 bis
243 - 244 - 254 - 270 - 271 - 274 - 315.

BESENVAL - 201 - 345.

BESONGNE (Vve) - 395.

BESTERMAN - 356 - 357 - 359 bis - 360 - 361 bis.

BETTEVILLE (de) - 397.

BIGORE (abbé) - 354.

BIREN (duc de Courlande) - 7.

BISSON de BARTHELEMY (Paul) - 303 bis.

BITOUZÉ de LIGNIERES - 379 bis.

BLAIR de BOISEMONT (de) - 374.

BLANQUET de la HAYE - 49.

BOIGNE (comtesse de) - 351 bis.

BOISTEL d'IXELLES - 203 bis.

BONNEL - 395.

BONNIERES (de) - 379 bis.

BOUHIER (président) - 3.

BOUILLING (Catherine-Elisabeth) - 381 bis.

BOUILLON (de) - 187.

BOUILLON (princesse de) - 351 bis.

BOULOGNE (de) - 138.

BOURBON-CONDE (Louis-Henry de) - 13 - 33.

BOURBON (duchesse de) - 33.

BOURDET - 252.

BOURNON (de) - 262 - 291.

BOUTEILLE-DESVERTUS - 320.

BOUTHIER de ROCHEFORT (Jean-Baptiste Charles) - IV - 1 - 2 - 3 - 15 - 83 bis - 86 - 89 - 95 - 99 - 100 - 102 - 107 - 110 - 112 - 113 - 116 - 121 - 123 - 126 - 128 - 143 - 149 - 160 bis - 165 bis - 172 - 173 bis - 175 - 176 - 179 - 180 - 181 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 194 - 197 - 199 - 200 - 204 - 211 bis - 218 - 228 - 239 - 393 - 411.

BOYELLEAU - 116.

BOYER - 242 - 247 - 248 - 268.

BRAITHWAITE (colonel) - 409.

BRESSAC de FAVENTINE (Anne-Marie) - 5.

BRETEUIL - 119.

BRETIGNIERES (de) - 226 - 231 - 247 - 248 - 252 - 309 - 314 - 322.

BRIARD - 332.

BRISSEON de COLIGNY - 381 bis.

BRISSEON (Paul) - 379 bis.

BUFFAUT - 381 ter.

BUSSY (Charles de) (marquis de Castelnau) - II - 37 - 39 - 40 - 41 - 45 bis - 47 - 52 - 70 - 76 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 97 - 109 - 110 - 111 - 112 - 114 - 117 - 119 - 120 - 122 - 126 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 145 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 154 bis - 155 - 157 - 163 - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 173 bis - 175 - 179 - 196 - 197 - 212 - 215 - 241 - 249 - 254 - 274 - 298 - 299 - 300 - 334 - 335 - 336 - 340 - 360 - 386 - 392 - 410 - 411.

CAILLO ou CAILLAU - 180 - 244.
CAILLAU (Marie-Catherine) - 381 ter.
CALAS (Jean) - 234 - 266 - 345 - 352 - 354 - 360 - 379 bis - 387.
CALAS (Jean-Pierre) - 266.
CALL (Jean) - 124.
CARADEUC (de) - 271.
CARRA - 211 bis.
CARRE (Henri) - III - 380 - 401.
CARVALHO - 177.
CASTILLON - 399.
CATHERINE II - 361 bis.
CAUDINIERE (abbé de) - 397.
CAXOTTE (Pierre) - 317
CHABANON - 356.
CHAH-ALEM II - 30.
CHAMBOYS ou CHAMBOIS (Augustin-Antoine DEVAUD de) (Voir DEVAUD).
CHAMBOYS (PERARD de) (Voir PERARD).
CHAMILLY (Mme de) - 44.
CHAMPCENETZ - 350.
CHANDA-SAEB - 34 - 37 - 39 - 98 - 103 - 110 - 188.
CHAPONAY ou CHAPONNAY (de) - 17 - 136 - 189 - 226 - 245 - 248 -
267 bis - 275 - 277 - 279 - 305 - 307 - 310 - 311 - 331 - 332 - 366.
CHARLES-EDOUARD - 7 - 9 - 10 - 202.
CHARTENAY de LANTY (Claude-Thérèse) - 40.
CHASSAIGNE (Marc) - III - 154 bis - 182 - 215 - 222 - 268 - 275.
CHATEAU-MORAND (Mme de) - 119 - 150.
CHEMIN (Du) - 409.

CHEVALIER (major) - 207 - 210 - 246 - 248 - 251 - 252 - 261 - 268 - 280 - 281 - 318.

CHEVREAU (ou CHEVROT) (Claude) - 103 - 157 - 163 - 168.

CHOISEUL (Antoine) (marquis de) - 197.

CHOISEUL (Arthémise de) (fille du précédent) - 197 - 249.

CHOISEUL (Etienne-François, duc de) - 20 - 57 - 198 - 199 - 201 - 202 - 203 bis - 204 - 211 - 266 - 270 - 316 - 355 - 355 bis - 373 - 374 - 376.

CHOISEUL (vicomte de) - 50.

CHOISEUL (comte de) duc de PRASLIN (Voir PRASLIN).

CLAIRVAL - 350.

CLARE (milord) - 9.

CLEMENT XIV (pape) - 362.

CLÉROT (Me) - 385 bis.

CLIVE de PLASSEY - II - 43 - 71 - 77 - 244.

CLOUET - 49 - 57 - 142 - 143 - 144.

CLUNY (abbé) - 293.

COIGNY (de) - 350 - 351 bis.

COLBERT - 21 - 22 - 45 - 49 - 338.

COLLÉ - 36.

COLLET (Me) - 334.

COLOMBET (Albert) - VI.

COLTOT (de) - 389 - 405.

COMBAULT (voir d'AUTEUIL)

COMBON (de) - 397.

CONDORCET - 202 - 361 bis - 379 bis - 398 - 399.

CONFLEANS (Alexandre-Philippe) - 12 bis

CONFLEANS - Officier de Lally - 57 - 79 - 93 - 110 - 111 - 131 - 133 - 134 - 180.

CONFLEANS (Mme de) - 261.

CONFLEANS (Marguerite-Félicité) (Voir CRAFTON et MAULDE (Mme de)).

COÔTE (colonel) - 147 - 151 - 153 - 158 - 165 - 166 - 172 - 185 - 186 - 188 - 189 - 213 - 244.

COQUELET de CHAUSSEPIERRE (Me) - 401.

CORNEILLE - 355.

CORNISCH (amiral) - 158 - 185.

COTILLON IV (marquise) - 201.

COURTIN - 161 - 188 - 193 - 199 - 217 - 238 - 297.

COUTENCEAU (Cl.) - 241.

CRAFTON (Félicité) - 12 - 341 - 342 - 344.

CREMILLES (de) - 114.

CRILLON (chevalier de) - 35 - 57 - 86 - 117 - 119 - 122 - 127 - 148 - 149 - 152 - 217 - 239 - 240 - 241 - 250 - 272 - 276.

CRUPPI (Jean) - 401.

DAMIENS - 57 - 221 - 286.
DAMILAVILLE - 234 - 357.
DANICAN (Voir LANDIVISIAU).
DANJOU (Me) - 267 - 306.
DANRY - 272.
DARAGON (H.) - 350 bis.
DEFERRE - 190 - 226 - 273 - 278 - 279 - 305 - 307 - 309 - 311.
DEFFAND (Mme du) - 327 - 359 - 361 bis.
DEGERME de la MOTTE (Me) - 35 - 40.
DENIS (Mme) - 361 bis.
DENIS (Pierre) - 194 - 199 - 217 - 237 - 297.
DEREINE - 272.
DESCHAUX (Jean) - 226 - 273 - 277 - 296 - 305 - 306 - 310 - 312.
DESROULIERS - 318.
DESCVAULX (Jacques-François) - 116 - 129 - 141 - 381 ter - 391.
DESCVAULX (Madeleine) - 381 ter.
DEVAUD de CHAMBOYS (ou CHAMBOIS) (Augustin-Antoine) - 312.
DHERIS - 159.
DIDEROT - 348 - 362.
DILLON (Arthur) - 5 - 6 - 7 - 10 - 217 - 317 - 344 - 347.
DILLON (Mme) - 347.
DILLON (Archevêque) - 196 - 198 - 270.
DILLON (chevalier) - 9.
DILLON (Mlle Mary) - 261 - 270 - 281 - 317 - 343 - 345 - 346 - 347.
DILLON (Viscount Théobald) - 4 - 5.
DODIN (Me) - 231 bis.

DOREZ - 162.

DOUESSEY - 395.

DRAPER (colonel) - 122.

DUBOIS ou DU BOIS ou encore DU BOYS (intendant) - 178 - 190 - 194 - 195 - 278 - 279 - 309.

DUBOIS de la MOTTE - 63 bis.

DUCASTEL (Me) - 396 - 397.

DUGUAY-TROUIN - 31 - 62.

DUMANOIR (Duval) - 305.

DUMONT - 162.

DUMONT (dit : le coquin) - 162.

DUPLEIX - II - III - 22 - 23 - 31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 36 - 37 - 38 - 39 - 40 - 41 - 42 - 45 - 45 bis - 45 ter - 46 - 47 - 48 - 52 - 53 - 67 - 74 - 76 - 78 - 85 - 90 - 91 - 98 - 110 - 150 - 212 - 336 - 353 - 381 bis - 407.

DUPLEIX (Mme) (Jeanne ALBERT, Vve VINCENS) - 32 - 33 - 35 - 40 - 45 bis.

DUPORTAIL (Me Benoit) - 40.

DUPRAY de la MAHERIC - 326.

DUPRÉ - 191 - 192 bis.

DUPUIS - 327.

DURAS (duc de) - 403.

DURRE (colonel Jean-Antoine) - 57 - 81 - 88 - 125 - 165 - 188.

DUVAL - 211 bis - 333.

DUVIVIER - 371.

EDOUARD (prince) - 19.

EGUILLE (Voir FORGET de 1').

ELISABETH (impératrice de Russie) - 201.

ELISABETH (Reine) - 21.

EPREMESNIL (comte d') - 381 bis.

EPREMESNIL (Jacques d') - 381 bis.

EPREMESNIL (Jean-Jacques Duval d') - 35 - 47 - 94 - 179 - 180 - 191 bis - 212 bis - 213 - 214 - 305 - 336 - 341 - 378 - 379 bis - 380 - 381 - 381 bis - 381 ter - 382 - 383 - 384 - 385 - 385 bis - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 401 - 402 - 405 - 406.

ESTANG (Voir BASTARD d').

ESTAING (d') - 56 - 61 - 64 - 84 - 86 - 99 - 101 - 102 - 104 bis - 106 - 109 - 117 - 119 - 120 - 123 - 126 - 150 - 241 - 243.

ESTRÉES (d') - 119.

FABRY (chanoine de) - 326.
FANTIN-DESODOARDS (Antoine) - 190.
FARCONNET (de) - 318.
FARGEAUD (Madeleine) - VI.
FAVRE (Louis) - 221.
FAYET (du) - 381 bis.
FENELON (marquis de) - 216.
FERNY - 379 bis.
FERRIERE (Claude-Joseph de) - 229.
FISCHER - 102 - 254.
FLAMMERMONT - 217 bis.
FLEURY (cardinal de) - 7 - 355.
FLORIAN - 356.
FLOTTE (de la) - 83 - 170.
FOLLEVILLE - 397.
FORDE (colonel) - 133.
FORGET de l'EGUILLE (chevalier) - 124 - 127 - 146 - 156.
FOSCIER (Charles) - 226 - 273 - 277 - 296 - 305 - 306 - 310 - 312.
FOUQUET - 267.
FOVANCIE (Nicolas de) - 199.
FRANKLIN - 407.
FREDERIC II - 11 - 200 - 225.
FREINCH (Père) - 173 - 173 bis - 279 - 312.
FRELAUT (Voir GADEVILLE).
PREMYN - 321.
FUMEL (Jean-Georges de) - 121 - 148 - 149 - 178 - 213 bis - 217 - 250 - 273 - 274 - 275 - 305 - 306 - 310 - 312.
FUMERON - 61.

GADEVILLE (ou GUADEVILLE) (FRELAUT ou FRETARD de) - 17 - 136 - 166 - 173 - 174 - 175 - 219 - 226 - 245 - 246 - 257 - 273 - 275 - 276 - 277 - 279 - 305 - 307 - 310 - 311 - 331 - 332.

GAFFINDIKAN - 39.

GARRETA - VI.

GENEST - 269 - 302.

GENGIS - 353.

GENLIS (BRUSLARD de) - 238 - 275.

GENLIS (Mme) - 351.

GEOGHEGAM - 147 - 297.

GEORGEL - 337.

GERBIER (Me) - 263 - 334 - 400.

GILBERT - 330.

GLACHANT (Roger) - IV - 49 - 137.

GODEHEU - 45 - 46 - 47 - 48 - 70 - 78 - 150.

GONCOURT (J. et E. de) - 350 bis.

GOEZMAN - 365.

GORDON (amiral) - 7.

GOURGUES (de) - 308.

GOURNAY - 70.

GRACIAN (Balthazar) - 6.

GRANDCLOMESLE - 340.

GRAS (Pierre) - VI.

GRÉCOURT (de) - 389.

GRIMM - 349 - 358.

GROSE - 97.

GROUCHY - 127.

GUEBRIAND (abbé) - 293.

GUENON de BONNEUIL - 381 ter.

GUESPEREAU (Me) - 343.

GUICHE (comtesse de la) - 214 - 261 - 317 - 330.

GUIGNARD (Jean-Emmanuel de) (Voir, Vicomte de St PRIEST).

GUILLARD - 44 - 159.

GUILLEMAIN (Charles) - VI.

GUILLERMAIN - 297.

GUILLERMIN (de) - 179 - 189 - 272.

GUINOT (Me) - 333.

GUYONNET (chirurgien) - 194.



HAIDER ALI KAN ou ALIKAN - 160 - 160 bis - 184 - 193 - 407 - 408 - 409.
HAMONT (Tibulle) - II - 136 - 155 - 213 bis - 215.
HARAMBURE (d') - 179.
HARDY (Siméon-Prosper, libraire) - 326.
HARPY - 194 - 279 - 312.
HASTINGS (Warren) - 43.
HENIN (Etienne de MONCONSEIL) (princesse d') - 348 bis - 349 - 350 - 350 bis - 351 - 351 bis - 352.
HENIN (prince d') - 349 - 350 - 350 bis.
HERAIN (Pierre de) - 370.
HERNE (Me) - 284.
HESSE-RHEINFELDS (Caroline de) - 33.
HEUSE (comte de la) - 369.
HEUSE (comtesse de la) - 251 - 261 - 281 - 293 - 317 - 341 - 361 bis - 369 - 370.
HOLBACH (d') - 362.
HOSTIE ou HOSTY - 248 - 252 - 268 - 278 - 280 - 281.
HUGUES - 410.
HURLLOT (abbé) - 351 bis.
HUSSEY - 159 - 297.



N E A N T

JACKSON (dame) - 172 - 219.

JACQUELOT (Joseph-Louis-Denis) - 194 - 279 - 312.

JACQUES II - 4 - 5.

JARRIERE (La) - 320.

JOHNSTONE - 410.

JOLY de FLEURY (Guillaume-François-Louis) (Procureur Général) - 213 - 216 - 218 - 303 - 303 bis - 304 - 374 - 375.

JOLY de FLEURY (Jean-Omer) (1er avocat) - 303 - 303 bis - 304.

JONVILLE (de) - 372 - 373.

JOUSSE - 229 - 230 - 231 bis - 232 bis.

JUMILHAC (de) - 178 - 196 - 206 - 207 - 252.

KENNEDY ou KENEDY - 103 - 108 - 241 - 297.

KENNELLY O' - 159.

L

LA BOURDONNAIS (MAHÉ de) - II - 31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 36 - 39 - 40 - 42 - 62 - 64 - 98 - 100 - 121 - 233 - 267 - 381 bis.

LA BRUYERE - 227.

LA CHALOTAIS - 271 - 272 - 289 - 399.

LACOUR - VI.

LACLOS - 411.

LA CUISINE - IV - 90.

LACY - 18.

LA FARE - 57 - 117.

LAGRENEE de MAISIERES - 116 - 199 - 217 - 297.

LAHURE - 351 bis.

LALLY (Gérard) - 4.

LALLY (Jacques) - 12.

LALLY (Michel) - 56 - 86.

LALLY (Sir Gérard) - 5 - 6.

LALLY (Thomas-Artur, comte de) - I - II - III - IV - V - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 27 - 28 - 44 - 48 - 49 - 50 - 51 - 52 - 53 - 54 - 56 - 57 - 58 - 59 - 60 - 61 - 62 - 63 - 65 - 66 - 67 - 70 - 71 - 72 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 82 - 83 - 83bis - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 - 90 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96 - 98 - 99 - 100 - 101 - 102 - 103 - 104 - 104 bis - 106 - 107 - 108 - 109 - 110 - 111 - 112 - 113 - 114 - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 120 bis - 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 128 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 142 - 144 - 145 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 154 bis - 155 - 157 - 158 - 159 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 165 bis - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 180 - 181 - 182 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 189 - 190 - 191 - 191 bis - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 211 bis - 212 - 212 bis - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 225 - 226 - 227 - 233 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 293 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 341 - 342 - 343 - 345 - 346 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 359 bis - 360 - 361 - 361 bis - 362 - 363 - 365 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 377 - 378 - 379 - 381 - 382 - 383 - 385 - 385 bis - 386 - 388 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 399 - 401 - 402 - 403 - 404 - 407 - 408 - 411.

LALLY-TOLENDAL (Trophime-Gérard, comte de) - I - 9 - 12 - 19 - 31 - 35 - 83 bis - 131 - 136 - 182 - 213 bis - 214 - 225 - 237 bis - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 347 - 348 - 348 bis - 351 - 352 - 359 - 359 bis - 360 - 361 - 361 bis - 362 - 363 - 364 - 365 - 367 - 369 - 370 - 371 - 376 - 377 - 378 - 379 - 379 bis - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 404 - 405 - 406.

LAMARCK (Mme de) - 15 - 196 - 261.

LAMBERT - 257 - 369 - 372 - 373 - 374.

LA MAZIERE (Pierre) - III.

LAMOIGNON (de) - 266 bis.

LANCIZE (de) - 204.

LANDIVISIAU (DANICAN de) - 56 - 117 - 119 - 125 - 139 - 170 - 171 - 172 - 178 - 183 - 184 - 199 - 200 - 219 - 276.

LANGÉAC (Mme de) - 347.

LANGLOIS-BERTHELOT - VI.

LANGLOIS de MIRANDE (conseiller de) - 129.

LARCHE (Mme de) - 173 - 254.

LA TOUR DU PIN (marquise de) - 57 - 345 - 351.

LAUD (archevêque) - 284.

LAUDON - 18.

LAURAGUAIS (comte de) - 350 bis.

LAVAL (DUPLAN de) - 199.

LA VALETTE (Père) - 212 - 354.

LAVAUR (Père) - 96 - 97 - 98 - 99 - 100 - 123 - 130 - 134 - 135 - 145 - 150 - 155 - 172 - 182 - 184 - 188 - 190 - 191 - 194 - 195 - 198 - 211 - 212 - 212 bis - 213 - 213 bis - 214 - 215 - 216 - 218 - 225 - 362 - 392

LAW (Jean) - 93 - 407.

LAW de LAURISTON (Jacques-François) - 28 - 39 - 40 - 70 - 74 - 173 bis - 177 - 407.

LAWRENCE - 39 - 133 - 154 bis.

LEBRETON - 248.

LEBRUN (Charles-François) - 217 bis.

LECOMTE (Pierre) - 159 - 217 - 237 - 238 - 250 - 297.

LEGRAND (garde) - 330.

LEGRAND (valet de chambre) - 332.

LE NOIR (conseiller) - 161 - 199 - 237.

LE NOIR (lieutenant criminel) - 217 - 217 bis - 273.

LE NOIR (abbé) - 302.

LE PELETIER de SAINT-FARGEAU (Michel) - 223 bis - 264 - 293 - 308 - 314.

LE PELLETIER de BEAUPRÉ - 373 - 375.

LEPRETRE de LIZONNET - 220.

LESPINASSE (Mme de) - 203 - 204.

LE VERRIER - 171.

LEYRIT (DUVAL de) - 49 - 53 - 68 - 70 - 71 - 79 - 86 - 88 - 93 - 94 - 95 - 99 - 107 - 109 - 113 - 114 - 115 - 116 - 118 - 123 - 126 - 129 - 130 - 135 - 137 - 141 - 145 - 161 - 164 - 166 - 172 - 174 - 181 - 184 - 185 - 191 - 191 bis - 193 - 198 - 199 - 213 bis - 236 - 283 - 298 - 299 - 305 - 381 bis - 382 - 385 - 386 - 388 - 391 - 392 - 395.

LINGUET - 244 - 270 - 330 - 361 - 400 - 401 - 402 - 403.

LISLE (de) - 351 bis.

LOISEL - 232 bis.

LOUIS XIV - 4 - 21 - 208 - 407.

LOUIS XV - I - V - 4 - 12 - 13 - 16 - 18 - 19 - 200 - 203 bis - 208 - 211 - 221 - 261 - 271 - 272 - 294 - 308 - 317 - 318 - 323 - 346 - 347 - 353 - 358.

LOUIS XVI - 364 - 407 - 408.

LOUYS (Pierre) - 350 bis.

LOWENDAL (Maréchal) - 10.

LUBLINSKY - 358 - 361 bis.

MAC GREGOR - 154 - 173 - 297.

MACHAULT - 45 - 223 bis.

MAGON - 63 - 118 - 137 - 138.

MAINDRON (Maurice) - III - 33 - 39 - 41 - 72 - 136 - 175 - 192 bis - 193 - 279 - 336.

MALESHERBES - 399.

MALLESON - II - 46 - 126 - 275.

MALRAUX (André) - 75.

MANDAVE (colonel) - 408.

MANOGI - 98 - 103 - 108.

MARCHAND (capitaine) - 408.

MARIE-ANTOINETTE (Reine) - 347.

MARIE-THERESE (Impératrice d'Autriche) - 12 - 18 - 200.

MARIGOT (le jeune) - 358.

MARIN - 360 - 361 bis.

MARIOL (Antoine de) (capitaine) - 139 - 174 - 189 - 195 - 198 - 200 - 219.

MARION (dit DU MERSAN) - 150 - 198.

MARMONTEL - 361 bis.

MARTINEAU (Alfred) - IV - 41 - 48 - 91 - 117 - 150 - 168 - 173 bis - 335 - 336.

MAUDUIT - 345.

MAULDE (comte François de) - 12 - 344.

MAULDE (Mme de) - 344 - 347.

MAULDE (vicomte de) - 272.

MAULNIER (Thierry) - IV.

MAULTROT (Me) - 263.

MAUPEOU (René-Charles) (père) - 217 bis.

MAUPEOU (René-Nicolas-Charles-Augustin de) (fils) - 217 - 217 bis - 265 - 292 - 293 - 303 - 303 bis - 307 - 317 - 318 - 330 - 352 - 354 - 355 - 355 bis - 361 - 373 - 376 - 380 - 400.

MAYNON d'INVAU - 337.

MEAGHER (Guillaume) - 173 - 173 bis - 226 - 277 - 296 - 305 - 306 - 310 - 312.

MEHÉMET ALI KHAN - 71 - 110 - 112.

MÉLAC (fils) - 348.

MENAGE - 159.

MESMES (chevalier de) - 178 - 179 - 199 - 237.

MESSEY (Marie-Charlotte-Justine de) - 249.

MEYER (Alfred) - III

MICAULT d'HARVELAY - 341.

MICHEL - 243.

MICHELARD - 238.

MICHODIERE (de la) - 373 - 374.

MICOUBLAND (Ch.) - 351 bis.

MIEUX - 296.

MILLIERE (de la) (Me des requêtes) - 376.

MIRAN (de) - 116 - 123.

MIREPOIX - 249 - 349.

MIROMESNIL (de) - 315 - 376 - 379 - 379 bis - 381 - 385 - 406.

MISSOFFE (Michel) - 31.

MOLLEVILLE (Bertrand de) - 405.

MONBLIN (Michaut de) - 223 bis.

MONCONSEIL (marquis de) - 349.

MONDON (colonel) - 165.

MONNERAT (Guillaume) - 207 - 208.

MONTARAN (de) - 45 bis.

MONTBAILLI - 352.

MONTDEVERGNE (marquis de) - 43.

MONTESQUIEU - 318.

MONTHOLON (de) - 390 - 395.

MONTMORENCY (ou MONTMORENCI) (marquis de) - 57 - 213.

MORACIN (Léon) - 45 - 76 - 90 - 91 - 92 - 93 - 97 - 109 - 115 - 132 - 133 - 146 - 154 - 160 - 161 - 169 - 173 - 173 bis - 190 - 193 - 194 - 198 - 199 - 213 - 334.

MORANGIES (de) - 28 - 361 - 400.

MORARAO - 184.

MORAS (de) - 18 - 19 - 48 - 50 - 54 - 59 - 88 - 94.

MORELLET (abbé) - 337 - 338 - 353.

MORVEAU (de) - 399.

MOUCHARD - 381 - 397.

MOUCHY (de) - 347.

MOUETTE - 332.

MOUZAFERZINGUE - 39.

MUNRO (colonel) - 408.

MURON - 235.

MUSAFFAZINGUE - 110.

MUYART de VOUGLANS - 207 bis - 350 bis.

NADEAU - 204.

NAZERZINGUE - 39.

NECKER - 301 - 336 - 338 - 376.

NEWTON (Isaac) - 13.

NICOLAS - 194 - 275.

NIZAM ALI - 110.

NOAILLES (Maréchal de) - 7 - 318.

NOAILLES (Vicomtesse de) - 351.

NOË (Vicomtesse de) - 200 - 211 - 211 bis.

NOIREFOSSE (Thomas de La Tour de) - 238.

NOROGNE (moine) - 173.

NORONHA (Evêque) - 128 - 136 - 160 - 279 - 312 - 334.

O' DONNEL - 18 - 371.

ORMESSON (d') - 315.

ORVES (d') - 409.

OUTREMONT (d') - 197.

PAJOT - 45.

PALATINE (La) - 32.

PANIKKAR (K.M.) - 43.

PANON - 180.

PARIS (les frères) - 28 - 69.

PASQUIER (Denis-Louis) - 220 - 221 - 222 - 223 bis - 224 - 225 - 226 -
 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 -
 247 - 249 - 250 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 264 -
 265 - 267 - 268 - 272 - 274 - 275 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 -
 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 295 - 296 - 298 - 300 -
 302 - 303 - 306 - 308 - 309 - 311 - 314 - 320 - 322 - 332 - 335 - 359 -
 366 - 372 - 373.

PASQUIER (Estienne-Denis) - 221.

PASQUIER (Etienne) - 221.

PATY (du) - 398 - 399.

PEAU - 251.

PELLOT - 222 - 303 - 308.

PERARD (de CHAMBOYS) - 272 - 277 - 305 - 306.

PETAINE (Maréchal) - 370.

PETYOT de MORCOURT (Mme Yvonne de) - 370.

PIDANSAT de MAIROBERT - 355 bis.

PIERRON (Nicolas) - 235 - 304.

PIERROT (Roger) - VI.

PIGOT - 125 - 126 - 139 - 166 - 167 - 170 - 172 - 181 - 189 - 191 -
 192 bis.

PINON - 308.

PLATEL (dame) - 341.

PLATEL (sieur) - 341.

POCOCK (amiral) - 65 - 83 - 84 - 139 - 144.

POETE (du) - 275.

POIX (princesse de) - 351 bis.

POLLIER (major) - 85 - 194.

POMMIER (Jean) - VII.

POMPADOUR (Mme de) - 11 - 12 - 59 - 169 - 198 - 201 - 202 - 210 - 211 - 220 - 221.

POPE - 20 - 141.

POPU (Gaston) - VI.

PORCHER - 101.

PORTE (de la) - 373 - 375.

POTHERIE (de la) - 204.

POULLY ou POULY (Jacques de) - 17 - 136 - 177 - 226 - 245 - 273 - 277 - 279 - 291 - 305 - 307 - 310 - 311 - 331 - 369 - 396 - 405.

PRASLIN (duc de) - 203 - 203 bis.

PREVOST (abbé) - 348.

PRIE (marquise de) - 349.

QUENTIN de la M¹ETRIE - 381 bis.

QUESNE (Le) - 402.

RAJAH-SAËB - 98 - 110 - 112 - 136 - 138' - 150 - 254.
RAMALINGUA - 136 - 158 - 175 - 193 - 254 - 279 - 312 - 312 bis - 336.
RANGAPA - 115.
RAUCOURT (Mlle de) - 350 - 350 bis.
RAYNAL (abbé) - 362 - 363.
RÉAUTÉ (Marie de) - 381 bis.
REULLIER (Paul) - III.
REUILLY (Jean de) - 350 bis.
RIBERETTE (Pierre) - VI.
RICHELIEU (duc de) - 9 - 202 - 355 - 356 - 357 - 359 - 359 bis - 371.
RIGAUX (Jean) - VI.
RIOULT de CURSEY (Cécile-Thérèse) - 349.
ROBESPIERRE - 346.
ROCHECHOUART (Mme de) - 196 - 204.
ROCHETTE - 210 - 226 - 242 - 245 - 269 - 277 - 279 - 280 - 296 - 305 - 306 - 310 - 312.
ROGUEMONT - 318.
ROMAINVILLE (Ambroise DUDUIS de) - 180 - 181.
ROMANS (Mlle de) - 272.
ROUILLE (Ministre) - 19.
RUALLENT (abbé de) - 397.
RUIS de SAINT-MITAUT de MONTHION (Antoine-Claude-Léon) - 108.

SABDERALIKAN - 39.
SABODGI - 99.
SACY (Père) - 354.
SAINT-CERNIN - 181.
SAINTE-BEUVE - 351 bis.
SAINT-ESTEVAN (Père) - 103 - 155 - 195 - 214 - 254 - 391.
SAINT-FLORENTIN (comte de) (duc de la VRILLIERE) - 271 - 347.
SAINT-GERMAIN (de) - 366.
SAINT-JEAN - 288.
SAINT-JEAN d'ANGELY (REGNAUD de) - 381 ter.
SAINT-JULIEN (Mme de) - 361 bis.
SAINT-LAMBERT - 361 bis.
SAINT-MARCEAU - 159.
SAINT-PRIEST (Guignard Jean-Emmanuel, vicomte de) - 14 - 196 - 217 - 220 - 248 - 265 - 278 - 315 - 330 - 334 - 359 - 361 bis - 366.
SAINT-PRIEST (Mme de) - 197 - 261 - 318.
SAINT-SAUVEUR - 376.
SAINT-YVES (G. de) - 18.
SALABET-ZINGUE (ou SALABETZINGUE) - 37 - 38 - 52 - 70 - 77 - 78 - 110 - 111 - 112 - 133 - 134 - 136 - 149 - 150.
SANSON (père) - 326.
SANSON (Charles-Henri) (fils) - 326 - 327.
SARRAIRE - 318.
SARTINE - 210 - 211 bis - 223 - 242 - 243 - 245 - 246 - 248 - 251 - 252 - 261 - 265 - 280 - 295 - 296 - 300 - 320 - 332.
SAUBINET (major) - 102 - 168.
SAUNDERS - 47.
SAUVAGE (Me) - 342.
SAUVEUR (abbé) - 293.

SAVAGE - 35.

SAVIGNY (de) - 373 - 375.

SAXE (Maréchal de) - 8 - 10 - 11.

SECHELLES (de) - 18.

SEGUIER - 303 - 354 - 398.

SEJOUR (du) - 399.

SELLE (de La) - 116 - 129 - 152 - 159 - 171 - 199.

SEMBAT (M.) - 286.

SENAC de MEILHAN - 316.

SENTUARI (Jean-Baptiste) - 381 ter.

SERVAN - 398.

SHAW (Bernard) - 16.

SILHOUETTE (de) - 20 - 41 - 42 - 45 - 48 - 119 - 130 - 139 - 141 - 149 - 169.

SIRVEN - 352 - 356.

SMITH (Stephen) - 192.

SOMMESNIL (de) - 397.

SOUBISE - 201.

SOUPIRE (Antoine de) - 56 - 57 - 60 - 79 - 80 - 84 - 85 - 86 - 95 - 100 - 115 - 117 - 128 - 134 - 139 - 168 - 392.

STAINVILLE (duc de) - 349 - 350.

STAINVILLE (Mme de) - 349.

STANISLAS (Roi) - 19.

STEVENS (amiral) - 65 - 158 - 192.

STRAFFORD (comte de) - 288.

STUART - 7 - 11.

SUFFREN de SAINT-TROPEZ - 409 - 410 - 411.

SUTTON - 179 - 393.



TABOUREAU - 373 - 374 - 375 - 376.
TAMERLAN - 30 - 353.
TARGET (Me) - 263.
TAVERNIER - 75.
TERRAY (abbé) - 212.
TESTAIT - 381 ter.
THEODORE (capucin) - 69.
THILLORIER (Jacques) - 381 ter.
THOMAS (Marcel) - 23.
TIPPO-SAËB (ou TIPPO-SAHIB) - 160 bis - 190 - 409 - 411.
TITON - 303 - 303 bis - 308 - 314.
TOBIN - 188.
TOLOSAN - 376.
TORAMANA - 43.
TOUCHET - 226.
TOURNEUX (Maurice) - 351 bis.
TRICOU (Jean) - VI.
TRINQUIERE (Jean-Claude-Eléonore de) - 189.
TRONCHET (Me) - 263 - 379 bis.
TURGOT - 203 - 223 - 366.



N E A N T

VALCOUR (de) (Voir LALLY-TOLENDAL, Trophime-Gérard, comte de).

VALDEC de LESSART - 336.

VAUBADON (de) - 395.

VAUDREUIL (de) - 251.

VERCHERE d'ARCEAU - 2.

VERDIERE ou VERDIERES - 117 - 119.

VERGENNES (de) - 366 - 380 - 407.

VERNE (du) - 379 bis.

VIALARD (Juste) - 251.

VILLEGAUDIN - 318.

VILLENEUVE (DUFOUR de) - 373 - 374.

VILLEPATOUR (chevalier de) - 57.

VINCENS - 32.

VINCENS (Anne-Christine) - 35 - 381 bis.

VIVIER (Philippe du) - 5.

VOILQUIN (Me Rémy) - 264 - 365 - 405.

VOLSTON (Voir ALLEN).

VOLTAIRE - I - 9 - 13 - 28 - 30 - 31 - 175 - 183 - 188 - 202 - 210 - 213 - 213 bis - 217 bis - 221 - 223 - 223 bis - 224 - 228 - 231 bis - 232 bis - 234 - 250 - 263 - 284 - 303 bis - 315 - 328 - 348 - 352 - 353 - 354 - 355 - 355 bis - 356 - 357 - 358 - 359 - 359 bis - 360 - 361 - 361 bis - 364 - 365 - 370 - 371 - 379 - 379 bis - 386 - 398 - 399 - 401.

VRIGNIER (Mlle) - VI.

VRILLIERE (de la) (Voir SAINT-FLORENTIN, comte de).

W

WELVERT (Eugène) - 349 - 350.

WYNCH - 85.

X

N E A N T

Y

N E A N T

Z

N E A N T

T A B L E d e s M A T I E R E S

- I -

	Pages
Avant-Propos	I
Première Partie : Un Criminel de Guerre au XVIIIème Siècle	
Avant le lever du rideau	1
Chap. I - Comment le comte de Lally livra bataille aux Indes, la perdit...	18
Chap. II - Et pour avoir perdu la guerre aux Indes perdit aussi la tête	196
Deuxième Partie : Un extraordinaire combat judiciaire	
Chap. I - Il restait au comte de Lally un fils	341
Chap. II - La Bataille devant le Parlement de Normandie	378
Index des principaux noms cités	412

